



UNIVERSITÉ INTERNATIONALE IBÉRO-AMÉRICAINNE

DEPARTEMENT ACADEMIQUE DES PROJETS

DOCTORAT EN PROJETS

**Domaine de recherche : Gestion d'Entreprise et
Développement de la Gestion**

THÈSE DE DOCTORAT

Titre

**Analyse et stratégies d'engagement des jeunes ruraux dans les chaînes
de valeur agricoles dans la province du Sud-Kivu en République
Démocratique du Congo**

Doctorant

Innocent Cirhuza Mwolo

Directeur de Thèse

Dr. Julio Cesar Martinez Espinosa

28 Juin 2024



UNIVERSITÉ INTERNATIONALE IBÉRO-AMÉRICAINÉ

DÉPARTEMENT ACADEMIQUE DES PROJETS

DOCTORAT EN PROJETS

**Domaine de recherche : Gestion d'Entreprise et
Développement de la Gestion**

THÈSE DE DOCTORAT

Titre

**Analyse et stratégies d'engagement des jeunes ruraux dans les chaînes
de valeur agricoles dans la province du Sud-Kivu en République
Démocratique du Congo**

Doctorant

Innocent Cirhuza Mwolo

Directeur de Thèse

Dr. Julio Cesar Martinez Espinosa

28 Juin 2024

ENGAGEMENT DE L'AUTEUR

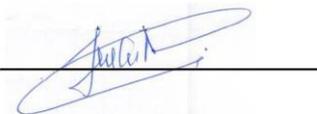
Moi, **Cirhuza Mwolo Innocent** portant le passeport N° **OP 1374631** et étudiant du programme académique de **Doctorat en Projets**, de l'université internationale ibéro-américaine (UNINI)

DÉCLARE :

Que le contenu du présent document est un reflet de mon travail personnel et je manifeste que face à toute notification de plagiat, copie ou modification réductrice de la source originale, je suis le responsable direct légal, économique et administratif, et que le Directeur du travail, l'Université et toutes les institutions ayant collaboré à ce travail sont exempts de responsabilité, et j'assume les conséquences de ces pratiques.

À Yaoundé le 06 janvier 2023

Signature :



PREUVES DE PUBLICATION ET ACCEPTATION D'ARTICLES









ATTESTATION DE PUBLICATION

Le comité scientifique atteste que :
M/Mme. CIRHUZA MWOLO Innocent
A publié un article sous le thème :
«Analyse des facteurs clés de succès des jeunes engagés dans les chaînes de valeur agricoles : cas des jeunes agripreneurs ruraux du Sud-Kivu.»
Au Volume 5 : Numéro 1 de la Revue Internationale du Chercheur

Date : Février 2024

ISSN : 2726-5889
Copyright© 2020 All rights reserved.
www.revuechercheur.com

Revue Internationale du Chercheur
Revue relevant du centre français
ISSN : 2726-5889





Notifications ✕

[PDM] Decisión del editor/a (ACEPTADO)

2023-12-04 11:29 AM

Estimado/a Innocent Cirhuza Mwolo, Julio Cesar Martinez Espinosa,

Tras haber concluido el proceso de revisión ciega por pares, la decisión sobre su manuscrito titulado "Attitudes and perceptions of rural youth towards agribusiness as a profession in a post-conflict context" ha sido ACEPTARLO para su publicación en Project Design and Management.

Cuando llegue el momento será informado de su publicación.

Un saludo

Beatriz Berrios Aguayo
-
secretaria1@mlsjournals.com

Dédicace

A ma chère épouse Princesse Zamiri Mwangane

A tous mes chers enfants

A tous les acteurs des chaînes de valeur agricoles opérant au Sud-Kivu

Remerciements

Je tiens à remercier la Fondation Universitaire Ibéro-Américaine (FUNIBER), qui m'a accordé un soutien financier à travers la bourse qui m'a permis de réaliser cette thèse à l'Université Internationale Ibero-Américaine (UNINI-Mexique). Au cours de ces quelques années passées à l'UNINI-Mexique, beaucoup de personnes m'ont soutenu et ont contribué d'une manière ou d'une autre à la réalisation de cette thèse.

Mes remerciements vont plus particulièrement au Dr. Julio Cesar Martinez Espinosa, Professeur à l'UNINI-Mexique et Directeur de cette thèse. Son accord à assurer la direction de cette thèse et son investissement tout au long du processus de recherche m'ont permis d'aller au bout de mon projet.

Je remercie Madame Barbara Tonlio, Délégué de la fondation FUNIBER au Cameroun pour ses orientations et conseils tout au long de mon parcours doctoral. Je remercie également tous les membres de mon jury pour avoir accepté de consacrer leur temps et leur énergie à l'appréciation du présent manuscrit.

A tous les passionnés du développement des chaînes de valeur agricoles au Sud-Kivu, avec qui j'ai partagé lectures et discussions lors de mes travaux de recherche sur terrain. Durant mes années de recherches, j'ai bénéficié des multiples soutiens, services et encouragements de la part des amis, collègues et compagnons. A tous je dis : merci infiniment.

Enfin, je tiens à remercier ma famille qui m'a soutenu et motivé inébranlablement tout au long de ce périple. Ma chère épouse Princesse Zamiri Mwangane pour son soutien sans faille dont elle a fait preuve durant toutes ces années.

Je tiens à témoigner ma gratitude à tous ceux qui ont manifesté un intérêt pour mon travail dont je n'ai pas cité les noms.

A tous, je dis : merci infiniment.

Résumé

La dynamique et la transition démographique mondiales avec le nombre croissant des jeunes auront des effets socio-économiques variables sur les pays à faible revenu et la communauté mondiale en général. L'extrême pauvreté des jeunes particulièrement en zones rurales est encore beaucoup plus élevée comparé à la moyenne mondiale. La création d'emplois plus nombreux et de meilleure qualité pour les jeunes est donc une priorité urgente du siècle. En dépit du rôle de locomotive reconnu de l'agriculture dans la croissance économique, la création d'emploi et la réduction de la pauvreté, plusieurs évidences font état d'un désengagement des jeunes de ce secteur. C'est ainsi que nous avons réalisé une analyse systémique de l'engagement des jeunes ruraux dans les chaînes de valeur agricoles au Sud-Kivu. Pour répondre à notre question principale à savoir pourquoi les jeunes ruraux se désengagent de plus en plus de l'agriculture, nous avons conduit la recherche sur le terrain de mars 2020 à mai 2023 dont les résultats ont été analysés et discutés à la lumière des théories en lien avec l'agriculture et la croissance économique, les chaînes de valeur et l'engagement. Afin de bien appréhender la complexité et la transversalité de la question, l'approche systémique a été utilisée. Les individus à enquêter ont été choisis aléatoirement par triage sans remise en s'inspirant de la technique de l'urne de Bernoulli. Les données ont été analysées grâce au logiciel SPSS, ce qui a permis de décrire les différentes variables, vérifier leur normalité et utiliser les tests de Friedman, Khi Carré, Mann-Whitney et Kruskal-Wallis pour comprendre les liens entre elles. Premièrement, l'enquête auprès de 144 acteurs a permis d'identifier 12 facteurs d'ordre institutionnel, économique, social et écologique perçus principalement comme limitant l'essor de chaînes de valeur agricoles dans la zone. Une différence statistiquement significative a été observée quant à la perception de ces facteurs selon la fonction, le type de motivation, le mieux d'origine et le niveau d'éducation des acteurs. Ce qui nous a permis de confirmer notre première hypothèse. Deuxièmement, l'étude des perceptions de 456 jeunes ruraux a montré que seuls 13,4 % des jeunes aspirent à l'agripreneuriat, 71,9% ne sont pas encouragés par leur entourage à s'engager dans l'agriculture, 73,7% sont prêts à emprunter la voie de l'exode rural/migration. 53,5 % des jeunes ont affiché une attitude négative vis-à-vis de l'agriculture comme profession. Une différence statistiquement significative a été observée concernant les scores des perceptions des facteurs économiques, personnels et sociétaux vis-à-vis de l'agriculture comme profession selon le sexe, l'âge, le niveau d'étude ainsi la zone d'origine des jeunes. Nous avons ainsi confirmé notre deuxième hypothèse. L'étude de cas mobilisant 32 jeunes agripreneurs a montré que 84,4% d'entre eux ont enregistré des résultats d'exploitation annuels positifs malgré le faible accès aux facteurs de production, un climat des affaires non-incitatif et le désintérêt affiché par la société vis-à-vis du secteur agricole. Une différence significative a été observée au niveau de leurs revenus en fonction du genre/sexe, la formation professionnelle, le sous-secteur d'activité, le statut matrimonial, l'expérience, la source du capital de démarrage. Nous considérons cela comme facteurs clés de succès de jeunes agripreneurs. Nous confirmons ainsi la troisième et dernière hypothèse de la présente thèse. Pour engager durablement les jeunes ruraux dans les chaînes de valeur agricoles nous recommandons de créer un environnement politique et socio-économique facilitant l'accès aux facteurs de production ; développer des stratégies programmatiques sensibles aux jeunes ruraux en tirant profit des TIC ; promouvoir un narratif positif en faveur de l'agriculture comme profession.

Mots clés : *Jeunes ruraux, Engagement, Chaîne de valeur agricole*

Abstract

Global demographic dynamics and transition with the growing number of young people will have varying socio-economic effects on low-income countries and the global community in general. Extreme poverty among young people, particularly in rural areas, is still much higher compared to the global average. Creating more and better jobs for young people is therefore an urgent priority of the century. Despite the recognized driving role of agriculture in economic growth, job creation and poverty reduction, there is several evidence of a disengagement of young people from this sector. This study aims to carry out a systemic analysis of the engagement of rural youth in agricultural value chains in South Kivu. To answer our main question of why rural young people are increasingly disengaging from agriculture, we conducted field research from March 2020 to May 2023, the results of which were analyzed and discussed in the light of theories linked to agriculture and economic growth, value chains and engagement. To fully understand the complexity and transversality of the issue, the systemic approach was used. The individuals to be investigated were chosen randomly by sorting without replacement, inspired by the Bernoulli urn technique. The data were analyzed using SPSS software, which made it possible to describe the different variables, check their normality and use the Friedman, Chi Square, Mann-Whitney, and Kruskal-Wallis tests to understand the links between them. The survey of 144 stakeholders made it possible to identify 12 institutional, economic, social, and ecological factors perceived mainly by stakeholders as limiting the development of agricultural value chains in the area. A statistically significant difference was observed in the perception of these factors according to the function, the type of actors' motivation, their location, and education level. This allowed us to confirm our first hypothesis. The study of the perceptions of 456 young rural people showed that only 13.4% of them aspire to agripreneurship, 71.9% are not encouraged by those around them to engage in agriculture, 73.7% are ready to take the route of rural exodus/migration. In general, 53.5% of young people displayed a negative attitude towards agriculture as a profession. A statistically significant difference was observed concerning the scores of perceptions of economic, personal and societal factors with regard to agriculture as a profession according to gender, age, level of study and the youth location. We thus confirmed our second hypothesis. The case study of 32 young agripreneurs showed that 84.4% of them recorded positive annual operating results despite lack access to production factors, an unincentivizing business climate as well as the disinterest displayed by society towards agricultural sector. A significant difference was observed in their income depending on gender/sex, professional training, sub-sector of activity, marital status, experience, source of start-up capital. We consider these to be key success factors for rural young agripreneurs. We thus confirm the third and final hypothesis of this thesis. To sustainably engage rural youth in agricultural value chains, we recommend creating a political and socio-economic environment that facilitates access to production factors; develop programmatic strategies sensitive to rural youth by taking advantage of ICT; promote a positive narrative in favor of agriculture as a profession.

Keywords: Rural Youth, Engagement, Agricultural Value Chain

Liste des figures

| | |
|--|-----|
| Figure 1. Indice des prix agricoles mensuels dans le monde de 2018 à 2021 (Banque Mondiale, 2021)... | 37 |
| Figure 2. Augmentation de la température dans le monde (FAO, 2020)..... | 39 |
| Figure 3. Perte des productions agropastorales par type de catastrophes, 2005-2014 (FAO, 2017) | 40 |
| Figure 4. Populations rurale et urbaine en RDC (FAOSTAT, 2022) | 50 |
| Figure 5. Comparaison des valeurs d'exportation et d'importation alimentaire (FAOSTA, 2021)..... | 55 |
| Figure 6. Chaîne de Valeur de Porteur. Traduction libre à partir de Porter (1985) | 64 |
| Figure 7. Types de gouvernance de chaînes de valeur (Gereffi et al., 2005)..... | 70 |
| Figure 8. Losange de compétitivité de Porter. Adapté de Porter (2009), traduction libre..... | 78 |
| Figure 9. Fonctions dans une chaîne de valeur agricole (GIZ, 2018)..... | 82 |
| Figure 10. Décomposition du concept de la valeur ajoutée agricole. | 85 |
| Figure 11. Les acteurs d'une chaîne de valeur agricole (GIZ, 2018)..... | 88 |
| Figure 12. Modèle d'affaire des chaînes de valeur agricoles inclusives. | 92 |
| Figure 13. Cartographie de la chaîne de valeur agricole avec les niches pour les pauvres | 95 |
| Figure 14. Participation des jeunes à l'emploi, à l'éducation ou à la formation dans le monde | 111 |
| Figure 15. Ecart salarial par groupes dans les pays à revenu faible et intermédiaire | 112 |
| Figure 16. Cadre de la chaîne de valeur sensible aux jeunes..... | 118 |
| Figure 17. Etape de la démarche hypothético-déductive | 123 |
| Figure 18. Quatre concepts fondamentaux de l'approche systémique (Donnadiou et al.,2003). | 124 |
| Figure 19. Philosophie et approche de l'étude..... | 126 |
| Figure 20. Carte géographique de zone d'étude..... | 133 |
| Figure 21. Plan d'échantillonnage de l'étude. Source : Notre Conception | 139 |
| Figure 22. Répartition des hommes et femmes par maillon..... | 152 |
| Figure 23. Niveau d'étude des acteurs enquêtés | 154 |
| Figure 24. Distribution de nombre d'années d'expérience des acteurs dans leurs métiers | 155 |
| Figure 25. Type de main d'œuvre utilisé par différents types d'acteur | 157 |
| Figure 26. Appréciation du métier par les acteurs..... | 159 |
| Figure 27. Les spéculations principales produites dans la zone | 161 |
| Figure 28. Principaux animaux d'élevage dans la zone | 162 |
| Figure 29. Type de clients de biens et/ou services | 166 |
| Figure 30. Existence de contrat formel avec les clients..... | 167 |
| Figure 31. Avoir un compte bancaire dans une agence formelle | 168 |
| Figure 32. Facteurs limitant l'accès aux services de financement agricole formels..... | 170 |
| Figure 33. Services financiers non formels utilisé dans le financement agricole | 171 |
| Figure 34. Accès au téléphone portable par territoire | 173 |
| Figure 35. Type de motivation des acteurs des chaînes de valeur agricoles | 176 |
| Figure 36. Acteurs qui encouragent leurs enfants à s'engager dans l'agriculture | 178 |
| Figure 37. Les revenus tirés de ce métier ne peuvent pas couvrir tous les besoins du ménage..... | 179 |
| Figure 38. Les acteurs qui souhaitent quitter leur métier agricole..... | 180 |
| Figure 39. Acteurs qui souhaitent quitter le métier selon le maillon de la chaîne..... | 181 |
| Figure 40. Lieu où les acteurs souhaitent passer le reste de leur vie..... | 182 |
| Figure 41. Classement des facteurs limitant l'essor des chaînes de valeur agricoles | 185 |
| Figure 42. Genre des jeunes ruraux enquêtés..... | 190 |
| Figure 43. Niveau d'étude des jeunes ruraux enquêtés | 191 |
| Figure 44. Statut matrimonial des jeunes ruraux enquêtés..... | 192 |
| Figure 45. Professions des jeunes ruraux enquêtés | 194 |
| Figure 46. Tranche des revenus annuels des jeunes | 195 |
| Figure 47. Utilisation de réseaux sociaux par les jeunes ruraux du Sud-Kivu | 196 |
| Figure 48. Aspiration de carrière des jeunes ruraux | 198 |
| Figure 49. Maillon des chaînes de valeurs agricoles qui attirent les jeunes | 200 |
| Figure 50. Vos parents vous encouragent-ils à vous engager dans ce secteur ? | 201 |
| Figure 51. Milieux où les jeunes ruraux souhaitent passer le reste de leur vie | 202 |

| | |
|---|-----|
| Figure 52. Attitude de jeunes ruraux vis-à-vis de l'agriculture comme profession | 209 |
| Figure 53. Classement par les jeunes des facteurs limitant leur engagement dans les chaines de valeur agricoles | 212 |
| Figure 54. Facteurs favorisant l'engagement des jeunes | 213 |
| Figure 55. Sous-secteur d'activités des agro-entreprises constituant le cas d'étude | 217 |
| Figure 56. Maillons de la chaine de valeur dans lesquels opèrent les jeunes agripreneurs | 218 |
| Figure 57. Enregistrement légal des agro-entreprises tenues par les jeunes..... | 219 |
| Figure 58. Source de capital de démarrage des agro-entreprises | 220 |
| Figure 59. Appréciation du résultat net d'exploitation annuel des agro-entreprises étudiées..... | 224 |
| Figure 60. Principales affectations des revenus issus des agro-entreprises étudiées..... | 225 |
| Figure 61. Corrélation entre le nombre d'année d'expérience et le résultat net d'exploitation annuel | 227 |

Liste des tableaux

| | |
|---|-----|
| Tableau 1 Différence entre exploitation familiale et agriculture commerciale | 34 |
| Tableau 2 Type d'acteurs de chaines de valeur enquêtés | 150 |
| Tableau 3 Genre des acteurs de chaines de valeurs participant à l'enquête | 151 |
| Tableau 4 Distribution de l'âge des acteurs enquêtés | 153 |
| Tableau 5 Distribution de revenu des acteurs | 156 |
| Tableau 6 Engagement des jeunes du ménage dans l'exploitation..... | 158 |
| Tableau 7 Nombre de personnes employées annuellement dans l'exploitation..... | 158 |
| Tableau 8 Accès au téléphone et à l'internet..... | 171 |
| Tableau 9 Compétences techniques et de gestion des acteurs..... | 174 |
| Tableau 10 Type de motivation en fonction du genre des acteurs (N=144)..... | 177 |
| Tableau 11 Encourager les jeunes à s'engager (N=144)..... | 177 |
| Tableau 12 Perceptions des acteurs vis-à-vis des facteurs limitant l'essor des chaines de valeur agricoles (N=144) | 183 |
| Tableau 13 Distribution de l'âge des jeunes enquêtés | 189 |
| Tableau 14 Des jeunes avec un faible réseautage social | 193 |
| Tableau 15 Accès des jeunes ruraux aux TIC..... | 196 |
| Tableau 16 Expérience passée et actuelle des jeunes avec l'agriculture | 197 |
| Tableau 17 Analyse point par point de la perception des jeunes ruraux à l'égard de l'agriculture comme profession..... | 203 |
| Tableau 18 Profil des jeunes agripreneurs suivis..... | 216 |
| Tableau 19 Perceptions de l'agriprenariat par les jeunes agripreneurs..... | 221 |
| Tableau 20 Capital de démarrage des agro-entreprises suivies | 222 |
| Tableau 21 Synthèse des résultats du suivi économiques des agro-entreprises tenues par les jeunes | 222 |

Sigles et abréviations

AGRA : Alliance for a Green Revolution in Africa

AVEC : Associations Villageoises d'Epargne et de Crédit

BAD : Banque Africaine de Développement

BCC : Banque Central du Congo

CdVA : Chaîne de Valeur Agricole

CGV : Chaînes Globales de Valeur

CIRAD : Centre de Coopération Internationale en Recherche Agronomique pour le Développement

COOPEC : Coopérative d'Epargne et de Crédit

CTA : Centre Technique de coopération Agricole

CUA : Commission de l'Union Africaine

FAO : Organisation des Nations Unie pour l'Alimentation et l'Agriculture

FIDA : Fond International du Développement Agricole

FMI : Fonds Monétaire International

GIEC : Groupe d'Experts Intergouvernemental sur l'Evolution du Climat

GIZ: Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit

IITA: International Institute of Tropical Agriculture

IMF : Institution de Microfinance

INERA : Institut National de la Recherche Agronomique

INS : Institut National de Statistiques

IPAPPEL : Inspection Provinciale d'Agriculture, Pêche et Elevage

ITAPPEL : Inspection Territoriale d'Agriculture, Pêche et Elevage

MUSO: Mutuelle de Solidarité

NEET: Not in Employment, in Education or in Training

NEPAD : Nouveau Partenariat pour le Développement Economique de l'Afrique

OCDE : Organisation de coopération et de développement économiques

OIT : Organisation Internationale du Travail

OMA : Organisation Mondiale des Agricultures

OMC : Organisation Mondiale du Commerce

ONG : Organisation Non Gouvernementale

ONU : Organisation des Nations Unies

PAMJ : Programme d'Action Mondial pour la Jeunesse

PDDAA : Programme Détaillé pour le Développement de l'Agriculture en Afrique

PNUD : Programme de Nations Unies pour le Développement

PNUD : Programme de Nations Unies pour le Développement

RDC : République Démocratique du Congo

SPSS : Statistical Package for the Social Sciences

TIC : Technologies de l'Information et de la Communication

UA: Union Africaine

UNDESA: United Nations Department of Economic and Social Affairs

UNESCO : Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture

UNIDO: United Nations Industrial Development Organization

Table des matières

| | |
|--|----|
| Introduction | 1 |
| Chapitre I. Approche de la recherche | 6 |
| 1. Justification de la recherche | 6 |
| 2. Problème de recherche | 10 |
| 2.1. <i>Croissances démographiques et demande alimentaire</i> | 10 |
| 2.2. <i>Les jeunes face à la crise de l'emploi</i> | 12 |
| 2.3. <i>La demande alimentaire, une opportunité pour l'emploi des jeunes ruraux</i> | 16 |
| 2.4. <i>Malgré les opportunités, les jeunes se désintéressent de l'agriculture</i> | 17 |
| 2.5. <i>La crise alimentaire et de l'emploi des jeunes en RDC</i> | 19 |
| 3. Objectifs généraux et spécifiques | 21 |
| 3.1. <i>Objectif général</i> | 21 |
| 3.2. <i>Objectifs spécifiques</i> | 21 |
| Chapitre II. Revue de la littérature | 22 |
| 1. Développement agricole et croissance économique | 22 |
| 1.1. <i>Niveau macroéconomique</i> | 23 |
| 1.2. <i>Niveau microéconomique</i> | 29 |
| 2. Défis et perspectives de l'agriculture africaine | 35 |
| 2.1. <i>Faible engagement des politiques publiques</i> | 35 |
| 2.2. <i>L'agriculture africaine face au changement climatique</i> | 39 |
| 2.3. <i>Intégration de petits exploitants agricoles dans les systèmes de marchés</i> | 42 |
| 2.4. <i>Faible accès aux innovations technologiques et à l'énergie</i> | 45 |
| 2.5. <i>Vieillesse des acteurs agricoles</i> | 47 |
| 2.6. <i>Les guerres, les conflits armés et autres catastrophes</i> | 48 |
| 3. Aperçu sur l'agriculture congolaise..... | 49 |
| 3.1. <i>L'agriculture dans l'histoire de la RDC</i> | 50 |
| 3.2. <i>Les caractéristiques de l'agriculture congolaise</i> | 51 |
| 3.3. <i>Une agriculture de subsistance à dominance traditionnelle</i> | 52 |
| 3.4. <i>Les facteurs limitant l'agriculture congolaise</i> | 56 |
| 3.5. <i>La politique agricole de la République Démocratique du Congo</i> | 59 |
| 4. L'approche chaîne de valeur comme outil de développement agricole..... | 61 |
| 4.1. <i>Origine et évolution du concept de chaîne de valeur</i> | 61 |
| 4.2. <i>Gouvernance de la chaîne de valeur</i> | 68 |
| 4.3. <i>Analyse des chaînes de valeur</i> | 73 |
| 4.3.1. <i>Approches et méthodes d'analyse</i> | 73 |
| 4.4. <i>Mise à niveau de la chaîne de valeur</i> | 79 |

| | | |
|---|--|-----|
| 4.5. | <i>Le concept de chaine de valeur en agriculture</i> | 80 |
| 4.6. | <i>L'environnement des chaines de valeur agricoles (environnement des affaires) ..</i> | 87 |
| 4.7. | <i>Chaines de valeur agricoles et croissance pro-pauvre</i> | 90 |
| 5. | Cadre théorique sur l'engagement..... | 96 |
| 5.1. | <i>Engagement organisationnel (emploi salarié).....</i> | 96 |
| 5.2. | <i>Engagement entrepreneurial (auto-emploi).....</i> | 98 |
| 5.3. | <i>Engagement dans l'entrepreneuriat agricole ou l'agripreneuriat</i> | 103 |
| 6. | Les jeunes et l'agriculture | 107 |
| 6.1. | <i>Définition et concepts.....</i> | 107 |
| 6.2. | <i>L'emploi, l'agripreneuriat et les jeunes</i> | 110 |
| 6.3. | <i>Les aspirations des jeunes et l'agriculture.....</i> | 114 |
| 6.4. | <i>Perceptions de jeunes vis-à-vis de l'agriculture</i> | 115 |
| 6.5. | <i>Cadre d'engagement des jeunes dans les chaines de valeurs agricoles</i> | 116 |
| Chapitre III. Méthodologie | | 121 |
| 1. | Introduction..... | 121 |
| 2. | Conception de la recherche..... | 121 |
| 2.1. | <i>Philosophie analytique de l'étude</i> | 121 |
| 2.2. | <i>Conduite de la recherche sur terrain</i> | 127 |
| 3. | Présentation du milieu d'étude | 131 |
| 3.1. | <i>Situation géographique</i> | 131 |
| 3.2. | <i>L'économie du Sud-Kivu</i> | 133 |
| 3.3. | <i>La population du Sud-Kivu</i> | 135 |
| 4. | Population et échantillon de l'étude..... | 135 |
| 5. | Les variables d'étude | 140 |
| 5.1. | <i>Variables qualitatives</i> | 140 |
| 5.2. | <i>Variables quantitatives</i> | 142 |
| 5.3. | <i>Variables indépendantes</i> | 143 |
| 5.4. | <i>Variables dépendantes</i> | 143 |
| 6. | Instruments de recherche | 144 |
| 7. | Analyse des données | 145 |
| Chapitre IV. Résultats | | 148 |
| 1. | Introduction..... | 148 |
| 2. | Identification des facteurs limitant l'essor des chaines de valeur agricoles au Sud-Kivu : une enquête auprès des acteurs ruraux..... | 149 |
| 2.1. | <i>Profilage socio-économique des acteurs de chaines de valeur agricoles</i> | 149 |
| 2.2. | <i>Travail dans les exploitations agricoles</i> | 156 |
| 2.3. | <i>Analyse fonctionnelle des chaines de valeur agricoles.....</i> | 160 |

| | | |
|--|--|-----|
| 2.4. | <i>Aperçu sur la gouvernance des chaînes de valeur agricoles au Sud-Kivu</i> | 164 |
| 2.5. | <i>Les marchés agricoles ruraux au Sud-Kivu</i> | 166 |
| 2.6. | <i>Accès aux facteurs de production et environnement économique des chaînes de valeur agricoles</i> | 168 |
| 2.7. | <i>Engagement des acteurs dans les chaînes de valeur agricoles</i> | 174 |
| 2.8. | <i>Facteurs limitant l'essor des chaînes de valeur agricoles au Sud-Kivu</i> | 182 |
| 2.9. | <i>Synthèse des résultats liés au premier objectif de recherche</i> | 187 |
| 3. | <i>Etude des perceptions de jeunes vis-à-vis de l'agriculture comme profession : une enquête auprès de jeunes ruraux</i> | 189 |
| 3.1. | <i>Profilage socio-économique des jeunes participants</i> | 189 |
| 3.2. | <i>Expérience avec l'agriculture et aspiration de carrière des jeunes ruraux</i> | 196 |
| 3.3. | <i>Les perceptions et attitudes des jeunes vis-à-vis de l'agriculture comme profession</i> 202 | |
| 3.4. | <i>Synthèse des résultats liés au deuxième objectif de recherche</i> | 213 |
| 4. | <i>Analyse des facteurs clés de succès des jeunes engagés dans les chaînes de valeur agricoles : une étude de cas auprès de jeunes agripreneurs ruraux</i> | 215 |
| 4.1. | <i>Profilage socio-économique des jeunes agripreneurs ruraux</i> | 215 |
| 4.2. | <i>Sous-secteur d'activité des agro-entreprises des jeunes</i> | 216 |
| 4.3. | <i>Engagement des jeunes agripreneurs le long de la chaîne de valeur</i> | 217 |
| 4.4. | <i>Caractéristiques des agro-entreprises étudiées</i> | 218 |
| 4.5. | <i>Perceptions de l'agriprenariat par les jeunes agripreneurs</i> | 220 |
| 4.6. | <i>Analyse économique des agro-entreprises étudiées</i> | 222 |
| 4.7. | <i>Facteurs clés influençant les résultats nets d'exploitation des agro-entreprises</i> 225 | |
| 4.8. | <i>Synthèse des résultats liés au troisième objectif de recherche</i> | 228 |
| Chapitre V. Conclusions, limites et implications | | 230 |
| 1. | Conclusion | 230 |
| 2. | Limite de l'étude | 239 |
| 3. | Implications théoriques et pratiques | 240 |
| 4. | Perspectives et recommandations | 241 |
| Références bibliographiques | | 243 |
| Annexes | | 264 |

Introduction

Le monde est actuellement marqué par une dynamique et une transition démographique sans précédent avec des effets socio-économiques variables sur les pays en voie de développement et la communauté mondiale dans son ensemble. L'Organisation Internationale du Travail (OIT, 2020) a indiqué qu'en 2019, sur une population mondiale estimée à 1,3 milliards des jeunes, seuls 429 millions travaillaient dont environ 55 millions, soit 13% des jeunes qui étaient dans une situation d'extrême pauvreté car ils travaillaient mais vivaient en dessous du seuil de pauvreté avec moins de 1,90 dollars américains par jour¹. Par ailleurs, 71 millions des jeunes, soit 17% vivaient dans une pauvreté modérée avec moins de 3,20 dollars américains par jour. L'extrême pauvreté des jeunes est donc beaucoup plus élevée comparativement à la moyenne de la population mondiale. L'intérêt récent pour la question des « jeunes ruraux » en Afrique est en partie lié aux résultats de travaux de prospective sur les dynamiques démographiques et le marché de l'emploi. La création d'emplois plus nombreux et de meilleure qualité pour les jeunes est donc une priorité urgente du siècle.

Un autre fait marquant le monde actuellement est la répartition géographique de la pauvreté. Le taux de pauvreté est différent selon qu'on est dans les zones urbaines ou rurales. En effet, près de 80% des personnes extrêmement pauvres dans le monde vivent dans des zones rurales où la plupart dépendent de l'agriculture et, où les opportunités d'emploi pour les jeunes femmes et hommes ruraux restent très limitées. Notons également les inégalités salariales observées étant donné que les salariés des régions rurales perçoivent en moyenne 19% de moins que ceux des zones urbaines dans les pays à revenu faible et intermédiaire (Banque Mondiale, 2021). Les économies rurales sont donc confrontées à deux besoins urgents : créer plus d'emplois pour absorber les jeunes en âge de travailler en augmentation rapide et améliorer la qualité des emplois existants. L'engagement et l'emploi des jeunes ruraux dans les chaînes de valeur agricoles en tant qu'agripreneurs et/ou salariés peuvent à la fois contribuer à la réduction des inégalités observées ce dernier temps tout en contribuant à la transformation radicale des systèmes alimentaires nationaux et régionaux. En effet, les jeunes agripreneurs peuvent créer des retombées positives sur l'économie, la société et l'environnement.

¹ Avec le choc des prix sur les marchés au cours de l'année 2022, le seuil de pauvreté a été ajusté à 2,15 dollars américains par personne par jour : [Ajustement des seuils internationaux de pauvreté \(worldbank.org\)](https://www.worldbank.org/fr/ajustement-des-seuils-internationaux-de-pauvrete)

Malgré le rôle reconnu du secteur agricole dans la croissance économique, la création d'emplois et la réduction de la pauvreté ; les témoignages collectés et les constants faits pendant notre expérience professionnelle de près de 8 ans au service du développement agricole dans quatre différents pays de l'Afrique Sub-Saharienne (République Démocratique du Congo, Cameroun, Niger, République Centrafricaine) montrent un désengagement des jeunes ruraux du secteur agricole. La plupart d'entre eux empruntent de plus en plus la voie de l'exode rural dans l'espoir de trouver des carrières gratifiantes dans les milieux urbains. Ce constat est confirmé également par l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques (OCDE, 2017) à travers l'étude sur les aspirations et la satisfaction au travail des jeunes ruraux et urbains dans 32 pays africains. L'OCDE indique que la majorité des jeunes aspirent à un emploi dans l'administration publique. Et pourtant, en 2018 l'OIT alertait déjà qu'environ 60% des étudiants qui aspirent travailler dans une profession hautement qualifiée seront incapables de répondre à leurs attentes professionnelles. L'étude réalisée par Leavy et Hossain (2014) dans 23 zones réparties dans 10 pays dont 4 pays africains (Burkina Faso, Ethiopie, Kenya et Zambie) conclut également que l'agriculture n'est pas une option privilégiée pour la jeune génération dans les zones rurales. Allen et al. (2016) qui ont réalisé également une étude sur l'emploi et l'engagement des jeunes dans l'agroalimentaire au Nigéria, au Rwanda et en Tanzanie sont parvenus à des conclusions selon lesquelles l'agriculture était largement perçue par les jeunes comme une activité agricole traditionnelle peu attrayante et à forte intensité de main-d'œuvre qui génère peu ou pas de bénéfices.

Le désintéressement marqué vis-à-vis de l'agriculture en dépit du rôle de locomotive joué par ce secteur dans la croissance économique et la lutte contre l'extrême pauvreté est l'un des facteurs importants à la base du vieillissement y compris la diminution du nombre des agriculteurs observée par l'Organisation Mondiale des Agricultures (OMA, 2017). Selon l'OMA, l'âge moyen des agriculteurs est de 60 ans au niveau global. Notons que c'est la même moyenne qui a été observée en Afrique par la FAO (2014) alors que la population du continent compte plus de 65% des jeunes de moins de 35 ans. Les jeunes poursuivent de plus en plus des carrières non-agricoles plutôt que de suivre les traces de leurs parents et grands-parents. Ce qui peut, dans un avenir prévisible, entraîner une pénurie d'agriculteurs (OMA, 2017) et impacter durablement la sécurité alimentaire et les économies des plusieurs pays. C'est pour quoi à travers la présente thèse nous proposons une analyse systémique de l'engagement des jeunes ruraux afin de mieux

comprendre les causes profondes de ce fossé générationnel agricole caractérisé par le vieillissement des acteurs étant donné que le non-rajeunissement de tout un secteur risque de compromettre plusieurs économies déjà fragilisées et la réalisation d'une sécurité alimentaire durable.

Comme dans d'autres champs scientifiques, les progrès socio-techniques sont considérés parmi les premiers fournisseurs d'un changement de paradigme dans la société des chercheurs du développement agricole. Ces progrès catalysent le développement des technologies et innovations agricoles pour créer de la valeur mais surtout l'interconnectivité, générant un tout nouveau réseau de personnes qui offre la possibilité d'une société plus participative (Strangelove, 1994). La compréhension du comportement et de l'engagement des acteurs des chaînes de valeur agricoles nécessite la mobilisation des connaissances issues des plusieurs secteurs car le développement agricole est inséparable des autres domaines scientifiques comme l'économie, les sciences sociales, les sciences de gestion, la psychologie, les sciences de décisions, etc. Pour comprendre en profondeur comment les interactions des jeunes avec l'agriculture et les systèmes alimentaires changent au fil du temps et cela d'une région à une autre, il faut donc une vision systémique (Sumberg et al., 2012) et une méthode hypothético-déductive. C'est ainsi que dans le cadre de la présente étude nous avons mobilisé la démarche hypothético-déductive comprenant premièrement l'analyse des théories susceptibles de répondre à la question de recherche posée couplée des observations initiales qui ont permis d'émettre des hypothèses de recherche. La conduite de la recherche sur terrain et collecter les données nécessaires en lien avec les objectifs de l'étude. Ensuite, l'analyse des données collectées sur terrain à la lumière des théories existantes nous a permis de mettre en épreuve les hypothèses par les tests statistiques pour les confirmer ou les infirmer.

Afin de bien analyser la complexité qui entoure la question d'engagement des jeunes ruraux dans les chaînes de valeur agricoles au Sud-Kivu, nous avons utilisé l'approche systémique. Ce qui nous a permis d'explorer les stratégies de développement axées sur les jeunes comme acteurs des chaînes de valeur agricoles. Dans le secteur agricole l'analyse systémique est adoptée dans une approche compréhensive de la complexité de l'exploitation agricole par le prisme de ses interactions en interne et avec son environnement social, économique, écologique et politique (CIRAD ,1994 ; Donnadieu & Karsky, 2002 ; Donnadieu et al, 2003 ; Eloumi, 1994 ; Ferraton & Touzard, 2009 ; Le Moigne, 1990, 1995 ; Minani, 2014). L'approche systémique est un véritable outil d'analyse et de développement agricole, car elle permet de comprendre

l'environnement et les dynamiques des exploitations, les pratiques, les contraintes et les motivations des acteurs directs (agripreneurs) et indirects (services d'appui). Pour éclairer la question abordée par l'étude, nous avons mobilisé les théories sur les liens entre l'agriculture et la croissance économique, les chaînes de valeur, l'emploi des jeunes, l'engagement et les aspirations professionnels ainsi que l'agripreneuriat. Ce qui a permis de développer le cadre théorique de la présente thèse.

L'approche systémique prône une appréhension globale du système, insistant sur l'importance de la compréhension des relations entre les différents éléments, et non, une saisie analytique séparée des éléments du système. C'est ainsi que chacune des étapes de notre démarche méthodologique a apporté une série de questions qui n'ont trouvé de réponse qu'en changeant d'échelle d'analyse. A travers cette démarche méthodologique, le niveau de détails que nous cherchions à chaque étape était ainsi déterminé par l'étape précédente. Cette approche a été déployée sur terrain pour collecter les informations à quatre niveaux d'analyse dans trois territoires ruraux considérés comme grands bassins de production agricole du Sud-Kivu. Il s'agit notamment du territoire de Kabare, du territoire d'Uvira et celui de Walungu. Après la phase exploratoire qui nous a permis de bien circonscrire le thème de recherche, une enquête initiale a été réalisée auprès de 144 acteurs des chaînes de valeur agricoles (opérateurs chefs d'exploitations agricoles) pour identifier les facteurs limitant l'essor des chaînes de valeur agricoles dans les territoires ruraux du Sud-Kivu. La deuxième phase de la présente recherche était consacrée à l'étude des perceptions que les jeunes ruraux ont vis-à-vis de l'agriculture comme profession, leurs aspirations de carrière ainsi que les facteurs influençant leur engagement et/ou désengagement de ce secteur à la lumière des facteurs limitants identifiés par les acteurs lors de la première phase. C'est ainsi qu'une enquête a été réalisée auprès de 456 jeunes ruraux âgés de 15 à 35 ans. La troisième phase de recherche a été réalisée simultanément avec la première et la deuxième à travers une étude de cas couvrant 32 jeunes agripreneurs choisis pour comprendre en profondeur les facteurs clés de leur succès dans l'agripreneuriat tout en caractérisant l'environnement dans lequel ils opèrent. En fin, des focus groupes ont été animés mobilisant 45 experts locaux du développement agricole. Les experts ont participé à l'étude comme informateurs clés dans le choix des sites d'enquêtes, l'identification des personnes à enquêter ainsi dans la validation de résultats provisoires sur terrain. Ils ont contribué également dans l'exploration des stratégies d'engagement durable des jeunes coulées sous-forme des recommandations émises dans le cadre de la présente thèse.

L'absence des statistiques fiables pouvant servir de base d'échantillonnage concernant le nombre exact de chaque sous-population étudiée dans la zone, a constitué un défi majeur pour établir une base de sondage plus probabiliste. Ce qui pourrait causer de soucis dans la généralisation des résultats. Par ailleurs, l'approche systémique choisie couplée de la méthode hypothético-déductive et de l'utilisation de la technique de l'Urne de Bernoulli pour le choix aléatoire des personnes à enquêter ainsi que l'étude de cas avec un focus sur la triangulation des informations issues de quatre niveaux d'analyse sans oublier la tenue des ateliers de validation de résultats préliminaires dans chaque territoire ont permis de réduire considérablement les biais et renforcer donc le degré de fiabilité des résultats de l'étude.

La présente thèse se veut donc de contribuer à la littérature sur l'analyse et le développement des chaînes de valeurs agricoles inclusive et sensibles aux jeunes. L'étude met donc le focus sur les comportements et l'engagement des acteurs en étudiant en profondeur leurs perceptions vis-à-vis du secteur agricole et les facteurs limitant leur engagement. Pour y parvenir, nous subdivisons ce document en 5 chapitres qui à leur tour sont subdivisés en points et sous-points. Outre cette partie introductive, les parties générales et les annexes, cette thèse comprend cinq principaux chapitres. Le premier chapitre décrit la justification de notre recherche, la problématique posée par l'étude, les hypothèses et les objectifs de la recherche. Le deuxième chapitre est consacré à la revue de la littérature et comprend le résumé de toutes les théories mobilisées dans la sphère nationale, régionale et internationale pour soutenir notre étude. Le cadre théorique porte sur : le développement agricole et la croissance économique ; les défis et perspectives de l'agriculture africaine ; l'aperçu sur l'agriculture congolaise ; l'approche chaîne de valeur comme outil de développement agricole ; le cadre théorique sur l'engagement et le dernier point porte sur les jeunes et l'agriculture. Le troisième chapitre de la présente thèse portant sur la méthodologie permet d'encadrer le positionnement épistémologique de notre recherche et est subdivisé en sept sections notamment la conception de la recherche, la zone d'étude, la population et l'échantillon, les variables étudiées, les instruments de recherche, la collecte des données et l'analyse des données. Le quatrième chapitre porte sur la présentation et l'interprétation des résultats. En fin, notre thèse se termine par une conclusion générale, les limites et implications de notre recherche avant de présenter les recommandations finales.

Chapitre I. Approche de la recherche

Le premier chapitre de la présente thèse est consacré à la présentation de l'approche de notre recherche sur l'analyse et stratégies d'engagement des jeunes ruraux dans les chaînes de valeur agricoles. L'enjeu de cette présentation est de réunir les informations nécessaires sur la justification de la recherche, la problématique de recherche, les questions de recherche, les hypothèses de recherche ; l'objectif général et les objectifs spécifiques afin de bien appréhender le phénomène en étude.

1. Justification de la recherche

La population mondiale a atteint 8 milliards de personnes en novembre 2022 et les dernières projections du département des affaires économiques et sociales des Nations Unies (UNDESA, 2022) révèlent qu'elle pourrait atteindre environ 8,5 milliards en 2030, 9,7 milliards en 2050 et 10,4 milliards en 2100. Cette croissance démographique est accompagnée de l'augmentation du nombre des jeunes. Le monde n'a jamais compté autant des jeunes (1,8 milliards âgés de 15 à 24 ans) dont près de 90 % vivent dans des pays en développement où ils représentent une part importante de la population. Au vu de cette croissance sans précédent, tout porte à croire qu'au cours des prochaines décennies la population des jeunes continuera de croître rapidement dans les régions en développement. Le rapport de UNDESA estime également que la majeure partie de cette augmentation aura lieu en Afrique Sub-Saharienne où la population devrait doubler d'ici 2050, passant de 1,15 milliards à plus de 2,09 milliards de personnes, dont près de 300 millions seront des résidents ruraux supplémentaires.

Avec cette croissance démographique rapide, le chômage et le sous-emploi des jeunes sont devenus de sérieux défis dans de nombreux pays en développement, où vivent environ 90% des jeunes dans le monde (FAO, 2021). Les jeunes sont globalement confrontés à de multiples défis en matière d'emploi et occupent une très grande part parmi les catégories de travailleurs les plus vulnérables. L'OIT (2020) indique qu'ils sont trois fois plus susceptibles que les adultes d'être au chômage. Avec un taux de chômage mondial des jeunes de 13,6% sur une population active de 497 millions des jeunes, ceci correspond à 67,6 millions des jeunes qui sont au chômage. Notons également qu'à cause de la crise sanitaire liée au Covid-19 qui a secoué le monde à partir de décembre 2019, l'emploi mondial des jeunes a ainsi connu une diminution de 34 millions de postes entre 2019 et 2020.

Les jeunes qui vivent dans les zones rurales sont particulièrement touchés de manière disproportionnée par cette situation en raison de leur éloignement des services sociaux de base, des infrastructures limitées, des violences causées par des conflits et des guerres, du taux de pauvreté élevé et d'un développement économique globalement plus lent. Les opportunités d'emplois productifs décents et celles d'entrepreneuriat pour les jeunes femmes et hommes restent donc très limitées en zones rurales. Bien que le secteur agricole soit reconnu comme capable d'absorber une grande partie de la population rurale en âge de travailler, y compris les jeunes femmes et hommes des pays en développement, l'agriculture ne fournit souvent pas de travail décent et significatif ni d'opportunités de subsistance adéquates en Afrique Sub-Saharienne par suite de multiples facteurs limitants (OIT, 2020). Malgré ces défis, l'étude réalisée par Sumberg et al. (2021) dans les zones rurales africaines révèle que l'agriculture a quand-même une place dans l'avenir imaginé de certains jeunes ruraux. Malheureusement le type d'agriculture de subsistance à forte intensité de main-d'œuvre pratiquée jusque-là dans les exploitations familiales est la norme dans les zones rurales africaines, ce qui n'incite guère les jeunes à poursuivre leur carrière dans ce secteur. En conséquence, les jeunes ruraux sont contraints de migrer vers les zones urbaines ou même loin de leur pays d'origine (Cruickshank et al., 2022). Et pourtant, le nombre élevé des jeunes en âge de travailler devrait être considéré comme un énorme potentiel de développement pour leurs localités et leurs pays en général (UNDESA, 2022).

En parlant des jeunes, il est important de souligner qu'ils ne constituent pas un groupe homogène des personnes mais des sous-groupes diversifiés en fonction des facteurs tels que le sexe, l'âge, le niveau d'éducation, l'état de santé, l'origine ethnique, le statut résidentiel, l'état matrimonial, le milieu de vie, etc. Ces facteurs affectent leurs perceptions du monde et par conséquent leur engagement économique influençant ainsi leur capacité à tirer profit des opportunités qui les entourent. Il est donc important de comprendre et d'examiner les besoins et les opportunités liés à l'emploi des différents groupes des jeunes afin de concevoir et de mettre en œuvre des programmes de développement efficaces qui sont sensibles aux jeunes. C'est ainsi que Sumberg et al. (2012) indiquent que les choix de moyens de subsistance et les décisions concernant l'endroit où un individu voudrait vivre sont dus à une combinaison très complexe des plusieurs facteurs. Une étude approfondie est donc nécessaire pour comprendre comment les jeunes ruraux s'engagent dans l'agriculture et les systèmes alimentaires dans les différentes régions du monde. L'engagement ou le désengagement d'une personne dans

un secteur économique (salarier ou entrepreneuriat) est influencé par les aspirations de carrière et les perceptions que cette personne se fait du secteur concerné. Même si elles peuvent être vécues et exprimées au niveau de l'individu, les aspirations et les perceptions de carrière sont produites socialement, façonnées par les institutions et les relations sociales ; influencées par l'environnement socio-économique voir même géographique et/ou écologique (Carling & Collins., 2018 ; Huijsmans et al., 2021). Au cours de ces dernières décennies, comprendre les perceptions des personnes pour élever leurs aspirations professionnelles figure comme un objectif plus explicite dans les révisions récentes de nombreux programmes et politiques de développement ainsi que dans des discours éducatifs (Ansell et al., 2020 ; Dost & Froerer, 2021 ; Frye, 2012 ; Naafs & Skelton, 2018 ; Pimlott-Wilson, 2017). White (2020) souligne quant à lui la nécessité d'examiner les aspirations et les visions des jeunes pour leur avenir dans le cadre des possibilités de moyens de subsistance pluriactifs et pluri-locaux avec un accent sur les revenus agricoles dans les zones rurales.

C'est pourquoi à travers la présente thèse nous cherchons à comprendre en profondeur le désintéressement des jeunes ruraux vis-à-vis du secteur agricole, un phénomène observé et attesté par différents témoignages recueillis pendant notre expérience professionnelle de près de 8 ans au service du développement agricole à travers 4 pays d'Afrique Sub-Saharienne. Ce désintéressement est l'un des facteurs contributifs au vieillissement des acteurs avec un âge moyen de 60 ans au niveau mondial (OMA, 2017) et la même moyenne a été observée au niveau du continent africain (FAO, 2014) comme repris dans la partie introductive du présent document. Alors que la population africaine ne fait que croître conduisant à une augmentation de la demande alimentaire, l'étude réalisée par la Commission de l'Union Africaine et l'OCDE (2021) a montré un recul du taux d'emploi des personnes dans le secteur agricole au niveau global, passant de 53,5% en 2011 à 50,5% en 2020. Ce qui peut, dans un avenir prévisible, entraîner une pénurie d'agriculteurs impactant durablement la sécurité alimentaire et les économies des plusieurs pays dont le secteur agricole représente une part importante dans le PIB (YPARD, 2017). Au vu de cette situation l'engagement et l'emploi des jeunes dans les systèmes alimentaires et agricoles durables est donc à la fois un objectif à atteindre et un moyen pour la transformation radicale des économies à faible revenu, la réalisation des Objectifs de Développement Durable (ODD) et le bien-être des populations (Nations Unies, 2020).

Comme expliqué dans la partie introductive, la présente recherche contribue à la compréhension des causes profondes de ce fossé générationnel agricole caractérisé par le vieillissement des acteurs qui risque de compromettre dans un avenir proche la sécurité alimentaire et l'économie de la région. Fiedler (2020) indique que pour combler ce fossé des générations agricoles il faut des politiques et des stratégies qui offrent des opportunités et des perspectives aux jeunes qui souhaitent s'engager dans les différentes chaînes de valeur agricoles.

Ces dernières années l'approche chaîne de valeur s'est imposée comme l'un des principaux paradigmes pour la réflexion sur les stratégies de développement agricole (Furaha, 2017). Pendant ce moment où le monde en général et l'Afrique en particulier sont confrontés aux effets néfastes de changement climatique, l'Organisation Internationale du Travail (OIT, 2017) plaide pour le renforcement de la participation des jeunes dans les chaînes de valeur agricoles. Cette participation permettra donc d'accroître la production alimentaire respectueuse de l'environnement car les jeunes entrepreneurs sont des acteurs importants d'innovations dans l'économie verte. Pour bien développer les chaînes de valeur agricoles sensibles aux jeunes, Cruickshank et al. (2022) insistent sur la nécessité d'évaluer les facteurs qui poussent et/ou attirent les jeunes vers l'emploi salarié et l'entrepreneuriat dans les chaînes de valeur agricoles.

Au niveau global, plusieurs travaux de recherche et publications sur les chaînes de valeur agricoles existent et portent généralement sur des aspects précis de l'approche, tels que la sélection des chaînes de valeur économiquement porteuses, l'élaboration des stratégies de compétitivité, les plans de mise à niveau et les outils d'analyse d'un environnement porteur. Les recherches portant sur les comportements des acteurs et plus singulièrement sur l'engagement des jeunes ruraux comme acteurs des chaînes de valeur agricoles sont rares. Et pourtant, bien que représentant la moitié de la population africaine comme le conclut une étude conjointe de la FAO, du CTA et du FIDA (2014), très peu des jeunes africains entrevoient un avenir dans l'agriculture. C'est pourquoi, cette étude se veut de contribuer à la littérature relative à l'analyse et au développement des chaînes de valeur agricoles inclusives et sensibles aux jeunes.

Plusieurs études ont prouvé qu'en exploitant leur énergie et potentiel d'innovation, les jeunes agripreneurs peuvent créer des entreprises agricoles prospères et améliorer durablement la productivité et la valeur ajoutée de la production agricole afin de nourrir les générations futures (Ghimiray, 2020 ; GIZ, 2020 ; Fiedler, 2020). Pour faire face à la conjoncture actuelle liée à la crise économique, alimentaire, climatique et

sanitaire, le groupe d'experts de haut niveau sur la sécurité alimentaire et la nutrition (en anglais : High Level Panel of Expert, HLPE²) montre également que la transformation des systèmes alimentaires nécessite un engagement ciblé des jeunes du monde qui recherchent des carrières économiquement gratifiantes, intellectuellement stimulantes et significatives (HLPE, 2020). L'engagement des jeunes sans emploi doit être l'un des principaux objectifs d'analyse des chaînes de valeur agricoles. Cela ouvre des perspectives d'intégration des stratégies et d'activités éducatives ciblant les jeunes afin de les inclure dans les processus de développement des chaînes de valeur agricoles. Sur le plan social, la réponse à la problématique proposée a donc des implications importantes au niveau de la formulation et de la mise en œuvre des politiques publiques de lutte contre la crise de l'emploi des jeunes, de la réduction de l'extrême pauvreté et de lutte contre la faim.

2. Problème de recherche

La présente étude aborde donc la problématique complexe liée à l'engagement des jeunes ruraux dans les chaînes de valeur agricoles. Pour présenter le problème observé sur terrain, nous partons des preuves et des témoignages sur l'augmentation de la demande alimentaire fortement corrélée avec la croissance démographique. Ensuite nous analysons les perspectives sur le chômage des jeunes au niveau global, régional et national. Cette section résume également des preuves sur le désintéressement des jeunes vis-à-vis du secteur agricole en dépit des recherches antérieures qui affirment que la demande alimentaire croissante peut être une opportunité pour les jeunes ruraux étant donné que l'agriculture a le potentiel de réduire la pauvreté et le chômage.

2.1. Croissances démographiques et demande alimentaire

Selon les mêmes projections des UNDESA (2022) détaillées dans la section ci-dessus, plus de la moitié de l'augmentation de la population mondiale prévue d'ici 2050 sera concentrée dans seulement huit pays à savoir : la République Démocratique du Congo, l'Égypte, l'Éthiopie, l'Inde, le Nigéria, le Pakistan, les Philippines et la République-Unie de la Tanzanie. Il en ressort que le taux de croissance démographique

² Le Groupe d'experts de haut niveau (HLPE) sur la sécurité alimentaire et la nutrition du Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA) est l'organe des Nations Unies chargé d'évaluer la science liée à la sécurité alimentaire et à la nutrition dans le monde. Le HLPE aspire à faciliter des débats politiques et informer la formulation des politiques à l'aide des analyses indépendantes, complètes et fondées sur des preuves. <https://www.fao.org/cfs/cfs-hlpe/en/>

varie considérablement d'une région du monde à une autre. Les pays d'Afrique Sub-Saharienne devraient donc contribuer à plus de la moitié de l'augmentation globale prévue jusqu'en 2050. L'Afrique est la région où la croissance est la plus rapide dans le monde. En effet, la population africaine augmente de 2,8% par an, soit deux fois plus que celle de l'Asie du Sud, quatre fois plus que celle de l'Asie de l'Est et du Pacifique, et environ 50% plus que celle de la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord (Mabiso & Benfia, 2019 cité dans Sakho-Jimbira & Hathie, 2020).

La répartition de la population mondiale varie aussi selon qu'on est en zones rurales ou urbaines. Cette croissance démographique inégale dans les zones rurales et urbaines, a un impact important sur la répartition de la population mondiale par situation géographique et sur la capacité de production agricole de différents pays à faible revenu. Alors qu'en 1990, environ 57% de la population mondiale vivait dans des zones rurales, seulement 44% de la population restait rurale en 2019, et cette part devrait tomber à 40% d'ici 2030 selon les projections réalisées par les services en charge des statistiques de l'Organisation Internationale du Travail (ILOSTAT, 2019).

L'exode continu des jeunes ruraux vers les zones urbaines s'est traduit par un vieillissement de la population d'agriculteurs (leur âge moyen est d'environ 60 ans au niveau global comme déjà démontré dans la section précédente) alors qu'une estimation récente suggère que la production alimentaire devra augmenter de 70% si nous voulons nourrir tout le monde en 2050 (Organisation Mondiale des Agriculteurs, 2017). Il est clair que l'agriculture doit attirer plus des jeunes pour parvenir à nourrir les futures générations.

Notons ici que l'exode rural touche plus le continent africain. L'Afrique est la deuxième région du monde qui s'urbanise le plus rapidement après l'Asie. De 14% en 1950, le taux d'urbanisation de l'Afrique est actuellement de 42%. L'étude réalisée conjointement par la Commission de l'Union Africaine (CUA) et l'OCDE en 2018 projette que 50% des Africains devraient résider dans des zones urbaines d'ici 2035. Ce taux d'urbanisation devrait continuer à croître même au-delà de 2035 : la région devrait atteindre 56% d'urbanisation d'ici 2050 (Cockx et al., 2019). L'urbanisation de l'Afrique se produit principalement dans les zones périurbaines, c'est ce qui justifie la croissance des mégapoles et des villes du continent observée actuellement. En effet, les villes de moins de 500 000 habitants représentaient 67% de la croissance urbaine entre 2000 et 2018 (CUA & OCDE, 2018). Les prévisions du Mckinsey Global Institute (2015) indiquent que le nombre de villes africaines de plus de 5 millions d'habitants passera de

6 à 17 entre 2015 et 2030, et que les villes de plus de 10 millions d'habitants passeront de 3 à 5.

Bien que l'Afrique soit l'une des régions du monde qui s'urbanise le plus rapidement, la population rurale y dépasse encore la population urbaine. Comme on peut le voir à travers le rapport sur les perspectives de l'urbanisation de la population mondiale publiées par les Nations Unies en 2018. Ce rapport indique que l'Afrique et l'Asie abritent près de 90% de la population rurale mondiale. La population rurale de l'Afrique continuera de croître à un rythme annuel de plus de 1% au-delà de 2045, et l'Afrique Sub-Saharienne devrait compter plus de 353 millions de ruraux supplémentaires entre 2015 et 2050. En outre, 952 millions d'africains, soit 82% de la population africaine, vivent dans l'interface rurale-urbaine (BAD et al., 2016).

Il est largement reconnu que l'urbanisation rapide de l'Afrique Sub-Saharienne joue un rôle important dans l'évolution de la demande alimentaire, y compris des marchés et des systèmes de distribution. Selon les projections faites par la FAO en 2017, la valeur des marchés alimentaires urbains passera de 150 à 500 milliards de dollars entre 2010 et 2030. Notons par ailleurs qu'en pleine crise sanitaire due à la pandémie du Covid-19, les cours des produits agricoles de base se sont stabilisés au troisième trimestre de 2021, tout en restant à leur plus haut niveau depuis 2013 comme l'indique la Banque Mondiale (2021). Cette hausse des prix bien que légèrement stationnaire impacte négativement les économies africaines dont la propre production agricole ne parvient pas à satisfaire la demande alimentaire locale. En outre, il existe une relation étroite entre l'urbanisation rapide et croissance de la classe moyenne. Les faits montrent que la classe moyenne africaine stimulera la demande des produits agricoles à forte valeur ajoutée et des produits à valeur ajoutée du secteur de la transformation (Badiane, 2014 ; Reardon et al., 2021).

2.2. Les jeunes face à la crise de l'emploi

Alors que le nombre des jeunes ne cesse d'augmenter en lien avec la croissance démographique globale, de 1999 à 2019 le taux d'activité mondial des jeunes est passé de 53 à 41%. La part des jeunes qui ne sont ni en emploi, ni aux études ou en formation ; jeunes au statut NEET³ (en anglais : Not in Employment, in Education or in Training) a ainsi augmenté, bien qu'avec des variations régionales marquées. Le fait alarmant est que

³ Taux de NEET (%) = Jeunes - Jeunes ayant un emploi - Jeunes n'ayant pas d'emploi mais suivant des études ou une formation x 100

le taux mondial des jeunes au statut NEET a augmenté de 1,5 point en 2020 pour atteindre son niveau le plus élevé depuis au moins quinze ans. Les 282 millions des jeunes qui se trouvaient dans cette situation en 2020 ont ainsi manqué un stade crucial de leur développement personnel et risquent de subir à l'avenir de graves désavantages sur le marché du travail. Le taux des jeunes Africains au statut NEET excède ceux du chômage global et s'élevait à 21,5% en 2019 ; cela signifie qu'un jeune Africain sur cinq n'a pas d'emploi, et ne suit ni études, ni formation. L'indicateur NEET fait référence à une classification sociale d'une certaine catégorie des personnes actives qui, au cours de la période d'analyse sont sans emploi rémunéré ni d'emploi indépendant et ne participant à aucune activité d'apprentissage formel et/ou non-formel, académique et/ou professionnel. La plupart des jeunes qui travaillent en Afrique sont dans l'emploi informel qui représente 85,8% de l'emploi total (OIT, 2020). Ces chiffres soulignent d'énormes défis que l'informalité représente pour les entreprises et les travailleurs en Afrique. La mobilité géographique des jeunes femmes et hommes ruraux, s'étend désormais à toutes les classes sociales dans la plupart des pays. La grande majorité des travailleurs migrants dans le monde (tant nationaux qu'internationaux) sont des jeunes, « poussés » par l'absence d'emplois appropriés ou d'opportunités dans leurs pays d'origine et « attirés » par l'espoir de meilleures opportunités économiques dans les régions de destination généralement urbaines (White, 2019).

En 2019, sur une population mondiale estimée à 1,3 milliards des jeunes, seuls 429 millions travaillaient dont environ 55 millions, soit 13% des jeunes qui étaient dans une situation d'extrême pauvreté car ils travaillaient mais vivaient avec moins de 1,90 dollars américains par jour tandis que 71 millions soit 17% vivaient dans une pauvreté modérée avec moins de 3,20 dollars américains par jour (OIT, 2020). L'extrême pauvreté au travail des jeunes est encore beaucoup plus élevée comparativement à la moyenne mondiale. Le taux de pauvreté des jeunes dans le monde varie d'une région à une autre. En Afrique le nombre des jeunes travailleurs pauvres régresse, mais pas aussi rapidement que dans d'autres régions du monde. En 2019 le continent comptait 63% des jeunes travailleurs pauvres, contre 51% d'adultes (OIT, 2020). Cela s'explique en partie par le fait que les jeunes commencent souvent leur vie professionnelle dans l'économie informelle, en occupant des emplois occasionnels et avec une très faible rémunération et/ou travaillent juste comme main d'œuvre familiale. Si la majorité des jeunes ne sont pas en mesure d'obtenir un emploi rémunérateur avec un revenu suffisant, l'explosion démographique des jeunes continuera d'augmenter les taux de chômage déjà en hausse surtout dans les

économies fragiles. Cela conduit à un nombre élevé des jeunes frustrés qui se lancent sur la voie de migration, souvent illégale et d'autres sont recrutés par des groupes terroristes contribuant ainsi à alimenter le cycle de violence incitant à l'instabilité politique et sociale dans la région (Yifu Lin, 2021). Il est donc impératif que les pays fassent preuve d'ingéniosité dans la création et la promotion d'emplois plus nombreux et de meilleure qualité pour les jeunes. Ce qui appelle à une action urgente pour améliorer l'accès des jeunes à des emplois décents.

Comme évoqué dans la partie introductive de la présente thèse, il s'observe dans plusieurs régions du monde une répartition géographique de la pauvreté. En effet, le taux de pauvreté est différent selon qu'on est dans les zones urbaines ou rurales et près de 80% des personnes extrêmement pauvres dans le monde vivent dans des zones rurales où l'agriculture reste la principale source de revenu et de nourriture. La plupart des zones rurales sont marquées donc par des transformations structurelles limitées, la pauvreté, les déficits des compétences et les opportunités d'emploi pour les jeunes femmes et hommes ruraux restent très limitées. La création d'emplois plus nombreux et de meilleure qualité pour les jeunes est particulièrement critique dans les zones rurales, où le manque d'opportunités d'emplois rémunérateurs et la mauvaise qualité de l'emploi sont plus dramatiques et entraînent des niveaux de pauvreté plus élevés comparativement aux zones urbaines.

L'intérêt récent pour la question des « jeunes ruraux » en Afrique est en partie lié aux résultats de travaux de prospective sur les dynamiques démographiques et le marché de l'emploi. Du fait de la forte croissance démographique de la population dont environ 65% a moins de 35 ans (AGRA, 2015), les actifs arrivant chaque année sur le marché du travail en Afrique Sub-Saharienne ne cesse d'augmenter et pas moins de 440 millions de jeunes Africains se retrouveront donc en âge de travailler d'ici 2030 (Pesche et al., 2016). Tout porte à croire que même en vertu des projections les plus favorables, seuls 25% des nouveaux venus sur le marché du travail auront la possibilité de travailler dans le secteur formel de l'économie (GIZ, 2020).

En Afrique Sub-Saharienne, près de 20% des jeunes âgés de 15-24 ans et 30% de ceux âgés 25-34 ans n'ont reçu aucune éducation formelle (Filmer & Fox 2014 cité dans GIZ, 2020). Un facteur de plus qui complique leur intégration dans le marché de travail si déjà il est bien connu que les travailleurs peu instruits gagnent en moyenne 29% de moins que ceux qui ont fait des études supérieures. Il convient de noter que seuls 49% des actifs occupent des emplois salariés dans les pays à revenu faible ou intermédiaire

(Banque Mondiale, 2021). Le même rapport de la Banque Mondiale présente les résultats des récentes enquêtes réalisées dans 31 pays à revenu faible, 46 pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure et 42 pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure, soit un total de 119 économies dans le monde. Les résultats révèlent une inégalité salariale selon l'âge et le milieu de vie (rural et/ou urbain). En effet, les salariés des régions rurales perçoivent en moyenne 19% de moins que ceux des zones urbaines dans les pays à revenu faible et intermédiaire, un écart qui se réduit également avec la hausse du PIB. Le plus grand contraste est que cette inégalité touche plus les jeunes, par rapport aux travailleurs plus âgés : les travailleurs âgés de 25 à 64 ans perçoivent des salaires 53% plus élevés que les jeunes âgés de 15 à 24 ans. Étant à une étape clé de leur vie où ils doivent décider sur leur avenir personnel et professionnel, les opportunités de travail décent peuvent permettre aux jeunes d'acquérir des connaissances et des compétences vitales qui leur permettront de prospérer à l'avenir et de contribuer à leurs sociétés respectives (FIDA, 2019). La création d'emplois plus nombreux et de meilleure qualité pour les jeunes est donc une priorité urgente comme repris dans l'Objectif 8 des ODD de l'Agenda 2030 nous citons « travail décent et croissance économique ».

Une étude réalisée par l'OCDE en 2017 sur les aspirations et la satisfaction au travail des jeunes dans 32 pays en Afrique, en Asie, en Europe, en Amérique latine et aux Caraïbes a comparé les aspirations des jeunes (15-29 ans) qui étaient encore à l'école et la satisfaction au travail de ceux du même groupe d'âge qui travaillaient déjà. Il est ressorti de cette étude qu'à tous les niveaux d'éducation, les jeunes sont entrés sur le marché du travail avec des attentes de carrière élevées. La grande majorité de ceux qui ne travaillent pas encore aspirent à un emploi dans l'administration publique et à des professions hautement qualifiées. Le travail indépendant et l'emploi dans le secteur privé étaient moins favorisés mais relativement plus attrayants pour les habitants des pays riches. Pour ceux qui travaillaient déjà, le travail indépendant produisait une satisfaction au travail relativement plus élevée que le travail salarié, mais seulement s'il était exercé « par choix » ou dans le cadre d'une décision familiale, et non par défaut après avoir échoué à trouver un emploi dans le secteur formel. Les facteurs les plus importants de la satisfaction au travail trouvés par cette étude étaient par ordre d'importance la sécurité de l'emploi, les formalités et les revenus. L'étude a montré également un écart énorme entre les aspirations des jeunes à travail hautement qualifié (80% de tous ceux qui ne travaillent pas encore) et le faible pourcentage de jeunes travaillant effectivement dans des professions hautement qualifiées (seulement 20% de ceux qui travaillent déjà). Cet écart

entre les attentes de carrière et la réalité du marché du travail s'observe à tous les niveaux d'étude, y compris les jeunes ayant un niveau d'étude supérieur (universitaire).

Une comparaison de ces attentes avec les projections d'emploi de l'OIT (2018) dans les 32 pays confirme la conclusion inquiétante selon laquelle environ 60% des étudiants qui aspirent travailler dans une profession hautement qualifiée seront incapables de répondre à leurs attentes. L'OCDE conclut que les aspirations professionnelles des jeunes ont peu de points communs avec la demande sur le marché de travail actuel et que plusieurs caractéristiques d'emploi que les jeunes valorisent (qui augmentent leur satisfaction au travail) sont assez rares dans la plupart des 32 pays couverts par l'étude.

2.3. La demande alimentaire, une opportunité pour l'emploi des jeunes ruraux

L'urbanisation croissante et les changements qui en résultent vis-à-vis de la demande alimentaire représentent une occasion exceptionnelle pour l'avenir de l'agriculture, en particulier en Afrique. Ceci est surtout possible si les petits exploitants ne sont pas laissés-pour-compte au profit de grandes firmes et des géants de l'agroalimentaire. L'urbanisation et la transition démographique en Afrique sont deux de grandes tendances de la région, qui appellent à un changement de paradigme vers un développement durable centré sur la jeunesse (Siba, 2019).

Le rapport conjoint de la Commission de l'Union Africaine et l'OCDE (2018) cité plus haut attire l'attention sur la forte croissance de la demande d'aliments transformés en Afrique Sub-Saharienne. Cette demande a augmenté de 1,5 fois plus vite que la moyenne mondiale entre 2005 et 2015, dans la mesure où le marché alimentaire d'Afrique Sub-Saharienne devrait tripler pour atteindre 1 000 milliards de dollars d'ici 2030. Sakho-Jimbira et Hathie (2020) affirment également qu'avec la demande accrue de produits alimentaires transformés et à forte valeur ajoutée, le secteur privé et les entrepreneurs locaux devraient jouer un rôle clé pour assurer la création d'infrastructures de transport, de transformation et de marché adéquates. Une grande partie des aliments importés pourraient donc être produits et transformés localement ou commercialisés au niveau régional grâce à une meilleure intégration des marchés, bien que les emplois dans la fabrication d'aliments dans la région soient informels.

Des travaux récents, qui croisent les différentes bases de données sur la structuration de l'emploi en Afrique Sub-Saharienne montrent que le secteur de la production agricole informelle est le principal employeur de main d'œuvre et que la transformation agroalimentaire est en pleine expansion partant d'un niveau très bas (Allen

et al., 2018 ; Betcherman & Khan, 2018 ; Yeboah & Jayne, 2018). L'agriculture reste donc le principal secteur d'emploi dans la plupart des pays de l'Afrique Sub-Saharienne et son développement pourra jouer un rôle crucial sur la croissance du taux d'emploi dans le secteur agricole, le secteur hors exploitation agricole et le secteur non-agricole (Yeboah & Jayne, 2018). Cette évolution ouvre la voie à de nouvelles opportunités d'emploi, particulièrement dans les maillons correspondants des chaînes de valeur agricoles, telles que la livraison des semences améliorées, des engrais et des machines destinés à appuyer la production alimentaire locale. Notons également des opportunités dans la production, la gestion post-récolte, le marketing, la commercialisation et la transformation qui tirent également profit de la croissance agricole. Ces éléments montrent qu'en améliorant la productivité et les capacités des systèmes de production alimentaire de l'Afrique Sub-Saharienne pour répondre à la demande croissante, il est possible d'accélérer la création d'emplois des jeunes et la croissance économique des pays (GIZ, 2020).

2.4. Malgré les opportunités, les jeunes se désintéressent de l'agriculture

L'organisation Internationalise du Travail (OIT, 2020) confirme que l'agriculture reste le secteur qui emploie le plus des personnes en Afrique. Alors que le nombre d'habitants et celui de la population active ne cesse d'augmenter, on constate malheureusement une baisse du taux d'emploi dans le secteur agricole comme déjà évoqué dans la section précédent, soit 50,5% de l'emploi total en 2020, en léger recul par rapport à 2011 (53,5%). De Vries et al. (2015) indiquent également une tendance baissière en expliquant que la part de l'emploi dans l'agriculture est passée de 61,6% en 1990 à 49,8% en 2010 dans les pays d'Afrique Sub-Saharienne.

Leavy et Hossain (2014) à travers leur ouvrage « *Who wants to farm? Youth Aspirations, Opportunities and Rising Food Prices* » ont analysé quant à eux les données de 23 sites urbains et ruraux répartis dans 10 pays dont 4 pays africains (Burkina Faso, Ethiopie, Kenya et Zambie). Cette étude conclue que l'agriculture n'est pas une option privilégiée pour la jeune génération dans les zones rurales. Les auteurs indiquent qu'il existe un désir fort et généralisé d'acquérir et d'utiliser une éducation formelle dans des emplois respectés de « cols blancs ou professionnels », et qu'avec des niveaux d'éducation plus élevés viennent de plus grandes attentes, à la fois des jeunes et de leurs parents.

L'étude réalisée par Allen et al. (2016) sur l'engagement des jeunes dans le secteur agroalimentaire au Nigéria, au Rwanda et en Tanzanie conclue également que

l'agriculture est perçue par les jeunes de ces pays comme une profession traditionnelle peu attrayante exigeant une forte intensité de main-d'œuvre et économiquement moins rentable. Cette perception impacte négativement leur engagement dans les chaînes de valeur agricoles. Et pourtant, plusieurs évidences issues de différentes recherches confirment que le développement des chaînes de valeur agricoles peut permettre aux jeunes de générer des revenus et construire leurs carrières professionnelles dans ce secteur (Bossenbroek et al., 2015 ; CUA & OCDE, 2018 ; FAO et al., 2014 ; FIDA, 2014 ; GIZ, 2020 ; UNIDO, 2011).

Alors que l'agriculture occupe une grande part de la population africaine, l'éducation formelle elle-même, telle qu'elle est pratiquée actuellement dans la plupart des pays, est souvent un contributeur important à la construction d'aspirations des jeunes pour un avenir non-agricole. Ceci favorise un processus de déqualification des jeunes ruraux, négligeant les compétences agricoles et les réalités locales et classant l'agriculture en tant que profession réservée à ceux qui ne réussissent pas à l'école (Katz, 2004). Certains auteurs comme Kruijssen (2009) pensent que ce désintéressement est dû au fait que l'agriculture en tant que choix de carrière est chargée des perceptions sociétales erronées amplifiées par un narratif négatif dû à un manque d'informations et de sensibilisation. Ce narratif développé par la société en défaveur de l'agriculture influence les perceptions de la plupart des jeunes qui ne considèrent pas l'agriculture comme une carrière professionnelle mais plutôt comme un travail éreintant générant une faible productivité et offrant moins de revenu et moins de considération sociale (Afande et al., 2015 ; Barratt et al., 2012 ; Daum & Birner, 2017 ; FSN Forum, 2018 ; Sumberg & Okali, 2013 ; Udemezue, 2019 ; Yami et al., 2019). Ce sentiment marqué par un désintérêt vis-à-vis de l'agriculture comme profession est observé dans différentes régions du monde (Magagula & Njeru, 2017 ; Tsvakirai, 2020 ; Udemezue, 2019). En dépit du potentiel reconnu de l'agriculture à fournir des opportunités d'emplois aux jeunes et des efforts dans divers contextes, la GIZ (2020) puis Melama et al. (2021) révèlent que l'engagement des jeunes dans ce secteur reste toujours mitigé et très lent.

Une étude multi-pays réalisée par Elias et al. (2018) sur les aspirations sexo-spécifiques des jeunes ruraux a révélé que les jeunes femmes exprimaient une plus grande hésitation à engager leur avenir dans l'agriculture que les jeunes hommes. Les aspirations sexo-spécifiques des jeunes ruraux liées au travail dans le secteur agricole sont donc façonnées par des normes socioculturelles sur les formes appropriées d'engagement féminin et masculin. Haggblade et al. (2015) conclue qu'au-delà de l'activité même de

production, les jeunes sont assez réticents à s'engager dans des activités en amont et en aval de la chaîne de production agricole.

D'autres études ont souligné l'importance de perspectives plus nuancées pour comprendre comment l'avenir envisagé par les jeunes implique les moyens de subsistance dans les systèmes alimentaires. C'est ainsi par exemple que White (2020) observe lors de ses travaux sur les aspirations de carrière que lorsque les enquêteurs posaient aux jeunes la question de savoir : « qu'aimeriez-vous faire quand vous serez grand ? » mais aussi celle de savoir « qu'est-ce qui ferait de l'agriculture une option attrayante pour vous ? », l'agriculture n'apparaît comme une option possible que pour un très petit nombre des jeunes.

2.5. La crise alimentaire et de l'emploi des jeunes en RDC

La République Démocratique du Congo (RDC) est le plus grand pays d'Afrique Sub-Saharienne, avec une superficie équivalente à celle de l'Europe de l'Ouest (2 345 000Km²). Le pays compte actuellement plus de 100 millions d'habitants dont 80% ont moins de 35 ans et 36% ont entre 15 à 35 ans. Avec une croissance démographique de près de 3% par an, la République Démocratique du Congo arrive au troisième rang des pays les plus peuplés d'Afrique Sub-Saharienne (FIDA, 2020 ; INS, 2020). Le pays a un fort potentiel de production agricole de près de 80 millions d'hectares de terres arables dont 4 millions d'hectares irrigables et des pâturages naturels pouvant supporter jusqu'à 40 millions de têtes de bétails. C'est aussi un réseau hydrographique dense et répartie sur tout le pays, un potentiel halieutique de près de 707.000 tonnes, une immense diversité phylogénétique et une diversité des conditions agro-climatiques favorables à une grande variété des cultures. Selon les estimations statistiques nationales, avec son potentiel de production agricole, la République Démocratique du Congo est capable de nourrir près de 3 milliards des personnes annuellement (Ministère de l'Agriculture de la RDC, 2020). Fort malheureusement, malgré toutes ses potentialités agroécologiques, le pays ne parvient donc pas à répondre à la demande alimentaire de sa population en pleine croissance. Selon les analyses de la classification de l'insécurité alimentaire réalisées en septembre 2023, Environ 25,4 millions de personnes en RDC ont connu des niveaux élevés d'insécurité alimentaire aiguë entre juillet et décembre 2023 (IPC-FAO, 2023). Le pays qui engage environs 2 milliards de dollars américains par an dans les importations des denrées alimentaire (Banque Centrale du Congo, 2019) ne parvient donc pas à nourrir toute sa population. L'analyse menée par la Banque Africaine de Développement en

2019, la pauvreté touche 72 % des ménages en milieu rural contre 59 % en milieu urbain en RDC.

Le pays fait face à d'énormes défis de développement, de paix et de réduction de la pauvreté dans ses multiples dimensions. L'étendue de la pauvreté est liée aux difficultés d'instaurer la paix dans la partie Est du pays plus précisément dans la région du Kivu où sévissent plus de 122 groupes armés illégaux qui recrutent les jeunes dans les zones rurales. Plusieurs de ces jeunes confrontés à une extrême pauvreté au lieu de tirer profit des opportunités que présente le secteur agricole, rejoignent les groupes armés illégaux mettant en danger leurs vies et nourris par l'espoir de se faire des économies à travers des actions de pillages et d'exploitation illégales des ressources minières. Ces conflits qui utilisent les jeunes ruraux comme combattants ont duré plusieurs décennies et poussent les personnes à quitter les zones rurales les plus reculées pour s'installer dans les villes. C'est ce qui explique l'urbanisation marquée par le rythme croissant des villes, avec un taux qui est passé de 26,5 % en 2004 à 45,5 % en 2020. D'autres jeunes empruntent la voie de l'exode rural pensant trouver une vie prospère dans les centres urbains. Les choix économiques basés exclusivement sur les industries extractives des minerais n'ont pas permis aux différents gouvernements qui se sont succédé d'impulser l'émergence d'une classe moyenne congolaise. Cette situation a mis en mal les capacités de production agricole pendant les 20 dernières années et le pays importe plus qu'il n'exporte les denrées alimentaires (Banque Mondiale, 2020). Nous devons néanmoins noter que le pays exporte quelques produits issus des cultures de rente à une très petite échelle comme le café, le cacao, le thé, etc.

Toutes les 26 provinces du pays plus particulièrement le Sud-Kivu connaissent ces bouleversements des dynamiques démographiques et socio-économiques. Avec plus d'un tiers de la population âgée de moins de 35ans, un taux de chômage élevé malgré les possibilités d'emploi lié à une demande alimentaire croissante avec des potentialités agroécologiques énormes, la problématique est toutefois de savoir pourquoi les jeunes ruraux du Sud-Kivu se désengagent de plus en plus des chaînes de valeur agricoles ? C'est ainsi qu'à travers cette étude nous cherchons spécifiquement de répondre à trois questions suivantes :

- ✓ quels sont les facteurs qui limitent l'essor des chaînes de valeur agricoles dans les territoires ruraux du Sud-Kivu ?

- ✓ quelles sont les perceptions que les jeunes ruraux du Sud-Kivu ont vis-à-vis de l'agriculture et activités connexes comme profession ?
- ✓ quels sont les facteurs clés de succès des jeunes agripreneurs ruraux engagés dans les chaînes de valeur agricoles ?

La présente thèse cherche à vérifier les hypothèses suivantes :

- ✓ l'essor de chaînes de valeur agricoles est limité par différents facteurs institutionnels, économiques, sociaux et écologiques dont l'impact est diversement perçus les acteurs opérant dans les territoires ruraux du Sud-Kivu ;
- ✓ les jeunes ruraux du Sud-Kivu perçoivent négativement l'agriculture comme profession ce qui explique leur attitude négative et désintérêt marqué vis-à-vis de ce secteur ;
- ✓ il existe des facteurs économiques et sociaux spécifiques qui influencent le succès des jeunes agripreneurs ruraux malgré le désintérêt et les perceptions négatives de la société vis-à-vis de l'agriculture comme profession dans la province du Sud-Kivu.

3. Objectifs généraux et spécifiques

3.1.Objectif général

Globalement la présente thèse vise à faire une analyse systémique de l'engagement des jeunes ruraux dans les chaînes de valeur agricoles au Sud-Kivu tout en explorant des stratégies du développement agricole axées sur les jeunes.

3.2.Objectifs spécifiques

Les objectifs spécifiques poursuivis par l'étude sont :

- ✓ identifier les facteurs limitant l'essor des chaînes de valeur agricoles dans les territoires ruraux du Sud-Kivu tout en évaluant les perceptions de leur impact par les acteurs;
- ✓ étudier les perceptions des jeunes ruraux vis-à-vis de l'agriculture et activités connexes comme profession ;
- ✓ analyser les facteurs clés de succès des jeunes agripreneurs ruraux engagés activement dans les chaînes de valeur agricoles.

Chapitre II. Revue de la littérature

L'objectif de ce chapitre est d'analyser les théories en lien avec le sujet de la présente thèse dans le panorama international, régionale et national. L'enjeu de cette analyse est de réunir les informations nécessaires au développement du cadre théorique soutenant notre recherche sur l'engagement des jeunes ruraux dans les chaînes de valeur agricoles. C'est ainsi que nous subdivisons ce chapitre en six points qui sont à leur tour subdivisés en sous-points, à savoir : (1) le développement agricole et la croissance économique ; (2) les défis et perspectives du secteur agricole ; (3) l'aperçu sur l'agriculture congolaise ; (4) l'approche chaîne de valeur comme outil de développement agricole, (5) le cadre théorique sur l'engagement et (6) les jeunes ruraux et l'agriculture.

1. Développement agricole et croissance économique

Depuis la révolution agricole caractérisée par l'ensemble des innovations développées aux XVIII^e et XIX^e siècles, la transformation des systèmes agricoles continue son élan jusqu'à ce jour. Les famines majeures survenues vers les années 1950 et 1960 dans les pays en voie de développement ont amené plusieurs chercheurs à étudier le rôle de l'agriculture dans le développement économique. Le rôle central de l'agriculture dans l'économie, combiné à son importance dans la sécurité alimentaire pendant qu'on note une grande persistance d'un faible niveau de vie en milieu rural, fait du secteur agricole un axe majeur de la politique des pays en développement. De nombreux pays sont soucieux de faire passer le secteur agricole d'une orientation de subsistance vers une productivité plus élevée et une orientation vers le marché. D'autres s'inquiètent de la capacité du secteur à absorber les travailleurs dans un environnement politique où les emplois urbains dans le secteur formel sont rares. D'autres encore se concentrent sur le soutien au secteur agricole pour répondre aux besoins alimentaires nationaux et pour éviter les types de pressions économiques et politiques qui se sont manifestées lors des flambées des prix alimentaires mondiaux au cours de la dernière décennie

La théorie macroéconomique et microéconomique du développement agricole a évolué au fil des ans, tout comme ses contextes, ses pratiques et ses objectifs. Le monde a changé rapidement et les grands enjeux entourant l'agriculture ont également évolué (Dercon & Gollin, 2014). En fait, au cours des dernières décennies, des changements majeurs se sont produits dans la conception et la pratique du développement agricole. En

conséquence, les objectifs de développement agricole sont allés bien au-delà des objectifs traditionnels tels que la production et la disponibilité alimentaires, la productivité agricole, les revenus des agriculteurs (en particulier ceux des petits exploitants) et l'emploi. Actuellement les objectifs du développement agricole ont des liens avec la réduction de la pauvreté, l'emploi, la nutrition adéquate, le fonctionnement des chaînes alimentaires, la durabilité environnementale, l'adaptation et l'atténuation des effets liés au changement climatique, ainsi que l'égalité et l'équité entre les sexes. À l'avenir, l'agriculture sera confrontée à de nouveaux défis et devra être positionnée pour fournir des résultats de développement plus larges tels que ceux mandatés par les Objectifs de Développement Durable (ODD).

1.1. Niveau macroéconomique

Pour réaliser une analyse macro-économique du rôle de l'agriculture dans le développement, nous partons premièrement de la théorie de « l'économie *duale* » développée dans les années 1950 par Lewis (Lewis, 1954 cité dans Otsuka & Fan, 2021). Cette théorie s'appliquait initialement aux sociétés où coexistaient deux secteurs économiques, le secteur traditionnel caractérisé par l'agriculture de subsistance et l'artisanat ainsi que le secteur capitaliste marqué par l'urbanisation et l'industrialisation. Cette dualité laissait entendre que la productivité et la richesse était très faibles dans le secteur traditionnel, ce qui permettait un exode rural bénéficiant au secteur industriel en milieu urbain. Cette théorie considérait donc le secteur agricole comme un fournisseur de main-d'œuvre excédentaire dont la part dans la main-d'œuvre et l'économie diminuait au cours du développement.

Un nouveau paradigme apparu dans les années 1960 a étendu le modèle de dualité en considérant le développement agricole comme un moteur d'industrialisation et de croissance économique (Johnson & Mellor, 1961). Bien que Johnston et Mellor ne soient en aucun cas les premiers à soutenir l'idée selon laquelle l'agriculture jouait un rôle central dans le développement, leur travail a fourni cependant un cadre clair pour réfléchir aux liens entre la consommation alimentaire et la production agricole. L'idée de base de ce travail (bien que jamais formalisée en termes mathématiques) était que la croissance de la productivité agricole entraînerait simultanément, dans une économie fermée : (a) des revenus ruraux plus élevés ; (b) la baisse des prix alimentaires dans les zones urbaines ; c) l'augmentation de l'épargne dans les zones rurales, permettant la mobilisation de capitaux pour l'industrie nationale ; et d) des marchés intérieurs élargis pour les produits

non-agricoles. Un avantage supplémentaire a été observé dans le cas d'une économie ouverte : en réduisant les prix alimentaires dans les zones urbaines, les gains de productivité agricole permettraient aux salaires nominaux dans le secteur manufacturier de rester bas, rendant les exportations non-agricoles plus compétitives. Nous pouvons remarquer à travers cet extrait que le modèle développé par Johnson et Mellor a fourni également un argument narratif et conceptuel solide pour le rôle de l'agriculture dans la croissance. Les racines empiriques de leur travail étaient une lecture de l'expérience historique, y compris celle de l'Europe et du Japon, suggérant que le succès de la croissance dans ces pays était étroitement lié à la croissance de la productivité agricole. Au fil des ans, les invocations ultérieures de cette théorie sont devenues moins nuancées, virant vers une affirmation plus dramatique (et beaucoup moins défendable) selon laquelle tous les pays qui réussissent traversent une phase de croissance agricole rapide comme moteur de leur processus de croissance (Timmer, 1988). Cet argument résonne encore dans les récits politiques de développement. C'est ce que nous retrouvons par exemple dans l'influent « rapport sur le développement dans le monde publié en 2008 » à travers lequel la Banque Mondiale souligne le rôle essentiel de l'agriculture dans les premiers stades de développement. La Banque Mondiale plaide ici en faveur d'une politique publique beaucoup plus axée sur ce secteur dans une perspective de croissance, notamment dans les pays à faibles revenus comme ceux de l'Afrique Sub-Saharienne (Banque Mondiale, 2007). Théoriquement, nous réalisons qu'il existe une base solide pour l'argument selon lequel la croissance de l'agriculture est un moteur clé de la croissance, notamment pour démarrer un processus de croissance dans les économies préindustrielles. Au-delà des approches plus narratives de la littérature ancienne, les macro-modèles stylisés de croissance avec un secteur agricole explicite fournissent des prédictions tout aussi solides du rôle de la croissance de la productivité agricole dans la croissance globale (Echevarria, 1997 ; Eswaran & Kotwal, 1993 ; Gollin et al., 2002, 2004, 2007). Ces résultats ont tendance à être liés à un ensemble d'hypothèses clés, notamment que les économies modèles sont fermées et doivent répondre à leurs besoins alimentaires grâce à la production nationale. Une hypothèse supplémentaire à l'origine de bon nombre de ces modèles est que la consommation alimentaire est soumise à une exigence de consommation minimale. Ensemble, ces deux hypothèses garantissent qu'une grande partie des ressources est liée à la production alimentaire lorsque les pays ont une faible productivité agricole.

Les résultats de cette littérature macroéconomique sur la transformation structurelle du secteur agricole trouvent un écho dans une littérature qui développe des modèles macroéconomiques plus empiriquement détaillés au niveau des pays. Dans ce corpus de travaux, nous trouvons notamment une littérature basée sur l'analyse de modèles d'Equilibre Général Calculable (EGC)⁴ construits et calibrés sur des matrices de comptabilité sociale de pays en développement. Citons ici le modèle prototype de Dervis et al. (1982), mis à jour par Lofgren et al. (2002) et utilisé sous diverses formes modifiées au cours des dernières décennies par un certain nombre de chercheurs comme Thurlow et van Seventer (2002), Dorosh et Haggblade (2003), Diao et Dorosh (2007), Pauw et Thurlow (2011), Dorosh et Thurlow (2012) ainsi que Diaz-Bonilla et Robinson (2010). L'agriculture est reconnue dans ce modèle comme contribuant au développement de l'industrie en augmentant les revenus des agriculteurs, en générant des devises étrangères et en générant des excédents de capital et de travail. En effet, les revenus plus élevés pour les agriculteurs résultant d'une production plus élevée augmentent la demande d'intrants agricoles et de services à valeur ajoutée, et des revenus plus élevés pour les agriculteurs et les ouvriers augmentent la demande de biens et services alimentaires et non-alimentaires. La croissance agricole a alors un effet multiplicateur sur d'autres secteurs, en faisant démarrer la transformation et en accélérant la croissance.

Dans ses travaux sur la transformation de l'agriculture traditionnelle, Schultz (1964) soutenait déjà que les petits agriculteurs pauvres étaient rationnels, car ils réagissaient aux incitations par les prix et pouvaient adopter de nouvelles technologies rentables, mais étaient limités par l'absence de ces dernières. L'hypothèse « efficace mais pauvre » de Schultz a inspiré les recherches ultérieures comme Hayami et Ruttan (1971, 1985), qui ont formalisé la théorie de la croissance agricole en soulignant l'importance des innovations technologiques. Les auteurs affirment que les changements technologiques et institutionnels sont induits par les réponses des acteurs à l'évolution des dotations en ressources. En d'autres termes, à mesure que la rareté d'un facteur de

⁴ Le modèle d'Equilibre Général Calculable (EGC) est l'un des modèles économiques qui utilisent des données économiques réelles pour estimer comment une économie pourrait réagir à des changements de politique, de technologie, de ressources, ou d'autres facteurs externes. Il permet de donner une vision d'ensemble assez cohérente d'une économie complexe tout en intégrant des spécificités locales. Ce concept désigne donc la possibilité pour les marchés d'atteindre l'équilibre simultanément par le libre jeu de l'offre et de la demande. Cet équilibre simple (ou partiel) en ce qu'il s'agit d'un équilibre atteint sur l'intégralité des marchés (Arrow et Debreu, 1950). Sur le plan pratique l'équilibre est atteint sur un marché lorsque l'offre et la demande sont en adéquation (Delas, 2008).

production augmente, une technologie qui permet d'économiser l'utilisation du facteur est amenée à se développer, ainsi que des institutions de soutien, telles que des systèmes de droits de propriété, des systèmes de recherche et de vulgarisation du secteur public et des institutions de commercialisation. Binswanger (1974) a expliqué plus tard que les variations des prix des produits jouent également un rôle important dans la stimulation des innovations agricoles.

Les années 1990 ont été marquées par la croissance économique rapide des pays en voie de développement, en particulier en Asie, ce qui a marqué un changement dans la théorie du développement agricole vers la transformation structurelle. Timmer (2017) explique en détails combien l'agriculture améliore la productivité du travail dans l'économie rurale, augmente les salaires et stimule l'urbanisation et l'industrialisation. En conséquence, la part de l'agriculture dans la production économique et l'emploi diminue et l'activité économique urbaine dans l'industrie et les services augmente. Dans le même temps, les travailleurs ruraux migrent vers les zones urbaines et l'ensemble de la population subit une transition démographique. C'est ainsi que plusieurs autres études empiriques se sont initialement concentrées sur l'importance de l'agriculture dans la croissance économique non agricole ainsi que les retombées de la croissance entre les secteurs (Gemmell et al., 2000 ; Tiffin & Irz, 2006).

Intéressé par la crise des prix alimentaires de 2008, Díaz-Bonilla (2015) a systématiquement analysé comment les politiques macroéconomiques telles que les politiques fiscales, monétaires et financières, les politiques de change et les politiques commerciales avaient affecté fondamentalement le secteur agricole. Il soutient qu'un cadre de politique macroéconomique est nécessaire pour maintenir les équilibres budgétaires et éviter la surévaluation du taux de change, réduisant ainsi considérablement la possibilité de crises financières/budgétaires et garantissant que les produits échangeables (en particulier les produits agricoles et alimentaires) ne sont pas désavantagés. Une politique monétaire qui maintient des niveaux d'inflation bas est également nécessaire pour capitaliser les effets positifs du développement agricole sur la croissance économique. Concernant l'accès aux services financiers, notamment les crédits, Díaz-Bonilla suggère donc que l'agriculture a besoin de programmes, d'institutions et d'instruments de crédit spécifiques qui mettent l'accent sur une variété d'instruments et d'approches pour l'inclusion financière des agriculteurs pauvres. L'agriculture a été considérée ici dans le contexte d'un programme de développement plus

large, soulignant le rôle qu'elle peut jouer dans la formulation des stratégies de développement d'un pays.

Nous trouvons également plusieurs études qui ont examiné l'impact de l'agriculture sur la réduction de la pauvreté, en particulier son rôle dans la croissance économique globale et, indirectement, les réductions des prix des denrées alimentaires, qui profitent particulièrement aux pauvres. Par exemple, Ravallion et Chen (2007) ont constaté que l'impact de la croissance agricole sur la pauvreté en Chine était quatre fois plus important que celui des autres secteurs. Christiaensen et al. (2011) font remarquer quant à eux que l'impact de la croissance agricole sur la réduction de la pauvreté en Afrique Sub-Saharienne a été deux à trois fois supérieur à celui de la croissance dans le secteur non agricole. Mais, les auteurs ont également révélé comme Dercon et Gollin (2014) une hétérogénéité substantielle selon les caractéristiques des pays comme les niveaux des potentialités agroécologiques dont le pays dispose et, des conditions économiques et sociales initiales.

La modélisation de l'Equilibre Général Calculable (EGC) évoqué dans le paragraphe précédent a ensuite été ajoutée comme l'un des outils d'analyse du rôle de l'agriculture dans la croissance économique globale et la réduction de la pauvreté par exemple, dans Dorosh et Hagglade (2003) puis dans Diao et Dorosh (2007) ainsi que Dorosh et Thurlow (2012). Une grande partie de la modélisation EGC axée sur les économies africaines a révélé que la croissance de la productivité agricole génère des impacts positifs sur la croissance globale et des impacts positifs sur la pauvreté également. Cependant, il convient de noter qu'une grande partie de cette littérature était basée sur des hypothèses selon lesquelles les économies modèles sont fermées et doivent répondre à leurs besoins alimentaires par le biais de la production nationale (Dercon & Gollin, 2014). Les différents gouvernements et agences de développement sont aujourd'hui unanimes que la mise en place d'une agriculture productive et compétitive est cruciale pour la création d'emplois et la réduction de la pauvreté. Il n'en a pas toujours été ainsi comme l'indique la Banque Mondiale (2018). Avant que n'éclate la crise des prix alimentaires de 2008, nombre de professionnels du développement, de responsables publics et d'économistes mettaient en effet en doute la capacité de l'agriculture à jouer encore ce rôle, en particulier en Afrique. Cet « agro-pessimisme », apparu dans les années 90 et 2000, a donné lieu à une baisse de l'intérêt des politiques publiques et des investissements pour ce le secteur agricole (Ligon & Sadoulet, 2018). Les épisodes de flambée des prix alimentaires de 2008 ont ensuite conduit à la prise de conscience qu'il fallait agir

davantage pour renforcer l'agriculture dans les pays en développement. Il s'observe à ce jour que la croissance dans l'agriculture a encore globalement, des effets sur la réduction de la pauvreté deux à trois fois plus importants que ceux produits par la croissance d'autres secteurs d'activité. Cette conclusion de la Banque Mondiale (2018) est unanimement partagée par plusieurs études théoriques du développement depuis même plus d'un demi-siècle (Adelman, 1984 ; Johnston & Mellor, 1961 ; Vogel, 1994) et les nouveaux chercheurs continuent de le confirmer (De Janvry & Sadoulet, 2010 ; Christiaensen et al., 2021 ; Ligon & Sadoulet, 2018).

En effet, Christiaensen et al. (2021) se sont concentré sur les questions liées à la pauvreté, par opposition à la seule croissance. Les auteurs sont partis du principe selon lequel « la contribution d'un secteur à la réduction de la pauvreté dépend de sa propre croissance, de son impact indirect sur la croissance dans d'autres secteurs, de la mesure dans laquelle les pauvres participent au secteur et de la taille du secteur dans l'économie globale ». En analysant également la réunion de ces différents effets à l'aide de preuves économétriques transnationales, ils ont démontré que l'agriculture est beaucoup plus efficace pour réduire la pauvreté parmi les plus pauvres.

Dorinet et al. (2021) ont examiné quant à eux comment les retombées exceptionnelles des ressources extractives affectent la productivité agricole. Après avoir exploité un ensemble de données de panel de 38 pays sur la période 1991-2016 et construit un indice des prix des matières premières spécifique à chaque pays qui capture les gains et les pertes liés aux ressources dans le revenu disponible global, les auteurs ont conclu que la productivité agricole est un élément clé de la transformation structurelle et de la réduction de la pauvreté.

Les recherches réalisées par Ligon et al. (2018) pour comprendre si la croissance agricole dans les pays en développement augmente les dépenses des ménages les plus pauvres plus que la croissance dans d'autres secteurs en utilisant des données de panel. Il en ressort que les élasticités estimées associées à la croissance du revenu agricole sont nettement supérieures à celles du revenu non-agricole pour tous les déciles sauf les extrêmes supérieur et inférieur. Les auteurs démontrent par ce fait qu'au milieu de la distribution des revenus, l'effet d'une croissance donnée du PIB due à l'agriculture est 3 à 4 fois plus important que s'il était dû aux activités non-agricoles. Après avoir établi qu'en moyenne la croissance du PIB provenant de l'agriculture est plus bénéfique pour les déciles les plus pauvres, les auteurs examinent enfin s'il s'agit d'un schéma qui se maintient dans différents groupes de pays. Leur deuxième constatation importante est

qu'il existe une hétérogénéité entre certains groupes. Ce qui les amène à conclure que ce sont les personnes les plus pauvres dans les pays les plus pauvres pour qui la croissance des revenus agricoles est la plus bénéfique.

L'agriculture est le principal secteur économique de nombreux pays africains. Selon les statistiques de la Banque Mondiale, l'agriculture représente 17% du PIB du continent et environ 30% du PIB des pays d'Afrique Sub-Saharienne et assure la survie de la majeure partie de la population africaine (65%). Notons par ailleurs que les différences d'un pays à l'autre sont importantes tant en termes de PIB que de population travaillant dans l'agriculture. Par exemple, il y a des pays avec un faible pourcentage de la population dans l'agriculture, comme l'Afrique du Sud ou les pays du Maghreb, et d'autres pays dont la population travaille principalement dans l'agriculture comme les pays du Sahel et des Grands Lacs africains (Beucher & Basin, 2012).

Au vu des résultats apportés par les différentes théories mobilisées jusqu'ici, nous pouvons considérer l'agriculture comme un outil de lutte contre la pauvreté. L'agriculture occupe actuellement une place centrale dans le Programme 2030 des Nations Unies. Les 17 Objectifs de Développement Durable (ODD)⁵ de ce programme associent donc l'agriculture à trois dimensions : économique, sociale et environnementale. Les économistes agricoles et d'autres spécialistes du développement conviennent généralement que l'investissement dans l'agriculture est une stratégie efficace pour réduire la pauvreté, les inégalités et la faim. Cela est donc réalisable en particulier dans les pays où ce secteur emploie une grande partie de la population. Pour comprendre de façon approfondie les enjeux liés au développement agricole, nous proposons dans le point suivant une analyse micro des théories y relatives.

1.2.Niveau microéconomique

Alors que la littérature macro-économique développée ci-dessus se concentre essentiellement sur le rôle de l'agriculture dans le développement économique et l'environnement de politique macroéconomique favorable, la littérature microéconomique liée à l'agriculture couvre un large éventail de questions liées au comportement des ménages ruraux, justifiant un examen beaucoup plus approfondi. La

⁵ Ce programme comprend 17 Objectifs de Développement Durable(ODD) et 169 cibles qui s'inscrivent dans le prolongement des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) et visent à réaliser ce que ceux-ci n'ont pas permis de faire. Ils visent aussi à réaliser les droits de l'homme pour tous, l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes et des filles. Les objectifs et les cibles ont été établis pour guider l'action à mener au cours des 15 années (2016 à 2030) dans des domaines qui sont d'une importance cruciale pour l'humanité et la planète.

https://www.un.org/ga/search/view_doc.asp?symbol=A/70/L.1&Lang=F

microéconomie dans le développement agricole considère principalement le comportement des ménages ruraux, à savoir les contraintes auxquelles ils sont confrontés et les déterminants de leur prise de décision. La théorie microéconomique a évolué au fil du temps, passant de l'analyse de l'allocation des ressources, en particulier des défaillances du marché du travail, des terres et des capitaux, à l'adoption de la technologie et aux services de vulgarisation, aux droits de propriété et aux externalités, aux négociations au sein des ménages et à la gestion des risques (Otsuka & Fan, 2021).

1.2.1. Le comportement des ménages agricoles

L'hypothèse « efficace mais pauvre » de Schultz (1964) développée dans le point précédent a fondamentalement affecté la littérature microéconomique sur le développement agricole car si les agriculteurs sont des maximisateurs rationnels, un modèle de maximisation du profit ou de l'utilité peut être appliqué à l'analyse des comportements des agriculteurs dans les pays en voie de développement. Ainsi, Schultz a stimulé l'analyse ultérieure du comportement des ménages agricoles. Une meilleure compréhension des comportements des ménages agricoles améliore les modèles macroéconomiques et la modélisation des effets d'équilibre général.

Deux décennies après cette hypothèse, Singh et al. (1986) ont été les pionniers de l'analyse du comportement des ménages agricoles, ce qui a conduit au milieu des années 1980 sur la non-séparabilité entre les décisions de production et de consommation des ménages ruraux et la relation entre la productivité et la taille de l'exploitation. Ces auteurs précisent que le « comportement non-séparable » des ménages dans l'utilisation des ressources, est fondamental en raison de marchés manquants ou imparfaits, notamment les marchés du travail. Ce qui implique que les ménages sont une unité intégrée de production et de consommation.

Les marchés du travail sont généralement considérés comme défaillants, car les coûts rendent la productivité de la main-d'œuvre salariée inférieure à celle de la main-d'œuvre familiale. Alors que les ménages disposant de trop petites superficies de terres pour embaucher de la main-d'œuvre se comportent selon les prédictions du modèle séparable, les ménages disposant de plus en plus de terres embauchent de la main-d'œuvre mais sont confrontés à un coût d'exploitation croissant, créant la relation inverse productivité agricole-taille de l'exploitation. A travers leurs travaux Carter et Yao (2002) appellent cela la « non-séparabilité locale ».

De Janvry et al. (1991) ont montré quant à eux que les coûts de transaction creusent un fossé entre les prix à la production et à la consommation, certains ménages n'achetant ou ne vendant pas les biens qu'ils produisent et, par conséquent, ont une réponse limitée aux incitations par les prix. Dans le même angle d'idée, Key et al. (2000) ainsi que Bellemare et Barrett (2006) explorent l'endogénéité des décisions de participation au marché prises par les ménages.

A la littérature sur l'évolution microéconomique du développement agricole, nous pouvons ajouter l'essor de la science de la décision et de l'économie comportementale plus développé au début des années 2000. Dans le secteur agricole, cela a été centré sur des questions concernant la capacité des agriculteurs à obtenir des résultats efficaces ou optimaux face aux problèmes de prise de décision de développement agricole dans un monde en mutation (Duflos, 2006). L'économie comportementale a montré que les individus peuvent être motivés par des facteurs autres que la maximisation du profit. Choi et al. (2003) y ajoutent des options par défaut qui peuvent jouer un rôle important dans la coordination du comportement lorsque cela est nécessaire.

1.2.2. Les ressources foncières et les ménages ruraux

Dans un article récent, Foster et Rosenzweig (2017) ont observé une relation en forme de U entre la productivité agricole et l'échelle de l'exploitation. Cette relation indique la chute initiale de la productivité lorsque la taille de l'exploitation augmente à partir de ses niveaux les plus bas et la trajectoire ascendante continue lorsque l'échelle augmente après un seuil dans presque tous les pays à faible revenu à travers le monde. Il en ressort que l'existence de coûts de transaction sur le marché du travail peut expliquer pourquoi les plus petites exploitations, qui reposent sur la main-d'œuvre familiale, sont les plus efficaces. Par ailleurs, les fermes légèrement plus grandes sont les moins efficaces parce qu'elles emploient une multitude de travailleurs salariés ; et les plus grandes fermes sont aussi efficaces que les plus petites parce qu'elles adoptent des machines à grande échelle.

La littérature microéconomique sur le développement agricole accorde une attention particulière aux coûts de transaction sur les marchés fonciers, qui conduisent à des défaillances du marché. Par exemple Eswaran et Kotwal (1984) ont étudié comment la productivité est influencée par la répartition des terres parmi les ménages ruraux en raison des imperfections de la terre, du travail et du marché des capitaux. Les auteurs ont noté qu'une économie à forte inégalité de répartition des terres produira moins qu'une

économie à répartition plus équitable des terres, car les agriculteurs dotés de moins de terres ont un accès moins favorable au crédit. Par conséquent, les réformes du marché du crédit qui égalisent l'accès au capital entre les ménages agricoles peuvent également avoir des effets similaires à ceux des réformes de redistribution des terres. Otsuka et al. (1992) ont appliqué la théorie du « Principal-Agent »⁶ aux problèmes de location des terres. Cette théorie présente trois types de contrats de location permettant l'accès à la terre pour des fins agricoles : (1) *le Salarial* : le propriétaire fournit le matériel et garde la récolte, il paie à l'exploitant une somme fixée ex ante ; (2) *le métayage* : les frais et la récolte sont partagés entre le propriétaire et l'exploitant ; (3) *le fermage* : l'exploitant supporte tous les risques et frais, garde la récolte, et paie au propriétaire un loyer fixé à l'avance.

A l'échelle mondiale environ 1,5 milliard de personnes vivent de petites exploitations, dont un demi-milliard dépendent totalement ou partiellement de l'élevage. Presque 84 % de ces exploitations ont une superficie inférieure à 2 hectares et exploitent seulement environ 12 % des terres agricoles. Environ 550 millions de ménages de petites exploitations produisent la majeure partie de la nourriture mondiale, et beaucoup dépendent de l'élevage pour vivre (Lowder, 2016). Il faut noter également que deux tiers de la population africaine dépendent de la petite agriculture et une grande partie de la nourriture consommée en Afrique et en Asie est produite par les petits exploitants, soit près de 73 % de la nourriture consommée (FIDA & PNUE, 2013 ; HLPE, 2013). Les petites exploitations doivent survivre et prospérer pour maintenir et augmenter la production alimentaire. Les informations de base sont vitales pour les futures interventions des services de vulgarisation (Altieri & Koohafkan, 2010 ; Otte & Chilonda, 2002 cité dans Bhatti et al., 2021). Ces nombreux agriculteurs qui produisent de petites quantités de produits ne dépendent souvent pas beaucoup du marché mais conservent leurs produits pour l'autoconsommation (Singh et al., 1993). Toutes ces recherches soulignent l'importance de la petite exploitation agricole (ou de l'agriculture familiale) dans les systèmes alimentaires. La FAO (2014) insiste également sur le rôle des petits exploitants agricoles pour passer à des formes d'agriculture plus durables car leur participation aux chaînes de valeurs agricoles durables représente une opportunité significative qui pourrait

⁶ Un modèle du principal-agent fait référence à la relation entre un propriétaire d'actif ou un principal et l'agent ou la personne engagée pour gérer cet actif au nom du propriétaire.

conduire à des avantages substantiels, tels que la réduction de la pauvreté, l'égalité des sexes, l'équité et un environnement plus sain.

1.2.3. Le concept de la petite exploitation et/ou exploitation familiale agricole

Les termes petite exploitation et/ou exploitation familiale sont souvent utilisés de manière interchangeable ou en combinaison sans définition claire. Le manque de clarté concernant la terminologie ainsi que la composition de base et la diversité du secteur agricole est un sérieux obstacle à un dialogue politique efficace (Bhatti et al., 2021). Et pourtant, au niveau micro, la classification des agriculteurs pourrait être d'une utilité pratique pour des solutions technologiques localisées et un soutien à la vulgarisation. Nous n'avons pas trouvé de définition universellement acceptée du concept « exploitation agricole familiale », bien que divers intervenants aient établi des définitions soit à des fins purement analytiques, soit pour la mise en œuvre de programmes gouvernementaux. Malgré de grandes variations entre les définitions des exploitations familiales, il existe certains points communs. Une enquête réalisée par Garner et Campos (2014) sur 36 définitions d'exploitations familiales a révélé que l'aspect le plus courant de ces définitions est l'utilisation de la main-d'œuvre familiale et que de nombreuses définitions précisent également que l'exploitation est gérée par la famille. Après avoir analysé les différentes définitions les plus couramment utilisées, Bhatti et al. (2021) indiquent que plus de 90 % des exploitations agricoles mondiales peuvent être considérées comme des exploitations familiales, tandis que 84 pour cent de toutes les exploitations sont de petites exploitations (avec moins de 2 ha).

Les études sur la typologie des exploitations agricoles reconnaissent que les agriculteurs ne sont pas un groupe monolithique et font face à des contraintes différentes dans leurs décisions agricoles en fonction des ressources dont ils disposent et de leur mode de vie (Soule, 2001). Ellis (1993) cité dans Rupert et al. (2014) observe que les petits agriculteurs sont toujours et partout caractérisés par des variations internes à plusieurs égards. Bien que chaque exploitation et chaque agriculteur soient uniques par nature, ils peuvent être regroupés en blocs à peu près homogènes. Selon Ojiem et al. (2006) l'hétérogénéité des systèmes agricoles est liée à une multitude de facteurs biophysiques (par exemple, le climat, la fertilité des sols, la pente, etc.) et socio-économiques (par exemple, les préférences, les prix, les objectifs de production, etc.). D'autres études ont examiné des facteurs notamment les ressources agricoles telles que l'argent et la main-d'œuvre (Tittonell et al., 2007), les infrastructures telles que l'agence et les marchés

(Tittonell et al., 2006), les pratiques de gestion (Tittonell et al., 2005) et le niveau technologique (Gómez-Limon et al., 2007).

Peu d'autres études ont utilisé une série de facteurs ensemble pour expliquer l'hétérogénéité des systèmes agricoles (Bidogeza et al., 2009 ; Guto et al., 2010 ; Ojiem et al., 2006 ; Rowe et al., 2006) ; Tittonell et al., 2010 ; Wolfenson, 2013). Ajoutons à cela le niveau de vie, la propriété foncière, l'activité agricole et l'échelle de production, l'accès aux actifs et aux ressources, et la part de la main-d'œuvre familiale. A travers le tableau 1 Toulmin et Guèye (2003) donnent quelques éléments de différence entre l'exploitation familiale et l'agriculture commerciale.

Tableau 1

Différence entre exploitation familiale et agriculture commerciale

| Caractéristiques principales | Exploitation familiale | Agriculture Commerciale |
|-------------------------------------|--|---|
| Rôle de la main-d'œuvre du ménage | Important | Faible ou nul |
| Liens communautaires | Forts : fondés sur la solidarité et l'entraide entre ménage et groupe plus large | Faible : souvent aucune connexion sociale entre entrepreneur et communauté locale |
| Objectifs prioritaires | Consommer Stocker Vendre | Vendre Acheter Consommer |
| Diversification | Forte : pour réduire l'exposition au risque | Faible : spécialisation dans cultures et activités très limitées |
| Flexibilité | Forte | Faible |
| Taille de l'exploitation | Tend à être réduite : 5 à 10 ha en moyenne | Grande : peut excéder 100 ha |
| Liens avec le marché | Faibles : mais grandissants | Forts |
| Accès aux terres | Par héritage et arrangements sociaux | Assez souvent par achat |

Source : Toulmin et Guèye (2003)

Au vu de ces éléments la notion de typologie des exploitations agricoles paraît très complexe et varie considérablement d'une étude à l'autre, d'un pays et d'une région à l'autre et peut être régie par l'objectif de la recherche. Par ailleurs la majeure partie des études y relatives se sont concentrées sur les facteurs socio-économiques et agro-écologiques pour la classification des exploitations agricoles. Nous utiliserons dans cette

thèse le terme « exploitation agricole familiale » de manière interchangeable avec celui de « petite exploitation agricole ».

2. Défis et perspectives de l'agriculture africaine

Comme démontré dans le point précédent, plusieurs études confirment le rôle de l'agriculture dans la croissance économique au niveau macro et micro sur base des preuves issues de diverses études réalisées dans différentes régions du monde. Nous trouvons également que plusieurs chercheurs et analystes, notamment ceux de la Banque Mondiale (Ravallion & Datt, 2002), de l'Université Harvard (Timmer, 1997), de l'Overseas Development Institute du Royaume-Uni (Thirtle et al., 2003) documentent à partir d'ensembles de données assez différents et dans différents ensembles de pays que la croissance agricole réduit la pauvreté rapidement, comparée à la croissance industrielle. Les pouvoirs publics et les bailleurs de fonds s'accordent de plus en plus à reconnaître que l'agriculture doit avoir une place plus prépondérante dans le programme de développement, que ce soit pour entraîner la croissance dans les pays à vocation agricole ou pour réduire la pauvreté dans les zones rurales. Malgré cela, l'agriculture reste aujourd'hui l'épine dorsale des économies de la plupart des pays à faible revenu dans le monde. Dans les pays pauvres, la plupart des personnes vivant en dessous du seuil de pauvreté international de 2,15 dollars américains par jour vivent dans des zones rurales, avec des revenus directement ou indirectement liés à l'agriculture (Banque Mondiale, 2022). Les producteurs agricoles des pays en voie de développement sont confrontés à des défis importants en raison de l'évolution des conditions économiques, environnementales et sociopolitiques comme nous le détaillons dans les paragraphes ci-dessous.

2.1. Faible engagement des politiques publiques

L'augmentation tendancielle de la population mondiale, et son accélération dans les années 1950-1960 ont longtemps focalisé l'attention sur le défi alimentaire : nourrir la planète a été, pendant des décennies, l'objectif prioritaire des politiques publiques. C'est en ce sens que les pays riches ont mis en place des programmes d'aide au développement en direction des pays pauvres (Jacques le Cacheux, 2011). La crise financière de 2008 et le ralentissement économique qui s'en est suivi ont mis l'évolution des chaînes de valeur agroalimentaires mondiales au point mort. La pandémie de covid-19 apparut en décembre 2019 alors que plusieurs pays vivent encore les corolaires de la

crise de 2008 a perturbé plus encore les possibilités qu'elles offrent de renforcer le commerce et la croissance mondiale. La guerre entre la Fédération de la Russie et l'Ukraine déclenchée depuis mars 2022 a également exacerbé ces effets en perturbant les marchés mondiaux des produits alimentaires, de l'énergie (pétrole et gaz) et des engrais mettant en mal les économies des plusieurs pays importateurs des céréales, notamment le blé. En conséquence, cette guerre a provoqué des ondes de choc au système des marchés mondiaux (FAO, 2022)⁷. Cette nouvelle crise a surgi alors que le marché agricole était déjà secoué par le choc de prix et que la plupart des pays en développement continuent de marquer de plus en plus leur dépendance des exportations alimentaires afin de répondre aux besoins de leurs populations. Cette hausse des prix impacte négativement les économies africaines dont la propre production agricole ne parvient pas à satisfaire la demande alimentaire du continent.

Les investissements publics dans le secteur agricole pouvaient réduire les chocs subis par les économies africaines par suite de ces crises multiples. Aparajita et Nash (2020) identifient deux problèmes cruciaux sur lesquels se fonde l'importance des investissements publics appuyant le développement agricole. Premièrement, l'auteur note les inefficacités économiques causées par certaines défaillances du marché : les effets bénéfiques des dépenses publiques dans l'agriculture selon quatre voies : création de technologies, diffusion de technologies, réduction des coûts de transaction et attraction de capitaux privés. Deuxièmement, il fait mention des investissements publics qui peuvent contribuer à réduire les inégalités existant dans l'allocation des biens et des services. Les dépenses publiques agricoles se justifient également d'un point de vue égalitaire et plus particulièrement lorsque l'on considère la concentration des populations pauvres dans les zones rurales. Par exemple, l'un des arguments en faveur des subventions destinées à l'achat d'engrais, c'est qu'elles pourraient permettre aux agriculteurs les plus pauvres de s'extraire du cercle vicieux de la pauvreté causée par une faible productivité. Justifier les dépenses par la notion d'égalité, évidemment, constitue une argumentation plus solide dans le cas de programmes qui peuvent effectivement s'adresser aux plus pauvres et de programmes ayant démontré leur capacité à multiplier les revenus de manière importante.

⁷ La Fédération de la Russie et l'Ukraine comptent parmi les plus importants producteurs de produits agricoles et jouent un rôle de premier plan dans l'approvisionnement des marchés mondiaux en denrées alimentaires, en produits pétroliers et en engrais (FAO, 2022 ; Banque Mondiale, 2022).

En comparant les cours des produits non alimentaires avec les produits agricoles de base, on réalise que ces derniers se sont stabilisés au troisième trimestre de 2021, tout en restant à leur plus haut niveau depuis 2018 (voir la figure 1). Le monde s'attend à une montée en flèche des prix de denrées alimentaires à la suite des effets de la guerre Ukrainienne ci-haut-évoquée.

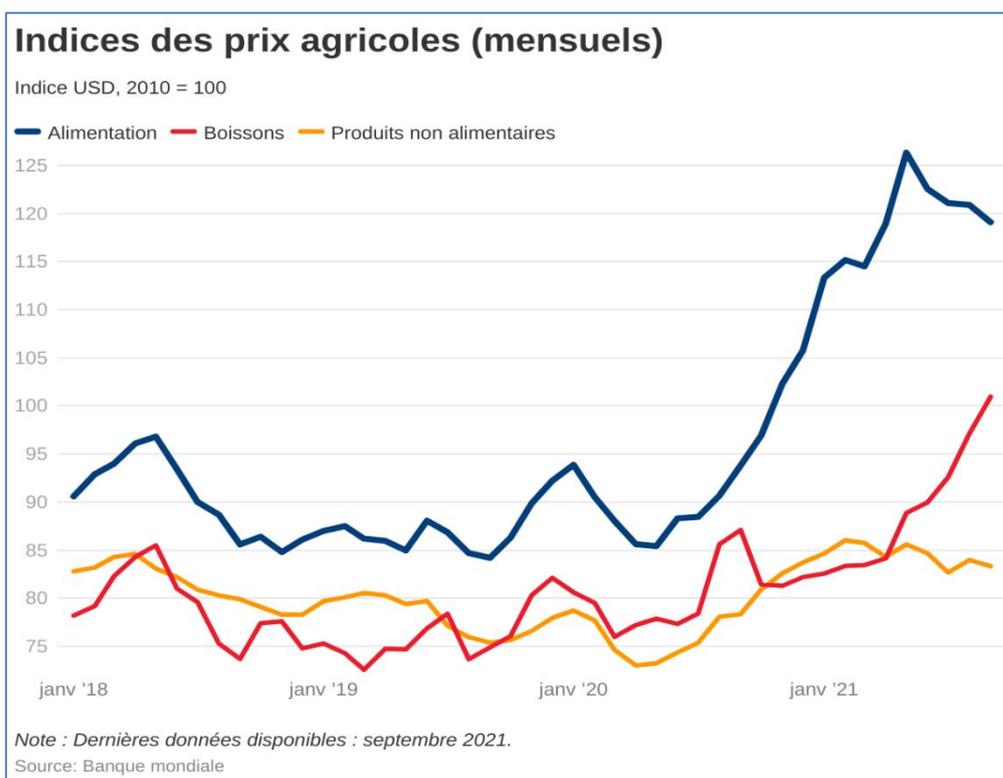


Figure 1. Indice des prix agricoles mensuels dans le monde de 2018 à 2021 (Banque Mondiale, 2021).

Les différents gouvernements africains n'ont donc pas tiré leçons des crises antérieures au vu des investissements publics dans le secteur agricole qui restent très faibles comparativement aux autres secteurs malgré les bonnes intentions couchées dans certains accords et engagements existant. En effet, dans le cadre de la Déclaration de Maputo signé en 2003⁸, les chefs d'État africains et leurs gouvernements avaient reconnu que les dépenses consacrées à l'agriculture étaient bien trop faibles : ils fixèrent alors

⁸ La 2^{ème} Assemblée de l'Union Africaine tenue à Maputo, au Mozambique en juillet 2003, a vu la signature d'une déclaration sur l'agriculture et la sécurité alimentaire. Cette Déclaration de Maputo appelait à un programme type panafricain du Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique (NEPAD) : le Programme Détaillé de Développement de l'Agriculture Africaine (PDDAA). Le PDDAA est considéré comme le véhicule à même de stimuler la production et de relever le défi de la sécurité alimentaire au sein des populations du continent.

comme objectif d'atteindre 10 pour cent d'investissements dans l'agriculture par rapport à leurs dépenses nationales totales. Cet objectif a été réaffirmé dans la Déclaration de Malabo en 2014. Pour y parvenir le Programme Détaillé de Développement de l'Agriculture Africaine (PDDAA) a été approuvé comme un cadre de restauration de la croissance agricole, de la sécurité alimentaire et du développement rural en Afrique. Par ailleurs, l'un des objectifs principaux du PDDAA a été de fournir une assistance aux États afin que ceux-ci puissent augmenter la quantité et la qualité des dépenses publiques dans l'agriculture. L'ambition est également que le secteur de l'agriculture atteigne une croissance annuelle de 6 % dans les pays subsahariens, bien que la croissance ne soit pas une variable politique qui dépende directement des gouvernements, contrairement aux dépenses publiques.

Malgré toutes ces bonnes intentions, les dépenses publiques africaines en matière d'agriculture sont restées inférieures à celles recensées dans d'autres régions en voie de développement, et ce pour plusieurs indicateurs. La part des dépenses agricoles dans les dépenses publiques totales (l'indicateur utilisé dans la Déclaration de Maputo citée) est clairement inférieure à celles d'autres régions, en particulier lorsqu'on la compare aux chiffres relevés en Asie de l'Est et du Pacifique et/ou en Asie du Sud.

Dix ans après, en 2014, seuls le Burkina Faso, le Malawi, le Mozambique et le Zimbabwe avaient atteint ou dépassé l'objectif de 10% (le Malawi et le Mozambique l'avaient nettement dépassé). Trois pays, à 9%, en étaient très proches (le Niger, le Rwanda et la Zambie). Alors que la majorité des pays africains présentent des dépenses qui sont inférieures à l'objectif de 10%, les conditions de chaque pays, et par conséquent le contexte des dépenses, diffèrent grandement en Afrique Sub-Saharienne.

En dépit de multiples crises qui ont perturbé les systèmes agricoles et mettant en mal les économies africaines et la sécurité alimentaire des populations depuis les années 60, les dépenses publiques dans le secteur agricole restent très faibles. Cela concernant tous les sous-secteurs notamment le domaine de la recherche et développement agricole, la gouvernance foncière ainsi que la vulgarisation alors qu'il existe des preuves tangibles indiquant que les retours sur investissement dans ces domaines sont toujours très élevés dans l'ensemble des pays. Il est donc nécessaire que les politiques de dépenses publiques demeurent flexibles pour faire face aux défis à venir : pour l'agriculture, le défi actuel le plus urgent est sans doute le changement climatique. Celui-ci constitue une menace pour l'agriculture au niveau mondial, mais le manque de résilience des agriculteurs les plus pauvres rend ce problème particulièrement préoccupant en Afrique Sub-Saharienne.

2.2.L'agriculture africaine face au changement climatique

À travers le monde, environ 2,5 milliards de personnes, dont la plupart ne disposent que d'un ou deux hectares de terres agricoles, dépendent de l'agriculture pour leur subsistance. De nombreux petits agriculteurs et leurs communautés sont fortement affectés par des effets néfastes du changement climatique (FAO, 2013). La figure 2 montre l'augmentation de la température dans les différentes régions du monde.

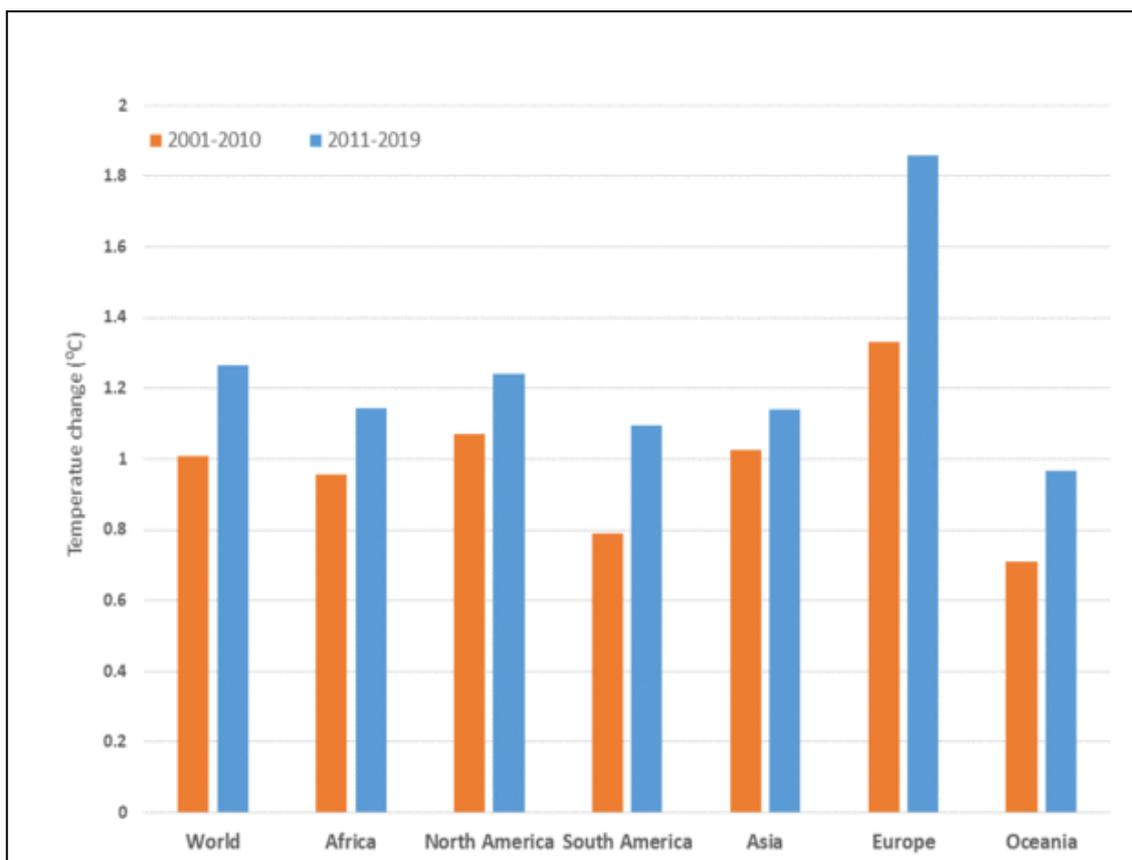


Figure 2. Augmentation de la température dans le monde (FAO, 2020)

Le Groupe d'Experts Intergouvernemental sur l'Evolution du Climat (GIEC, 2018) affirme que le réchauffement de 1°C déjà enregistré est à l'origine de changements climatiques aux incidences déjà très négatives sur le rendement des récoltes agricoles, et on observe des migrations humaines associées aux effets climatiques sur l'agriculture. Selon la même étude du GIEC, ces impacts s'accroîtront probablement d'ici 2030 et au-delà, compromettant ainsi la sécurité alimentaire mondiale et les moyens de subsistance de centaines de millions de personnes. En effet, des températures accrues et des réserves moins faibles d'eau créeront aussi de graves difficultés pour les petits

éleveurs, en particulier dans les écosystèmes arides et semi-arides, de prairie et de pâturage à faibles latitudes. L'impact des changements climatiques sur la sécurité alimentaire mondiale affectera non seulement la disponibilité d'aliments mais aussi la qualité, l'accès et l'utilisation de ces derniers ainsi que la stabilité de la sécurité alimentaire. Une année avant cette étude, la FAO (2017) avait déjà indiqué que la variabilité croissante des précipitations et la fréquence des sécheresses et des inondations sont susceptibles de réduire les rendements agricoles en général. Les types de catastrophes liées au changement climatique affectent différemment la production agricole et pastorale comme on peut le voir à partir des données collectées entre 2005 et 2014 par la FAO dans le monde (voir la figure 3).

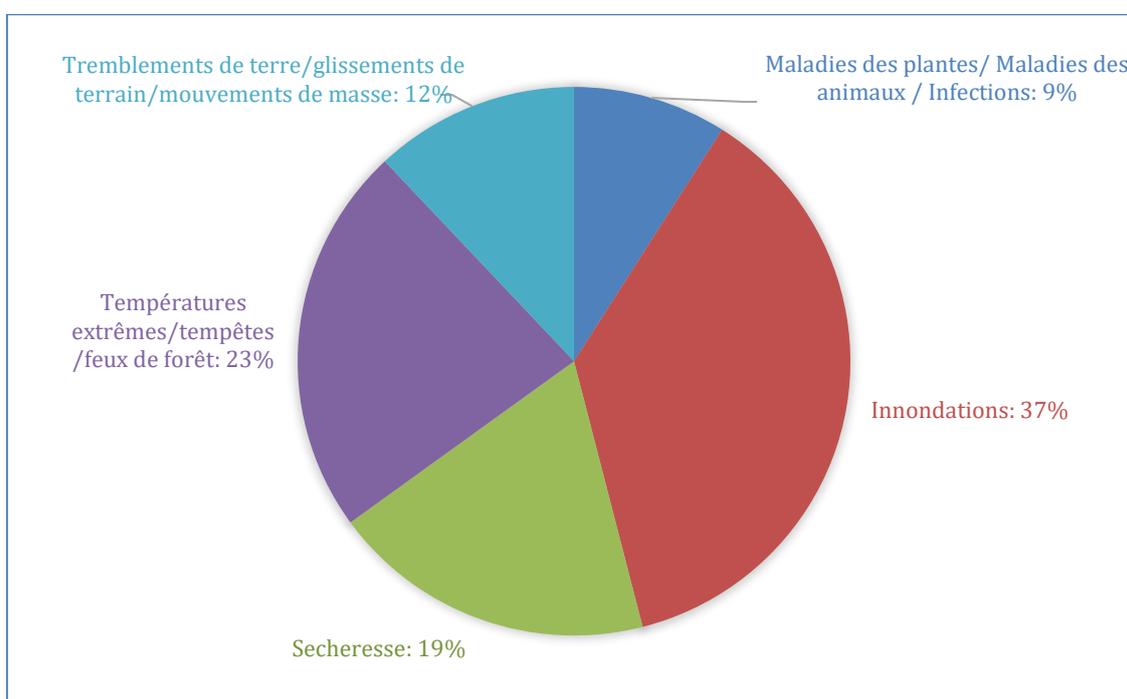


Figure 3. Perte des productions agropastorales par type de catastrophes, 2005-2014 (FAO, 2017)

Il en ressort que les inondations, les températures extrêmes, la sécheresse, les glissements des terrains (érosions), les maladies des animaux et plantes sont des facteurs néfastes liés au changement climatique qui ont affecté le secteur agricole de 2005 à 2014.

Notons également, qu'au cours de deux dernières décennies des incidences directes et indirectes liés au changement climatique ont non seulement affecté négativement la production alimentaire mais occasionné également la raréfaction des possibilités d'emploi (Ross et al., 2019). A travers le rapport sur les perspectives agricoles 2016-2025 publié par l'OCDE et la FAO (2016), les deux agences indiquent que :

La région de l'Afrique Sub-Saharienne a été particulièrement sujette à des sécheresses récurrentes dans le passé. Entre 1990 et 2013, près de 43 % des sécheresses enregistrées dans la base de données EM-DAT1 ont eu lieu en Afrique Sub-Saharienne. Les répercussions du manque de précipitations sur la production agricole ont été particulièrement graves, du fait de la prédominance des cultures en sec et des systèmes d'élevage reposant sur le pâturage. Les projections climatiques semblent indiquer que les précipitations seront de plus en plus variables en Afrique Sub-Saharienne dans la décennie à venir, ce qui aura un effet sur la sécurité alimentaire. En 2015, au climat extrêmement sec en Afrique orientale et Australe (AOA) s'est ajouté un épisode El Niño de forte intensité. Cette même année, l'Éthiopie a enregistré sa plus faible pluviométrie en 30 ans, et l'Afrique du Sud, sa plus faible pluviométrie depuis 1904. La répartition mensuelle des précipitations est tout aussi importante pour la production agricole. Les précipitations limitées et irrégulières pendant la période de plantation idéale des cultures d'été (entre octobre et décembre) en Afrique australe ont gravement nui au développement des cultures précoces, ce qui a suscité des inquiétudes quant à la sécurité alimentaire. L'indice de stress agricole montre à quel point les cultures en croissance souffraient du stress hydrique fin décembre 2015. Par exemple en Afrique du Sud et en Zambie, les deux plus grands producteurs excédentaires de la région, les premières estimations de production montrent une baisse de respectivement 27 % et 21 % de la récolte de maïs début 2016 par rapport à la récolte début 2015, qui était déjà au-dessous de la moyenne. (p. 45)

Au vu de ces preuves, l'adaptation aux changements climatiques, en particulier pour les petits producteurs, qui constituent la majeure partie des agriculteurs dans le monde et en Afrique Sub-Saharienne en particulier, sera donc indispensable dans le cadre des efforts déployés pour éradiquer la pauvreté et la faim. La FAO et l'OCDE estiment également qu'en l'absence de mesures d'adaptation, les changements climatiques pourraient affaiblir la croissance des rendements des récoltes de 5 à 30 % d'ici 2050 et que les 500 millions de petites exploitations à travers le monde seraient les plus durement touchées.

Notons en outre que les agriculteurs et les autres populations rurales représentent une part importante des 100 millions de personnes dans les pays en développement que les changements climatiques pourraient faire basculer sous le seuil de pauvreté d'ici 2030 (Hallegatte et al., 2016 ; Lowder et al., 2016 ; Porter et al., 2014). Il ne sera en effet pas possible d'atteindre les objectifs de l'Accord de Paris (COP21) signé en 2015 sans aider les agriculteurs à s'adapter aux incidences climatiques et sans réduire dans le même temps les principales sources d'émissions liées à l'agriculture et au changement d'affectation des terres (GIEC, 2019). Cette menace majeure de changement climatique affecte les ménages ruraux vivant en Afrique Sub-Saharienne qui vivent principalement de l'exploitation des ressources naturelles et qui étaient déjà confrontés aux difficultés d'accès aux intrants et équipements de qualité, leur intégration dans les systèmes de marchés, aussi bien nationaux qu'internationaux constitue donc un enjeu majeur.

2.3.Intégration de petits exploitants agricoles dans les systèmes de marchés

En Afrique les petites exploitations agricoles sont caractérisées à la fois par des rendements faibles et de mauvaise qualité comparée au potentiel agroécologique du continent. Ces résultats sont en grande partie liés à des difficultés d'accès au marché auxquelles les petits exploitants sont confrontés. L'importance de ces défis peut varier d'un producteur à un autre et d'une région à une autre. C'est ainsi que Ola et Menapace (2020) expliquent certains paramètres comme l'âge, le milieu de vie, le sexe, le niveau de revenu du ménage et le niveau d'éducation qui influencent l'importance relative que divers segments de petits exploitants accordent à des contraintes d'accès aux marchés. Il en ressort que dans certaines régions, les agriculteurs accèdent à des marchés pour vendre et acheter des produits, mais ces marchés fonctionnent mal et les coûts de transaction sont élevés. Dans d'autres régions l'accès aux marchés est limité par l'insécurité et le mauvais état des infrastructures de transport.

Nombre de petits exploitants ont un faible taux de commercialisation de leurs produits. Pour beaucoup d'entre eux, certains marchés, comme ceux de l'assurance et du crédit, ne fonctionnent pas et sont totalement manquants. Cette situation a des conséquences considérables sur la sécurité alimentaire, les moyens d'existence et le développement. Or la possibilité pour les petits exploitants d'augmenter leurs revenus grâce à la production agricole, à la gestion des ressources naturelles et aux entreprises rurales connexes dépend de plus en plus de leur capacité à vendre leurs produits non

seulement sur les marchés locaux, mais aussi régionaux et même internationaux (Markelova & Meinzen-Dick, 2009).

Cherchant à analyser la pertinence des différentes contraintes d'accès aux chaînes des marchés des petits producteurs, Ola et Menapace (2020) constatent également que les agriculteurs classent systématiquement l'accès à des intrants de haute qualité comme leur principale contrainte, suivis des préoccupations concernant l'accès au crédit, le coût élevé du respect des normes alimentaires vient en fin le manque des initiatives coopératives. En effets, les intrants qui devront aider à améliorer les rendements sont souvent coûteux, à la fois en raison des distances relativement importantes que les intrants doivent parcourir. Le faible déploiement de services de vulgarisation fait que les agriculteurs manquent également d'informations sur les bonnes qualités et sur les techniques d'utilisation des engrais. A cela s'ajoute le manque de capital, ce qui réduit la demande d'engrais. Le manque d'information fait que les agriculteurs peuvent ne pas faire confiance aux intrants non plus, en raison de la contrefaçon perçue ou d'autres risques. Les petits exploitants n'ont pas les pleins droits de propriété foncière et les marchés des capitaux ciblant les petits exploitants sont très rares, de sorte qu'ils ne sont peut-être pas en mesure d'acheter suffisamment d'intrants (de Brauw & Bulte, 2021).

Plusieurs études indiquent que la stagnation des systèmes de marchés agricoles, observée actuellement en Afrique, est en partie le résultat du démantèlement des organisations dirigées par l'État (telles que les entreprises publiques et parapubliques) à l'époque de libéralisation et de privatisation. La plupart des États se retrouvent dans l'incapacité à les remplacer par des institutions et des politiques publiques qui peuvent faciliter l'accès de petits exploitants au marché (Banque Mondiale, 2008 ; Gibbon & Ponte, 2005 ; IAC, 2004 ; Timmer, 2000). Les petits exploitants agricoles sont confrontés à des difficultés sur les marchés libéralisés et doivent trouver de nouveaux modes de coopération et d'action collective pour combler le vide institutionnel créé par un État en retrait (Dorward et al., 2004). Avec le retrait de l'État du marché agricole en tant qu'acteur direct, au cours de ces dernières décennies les organisations paysannes ont été considérées comme des acteurs clés facilitant la commercialisation des produits des leurs membres et dans le lobbying pour des institutions de marché et des politiques gouvernementales efficaces (Banque Mondiale, 2008 ; Bosc et al., 2001 ; Timmer, 2000). Ces organisations qui se sont créées en grand nombre utilisent la stratégie commerciale d'intégration verticale pour contourner les commerçants intermédiaires et les transformateurs. Nous identifions certains chercheurs comme Peppelenbos (2008) qui

indiquent que cette stratégie est limitée par la complexité des échanges, les risques encourus, le besoin en fonds de roulement et la nécessité d'adapter avec souplesse le portefeuille de produits à la demande du marché. Cela constitue les principales raisons de l'échec de nombreuses organisations de producteurs à réussir dans la commercialisation, en particulier pour les produits périssables.

Notons également le problème d'accès aux marchés des services financiers que connaissent les petits exploitants agricoles. Les banques et Institution de Microfinance (IMF) sont presque absentes dans la plupart des zones rurales en Afrique Sub-Saharienne. Alors que l'accès aux services financiers tels que le crédit, l'épargne, les transactions et l'assurance peut aider les petits producteurs agricoles à construire des actifs et à réduire leur vulnérabilité en régularisant la consommation et en atténuant les risques liés au secteur agricole (Burritt, 2006). Le développement des produits financiers adaptés aux conditions des petits exploitants agricoles a donc des implications et des avantages allant bien au-delà des flux financiers au sein de la chaîne de production. Ceci améliore la compétitivité des exploitations, encourage le développement agricole durable, contribue à la lutte contre la pauvreté et renforce l'inclusion financière. Le développement des produits financiers adaptés aux petits exploitants agricoles devrait par conséquent constituer un aspect important du commerce africain, de l'intégration régionale et des stratégies de développement agricole des différents pays (BAD, 2013). Étant donné que la plupart des institutions financières formelles ne fournissent souvent pas leurs services dans les zones rurales, les commerçants traditionnels répondent par fois aux besoins en capitaux des agriculteurs avant la récolte avec des conditions de prêt très défavorables. Un autre problème ici est l'application des règles, des lois et des réglementations formelles façonnant le système de commercialisation dans lequel les agriculteurs opèrent. Dans certaines circonstances les petits producteurs parviennent à établir des liens commerciaux avec des entreprises du secteur formel comme les brasseries, les minoteries, les supermarchés, les laiteries et d'autres industries agro-alimentaires. Par contre, ces liens sont caractérisés par des règles formelles et informelles entrelacées qui sont généralement appliquées sans l'implication directe des tribunaux et des juges, mais par un processus subtil de combinaison d'institutions formelles et informelles pour faire pression sur le contrevenant potentiel (Benda-Beckmann, 1989 cité dans Ton, 2008 ; Bingen et al., 2003 ; Lion, 2000).

2.4.Faible accès aux innovations technologiques et à l'énergie

Depuis la révolution néolithique, il y a de cela plus de 10 000 ans, les gens ont cultivé des cultures en utilisant des essais et des erreurs. Ce n'est que récemment dans l'histoire, que la mécanisation a révolutionné les zones rurales avec le développement des machines, c'est ainsi que les chevaux ont été remplacés par des tracteurs. Actuellement nous assistons à une nouvelle révolution agricole déclenchée par l'adoption de nouvelles technologies stupéfiantes comme des satellites, des drones, des systèmes de haute précision, des capteurs intelligents et une gamme d'applications informatiques combinées à une ingénierie de haute technologie. L'agriculture future ne s'étendra pas sans l'intégration du numérique ou comme nous l'appelons principalement : l'agriculture numérique. Le lien entre l'ingénierie agricole et le traitement des données relatives à la gestion de l'exploitation agricole et la réticulation entre les différents domaines opérationnels d'une autre exploitation entraînera une plus grande productivité. L'agriculture numérique a été stimulée par les progrès technologiques tels que le Système d'Information Géographique (SIG), les capteurs de haute technologie, la communication cellulaire à grande bande passante, les applications mobiles, les systèmes TIC basés sur le cloud et l'analyse des mégadonnées. Plus récemment, des algorithmes basés sur des capteurs sont utilisés pour la transformation des données en intelligence exploitable (Organisation Mondiale des Agriculteurs, 2017). Les technologies numériques impriment actuellement donc un mouvement transformateur rapide au niveau niveaux de tous les maillons de la chaîne de valeur agricole, du producteur au consommateur et leur adoption améliore l'efficacité, facilite l'accès à l'information, crée de nouveaux emplois, génère de nouveaux flux de revenus, économise des ressources et rend attractif le secteur pour les jeunes.

En dépit de tout ce qui précède, une fracture numérique subsiste jusqu'aujourd'hui entre les pays, entre les zones urbaines et rurales, et entre les hommes et les femmes. En moyenne, seul 10 % des ménages de l'Afrique rurale ont accès à l'internet (CTA, 2016 ; GIZ, 2020 ; Otsuka & Fan, 2021). Malgré les efforts fournis pour promouvoir l'adoption de technologies innovantes, de nombreux petits agriculteurs sont toujours étrangers à cette nouvelle vague de développement pour plusieurs raisons. Le premier obstacle à l'adoption des TIC en agriculture est le niveau d'éducation des agriculteurs. De nombreux petits agriculteurs africains sont encore de faibles niveaux d'éducation car n'ont pas dépassé l'éducation primaire et beaucoup d'autres sont analphabètes. Or la manipulation

des outils TIC exige un certain niveau d'instruction. Ces personnes dépendent souvent des pratiques agricoles traditionnelles transmises par leurs prédécesseurs et éprouvent de difficultés d'adopter les nouvelles technologies innovantes.

Deuxièmement, de nombreuses solutions technologiques actuellement sur les marchés dépendent fondamentalement de la connectivité internet, or ce facteur reste jusque-là déficient sur le continent africain. Malgré la croissance récente de la connectivité Internet, la pénétration d'Internet est lente pour le continent. L'adoption des TIC nécessitent un accès universel abordable, qui va au-delà des messages vocaux ou SMS (service de messages courts) transmis via des téléphones mobiles, comme le paiement mobile et l'internet haut débit. La Banque Mondiale a estimé en 2016 le taux de pénétration des réseaux mobiles à 43 % en Afrique Sub-Saharienne contre 66 % dans le monde. Quant à l'utilisation de l'internet, le taux s'élève à 22 % en Afrique Sub-Saharienne et l'accès aux services haut débit est limité aux zones urbaines. Il reste donc encore un long chemin à parcourir pour que les petits producteurs africains puissent bénéficier des solutions numériques.

Troisièmement, les équipements et matériel comme les unités de transformation et stockage des produits agricoles, les drones utilisés dans les traitements phytosanitaires, les dispositifs utilisés dans l'irrigation automatisée, etc. ont tous besoin d'une bonne qualité d'énergie. Sans énergie pour alimenter ces équipements et matériels, les agriculteurs sont moins susceptibles d'être intéressés par leur adoption. Non seulement le taux d'accès à l'électricité en Afrique est de 43%, nettement inférieur à celui des régions comparables ainsi qu'au taux d'accès mondial (87%). Par ailleurs, le nombre total de personnes dépourvues d'électricité ne fait qu'augmenter d'année en année car la croissance démographique a dépassé la progression de l'électrification. En outre, le taux d'accès est encore plus faible dans l'Afrique rurale où vivent les petits producteurs agricoles est estimés à 25% (Davies, 2020). L'énergie solaire est en train de devenir une alternative viable mais il n'est pas encore répandu et l'achat des équipements nécessaires est très coûteux pour un agriculteur ordinaire.

Notons également que l'âge des acteurs constitue également un facteur qui influence l'adoption des TIC. Et pourtant, la majorité de la nourriture mondiale est produite dans les pays en voie de développement par de petits exploitants agricoles (vieillissants). Les agriculteurs les plus âgés restent réticents à adopter les nouvelles technologies nécessaires à un accroissement durable de la production agricole, et indispensables au bout du compte à l'alimentation d'une population mondiale en plein essor et à la protection de

l'environnement. Il est par conséquent primordial d'encourager l'engagement des jeunes dans les chaînes de valeur agricoles.

2.5. Vieillesse des acteurs agricoles

L'autre défi majeur du secteur agricole est donc le vieillissement des acteurs. En effet, l'Organisation Mondiale des Agricultures (2017) indique que l'âge moyen des agriculteurs est de 60 ans au niveau global. L'exode de la population rurale vers la ville combinée avec l'insuffisance des terres arables, le changement climatique et la fluctuation météorologique ainsi que les pertes alimentaires posent des défis importants pour l'avenir des systèmes agricoles. Cependant, si ces défis sont importants ils ne sont pas insurmontables. L'innovation technologique pourrait permettre aux agriculteurs de relever ces défis économiques, environnementaux et sociétaux croissants. Contrairement à ce qui se passe actuellement dans d'autres régions du monde, en Afrique Sub-Saharienne les populations ne cessent de rajeunir. La région compte 10 des pays les plus jeunes du monde (Hutt, 2016). Les populations jeunes offrent une grande opportunité pour de nombreux pays car l'énergie entrepreneuriale et innovante des jeunes peut aider à revitaliser et à améliorer les économies locales. Cela est particulièrement vrai dans le secteur agricole, où les nouvelles technologies et les pratiques agricoles innovantes ont le potentiel d'améliorer la productivité et l'efficacité du secteur comme expliqué dans la section précédente. Cependant, les jeunes ne sont pas automatiquement attirés par l'agriculture. Pour voir l'agriculture comme un cheminement de carrière rentable et passionnant, les jeunes ont besoin d'éducation, de formation technique et de ressources telles que la terre et les finances (USAID, 2020).

La mise en œuvre des politiques de développement agricole en faveur des jeunes est restée un défi majeur ces dernières décennies. Et pourtant, Forbes (2015) montre que l'agriculture a le potentiel de fournir des opportunités d'emploi aux jeunes si elle est soutenue par des investissements accrus et un environnement institutionnel et politique propice.

Les preuves issues d'une étude empirique réalisée dans deux contextes différents notamment en Zambie et au Vietnam par Melama et al. (2021) montrent que malgré le potentiel de l'agriculture à fournir des opportunités d'emploi aux jeunes et des efforts dans divers contextes, l'engagement des jeunes reste toujours mitigé et lent. De nombreuses études sur l'engagement des jeunes dans le secteur agricole indiquent un désintérêt (Magagula & Tsvakirai 2020 ; Njeru, 2017 ; Udemezue, 2019). D'autres travaux de

recherche sur la question indiquent également que la plupart des jeunes ne considèrent pas l'agriculture comme une carrière à vie qui peut soutenir leurs moyens de subsistance, mais comme une activité de pauvres ou une activité réservée à ceux qui n'ont pas étudié. La plupart des jeunes voient le secteur agricole comme un travail éreintant générant une faible productivité et offrant moins de revenu (Afande & Maina, 2015 ; Barratt et al., 2012 ; Daum & Birner, 2017 ; FSN Forum, 2018 ; Sumberg & Okali, 2013 ; Udemezue, 2019 ; Yami et al., 2019). Bien que ces sentiments soient valables, ils peuvent ne pas être homogènes dans l'ensemble de la population des jeunes, compte tenu des défis structurels qui minent leur potentiel économique et leur capacité à influencer les processus politiques existants et cela d'un pays à un autre et d'une région à une autre. En outre, le lien entre les jeunes et l'agriculture n'a été que partiellement développé, limité par l'absence de preuves sur les opportunités et les voies d'engagement des jeunes dans le secteur. Le désintéressement des jeunes vis-à-vis de l'agriculture constitue un défi majeur de ce siècle marqué par des crises multiples.

2.6. Les guerres, les conflits armés et autres catastrophes

Ces vingt dernières décennies ont été marquées par des guerres, des conflits armés et communautaires et d'autres catastrophes comme des pandémies, des épidémies qui ont entraîné des conséquences néfastes sur les petits producteurs agricoles dans plusieurs régions du monde et plus particulièrement en Afrique Sub-Saharienne.

Les conflits armés et communautaires ont impacté négativement le travail de petits producteurs agricoles. En effet, un conflit violent affecte pratiquement tous les aspects du système de production agricole en occasionnant le pillage et/ou la destruction des récoltes ; la destruction des infrastructures de transformation, de transport et d'approvisionnement en intrants ; en perturbant les fonctionnements des institutions des financements ; limitant l'accès aux marchés et réduisant également le pouvoir d'achat des consommateurs. En même temps, une insécurité alimentaire accrue causée par une faible capacité de production agricole peut conduire à une grogne sociale contribuant à des conflits violents. C'est dans ce sens que Grebmer et al. (2021) déclarent que : « ..., sans résoudre l'insécurité alimentaire, il est difficile de construire une paix durable, et sans paix, la probabilité de mettre fin à la faim dans le monde est minime, ... » (p. 5).

La crise sanitaire du COVID-19 évoqué dans précédemment a secoué l'ensemble de la planète avec des conséquences humaines, économiques et sociales. De nombreuses données, analyses et communications y relatives ont été produites, notamment par les

agences des Nations Unies en charge de l'alimentation et de l'agriculture (FAO et al., 2020), par l'Institut International de Recherche sur les Politiques Alimentaires (IFPRI, 2020), ou encore par l'Organisation Internationale du Travail (OIT, 2020). Ces agences spécialisées expliquent les conséquences de la crise sanitaire liée au COVID-19 sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle, l'accès de tous à l'alimentation suffisante et saine ou sur les systèmes alimentaires qui incluent les acteurs de la production, transformation, commercialisation de l'alimentation, et les relations entre eux. Il en ressort que les mesures généralisées de restriction des déplacements, plus ou moins intenses selon les pays, ont mis à l'arrêt de nombreuses activités économiques et que le secteur agricole n'a pas été épargné. La fermeture des frontières a inquiété les petits exploitants agropastoraux en Afrique. L'impossibilité de faire transhumer les troupeaux vers des zones de pâturage a entraîné des dommages irréversibles pour les animaux, pour les pasteurs et leurs familles, ainsi que pour les agro-éleveurs sédentaires qui ont confié leurs animaux à ces pasteurs. De plus, le trop long séjour dans les régions de savane a provoqué dans la plupart des cas à la fois des problèmes de dégradation des sols, et surtout des tensions avec les agriculteurs. Le confinement lié à cette pandémie a négativement impacté les exportations africaines de produits agricoles sur le marché international. La baisse de la consommation de chocolat, par exemple durant les fêtes de Pâques 2020 en Europe et aux États-Unis, l'augmentation des stocks en Europe, qui a conduit à une obligation de garder des stocks dans les pays de production a occasionné une éventuelle baisse des cours impactant les organisations de producteurs de cacao (Ruf, 2020). Les producteurs de coton avaient enregistré également la baisse de la demande (mise à l'arrêt des usines textiles), et les prix aux producteurs, par exemple au Mali, ont été revus à la baisse (Dugué, 2020). La plupart de pays en voie de développement dont la République Démocratique du Congo ont été affecté durement par cette situation étant donné que capacité de production interne ne répond pas à la demande alimentaire locale.

3. Aperçu sur l'agriculture congolaise

Du fait de l'importance de son potentiel de développement agricole déjà évoqué au chapitre précédent et de sa population estimée à plus de 100 millions d'habitants dont 55,5 % vivent dans les zones rurales, les activités agricoles occupent une place de choix dans l'économie Congolaise, et participe à hauteur de 40 % au Produit Intérieur Brut (PIB) national (Chausse et al., 2012). Les cultures vivrières représentent 80 % du PIB

agricole. Les cultures commerciales notamment le palmier à huile, l'hévéa, le café, le cacao, le thé et le coton constituaient une source importante de recettes d'exportation pour la RDC jusqu'à la fin des années 60 (Herderschee et al., 2012).

La disponibilité foncière et les énormes ressources en eau dont dispose le pays avec le bassin hydrographique du fleuve Congo permettent d'entretenir l'espoir d'une meilleure autosuffisance alimentaire réclamée avec insistance par les Congolais. Ce potentiel fait aussi de ce pays et depuis toujours une proie particulièrement convoitée pour l'accaparement des terres (Peemans, 2014), et ce d'autant plus que le sous-sol de la RDC renferme d'importantes ressources minières (De Putter & Decrée, 2013). Avec un système national de production agricole du type extensif caractérisé par une faible productivité et reposant sur une agriculture de subsistance pratiquée par de petites exploitations familiales sur une superficie moyenne de 1 à 2 hectares en culture pluviale, et de 0,5 à 1 hectare en culture irriguée par ménages composé de plus de 6 membres.

La population congolaise s'urbanise de plus en plus comme on peut le voir à travers la figure 4.

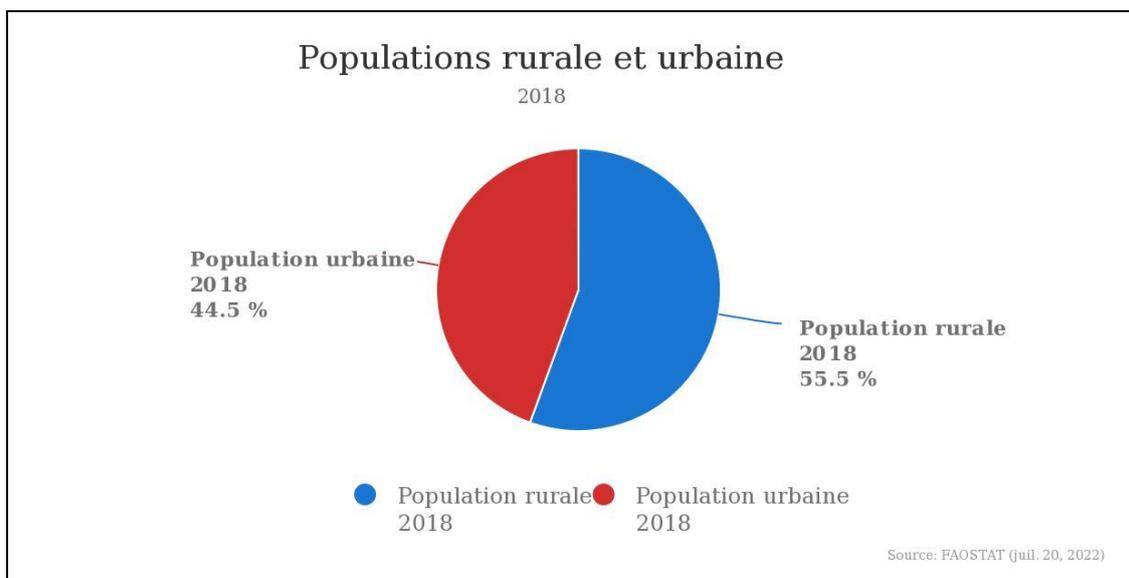


Figure 4. Populations rurale et urbaine en RDC (FAOSTAT, 2022)

3.1.L'agriculture dans l'histoire de la RDC

La littérature portant sur l'agriculture congolaise remonte même bien avant 1879, période marquant l'arrivée de l'explorateur Stanley délégué par le roi des Belges Léopold II sur le sol congolais avec une équipe des coloniaux. Stanley instruisit ses compagnons d'exécuter dans tous les postes des cultures vivrières ; de rassembler quelques petits troupeaux de chèvres et de moutons ; d'élever des volailles ; afin de pouvoir se ravitailler

en vivres frais pour rester en bonne santé pendant leur expédition (Leplae, 1932 ; Ministère des Colonies, 1910).

Plus tard, le gouvernement colonial s'est concentré de plus en plus sur les cultures industrielles destinées à l'exportation dont le début été marqué par quelques graines de café d'Arabie et de cacao qui furent introduites en 1885. Vers 1894, l'Etat fut développer plusieurs plantations des cafés dépassant sa capacité de maintenir leur entretien ce qui conduisit à la chute de production. C'est alors que l'Etat décida de libéraliser le secteur agricole. L'arrêté royal du 23 février 1910 a déterminé, dans ses grandes lignes, les conditions auxquelles les terres domaniales seront vendues ou louées à des particuliers. Les plantations détenues par les entreprises privées connurent des succès au détriment des quelques-unes restées sous la gestion de l'Etat.

Vers 1912 les recettes du trésor du gouvernement colonial et des Sociétés privées, provenant du produit des caoutchoutiers sauvages, accusaient des réductions considérables. Et l'on se tourna vers l'agriculture paysanne (anciennement appelée : agriculture indigène) en s'inspirant des progrès remarquables accomplis par cette approche agricole dans certaines colonies étrangères comme l'Ouganda, le Soudan, le Mozambique qui annonçaient des récoltes importantes de coton et du Cacao à l'époque. Dans l'objectif de mettre fin à la disette provoquée par les effets de la première guerre mondiale, l'Etat instaurant alors la méthode d'« agriculture obligatoire » ordonnée par l'administration, les hommes adultes valides étaient donc contraints de cultiver pour développer la culture du riz, du Sésame et du Coton (Robyins, 1932).

3.2. Les caractéristiques de l'agriculture congolaise

La RDC est l'un des rares pays africains qui ont un potentiel énorme pour le développement d'une agriculture durable, une diversité de climats, un important réseau hydrographique, un énorme potentiel en matière de pêche et d'élevage. Malheureusement ce potentiel agricole reste pour l'instant largement sous-utilisé comme démontré dans les sections précédentes. Les résultats des enquêtes agricoles menées en 2018 par le ministère de l'agriculture indiquent que le pays compte près de 16 millions de ménages agricoles répartis de manière variée sur l'ensemble du territoire avec plus de 1,3 millions de ménages dans la province du Sud-Kivu (Ministère de l'Agriculture, 2018). A travers la littérature nous avons identifié cinq caractéristiques clés de l'agriculture congolaise notamment : la taille et la distribution des terres ; l'utilisation d'engrais ; la production et la productivité; la structure des échanges agricoles ; et la pauvreté des ménages agricoles.

3.3. Une agriculture de subsistance à dominance traditionnelle

L'agriculture congolaise est à dominance de type traditionnel, sans utilisation à grande échelle de variétés sélectionnées sauf dans de rares cas pour le manioc ou d'intrants (engrais, produits phytosanitaires) et donc les rendements agricoles restent très faibles. La production agricole nationale n'a pas suivi donc la croissance démographique ce qui continue d'aggraver l'insécurité alimentaire dans l'ensemble du pays, et en particulier en zone urbaine, malgré un accroissement considérable des importations alimentaires : riz, maïs, huiles végétales, etc. (Herderschee et al., 2012).

3.3.1. Taille et répartition des terres agricoles

La terre est un facteur de production très important pour les agriculteurs en RDC au vu de sa considération économique, culturelle et spirituelle. En raison de la mauvaise gouvernance⁹, la terre est toutefois devenue le principal moteur de conflit dans la partie orientale du pays (Huggins, 2010 ; Vlassenroot & Huggins, 2005). Le problème le plus central dans les conflits fonciers prend sa genèse dans l'accès limité à la terre, le problème de succession foncière et la répartition inéquitable. Il existe d'autres facteurs à l'origine des problèmes fonciers en RDC, tels que la colonisation, l'accaparement des terres, la migration et le changement climatique (Long, 2011 ; Chausse et al., 2012 ; Union Africaine et al., 2012). Les conséquences de ces mesures et événements sont visibles dans toute leur ampleur : augmentation du nombre de personnes sans terre et réduction de la superficie moyenne des terres exploitées. L'étude réalisée par Otchia (2014) sur la question d'accès à la terre montre que la propriété moyenne par ménage est de l'ordre de 1,3 ha en milieu urbain et d'environ 2 ha en milieu périurbain et rural, alors que la médiane des terres par ménage est de 0,8 ha en milieu urbain, et de 1 ha en milieu périurbain et les zones rurales. La médiane est inférieure d'environ 50 % à la moyenne, ce qui implique l'existence d'inégalités foncières élevées. Ces résultats semblent très surprenants étant donné que le pays a 80 millions d'hectares de terres arables dont juste 10 % sont actuellement exploités.

⁹ Selon Otchia (2014), la gouvernance foncière de la République Démocratique du Congo est marquée par un système judiciaire moins efficace, un affaiblissement des droits fonciers traditionnels, législation foncière défectueuse (droits fonciers incertains, registre foncier obsolète).

3.3.2. Utilisation des engrais

Comparé aux autres pays africains, la RDC utilise moins d'engrais minéraux. C'est ainsi par exemple qu'entre 2006 et 2010, l'intensité moyenne d'utilisation des engrais en RDC n'était que de 0,47 kg/ha, alors qu'elle atteignait 46,51 et 36,69 kg/ha en Afrique du Sud et au Maroc (Otchia, 2014). Le coût élevé est la principale raison qui limite l'utilisation des engrais en RDC. L'absence de mesures de crédit et de prix de soutien pour les commerçants et les agriculteurs joue un rôle majeur dans l'utilisation limitée des engrais. En fait, le commerce d'importation d'engrais en RDC est trop petit et instable pour assurer la survie des commerçants qui souhaiteraient se lancer dans cette affaire. Parmi les autres facteurs limitant l'utilisation optimale des engrais minéraux sont le manque de connaissances adéquates sur les engrais, la mauvaise qualité des engrais disponibles sur les marchés, les faibles capacités des services de vulgarisation et les pratiques agricoles locales. Mumvwela (2004) a remarqué qu'en RDC les agriculteurs utilisent également moins de fumier de bétail bien que localement disponible. L'agriculture sur brûlis, une pratique agricole courante en RDC qui consiste à réduire la végétation et à brûler ses résidus pour créer de nouvelles terres agricoles fertiles, est encore largement mise en œuvre en RDC aujourd'hui (Mulimbi et al., 2019). Cette faible fertilisation des sols est l'un des facteurs contributifs à la baisse de la production et de la productivité agricole.

3.3.3. Baisse de la production et de la productivité agricoles

La productivité agricole de la RDC a diminué de 60% de 1960 à 2006 en raison de l'instabilité politique et de l'abandon de la production par les agriculteurs en raison des troubles civils (FMI, 2013 cité dans Mulimbi et al., 2019). L'affaiblissement du système de vulgarisation agricole dans toute la RDC a entravé la diffusion des meilleures pratiques de gestion, entraînant une baisse de la productivité agricole, une baisse des revenus de plusieurs millions de dizaines des ménages vivant de l'agriculture causant ainsi une augmentation de l'insécurité alimentaire (Banque Mondiale, 2013). Les cultures de rente étaient le poumon de l'agriculture congolaise dans les années 1960. En particulier, l'huile de palme a généré la moitié des recettes d'exportation totales et a fait de la RDC le deuxième exportateur mondial de ce produit à l'époque. Cependant, à la suite d'une succession de stratégies et de mesures politiques, la production de cultures de rente (caoutchouc, sucre, café et coton, en plus de l'huile de palme) a diminué à partir du début

des années 1970. Par exemple, la production d'huile de palme est passée de 224 000 tonnes métriques en 1961 à 187 000 tonnes métriques en 2011.

Notons également que les cultures vivrières comme les patates douces, les bananes, le riz, le manioc ont connu une forte baisse au cours de la période 1990-2000. Malgré ce déclin, le secteur agricole a continué à servir de colonne vertébrale à l'économie congolaise. La croissance de la production agricole, en particulier des cultures vivrières, a repris timidement depuis 2000. Cependant, tant que la technologie de production reste rudimentaire et que les producteurs continueront de manquer les intrants et équipements de qualité, la croissance de la production vivrière restera faible dépendant des quantités disponibles des facteurs de production de base que sont la terre et la main-d'œuvre.

3.3.4. Les échanges commerciaux agricoles

Les exportations de la RDC, après avoir plus que doublé de 1961 à 1980, ont fortement diminué au cours de la période allant de 1980 à 2000. La raison principale en est que les politiques de développement mises en œuvre au cours de cette dernière période, comme la zaïrianisation, ont miné la viabilité des grands projets agricoles à petite échelle et ont perturbé l'entretien des infrastructures rurales et des services de soutien, comme indiqué dans la section précédente. Les exportations d'huile de palme, de caoutchouc et de coton se sont effondrées dans les années 1990 et, plus tard, les exportations agricoles de la RDC ont été dominées par le son de blé et de café, qui représentaient 62,8% de ces exportations en 2010 (2014). Étant donné que le niveau de production alimentaire est faible, la dépendance de la RDC vis-à-vis des aliments importés a augmenté depuis l'accession du pays à l'indépendance. Les importations des denrées alimentaires sont de loin supérieures aux exportations. La valeur des exportations des produits agricoles en 2019 étaient estimés à plus de 1,3 milliards de dollar américain contre 92 mille d'importations (voir la figure 5).

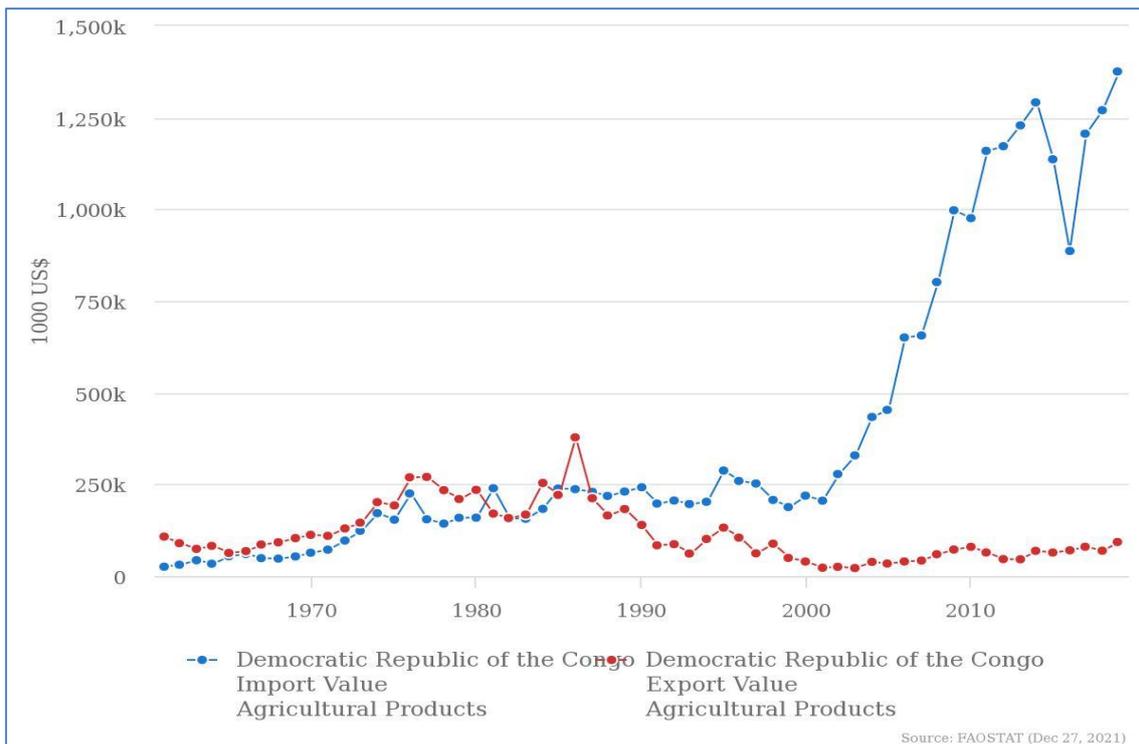


Figure 5. Comparaison des valeurs d'exportation et d'importation alimentaire (FAOSTA, 2021)

Otchia (2014) indique que les importations alimentaires ont été multipliées par environ 40 entre 1960 et 2010, passant de 23 millions de dollars en 1960 à 977 millions de dollars en 2010 à près de 2 milliards en 2020. Les principales importations concernent le riz, les farines de blé et de maïs, le sucre, les poissons, les produits laitiers, les huiles végétales et la viande etc.

3.3.4. L'Agriculture congolaise et la pauvreté des acteurs

En comparant l'agriculture et les autres secteurs ainsi que le taux de pauvreté dans les zones urbaines et rurales, Otchia (2014) indique que dans les zones rurales, où le taux de pauvreté est extrêmement élevé, 83,4% des ménages pauvres travaillent dans l'agriculture, tandis que seulement 16,6% des ruraux pauvres travaillent dans d'autres secteurs. En milieu urbain, le secteur agricole représente 34,4% de la population pauvre, ce qui reste très élevé par rapport aux secteurs du commerce et des transports. Au niveau national, la part des ménages pauvres qui travaillent dans l'agriculture est de 63,4%. On peut donc conclure que les taux de pauvreté élevés et l'augmentation récente de la pauvreté rurale sont au moins en partie liés à la baisse de la productivité du travail et des terres dans l'agriculture.

3.4. Les facteurs limitant l'agriculture congolaise

Dans ce contexte et de longue date, nous remarquons que le secteur agricole congolais a été considéré comme une perspective de développement intéressante susceptible de contribuer au décollage économique du pays. Il a mobilisé les capitaux, les énergies et les enthousiasmes. Or, il faut bien constater que ces espoirs ont été déçus. Déjà en 1933, Léopold III était effrayé de l'état dans lequel se trouvait l'agriculture congolaise et se disait perplexe sur les possibilités d'améliorer sensiblement l'état de l'agriculture congolaise (Dumoulin et al., 2001). Depuis ce constat particulièrement alarmiste, il convient de reconnaître que la situation ne s'est pas franchement améliorée, et la RDC n'est pas parvenue à valoriser son potentiel agronomique (Lebailly et al., 2014). La production et la productivité agricoles ne font que décroître depuis les années 60, et le pays est devenu un géant marché de consommation alimentaire au cœur de l'Afrique avec plus de 100 millions de bouches à nourrir. Tous les neuf pays voisins de la RDC et d'autres pays de la région ne cessent de développer leur stratégie agricole en fonction du marché congolais.

Nous expliquons ici sept contraintes majeures qui entravent les moyens d'existence des agriculteurs freinant ainsi l'essor du développement agricole de la RDC malgré le potentiel énorme du pays. L'enjeu de cette explication n'est pas un classement par ordre d'importance, car chaque facteur joue un rôle déterminant dans le présent contexte.

3.4.1. Routes de desserte agricole délabrées

A cause de la détérioration des infrastructures de transport reliant les différentes agglomérations et/ou les zones rurales et les centres urbains et son impact sur les circuits de commercialisation, la production vivrière est largement destinée à l'autoconsommation et/ou à l'approvisionnement des marchés de proximité.

3.4.2. Accès limité à la terre

L'accès à la terre pour les petits exploitants est difficile et coûteux. Les deux principaux facteurs de coût dans l'agriculture notamment la location des terres et la main-d'œuvre deviennent plus onéreux à mesure que les terres sont perdues pour le secteur minier et que les marchés du travail ruraux se resserrent.

3.4.3. Accès limité aux intrants et équipements agricoles

Les producteurs agricoles congolais sont confrontés à l'accès très limité aux intrants et équipements de qualité (semences, engrais, produits phytosanitaires, machines de transformation, ...).

3.4.4. Conflit entre l'agriculture et la mine

L'agriculture devient intenable pour beaucoup de petits producteurs et les ménages agricoles abandonnent de plus en plus leur métier pour gagner un revenu en dehors de l'exploitation agricole et particulièrement dans l'extraction artisanale de minerais. L'activité minière entraîne des coûts réels et tangibles pour les communautés agricoles. Au vu du caractère informel de ces deux secteurs, il en résulte une plus grande instabilité et tension entre l'exploitation minière et l'agriculture avec des impacts négatifs immédiats pour les utilisateurs en aval et les agriculteurs vivant à proximité des sites miniers. Les érosions des sols, la pollution et le piétinement et le vol des cultures imposent des coûts réels aux agriculteurs. Un secteur agricole affaibli reçoit un coup de pouce de la demande locale de nourriture mais n'est pas en mesure de répondre de manière adéquate à l'augmentation de la demande de nourriture provenant de l'exploitation minière et donc les prix des denrées alimentaires et d'autres biens de première nécessité augmentent au détriment du pouvoir d'achat de la plupart des ménages (Oxford Management Policy, 2020). Au niveau macro, les différents gouvernements qui se sont succéder au plus orienté leurs stratégies dans l'économie extractive minière, abandonnant le secteur agricole à son triste sort.

3.4.5. Pressions phytosanitaires

Les petits producteurs sont confrontés également à des maladies et ravageurs des cultures constituant l'une des contraintes majeures au développement de l'agriculture congolaise. En effet, la Chenille Légionnaire d'Automne (*Spodoptera frugiperda*) originaire des régions tropicales d'Amérique a été rapportée en RDC, pour la première fois en 2016. C'est un insecte ravageur qui attaque plus de 80 espèces de plantes, causant d'importants dégâts principalement sur des céréales tels que le maïs, le riz et le sorgho ainsi qu'aux cultures maraîchères et au coton. Cette chenille infeste une gamme variée des variétés locales et celles à bonne performance qui sont très cultivées dans certaines provinces du pays. Pour l'année 2018, la Chenille Légionnaire d'Automne a été rapporté dans 129 territoires, soit sur 94 % de la surface enquêtée ou sur 89 pour cent du territoire

national. Les dégâts causés par la chenille sur la production et l'économie des producteurs sont considérables. Notons également l'émergence et l'expansion de quatre maladies végétales détruisant complètement quatre premières cultures constituant la base de l'alimentation des Congolais notamment la Striure Brune du manioc, le Wilt Bactérien du bananier, la Nécrose Léthale du maïs, et la Mouche Blanche sur le Riz (Ministère de l'Agriculture, 2018).

3.4.6. *Les guerres et conflits armés interminables*

Le secteur agricole s'est effondré dès les années 70 en raison d'abord de la politique de « zaïrianisation »¹⁰ qui a fortement amoindri les capacités techniques et managériales suivi de pillages de 1991- 1993¹¹. Après cet effondrement est venu la guerre dite de « libération » déclenché en 1996 suivis des différents conflits qui ont affecté les principales zones de production. Vingt-cinq ans après, ces conflits continuent de ravager la partie Est du pays jusqu'à présent et provoquent l'effondrement des systèmes agricoles. Ces guerres et conflits armés continuent de causer de pillages, de vols, l'insécurité et les déplacements de population ce qui a rendu précaire les conditions de vie déjà très pénibles des populations rurales et rendant difficile la pratique de l'agriculture. Le Baromètre Sécuritaire du Kivu (BSK, 2021) qui analyse régulièrement la situation sécuritaire dans la partie orientale du pays a indiqué avoir inventorié 122 groupes des belligérants très actifs dans tout l'Est du Congo (Nord-Kivu, Sud-Kivu, Ituri et Tanganyika) en 2020 dont la plupart existent depuis de décennies. Les conséquences liées à cette crise comptée parmi les plus complexes et plus prolongées du monde font état de 5,5 millions de personnes déplacées internes, quelques 1,2 million de personnes retournées et 517 140 personnes réfugiées et demandeurs d'asile des pays voisins. En 2021 seulement, il est estimé que 1,5 million de personnes se sont déplacées en raison principalement d'attaques, d'affrontements armés ou de conflits fonciers et intercommunautaires. Un certain nombre de ces personnes ont dû se déplacer plusieurs fois du fait de la persistance des violences (UNOCHA, 2021). Les petits producteurs ruraux qui produisent à peu près 80% de la nourriture consommées dans le pays sont les plus affectées par cette crise,

¹⁰ La zaïrianisation (appelé aussi « zaïrisation ») est un mouvement lancé en 1965 par le gouvernement du Zaïre (actuellement République Démocratique du Congo). Il consistait à revenir à une « authenticité » africaine des toponymes et des patronymes, en supprimant tout ce qui était à consonance occidentale ainsi que la procédure d'expropriation sans indemnisation d'entrepreneurs étrangers (Lukembe Ngehenda, 1979).

¹¹ Les Pillages du Zaïre sont des émeutes et pillages qui ont eu lieu en septembre 1991 et en janvier 1993 dans la capitale du Zaïre (RDC) (Ayimpa, 2010 et Ndaywel à Nziem, 1998).

obligés de fuir abandonnant leurs champs et tous leurs capitaux de production. Cette situation continue de détériorer davantage la sécurité alimentaire du pays. En effet, l'analyse Intégrée de Classification de la Sécurité Alimentaire réalisée en 2022 fait état de plus de 27 millions des personnes connaissent des niveaux élevés d'insécurité alimentaire aiguë (FAO, 2022). Il est largement reconnu que la succession de ces guerres et conflits ont porté un coup dur au système national de production agricole qui était déjà caractérisé par une faible productivité et reposant sur une agriculture extensive de subsistance pratiquée par de petites exploitations familiales sans aide publique sur une superficie moyenne de 1 à 2 hectares en culture pluviale, et de 0,5 à 1 hectare en culture irriguée. Aujourd'hui, la plupart des filières industrielles/d'exportation sont également sinistrées et leurs exportations ont chuté dramatiquement ou totalement disparu.

3.5. La politique agricole de la République Démocratique du Congo

En dépit de ces contraintes très complexes dont les origines sont historiques, les différents gouvernements qui se sont succédés depuis les années 60 ont élaboré plusieurs plans stratégiques nationaux et/ou faciliter l'adhésion (et/ou la ratification) du pays à plusieurs instruments internationaux et/ou régionaux visant le développement agricole. C'est ainsi par exemple qu'au mois de février 2001 le pays va adhérer au processus de développement agricole initié par la Commission de l'Union Africaine dans le cadre du Nouveau Partenariat pour le Développement Economique de l'Afrique (NEPAD) en adoptant au Caire la résolution sur les étapes clés à mettre en œuvre dans le domaine agricole. Le Pays a ensuite approuvé en juin 2002 à Rome, le Programme Détaillé pour le Développement de l'Agriculture en Afrique (PDDAA), avant de signer, en juillet 2003, à Maputo, l'accord qui engage les pays membres à consacrer au moins 10% de leurs budgets nationaux aux investissements agricoles. Le PDDAA n'est pas un ensemble de programmes supranationaux à mettre en œuvre par les pays pris individuellement, mais plutôt un cadre commun, reflété à travers un ensemble de principes clés et d'objectifs définis par les Chefs d'Etats et de Gouvernements des pays signataires.

Au niveau national, le plus souvent avec le concours des partenaires financiers internationaux, le pays a formulé de nombreux plans et programmes de développement agricole depuis son accession à l'indépendance dont nous avons recensés certains :

- Retroussons les manches (Salongo) 1966-1977 ;
- Plan intérimaire de relance agricole 1966-1972 ;

- Fonds de relance économique (Plan Mobutu) 1978-1981 ;
- Programme agricole minimum (PAM) 1980-1981 ;
- Programme intérimaire de réhabilitation 1983-1985 ;
- Conjoncture économique (Plan de relance agricole) 1982-1984 ;
- Programme d'autosuffisance alimentaire (PRAAL) 1987-1990 ;
- Programme intérimaire de réhabilitation économique ;
- Plan quinquennal de développement économique et social 1985-1990 ;
- Programme d'autosuffisance alimentaire (PRAAL) 1990 ;
- Plan directeur du développement agricole et rural 1991-2000 ;
- Programme national de relance du secteur agricole et rural (PNSAR) 1997-2001 ;
- Programme d'urgence d'autosuffisance alimentaire (PUAA) 2000-2003 ;
- Programme triennal d'appui aux producteurs du secteur agricole 2000-2003 ;
- Actions prioritaires d'urgence (APU) 2002-2003 ;
- Document intérimaire de stratégie de réduction de pauvreté (DSRP) 2003 ;
- Document de Stratégie de Croissance et de Réduction de la Pauvreté (DSCR) 2011
- Programme multisectoriel d'urgence de reconstruction et de réhabilitation (PMURR) 2000-2006 ;
- Programme national d'urgence de renforcement des capacités (PNURC) ;
- Programme indicatif national (PIN) : pour la province du Kivu ;
- Programme d'appui à la réhabilitation du secteur agricole et rural (PARSAR) ;
- Projet de réhabilitation du secteur agricole dans les provinces du Kasai- Oriental, Kasai-Occidental et Katanga (PRESAR) ;
- Tables rondes, dont une en agriculture et sécurité alimentaire mars 2004.
- Stratégie Sectorielle de l'Agriculture et du Développement Rural (SSADR) adoptée en avril 2010
- Programme Détaillé pour le Développement de l'Agriculture en Afrique (PDDAA) 2010
- Plan National de Relance Agricole 2020
- Plan National Stratégique de Développement (PNSD) 2019-2023
- Plan National d'Investissement Agricole (PNIA 2014 - 2020)
- Programme National de Développement Agricole (2020 – 2036)

4. L'approche chaîne de valeur comme outil de développement agricole

4.1. Origine et évolution du concept de chaîne de valeur

La diversité des origines théoriques du concept de chaîne de valeur se positionne au croisement des sciences économiques, de la sociologie, des sciences de gestion et des sciences politiques, avec un ancrage historique fort en sciences de gestion. Son évolution conceptuelle, en fait, remonte aux années 1960 quand s'est développé le terme filière entant que cadre d'analyse des relations méso-économiques verticales entre les agents dans l'agroalimentaire notamment entre les entreprises de production et de distribution à l'intérieur des frontières nationales (Cheriet, 2015 ; Temple et al., 2011). A travers cette section nous analysons l'évolution succincte de certains aspects conceptuels clés associés à l'essor des chaînes de valeur.

4.1.1. La filière

Le concept *filière* a été introduit par les économistes industriels pour faire référence à un ensemble d'activités liées dans un processus de production-transformation-distribution d'un bien ou d'un service et développé dans le cadre de la théorie *Structure-Comportement-Performance*. L'approche filière qui est d'origine francophone fut développée dès les années 50 en France par l'Institut National de la Recherche Agronomique (INRA) et le Centre de Coopération Internationale en Recherche Agronomique pour le Développement (CIRAD) et en Afrique francophone par la suite. L'utilisation de cette approche d'origine francophone a débuté par l'étude de l'agriculture contractuelle et de l'intégration verticale dans l'agriculture française des années 1960. Ensuite, l'approche a été rapidement appliquée à l'analyse de l'agriculture des pays en développement, où elle s'est bien adaptée aux exigences de la politique (post)coloniale française. Pendant et depuis l'époque coloniale, la politique agricole française pour ses dépendances s'est concentrée sur le développement de produits d'exportation sélectionnés comme le caoutchouc, le coton, le café et le cacao. Cela nécessitait une analyse axée sur les produits pour laquelle l'approche par filière était bien adaptée (EuropAid, 201 ; Furaha, 2017 ; Mason, 1939 cité dans Barhdad & Benabdelhadi, 2021 ; Raikes et al., 2000 ; Rastoin, 2007).

4.1.2. *La Chaîne de Produits de Base (en anglais : Commodity Chain)*

A peu près à la même époque (années 50) apparaissait l'approche de **chaîne de produits de base** qui se concentre comme la filière sur la dimension verticale dans la production agricole et qui débouche sur le concept d'**agribusiness** (Barhdad & Benabdelhadi, 2021). Bien que cette approche couvre le même domaine général que celle de la filière, elles sont séparées non seulement par la géographie et la langue, mais aussi par leur fondement politique et théorique. En revanche, l'approche filière comme mentionné ci-dessus a ses origines dans la recherche agronomique technocratique Française, et est considérée par de nombreux adhérents comme une catégorie neutre et purement empirique. L'application de l'approche filière à l'agriculture dans les pays en développement a été fortement influencée par les besoins de l'État Français colonial et postcolonial, puisque la politique de développement agricole de l'État dans les anciennes colonies françaises était centrée sur les produits de base et nécessitait un cadre analytique correspondant. Ainsi, l'analyse des filières s'applique massivement aux produits agricoles et sans calendrier précis.

Par ailleurs, la notion de **chaîne de produits de base** vient de la théorie des systèmes mondiaux de Wallerstein (1974), elle-même une extension de la théorie de la dépendance, combinée à l'histoire braudélienne¹². Le terme lui-même et sa définition par Hopkins et Wallerstein (1986, 1994) comme un réseau de processus de travail et de production dont le résultat final est un produit fini vient de Hopkins et Wallerstein, où il est utilisé pour discuter d'une variété de chaînes internationales pour l'agriculture (et bois), dès le début de l'ère moderne. Hopkins et Wallerstein considèrent également toutes les entreprises comme étant impliquées dans les chaînes de produits soit en tant que producteurs d'intrants pour les autres, soit en tant qu'utilisateurs des intrants d'autres parts. L'approche **chaîne de produits de base** semble détenir plus de potentiel pour l'étude de la restructuration des filières dans la mesure où elle s'intéresse généralement à toute la longueur des chaînes mondiales, alors que la traditionnelle filière se concentre principalement sur les niveaux locaux ou nationaux de la chaîne. De plus, l'approche chaîne de produits de base traite plus spécifiquement des questions de pouvoir et met

¹² Fernand Braudel (1902-1985) à travers sa trilogie « *Civilisation matérielle, Économie et Capitalisme XV^e-XVIII^e siècle* » a souligné l'omniprésence du marché dans l'économie européenne des XV^e-XVIII^e siècles, tout en traçant une opposition entre « économie de marché » et « capitalisme » qui reste encore aujourd'hui sujette à débats. Il est considéré comme fondateur de l'école des Annales et inventeur de la notion d'« économie-monde » (Braudel, 1979).

l'accent sur le contrôle des acteurs clés au sein de la chaîne, alors que l'analyse de filières accordent généralement plus d'importance à l'aspect technique du flux de matières qu'au rôle des acteurs sociaux (Raikes et al., 2000).

4.1.3. *La Chaîne de Valeur (Chaîne de Valeur de Porter)*

La chaîne de valeur qui entend promouvoir la compétitivité des entreprises et appréhender le processus de production de manière plus large et plus systématique a été vulgarisée par Porter (1985) dans son ouvrage intitulé « *Competitive Advantage Creating and Sustaining Superior Performance* ». Ce concept est basé sur le principe selon lequel, le client est prêt à payer plus si le produit lui apporte plus de valeur. Ainsi, la firme doit être décomposée en activités capables d'apporter une valeur ajoutée. Dans son analyse, Porter étudie la chaîne de valeur au sens strict, en se limitant à l'entreprise individuelle verticalement intégrée et orientée vers la recherche interne d'activités traditionnelles dégageant de la valeur ajoutée. La chaîne de valeur est utilisée, alors, en tant que cadre de base pour l'élaboration de la stratégie d'entreprise visant à promouvoir sa compétitivité en attirant l'attention sur l'ensemble du système d'activités impliquées dans la production et la consommation d'un produit. Et, par-là, la chaîne de valeur est considérée comme un outil d'analyse stratégique permettant d'identifier, au sein d'une entreprise ou d'une organisation, les différentes activités clés créatrices de la valeur et génératrices de marge pour l'entreprise. Selon Porter, la chaîne de valeur repose sur l'enchaînement, la succession d'activités, étape par étape, jusqu'au produit ou au service final. Chaque étape permet d'y ajouter de la valeur et donc de contribuer à l'avantage concurrentiel de l'entreprise. Sur cette toile de fond, toutes les activités devraient être organisées collectivement pour assurer le fonctionnement optimal de l'entreprise dans son ensemble. À cette fin, la nature des liens entre les activités (chaînes de valeur) est soigneusement analysée pour internaliser les externalités potentielles grâce à la coordination inter fonctionnelle, qui est une source importante de compétitivité de l'entreprise.

Porter représente alors la chaîne de valeur par la figure 6 ci-dessous qui regroupe les différentes activités de l'entreprise en deux catégories : les activités primaires qui concernent la phase de conception du produit, les différentes phases intermédiaires de sa transformation, la distribution jusqu'au consommateur final et le traitement des déchets après son usage. Les activités de soutien (support) qui contribuent aux réalisations des activités principales sont aussi représentées.

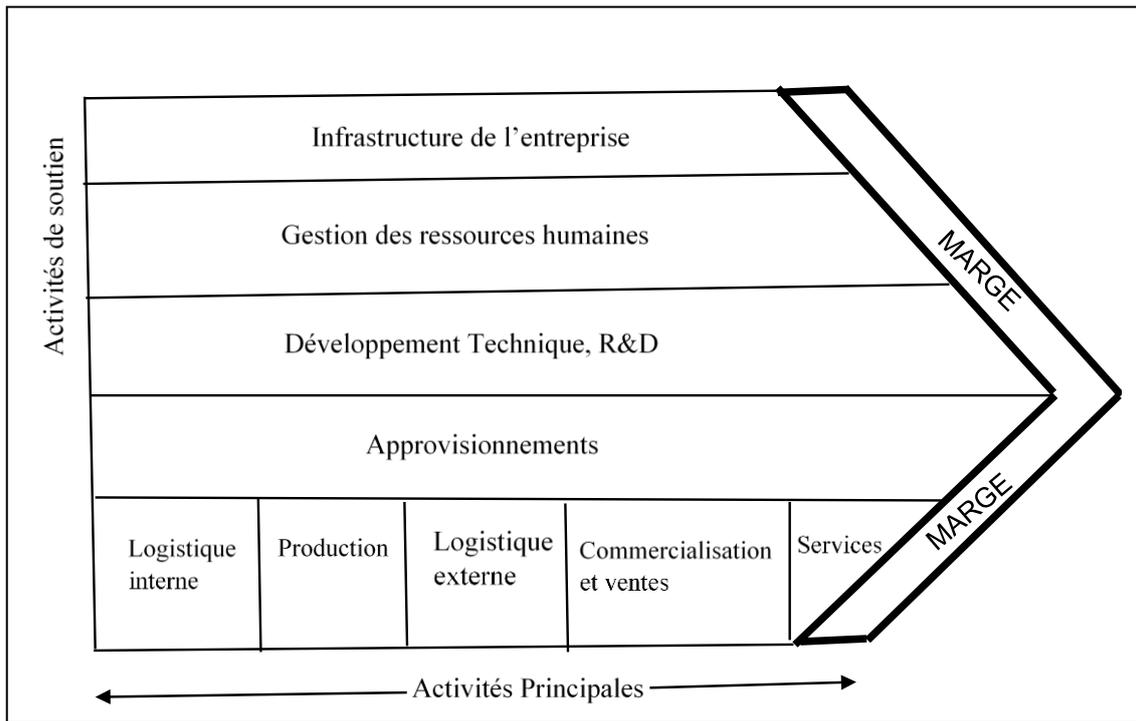


Figure 6. Chaîne de Valeur de Porteur. Traduction libre à partir de Porter (1985)

Malgré cette définition fondatrice, la littérature développée sur le concept « chaîne de valeur » fait apparaître une prolifération de définitions en fonction du domaine de recherche et de l'intérêt de différents auteurs (Clay & Feeney, 2019 ; Gereffi, 2001, 2018 ; Kano et al., 2020 ; Lin et al., 2019).

C'est ainsi que Kaplinsky et Morris (2002) définissent par exemple une chaîne de valeur comme

... une gamme complète d'activités qui sont nécessaires pour amener un produit ou un service dès la conception, à travers les différentes phases de production (impliquant une combinaison de transformation physique et l'apport de divers services aux producteurs), la livraison aux consommateurs finaux et l'élimination finale après utilisation. (p.4)

Dans ce sens, la production n'est que l'un des nombreux maillons de la chaîne de valeur. La définition proposée par Bellú (2013), fait ressortir une double dimension en indiquant qu'une chaîne de valeur est à la fois un ensemble d'activités économiques interdépendantes et comme un groupe d'agents économiques liés verticalement. La

conception d'une chaîne de valeur est faite, donc, à partir de l'interaction d'un ensemble d'activités qui doivent être implémentées par des acteurs à différentes phases. Webber et La baste (2010), se sont concentrés, quant à eux, sur les liens au sein d'une chaîne de valeur, à savoir les liens verticaux et les processus interdépendants qui génèrent de la valeur pour le consommateur, et ceux horizontaux en rapport aux autres chaînes de valeur qui fournissent des biens et services intermédiaires. Dans ce cas de figure, une chaîne de valeur implique à la fois la création de valeur et le processus d'attribution de la valeur incrémentale.

4.1.4. *La Chaîne de Valeur Mondiale ou Chaîne de Valeur Globale (en anglais : Global Value Chain)*

Plus récemment certains chercheurs ont appliqué le concept de chaîne de valeur à la mondialisation considérant son utilité pour mettre en lumière la répartition des valeurs ajoutées tout au long de la chaîne d'un produit d'exportation afin de montrer le degré d'intégration à l'économie-monde de certaines régions. Il faut noter par ailleurs que les bases de la globalisation du commerce dans la pratique ont été posées bien avant notre ère. La période considérée comme **première mondialisation** peut être retracée vers 1870-1914. Cette période a été marquée par une augmentation importante des flux commerciaux internationaux, largement alimentée par l'invention du bateau à vapeur. Notons également le commerce international des matières premières et des intrants intermédiaires marqué par des flux commerciaux mondiaux depuis des temps historiques. Les assyriens par exemple se sont installés à Kanesh (actuelle Turquie) au XIX^e siècle avant notre ère et ont importé des tissus de luxe et de l'étain d'Aššur, et ont également échangé le cuivre et la laine en Anatolie (Barjamovic et al., 2019)¹³. Il est donc évident que l'histoire de l'humanité a toujours été marquée par des migrations économiques et des échanges commerciaux entre différents peuples et différentes régions du monde. La transformation de l'économie mondiale depuis les années 1980 caractérisée par la libéralisation et la déréglementation progressive du commerce et des investissements internationaux ainsi que la diffusion rapide des Technologies de l'Information et de la

¹³ Assur (ou Assour, assyrien *Aššur*) est une ancienne ville, capitale de l'Assyrie jusqu'au début du IX^e siècle av. J.-C., située sur la rive occidentale du Tigre. Ses ruines se trouvent actuellement sur le site de Qal'at Sharqat, dans la plaine de Shargat, à environ 110 kilomètres au sud de Mossoul en Irak. Les habitants de la cité-État d'Aššur, au début du II^e millénaire, développent des échanges à longue distance avec l'Asie Mineure (Dercksen, 2004 ; Veenhof, 2003 ; Weisgerber et Cierny, 2002 ; Larsen, 1976).

Communication (TIC) qui ont marqué les dernières décennies ont fondamentalement changé la manière dont les entreprises multinationales opèrent et rivalisent dans l'économie en cours de mondialisation (Kano et al., 2020). L'évolution de l'organisation industrielle à l'échelle mondiale affecte non seulement la fortune des entreprises et la structure des industries, mais amène aussi les pays à se poser la question de savoir comment et pourquoi progresser dans l'économie mondiale en pleine mutation. Les travaux de recherche et de politique sur les chaînes de valeur mondiales examinent les différentes manières dont les systèmes mondiaux de production et de distribution sont intégrés et les possibilités pour les entreprises des pays en développement d'améliorer leur position sur les marchés mondiaux (Gereffi et al., 2005).

Depuis les travaux de Gereffi et Korzeniewicz (1994) au début des années 1990, ce phénomène de production internationale fragmentée sur le plan organisationnel a fait l'objet d'études dans un large éventail de disciplines universitaires, notamment la sociologie économique, l'économie internationale, les études régionales et du développement, la géographie économique, la politique internationale économie, la gestion de la chaîne d'approvisionnement, la gestion des opérations et le commerce international. Les économistes spécialistes du commerce s'intéressent également à la manière dont la production mondiale est organisée. Arndt et Kierzkowski (2001) utilisent le terme « fragmentation » pour décrire la séparation physique des différentes parties d'un processus de production, arguant que la dimension internationale de cette séparation est nouvelle.

Comme le démontrent Barhdad et Benabdelhadi (2021), l'enjeu est donc d'intégrer, tout au long de la chaîne, les partenaires stratégiques dispersés géographiquement, les fournisseurs spécialisés et les bases de clients dans des structures sophistiquées et complexes, appelées communément les Chaînes Globales de Commodité (CGC) ou les Chaînes Globales de Valeur (CGV) ou les Réseaux Globaux de production. Le Fond International de Développement Agricole (FIDA, 2017) montre que peu importe sa taille, toute entreprise ou producteur agricole participe au moins à une chaîne de valeur. Par exemple, un paysan qui produit pour l'autoconsommation mais qui a acheté des intrants (semences, outils, engrais et autres) interagit directement et/ou indirectement avec d'autres maillons de la chaîne à l'intérieur du territoire national à travers ses liens avec les entreprises exportant ces produits, qui à leur tour interagissent avec des entreprises régionales. C'est ainsi que les producteurs ruraux bien qu'avec de petites

exploitations parviennent à intervenir indirectement dans des chaînes de valeur régionales ou globales.

Les différents termes « chaîne de valeur globale ou global value chain », « chaîne globale des produits de base ou global commodity chain », « chaîne globale d'approvisionnement ou global supply chain », « partage de la production mondiale ou global production sharing » et « réseaux de production internationaux ou international production networks » sont utilisés dans la littérature souvent comme synonymes bien que comportant de petites différences nuancées selon l'intérêt/objectif de ceux qui choisissent l'un ou l'autre. Antràs (2020) indique qu'

une Chaîne de Valeur Mondiale ou Chaine de Valeur Globale consiste en une série d'étapes impliquées dans la production d'un produit ou d'un service vendu aux consommateurs, chaque étape ajoutant de la valeur et au moins deux étapes étant produites dans différents pays. Une entreprise participe à une chaîne de valeur mondiale si elle réalise au moins une étape d'une chaîne de valeur mondiale. (p. 3)

Cette définition ne s'éloigne pas de celle adoptée par le Global Value Chain Initiative de l'Université Duke (MAECI, 2011) qui stipule qu'« une chaîne de valeur mondiale décrit l'éventail complet des activités entreprises pour amener un produit ou un service de sa conception à son utilisation finale et comment ces activités sont distribuées sur l'espace géographique et au-delà des frontières internationales » (p. 86). Il ressort clairement de ces définitions, qu'une *Chaîne de Valeur Globale/Mondiale* est un processus de production qui incarne la valeur ajoutée d'au moins deux pays. Ici la notion de chaîne de valeur mondiale relie donc naturellement le phénomène à l'utilisation croissante de la valeur ajoutée étrangère dans la production, en particulier lorsque cette production est destinée à l'exportation.

En résumé, contrairement aux conceptualisations traditionnelles du commerce international, qui se concentrent sur les transactions internationales qui n'impliquent que deux pays (un pays exportateur et un pays importateur), les Chaines de Valeur Mondiales impliquent des processus de production qui traversent souvent les frontières plusieurs fois et qui impliquent souvent plus de deux pays. Bien que cela conduise à un riche ensemble de déterminants et de conséquences de la participation aux Chaines de Valeur Mondiales, nous ne pouvons pas oublier les défis importants liés à la complexité de mesure de

l'activité des Chaines Valeur Mondiales. Le principal défi de mesure découle du fait que dans la plupart des cas les données douanières fournissent des informations sur le lieu où le bien ou le service faisant l'objet de la transaction a été produit, mais pas sur la manière dont il a été produit, c'est-à-dire quels pays ont contribué à ajouter la valeur à cela. Les services de douanes enregistrent également les informations sur la destination de la marchandise faisant l'objet de la transaction, mais pas la manière dont elle sera utilisée, c'est-à-dire si elle sera entièrement consommée (absorbée) dans le pays importateur ou si elle sera réexportée après que le pays importateur aura ajouté la valeur à elle¹⁴.

En fin nous réalisons qu'il n'est pas aisé d'établir des distinctions unanimement claires entre ces concepts qui se recoupent souvent, mais comme nous l'avons présenté il est toujours utile de fournir quelques définitions de base et de mettre en évidence certaines des différences. Les concepts *filère*, *chaîne de produit de base*, *chaîne de valeur* et *chaîne de valeur globale* varient principalement donc selon leur origine théorique et historique, leur focalisation sur des produits spécifiques ou des marchés cibles, dans l'activité qui est mise en avant et dans la manière dont ils ont été appliqués. Ce qu'ils ont en commun, cependant, c'est qu'ils cherchent tous à capturer et à décrire les interactions complexes des entreprises et des processus qui sont nécessaires pour créer et fournir des produits aux utilisateurs finaux.

4.2. Gouvernance de la chaîne de valeur

Après avoir établi cette typologie et l'évolution conceptuelle, nous remarquons que la structure des chaînes de valeurs est caractérisée par une complexité des transactions entre différentes étapes (différents acteurs), souvent réalisées même dans des régions différentes. Ce qui justifie l'avantage d'une coordination verticale des activités économiques dans une chaîne de valeur. Nous allons analyser à travers cette section les différents positionnements théoriques sur la gouvernance de la chaîne de valeur. Selon EuropeAid (2011), la gouvernance de la chaîne de valeur décrit les relations éventuellement changeantes entre ceux qui sont dans la capacité de fixer les conditions des transactions aux différentes étapes de la chaîne de valeur voire sur son ensemble et les autres acteurs.

¹⁴ Dans le but de vouloir retracer les flux commerciaux à valeur ajoutée entre les pays, un ensemble de travaux a combiné des informations provenant des bureaux de douane avec des tableaux nationaux d'entrées-sorties pour construire des tableaux mondiaux d'entrées-sorties. Les tableaux d'entrées-sorties mondiales les plus largement utilisés (en anglais : World Input-Output Tables, WIOT en abrégé) sont : (a) la base de données mondiale d'entrées-sorties (en anglais : World Input-Output Database, WIOD en abrégé), un projet collaboratif dirigé par des chercheurs de l'Université de Groningue ; (b) la base de données TiVA de l'OCDE, et (c) la base de données Eora Global Supply Chain, construite par une équipe de chercheurs de l'Université de Sydney (Antràs, 2020).

Lorsque la structure d'une chaîne de valeur augmente, la coordination verticale entre les différentes étapes de la chaîne de valeur augmente également. Ceci signifie que les rapports sont régulés par des accords et des contrats écrits. Cette fonction de coordination est souvent prise par une entreprise leader/chef de file. À l'extrême, la relation entre les fournisseurs et les acheteurs "est intégrée" dans la mesure où les fonctions de production et de vente d'un fournisseur sont entièrement contrôlées par l'institution d'achat (GIZ, 2018). En nous appuyant sur les travaux repris dans la section précédente, nous identifions et discutons ici de trois déterminants clés des modèles de gouvernance de la chaîne de valeur introduits par Gereffi et al. (2005). Notons premièrement **la complexité** du transfert d'informations et de connaissances nécessaires pour soutenir une transaction particulière, en ce qui concerne les spécifications des produits et des processus. L'adoption de normes techniques qui codifient les informations et permettent des transferts clairs entre les partenaires commerciaux peut réduire la complexité des informations transmises entre les acteurs. Deuxièmement **la mesure** dans laquelle ces informations et connaissances peuvent être codifiées et, par conséquent, transmises efficacement et sans investissement spécifique lors de la transaction entre les parties. En fin **les capacités** des fournisseurs actuels et potentiels par rapport aux exigences de la transaction.

En réalisant plusieurs combinaisons factorielles basées sur le niveau « bas » et « haut » de ces trois facteurs Gereffi et al. (2005) proposent cinq modèles de gouvernance des chaînes de valeur représentés par la figure 7.

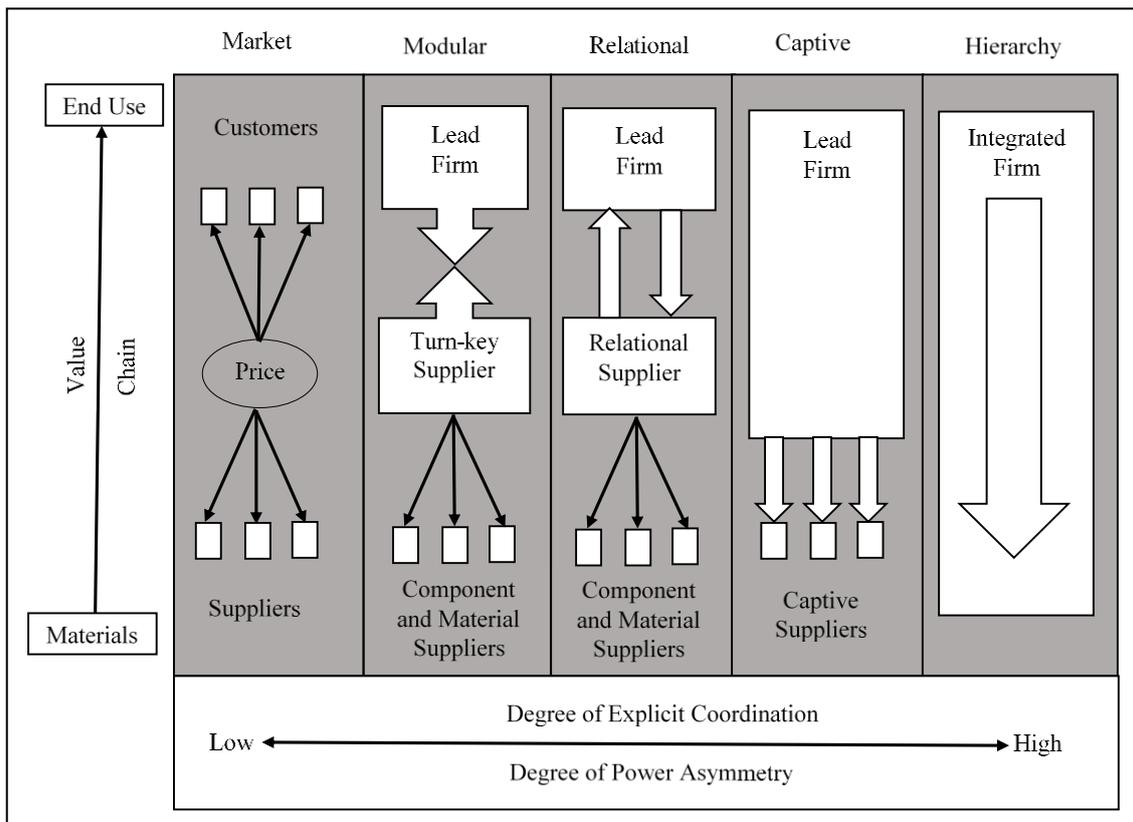


Figure 7. Types de gouvernance de chaînes de valeur (Gereffi et al., 2005)

Le modèle de Marchés (Markets) : il s'agit ici du modèle se rapprochant de la théorie de la concurrence sans pouvoir dominant des acteurs (ni l'acheteur ni du vendeur). Les liens commerciaux entre les deux types d'acteurs ne sont pas transitoires, comme c'est le cas des marchés au comptant. Ils peuvent persister dans le temps, avec des transactions répétées. Le point essentiel est que les coûts de passage à de nouveaux partenaires sont faibles pour les deux parties. Dans ce modèle les spécifications des produits sont relativement simples et les fournisseurs ont la capacité de fabriquer les produits en question, la complexité des informations échangées entre les acteurs des chaînes de valeur devient relativement faible. Dans pareilles conditions les transactions sont alors régies avec peu de coordination explicite, ce qui facilite la gouvernance du marché. C'est ce modèle qu'on retrouve dans les zones rurales africaines dans lesquels les petits producteurs agricoles participent.

Le Modèle des chaînes de valeur modulaires (Modular value chains): les fournisseurs des chaînes de valeur modulaires fabriquent des produits selon les spécifications du client, qui peuvent être plus ou moins détaillées. Lorsque la capacité de codifier les spécifications s'étend à des produits complexes, la modularité de la chaîne de valeur peut

survenir. Cela peut se produire lorsque l'architecture du produit est modulaire. À l'origine, la modularité a été présentée comme une stratégie de conception du « produit » visant à définir un ensemble standardisé d'interfaces (supposées ne pas changer durant un certain temps) entre des composants demandés chacun à une fonction particulière (la spécification des interfaces standardisées devant être en même temps évolutive) (Ulrich, 1995). **Un produit modulaire** est défini dans cette perspective comme un produit complexe, dont les différents éléments ont été conçus différemment, mais fonctionnent ensemble comme un tout homogène (Sako & Murray, 2002). Cette conception de la modularité s'inscrit dans la perspective de *loosely-coupling*, au sens de Simon (1962), et traduit essentiellement à l'idée de décomposer la complexité croissante d'un système (d'un produit) pour mieux le contrôler (Langlois, 2002). À partir du célèbre article de Ron Sanchez et Joseph Mahoney publié dans le Strategic Management Journal en 1996, la modularité change de cap : de la modularité technique (du produit) on passe à la modularité organisationnelle. Au-delà de la conception spécifique des produits, Sanchez et Mahoney (1996) avancent l'idée que la modularité des produits tend à favoriser la modularité de l'organisation qui fabrique et conçoit ces produits. Dans leur perspective, la modularité est présentée comme une structure particulière en termes de coordination et de division du travail visant particulièrement la minimisation des coûts de transaction. L'approche modulaire s'est enrichie récemment d'une dimension nouvelle avec les travaux de Koppl et Langlois, (2000) pour qui la question de la modularité est essentiellement une question de communication et de langages communs. L'attention n'est plus focalisée sur les produits physiques eux-mêmes ni même sur les systèmes organisationnels formels où ces produits prennent forme mais plutôt sur les processus de production et d'échange de connaissances qu'ils sous-tendent : communication, interaction et mise en relation.

Les liens basés sur des connaissances codifiées offrent de nombreux avantages de la vitesse, de la flexibilité et de l'accès à des intrants à faible coût, mais ne sont pas les mêmes que les échanges commerciaux classiques basés sur le prix. En raison de la codification, des informations complexes peuvent être échangées avec peu de coordination explicite, et ainsi, comme un simple échange de marché, le coût du passage à de nouveaux partenaires reste faible.

Le Modèle des chaînes de valeur relationnelles (Relational value chains) : dans ces réseaux, nous observons des interactions complexes entre acheteurs et vendeurs, ce qui crée souvent une dépendance mutuelle et des niveaux élevés de spécificité des actifs. Cela peut être géré par la réputation ou les liens familiaux et ethniques. De nombreux auteurs

ont souligné le rôle de la proximité spatiale dans le soutien des liens relationnels de la chaîne de valeur, mais la confiance et la réputation pourraient bien fonctionner dans des réseaux spatialement dispersés où les relations sont construites au fil du temps ou sont basées sur des groupes familiaux et sociaux dispersés (Menkhoff, 1992). Dans ce modèle la dépendance mutuelle peut également être garantie par des mécanismes qui imposent des coûts à la partie qui rompt un contrat, comme indiqué dans l'analyse de Williamson (1983).

Le Modèle des chaînes de valeur captives (Captive value chains) : dans ce modèle, les petits fournisseurs dépendent, sur le plan des transactions, d'acheteurs beaucoup plus importants. Les fournisseurs font face à des coûts de changement importants et sont donc « captifs ». Ces réseaux se caractérisent souvent par un degré élevé de surveillance et de contrôle par les entreprises chefs de file. Il s'observe que lorsque la capacité de codifier sous la forme d'instructions détaillées et la complexité des spécifications des produits sont toutes deux élevées mais que les capacités des fournisseurs sont faibles, la gouvernance de la chaîne de valeur tendra vers le type captif.

Le modèle hiérarchique (Hierarchy) : cette forme de gouvernance se caractérise par une intégration verticale le plus souvent avec un contrôle managérial, passant des managers aux subordonnés, ou du siège social aux filiales et sociétés affiliées. Lorsque les spécifications des produits ne peuvent pas être codifiées, que les produits sont complexes et qu'il est impossible de trouver des fournisseurs hautement compétents, les entreprises chefs de file seront obligées de développer et de fabriquer des produits en interne. Les **entreprises chefs de file** sont les commerçants principaux ou les entreprises industrielles ayant comme rôle la coordination dans une chaîne de valeur ajoutée. Les chaînes de valeur fortement intégrées dépendent souvent des entreprises de fil qui sont les acheteurs principaux du produit. Cette forme de gouvernance est généralement motivée par la nécessité d'échanger des connaissances tacites entre les activités de la chaîne de valeur ainsi que la nécessité de gérer efficacement des réseaux complexes d'entrées et de sorties et de contrôler les ressources, en particulier la propriété intellectuelle

En résumé, les quatre derniers modèles notamment le modèle de chaînes de valeur modulaires, celui de chaînes de valeur relationnelles, celui de chaînes de valeur captives, montrent comment les entreprises chef de file (les acteurs dominants) concentrent le pouvoir et peuvent ainsi prendre le contrôle des chaînes de valeur. Les entreprises chef de file augmentent donc la complexité lorsqu'elles imposent de nouvelles exigences à la chaîne de valeur, par exemple lorsqu'elles recherchent un approvisionnement juste à

temps et lorsqu'elles augmentent la différenciation des produits. Cependant, après analyse elles adoptent également des stratégies pour réduire la complexité de ces transactions par l'élaboration de normes techniques et de processus.

4.3. Analyse des chaînes de valeur

A l'origine l'analyse de la chaîne de valeur est apparue comme un outil pour accroître la compétitivité des entreprises, en identifiant où et comment les participants pourraient introduire des gains d'efficacité, réduire les coûts et maximiser la valeur. La mise en place de stratégies concurrentielles, initialement vulgarisées par Porter (1985), visait à promouvoir des comportements qui rendent les chaînes de valeur plus compétitives. En effet, l'analyse de la chaîne de valeur fournit des informations utiles sur les liens structurels, les acteurs et la dynamique. Elle permet également d'identifier où, comment, pourquoi et par qui la valeur est ajoutée et créée tout au long de la chaîne, ainsi que la manière dont les changements pourraient entraîner une amélioration des performances de la chaîne (Hawkes & Ruel, 2011). Cette analyse n'est pas une fin en soi, mais ses résultats éclairent les décisions du secteur privé et public engagé dans le développement des chaînes de valeur. Les entreprises privées emploient les résultats d'analyse pour présenter la vision et la stratégie de mise à niveau pour elles-mêmes et pour la chaîne de valeur dans son ensemble. Les agences publiques et les projets de développement ont besoin de ces résultats pour mettre en application les projets de promotion de chaînes de valeur et planifier les actions d'appui (GIZ, 2007, 2018). Pour parvenir à ces résultats plusieurs approches variant selon l'objectif de la recherche peuvent être utilisées.

4.3.1. Approches et méthodes d'analyse

La littérature liée à l'analyse de la chaîne de valeur propose plusieurs approches méthodologiques que nous pouvons grouper en six approches principales :

Approche Stratégique : cette approche constitue un cadre conceptuel pour réaliser un diagnostic de la chaîne de valeur en vue d'identifier des stratégies capables d'atteindre la performance de manière intégrée (Figueiredo et al., 2017). C'est ainsi que Howieson et al. (2016), utilisent cette approche sous le prisme d'un processus stratégique au lieu d'un simple outil de diagnostic et propose six niveaux d'analyse : (1) analyse de l'engagement des acteurs de la chaîne ; (2) compréhension du marché ; (3) cartographie de la chaîne ; (4) analyse des défis et opportunités ; (5) étude des méthodes de mise en

œuvre et (6) évaluation. EuropeAid (2011) propose également une note conceptuelle qui décrit le diagnostic à réaliser en étudiant pour un produit donné, les quantités, les valeurs, les flux, les relations de pouvoir, les règles qui caractérisent sa production et sa commercialisation dans le but d'élaborer une stratégie de développement de la chaîne de valeur est la mettre en œuvre. Toujours dans le cadre de l'approche stratégique, Sagheer et al. (2009) ont combiné les concepts d'analyse de la chaîne de valeur avec la gestion de la compétitivité, en utilisant à la fois l'analyse au niveau de l'industrie et l'analyse au niveau de l'entreprise. Dans le même ordre d'idées, Lombana (2011) propose une interprétation plus flexible qui prend en considération le secteur public et le secteur privé à travers une analyse méso dans le contexte de l'étude réalisée dans les pays en développement. Neves (2008) quant à lui a proposé une méthode appelée CHAINPLAN, pour développer une planification stratégique axée sur la demande dans les chaînes alimentaires et bioénergétiques, qui a été appliquée à plusieurs chaînes dans différents pays (Neves et al., 2019).

Approche d'Efficience : Il s'agit d'une perspective essentiellement centrée sur la manière dont les ressources sont utilisées le long de la chaîne de valeur, il s'agit de l'efficacité technique. Pour Mvumi et al. (2016) une chaîne de valeur qui ne fonctionne pas efficacement produit des pertes de valeur le long de la chaîne ce qui nécessite, une concentration sur la manutention, le stockage et le conditionnement afin de réduire ces pertes.

Approche de durabilité : la problématique de la durabilité questionne la façon de produire de la valeur pour la société sur les plans social, environnemental et économique ou à la recherche d'un avantage concurrentiel durable (Fearne et al., 2012 ; Liedtke et al., 2010).

Approche d'évaluation : s'appuie sur une analyse quantitative pour mesurer la valeur à travers la création d'états financiers consolidés : la problématique qui se pose est la façon suivante : quelle est la valeur qui est créée, quels acteurs la créent et comment est-elle distribuée (Bertazzoli et al., 2011 ; Timsina et al., 2016). Les travaux mettent davantage l'accent sur l'analyse fonctionnelle en calculant la marge brute à différentes étapes de la création de valeur le long de la chaîne. Cucagna et Goldsmith (2018) proposent également une méthode quantitative en mesurant la valeur ajoutée économique pour les entreprises et les différentes étapes de la chaîne de valeur agroalimentaire.

Approche de Gouvernance : Cette approche est liée à la notion de la coordination des acteurs et plus particulièrement aux relations de pouvoir entre les acteurs

d'une même chaîne de valeur déjà décrit au point 2.4.2 de la présente thèse. C'est dans cet ordre d'idée que Vieira et Traill (2008) puis Boniface (2012) ont étudié l'importance des relations entre les acteurs dans l'analyse des perceptions acheteurs-vendeurs en explorant la démographie ou les canaux de distribution, les exportations et les marque des supermarchés des sociétés transnationales.

Approche développementaliste : une méthodologie largement répandue entre les organisations internationales de développement (OMC, OCDE, CNUCED, BM, FMI, FAO, ONUDI, PNUD, FIDA). Cette approche vise à analyser les changements qualitatifs à l'œuvre dans la mondialisation et pour rechercher des stratégies adéquates de développement économique. Pour donner aux acteurs notamment des pays en développement les moyens d'intégrer les marchés internationaux, ces institutions projettent la notion de mise à niveau (upgrading) au niveau macro, en s'appuyant sur des études comparatives internationales de la participation aux chaînes de valeur globales pour alimenter leurs analyses et leurs recommandations. D'un autre côté, elles développent des lignes directrices pour l'intégration dans les chaînes de valeur en élaborant des guides pour le développement des chaînes de valeur selon différents aspects de la conception à la manière dont le suivi de l'impact est effectué. Ces guides fournissent un cadrage pour comprendre les marchés, s'engager avec les parties prenantes de la chaîne et renforcer des institutions et la pérennisation des interventions (Donovan et al., 2015). C'est ainsi que Habib (2011) propose par exemple un guide en huit étapes pour le développement de chaînes de valeur pour la création des emplois durables pour les agriculteurs et les producteurs pauvres. D'un autre côté, Ricketts et al. (2014) ont étudié les chaînes de valeur agroalimentaires selon une perception du risque du processus de développement de ces chaînes pour les agriculteurs et ce lors de la concurrence sur les marchés extérieurs. Notons également la GIZ (2007, 2018) qui propose la méthodologie « ValueLinks » qui est une compilation systématique des méthodes d'action-orientées pour promouvoir le développement économique avec une perspective de chaîne de valeur ajoutée. ValueLinks subdivise le savoir-faire de la promotion de la chaîne de valeur ajoutée en 12 étapes itératives organisées selon le cycle de projet. Trienekens (2011), quant à lui, a présenté un cadre en trois étapes pour analyser les chaînes de valeur dans les pays en développement qui implique de décrire la chaîne de valeur mais aussi d'identifier les contraintes et les options de mise à niveau.

A cela s'ajoute également l'analyse sociale de la chaîne de valeur qui examine la manière dont la chaîne de valeur et son développement éventuel affecteront les acteurs de

la chaîne de valeur et la société. Par conséquent, il ne suffit pas de se concentrer sur la croissance économique et la compétitivité dans le développement de la chaîne de valeur ; il faut aussi découvrir comment les divers groupes de la société sont touchés notamment les jeunes, les femmes et autres populations rurales vulnérables. L'analyse sociale conduit donc au développement des chaînes de valeur inclusives visant l'engagement des couches vulnérables de la société parmi lesquelles nous pouvons citer les jeunes, les femmes, les petits fermiers ruraux, etc. (Agri-Profocus & IIR, 2013 ; FAO et al., 2010 ; FAO, 2015 ; Hermsing & Vellena, 2011 ; PNUD, 2011 ; UNIDO, 2011).

4.3.2. Etapes d'analyse de la chaîne de valeur

Comme on peut le voir à travers les typologies des approches, l'analyse de la chaîne de valeur repose non seulement sur une segmentation des différentes activités et une cartographie des interactions susceptibles de générer des coûts ou de la valeur dans la production et la vente d'un produit ou d'un service mais également à la structure, au comportement et aux performances, il diffère des systèmes traditionnels de produits de base ou des analyses de l'industrie à certains égards importants (Webber & Labaste, 2010). L'analyse de la chaîne de valeur est un processus permettant de comprendre les facteurs du système et les conditions dans lesquelles la chaîne de valeur et les participants à la chaîne peuvent atteindre un niveau de performance plus élevé (USAID, 2009). Le but de l'analyse de la chaîne de valeur est de mieux comprendre le système et d'identifier des stratégies d'amélioration. Cette amélioration peut concerner le produit, l'intégration d'un type d'acteurs marginalisés (par exemple les jeunes, les femmes), le climat des affaires, etc. (Stein & Barron, 2017). Le processus d'analyse peut être réalisé à travers différentes étapes dont les principales sont les suivantes :

La cartographie de la chaîne de valeur : est une étape préliminaire très capitale et qui constitue le noyau de l'analyse de la chaîne de valeur. Elle a un objectif analytique et un objectif de communication, puisque la carte de la chaîne réduit la complexité de la réalité économique avec ses fonctions diverses, ses multiples parties prenantes, ses interdépendances et ses rapports avec un modèle visuel compréhensible. Les cartes d'une chaîne de valeur peuvent être tout à fait différentes selon leur "envergure" et l'aspect particulier de la structure de la chaîne qu'elles montrent. Cartographier la chaîne de valeur signifie dessiner une représentation visuelle du système de la chaîne de valeur. Les cartes identifient des opérations commerciales (fonctions, activités), les acteurs ou opérateurs de la chaîne et leurs relations, aussi bien que les supporteurs (ou acteurs indirects ou

encore services d'appui) de la chaîne dans la chaîne de valeur. Dessiner une carte de la chaîne est un "art" plutôt qu'une méthodologie rigoureuse et la chose la plus importante est de maintenir les cartes concentrées sur le but de l'étude et facilement compréhensibles. Selon la GIZ (2007) la cartographie de la chaîne de valeur permet de visualiser donc : la séquence des fonctions de production, de transformation et de commercialisation exécutées, les acteurs directs / opérateurs de la chaîne de valeur ajoutée exécutant ces fonctions ainsi que les relations d'affaires verticales entre les opérateurs

Quantifier et décrire la chaîne de valeur : cette étape est beaucoup attachée à la cartographie et consiste de faire correspondre les nombres à la carte de la chaîne, par exemple indiquer le nombre d'acteurs, le volume du produit ou des quotas de marché des maillons particuliers de la chaîne.

L'analyse économique de la chaîne de valeur est l'évaluation de la performance de la chaîne en termes d'efficacité économique. Ceci inclut la détermination de la valeur ajoutée au niveau de différents maillons de la chaîne de valeur, du coût de production et, si possible, du revenu des acteurs (GIZ, 2018). Notons par ailleurs qu'une analyse de la chaîne de valeur basée uniquement sur la structure des coûts au niveau de divers maillons de la chaîne n'est pas suffisante pour évaluer la position concurrentielle de la chaîne de valeur car elle ne tient pas compte du côté marché et de la valeur ajoutée de l'équation. Dans certains cas, cela peut même aboutir à des conclusions trompeuses. C'est pour quoi cartographier les acteurs impliqués et identifier la valeur qui est capturée par les acteurs au niveau de chaque maillon de la chaîne est très nécessaire. La création d'une accumulation de coûts et sa comparaison avec les concurrents fourniront évidemment des idées sur les domaines à améliorer. Plus important encore il faudra une analyse sur les activités qui génèrent le plus de valeur, évaluer si le produit peut être fabriqué à un prix compétitif pour d'autres marchés, et indiquer le degré d'intégration de la chaîne ou la facilité avec laquelle l'information circule tout au long de celle-ci. Au lieu de se concentrer uniquement sur les interventions qui améliorent les coûts, l'approche plus large et plus complète de la chaîne de valeur vise à repositionner l'ensemble de la chaîne vers des marchés et des produits plus lucratifs (USAID, 2009 ; Webber & Labaste, 2010).

L'étude du marché : l'étude du marché est étroitement liée aux étapes précédentes notamment la cartographie des canaux du marché et les analyses économiques qui sont importants dans l'étude de marché (GIZ, 2018). Les éléments clés de la construction d'une compétitivité durable sont une solide compréhension de la dynamique du marché et une analyse approfondie de l'attractivité des segments de marché

potentiels et de la concurrence. Les entreprises doivent choisir quels produits et quels marchés peuvent être servis de manière compétitive et fonder leurs objectifs et leur stratégie sur une bonne analyse du marché (Webber & Labaste, 2010). Il est important de reconnaître que les chaînes de valeur ne sont pas figées en termes de composition, de relations ou de positionnement sur le marché, et qu'il existe un besoin concurrentiel de modifier et d'améliorer la chaîne de valeur à la lumière des choix stratégiques que les entreprises peuvent faire concernant les marchés sur lesquels elles rivaliser.

L'analyse des contraintes et de l'environnement dans lequel une chaîne de valeur opère : Il s'agit ici d'évaluer les réglementations gouvernementales, les normes internationales, les réglementations commerciales et les forces du marché qui façonnent généralement l'environnement des affaires. Le losange de compétitivité de Michael Porter ci-dessous décrivant les principaux facteurs de compétitivité qui doivent être étudiés (voir la figure 8), est un cadre utile pour évaluer l'environnement commercial d'une chaîne de valeur.

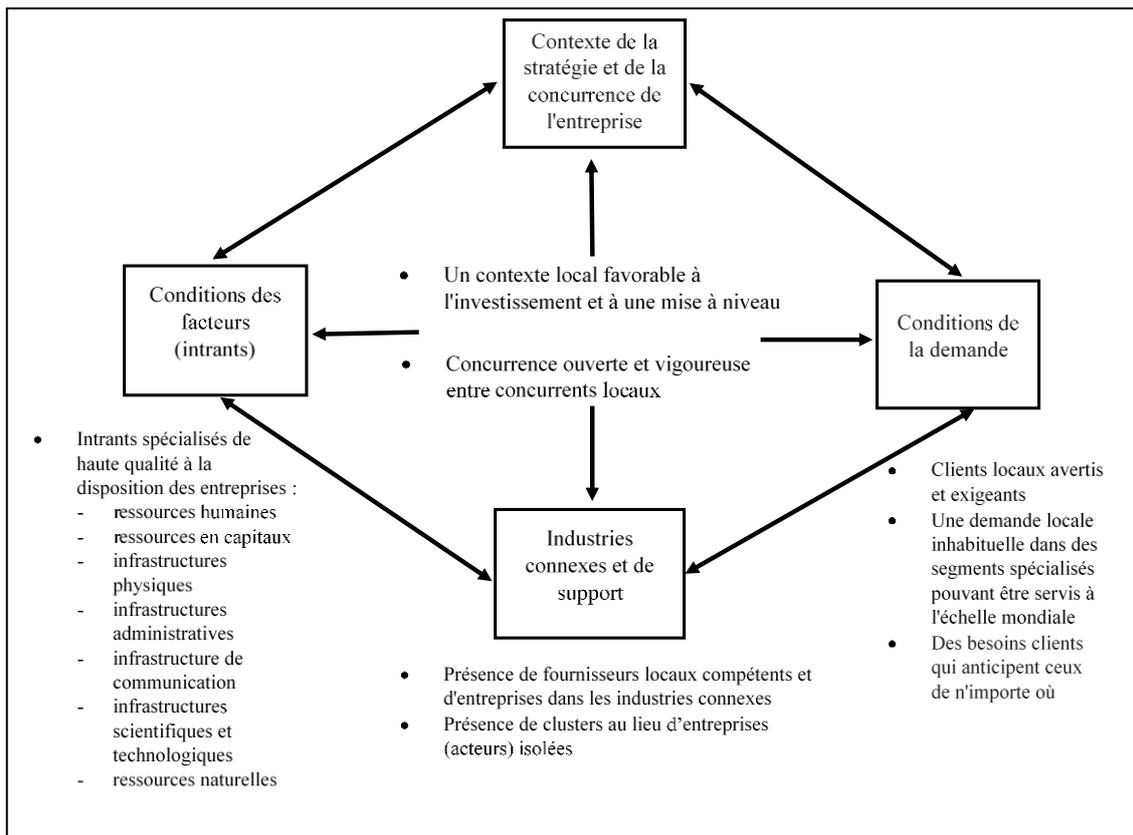


Figure 8. Losange de compétitivité de Porter. Adapté de Porter (2009), traduction libre.

Il est important de comprendre la dynamique du marché, les forces concurrentielles et l'environnement opérationnel qui peuvent affecter les performances et

la croissance de la chaîne de valeur. En même temps, il est nécessaire de se concentrer sur les fondamentaux. Chaque rôle de marché cible et de chaîne de valeur comporte des éléments et des moteurs clés qui sont importants pour être compétitif. Les interventions visant à renforcer la compétitivité ne doivent pas tenter d'apporter des améliorations rapides et complètes à l'ensemble d'une chaîne de valeur. Une stratégie de renforcement de la compétitivité devrait plutôt cibler les éléments prioritaires à améliorer. En d'autres termes, les améliorations ne doivent pas être apportées indépendamment d'une stratégie qui a fixé des buts et des objectifs et qui est basée sur des opportunités identifiées, compte tenu de la position relative de la chaîne de valeur. Il est crucial d'identifier les facteurs de succès et les forces motrices dans les marchés cibles en question et les comparer par rapport aux concurrents (Webber & Labaste, 2010).

4.4. Mise à niveau de la chaîne de valeur

La mise à niveau fait référence au passage d'activités économiques à faible valeur à celles de valeurs plus élevées au sein des chaînes de valeur en utilisant les capacités d'innovation locales pour apporter des améliorations aux processus, aux produits et aux fonctions (McDermott, 2005). Ce passage fait référence aux changements que les participants à une chaîne de valeur apportent pour améliorer leur compétitivité. La mise à niveau nécessite un accès aux informations et/ou connaissances, à la technologie et aux financements. Des investissements sont nécessaires pour augmenter la valeur ajoutée étant donné que la mise à niveau met fortement l'accent sur l'innovation (technologique et non technologique). Si la capacité d'innovation est inférieure à celle des concurrents, cela se traduit par une réduction de la valeur ajoutée et de la part de marché (Kaplinsky & Morris, 2001). Par conséquent, dans le contexte des chaînes de valeur mondiales, la mise à niveau est définie comme l'innovation pour augmenter la valeur ajoutée (Giuliani et al., 2005). Alors que du point de vue des petits producteurs agricoles, diverses formes de coopération peuvent apporter de nombreux avantages, notamment un meilleur contrôle de la production, des économies d'échelles, le renforcement de leur position de négociation, le développement des connaissances (liées à la production, à la transformation, au marketing, etc.), l'amélioration du capital social, etc. (Balint, 2004 ; Rivera et al., 2018 ; de Roest et al., 2018). Parmi les stratégies de mise à niveau que les petits agriculteurs peuvent choisir, on peut citer l'amélioration de la qualité du produit et/ou du processus, une production plus efficace, l'intégration de nouvelles technologies, la coopération horizontale (création des coopératives, associations),

l'acquisition de systèmes de certification, l'accès à de nouveaux marchés, l'apprentissage auprès des entreprises chef de file par le biais des partenariats, etc.

Dans cet ordre d'idée Humphrey et Schmitz (2002) identifient quatre types de mise à niveau des chaînes de valeur :

- **la mise à niveau des processus** par la transformation plus efficace des intrants en extrants par la réorganisation des systèmes de production ou l'introduction d'une technologie supérieure.
- **la mise à niveau des produits** grâce au passage à des lignes de production plus sophistiquées en termes d'augmentation de la valeur unitaire.
- **la montée en gamme fonctionnelle** suite à l'acquisition de nouvelles fonctions supérieures dans la chaîne, et l'augmentation du contenu global des compétences ou l'abandon des fonctions à faible valeur ajoutée pour se concentrer sur celles à plus forte valeur ajoutée.
- **la mise à niveau intersectorielle** par l'application des compétences acquises dans un secteur spécifique et le déplacement horizontal vers un autre secteur.

La mise à niveau dénote donc la voie de développement d'une chaîne de valeur du à l'intégration de l'innovation afin d'assurer la diversification ou amélioration du produit final, l'amélioration de la production et la technologie mais également la logistique de distribution. Ceci améliore l'efficacité globale de la chaîne et la compétitive des acteurs pour aboutir ainsi à une distribution de la valeur tout au long de la chaîne de valeur.

4.5. Le concept de chaîne de valeur en agriculture

4.5.1. Définition

Le concept de « *chaîne de valeur* » est une approche systémique qui selon Silva et de Souza Filho (2007) cité dans Zakić et al. (2018) a évolué à partir de nombreuses directions, écoles et disciplines (économie, gestion, agriculture, ingénierie, recherche opérationnelle, etc.). L'agriculture, surtout dans les pays à faible revenu, qui est une activité particulièrement risquée, parfois dépréciée et en même temps d'importance vitale (source de nourriture et de revenus), est pratiquée le plus souvent par des familles qui ne suivent pas nécessairement une logique économique simple. Certains postulats voulant faire l'impasse sur cette complexité, peuvent conduire à mal poser le problème qui freine l'essor du développement agricole et donc proposer des voies de solutions inadaptées. L'approche chaîne de valeur contribue actuellement comme un outil d'analyse stratégique

pour explorer les moyens d'organiser le système de production agricole dans les pays en voies de développement.

Le Centre Technique de coopération Agricole et rurale (CTA, 2012) explique qu'en milieu agricole le concept de chaîne de valeur décrit de plus en plus des approches cherchant à améliorer les perspectives commerciales des producteurs et à accroître leurs marges bénéficiaires. Une chaîne de valeur, ce n'est donc pas simplement un agriculteur qui vend sa production à un acheteur, quelle que soit la solidité de cette relation commerciale mais se distingue par des relations coordonnées avec des étapes dont chacune est source de valeur ajoutée et que le marché final (consommateur final) visé est bien défini.

Dans le secteur de l'agro-industrie, les chaînes de valeur peuvent être très complexes, comprenant tous les processus et acteurs nécessaires pour livrer les produits et atteindre les consommateurs finaux. Comme résumé ci-dessous (voir la figure 9), les acteurs d'une chaîne de valeur dans l'agro-industrie sont entre autres les entreprises qui approvisionnent les agriculteurs en intrants et équipements, les producteurs agricoles (les petits agriculteurs, les firmes agricoles, les coopératives/organisations agricoles), transporteurs, les transformateurs, les grossistes (y compris exportateurs et importateurs), les commerçants détaillants, les consommateurs et les autres parties prenantes. L'approche de chaîne de valeur peut permettre de relier les agriculteurs à d'autres acteurs du marchés et utilisateurs finaux de leurs produits dans l'environnement local, à travers le pays, la région ou le monde (Zakić et al., 2014).

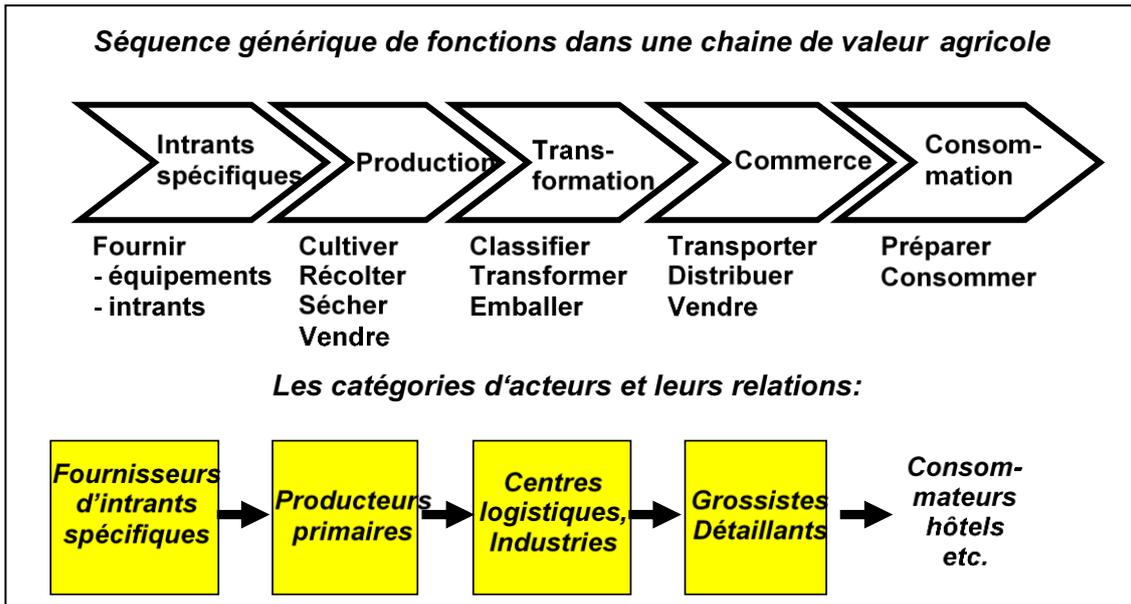


Figure 9. Fonctions dans une chaîne de valeur agricole (GIZ, 2018).

Cette représentation fonctionnelle la chaîne de valeur agricole, décrit l'ensemble des activités nécessaires pour mener un produit agricole, à travers différentes phases de production (impliquant une succession de transformations physiques et d'utilisations de divers services) aux consommateurs finaux. A chaque étape considérée, il y a une valeur ajoutée (d'où le vocable chaîne de valeur).

4.5.2. La valeur ajoutée en agriculture

La FAO (2015) définit *la valeur ajoutée en agriculture* plus formellement comme la différence entre les coûts non salariaux qu'il faut assumer, pour produire et fournir un produit alimentaire et le prix maximum que le consommateur est prêt à payer pour ce produit. Pour un produit agricole donné, cette valeur peut être ajoutée et/ou accrue en améliorant sa qualité, par le biais soit de meilleures semences, de meilleurs intrants et d'une meilleure gestion post-récolte. Cette valeur est distribuée entre toutes les parties prenantes de la chaîne de valeur agricole.

Plusieurs auteurs proposent d'autres définitions comme Amanor-Boadu (2003) qui explique que l'activité à valeur ajoutée doit satisfaire à deux conditions : (1) si l'on est récompensé pour l'exécution d'une activité qui a traditionnellement été effectuée à une autre étape plus en aval de la chaîne d'approvisionnement ; ou (2) si une personne est récompensée pour l'exécution d'une activité jugée nécessaire, mais qui n'a jamais été effectuée dans la chaîne d'approvisionnement.

Coltrain et al. (2000) quant à eux insiste sur le fait qu'ajouter de la valeur économique à un produit revient à changer ses caractéristiques actuelles de lieu, de temps et de forme en caractéristiques plus préférées sur le marché.

Ernst (2022) indique que la valeur ajoutée en agriculture est un terme général qui englobe de nombreuses pratiques qui augmentent la valeur des produits agricoles. L'agriculture à valeur ajoutée peut comprendre des pratiques aussi variées comme les activités d'agrotourisme qui offrent aux consommateurs une valeur allant de la visite d'une ferme aux efforts de transformation à grande échelle qui créent des produits alimentaires de détail pour le marché de masse à partir de cultures de base. Lu et Dudensing (2015) indiquent à leur tour que l'agriculture à valeur ajoutée est un portefeuille de pratiques agricoles qui permettent aux agriculteurs de s'aligner sur les préférences des consommateurs pour les produits agricoles ou alimentaires avec des caractéristiques de forme, d'espace, de temps, d'identité et de qualité qui ne sont pas présentes dans les produits agricoles bruts produits de manière conventionnelle. L'agriculture à valeur ajoutée peut être caractérisée par le fait que les agriculteurs changent leur position dans la chaîne d'approvisionnement, créent des liens plus étroits ou directs entre eux et les consommateurs, ou modifient les processus de production pour modifier ou préserver certaines caractéristiques intrinsèques de leurs produits agricoles.

L'USAID (2015) note que pour parler de la valeur ajoutée, le produit agricole doit répondre à l'une des cinq méthodologies suivantes : subir un changement d'état physique ; être produit d'une manière qui améliore la valeur ; être physiquement séparé d'une manière qui se traduit par une amélioration de la valeur ; être une source d'énergie renouvelable à la ferme ou au ranch, (y compris le carburant E-85) ; être agrégé et commercialisé en tant que produit alimentaire agricole produit localement ; être le résultat d'un changement d'état physique ou de la manière dont le produit agricole a été produit, commercialisé ou séparé. Dans le même ordre d'idée, Womach (2005) montre que la valeur ajoutée fait généralement référence aux processus de fabrication qui augmentent la valeur des produits agricoles. Elle peut également faire référence à l'augmentation de la valeur économique d'un produit par le biais de processus de production particuliers, par exemple des produits biologiques, ou par le biais de produits de marque régionale qui augmentent l'attrait des consommateurs et la volonté de payer une prime par rapport à des produits similaires mais indifférenciés.

En fin EuropeAid (2011) explique que la valeur ajoutée est pour un acteur donné de la chaîne de valeur agricole la différence entre la valeur de sa production et la valeur des

consommations intermédiaires. On peut démontrer que c'est aussi, à chaque étape, la somme des rémunérations versées aux pouvoirs publics (taxes, droits de douanes), au capital (charges financières par suite d'un emprunt pour réaliser l'opération) au travail (salaires du personnel quand il y en a) et enfin à l'opérateur (sa marge brute dont il faut pour calculer la marge nette défalquer la dépréciation des équipements et infrastructures). Donc, pour une chaîne de valeur donnée, la valeur ajoutée totale est la somme des valeurs ajoutées des acteurs de la chaîne de valeur.

Tous les auteurs répertoriés ci-dessus définissent la valeur ajoutée agricole en faisant référence au *produit* comme source de création de valeur ou aux acteurs de la chaîne comme bénéficiaires de la valeur. De plus, *la valeur* elle-même est examinée principalement d'un point de vue *financier*. Par ailleurs il est important de voir la création de valeur basée sur une perspective systémique, en adoptant une vision plus large de l'agriculture durable. C'est ainsi que Elkington (1998) introduit dans la littérature le concept *Triple Bottom Line (TBL)*¹⁵ qui veut que la création de valeur intègre les dimensions économiques, environnementales et sociales afin de garantir sa durabilité. Le TBL est actuellement perçu comme un élément de stratégie nécessaire pour toute entreprise qui vise à intégrer la durabilité dans son activité. Des comptes rendus plus récents sur la création de la valeur présentent la notion d'une analyse plus large des parties prenantes où l'entreprise participe à la création de valeur partagée (Porter & Kramer, 2019). La figure 10 montre les différentes composantes de la valeur ajoutée.

¹⁵ Le Triple Bottom Line (TBL) ou en français triple performance, triple résultat ou triple bilan, un terme inventé par Elkington (1997), est devenu une approche influente dans le monde entier (Chabowski et al., 2011 ; Svensson & Wagner, 2015). Ce modèle a établi la clé des stratégies à long terme pour les entreprises en transition vers la durabilité, basée sur trois dimensions importantes du développement durable : la qualité environnementale, l'équité sociale et les avantages économiques (Elkington, 1998). La durabilité peut être illustrée comme le lieu où les trois dimensions se chevauchent.

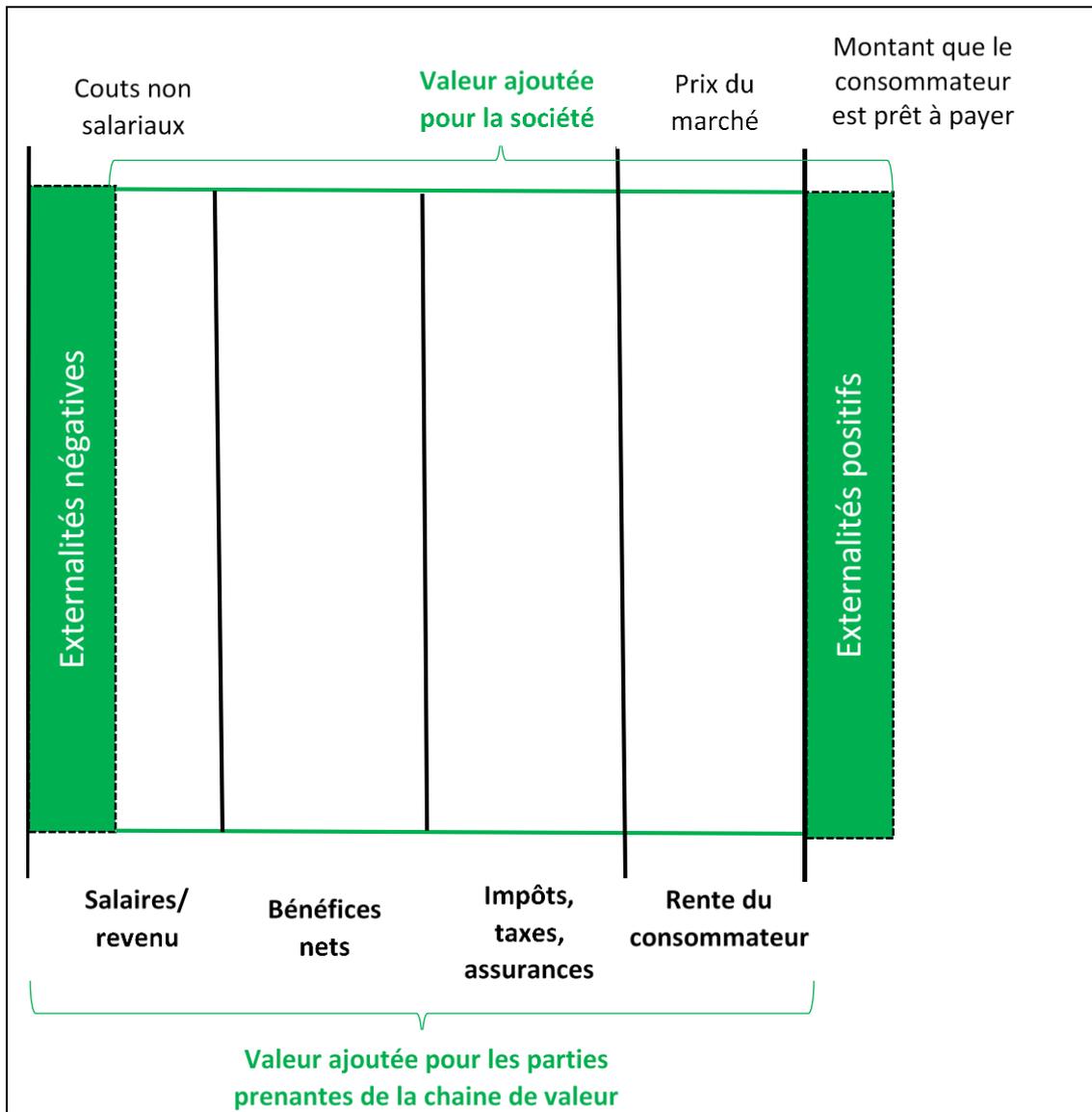


Figure 10. Décomposition du concept de la valeur ajoutée agricole.
Adapté à partir de FAO, 2015

Les coûts non salariaux comme ci-haut représenté sont tous les coûts autres que les salaires payés aux salariés occasionnels ou permanents. Ainsi, la valeur créée dans une chaîne de valeur est captée sous cinq formes: (1) **les salaires** pour les salariés; (2) **les bénéfices nets** pour les propriétaires des actifs; (3) **les dépenses fiscales**, y compris les formes illégales de «taxation» associées à la corruption et à l’extorsion; (4) **la rente du consommateur**, c’est-à-dire la différence entre le prix que le consommateur est prêt à payer pour le produit et le prix du marché réellement payé; (5) **les externalités**, qui représentent une cinquième dimension de la valeur ajoutée. Les activités menées au sein de la chaîne de valeur auront inmanquablement un effet sur l’environnement au sens

large. Les externalités comprennent les effets négatifs (coûts pour la société), tels que la pollution atmosphérique qu'un acteur économique cause sans payer de dédommagement, et les effets positifs (bienfaits pour l'entreprise) que les exploitations agricoles et les entreprises agroalimentaires ont sur l'environnement mais pour lesquels elles ne sont pas rémunérées. Il peut s'agir par exemple de l'accroissement de la biodiversité dans les zones d'exploitation agricole ou la propagation des effets d'intrants utilisés dans une autre chaîne de valeur. La valeur ajoutée pour une entreprise tient compte de ces effets plus larges sur l'environnement. C'est ainsi que Webber et Labaste (2010) montrent les types d'innovation contribuant à l'amélioration de la valeur ajoutée en indiquant que :

product innovations such as new varieties, new formulations, new presentations, or entirely new manufactured products are one way to add value. Process innovations such as changes in technology, production or manufacturing practices, certification, traceability, identity preservation, or branding are another major way. New business models and their business-to-business relationships are a third. All such innovations can benefit from inward as well as externally provided investment, technical support, or mentoring. (p. 13)

L'ajout de la valeur peut aussi passer par une efficacité plus grande, par exemple une meilleure logistique, notamment lors du transport. Il peut s'agir simplement de déplacer un produit d'un site à un autre, voire dans un lieu où le produit est difficilement accessible. D'autres moyens d'ajouter de la valeur consistent à soigner la présentation et la préparation des produits et à introduire des critères de qualité. Etant donné que dans la plupart des cas sur les marchés, la qualité plus élevée rime avec prix plus élevés (Barhdad & Benabdelhadi, 2021), l'ajout de cette valeur peut profiter à tous les maillons de la chaîne à savoir la production, la transformation, la commercialisation et même la fourniture de services.

Les grandes entreprises œuvrant dans le secteur agricole dépendent des petites exploitations agricoles, soit en tant que fournisseurs d'intrants ou de matières premières, soit en tant que prestataires de services satisfaisant les divers besoins des unités de production. Par exemple ces entreprises fournissent la nourriture et les boissons, ou entrent dans le cadre de leur réseau de commercialisation et de distribution afin

d'atteindre les marchés, en particulier dans les régions rurales (Herr et al., 2009). Cette interdépendance crée donc une véritable chaîne de valeur agricole dont la dimension varie en fonction du produit et de l'environnement économique.

4.6. L'environnement des chaînes de valeur agricoles (environnement des affaires)

L'environnement des affaires se compose de toutes les règles formelles et informelles qui définissent le contexte dans lequel les décisions sont prises (Dunn, 2012). L'environnement des affaires se compose de nombreux éléments : les lois, les politiques, les normes nationales et internationales, les accords commerciaux internationaux, les normes et coutumes, la culture d'entreprise et les attentes locales, etc. L'environnement des affaires peut être local, régional, national ou mondial. Les éléments dynamiques d'une chaîne de valeur correspondent aux caractéristiques de développement du système de marché. Selon Dunn (2012), une chaîne de valeur agricole comprend donc des composantes structurelles et dynamiques. Les composantes structurelles du modèle incluent toutes les entreprises et autres acteurs impliqués dans la chaîne de valeur et les liens verticaux et horizontaux entre eux, les marchés finaux dont la demande définit les opportunités qui sont portées par la chaîne de valeur. Notons également les marchés de support qui offrent des produits et des services pour soutenir les fonctions de l'entreprise tout au long de la chaîne de valeur. Le terme *marché final* indique où les transactions finales dans une chaîne de valeur agricole sont effectuées. Les marchés finaux peuvent être locaux, nationaux, régionaux ou mondiaux. Un produit agricole peut être vendu sur un marché rural ; dans les centres villes ; dans les chaînes de magasins de détail qui ont acheté un produit auprès de détaillants locaux ; dans les pays voisins, dans les chaînes régionales de vente aux détaillants qui ont acheté le produit à l'exportateur ; ou sur des marchés étrangers éloignés dans des chaînes de distribution mondiales. Les marchés finaux offrent des opportunités et un ensemble de paramètres pour la croissance économique, déterminent les caractéristiques des produits finaux, et les demandes du marché final induisent qualité et normes.

L'ensemble des intervenants dans une chaîne de valeur peuvent être classés au niveau micro où nous avons tous les acteurs directs de la chaîne de valeur agricoles. Au niveau méso, nous avons tous les fournisseurs de services qui appuient le bon fonctionnement de la chaîne alors qu'au niveau macro on a tous les acteurs qui jouent un rôle primordial pour instaurer un climat des affaires favorable (voir la figure 11). Les acteurs opérant au niveau

du même niveau coopèrent à travers des liens horizontaux alors que ceux situés à de niveaux différents peuvent établir des liens de coopération verticaux.

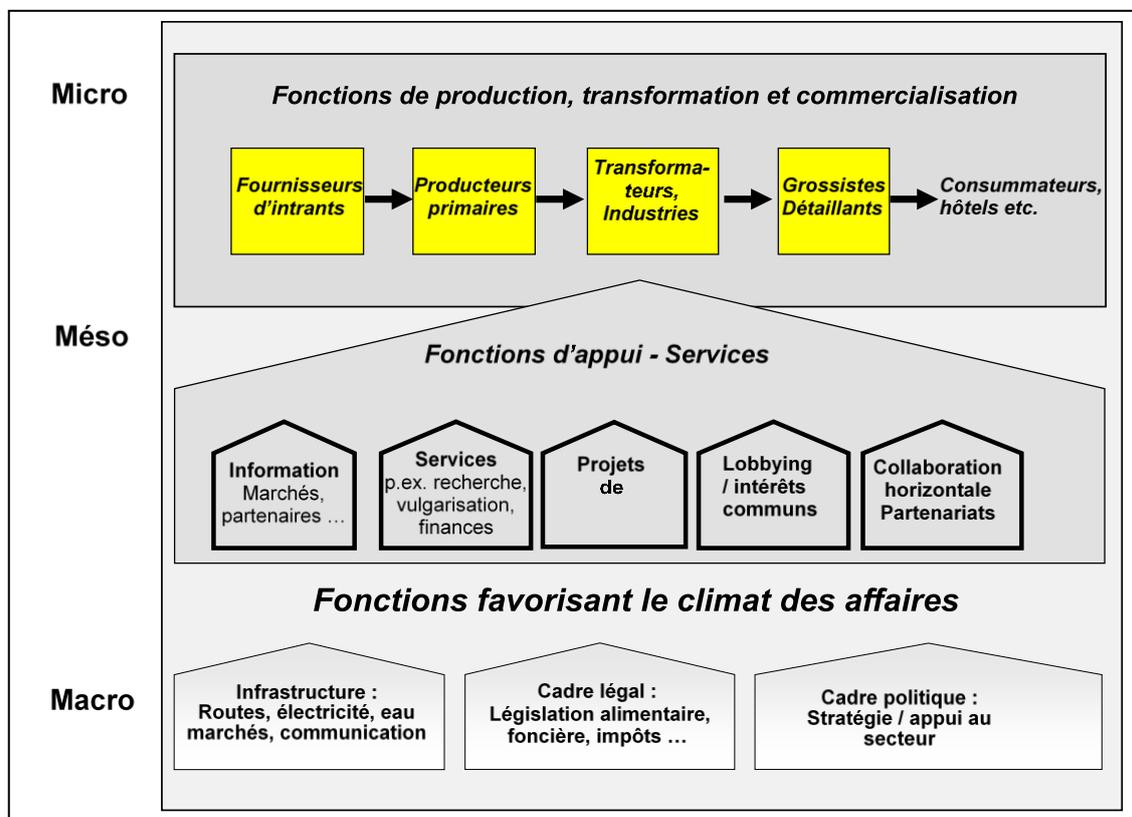


Figure 11. Les acteurs d'une chaîne de valeur agricole (GIZ, 2018)

Les liens verticaux relient les entreprises à différents niveaux d'une chaîne de valeur et s'établissent entre les fournisseurs / fabricants d'intrants et les producteurs, les producteurs et les transformateurs et/ou les commerçants (grossistes/détaillants) et ces derniers et les consommateurs finaux. Ces liens indiquent donc comment sont organisés les acteurs entre différents niveaux de la chaîne de valeur, par exemple : entre les producteurs et les transformateurs (absence de contacts ? accords verbaux ? contrats formels ?). Les relations verticales d'affaires peuvent s'étendre des échanges accidentels du marché à une pleine coordination des activités réglementées par des contrats formels. La capacité d'une entreprise du secteur à fournir aux clients un produit ou des services qui répondent à toutes les exigences des clients dépend de la capacité de la chaîne à fournir des informations, des connaissances et des compétences, des ressources et des avantages à toutes les parties prenantes de la chaîne de valeur.

Les liens horizontaux dans une chaîne de valeur agricole sont des accords de coopération à long terme entre acteurs qui incluent l'interdépendance, la confiance et le partage des ressources afin d'atteindre des objectifs communs. Ces liens s'établissent entre les acteurs de même niveau de la chaîne de valeur, faisant le même type d'activité et s'étendent des réseaux informels aux associations et aux organisations d'adhésion d'affaires (coopératives, exploitations individuelles, etc.). Avec l'évolution des accords de coopération, les liens horizontaux deviennent de plus en plus importants (Sumner et al., 2013). Pour les petits producteurs agricoles, les liens horizontaux peuvent aider à réduire les coûts de transaction, créer des économies d'échelle, contribuer à la croissance de l'efficacité de la chaîne, permettre le partage des connaissances, des compétences et des ressources, encourager l'apprentissage collectif, améliorer la qualité des produits et des services, faciliter le partage des risques tout en augmentant le potentiel pour l'innovation (USAID, 2009).

Un autre terme trouvé couramment dans la littérature est celui de « **supporteur de la chaîne** ». Les supporteurs de la chaîne de valeur agricole comprennent les acteurs (entreprises) et autres organisations qui fournissent des produits et des services à toutes les parties prenantes impliquées dans la chaîne de valeur agricole. Les supporteurs de la chaîne comprennent les marchés sectoriels (par exemple, la fourniture des intrants et équipements agricoles spécialisés), différents types de services aux entreprises (par exemple, les consultants), les services financiers (par exemple, les prêts, les assurances) et les technologies de l'information (par exemple, un système d'information qui donne accès aux informations sur le marché).

Divers processus de base peuvent être identifiés dans la chaîne de valeur, de l'approvisionnement des matières premières à la consommation des produits finis. Les questions de pouvoir dans les relations entre les acteurs opérant le long de la chaîne de valeur façonnent les intentions qui guident le comportement et affectent les avantages que les acteurs tirent de leur participation à la chaîne. Le renforcement des liens entre différents acteurs peuvent constituer un point d'entrée pour promouvoir la mise à niveau de la chaîne de valeur. Comme déjà expliqué dans les points précédents, la mise à niveau de la chaîne de valeur indique ce que font les acteurs pour accroître leur compétitivité grâce au développement de produits, au processus de préconception, à l'amélioration de la position sur le marché, etc. L'apprentissage et l'innovation sont la clé de la création et du maintien d'un avantage concurrentiel (Zakić et al., 2018). La valeur ajoutée additionnelle par suite de la mise à niveau de la chaîne de valeur à travers la promotion

des innovations concurrentielles et le renforcement des liens de pouvoir peut être capturée par les petits producteurs agricoles ruraux contribuant ainsi à la croissance pro-pauvre.

4.7.Chaines de valeur agricoles et croissance pro-pauvre

Le début des années 1990 a vu apparaître un nouveau concept porté par les chercheurs et praticiens développementistes, celui de la croissance économique pro-pauvre (en anglais : pro-proor growth). Cette dernière est apparue comme une alternative aux modèles de redistribution qui conduisent à une très faible réduction de la pauvreté (Ndene, 2016). Comme le souligne Dollar et Kraay (2002), la croissance à elle seule est apparue insuffisante pour engendrer une réduction significative de la pauvreté. Cette dernière passe par des stratégies de croissance et des politiques distributives dont la combinaison pourrait être propre à chaque pays (Bourguignon, 2004). L'idée ici, contrairement à la théorie du *ruissellement par le bas* (trickle down, en anglais), est de faire émerger la croissance à partir de la base (les pauvres) c'est-à-dire de mettre les pauvres au cœur du processus de création des richesses.

Plusieurs études définissent le concept croissance pro-pauvre. Nous résumons ici les différentes définitions en deux groupes : une définition axée sur la distribution des richesses et celle axée sur l'impact de la croissance sur le bien-être des populations pauvres. D'après la définition basée sur la distribution, la croissance est favorable aux pauvres si les inégalités diminuent ou n'augmentent pas au cours du processus de croissance. A travers cette approche l'accent est mis sur le changement de la répartition des richesses avec l'hypothèse selon laquelle s'il se produit une augmentation des inégalités, l'impact positif de la croissance peut diminuer. Les études sur cette approche proposent ensuite des mesures qui tiennent compte de la réduction de la pauvreté et de l'amélioration des inégalités (Kakwani & Pernia, 2000 ; Lopez, 2004 ; Zabla, 2016 ; Son, 2006). Il en ressort donc qu'un processus de croissance est donc favorable aux pauvres lorsque ces derniers bénéficient proportionnellement plus que les riches, ou encore, quand la redistribution est en leur faveur.

Quant à la définition axée sur les résultats le grand intérêt ici est l'impact de la croissance sur le bien-être des personnes en dessous du seuil de pauvreté. La préoccupation prioritaire ici est la croissance et son effet de réduction de la pauvreté. Les partisans de cette approche partent du principe selon lequel la croissance est globalement favorable aux pauvres lorsqu'elle augmente le revenu de ces derniers ou lorsqu'un indice de pauvreté diminue au cours d'un épisode de croissance (Dollar & Kraay, 2002 ; Kraay, 2004 ;

Ravallion & Chen, 2003)¹⁶. C'est pourquoi l'approche plus stricte va au-delà de la relation moyenne entre croissance et pauvreté et ajoute un biais en faveur de la localisation des pauvres sur l'ensemble du processus de croissance (vitesse et nature). La croissance est alors pro-pauvre à proprement parler si elle réduit davantage la pauvreté par rapport à la situation de référence. Les mesures proposées par Bibi (2005) et Osmani (2005) ensuite par Son (2004) relèvent de cette approche, qui est étroitement liée au rythme de réduction de la pauvreté et des inégalités absolues.

Historiquement, les efforts pour augmenter les revenus des ménages ruraux se sont principalement concentrés sur l'amélioration de la productivité agricole. En effet, la plupart des preuves empiriques suggèrent que la croissance tirée par l'agriculture offre un vecteur exceptionnellement puissant de réduction de la pauvreté à grande échelle (Christiaensen et al., 2010 ; de Janvry & Sadoulet, 2009 ; Diao et al. 2012 ; Thirtle et al., 2003). Pour améliorer les revenus des groupes pauvres et marginalisés de la société, les gouvernements et les agences de développement utilisent de plus en plus l'approche de chaîne de valeur comme élément clé de leurs stratégies de développement (UNIDO, 2011).

L'approche de chaînes de valeur fournit un outil d'analyse et de diagnostic stratégique pour identifier des opportunités de revenus viables et rémunérateurs pour les ménages pauvres dans le monde rural en développement. Pour y parvenir les dimensions non-agricoles du développement rural, en particulier dans la commercialisation des produits agricoles et l'agro-industrie, s'avèrent souvent essentielles à la réussite de la croissance agricole (Abbott, 1986). Les ménages ruraux doivent donc pouvoir intégrer les systèmes des marchés agricoles pour tirer profit de leurs activités afin de sortir de l'extrême pauvreté. En l'absence de marchés agricoles qui fonctionnent bien, les gains de productivité à la ferme entraînent des poussées de production temporaires et des effondrements de prix (Haggblade et al., 2012). Il faut donc un véritable modèle d'affaire pour rendre inclusive les chaînes de valeur agricoles comme représenté ci-dessous (voir la figure 12).

¹⁶ Les études utilisant l'Elasticité de Croissance de la Pauvreté (en anglais PEG : Growth Elasticity of Poverty) ou la Courbe d'Incidence de la Croissance (en anglais GIC : Growth Incidence Curve) adoptent cette définition car elle est indicative d'une relation moyenne entre une croissance et une mesure de la pauvreté (Banque Mondiale, 2003)

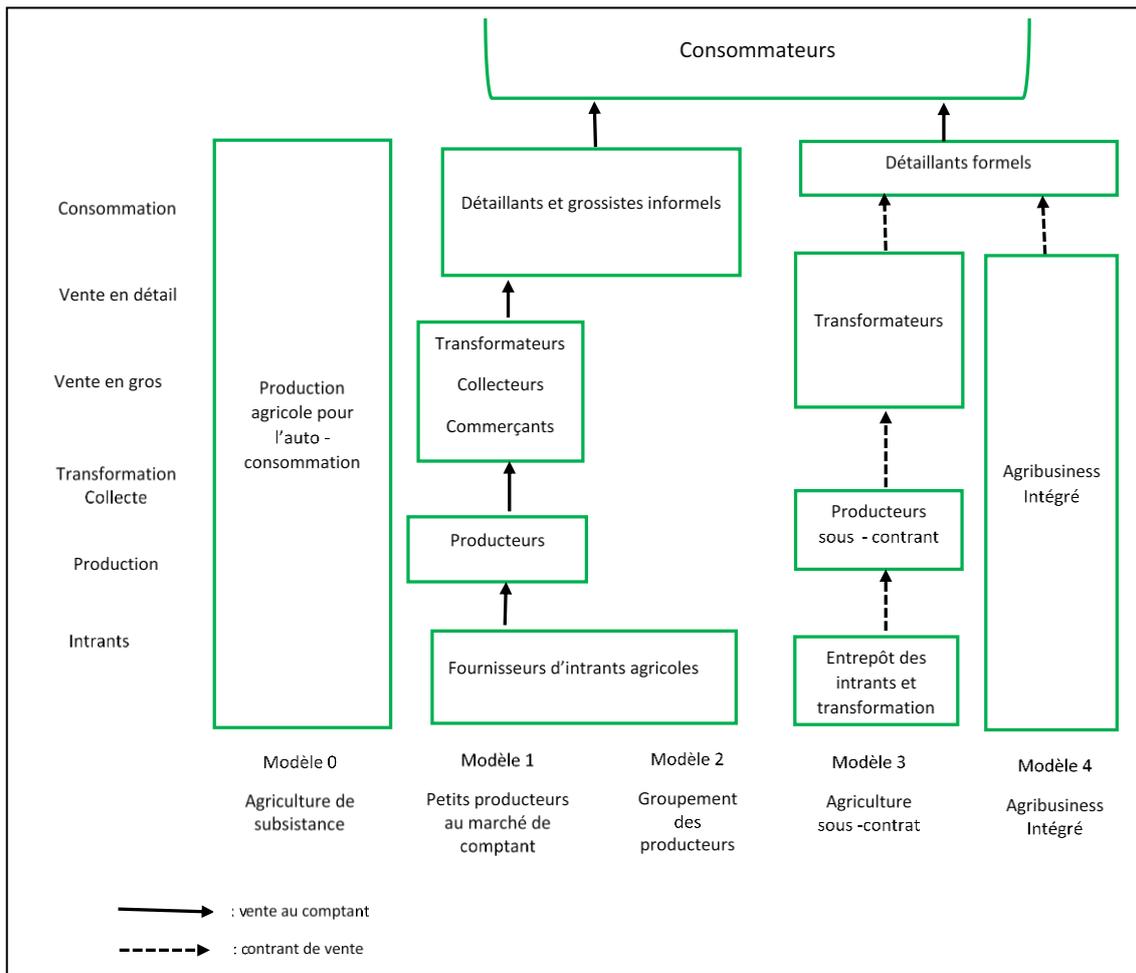


Figure 12. Modèle d'affaire des chaînes de valeur agricoles inclusives. Adapté de Byerlee (2012) et Haggblade (2012)

La cartographie ci-dessus décrit le système des marchés agricoles : le modèle initial concerne la catégorie de petites exploitations familiales dont la totalité de la production est destinée à l'autoconsommation. Vient ensuite le premier modèle avec les petits exploitants pratiquant une agriculture orientée vers les marchés au comptant. Dans ce modèle très répandus en milieux ruraux en Afrique Sub-Saharienne les petits producteurs agricoles établissent des liens verticaux (non formels) avec d'autres acteurs de la chaîne. Le troisième modèle représentant d'abord des liens horizontaux établi entre les petits producteurs qui se réunissent pour créer des coopératives et/ou des associations. A travers ces structures ils peuvent profiter des économies d'échelles lors de l'achat des intrants et/ou l'organisation logistique pour écouler leurs produits. C'est également un mécanisme qui facilite l'accès aux marchés à travers des liens verticaux (la plupart non-formels) noués par les coopératives/associations avec d'autres acteurs de la chaîne. Le

troisième modèle indique un état de structuration et de professionnalisation avancé avec des liens verticaux régis par des contrats alors que le dernier modèle sur la carte montre une véritable industrialisation agricole intégrée (agrobusiness).

Il ressort de cette visualisations du modèle d'affaires que l'amélioration de l'accès au marché s'avère nécessaire pour maintenir les incitations à la production, permettre la spécialisation des ménages ruraux et favoriser l'évolution vers des produits à haute valeur ajoutée et vers des activités à valeur ajoutée. En conséquence, une croissance agricole soutenue se produit généralement là où les technologies agricoles améliorant la productivité et les incitations favorables du marché convergent comme l'indiquent Haggblade et Hazell (2010). Les chaînes de valeur fournissent donc un cadre visuel précieux pour comprendre le tissu conjonctif structurel reliant les petits agriculteurs aux fournisseurs d'intrants, aux transformateurs, aux commerçants et aux consommateurs finaux.

Sur des marchés agroalimentaires hautement concurrentiels et de plus en plus mondiaux, les ménages pauvres doivent trouver des niches dans lesquelles ils peuvent être compétitifs sur les marchés urbains, ruraux et d'exportation en croissance rapide. Pourtant, les grandes entreprises agroalimentaires (dont la stratégie est pilotée par des diplômés des écoles de commerce) qui sont de plus en plus à l'origine de changements dans les chaînes de valeur agricoles cherchent à réduire les coûts et à augmenter les bénéfices, souvent en augmentant la production et la part de marché, en réduisant le nombre de fournisseurs avec lesquels elles traitent et en comprimant les prix des fournisseurs (Reardon & Timmer, 2005). Servant de contrepois, les évaluations de la chaîne de valeur fournissent une puissance d'analyse et de diagnostic de source ouverte compensatoire au nom des membres les moins puissants des chaînes de valeur mondiales, les ruraux pauvres.

Alors que la plupart des premiers travaux sur les chaînes de valeur se concentraient sur l'amélioration de la compétitivité des différents canaux d'approvisionnement, de nombreux efforts récents se sont plutôt concentrés sur l'augmentation des opportunités pour les pauvres (Altenburg, 2007). Ce changement a commencé dans les années 1990, lorsque la libéralisation économique a réduit l'implication directe du gouvernement dans de nombreux marchés agricoles, tandis que l'assouplissement simultané des contrôles des changes a déclenché une vague d'investissements directs étrangers dans le monde en voie de développement (Reardon, 2007). En conséquence, les grands exportateurs, les entreprises agro-industrielles et les

chaînes de supermarchés pénètrent de plus en plus les économies rurales du monde en développement et modifiant l'échelle et la structure des chaînes d'approvisionnement rurales comme elles le font.

Les approches de développement de la *chaîne de valeur inclusive* en faveur des pauvres font référence aux interventions qui visent à surmonter les défis et à saisir les opportunités qui peuvent profiter aux ménages ruraux pauvres (Stamm & von Drachenfels, 2011). L'émergence d'approches de chaînes de valeur inclusive et favorables aux pauvres soulève de nouveaux défis sur la manière de rendre les chaînes de valeur plus inclusives pour les petits exploitants agricoles pauvres, les femmes et les jeunes, sans entraver leur compétitivité. « Cela nécessite une approche équilibrée, qui tienne compte à la fois des questions de compétitivité et d'équité » (Altenburg, 2007, p. 4). Les résultats souhaités d'une approche de la chaîne de valeur favorable aux pauvres comprennent généralement des revenus plus élevés pour les groupes pauvres et vulnérables ainsi qu'une plus grande participation des femmes et des jeunes.

L'approche chaîne de valeur peut jouer donc un rôle pour améliorer les conditions sociales et de travail, et résoudre ainsi les problèmes de chômage, de bas salaires et de sécurité alimentaire. Les chaînes de valeur régionales peuvent contribuer notablement à réduire les besoins d'importations massives. Parce que les chaînes de valeur sont basées sur le marché, la consommation finale conditionne toutes les autres phases (CTA, 2012).

Les études offrent des indications limitées sur les interventions spécifiques qui maximisent l'emploi rémunérateur et inclusif. Bien que la situation du genre ait historiquement reçu plus d'attention dans les recherches liées à l'approche de chaîne de valeur inclusives que les jeunes, les mêmes méthodes de diagnostic et superpositions de chaîne de valeur décrites ici peuvent être appliquées pour attirer l'attention sur les perspectives des jeunes entrepreneurs et des jeunes salariés employés dans des chaînes de valeur agricole. Dans de nombreuses chaînes de valeur agricoles, les jeunes et autres groupes vulnérables de la société peuvent occuper des niches d'entrée spécifiques à partir desquels ils peuvent accumuler des économies et faire la transition au fil du temps.

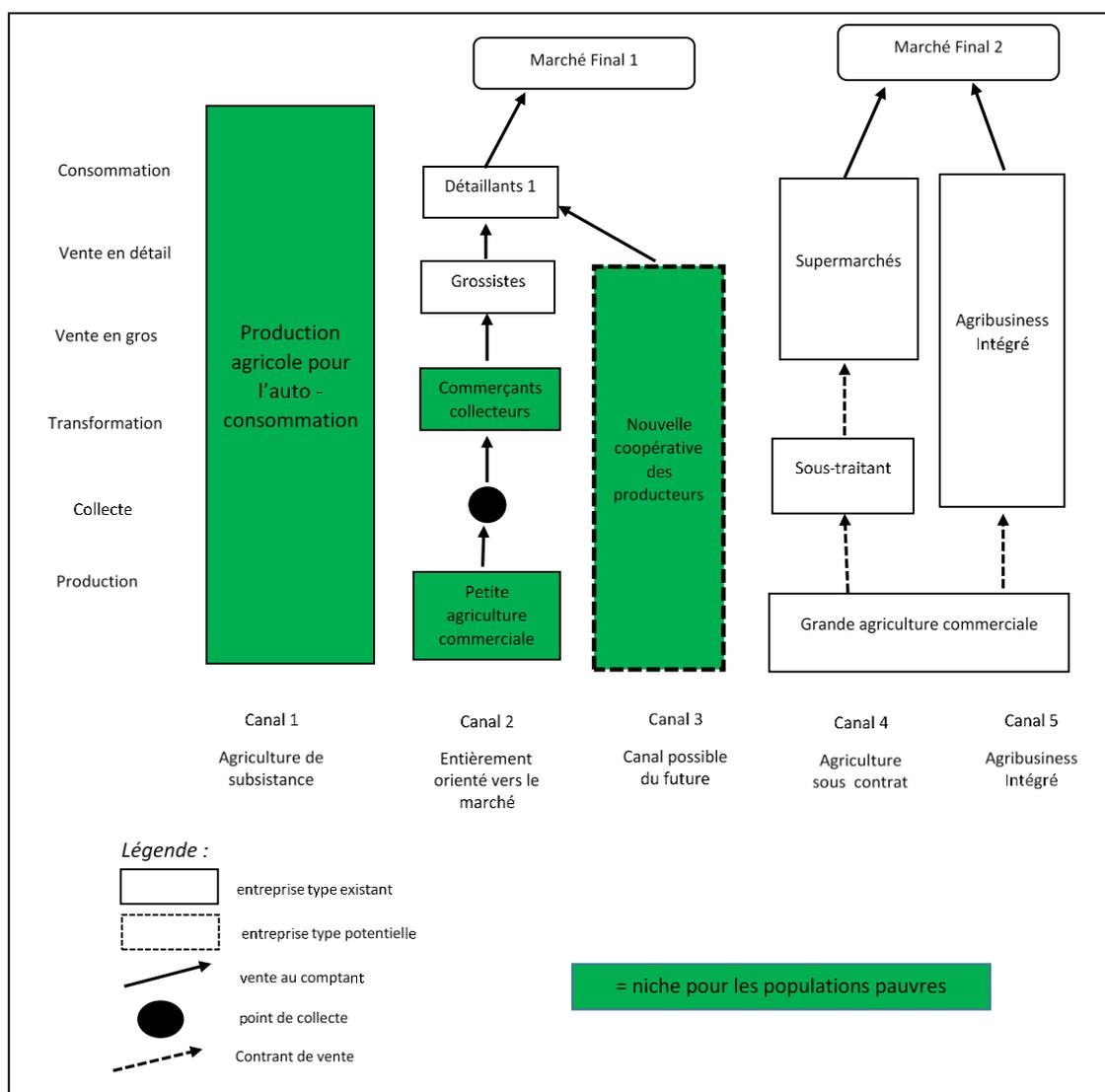


Figure 13. Cartographie de la chaîne de valeur agricole avec les niches pour les pauvres
Source : Adapté de Haggblade et Gamsler (1991).

Nous identifions à travers cette cartographie les *niches concurrentielles/compétitives pro-pauvres* considérées ici comme les segments des marchés où les ménages pauvres et d'autres couches vulnérables de la société peuvent rivaliser. Les types d'entreprises affichés dans chaque carte de la chaîne de valeur fournissent un inventaire illustré des niches concurrentielles alternatives disponibles pour les entrants potentiels et potentiellement disponibles pour les ménages vulnérables. Ces niches pro-pauvres constituent les points d'entrée pour promouvoir l'engagement des populations pauvres dans les systèmes des marchés agricoles (voir la figure 13).

5. Cadre théorique sur l'engagement

Les années 1960 ont été marquées par le début d'une littérature très abondante sur l'engagement, traduction communément admise du mot anglais *commitment* ou *engagement*¹⁷, qui semble avoir été introduit dans la littérature par Foote (1951) quand il l'utilisa pour examiner comment les individus actifs initient et maintiennent des lignes d'action. A travers cette section nous mobilisons les différentes théories sur l'engagement des personnes dans les activités de moyens de subsistance notamment l'engagement dans l'emploi salarié et l'engagement dans l'auto-emploi (entrepreneuriat et plus singulièrement dans l'entrepreneuriat agricole).

5.1. Engagement organisationnel (emploi salarié)

Deux décennies après la publication de Foot (1951), plusieurs travaux se sont concentrés sur la problématique liée à l'engagement organisationnel. Mowday et al. (1982) ont réalisé les travaux sur l'engagement des personnes employées au sein d'une organisation (entreprise). Les auteurs avaient précisé que l'engagement envers l'organisation peut être illustré par trois facteurs à savoir : 1) une forte acceptation des objectifs et valeurs de l'organisation ; 2) une volonté d'exercer des efforts considérables au profit de l'organisation et 3) un fort désir de rester membre de l'organisation. Plus tard, à travers ses travaux Noraishah (2010) insiste sur le désir de rester dans l'organisation impliquant des liens psychologiques entre les travailleurs et les organisations. Mathis et Jackson (2003) quant à eux définissent l'engagement organisationnel comme le niveau de confiance et d'acceptation de la charge de travail envers les buts et objectifs de l'organisation ainsi que le désir de rester dans l'organisation. L'engagement organisationnel est donc une mesure du désir d'être membre de l'organisation et du désir d'atteindre le plus haut niveau d'expertise dans l'organisation (Metcalf & Dick, 2000 ; Robbins & Judge, 2007). Lee et Miller (2001) définissent l'engagement organisationnel comme un sentiment de confiance dans les valeurs organisationnelles, la volonté de faire de leur mieux pour le bénéfice de l'organisation et le désir de rester avec l'organisation.

Les théories sur la typologie de l'engagement organisationnel peuvent être résumées ici dans un modèle à trois dimensions notamment l'engagement continu, l'engagement normatif et l'engagement affectif.

¹⁷ Les Français parlent d'« *implication* », les Québécois d'« *engagement* », les anglophones de « *commitment et/ou engagement* »

Citons premièrement l'*engagement continu* retrouvé chez Meyer et Alen (1997) qu'ils expliquent en se basant sur les concepts de perte de profits qui sont considérés lorsque les individus sont dans une organisation. L'engagement continu selon Meyer et Alen (1997) repose également sur les intentions d'une personne de rester dans l'organisation en raison de la difficulté à obtenir un autre emploi si elle quitte l'organisation actuelle. Ce type d'engagement stipule en fait que l'obligation de rester avec l'organisation est basée sur les ressources financières (salaires et avantages) que la personne gagne de l'organisation (Allen & Meyer, 1990 ; Meyer & Allen, 1991, 1997). Meyer et Allen (2002) soulignent également qu'un engagement continu se produit lorsqu'un travailleur reste dans une organisation en raison du manque de revenus alternatifs s'il quitte l'organisation, comme la perte de revenus, d'ancienneté ou d'assurance de retraite.

Deuxièmement, l'*engagement normatif* qui est un engagement observé lorsqu'une personne reste dans l'organisation en raison de la pression des autres pour continuer à travailler au sein de l'organisation (Meyer & Alen, 1997). Les auteurs soulignent également qu'une personne qui est à un haut niveau d'engagement normatif est très préoccupée par les opinions des autres contre elle-même pour rester au sein de l'organisation. L'engagement normatif basé sur les normes de l'employé, le sentiment de confiance en soi rendra l'individu responsable de l'organisation et ce dernier se sentira qu'il doit continuer à être dans l'organisation sur base de la loyauté envers l'organisation. Ce type d'engagement normatif peut prospérer lorsque les organisations offrent des récompenses, telles que le financement de cours ou fournir des centres de formation pour renforcer les capacités de leurs employés sur une base continue (Meyer & Allen, 1991). Cet engagement est également lié à la culture sociale quotidienne et peut être influencé par la socialisation au sein de la famille individuelle et la culture avant et après l'organisation (Allen & Meyer, 1996 ; Schappe & Doran, 1997).

En fin l'*engagement affectif* retrouvé également chez Meyer et Allen (1997), qui affirment que ce type d'engagement est lié au désir de l'individu d'être lié par l'organisation sur ses propres désir et volonté. L'engagement affectif fait essentiellement référence à une personne qui reste dans l'organisation pour ses convictions fortes avec les objectifs et les valeurs pratiquées par l'organisation. Les travailleurs qui se situent au niveau d'engagement affectif sont des individus heureux parce qu'ils sont satisfaits de l'organisation et prêts à tout apporter pour le bénéfice de l'organisation.

5.2. Engagement entrepreneurial (auto-emploi)

5.2.1. Typologie d'engagement entrepreneurial

Initialement appliqué dans la gestion de ressources humaines d'une organisation comme défini ci-dessus pour décrire la relation entre un individu et son environnement de travail (Neveu & Thévenet, 2002 ; Thévenet, 1992), ces dernières années le terme engagement a été importé dans l'univers de l'entrepreneuriat. Simonis (1988) à travers son ouvrage « *d'une science à l'autre, des concepts nomades* », montre la fertilité de telles importations. Le processus d'engagement dans l'activité entrepreneuriale se distingue des autres expériences, notamment salariées (Valéau, 1998, 2007) pour au moins deux raisons. En premier lieu **la nature de l'activité entrepreneuriale** : la création et le développement d'une entreprise exigent un temps de travail plus élevé que celui habituellement demandé aux salariés. De plus, les risques assumés de façon quasi quotidienne accaparent les entrepreneurs ; ils n'ont pas le loisir de réfléchir sur eux-mêmes. Deuxièmement, **le degré de ténacité des entrepreneurs** qui ont vocation à façonner la réalité conformément à leur vision ; ils ont souvent cette capacité à maintenir leur engagement et leur ligne d'action face à l'adversité. Les entrepreneurs ont donc une capacité d'adaptation et d'innovation. Cette capacité reste active au moins dans un premier temps, dans le cadre de la même vision fondée sur l'engagement de départ.

Les travaux de recherches sur l'entrepreneuriat mobilisées dans le cadre de cette thèse peuvent être groupés au moins en deux catégories : les premiers se focalisent sur les activités liées à la création et au développement d'entreprises ; les autres s'efforcent de mieux comprendre les entrepreneurs et leurs comportements. Face à cette dialogie le concept d'engagement a sa place dans ce secteur. Afin de comprendre l'ensemble des implications possibles, nous utilisons le concept **engagement** dans la présente thèse en le définissant simplement par opposition au désintéressement : l'engagement mesure avant tout l'intensité de la relation, quelle qu'en soit la forme comme le définit Valéau (2001, 2004).

S'intéressant à l'entrepreneuriat vers les années 80, Shapero et Sokol (1982) puis Gilad et Levine (1986) montrent que les individus décident de s'engager dans une activité entrepreneuriale en raison de différentes combinaisons de facteurs sociaux, culturels et environnementaux. Les trois auteurs font ici une distinction entre les facteurs positifs qui « **attirent** » et les facteurs situationnels négatifs qui « **poussent** » les gens à se lancer dans

l'entrepreneuriat. Ces pionniers qui ont travaillé sur les dimensions sociales de l'entrepreneuriat donnent les exemples de l'engagement par « **attraction** » comme le besoin de réussir, le désir d'être indépendant et les possibilités de développement social. Alors que l'engagement par « *poussée* » peut provenir de la sortie ou du risque de chômage, de la pression familiale et/ou de l'insatisfaction par rapport à la situation actuelle en général.

Partant de là, de façon semblable au champ entrepreneurial, Valeau (2001) indique qu'il existe un clivage entre une approche dite « *comportementale* » et une autre qualifiée « *attitudinale* ». S'agissant premièrement de l'engagement comportemental l'auteur le définit comme ce qui pousse l'individu à persévérer dans une ligne d'action donnée. Nous trouvons également ce type d'engagement chez plusieurs autres auteurs qui donnent différentes explications possibles à la base d'un engagement comportemental d'un individu dans une activité entrepreneuriale :

- les investissements effectués par l'individu dans le passé peuvent amener un individu à rester dans l'entrepreneuriat pour récupérer les coûts ainsi engagés (Becker, 1960).
- la dissonance cognitive caractérisée par la cohérence de la ligne d'action entreprise constitue, dans cette perspective, une fin en soi (Festinger, 1957). La volonté de rester cohérent peut, dans certains cas, devenir de l'entêtement et mener à des surenchères irrationnelles comme le montre Staw (1976).
- les pressions sociales s'exerçant sur l'individu peuvent également influencer ses comportements ainsi que son niveau d'engagement (Pfeffer & Salancick, 1978; Beauvois & Joule, 1987).

Quant à l'*engagement attitudinal* pour sa part, on se réfère à la façon dont l'individu perçoit et donne sens à son environnement. Suivant cette perspective, nous trouvons dans la littérature, différents modes d'engagement attitudinal :

- **l'engagement affectif** fondé sur l'adhésion aux buts et aux valeurs de l'entreprise (Kelman, 1958; Etzioni, 1961; Mowday, Steers & Porter, 1979);
- **l'engagement normatif** reposant sur l'obligation morale et le devoir (Kelman, 1958; Kanter, 1968; Wiener, 1982);
- **l'engagement calculé** qui institue l'échange d'intérêts différents (Allen & Meyer, 1997 ; Etzioni, 1961; Herbiniak & Alutto, 1972). Ces calculs engagent l'individu (Becker, 1960 ; Staw, 1976). Allen et Meyer parlent d'engagement « continu ».

En analysant cette typologie des modes d'engagement, on remarque que certains individus souffrent de relations vécues, pour une raison ou pour une autre, comme négatives et cela affectent leur capacité de prendre la décision de s'engager dans une activité entrepreneuriale. C'est ce qu'Etzioni (1961) appelle un engagement « aliénant ».

Verheul et al. (2010) citent trois catégories d'entrepreneurs qui se distinguent par leurs profils : les entrepreneurs qui s'engagent par *opportunité* et d'autre qui le font par *nécessité* ainsi que ceux ayant des *motivations mixtes* de création d'entreprise. Les auteurs indiquent que ces entrepreneurs diffèrent à partir des facteurs qui les incitent ou les empêchent de s'engager plus pleinement, à gravir les échelons entrepreneuriaux. Par exemple, l'éducation spécifique à l'entrepreneuriat, le fait d'être parent, la capacité de prendre les risques, la perception du manque de soutien financier et le fait de vivre dans une région urbaine ou rurale sont des variables importantes pour déterminer l'engagement et l'échec entrepreneurial des individus engagés par opportunité, mais ils ne le sont pas (ou moins) important pour les individus engagés par nécessité.

Valeau (2007) indique que ce que fait l'entrepreneur peut être rapproché de l'engagement « comportemental » ; il évoque une ligne d'action orientée vers la croissance. Une fois son entreprise créée, l'entrepreneur persévérerait dans ce sens, compte tenu de ses investissements passés. Il se montre plus engagé, voulant aller toujours plus vite, toujours plus loin, de surenchérir jusqu'à ce que l'entreprise puisse fonctionner de façon autonome (Staw, 1976). Alors que ce que « pense » l'entrepreneur peut être, pour sa part, interprété en termes d'engagement « attitudinal ». Certains auteurs mentionnent les changements d'engagement en indiquant que le degré d'engagement à poursuivre le développement d'une entreprise n'est pas forcément le même que celui qui motive sa création. Cela montre que les attentes des entrepreneurs changent avec le temps, avec les nouvelles opportunités, avec la réalité des opérations ou l'émergence de la compétition (Naffziger et al., 1994, 1997).

5.2.2. *Le processus d'engagement entrepreneurial*

Les différentes théories sur l'engagement entrepreneurial analysées indiquent que le processus d'engagement entrepreneurial est à la fois conatif et cognitif ; c'est une découverte de la réalité associée à une transformation identitaire psychologique et sociale. Nous résumons ici le processus d'engagement entrepreneurial en 5 étapes :

L'engagement de départ : dans le cadre de la première étape, l'engagement de départ reflète la volonté de l'entrepreneur, qui projette de transformer la réalité à l'image

de sa « vision ». Plusieurs auteurs mettent en avant la diversité des entrepreneurs et prennent notamment en compte les liens existants entre l'entreprise et des projets personnels. Il en ressort donc que les entrepreneurs démarrent leurs entreprises sur la base de différents engagements. Les auteurs soulignent également que ces engagements à créer l'entreprise sont déjà le résultat de changements par rapport à une situation antérieure n'incluant pas cette éventualité (Bruyat, 1994 ; Gartner et al., 1994 ; Naffziger et al., 1994 ; Valeu, 2007 ; Verstraete, 2002).

L'engagement dans l'action : au début de leur carrière, les entrepreneurs maintiennent dans un premier temps leur engagement de départ. Cette persévérance constitue une obligation matérielle, affective, morale et sociale. Partant de l'idée de Naffziger et al. (1994) qui indique que les entrepreneurs entrent en affaires pour des raisons très différentes, avec des conceptions très différentes de leur entreprise. L'engagement dans l'action correspond dans la plupart des cas à des réinterprétations très personnelles des « mythes de l'entrepreneur » évoqués par Shaver (1995). En effet, les entrepreneurs ne sont pas toujours très réalistes non seulement par rapport aux objectifs technico-économiques de leurs entreprises (Pinfeld, 2001), mais aussi par rapport au style de vie auquel ils imaginent pouvoir accéder. Une fois lancés dans les affaires, les entrepreneurs suivent un processus commandé par l'action. A ce stade, l'entrepreneuriat apparaît comme une activité particulièrement « engageante » au sens « comportemental » du terme. Plus ils se comportent de façon entrepreneuriale, plus les entrepreneurs se sentent obligés de persévérer, voire de surenchérir dans ce sens, de façon parfois irraisonnable (Beauvois & Joule, 1987 ; Staw, 1976). Ces témoignages rejoignent les conclusions formulées par Valeu (2007) qui explique que les entrepreneurs sont des gens qui prennent des risques, puis les assument de façon quasi quotidienne. Et, lorsqu'ils sont déjà en pleine action, n'ont généralement pas le temps de se poser de questions et de méditer sur le chemin parcouru. Les entrepreneurs restent sur les objectifs et les modes de leur engagement de départ. Cet engagement de départ constitue un cadre de référence à l'intérieur duquel ils poursuivent leurs efforts. Différents auteurs, comme Boyd et Gumpert (1983) puis Adebowale (1994) ainsi qu' Afzalur (1996), évoquent les « stress des entrepreneurs ». Ces stress restent, à ce stade, essentiellement liés au surmenage et au sentiment de perte de contrôle ; ils constituent des réactions physiques et psychiques qui, jusqu'à un certain point, contribuent à leur motivation. Cette phase d'engagement dans l'action dure plus ou moins longtemps suivant les individus, la nature des activités et le

climat des affaires. Par ailleurs, elle aboutit pour la plupart des entrepreneurs, à un stress d'une autre nature : le doute et la remise en question.

L'engagement en question (la phase de doute) : le mot *doute* ne constitue pas un mot clé de la littérature sur l'entrepreneuriat. Nous trouvons ce sentiment exprimé de façon plus directe dans le texte « rechargez vos batteries entrepreneuriales » de Stevens (1991) traduit librement en français :

Vous avez envie de laisser tomber. Vous êtes prêt à vous débarrasser de ce poids que vous appelez votre entreprise [...] malheureusement, si vous êtes comme beaucoup d'entrepreneurs, ce qui a commencé comme une aventure n'est maintenant à peine plus qu'un travail. Avec les années, l'excitation et le défi de conduire sa propre entreprise ont laissé la place à la routine et à l'ennui. (p. 1)

La plupart des entrepreneurs passent par une phase de doute plus aiguë durant laquelle leur engagement se trouve profondément remis en question. Les périodes de doutes débouchent souvent sur des décisions majeures, comme par exemple, une séparation avec un associé ou l'abandon de certains marchés. Ces décisions découlent presque toujours de l'actualisation des liens entre le projet personnel et le projet d'entreprise (Bruyat, 1994). L'entrepreneur réalisant qu'il est trop pris dans son activité peut décider de moins s'engager ou de s'engager autrement. Ces décisions marquent généralement pour l'entreprise le début d'une ère fondée sur un nouvel engagement de l'entrepreneur : sur un second souffle mieux ajusté. Les périodes de doute constituent des points de passage soit vers un abandon, soit vers un nouvel engagement mieux adapté aux réalités rencontrées. Comme l'a observé Valeu (2007), certains entrepreneurs limitent et focalisent davantage leur engagement : suivant un principe d'efficience, ils recherchent un rendement maximisé sous contrainte d'un temps délibérément plus limité. Inversement, certains entrepreneurs, après avoir eu un temps privilégié le plaisir et l'inspiration, trouvent un nouveau souffle économiquement plus offensif. Au-delà de l'intensité, ces ajustements touchent le contenu même de l'engagement. Les entrepreneurs évoluent souvent donc d'un engagement relativement simple vers un engagement plus complexe intégrant des objets plus nombreux et combinant des modes plus subtils. Ce processus d'engagement peut être rapproché du processus de deuil (Freud, 1968). Pour Comte-Sponville (1995), il y a deuil chaque fois qu'il y a perte, refus ou frustration. Dans le cas des entrepreneurs, le deuil constitue un renoncement à tout ou partie des attentes et

des rêves sur la base desquels ils avaient décidé de s'engager. Une fois ce deuil consommé, les entrepreneurs peuvent enfin réinvestir de nouveaux objets : ils peuvent à nouveau s'engager.

Les résultats obtenus par Valeu (2007) montrent que dans un premier temps, les entrepreneurs continuent à se comporter de façon entrepreneuriale indépendamment des réalités rencontrées ; ils persévèrent, cherchant à imposer leur vision à la réalité. Ce n'est que plus tard, durant la phase de doute, que les entrepreneurs intègrent véritablement certaines réalités de la situation. Finalement, certains engagements demeurent, mais d'autres changent en fonction non seulement de leur importance (Kisfalvi, 2002), mais également de leur compatibilité avec les réalités vécues. Ces prises de conscience les plongent tout d'abord dans la confusion avant qu'ils ne retrouvent enfin un équilibre, un engagement réajusté tenant compte de leurs motivations et leur environnement.

L'engagement réajusté : au cours de cette étape du processus l'entrepreneur finit par accepter certaines données et, après avoir adapté une partie de ses motivations, il continue à vouloir changer la réalité à travers l'entreprise qu'il impulse. Le processus d'engagement entrepreneurial étant à la fois conatif et cognitif comme déjà expliqué dans les paragraphes précédents ; c'est donc une découverte de la réalité associée à une transformation identitaire psychologique et sociale. Une fois le doute admis, les entrepreneurs vivent de profonds « états d'âme », ils vont « au fond des choses », puis ils rebondissent effectivement. La littérature sur l'entrepreneuriat fait très souvent état de cette capacité à rebondir (Cardon & McGrath, 1999 ; Isachen, 1996 ; Shaver, 1995). Valeu (2007) montre que cette capacité à poursuivre envers et contre tous n'est pas seulement une question de persévérance, elle peut être aussi le fruit de transformations et de reconstructions en profondeur. Les entrepreneurs font souvent preuve d'une grande capacité à changer. L'auteur indique également que l'engagement à poursuivre l'activité entrepreneuriale est souvent très différent de l'engagement initial.

5.3.Engagement dans l'entrepreneuriat agricole ou l'agripreneuriat

Malgré son importance stratégique dans le développement à l'échelle mondiale et régionale le secteur agricole n'a pas reçu toute l'attention de la recherche en science de gestion alors que le bien-être et même la survie de nombreux individus et familles dépendent du fonctionnement efficace des systèmes commerciaux agricoles (Forum Economique Mondial, 2020). Par conséquent, la promotion des entreprises créatrices de valeur pertinentes pour le secteur agricole est un besoin urgent (Sadovska et al., 2020).

L'agripreneuriat est donc un concept relativement nouveau, peu présent dans la littérature, qui est dérivé de l'agriculture et de l'entrepreneuriat. Il désigne la capacité d'une personne à reconnaître une opportunité commerciale viable dans ou liée au secteur agricole, à rassembler des ressources, à établir et à gérer avec succès l'agro-entreprise qui en résulte (Otache, 2017). Selon Davis et al. (2018),

l'agripreneuriat décrit le processus adaptatif et dynamique de développement commercial au sein du secteur agricole qui apporte innovation et valeur ajoutée, accélère la création de la valeur et fournit des systèmes durables qui soutiennent un impact social équitable. L'agripreneuriat peut aider les populations rurales à devenir des acteurs plus efficaces dans les chaînes de valeur, non seulement en augmentant leurs options de subsistance, mais en offrant également de nouvelles opportunités d'emploi aux membres des communautés rurales. Les agripreneurs peuvent provenir de n'importe quel maillon de la chaîne de valeur agricole ils peuvent être des agriculteurs, des commerçants, des transformateurs et des détaillants ; également des services commerciaux tels que les agro-commerçants, les services de production, les services d'équipement, les services d'information sur le marché et les prestataires de services financiers qui soutiennent la chaîne de valeur. (p. 35)

Considérant l'agripreneuriat comme simple synonyme d'entrepreneuriat dans le domaine de l'agriculture, Sharma (2020) liste quelques principales opportunités d'agripreneuriat notamment la vente des intrants agricoles, la production agricole, les processus et technologies agricoles, la transformation des produits agricoles et d'autres secteurs connexes à l'agriculture tels que le développement laitier, la volaille, l'horticulture, la pisciculture, l'élevage, etc. Des activités telles que la diversification des systèmes de production, l'agriculture de précision, l'agriculture de haute technologie, le marketing agricole, l'agriculture biologique, etc. ajoutent également une valeur durable.

Les auteurs montrent ici que l'agripreneur peut investir dans n'importe quel maillon de la chaîne de valeur agricole, que ça soit dans la production, la transformation, la commercialisation, la vente des intrants, la fourniture de service de nouvelles technologies, etc. Ils ajoutent également le fait que l'agripreneuriat concerne le secteur agricole et ses sous-secteurs.

Mukhopadhyay (2020) quant à lui ajoute à ces définitions le fait qu'un agripreneur apporte une valeur ajoutée aux ressources agricoles et engage généralement des ressources humaines rurales et urbaines. Tout en indiquant que l'agripreneuriat n'est pas seulement une opportunité mais aussi une force nécessaire pour améliorer la production et la rentabilité du secteur agricole, l'auteur cite certaines caractéristiques des agripreneurs notamment : la capacité à dénicher les opportunités entrepreneuriales, l'organisation des ressources, la prise de risque et la réalisation de bénéfices.

A travers l'étude réalisée en Inde, Fazeli et al. (2015) ont identifié six groupes de facteurs qui influencent l'engagement des personnes dans l'agripreneuriat en milieu rural. Il s'agit des facteurs d'ordre (1) économique et structurel, (2) psychologique et de gestion, (3) culturel, (4) facteurs de compétence, (5) de soutien et (6) d'investissement. Homaion (2015) a constaté dans la même zone qu'en termes de facteurs psychologiques, le besoin de réussir et explorer le talent intérieur avait le plus grand impact sur l'esprit des agripreneurs. Il en conclue que les facteurs non-économiques semblaient être plus forts que les facteurs économiques pour influencer la capacité entrepreneuriale dans l'agriculture. Dionco-Adetayo (2006) quant à lui ajoute à cette liste l'apprentissage et l'expérience comme facteurs déterminants l'engagement des agripreneurs.

Comme tous les entrepreneurs, les agripreneurs doivent être extrêmement souples, innovants et proactifs. Ils doivent développer les capacités d'identifier les opportunités de marché et de développer des produits ou services nouveaux ou plus performants à valeur ajoutée pour profiter de ces ouvertures, souvent en faisant preuve de beaucoup de créativité et d'innovation ; nourries par leur compréhension profonde des personnes et de leurs besoins. (Lans et al., 2013 ; Sullivan, 2017).

L'agripreneuriat, l'innovation et le développement rural sont intimement liés à la création de la valeur commerciale. Les discussions sur la création de la valeur dans la littérature agricole sont principalement liées au terme spécifique de la « valeur ajoutée agricole » comment déjà mentionné dans les sections précédentes. Pour créer cette valeur l'agripreneur doit réunir deux facteurs principaux. Premièrement, il doit avoir les compétences de gestion nécessaires pour démarrer et exploiter une agro-entreprise rentable, et deuxièmement, avoir une prédisposition à l'entrepreneuriat que Knudson et al. (2004) puis Kahn (2013) appellent « *le gène entrepreneurial* » ou « *l'ADN entrepreneurial* », un facteur plus difficile à cerner. L'esprit d'entreprise est souvent considéré comme un trait inhérent, par opposition à un ensemble de compétences qui s'acquiert. Cela dit, les agripreneurs échouent souvent à exploiter les possibilités non

parce qu'ils n'ont pas les traits personnels intrinsèques nécessaires, mais simplement parce qu'ils manquent de compétences et d'expérience (Lans et al., 2013). Ils ont une vision et des objectifs et sont poussés par la volonté de faire une différence dans leur propre vie et dans celle des autres (Knudson et al., 2004). Les agripreneurs sont des leaders autonomes et indépendants ; ils sont ambitieux et s'efforcent d'être compétitifs et de se distinguer.

La FAO (2020) pour sa part situe les facteurs des succès en agripreneuriat à trois niveaux interdépendants : (1) au centre de l'action, l'agripreneur lui-même, ses qualités intrinsèques et son environnement culturel immédiat ; (2) vient ensuite l'environnement comprenant le réseau et le capital social de l'agripreneur le reliant à l'environnement extérieur; et (3) enfin, l'environnement favorable plus large dans lequel l'agripreneur exerce son activité. Bien que les agripreneurs puissent émerger de n'importe où, les personnes ayant un esprit d'entreprise, un capital social élevé et opérant dans un environnement favorable ont donc beaucoup plus de chances de réussir dans l'agripreneuriat.

6. Les jeunes et l'agriculture

6.1. Définition et concepts

La reconnaissance officielle du rôle des jeunes comme acteurs de développement des sociétés dans lesquelles ils vivent par l'Organisation des Nations Unies date de 1965 lors que les pays membres approuvèrent la déclaration concernant la promotion parmi les jeunes des idéaux de paix, de respect mutuel et de compréhension entre les peuples. Deux décennies plus tard, l'assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies a proclamé 1985 « année internationale de la jeunesse : participation, développement, paix » (Nations Unies, 1992, 1994, 2020). En 1995, lors du dixième anniversaire de « l'année internationale de la jeunesse », les pays membres des Nations Unies ont renforcé leur engagement vis-à-vis des jeunes, en ciblant la réponse de la communauté internationale face aux défis des jeunes, au seuil du prochain millénaire. Ceci a été concrétisé par l'adoption d'une stratégie internationale appelée « PAMJ : Programme d'Action Mondial pour la Jeunesse à l'horizon 2000 et au-delà ». Ce programme souligne 10 domaines d'activités prioritaires devant être adressés. En 2007 les États membres ont approuvé l'ajout de cinq domaines d'activité additionnels, ce qui fait au total 15 domaines d'action du programme dont l'éducation, l'emploi, la faim et la pauvreté, l'environnement, les technologies de l'information et des communications, etc. (Nations Unies, 2010, 2020).

Au niveau de l'Union Africaine c'est presque le même méandre qui a été suivi. En effet, c'est en 2006 que les chefs d'États et de gouvernements des pays membres ont approuvé la Charte Africaine de la Jeunesse (CAJ) dans le cadre de la mise en œuvre du Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique (NEPAD). Cette Charte est un document politique et juridique qui sert de cadre stratégique contenant les orientations visant l'autonomisation et le développement des jeunes au niveau continental, régional et national. Trois ans après l'adoption de la Charte Africaine de la Jeunesse, les années 2009-2019 sont proclamées comme la « décennie de la jeunesse pour le développement en Afrique » (Union Africaine, 2001, 2006, 2011).

L'Organisation des Nations Unies définit les jeunes comme toute personne âgée de 15 à 24 ans alors que la Commission de l'Union Africaine élargit cette définition et considère comme jeune toute personne âgée de 15 à 35 ans, une définition adoptée également par plusieurs pays en voie de développement et plus particulièrement la République Démocratique du Congo (INS, 2020 ; Nations Unies, 1992, 2020 ; Union Africaine, 2001). Dans le cadre de cette thèse nous opterons pour la définition de la Commission de

l'Union Africaine pour qualifier les personnes jeunes. Nous adoptons donc la représentation fluide de la jeunesse comme une période transitoire de la dépendance dans l'enfance à l'indépendance de l'âge adulte, en considérant donc les jeunes par rapport à la tranche d'âge plus large de 15 à 35 ans. Cette considération comprend le plafond d'âge rehaussé de la définition de la jeunesse (UNESCO, 2016) qui couvre la période prolongée de dépendance des jeunes en raison de la hausse des taux de chômage et de coûts d'établissement d'un ménage indépendant. Au vu de l'hétérogénéité des jeunes, atteindre les jeunes vulnérables par le biais de stratégies et de plans d'action ciblés le long de la chaîne de valeur est important pour réduire les inégalités et garantir un développement inclusif.

Notons également que dans la tranche d'âge de 15 à 35 ans, le statut d'emploi et les profils liés à l'emploi varient considérablement. Les groupes de jeunes vulnérables et marginalisés et les contraintes particulières à prendre en compte sont entre autres :

Les plus jeunes (15 à 17 ans) : les jeunes de ce groupe peuvent avoir atteint l'âge minimum pour travailler légalement dans certains pays, mais ils sont confrontés à des vulnérabilités et à des défis spécifiques, tels que des limitations à l'ouverture d'un compte bancaire ou d'adhérer à des organisations représentatives (comme des coopératives par exemple) en raison de leur statut de mineur. Cette étape de leur vie est particulièrement déterminante dans leur processus transitoire de l'école au travail et pour la probabilité de sortir de la pauvreté (Cruickshank et al., 2022).

Les jeunes femmes : Malgré les preuves que l'investissement dans l'éducation, les compétences et l'autonomisation économique des jeunes femmes génère des dividendes sociaux immédiats et à long terme, les jeunes femmes sont toujours touchées de manière disproportionnée par la pauvreté et les inégalités. Elles sont surreprésentées dans l'économie informelle et font face à des contraintes distinctes pour accéder aux ressources productives et aux avantages appuyant la mise à niveau des chaînes de valeur agricoles par rapport aux jeunes hommes. Mais aussi en raison du manque de compétences nécessaires en affaires et en entrepreneuriat elles se retrouvent souvent dans de petites entreprises informelles principalement dans des services à faible valeur ajoutée. Dans de nombreuses cultures en Afrique, les femmes n'héritent pas des terres, et malgré la présence des systèmes juridiques qui leur accordent des droits de propriété et d'héritage égaux, l'application reste un défi (FAO, 2014 ; FIDA, 2019). Ils sont plus susceptibles de soutenir le ménage et ont moins de possibilités d'obtenir un travail bien rémunéré (Elder et al., 2015).

Les jeunes moins ou non-scolarisés : la différence de niveau d'éducation doit être examinée, car les capacités et les compétences techniques des jeunes varient en fonction de la qualité et de la quantité d'éducation reçue au fil des ans. L'accès à l'enseignement primaire et secondaire, aux formations professionnelles ainsi que le taux d'abandon doivent être évalués lors de l'analyse des lacunes en matière de compétences et des niveaux d'alphabétisation requis pour l'emploi (Cruickshank et al., 2022).

Les populations indigènes : les jeunes des peuples autochtones sont souvent parmi les plus marginalisés et vivent souvent dans les zones rurales les moins connectées avec un accès limité aux ressources productives et aux services publics. Ces jeunes sont caractérisés par un taux élevé d'analphabétisme, d'abandon scolaire et de chômage, et par conséquent des revenus inférieurs à ceux du reste de la population. De nombreux rôles au sein des communautés autochtones sont traditionnellement réservés aux hommes plus âgés, laissant les jeunes sous-représentés dans les postes de direction et dans les processus décisionnels au sein de leurs communautés. Les problèmes de santé mentale et comportementale qui mènent à l'alcoolisme, à la toxicomanie, à la dépression et au suicide affectent ces communautés de manière disproportionnée par rapport au reste de la population (FIDA, 2019).

Les jeunes affectés par les déplacements (forcés) : les jeunes migrants (par exemple, les réfugiés, les personnes déplacées à l'intérieur de leur pays, les travailleurs migrants, les migrants internes ou internationaux, les migrants permanents, temporaires ou saisonniers, les migrants avec ou sans papiers) sont confrontés à des contraintes lorsqu'ils cherchent un emploi dans leur pays et au-delà des frontières. Un grand nombre de migrants travaillent dans le cadre d'arrangements informels ou occasionnels, les laissant sans protection et vulnérables à l'exploitation, à la pauvreté et à l'insécurité alimentaire. Ils sont souvent privés d'accès à la protection sociale, à l'éducation et aux soins de santé. Les jeunes migrants sans papiers étant confrontés à une couche supplémentaire de vulnérabilité. De plus, une fois éloignés des filets de sécurité formels de leurs réseaux sociaux et de leur culture traditionnelle, les jeunes migrants peuvent facilement finir par être socialement exclus. Dans les zones d'origine et de destination, il est crucial de prendre en compte les questions spécifiques aux migrants, telles que l'enregistrement officiel des migrants, l'accès à l'information et à la protection sociale, la délivrance de certificats de travail pour les rapatriés, l'introduction de la migration agricole (saisonniers) soutenir les programmes de main-d'œuvre et les programmes d'investissement des envois de fonds, entre autres (OIM, 2020).

Les jeunes vivant avec handicap : les jeunes de ce groupe ont une probabilité plus faible d'entrer, de rester ou d'avancer à l'école et font face à des obstacles importants pour trouver et conserver un emploi. Dans chaque société, ils sont confrontés aux taux de chômage les plus élevés et à de graves disparités sociales, économiques et civiques. En outre, les ménages comprenant des personnes handicapées ont souvent des revenus inférieurs à ceux qui ne sont pas touchés par le handicap, car les membres de la famille peuvent sacrifier des activités rémunérées pour assumer des rôles de soins à domicile (UNICEF, 2013). Cependant, avec le soutien approprié, les jeunes handicapés peuvent apporter des contributions importantes aux chaînes de valeur agricoles, et il convient de sensibiliser à leur potentiel et à leurs besoins. En particulier, les Technologies de l'Information et de la Communication (TIC) jouent un rôle crucial dans l'amélioration de l'accès et de l'intégration au marché du travail agricole des jeunes handicapés (UIT, 2013).

6.2.L'emploi, l'agriprenariat et les jeunes

Comparés aux adultes, les jeunes font face à des défis supplémentaires liés à des obstacles spécifiques compte tenu de leur âge tels que la discrimination et le manque d'expérience. Les estimations de l'Organisation Internationale du Travail montrent qu'en 2018, 21 % des jeunes dans le monde n'avaient pas d'emploi, d'éducation ou de formation (statut NEET : Not in Education, Employment or Training), tandis que 37 % étaient en emploi et 42 % n'étaient pas en emploi mais en éducation ou en formation (voir la figure 14).

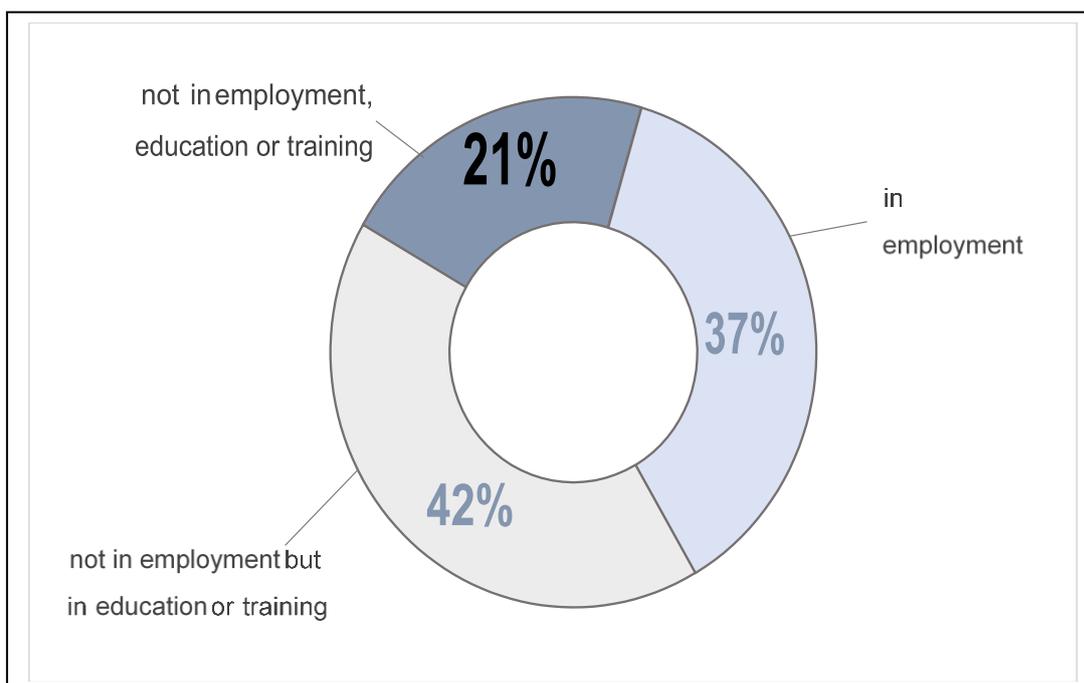


Figure 14. Participation des jeunes à l'emploi, à l'éducation ou à la formation dans le monde

Source : ILOSTAT, ILO modelled estimates, November 2018.

L'autre grand contraste est observé dans le revenu que gagnent les jeunes en emploi. Tel que nous pouvons le voir ci-dessous, les revenus de jeunes sont plus bas comparés à ceux des adultes et les jeunes ruraux restent plus marginalisés. Par rapport aux travailleurs plus âgés : ceux du groupe 25-64 ans perçoivent des salaires 53 % plus élevés que les jeunes de 15 à 24 ans (voir la figure 15).

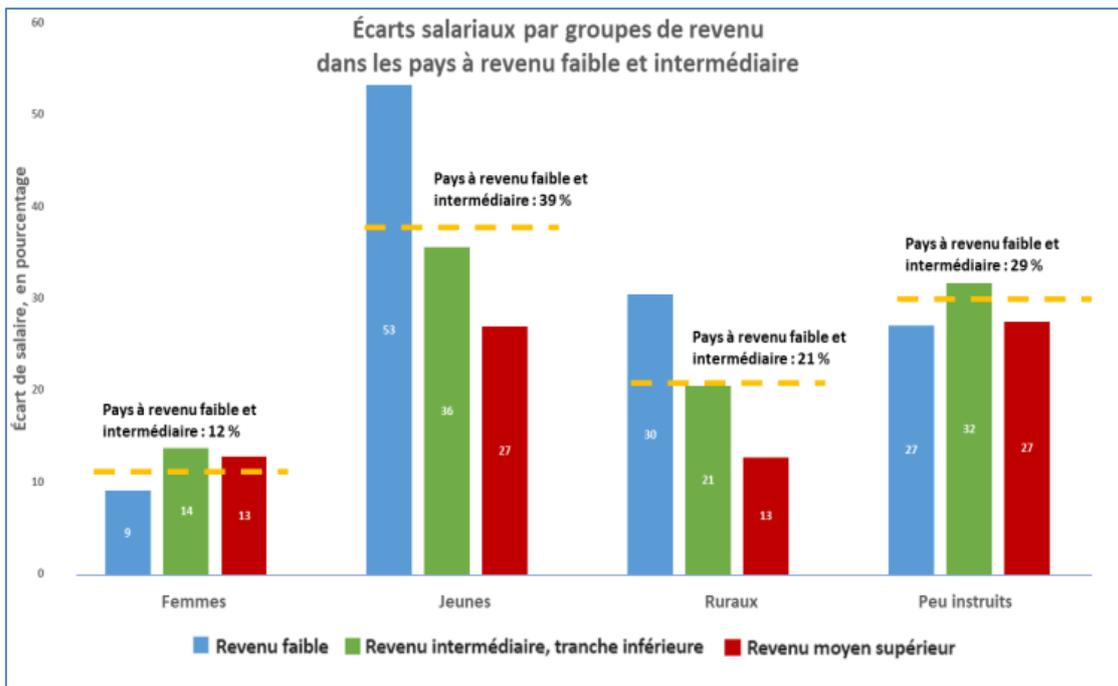


Figure 15. Ecarts salariaux par groupes dans les pays à revenu faible et intermédiaire

Source : Banque Mondiale, 2021

L'engagement et l'emploi des jeunes ruraux dans les chaînes de valeurs agricoles en tant qu'agripreneurs et/ou salariés peuvent à la fois contribuer à la réduction de ces inégalités tout en contribuant à la transformation radicale des systèmes alimentaires nationaux et régionaux. Accroître cet engagement passe par des actions soutenant le développement des compétences entrepreneuriales avec un accent sur le secteur des agro-entreprises. En effet, les jeunes agripreneurs peuvent créer des retombées positives sur l'économie, la société et l'environnement. Toutefois, des politiques et des programmes innovants sensibles aux jeunes s'avèrent nécessaires pour encourager les jeunes à devenir des agripreneurs et pour les aider à surmonter les obstacles spécifiques liés à l'âge à travers le développement des compétences de vie courantes (FAO, 2020). Comme c'est le cas de tous les secteurs économiques, un climat des affaires favorable est essentiel pour tous les agripreneurs, mais plus particulièrement pour les jeunes agripreneurs. Les problématiques liées à la corruption, à la délinquance et aux infrastructures sous-développées touchent plus fortement les jeunes qui manquent souvent un réseautage social solide et de connaissances suffisantes pour surmonter ces obstacles.

Les jeunes agripreneurs jouent un rôle crucial dans les chaînes de valeur agricoles, à travers la création d'emplois pour eux-mêmes et pour les autres et, par la génération de recettes fiscales pour le secteur public. Ils soutiennent d'autres agro-industries à travers

l'approvisionnement et la demande de produits et services clés. Les jeunes agripreneurs montrent généralement un niveau d'innovation plus élevé, une attention particulière à une croissance plus élevée de marchés et sont plus susceptibles de profiter des opportunités économiques des nouvelles tendances (Cruickshank et al., 2022). Avec moins de responsabilités familiales que les adultes, ils sont plus flexibles et peuvent consacrer plus de temps à leurs nouvelles entreprises (FAO, 2019). Par conséquent, soutenir les jeunes agripreneurs devrait apporter une contribution significative à la génération d'emplois pour les autres jeunes.

Il est important de distinguer les jeunes agripreneurs qui sont *attirés* par cette voie en fonction d'une vision pour le développement de leurs agro-entreprises et ceux qui sont *poussés* d'être des agripreneurs par nécessité, comme un moyen de compléter leurs moyens de subsistance en raison d'un manque de possibilités alternatives et de travail décent. Il existe un potentiel important pour l'expansion de l'emploi des jeunes grâce à l'accompagnement de jeunes agripreneurs engagés par « opportunités ». Les jeunes agripreneurs ont la capacité d'innovation et de créativité. Ils sont plus susceptibles de créer des agro-entreprises sur les différents maillons des chaînes de valeur agricoles qui vont booster des opportunités économiques et contribuent au développement économique national (FAO, 2019).

En dépit de ce potentiel, les jeunes agripreneurs sont généralement confrontés à plusieurs contraintes. En effet, les jeunes qui cherchent des emplois dans le secteur agricole sont confrontés à des défis spécifiques à chaque génération, en particulier des difficultés d'accès à la terre, au bétail et à d'autres actifs productifs pendant que leurs parents continuent de cultiver activement. Sous la gérontocratie rurale au pouvoir en Afrique, ceux qui détiennent le pouvoir peuvent ne pas occuper des postes de direction formels. La pression démographique croissante sur les terres agricoles et les pâturages limite l'avenir des jeunes adultes dans l'agriculture. En général, ces pressions rendent de plus en plus attractifs les produits agricoles de grande valeur préservant les terres, tels que l'horticulture et la volaille. Néanmoins, les jeunes travailleurs bénéficient de certains avantages par rapport aux travailleurs plus âgés. Ils sont généralement plus mobiles, physiquement plus forts et capables de s'adapter aux nouvelles technologies de l'information et de la communication. De plus, ils bénéficient de durées de travail productives plus longues sur lesquelles amortir les investissements en formation et en éducation (FAO, 2019 ; Haggblade et al., 2012). En outre, pour réussir dans leurs agro-entreprises, les jeunes ont besoin des compétences appropriées et d'un accès à une

éducation de qualité et à une formation adéquate, au mentorat et à des réseaux socio-professionnels solides. A travers les résultats issus d'une étude réalisée en Zambie, Melema (2021) révèle que les attributs personnels des jeunes tels que les perceptions, les aspirations et le niveau d'éducation comme des facteurs d'incitation à l'engagement dans l'agriculture. L'auteur note également l'incertitude des risques liés au secteur agricole comme parmi les facteurs d'incitation.

6.3. Les aspirations des jeunes et l'agriculture

Les aspirations des jeunes sont conceptualisées de différentes manières. Les travaux de recherche sur les aspirations des jeunes et le métier agricole que nous avons mobilisés dans le cadre de la présente étude peuvent être groupés en deux. Un groupe de chercheurs qui abordent les aspirations comme « ce que les gens s'attendent à réaliser » et donc enraciné dans une certaine forme de réalité, et l'autre qui le comprend comme « des espoirs et des rêves », conceptuellement séparés des « attentes ». Frye (2012) qualifie les aspirations comme des orientations vers l'avenir qui façonnent le présent. Comprises de cette façon, les aspirations sont des *affirmations d'identité* et des modèles *d'auto-transformation* où les jeunes construisent leur moi présent afin qu'ils soient en alignement avec des futurs idéalisés. Huijsmans et al. (2021) suggèrent à leur tour que les aspirations peuvent être définies comme une orientation vers un futur souhaité. Ici donc le futur occupe une place affective ou cognitive active dans le présent (Leavy & Smith, 2010).

C'est ainsi qu'à travers l'étude dans certains pays africains Sumberg et al. (2021) révèlent que l'agriculture a une place dans l'avenir imaginé de certains jeunes ruraux. À partir de travaux sur la jeunesse rurale au Kenya, LaRue et al. (2021) observent également que les aspirations des jeunes vis-à-vis de l'agriculture sont mieux comprises entre les dichotomies de l'agriculture à temps plein et de l'absence de travail agricole du tout, où de nombreux jeunes s'attendent à ce que l'agriculture continue de jouer un rôle considérable dans le cadre des stratégies de subsistance mixtes. Sumberg et al. (2012) soutiennent que les choix de moyens de subsistance et les décisions concernant l'endroit où un individu voudrait vivre sont dus à une combinaison des facteurs très complexe et qu'une approche bien appropriée doit être utilisée pour comprendre comment les interactions des jeunes avec l'agriculture et les systèmes alimentaires changent au fil du temps et cela d'une région à une autre. Au Kenya par exemple, Mwaura (2017) trouve que les jeunes éduqués de la classe moyenne, sur un marché du travail qui ne garantissait

plus l'emploi de cols blancs, ont utilisé leur capital social et économique pour construire de nouvelles identités en tant qu'agripreneurs prospères.

L'éducation formelle elle-même, telle qu'elle est pratiquée actuellement dans plusieurs régions, est souvent un contributeur important à la construction d'aspirations pour un avenir non-agricole. Cela favorise un processus de désengagement des jeunes ruraux, négligeant les compétences agricoles et les réalités locales dans les programmes, et classant l'agriculture en tant que profession seulement pour ceux qui ne réussissent pas à l'école (Katz, 2004). L'agriculture en tant que choix de carrière est chargée de perceptions erronées et d'un manque d'information et de sensibilisation (Kruijssen, 2009). Cela est principalement dû aux salaires non-compétitifs, aux aspects physiques associés au travail dans le secteur et au manque de connaissance de ce que les carrières dans le secteur agricole ont à offrir. Comme l'indique également l'Institut International de l'Agriculture Tropicale (IITA, 2015), les services éducatifs se sont considérablement développés en Afrique sans tenir dûment compte de la qualité de l'éducation offerte ou de l'adéquation des compétences avec les opportunités d'emploi dans les zones rurales. Cela a abouti au paradoxe selon lequel un grand nombre de diplômés mal équipés pour être absorbés par l'emploi après l'obtention de leur diplôme coexistent avec plusieurs postes vacants et opportunités d'affaires dans les petites et moyennes entreprises agricoles. Même avec des opportunités des marchés qui s'ouvrent, la plupart des jeunes instruits trouvent difficile d'imaginer un avenir dans l'agriculture.

6.4. Perceptions de jeunes vis-à-vis de l'agriculture

L'étude réalisée par Allen et al. (2016) sur l'emploi et l'engagement des jeunes dans l'agroalimentaire au Nigéria, au Rwanda et en Tanzanie confirme que l'agriculture est largement perçue par les jeunes comme une activité agricole traditionnelle peu attrayante et à forte intensité de main-d'œuvre qui génère peu ou pas de bénéfices. L'agriculture n'est pas donc perçue par la plupart des jeunes comme une activité commerciale potentiellement très rentable qui implique un éventail de nouvelles opportunités liées à la commercialisation, la transformation, l'emballage et la restauration, en plus de la production à la ferme. IITA (2015) indique également que les jeunes africains perçoivent l'agriculture comme un métier à forte intensité de main-d'œuvre, avec des conditions de travail difficiles et des risques élevés.

Cette perception impacte négativement l'engagement des jeunes dans les chaînes de valeur agricoles. Et pourtant, plusieurs recherches confirment que le développement

des chaînes de valeur peut permettre aux jeunes de générer le revenu et l'emploi et de construire des carrières dans le secteur agricole. L'engagement des jeunes sans emploi doit être donc l'un des principaux objectifs du développement des chaînes de valeur agricoles. Cela ouvre des perspectives d'intégration de stratégies et d'activités éducatives ciblées sur les jeunes afin d'inclure les jeunes dans les processus de développement de la chaîne de valeur (CUA & OCDE, 2018 ; Bossenbroek et al., 2015 ; FAO et al., 2014 ; FIDA, 2014 ; GIZ, 2020 ; UNIDO, 2011).

6.5. Cadre d'engagement des jeunes dans les chaînes de valeurs agricoles

La population de jeunes ne cesse d'accroître mais leurs opportunités d'emploi et de création d'entreprises restent limitées, mal payées et de mauvaise qualité. Cela est particulièrement vrai dans les pays en voie de développement pour les jeunes qui vivent dans des zones rurales à faible développement économique. Les jeunes ruraux continuent de faire face à de nombreuses difficultés liées au chômage, à la précarité de l'emploi ou à la pauvreté. Le Comité de la Sécurité Alimentaire Mondiale (CSA)¹⁸ dans son Programme de travail pluriannuel 2020-2023, considère les jeunes comme des acteurs clés du développement durable, en particulier dans les pays en développement, où vit la grande majorité d'entre eux, souvent en zone rurale. Le CSA explique que l'engagement et le rôle moteur des jeunes sont étroitement liés à d'innombrables aspects qui sous-tendent la concrétisation de la sécurité alimentaire et une bonne nutrition pour tous. Parmi ces aspects, l'auteur cite le continuum rural- urbain et les pratiques et technologies novatrices, y compris les nouvelles utilisations des données et les plateformes de partage de connaissances qui présentent un intérêt particulier (CSM Youth Working Group, 2021).

L'entreprise rurale progresse le long des chaînes de valeur agricoles dans le contexte d'une agriculture professionnalisée. La qualité de la formation des acteurs opérant le long de la chaîne, l'accès aux services financiers et technologies agricoles ainsi que l'accès aux marchés exercent une énorme influence à la fois sur les moyens de subsistance des jeunes et sur le processus de transformation agricole. Le faible niveau scolaire des jeunes en milieu rural restreint encore les possibilités de formation. D'autre part, il existe souvent un décalage entre les types de formation proposés et les besoins du

¹⁸ Le CSA est, au niveau mondial, la principale plateforme internationale et intergouvernementale ouverte et s'appuyant sur une démarche scientifique au service de la sécurité alimentaire et de la nutrition. Les enseignements tirés de la crise alimentaire de 2007-2008 et de la crise économique de 2009 ont conduit à la réforme du CSA et à la création du Groupe d'experts de haut niveau sur la sécurité alimentaire et la nutrition (HLPE) pour faire en sorte que les décisions et les travaux du Comité s'appuient sur des éléments concrets établis à partir des connaissances les plus récentes

marché du travail dans un secteur agricole en pleine évolution (UNESCO, 2010). Les jeunes en milieu rural soulèvent fréquemment le problème du manque de formation dans des domaines comme le leadership ou la gestion d'entreprise, ainsi que des opportunités d'apprentissage quasiment inexistantes (Hartl, 2009).

Malgré le fort potentiel du secteur agricole pour fournir de nouvelles opportunités de revenus aux jeunes en milieu rural, tout ce qui concerne les enjeux spécifiques des jeunes, leur implication dans ce secteur, et les pistes envisageables pour surmonter ces obstacles, sont encore bien peu documentés. Par ailleurs, il y a bien souvent une carence dans les statistiques sur les jeunes ruraux puisque les données ne sont que trop rarement triées selon les facteurs importants comme l'âge, le sexe et la situation géographique (FAO et al., 2014).

L'engagement des jeunes dans l'agriculture peut se faire avec succès par plusieurs voies. Ils peuvent s'engager comme producteurs ou assumer d'autres fonctions le long des chaînes de valeur agricoles. Les voies d'engagement adoptées par les jeunes dépendent de facteurs géographiques, du système agricole, du marché ainsi que des caractéristiques des jeunes eux-mêmes. A travers une étude de cas réalisée au Guatemala, au Niger, au Nigéria, au Rwanda et en Ouganda, Saab et Shakhovskoy (2019) ont proposé une perspective plus large sur l'engagement des jeunes, en identifiant les voies par lesquelles les jeunes pourraient être efficacement engagés dans l'agriculture de pays en développement. Babou et al. (2020) ont développé quant à eux un cadre analytique large pour identifier les facteurs contextuels et moteurs de l'agriprenariat des jeunes. Ce cadre n'est pas éloigné de celui proposé par la FAO (2014) et adapté comme repris ci-dessous (voir la figure 16).

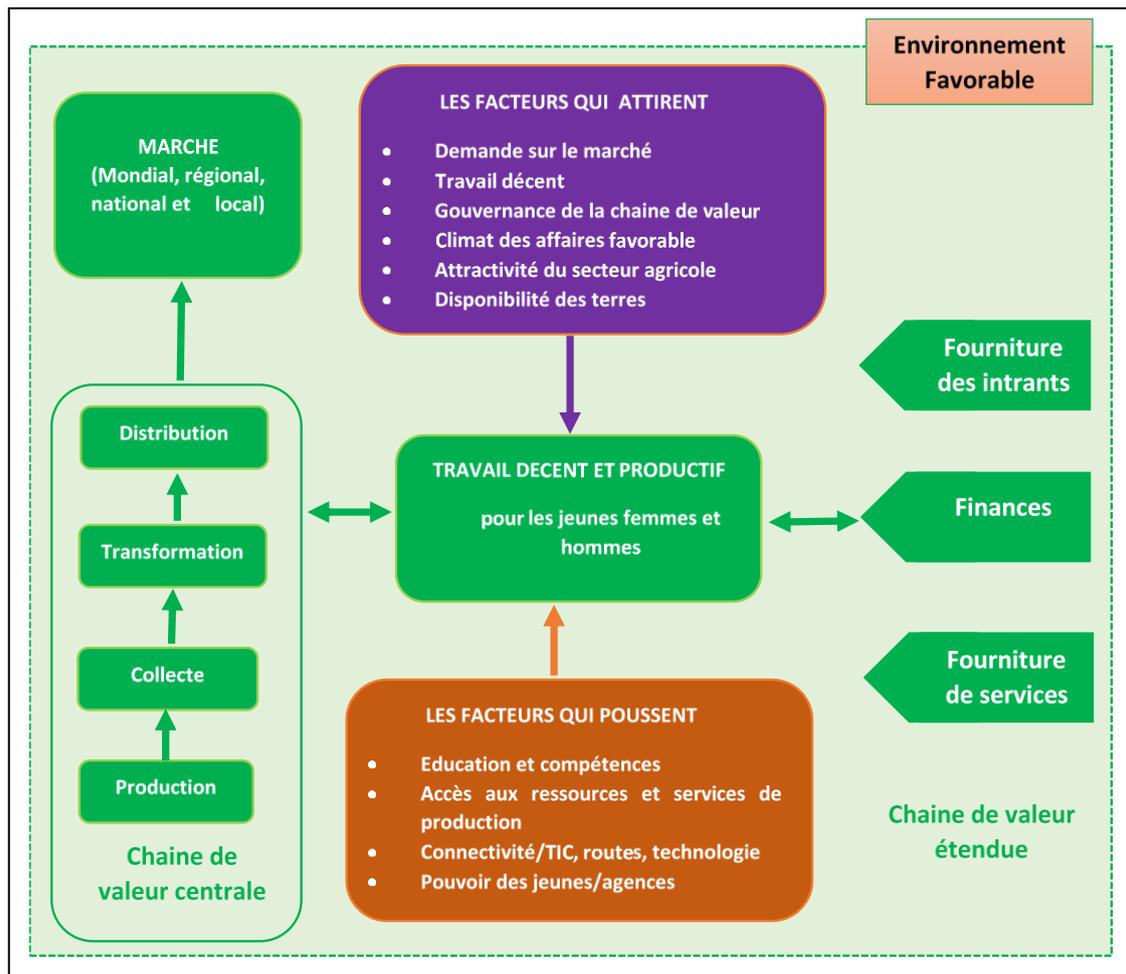


Figure 16. Cadre de la chaîne de valeur sensible aux jeunes

Source : Adapté de FAO (2014) ; Cruickshank et al, (2022)

Le cadre analytique des chaînes de valeurs sensibles aux jeunes s'appuie sur le cadre des chaînes de valeur alimentaires durables proposé par la FAO (2014) qui définit une chaîne de valeur alimentaire durable comme :

..., la gamme complète d'exploitations agricoles et d'entreprises et leurs activités successives coordonnées à valeur ajoutée qui produisent des matières premières agricoles particulières et les transforment en produits alimentaires particuliers qui sont vendus à des consommateurs finaux et éliminés après utilisation, d'une manière qui est rentable partout, a des avantages à grande échelle pour la société et n'épuise pas les ressources naturelles de façon permanente. (p. 7)

A travers ce cadre analytique (Figure 16), nous réalisons que la jeunesse est placée au centre, et les facteurs qui *poussent* et ceux qui *attirent* les jeunes vers un emploi productif et décent sont analysés. Le cadre prend en compte les contraintes spécifiques auxquelles les jeunes peuvent être confrontés le long de la chaîne de valeur principale, de la chaîne de valeur étendue et de la chaîne de valeur élargie y compris l'environnement propice. Il fournit également une perspective axée sur les jeunes pour étudier la participation des jeunes aux chaînes de valeur et en tirer profit. Les voies à adopter pour engager durablement les jeunes dépendent de divers facteurs comme proposé par Babu et al. (2020) puis Saab et Shakhovskoi (2019) et Babu et al. (2021). Les auteurs montrent à travers cette représentation, qu'en ce qui concerne **l'environnement politique et socio-économique**, les principaux moteurs contributifs à l'engagement des jeunes comprennent un système politique harmonisé qui soutient un écosystème d'entrepreneuriat et autonomise les jeunes, contenant des politiques nationales efficaces pour la jeunesse et l'agro-industrie, et donnant accès au crédit et à l'assurance ainsi qu'à des opportunités de marché favorables. Quant aux **institutions et organisations intermédiaires**, elles peuvent également aider les jeunes à rechercher des opportunités dans l'agro-industrie. Les moteurs comprennent le soutien institutionnel pour l'éducation, le développement des compétences et l'accès au crédit et à l'assurance. Le soutien de plates-formes multipartites telles que les chambres de commerce aide également à connecter les jeunes aux parties prenantes concernées et aux opportunités agroalimentaires connexes. **Les options technologiques, les infrastructures commerciales et un environnement réglementaire** soutiennent également l'agriprenariat des jeunes. Les moteurs associés à ce domaine stratégique sont l'accès à l'infrastructure, à la technologie, à l'information et à d'autres intrants clés ainsi qu'un soutien réglementaire pour gérer une entreprise agroalimentaire réussie. Sans oublier les **compétences et les capacités individuelles** qui ont également un impact sur le succès des jeunes dans la recherche d'opportunités en agro-industrie. Par exemple, les compétences, l'aptitude à apprendre, les incitations et la motivation à poursuivre des opportunités entrepreneuriales sont tous des moteurs importants de l'entrepreneuriat des jeunes.

En étudiant l'engagement des jeunes dans l'agrobusiness en Zambie et au Vietnam, Mulema et al. (2021) remarquent que quelques jeunes sont plus engagés sur les maillons spécifiques des chaînes de valeur agricoles. En effet, les auteurs révèlent que la production végétale, était l'activité agroalimentaire la plus dominante, engageant respectivement 99 % et 88 % des jeunes ayant participé à l'étude dans les deux pays. Au

Vietnam, certains jeunes identifiés étaient également engagés dans d'autres activités telles que la fourniture d'intrants, la vente de produits agricoles, la transformation et le conditionnement, les services de conseil et le transport. Dans le cadre de l'approvisionnement en intrants, les jeunes identifiés étaient engagés dans la vente d'engrais, des pesticides, des semences, de fumier et d'aliments pour bétail. Ceux qui fournissaient les services de conseil étaient soit des facilitateurs communautaires, soit des agriculteurs chefs de file. Les jeunes étaient également engagés dans la production animale, principalement l'élevage des petits ruminants, des porcs et des volailles.

Au vu de ces différents éléments, il sied de remarquer que certains jeunes des zones rurales sont des producteurs d'aliments. Bien que dans la plupart des cas il s'agit d'une production de subsistance qui n'est pas considérée comme un emploi. Par exemple, en Ouganda, 31 % des jeunes sont engagés dans des activités de subsistance agricole (UBOS, 2018). Pour ces jeunes, il peut être difficile de bénéficier des opportunités de marché et de la valeur ajoutée qui sont générées par la mise à niveau de la chaîne en tant que producteurs individuels (FAO, 2014). En d'autres termes, il peut être difficile pour beaucoup d'entre eux de transformer leur activité en une agro-entreprise commercialement viable. Néanmoins, des opportunités peuvent se présenter pour eux dans la chaîne de valeur en rejoignant des groupements de producteurs et des coopératives, ou alternativement en tant qu'entrepreneurs en aval ou salarié

Chapitre III. Méthodologie

1. Introduction

L'objectif de ce chapitre est d'encadrer le positionnement épistémologique de notre recherche en prenant position dans le paradigme constructiviste social. L'enjeu est de nous permettre de justifier d'une part le choix de l'approche systémique adoptée et d'autre part, l'utilisation de la méthode hypothético-déductive y compris le recours à l'analyse statistique descriptive et inférentielle des données qui ont été recueillies à travers des enquêtes de terrain. C'est ainsi que ce chapitre est subdivisé en sept points portant notamment sur la conception de la recherche, la présentation de la zone d'étude, la population et l'échantillon, le milieu d'étude, les variables, les instruments de recherche et l'analyse des données.

2. Conception de la recherche

2.1. Philosophie analytique de l'étude

L'agriculture avec son rôle dans le développement économique et la réduction de l'extrême pauvreté occupe de débats scientifiques depuis plusieurs années comme déjà évoqué dans les chapitres précédents. La compréhension du comportement des acteurs opérant dans les systèmes agricoles nécessite la mobilisation des connaissances issues des plusieurs disciplines car le développement agricole est inséparable des autres domaines scientifiques comme l'économie, les sciences sociales, les sciences de gestion, la psychologie, les sciences de décisions, etc.

Comme observé dans d'autres champs scientifiques ces dernières années, les progrès socio-techniques seraient parmi les premiers facteurs contributifs au changement de paradigme dans la société des chercheurs intéressés par le développement agricole. Ceci a contribué à l'augmentation de la technologie et des innovations pour créer de la valeur mais surtout l'inter-connectivité, générant ainsi un tout nouveau réseau des personnes qui offre la possibilité d'une société plus participative (Strangelove, 1994). Ce nouveau contexte sociétal a influencé directement le paysage du développement agricole, incitant à de nouvelles façons d'organiser l'environnement de ce secteur, ses pratiques et le comportement des acteurs qui y sont engagés. L'impact de cette société informée, interconnectée et plus participative dans les systèmes agricoles encourage de nouvelles

compréhensions du processus de création de la valeur. D'où le développement des théories sur les chaînes de valeur agricoles observées actuellement.

Le constructivisme social adopté dans le cadre de la présente étude met l'accent sur l'importance de la culture et du contexte pour comprendre ce qui se passe dans la société et construire des connaissances basées sur cette compréhension (Derry, 1999 ; McMahon, 1997). Cette perspective est étroitement associée à de nombreuses théories contemporaines, notamment les théories développementales de Vygotsky et Bruner, et la théorie cognitive sociale de Bandura (Shunk, 2000 cité dans Kim, 2001). En tant que domaine d'intérêt sur la nature construite de la réalité, le paradigme constructionniste social a été influencé par différentes perspectives psychologiques, philosophiques et sociales, telles que la philosophie analytique, la sociologie de la connaissance et la rhétorique (Gergen, 1994 ; Guanaes & Rasera, 2006 ; Rasera et al., 2004). C'est à travers les actions coordonnées les unes avec les autres que le sens de la rationalité est finalement atteint. Comme l'écrit Burr (2003) « la connaissance n'est donc pas considérée comme quelque chose qu'une personne possède ou n'a pas, mais comme quelque chose que les gens font ensemble » (p. 9). En ce sens, le constructionnisme social comprend la théorie comme générative (Gergen, 1978), pratique (McNamee, 2004) et relationnelle (McNamee, 1994) plutôt que simplement rationnelle avec des faits vérifiables pour la rendre universelle et reproductible. Centrées sur le processus de construction sociale de la réalité, les perspectives constructionnistes sociales ont été utilisées pour soutenir une variété de pratiques dans les domaines du management, de l'éducation, de la sociologie, de l'économie, du travail communautaire, de la résolution de conflits et des organisations. C'est en ce sens que nous considérons dans la présente thèse le constructionnisme social comme paradigme permettant de bien éclairer l'analyse de l'état actuel de l'engagement des jeunes ruraux dans les chaînes de valeur agricoles. La compréhension approfondie de ce phénomène social permettra de contribuer au développement des connaissances scientifiques en lien avec les chaînes de valeur agricoles inclusives.

Actuellement plusieurs chercheurs, institutions publiques et privées ainsi que des agences de développement sont unanimes que l'engagement des jeunes dans les chaînes de valeur agricoles est restreint par l'accès limité aux facteurs de production (comme les services financiers, la terre), aux marchés, à l'éducation ainsi que leur faible participation aux débats lors de l'élaboration des politiques de développement (GIZ, 2020 ; FAO et al., 2014 ; FIDA, 2015 ; Filmer & Fox, 2014). Ces éléments peuvent être classés comme : facteurs économiques et structurels, facteurs de compétence, facteurs de soutien

et facteurs d'investissement et de gestion. Javad Fazeli (2015) ajoute à cette liste les facteurs psychologiques et les facteurs culturels. En analysant les facteurs psychologiques qui sont caractérisés par le besoin de réussir et d'explorer le talent intérieur d'un agripreneur, Amiry (2015) conclue que les facteurs non économiques semblaient être plus forts que les facteurs économiques pour influencer la capacité entrepreneuriale des jeunes dans l'agriculture.

Les travaux réalisés par Naffziger et al.(1994, 1997) sur l'entrepreneuriat, ont montré que les attentes des entrepreneurs changent avec le temps, les nouvelles opportunités, la réalité des opérations ou l'émergence de la compétition. Shapero et Sokol (1982) puis Gilad et Levine (1986) ont révélé à leur tour que les individus décident de s'engager dans une activité entrepreneuriale en raison de combinaisons de facteurs sociaux, culturels et environnementaux.

Dans le même temps, comme déjà cité dans le chapitre précédent, Zipin et al. (2015) insistent sur le fait que les aspirations individuelles des jeunes sont produites à travers des logiques habituées, des dispositions incarnées se manifestant dans les possibilités ou dans les limites de positions socio-structurelles données telles que le sexe, l'âge, la famille, la caste et l'ethnicité. Rappelons également le fait que l'éducation formelle elle-même, telle qu'elle est pratiquée actuellement, paraît souvent comme contributeur important à la construction d'aspirations pour un avenir professionnel non agricole (Katz, 2004). Pour comprendre comment les interactions des jeunes avec l'agriculture et les systèmes alimentaires changent au fil du temps et cela d'une région à une autre, il faut donc une vision systémique (Sumberg et al., 2012) inscrite dans une méthode hypothético-déductive comme représenté ci-dessous (voir la figure 17).

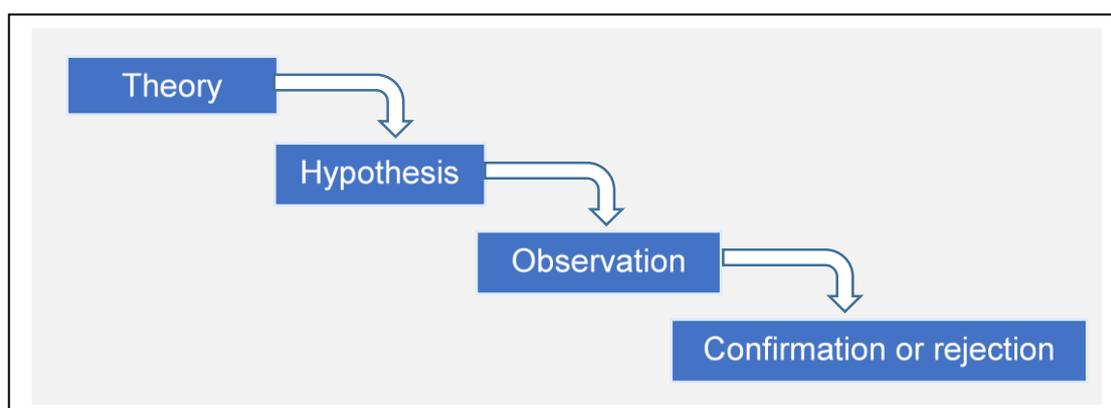


Figure 17. Etape de la démarche hypothético-déductive

Source : Trochim, 2004

La démarche hypothético-déductive adoptée dans le cadre de la présente étude se décompose en quatre grandes étapes : (1) la mobilisation des théories susceptibles d'appuyer la réponse à la question en lien avec l'engagement des jeunes ruraux dans les chaînes de valeur agricoles ; (2) l'émission des hypothèses par suite des observations initiales de l'écosystème agriprenurial des jeunes ; (3) les observations in-situ lors de la recherche de terrain en lien avec les hypothèses initialement posées ; (4) la mise en épreuve des hypothèses initiales par des tests statistiques, pour pouvoir les confirmer ou les infirmer. Dans la présente thèse, nous avons utilisé cette démarche intégrée à l'approche systémique pour bien analyser la complexité qui entoure la question d'engagement des jeunes ruraux dans les chaînes de valeur agricoles au Sud-Kivu afin d'explorer des stratégies du développement axées sur les jeunes comme acteurs des chaînes de valeur. Pour bien appréhender la complexité qui entoure un phénomène en étude, l'approche systémique fait généralement appel à quatre concepts de base, articulés entre eux et susceptibles, au préalable, d'être placés dans une présentation simple (voir la figure 18).

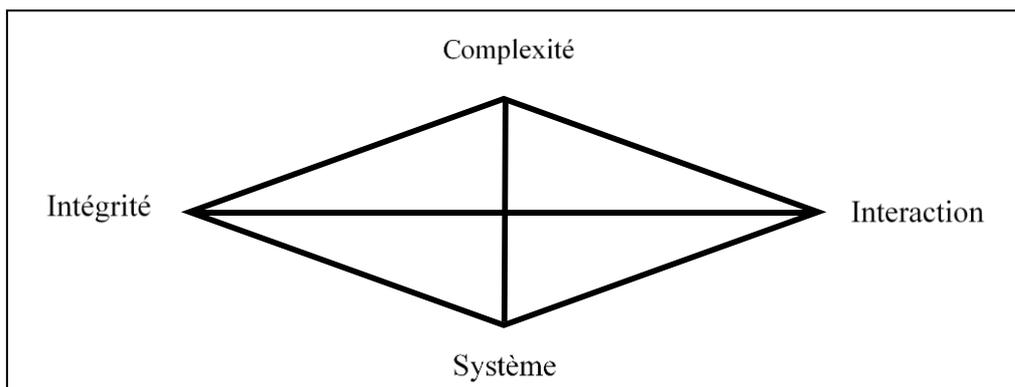


Figure 18. Quatre concepts fondamentaux de l'approche systémique (Donnadieu et al.,2003).

Le système : étymologiquement, le mot vient du grec « sustêma » qui signifie « tout cohérent ». C'est donc est un ensemble d'éléments en interaction dynamique.

La complexité : Ce concept désigne l'ensemble des difficultés de compréhension (flou, incertitude, imprévisibilité, ambiguïté, hasard) posées par l'appréhension d'une réalité complexe et qui est perçue par l'observateur comme un manque d'information (disponible ou non).

L'intégrité : Cela signifie que progressivement tous les aspects d'un problème sont abordés, mais pas séquentiellement : à partir d'une vue générale (globale) pour examiner en profondeur les détails avec de nombreuses itérations et retours en arrière pour compléter ou corriger la vision précédente.

Interaction : Initialement empruntée au domaine de la mécanique où l'interaction se réduit à un jeu de forces, la relation entre les constituants des systèmes complexes est le plus souvent une relation d'influence ou d'échange concernant les flux de matière, d'énergie ou d'information. La notion d'interaction va donc au-delà d'une simple relation de cause à effet qui domine la science classique. Et connaître la nature et le type d'interaction est plus important dans l'approche systémique que connaître la nature de chaque composante du système

Dans le secteur agricole l'analyse systémique est adoptée dans une approche compréhensive de la complexité des exploitations agricoles par le prisme de leurs interactions en interne et avec leur environnement social, économique, écologique et politique (CIRAD ,1994 ; Donnadieu & Karsky, 2002 ; Donnadieu et al., 2003 ; Eloumi, 1994 ; Ferraton & Touzard, 2009 ; Minani, 2014 ; Le Moigne, 1990, 1995).

L'approche systémique est un véritable outil d'analyse et de développement agricole, car elle permet de comprendre l'environnement (social, économique, écologique, politique) et les dynamiques des exploitations, les pratiques, les contraintes et les motivations des acteurs directs (agripreneurs) et indirects (services d'appui). L'approche systémique mobilisée dans le cadre de la présente étude comporte différentes étapes qui portent sur des échelles d'analyse de plus en plus fines (voir la figure 19).

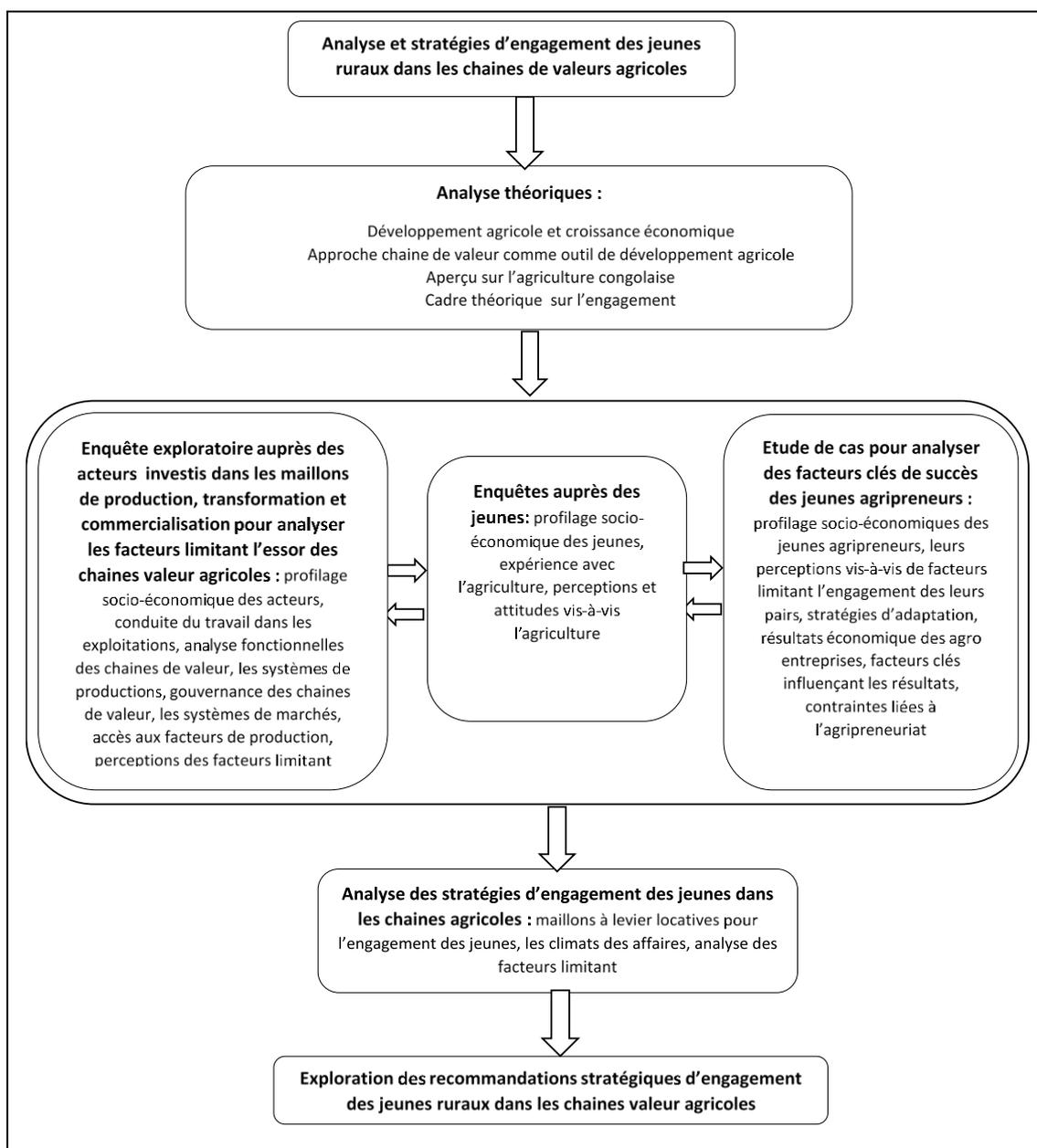


Figure 19. Philosophie et approche de l'étude

Source : Notre propre conception

L'approche systémique prône donc une appréhension globale du système, insistant sur l'importance de la compréhension des relations entre les différents éléments, et non, une saisie analytique séparée des éléments du système. C'est ainsi que chacune des étapes ci-haut nous a amené à une série de questions qui n'ont été éclairées qu'en changeant d'échelle d'analyse. A travers cette démarche, le niveau de détails que nous cherchions pour bien appréhender le phénomène à chaque étape a été ainsi déterminé par l'étape précédente.

2.2. Conduite de la recherche sur terrain

Pour répondre aux trois objectifs spécifiques de la présente thèse, nous avons donc conduit notre recherche sur terrain à travers les étapes suivantes :

2.2.1. Le diagnostic exploratoire et participatif

Cette étape a été réalisée entre janvier et juin 2020 et avait pour objectifs d'identifier les zones avec plus de potentiel agricole dans la province du Sud-Kivu afin d'avoir une idée préliminaire sur les divers systèmes agricoles tout en observant les comportements des acteurs qui opèrent le long des chaînes de valeur y compris le rôle des jeunes comme acteurs. Pendant cette phase, nous avons analysé également pour chaque site la possibilité d'accès physique et sécuritaire, les conditions socio-culturelles et la faisabilité de réaliser une étude approfondie du problème observé. Ce diagnostic a constitué une phase cruciale de la présente recherche car elle a permis de bien fixer la problématique, poser des hypothèses et bien circonscrire notre sujet de recherche. Notre expérience professionnelle dans la région a été éclairée par des informations issues des entretiens avec des informateurs clés. En effet, pendant cette phase, nous avons organisé des entretiens semi-structurés mobilisant les représentants des institutions publiques appuyant le secteur agricole au niveau provincial et territorial (IPAPEL : Inspection Provinciale d'Agriculture Pêche et Elevage ; ITAPEL : Inspection Territoriale d'Agriculture Pêche et Elevage ; Ministère Provinciale de l'Agriculture). Nous avons également organisé des entretiens avec les services publiques et privés appuyant l'emploi des jeunes (Division provinciale de la jeunesse, Ministère Provinciales de la Jeunesse, Femmes et Enfants, ONG, Centre de Formation Professionnelle, ...) afin de comprendre leur perception de la problématique posée par la présente thèse et recueillir leurs recommandations pour bien élaborer notre projet de recherche.

2.2.2. La recherche documentaire et l'exploitation des données secondaires

Au cours de cette étape de recherche nous avons réuni, exploité, analysé et synthétisé les informations récentes issues des ouvrages, articles, statistiques, rapports et autres publications effectuées dans le panorama de notre thème de recherche au niveau national, régional et international. L'analyse documentaire s'est focalisée sur les documents en lien direct avec le développement agricole, la croissance économique, l'emploi des jeunes, les chaînes de valeur, l'engagement des jeunes dans le secteur agricole, etc. Ces informations produites par des agences de développement (agences de

l'ONU, ONG, entreprises, ...) et le monde de recherche (universités, chercheurs indépendants, institutions de recherche, ...) ont permis de bien comprendre le phénomène étudié et d'élaborer le cadre théorique de la présente thèse.

2.2.3. Le recrutement et la formation de l'équipe de recherche

Pour conduire l'enquête initiale auprès des acteurs directs de chaînes de valeur agricoles (producteurs, transformateurs, commerçants) ainsi que l'enquête auprès des jeunes, nous avons recruté huit enquêteurs locaux agroéconomistes et sociologues expérimentés dans la conduite des enquêtes socio-économiques et/ou agricoles. L'équipe en charge de collecte des données était donc composée de huit enquêteurs sous ma supervision directe comme coordonnateur de la recherche.

La formation des enquêteurs s'est déroulée en deux sessions, la première session réalisée au mois de juin 2022. Une formation de 4 jours afin de préparer les enquêteurs à la collecte des données auprès de 144 acteurs des chaînes de valeur agricoles. Les séances de formation étaient axées sur différents thèmes notamment les objectifs de la recherche, la constitution de l'échantillon, la structure et la compréhension du questionnaire, l'éthique scientifique, les difficultés susceptibles d'être rencontrées et comment y faire face ainsi les principes de fonctionnement de l'application Kobo Toolbox. La deuxième session de deux jours axée sur l'enquête auprès de 456 jeunes a été réalisée au mois de septembre 2022. Après chacune de deux sessions de formation théorique, la phase pratique sur le terrain a consisté au test du questionnaire déployé sur la plateforme Kobo Toolbox avant le démarrage de l'enquête proprement dite. Pour réaliser le test du questionnaire, les enquêteurs étaient chaque fois invités de se rendre sur terrain pendant 2 jours pour se familiariser avec le questionnaire et l'application de collecte de données installés sur leurs smart phones. Après les deux jours de test, une séance de mise au point et de partage des feedbacks était organisée. Cette démarche a permis de résoudre tous les problèmes pré-identifiés par l'équipe de collecte des données et contribuer ainsi à la réduction des biais qui pourraient surgir sur le terrain lors des interactions enquêteurs-enquêtés.

2.2.4. La réalisation de l'enquête initiale auprès des acteurs directs de chaînes de valeur agricoles

L'enquête initiale a été réalisée pendant 3 mois, soit de juillet à septembre 2022 juste après la première session de formation des enquêteurs. Ce qui a permis de collecter

les informations auprès des 144 acteurs directs de chaînes de valeur agricoles engagés dans la production, la transformation et/ou la commercialisation des produits agricoles. Il s'agit ici des chefs des exploitations agricoles familiales. L'objectif de cette enquête était de collecter les informations pour mieux comprendre les facteurs qui limitent l'essor des chaînes de valeur agricole dans la région et analyser la perception de l'impact de ces facteurs par les acteurs. Les données issues de cette première enquête ont permis de caractériser les systèmes d'exploitation agricoles, de faire le profilage des acteurs (plus particulièrement les producteurs, les transformateurs et les commerçants), d'analyser les facteurs limitant l'essor du développement agricole, de comprendre la motivation des différents acteurs et leurs perceptions vis-à-vis du rôle des jeunes dans les chaînes de valeur agricoles.

2.2.5. La conduite de l'enquête auprès des jeunes

L'enquête proprement dite a été réalisée pendant deux mois, soit de septembre à octobre 2022 et a permis de collecter des informations nécessaires auprès de 465 jeunes ruraux pour comprendre les perceptions qu'ils se font vis-à-vis de l'agriculture et activités connexes comme profession tout en analysant leurs aspirations de carrière. Pendant cette étape les données ont été collectées sur la caractérisation socio-économique de tous les 456 jeunes répondants, leurs aspirations de carrières et perspectives d'avenir, leurs perceptions vis-à-vis de l'agriculture, leur expérience avec l'agriculture ainsi que la compréhension qu'ils ont du rôle des Technologies de l'Information et de la Communication (TIC) dans le développement de l'agriculture. L'analyse des informations collectées a permis d'appréhender les facteurs qui motivent (et/ou qui peuvent motiver) les jeunes ruraux à s'engager ou à se désengager dans le secteur agricole, identifier les maillons des chaînes de valeur qui les attirent le plus, etc. Plusieurs autres informations qualitatives que quantitatives liées aux différents paramètres étudiés permettant de bien comprendre la problématique posée ont été collectées et analysées.

2.2.6. Etude de cas des jeunes agripreneurs ruraux

Toujours dans une vision systémique de la problématique posée, une étude de cas auprès des 32 jeunes agripreneurs s'est déroulée sur 12 mois, soit de juin 2022 à mai 2023. L'étude de cas a consisté à des visites trimestrielles et entretiens sur leurs lieux d'exploitation pour comprendre en profondeur l'environnement économique dans lequel ils opèrent, les contraintes auxquelles ils font face ainsi que les facteurs motivant leur

engagement dans l'agripreneuriat. Pour y parvenir, nous nous sommes inspirés de plusieurs écoles de pensée qui ont développé et analysé la méthodologie de l'étude de cas. Comme par exemple les travaux réalisés par Yin (1994, 2003) et Stake (1995) qui ont montré l'importance de la méthode de l'étude de cas pour expliquer les liens complexes d'un phénomène contemporain dans son contexte de vie réelle. Les travaux de ces auteurs proposent plus particulièrement une démarche analytique déductive dans le sens où ils balisent les frontières du cas et assurent la reproductibilité des résultats issus de la recherche. Roy (2009) quant à lui définit l'étude de cas comme « une approche de recherche empirique qui consiste à enquêter sur un phénomène, un événement, un groupe ou un ensemble d'individus, sélectionné de façon non aléatoire, afin d'en tirer une description précise et une interprétation qui dépasse ses bornes ». (p. 207).

De plus, le cas, est compris également par Stake (1995) comme un système intégré et délimité qui permet de révéler le phénomène. Le savoir ainsi produit à travers cette démarche est concret, contextuel, sujet à l'interprétation et en référence à la population du lecteur (Merriam, 1998). En somme, la méthodologie de l'étude de cas est portée par une volonté de comprendre le fonctionnement d'un phénomène à travers une plongée dans ses éléments constitutifs (Mucchielli, 2007). L'étude de cas vise donc à collecter systématiquement d'informations suffisantes sur l'objet en étude afin de permettre au chercheur de comprendre comment celui-ci fonctionne ou se comporte en situation réelle (Berg, 2000).

C'est en ce sens que nous avons opté pour l'étude de cas des jeunes agripreneurs ruraux permettant de collecter des informations nécessaires en milieu réel pour bien comprendre le contexte dans lequel ils opèrent, leurs aspirations, les contraintes auxquelles ils font face ainsi que les facteurs clés de succès de leurs agro-entreprises. Nous avons donc réalisé des visites trimestrielles régulières auprès de 32 jeunes agripreneurs ruraux pré-identifiés à partir du mois de juin 2022 jusqu'en mai 2023. Un guide d'entretien prédéfini a été utilisé pour nous permettre des collecter toutes les informations nécessaires à la compréhension du phénomène. Tous les 32 agripreneurs ciblés par l'étude ont été informés au préalable sur l'objectif de l'étude et les étapes et enjeux du processus y relative, leur consentement de participation a été acquis.

2.2.7. L'observation in-situ tout au long du processus de recherche

Pour bien comprendre comment les différents acteurs de chaînes de valeur agricole, les jeunes ainsi que les jeunes agripreneurs interagissent avec leur

environnement socio-économique, des observations détaillées ont été menées pour mieux caractériser les différentes informations collectées et les résultats d'analyse afin de confirmer ou infirmer les hypothèses initialement construites.

2.2.8. Validation des résultats sur terrain

Des ateliers de validation réunissant les informateurs clés ont été organisés dans les différents sites d'enquête au cours du premier trimestre 2023 pour valider les résultats d'analyse et se rendre compte de la situation réelle sur terrain. Des entretiens ciblés ont été réalisés en rapport avec quelques questions dont les réponses données n'étaient pas bien claires. Les suggestions des individus participants et celles des informateurs clés sur l'engagement durable des jeunes dans les chaînes de valeur agricoles ont été collectées. Les entretiens avec les services étatiques et privés soutenant le développement de chaînes de valeur agricoles ont été réalisés avec un accent sur les contraintes socio-économiques, environnementales et politiques entravant l'engagement des jeunes ruraux dans les chaînes de valeur agricoles.

2.2.9. La synthèse et triangulation des différents résultats obtenus

Les suggestions et recommandations formulées par les experts locaux et autres informateurs clés ont permis d'éclairer l'angle d'analyse et la triangulation des résultats afin d'explorer en termes de perspectives des stratégies du développement qui constituent le levier pour promouvoir l'engagement durable des jeunes ruraux dans les chaînes de valeur agricoles. Ces stratégies sont coulées dans la présente thèse sous-forme des recommandations.

3. Présentation du milieu d'étude

3.1. Situation géographique

La présente étude portant sur l'analyse et stratégies d'engagement des jeunes ruraux dans les chaînes de valeur agricoles a été réalisée dans le contexte spécifique de la Province du Sud-Kivu, située à l'Est de la République Démocratique du Congo (RDC), le plus grand pays de l'Afrique Sub-Saharienne en termes de superficie (2.345.000 Km²) et le deuxième en Afrique après l'Algérie. La province du Sud-Kivu est l'une de 26 provinces du pays et occupe près de 3% de sa superficie, soit 64.791 km². Le Sud-Kivu est limité à l'Est par trois pays voisins notamment le Rwanda, le Burundi, et la Tanzanie,

au Nord par la province du Nord-Kivu, à l'Ouest par la province de Maniema et au Sud par le Maniema et la province de Tanganyika (voir la figure 20).

La RDC étant un pays décentralisé, la province est administrée par un Gouvernement provincial avec à sa tête un Gouverneur assisté d'un Vice-Gouverneur, tous deux élus par l'Assemblée provinciale. Le Gouvernement provincial compte 10 Ministres provinciaux nommés par le Gouverneur de province dont le Ministre Provincial en charge de l'Agriculture. La province compte 8 territoires (Fizi, Idjwi, Kabare, Kalehe, Mwenga, Shabunda, Uvira et Walungu), 4 villes (Baraka, Bukavu, Kamituga, Uvira) et a comme chef-lieu la ville de Bukavu où siègent les institutions provinciales. Le Sud-Kivu connaît deux types de climat : un climat équatorial avec des pluies tout au long de l'année dans une partie de la province et un climat tropical avec une saison des pluies et une saison sèche dans une autre partie. Les températures moyennes annuelles varient entre 11°C et 25°C (INS, 2020 ; PNUD, 2009). La province a comme principales voies navigables les lacs Kivu et Tanganyika qui offrent d'énormes possibilités pour l'évacuation des produits agricoles en toutes saisons mais qui nécessitent un balisage pour éviter les abordages. Sur ce trafic, les bateaux ont amélioré ces dernières années leurs services et assurent le transport des biens et des personnes dans de bonnes conditions.

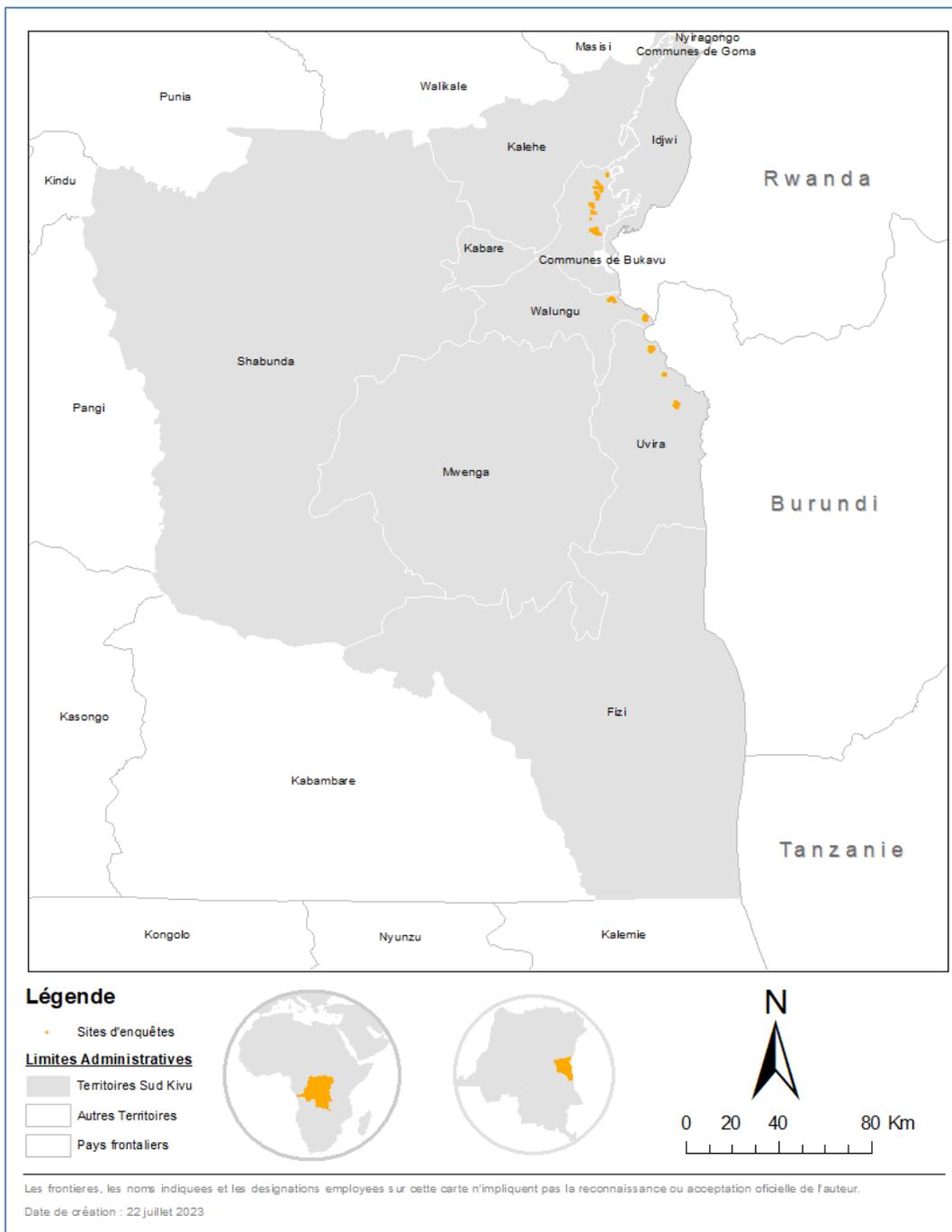


Figure 20. Carte géographique de zone d'étude

Source : notre propre conception sur base des coordonnées géographiques collectées pendant les enquêtes de 2022.

3.2. L'économie du Sud-Kivu

L'économie du Sud-Kivu est essentiellement tournée vers l'agriculture, l'élevage, le commerce et les services. Environ 1,3 millions de ménages ont été consacrés aux activités agricoles pendant la campagne agricole de 2018 sur environ 16 millions ménages agricoles recensés à travers le pays (Ministère de l'Agriculture, 2018). Les ménages agricoles ne sont

pas suffisamment encadrés et exploitent de petites étendues de terres, avec des outils rudimentaires, des semences non améliorées et des techniques de production traditionnelles. Par ailleurs, il s'observe une augmentation sensible d'organisation paysanne grâce aux ONG qui leur offrent des intrants agricoles et un encadrement technique. Les exploitations agricoles de type moderne sont rares. Comme c'est le cas de plusieurs provinces du pays, on note ainsi une baisse significative de la superficie emblavée pour la plupart des cultures vivrières dans la province. Par exemple, l'écart moyen de la superficie emblavée pour le riz entre 2013 et 2019 indique une diminution de 57% (52 079,7 ha en 2013 contre 18 887,8 ha en 2019) ce qui explique alors la chute de production de 62% pour cette culture d'une très grande importance économique et alimentaire (Ministère de l'Agriculture, 2018). Le mode d'élevage est essentiellement extensif à travers les territoires. Dans la province, on élève les vaches, les petits ruminants (caprins et bovins), les volailles, les porcs, les cobayes, etc. Les animaux d'élevages (surtout les vaches, les petits ruminants et les volailles) sont laissés à divagation tout au long de leur cycle de croissance. Ceci constitue une grande faiblesse du système d'élevage et favorise à la fois la propagation ou la dissémination des maladies à travers le mouvement des troupeaux, le vol des animaux et, constitue en même temps une contrainte majeure à l'appropriation des technologies d'élevage et à l'amélioration des revenus. Signalons également l'existence de quelques exploitations agro-industrielles qui produisaient au cours de dernières décennies le café, le thé, la canne à sucre et le quinquina. Mais la plupart ont cessé de fonctionner en raison notamment des pillages perpétrés par les belligérants, de l'insécurité, de la baisse des cours des produits agricoles, du vieillissement des plantations par manque d'entretien, du mauvais état des routes de desserte agricole, etc. L'élevage (de gros et petits bétails et de volailles) et la pêche, bien que pratiqués de façon traditionnelle, sont très prospères dans la province (Vwima, 2014).

En ce qui concerne les ressources minières, la province du Sud-Kivu regorge d'importants gisements d'étain, de wolframite, de l'or, le colombo tantalite (coltan), le calcaire, le gaz méthane, les eaux thermales, la cassitérite, etc. Outre l'exploitation artisanale observée dans plusieurs localités de la province, les minerais sont exploités actuellement par quelques entreprises (BANRO, SOMINKI, CIMENKI, Primera Gold, ...).

L'industrie locale est très peu développée et beaucoup d'entreprises qui ont jadis fait la fierté de la province sont quasi fermées et certaines sont en plein processus de relance. Il s'agit notamment d'une cimenterie, d'une sucrerie, des huileries et savonneries, des industries de transformation du café et de production du thé, du quinquina, du tabac et des boissons. Il convient de signaler une présence des institutions de micro finance, des banques

commerciales et coopératives d'épargne de crédit qui proposent les services financiers surtout dans les zones urbaines.

Sur le plan touristique, la province possède plusieurs sites touristiques dont le parc national de Kahuzi-Biega et 13 aires protégées qui regorgent des montagnes, d'une flore et d'une faune très rares, notamment les gorilles de montagne, pouvant attirer beaucoup de touristes. L'insécurité liée à la présence de plusieurs groupes armés et la mauvaise gouvernance font que la plupart de ces sites ne sont pratiquement plus opérationnels. La voirie rurale du Sud-Kivu est estimée à 2 301 km de routes de desserte agricoles dont 48% sont en mauvais/très mauvais état. L'évacuation et le transport des produits agricoles sont principalement assurés sur la tête ou à dos d'homme dans 68% des cas et à vélos (28%) et le reste par véhicule. Ces deux premiers moyens demeurent les modes les plus utilisés pour acheminer la production des champs vers les centres de consommation et les marchés.

3.3. La population du Sud-Kivu

Sans fichier de l'Etat civil mis à jour étant donné que le dernier recensement général de la population congolaise date des années quatre-vingt, la population du Sud-Kivu était estimée à 6,5 millions d'habitants en 2019 alors que le pays compterait environs 105 millions d'habitants. La population du Sud-Kivu est essentiellement rurale (78,4%). Cette population est constituée de 50,6% d'hommes et 49,4% des femmes. Avec 101 habitants au km² (la moyenne nationale étant de 43 habitants au km²), c'est l'une de provinces les plus denses du pays. La structure de la population du Sud Kivu laisse apparaître l'image d'une population caractéristique des pays en développement avec une forte proportion de jeunes (67% des moins de 35 ans) (INS, 2020). La comparaison géographique montre que le Sud-Kivu, avec 84,7% des pauvres (alors que la moyenne nationale est de 71,3%), compte avec l'Equateur et le Bandundu, parmi les 3 provinces qui ont les plus fortes incidences de pauvreté. La guerre qui sévit dans cette province depuis plus de deux décennies est l'un des facteurs contributifs majeurs à cette situation d'extrême pauvreté.

4. Population et échantillon de l'étude

Comme déjà élucidé dans les chapitres précédents, la présente étude traite les questions relatives à l'engagement des jeunes ruraux dans les chaînes de valeur agricoles dans la province du Sud-Kivu en République Démocratique du Congo. Nous considérons dans ce contexte comme jeune, toute personne âgée de 15 à 35 ans tel que défini par la charte de l'Union Africaine (UA, 2006) et les textes en vigueur en République Démocratique du Congo (INS, 2020). En plus du sondage auprès des jeunes ruraux qui constituent notre unité principale d'analyse, les informations utiles pour éclairer l'étude

ont été collectées auprès de différents acteurs du secteur agricole en fonction de leurs capacités et disponibilité à les fournir. Pour permettre la collecte des données nécessaires à la présente thèse, l'échantillonnage à choix raisonné et plus spécifiquement la méthode par quotas a été utilisée pour sélectionner les individus qui ont été enquêtés. Cette méthode a consisté à choisir des personnes sur base de leurs caractéristiques typiques, leur capacité et disponibilité à fournir des informations nécessaires (Omar, 1987). Ce choix se justifie premièrement par l'insuffisance (voir même le manque) des statistiques officielles fiables nécessaires pour constituer la base de sondage. En effet, les informations officielles sur le nombre total des jeunes ruraux (le dernier recensement général de la population date des années 1980), le nombre total des acteurs directs des chaînes de valeur agricoles opérant dans la province du Sud-Kivu, le nombre total des agro-entreprises tenues par les jeunes ruraux (le secteur de l'agriprenariat étant dominé par l'informel) qui constituent les sous-unités de l'étude ne sont pas disponibles rendant ainsi difficile l'utilisation des méthodes d'échantillonnage plus probabilistes. La deuxième raison qui justifie ce positionnement est liée aux ressources financières et humaines allouées à cette étude qui étaient très limitées. Par ailleurs, Magnani (2001) montre l'importance de l'échantillonnage par quotas dans le but de réduire le coût de la collecte de données sur une population, surtout lorsque la taille de cette dernière n'est pas connue. L'agence canadienne de statistique (Statistics Canada, 2021) encourage également l'utilisation de la méthode d'échantillonnage par quotas en indiquant qu'elle peut être la seule méthode appropriée dans bien des cas où il n'existe pas de base de sondage convenable pour la population étudiée.

L'échantillonnage à plusieurs degrés a été utilisé afin de déterminer les quotas pour chacune de quatre sous-populations notamment les acteurs directs de chaînes de valeur agricoles (producteurs, transformateurs, les commerçants), les jeunes ruraux âgés de 15 à 35 ans, les jeunes agripreneurs ruraux ainsi que les acteurs indirects de chaînes de valeur agricoles (experts du développement agricole). Après avoir sélectionné les trois territoires ruraux ciblés, les sites jugés avec plus de potentiels agricoles ont été choisis dans chaque territoire avec l'appui des experts locaux. Notre expérience professionnelle dans cette zone a également éclairé le choix de 8 sites d'enquête notamment : Katana, Kavumu et Mudaka dans le territoire de Kabare, Nyangezi et Kamanyola dans le territoire de Walungu ainsi que Sange, Luberizi et Luvungi dans le territoire d'Uvira. L'étape suivante consistait à identifier les individus répondants au sein de chaque sous-population cible et cela dans chacun de 8 sites d'enquête sélectionnés. Les quotas pour chaque site

d'enquête ont été estimés et planifiés au préalable avant la descente sur terrain en fonction des moyens financiers, de la pertinence des informations à collecter, de l'accessibilité sécuritaire et géographique.

Une fois sur terrain le choix des individus à interviewer s'est déroulé selon un processus aléatoire. Au niveau de différentes localités, les répondants ont été tirés aléatoirement à l'aide de la méthode de tirages successifs sans remise en s'inspirant de la technique de *l'urne de Bernoulli* afin de donner à chaque individus la chance d'être choisi comme répondant à l'enquête et renforcer ainsi le caractère aléatoire de l'échantillonnage. Cette technique est trouvée chez Bahati (2021) et est conseillée par Chauvet (2015) ainsi que par Bertsekas et Tsitsiklis (2002). Ainsi, pour l'enquête auprès des acteurs des chaînes de valeur agricoles dans chacun des 8 sites d'enquête, un échantillon initial de 18 acteurs directs a été considéré en vue d'avoir finalement un total de 144 acteurs à enquêter. Les critères principaux pour identifier les acteurs de chaînes de valeur agricoles participant à l'étude étaient la profession (producteur, transformateur ou commerçant des produits agricoles) ainsi que la localisation géographique (habité et/ou travailler dans le groupement concerné). Une fois arrivé dans chaque site, avec l'appui de différentes autorités locales et des experts locaux des zones concernées, nous établissions une liste de 50 exploitants agricoles sur base de leur ancienneté minimale de 3 ans et leur profession liée à la production, la transformation ou la commercialisation de produits agricoles. L'effectif de 50 acteurs, femmes et hommes confondus, soit près du triple de l'échantillon à enquêter dans chaque site était considéré dans le but de diversifier davantage l'échantillon et ainsi obtenir la variabilité des données recherchées pour l'étude.

Concernant l'enquête auprès des jeunes, le même principe de tirage a été appliqué, dans chacun de 8 sites d'enquête nous avons établi une liste de 110 jeunes, soit presque le double du quota prévu. Après tirage sans remise, nous avons retenu 56 jeunes ruraux femmes et hommes confondus pour participer à l'étude. Pour l'ensemble de 8 sites, au total 456 jeunes répondants à enquêter ont été choisis en fonction de leur âge (15 à 35 ans) et la localisation géographique (habité dans l'un de trois territoires ruraux couverts par l'étude).

Pour l'étude de cas des jeunes agripreneurs ruraux, une liste initiale de 12 jeunes par site d'enquête a été établie afin de retenir en définitif 4 jeunes entre eux. Ces jeunes agripreneurs ont été sélectionnés en fonction de l'âge compris entre 15 à 35 ans, la profession (entrepreneuriat agricole : production, transformation, commercialisation,

fourniture de services/intrants agricoles) et la localisation géographique (opérer dans la zone d'étude).

Globalement le processus de tirage des personnes à enquêter a été réalisé dans chaque localité ciblée avec l'appui des autorités locales, les leaders communautaires ainsi que les experts agricoles locaux. Pour les trois niveaux d'analyse, le processus suivi pour le choix des participants peut être résumé à travers les étapes suivantes :

- l'organisation des consultations avec les autorités locales, les experts locaux et leaders communautaires pour leur expliquer les objectifs de la recherche, les enjeux et les étapes du processus.
- les noms des personnes à enquêter (acteurs directs de chaînes de valeur, des jeunes et des jeunes agripreneurs) ont chaque été notés sur la liste puis le papier a été découpé à l'aide d'une paire de ciseaux. Les bouts de papiers ont été découpés avec une même dimension en vue d'obtenir des boules de même dimension également. Chaque bout de papier découpé portant le nom était enroulé sous forme d'une boule et glissé dans un sac plastique utilisé comme urne.
- les boules de papiers ont été tirées au fur et à mesure et sans remise ; en les mélangeant chaque fois dans le sac pour se rassurer du caractère aléatoire à chaque prise. L'opération a été répétée autant de fois selon le quota prévu. Pour chaque boule tirée, le papier était déroulé pour découvrir l'identité du répondant choisi. Ainsi, les noms de 18 acteurs directs, 57 jeunes ruraux et 4 jeunes agripreneurs ruraux ont été retenus pour chacun de 8 sites d'enquête repartis dans les 3 territoires ruraux qui ont été couverts par l'étude.
- les différents répondants (acteurs, jeunes et jeunes agripreneurs) ont pu être identifiés grâce à des personnes guides ciblées au niveau de chaque localité. Les entretiens ont été réalisés au niveau des domiciles des concernés et/ou sur leur lieu de travail (champs, magasin). En cas d'indisponibilité/absence de l'un ou l'autre des répondants ciblés, le remplacement a été effectué suivant la même méthode de tirage sans remise, à partir du contenu resté dans les urnes.

L'échantillon total couvert dans le cadre de la présente étude s'élève donc à 672 individus répondants repartis à différents niveaux d'analyse correspondant aux différentes phases de la recherche comme résumé à travers le plan d'échantillonnage ci-dessous (voir la figure 21) :

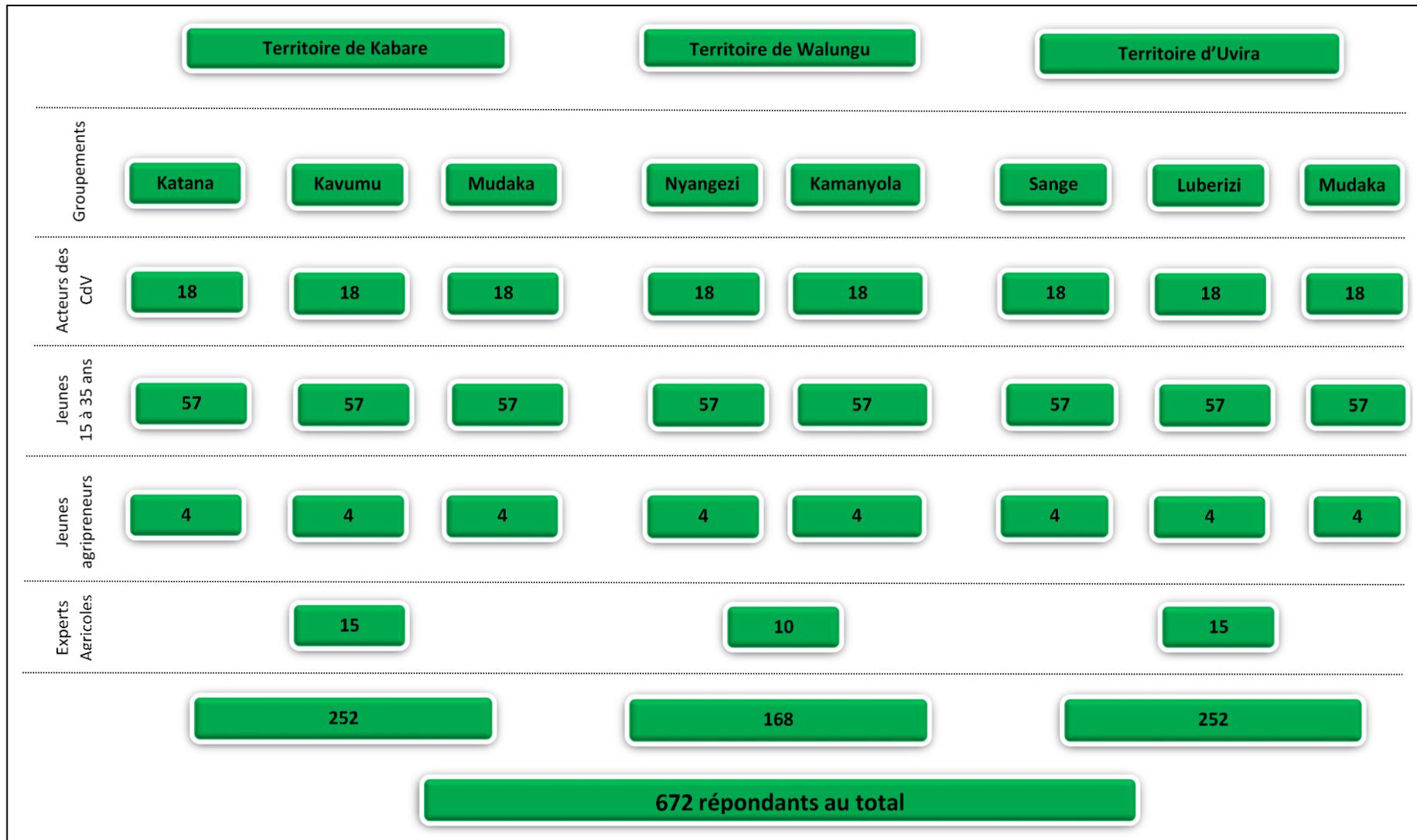


Figure 21. Plan d'échantillonnage de l'étude. Source : Notre Conception

5. Les variables d'étude

Pour répondre aux différents objectifs de la présente étude, les informations de nature qualitative et quantitative ont été collectées et analysées.

5.1. Variables qualitatives

Les variables qualitatives ont été collectées à travers des enquêtes réalisées auprès des acteurs des chaînes de valeur, des jeunes ruraux et de l'étude de cas des jeunes agripreneurs ruraux. Il s'agit de deux types de catégorie :

5.1.1. Les variables qualitatives nominales

L'étude a permis de collecter et analyser les informations concernant :

- *le sexe de l'individu (femme, homme)* : le sexe a été utilisé principalement comme variable indépendante lors des analyses pour bien comprendre comment les perceptions vis-à-vis de l'agriculture comme profession et/ou les perceptions de l'impact de facteur limitant l'essor des chaînes de valeur agricole y compris les facteurs clés des succès des jeunes agripreneurs varient selon qu'on est homme ou femme ;
- *le statut matrimonial (célibataire, marié, divorcé, veuf)* : cette variable a été aussi utilisée comme un indicateur de maturité dans la gestion d'une exploitation agricole, voire même l'accès à certains facteurs de production. En effet, on pense qu'un exploitant marié a plus des responsabilités et charge sociales qu'un célibataire, ce qui peut avoir une influence sur les perceptions des individus vis-à-vis de l'agriculture comme profession y compris ses facteurs limitants ;
- *le type d'acteur (producteurs, transformateurs, commerçants)* : cette variable a permis de catégoriser les acteurs directs opérant le long des chaînes de valeur agricoles et de comprendre comment les facteurs limitant l'essor des chaînes de valeur sont perçus par chaque type d'acteur ;
- *le type de contraintes* : il s'agit d'une série des facteurs économiques, institutionnels, écologiques et sociaux limitant le développement des chaînes de valeur agricoles dans la région ;
- *le type de maillons de chaînes de valeur (production, transformation, commercialisation)* : cette variable permet d'identifier les différents segments

(sous-secteur) dans lesquels sont investis les différents acteurs et/ou dans lesquels les jeunes ruraux préféreraient s'engager ;

- *le type de motivation (par nécessité, par opportunité, par nécessité et opportunité)* : il s'agit de regrouper les différentes raisons qui ont poussé ou attiré chaque acteur à s'engager dans le métier agricole tout en identifiant les facteurs qui ont influencé le choix opéré par ce dernier ;
- *possession d'un compte bancaire* : cette variable indique l'accès aux services financiers pouvant renseigner sur le financement agricole dans la région.

5.1.2. *Les variables qualitatives ordinales*

Les informations sur les variables qualitatives ordinales ont été également collectées dont les principales sont :

- *le niveau d'étude (analphabète, primaire, secondaire, universitaire)* : cette variable est utile pour comprendre l'influence de l'instruction sur les perceptions vis-à-vis du secteur agricole comme profession y compris la perception des facteurs limitant l'essor des chaînes de valeur agricoles par les acteurs et même le revenu des jeunes agripreneurs ruraux ;
- *le niveau de perception* : cette variable a été mesurée sur une échelle de Likert à cinq points avec comme modalités : fortement désaccord, désaccord, neutre, d'accord, fortement d'accord. Ceci renseigne sur le niveau d'accord des individus avec les déclarations ayant trait aux perceptions vis-à-vis de l'agriculture comme profession ;
- *le niveau d'impact* : permet de comprendre comment les acteurs perçoivent l'impact des différents facteurs qui limitent l'essor des chaînes de valeur agricoles. Une échelle de Likert à trois points a été utilisée avec les modalités suivantes : fort, modéré, faible ;
- *le groupe d'âge des jeunes (15-19ans, 20-24 ans, 25-29 ans et 30-35ans)* : utile pour analyser la corrélation entre l'âge et la possibilité d'accès aux facteurs de production, entre l'âge et les perceptions vis-à-vis du secteur agricole, entre l'âge avec les perceptions des facteurs limitant l'essor des chaînes de valeur agricoles et le niveau de revenu des jeunes agripreneurs ruraux.

5.2. Variables quantitatives

Cette catégorie regroupe toutes les informations numériques qui ont été collectées pour bien comprendre les phénomènes en étude. Deux types de variables quantitatives ont été considérés :

5.2.1. Les variables quantitatives discrètes

Il s'agit des grandeurs qui ne peuvent prendre que des nombres entiers par exemple :

- *la taille du ménage (le nombre des personnes en charges)* : dans le système d'exploitation de type traditionnel et familial la taille du ménage renseigne sur la disponibilité en main-d'œuvre d'une exploitation agricole. Cette variable peut également renseigner sur le niveau des responsabilités et des charges sociales, ce qui peut influencer les perceptions des individus participants vis-à-vis de l'agriculture comme profession ;
- *le revenu de l'individu* : le niveau de revenu d'un acteur peut influencer sa motivation et peut l'inciter à encourager les jeunes au tour de lui à s'engager dans l'agriculture. L'analyse a porté également sur comment le niveau de revenu varie en fonction de type d'acteurs (producteur, transformateur, commerçant) et/ou en fonction des variables indépendantes considérées par l'étude comme l'âge, le sexe, le niveau d'étude, le milieu de vie, etc. ;
- *nombre d'année d'expérience* : l'expérience comme acteur dans les chaînes de valeur renseigne sur le niveau de perception de différentes contraintes limitant l'essor des chaînes de valeur agricoles.

5.2.2. Les variables quantitatives continues

Elles comprennent les grandeurs qui peuvent prendre des valeurs décimales comme :

- *le score moyen des perceptions* : cette variable renseigne sur le niveau d'accord et désaccord des individus sur une échelle composite de Likert. Le score moyen a été calculé en regroupant les différents facteurs considérés en trois sous-groupes : scores des perceptions économiques, scores des perceptions personnelles et scores des perceptions sociales. Nous avons également analysé comment ces différents types de scores varient en fonction des variables indépendantes appliquées comme l'âge, le sexe, le niveau d'étude, le milieu de vie, etc. ;

- *la superficie cultivée* : la superficie emblavée par les acteurs investis dans le maillon production agricole explique le niveau d'accès à différents facteurs de production comme la terre, les financements, la main d'œuvre, etc.
- *les produits d'exploitation* : les produits d'exploitation indiquent ici le chiffre d'affaires (prix de vente x quantités vendues) et l'ensemble des produits ne relevant pas de l'activité propre de l'agro-entreprise comme les subventions, enregistrés au cours de la période de référence (trimestre, année). Pour chaque agro-entreprise les informations ont été collectées en lien avec le chiffre d'affaires (produits et services vendus), production stockée, production immobilisée, subvention d'exploitation, reprises sur provisions et amortissements et autres produits.
- *les charges d'exploitation* : cette variable renseigne sur la somme de toutes les dépenses nécessaires que l'agro-entreprise a engagées pendant la période de référence. Ceci comprend donc le montant engagé dans l'achat de marchandises, l'achat de matières premières et autres approvisionnements, autres achats et charges externes, impôts, taxes, salaires, dotations aux amortissements.
- *le résultat d'exploitation* : cette variable renseigne sur les opérations courantes des agro-entreprises étudiées pendant 12 mois, c'est-à-dire des activités normales réalisées de manière habituelle par chacune de 32 agro-entreprises. Pour une agro-entreprise le résultat d'exploitation (produits d'exploitation - charges d'exploitation) peut être positif, négatif ou nul.

5.3. Variables indépendantes

C'est l'ensemble des variables qui ont influencé la modification d'autres variables étudiées. Elles ont été importantes pour bien étudier leurs rôles dans les perceptions et attitudes de jeunes ruraux vis-à-vis de l'agriculture comme profession. Nous pouvons citer par exemple : le niveau d'étude, le sexe, l'âge, le milieu de vie, le domaine d'étude, le statut matrimonial, etc.

5.4. Variables dépendantes

Elles dépendent dans leurs variations, d'autres phénomènes ou variables en étude. Dans le cadre de la présente recherche, pour une même variable dépendante, nous avons utilisé plusieurs variables indépendantes pour bien comprendre le phénomène. Les principales variables indépendantes analysées sont entre autres le score des perceptions des jeunes vis-à-vis de l'agriculture comme profession, l'attitude des jeunes vis-à-vis de l'agriculture, les perceptions des contraintes limitant l'essor des chaînes de valeur

agricoles par les acteurs, la motivation des acteurs des chaînes de valeur agricoles, le résultat d'exploitation des agro-entreprises des jeunes agripreneurs ruraux, le niveau de revenu des acteurs et des jeunes agripreneurs ruraux, etc.

6. Instruments de recherche

Trois types de support ont été élaborés et déployés pour faciliter la collecte des données : le questionnaire pour les enquêtes auprès de chaque type d'acteurs clés (producteurs, transformateurs, commerçants), le questionnaire pour les jeunes ainsi que le guide de suivi des agro-entreprises tenues par les jeunes ruraux étudiés (voir Annexe 1). Tous les supports de collecte des données ont été déployés sur la plateforme Kobo Toolbox (<https://www.kobotoolbox.org/>) installée sur les smart phones des enquêteurs. Kobo Toolbox est une plateforme de collecte, de gestion et de visualisation de données utilisée dans le monde entier par les agences de Nations Unies, les ONGI, les agences de développement et les chercheurs indépendants.

Les questionnaires d'enquête : Deux questionnaires ont été développés. Le premier adressé aux acteurs de chaînes de valeur agricoles comportait 13 grandes sections à savoir : le profilage socio-économique des acteurs, les relations entre différents acteurs, les systèmes d'exploitation avec des détails sur la production agricole et pastorale (élevage), les facteurs affectant les acteurs et l'agriculture, le rôle de l'Etat, l'accès aux facteurs de production, les initiatives pour la durabilité des exploitations, la typologie de la main d'œuvre, les rôles des jeunes dans les systèmes agricoles et autres. Alors que le questionnaire adressé aux jeunes a permis de collecter les informations sur le profil socio-économique des jeunes, leurs attitudes et perceptions vis-à-vis de l'agriculture comme profession, leurs aspirations de carrière ainsi leur engagement dans les différents maillons des chaînes de valeur agricoles.

Le guide d'entretien pour l'étude de cas : un guide d'entretien a été utilisé pour collecter des informations qualitatives et quantitatives auprès des jeunes agripreneurs ruraux et un autre guide a été développé pour les entretiens avec les experts du développement agricole représentant des ONG, des Institutions de Microfinance, des décideurs politiques, des institutions de recherche, les services de vulgarisation qui appuient le développement agricole dans la région.

7. Analyse des données

Les données qualitatives et quantitatives issues de l'enquête auprès des 144 acteurs directs des chaînes de valeur agricoles, celles collectées auprès des 456 jeunes et ainsi que les informations réunies grâce à l'étude des cas auprès des 32 jeunes agripreneurs ruraux repartis dans les 8 sites de recherche ont été exportées de la plateforme KoboToolbox vers le logiciel Excel afin de les codifier, les traiter et les nettoyer. L'analyse statistique descriptive (calcul de la moyenne, médiane, écart-type, ...) et l'analyse inférentielle (application des tests statistiques : t-de Student, H de Kruskal-Wallis, U de Mann-Whitney, ...) ont été réalisées grâce au logiciel IBM SPSS Statistics 20 (Version 20.0 pour Windows, 2013). L'analyse des données a été conduite en lien avec les trois objectifs spécifiques de l'étude comme présenté ci-dessous.

7.1. Identifier les facteurs limitant l'essor des chaînes de valeur agricoles dans les territoires ruraux du Sud-Kivu

Pour comprendre le scénario des acteurs du point de vue macro, l'étude a analysé de manière critique les informations issues des ressources secondaires et des informateurs clés au niveau macro sur les acteurs. Pour une compréhension au niveau micro, nous avons collecté des informations auprès de 144 acteurs directs par le biais d'une enquête à l'aide d'un questionnaire comme expliqué dans les paragraphes précédents. En plus d'une analyse détaillée visant la caractérisation des acteurs et des chaînes de valeur agricoles, une échelle de Likert à trois points a été utilisée pour comprendre comment les différents acteurs perçoivent l'impact des facteurs limitant l'essor des chaînes de valeur agricoles. Chaque acteur enquêté était invité d'indiquer à quel niveau chaque facteur considéré impacte négativement le secteur agricole (fort, modéré, faible). En plus de l'enquête, dans chacun de trois territoires, nous avons mené une discussion de groupe avec 10 à 15 agriculteurs pour avoir un consensus général sur les questions qui affectent les moyens de subsistance agricoles dans leur région. Des outils statistiques, tels que les statistiques descriptives (comme les moyennes, l'écart type, etc.) ont été utilisés pour analyser les informations. Les tests statistiques de Mann-Whitney et de Kruskal-Wallis ont permis de comprendre les caractéristiques des acteurs qui influent leurs perceptions des facteurs limitant l'essor de chaînes de valeur agricole dans la région.

7.2. Etudier les perceptions des jeunes ruraux vis-à-vis de l'agriculture comme profession

Pour comprendre les facteurs qui influencent l'engagement ou le désengagement des jeunes ruraux, leurs perceptions vis-à-vis du secteur agricole et leurs aspirations de carrière l'analyse a été effectuée à deux niveaux. Premièrement, les réponses de 456 jeunes ont été analysées en détail pour établir leur profilage socio-économique, analyser leurs aspirations de carrière et leur expérience avec l'agriculture. Les questions liées à leur perception vis-à-vis de l'agriculture comme profession ont été programmées sur une échelle de Likert à 5 points avec comme modalité : fortement désaccord-1, désaccord-2, neutre-3, d'accord-4 et fortement d'accord-5. Likert (1932) démontre l'importance d'utiliser cette échelle pour bien comprendre les attitudes et les perceptions des personnes. Chaque jeune interviewé était donc invité à répondre en indiquant son niveau d'accord ou désaccord en lien avec les différents facteurs de perception de l'agriculture comme profession. La principale raison de cette conception était que lorsqu'ils répondent à un élément du questionnaire utilisant l'échelle de Likert, chaque répondant spécifie son niveau d'accord ou de désaccord sur une échelle symétrique d'accord-pas d'accord, en supposant des distances égales entre chaque élément et entre chaque réponse séquentielle possible (Allahyari et al., 2016). Notons également d'autres questions basées sur des caractéristiques de nature à renforcer la compréhension de leurs motivations et de leur engagement. Les tests non-paramétriques de Mann-Whitney et Kruskal-Wallis ont permis de comprendre les facteurs qui influencent les scores des perceptions des jeunes vis-à-vis de l'agriculture comme profession.

7.3. Analyser les facteurs clés de succès des jeunes ruraux engagés activement dans les chaînes de valeur agricoles

Les données de l'étude qui concernent le cas des jeunes agripreneurs engagés le long de différentes chaînes de valeur agricoles ont été collectées sur l'activité productive de chaque agro entreprise étudiée grâce à un guide d'entretien. Des informations qui ont été collectées concernent notamment le profilage socio-économique, la motivation ayant été à la base de la création de l'agro-entreprise, les charges d'exploitation, les produits d'exploitation, les résultats d'exploitation, la source du capital de démarrage, le niveau de disponibilité des ressources financières, l'accès aux facteurs de production et l'importance relative des dépenses de consommation et d'investissement. L'analyse

statistique descriptive (moyenne, écart-type, fréquences) a permis de décrire les caractéristiques des agro-entreprises étudiées, d'analyser leur environnement économique (nous pouvons citer l'approvisionnement en intrants, le système de financement, etc.). Les variables ont été soumises à l'analyse de variance et le test d'indépendance (khi-carré), le test t de comparaison des moyennes pour comparer les données entre les trois territoires qui constituent la zone d'étude et les relations entre les variables. Les tests statistiques de Mann-Whitney et Kruskal-Wallis ont été appliqués pour comprendre les facteurs de succès qui influencent les résultats d'exploitation des agro-entreprises des jeunes agripreneurs étudiés.

7.4.Triangulation des résultats et formulation des recommandations

En fin la dernière phase d'analyse a consisté à réaliser la triangulation et la synthèse des différents résultats obtenus en vue d'explorer les stratégies pouvant garantir l'engagement durable des jeunes ruraux dans les chaînes de valeur agricoles au Sud-Kivu. Pour y parvenir, les données collectées sur les facteurs limitant l'essor de chaînes de valeur agricoles, les rôles actuels des jeunes dans les chaînes, leurs perceptions vis-à-vis de l'agriculture comme profession, leurs aspirations et préférence de carrières ont été analysés à la lumière du cadre théorique élaboré. Les experts du développement agricole, les jeunes agripreneurs, le représentant du service technique de l'Etat et d'autres informateurs clés ont été conviés dans des focus groups et ateliers de restitutions des résultats pour donner leurs avis. Ensuite, la triangulation des informations analysées à la fois qualitatives et quantitatives, a permis d'en déduire des stratégies sous-forme des recommandations pour promouvoir l'engagement durable des jeunes ruraux dans les chaînes de valeur agricoles.

Chapitre IV. Résultats

1. Introduction

A travers les chapitres précédents la présente thèse met en exergue le rôle de locomotive joué par le secteur agricole pour booster le développement économique au niveau macro et micro. Nous considérons l'approche de chaîne de valeur comme véritable catalyseur de ce rôle. Il ressort des théories mobilisées dans le cadre de cette étude et les observations initiales faites sur le terrain que malgré les évidences nombreuses sur le rôle clés du secteur agricole analysé dans le prisme des chaînes de valeur plus singulièrement dans la lutte contre la pauvreté et la crise de l'emploi, les jeunes se désengagent de plus en plus de ce secteur. L'objectif du présent chapitre est de présenter les résultats de l'étude sur l'engagement des jeunes ruraux dans les chaînes de valeur agricoles au Sud-Kivu en République Démocratique du Congo. L'enjeu est de présenter les résultats de l'étude en lien avec les trois objectifs spécifiques fixés afin de pouvoir confirmer ou infirmer les trois hypothèses initialement formulées. Nous présentons premièrement les résultats issus de l'identification des facteurs limitant l'essor des chaînes de valeur agricoles dans les zones rurales du Sud-Kivu. Pour atteindre cet objectif une enquête auprès des 144 acteurs de chaînes de valeur. Cette première phase de recherche reposant sur le premier objectif spécifique de l'étude a permis de comprendre principalement les défis auxquels les acteurs ruraux de chaînes de valeur agricoles font face dans la région. Comprendre ces défis est très déterminant d'autant plus que l'ampleur des défis auxquels un acteur est confronté peut affecter son attitude et l'amener à encourager ou décourager ses successeurs (jeunes) à s'engager dans le même secteur d'activité. Deuxièmement, ce chapitre présente les résultats de l'étude des perceptions des jeunes ruraux vis-à-vis de l'agriculture et activités connexes comme profession. L'enquête a été réalisée auprès de 456 jeunes ruraux dans l'objectif d'appréhender en détails les perceptions qu'ils se font vis-à-vis du secteur agricole comme profession en analysant également leurs aspirations de carrière ainsi que les facteurs limitant leur engagement dans l'agriculture. Avant d'explorer les stratégies pouvant constituer le levier pour promouvoir durablement l'engagement des jeunes dans les chaînes de valeur agricoles, nous présentons également des résultats issus de l'analyse des facteurs de succès des jeunes agripreneurs ruraux engagés dans les chaînes de valeur agricole. Pour y parvenir une étude de cas a été réalisée auprès de 32 jeunes agripreneurs opérant dans les territoires ruraux du Sud-Kivu.

2. Identification des facteurs limitant l'essor des chaînes de valeur agricoles au Sud-Kivu : une enquête auprès des acteurs ruraux.

Pour une compréhension systémique approfondie des facteurs limitant l'essor des chaînes de valeur agricoles dans les territoires ruraux du Sud-Kivu, une enquête a été menée auprès de 144 acteurs répartis sur trois principaux maillons de la chaîne de valeur agricole à savoir la production, la transformation et la commercialisation et cela dans les territoires de Kabare, Walungu et Uvira. A travers cette section nous présentons de prime à bord les résultats sur les caractéristiques des acteurs des chaînes de valeur agricoles à travers un profilage socio-économique. Nous décrivons ensuite la conduite du travail dans les exploitations agricoles tout en analysant les systèmes de production. Ensuite, nous présentons les résultats issus de l'analyse de l'accès aux facteurs de production par les acteurs tout en analysant leurs perceptions des facteurs limitant l'essor des chaînes de valeur agricoles dans la région.

2.1. Profilage socio-économique des acteurs de chaînes de valeur agricoles

Le profilage socio-économique des acteurs de chaînes de valeur agricoles présenté ici concerne la typologie, le genre (le sexe), l'âge, le niveau d'étude, l'expérience des acteurs dans le métier ainsi que leur niveau de revenu. Cette caractérisation socio-économique contribue à la compréhension des comportements des acteurs qui ont de liens avec leur engagement, leurs perceptions du métier et même leur capacité à faire face aux facteurs limitant l'essor des chaînes de valeur agricoles.

2.1.1. Typologie des acteurs des chaînes de valeur agricoles enquêtés

L'étude a porté sur les acteurs individuels opérant dans la production, la transformation et la commercialisation (y compris la collecte, la vente en gros ou en détails des produits agricoles ainsi que la commercialisation des intrants et équipements agricoles). Notons néanmoins qu'avec le mouvement associatif vulgarisé dans la province du Sud-Kivu au cours des dernières décennies, on peut noter la présence des plusieurs structures communautaires à but social (associations des producteurs) ou commercial (coopératives des producteurs) opérant à travers des exploitations agricoles et/ou pastorales collectives. Ces structures collectives n'ont pas été considérées directement par l'étude. Les résultats montrent clairement qu'au total 144 acteurs individuels ont participé à l'étude dont 68 producteurs (47,2%), 40 transformateurs (27,8%) et 36 commerçants (25,0%) des produits agricoles (voir le tableau 2). Cette répartition se justifie par les

objectifs de l'étude envisageant couvrir tous les trois principaux maillons en fonction des moyens alloués et la disponibilité des acteurs pendant la période de collecte des données sur terrain. Le nombre de personne enquêtées par maillon était fonction de leur disponibilité pendant la période de l'enquête.

Tableau 2

Type d'acteurs de chaînes de valeur enquêtés

| Type d'acteurs | Effectif | Pourcentage |
|----------------|----------|-------------|
| Producteur | 68 | 47,2 |
| Transformateur | 40 | 27,8 |
| Commerçant | 36 | 25,0 |
| Total | 144 | 100 |

Source : Auteur, résultats des enquêtes menées en 2022

Les producteurs rencontrés dans les zones rurales du Sud-Kivu sont des acteurs hommes et femmes qui jouent la fonction de production agricole et/ou pastorale. Ce sont des exploitants individuels disposant en moyenne de 0,4hectares de terres du type exploitation familiale qu'ils ont acquis principalement par héritage (59%), achat (34%) et/ou location (7%). Avec des sources très limitées ils sont engagés dans la production vivrière (riz, haricot, maïs, manioc, bananes, arbres fruitières, ...), maraichère (choux, carottes, oignons, tomates, ...) et/ou pastorale (bovins, ovins, caprins, volailles, apiculture, pisciculture, ...) ainsi que des cultures de rente (café, boisement). Tous ces acteurs producteurs agricoles ont un double objectif, ils produisent d'abord pour nourrir leurs familles et commercialisent les excédents des récoltes afin de couvrir d'autres besoins non-alimentaires (éducation des enfants, santé, logement, épargne, habillement, ...).

Les acteurs qui investissent dans la production pastorale disposent dans la plupart de cas d'un cheptel de taille réduite avec un triple objectif : la consommation familiale comme sources de protéines animales (petits animaux d'élevage comme la poule, le lapin, le cobaye), l'investissement productif (acheter quelques géniteurs, garantir leur reproduction afin d'augmenter la taille des cheptels). L'élevage est pratiqué également dans la zone comme épargne (investir dans l'achat de quelques têtes de bétails afin de pouvoir répondre à des besoins socio-culturels, comme la dote, l'achat des terres, ...).

Les transformateurs des produits agricoles quant à eux, sont des exploitants individuels œuvrant dans la transformation et jouent un rôle capital dans l'amélioration de la qualité et de la valeur ajoutée des produits bruts venant des champs. Ils disposant des petites

machines de transformation (moulins, égreneuses, décortiqueuses) et/ou des petites unités de transformation aménagées localement (unités brassicoles par exemple).

Les commerçants de la région sont des personnes physiques et/ou morales vendant des denrées alimentaires et/ou des intrants/équipements agricoles sur les marchés locaux. Ce sont les grossistes (51%), les détaillants (36%) et les collecteurs (13%) qui vendent les denrées alimentaires transformées ou non sur les étalages au niveau des marchés locaux (à fréquence hebdomadaire et/ou journalière) et/ou dans de petites boutiques appelées communément « dépôt ou alimentation ». Ceux qui vendent les intrants agricoles (semences, engrais, outils aratoires, produits vétérinaires) disposent de petites boutiques d'intrants ou de petites pharmacies agrovétérinaires.

2.1.2. *Le genre dans les chaînes de valeur agricoles au Sud-Kivu*

Les résultats de l'étude montrent qu'il y a 69 hommes (47,9%) et 75 femmes (52,1%) dans l'échantillon, soit un total de 144 acteurs répondants (voir le tableau 3). L'analyse genre est très importante dans un contexte rural marqué par les inégalités entre les hommes et les femmes en ce qui concerne l'accès aux ressources naturelles et aux facteurs de production. Au Sud-Kivu la société est de tradition patriarcale et dans la plupart des cas les terres sont gérées entièrement par les hommes. Du point de vue de la chaîne de valeur, il est opportun de se pencher sur les différents rôles et tâches des hommes et des femmes dans les chaînes de valeur afin d'adopter une perspective sexospécifique pour identifier et aborder les goulots d'étranglement pour promouvoir l'essor des chaînes de valeur plus inclusive (Agri-ProFocus, KIT & IIRR, 2012).

Tableau 3
Genre des acteurs des chaînes de valeur participant à l'enquête

| Genre | Effectif | Pourcentage |
|--------------|-----------------|--------------------|
| Homme | 69 | 47,9 |
| Femme | 75 | 52,1 |
| Total | 144 | 100 |

Source : Auteur, résultats des enquêtes menées en 2022

C'est ainsi que l'analyse fonctionnelle selon le genre a montré que les hommes et les femmes se positionnent de façon inégale sur les trois principaux maillons de la chaîne analysés notamment la production, la transformation et la commercialisation. Notons également que les femmes investissent plus dans la commercialisation et la

transformation comparés aux hommes qui consacrent plus leurs investissements dans la production agricole (voir la figure 22). Il s'agit ici des femmes cheffes d'exploitation agricole, mais de manière générale nous avons observé qu'en milieu agricole, les femmes effectuent une grande partie des activités de la ferme comme employées salariées.

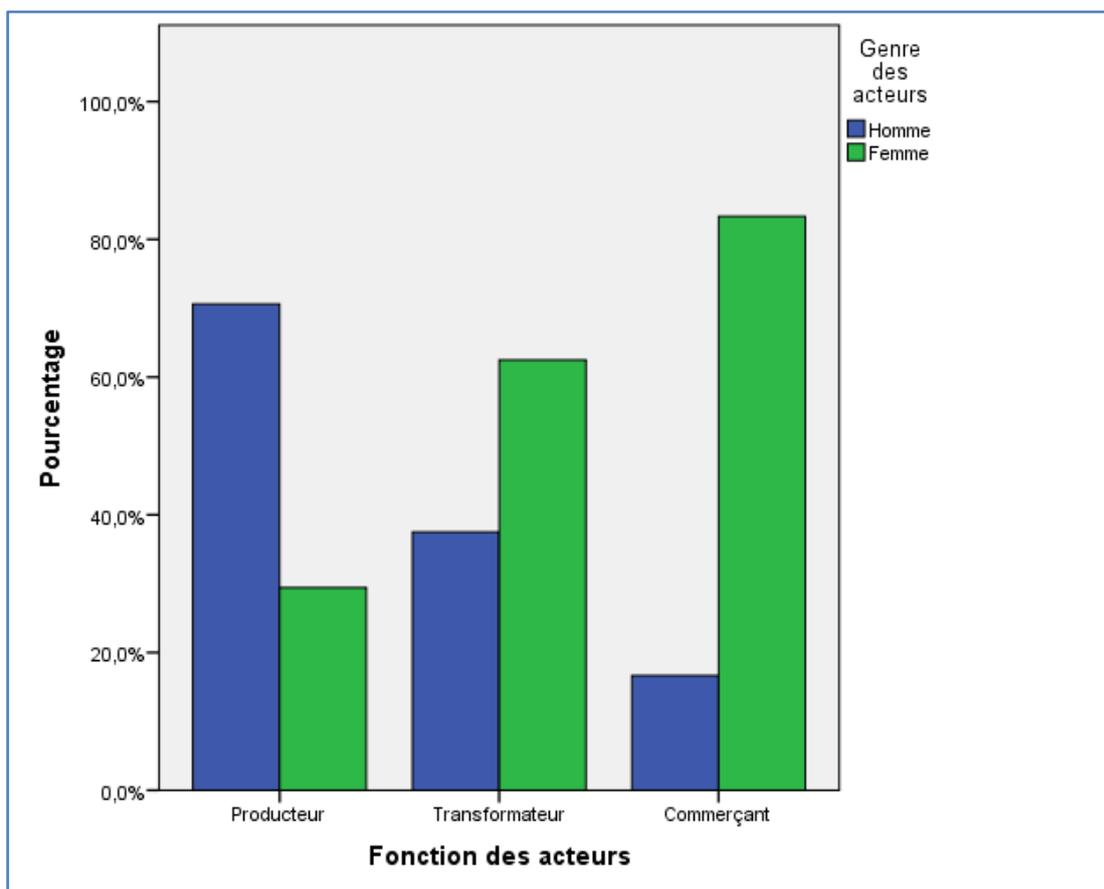


Figure 22. Répartition des hommes et femmes par maillon de la chaîne de valeur

Source : Auteur, résultats des enquêtes menées en 2022

2.1.3. Des acteurs avec l'âge avancé

D'après les résultats présentés ci-dessous, pour la variable âge, nous disposons d'informations provenant de 144 répondants âgés de 36 à 75 ans, avec une moyenne de 54,69 ans et un écart-type de 8,887 (voir le tableau 4). La moyenne obtenue est très inquiétante dans un pays où l'espérance de vie est estimée à environ 59 ans. Ces résultats sont proches de ceux obtenus par l'Organisation Mondiale des Agricultures (2017) indiquant que l'âge moyen des agriculteurs au niveau mondial est de 60 ans. L'Organisation des Nations Unie pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO, 2014) confirme quant à elle que la même moyenne de 60 ans a été observée en Afrique. Selon

les témoignages collectés sur terrain la tendance de vieillissement des acteurs des chaînes de valeur agricoles est fortement liée au désintéressement marqué des jeunes vis-à-vis de ce secteur comme confirmé à travers les résultats présentés dans les sections suivantes de cette thèse.

Tableau 4
Distribution de l'âge des acteurs enquêtés

| Tranche d'âge | Effectif | Pourcentage |
|----------------------|-----------------|--------------------|
| 36 et moins | 2 | 1,4 |
| 37 – 44 ans | 37 | 25,7 |
| 45 – 59 ans | 64 | 44,4 |
| 60 ans et plus | 41 | 28,5 |
| Total | 144 | 100 |
| Minimum | | 36 |
| Moyenne | | 54,65 |
| Maximum | | 75 |
| Ecart type | | 8,887 |

Source : Auteur, résultats des enquêtes menées en 2022

2.1.4. Des acteurs avec un faible niveau d'étude

En République Démocratique du Congo, le système d'enseignement classique comprend le niveau primaire et le niveau secondaire qui dure chacun 6 ans ainsi que le niveau universitaire/supérieur qui dure entre 3 à 5 ans. Les résultats d'analyse montrent clairement que sur les 144 répondants, 66 acteurs (45,8%) étaient analphabètes, suivi de 46 acteurs qui avaient un niveau d'étude primaire (31,9%) ensuite 25 acteurs de niveau secondaire (17,4%) et seuls 7 d'entre eux (4,9%) ont indiqué avoir atteint le niveau d'étude universitaire (voir la figure 23). Ces résultats ne sont pas très éloignés des ceux publiés par l'Institut National de Statistiques congolais (INS, 2020) qui indique qu'en 2016 le taux d'alphabétisation des personnes âgées de 15 ans et plus dans les zones rurales de la RDC était estimé à 49,80% contre un taux général de 46,2% dans la province du Sud-Kivu. Et pourtant, le développement du capital humain à travers l'éducation et le renforcement des capacités techniques des acteurs est reconnu par plusieurs auteurs comme l'un des facteurs clés du développement agricole (Adulai & Hoffman, 2005 ; Brahma et al., 2004 ; Feeder & Umtali, 1993 ; FAO, 2001 ; Foltz & Chang, 2002; Furaha, 2017 ; Kebe de et al., 1990; Saure & Zibera, 2009; Wu & Babcock, 1998 ;). Même si

certains travaux ne trouvent pas de relations significatives directes entre l'éducation et l'adoption des innovations agricoles (Köhler et Bradshaw, 2007), on peut considérer que les exploitants les plus éduqués disposent de plus d'informations leur permettant de mieux adopter les innovations et de tirer profit des opportunités des marchés réduisant ainsi le niveau des risques et d'incertitudes lié au secteur agricole (Roussy et al., 2015 cité par Furaha, 2017).

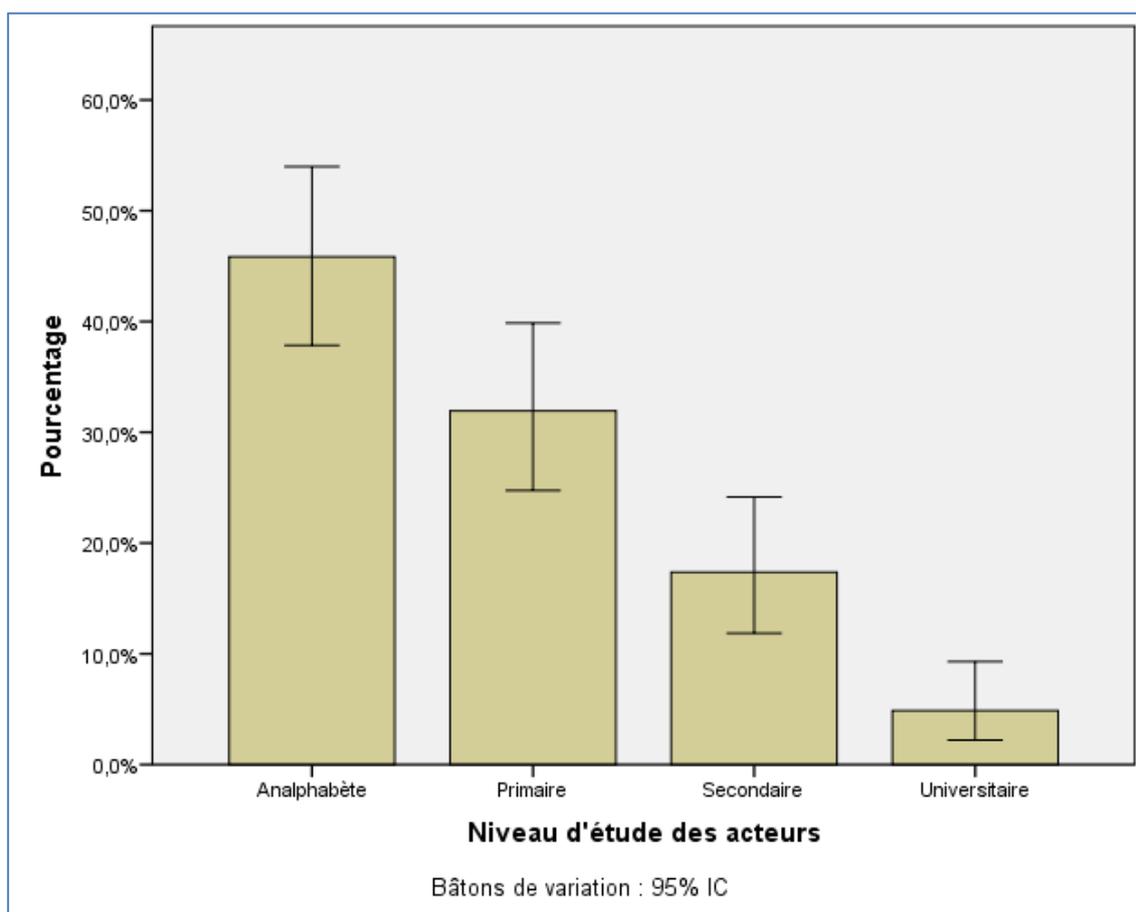


Figure 23. Niveau d'étude des acteurs enquêtés

Source : Auteur, résultats des enquêtes menées en 2022

2.1.5. Ancienneté des acteurs dans le métier agricole

L'ancienneté dans le métier pour un acteur des chaînes de valeur agricoles renseigne sur l'expérience de ce dernier et par conséquent son engagement professionnel. Les résultats de l'étude montrent clairement que sur les 144 acteurs enquêtés, 46 acteurs (31,9%) ont plus de 20 ans d'expérience dans le métier, suivis de 31 acteurs (21,5%) qui peuvent être qualifiés de débutant avec 1 à 5 ans d'expérience, viennent ensuite 27 acteurs (18, 8%) qui ont 6 à 10 ans d'expérience, 20 acteurs (13,9%) avec 11 à 15 ans d'expérience dans leur métier d'acteurs de chaîne de valeur et enfin 20 (13,9%) dont le

nombre d'année d'expérience varie entre 16 à 20 ans (voir la figure 24). Les résultats de l'étude révèlent également que les acteurs plus expérimentés, sont retrouvés parmi les producteurs suivis des commerçants. On trouve également un peu plus de débutants (moins expérimentés) parmi les commerçants comparés aux producteurs et aux transformateurs considérés séparément.

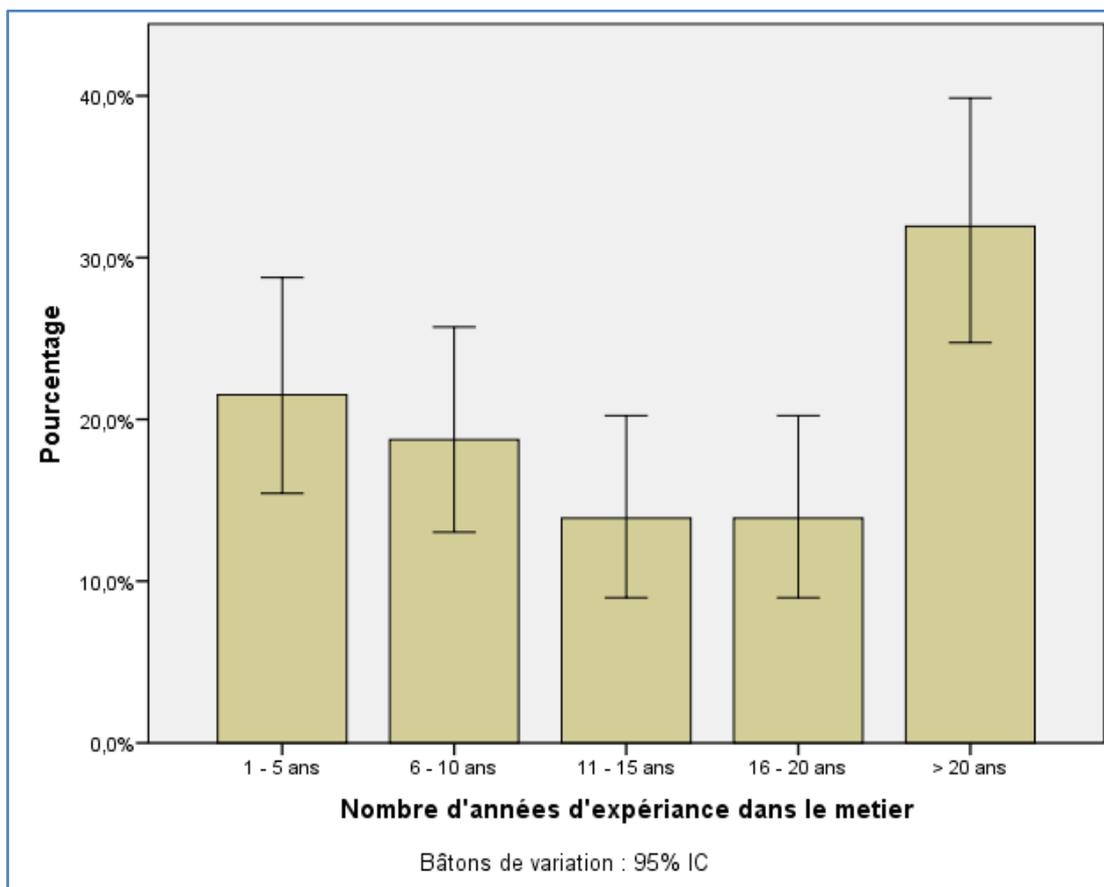


Figure 24. Distribution de nombre d'années d'expérience des acteurs dans le métier agricole

Source : Auteur, résultats des enquêtes menées en 2022

2.1.6. Niveau de revenu agricole généré par les acteurs

Le niveau de revenu constitue l'un des facteurs majeurs qui jouent un rôle important dans la motivation et l'engagement de tout opérateur économique en général et plus particulièrement des acteurs des chaînes de valeur agricoles. Les résultats de l'étude révèlent que sur les 144 acteurs participants à l'étude 38 acteurs (26,4%) gagnent moins de 100\$ par ans à travers leurs exploitations agricoles, 30 acteurs (20,8%) ont un revenu annuel compris entre 301 à 600\$, 28 acteurs (19,4%) gagnent 100 à 300\$, alors que 27 acteurs (18,8%) atteignent un revenu annuel compris entre 601 à 900\$. 14 acteurs (9,7%)

dépassent 1200\$ de revenu par an et seul 7 acteurs (4,9%) enregistrent un revenu annuel de 901 à 1200\$ (voir le tableau 5)¹⁹.

Tableau 5
Distribution de revenu des acteurs

| Niveau de revenu | Effectif | Pourcentage |
|------------------|----------|-------------|
| Moins de 100\$ | 38 | 26,4 |
| 100 – 500 \$ | 58 | 40,3 |
| 500 – 1000\$ | 34 | 23,6 |
| Plus de 1000\$ | 14 | 9,7 |
| Total | 144 | 100 |

Source : Auteur, résultats des enquêtes menées en 2022

2.2. Travail dans les exploitations agricoles

Qu'ils s'agissent des producteurs, des transformateurs et des commerçants, tous les acteurs des chaînes de valeur agricoles ont besoin des mobiliser des ressources (humaines, financières et matérielles) pour réaliser leurs opérations afin d'assurer la durabilité et la compétitivité de leurs exploitations.

2.2.1. Type de main d'œuvre utilisée dans les exploitations agricoles

L'étude révèle que dans la province du Sud-Kivu, les acteurs des chaînes de valeur agricoles font principalement recours à la main d'œuvre familiale (38%), viennent ensuite les acteurs qui combinent la main d'œuvre familiale et salariée (35%) en suite les acteurs qui utilisent essentiellement la main d'œuvre salariée (27%). Il a été observé que le niveau d'utilisation de l'un ou l'autre type de main d'œuvre varie légèrement selon la fonction des acteurs. C'est ainsi que les commerçants font plus recours à la main d'œuvre familiale comparés aux autres types d'acteurs. Les producteurs et les transformateurs utilisent plus la main d'œuvre salariée (voir la figure 25). Les exploitations agricoles dans la région étant gérées dans une logique familiale, les trois catégories d'acteurs combinent parfois les trois types de main d'œuvre pour réaliser leurs activités. Cette combinaison se justifie par le fait qu'il y a souvent des tâches qui nécessitent une certaine compétence dont peut-être le ménage ne dispose pas à l'interne et qu'il doit chercher en externe. Le ménage peut se retrouver également à court de moyens financiers nécessaires à un certain moment du

¹⁹ Le marché local congolais est singulièrement marqué par la dualité monétaire par suite de l'utilisation des Francs Congolais (FC) et de Dollars Américains (\$).

cycle de production au vu du caractère saisonnier du secteur agricole. En pareille circonstance, le ménage est obligé de ne recourir qu'à la main d'œuvre familiale.

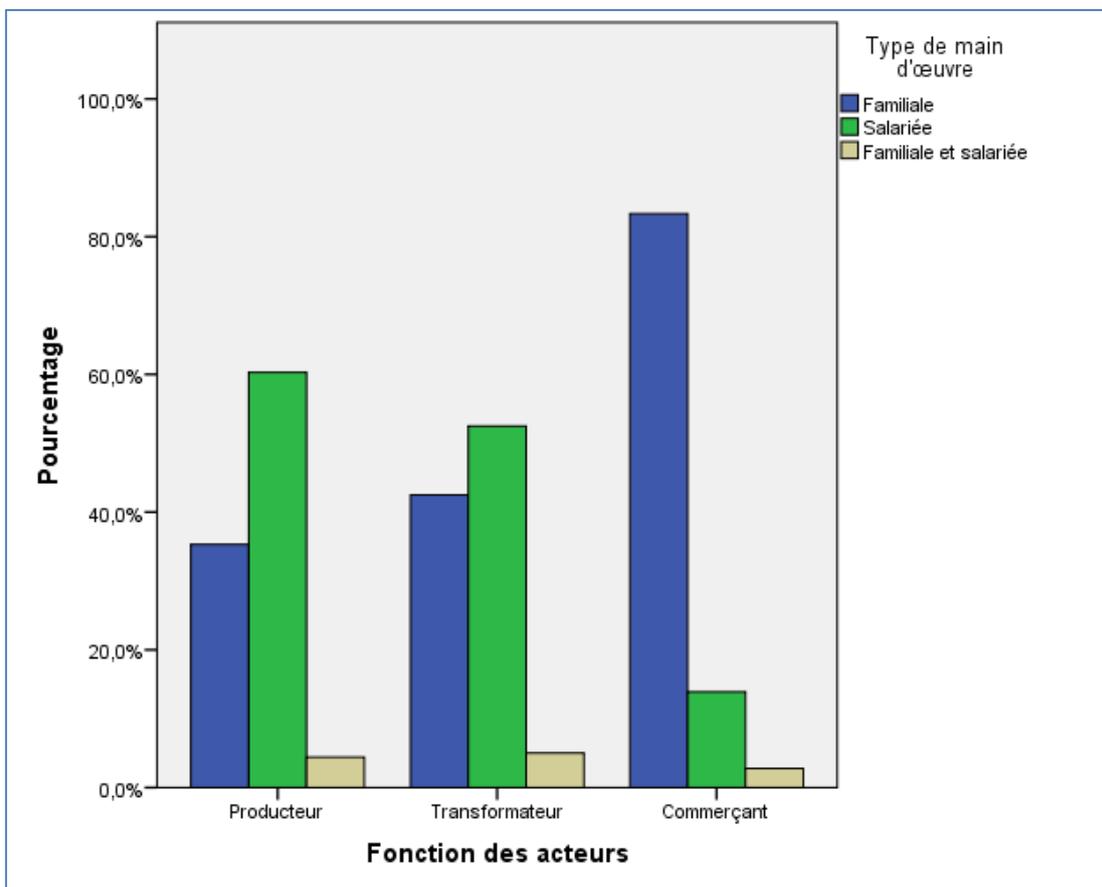


Figure 25. Type de main d'œuvre utilisé par différents types d'acteur

Source : Auteur, résultats des enquêtes menées en 2022

2.2.2. Engagement des jeunes membres des ménages dans l'exploitation

Dans un système de type exploitation familiale, la taille du ménage est un facteur important de production car elle renseigne sur la capacité du ménage à mobiliser la main d'œuvre. La taille moyenne par ménage dans la zone d'étude étant de 7 personnes, on note des ménages qui hébergent jusqu'à 16 personnes. Les ménages comptent en moyenne trois (03) jeunes âgés de 15 à 35 ans avec seulement un (01) d'entre eux qui travaillent activement dans l'exploitation familiale. Les résultats de l'étude montrent également qu'un peu plus de la moitié des acteurs enquêtés, soit 79 acteurs (54,9%) ont confirmé l'engagement actif des jeunes membres de leurs ménages dans leurs exploitations contre 65 acteurs (45,1%) qui ont répondu négativement à la question. L'étude révèle en outre que seuls 22 acteurs (15,3%) ont affirmé qu'ils paient les jeunes du ménage qui travaillent dans l'exploitation contre 122 acteurs (84,7%) qui ne paient pas

directement les jeunes du ménages engagés dans l'exploitation familiale (voir le tableau 6).

Tableau 6
Engagement des jeunes du ménage dans l'exploitation

| Réponse | Les jeunes du ménage travaillent-ils dans l'exploitation ? | | Les jeunes du ménage travaillant dans l'exploitation reçoivent-ils un salaire ? | |
|---------|--|-------------|---|-------------|
| | Effectifs | Pourcentage | Effectifs | Pourcentage |
| Non | 65 | 45,1 | 122 | 84,7 |
| Oui | 79 | 54,9 | 22 | 14,3 |
| Total | 144 | 100 | 144 | 100 |

Source : Auteur, résultats des enquêtes menées en 2022

2.2.3. Nombre d'employés par exploitation par an

L'étude montre que sur les 144 exploitations agricoles enquêtées, 122 exploitations (84,7%) emploient 1 à 5 personnes et seules 22 exploitations (15,3%) emploient 6 employés et plus par an (voir le tableau 7). Le nombre d'employés par an renseigne sur la taille de l'exploitation et par conséquent sur sa capacité de production. Cette variable concerne donc le nombre d'employés salariés qui travaillent à temps plein. Notons par ailleurs qu'au vu du caractère saisonnier des activités agricoles, le nombre d'employés peut varier d'une saison à une autre au cours de la même année. Etant donné que le nombre d'employés par an variant entre 1 et 5 et le chiffre d'affaires annuel inférieur à 10.000\$ sont les deux seuils principaux pour qualifier une entreprise de « *micro-entreprise* » selon la législation congolaise²⁰, il en découle que tous les acteurs des chaînes de valeur agricoles enquêtés dans la zone opèrent à travers de micro-entreprises.

Tableau 7
Nombre de personnes employées annuellement dans l'exploitation

| Nombre d'employés | Effectif | Pourcentage |
|-------------------|----------|-------------|
| 1 à 5 | 122 | 84,7 |
| 6 et plus | 22 | 15,3 |
| Total | 144 | 100 |

Source : Auteur, résultats des enquêtes menées en 2022

²⁰ <https://www.leganet.cd/Doctrine.textes/Decon/Charte.pme.2009.pdf>

2.2.4. Appréciation du métier agricole par les acteurs

Le niveau d'appréciation du métier d'acteur des chaînes de valeur agricoles varie selon qu'on est producteur, transformateur et/ou commerçant. Après avoir analysé les réponses à la question de savoir comment les acteurs apprécient leur métier, les résultats de l'étude montrent que la plupart des producteurs et des transformateurs trouvent leur métier pénible alors que les commerçants pensent que leur métier est bon et relaxant. Nous remarquons également que seuls quelques producteurs qualifient leur métier de dévalorisant (voir la figure 26).

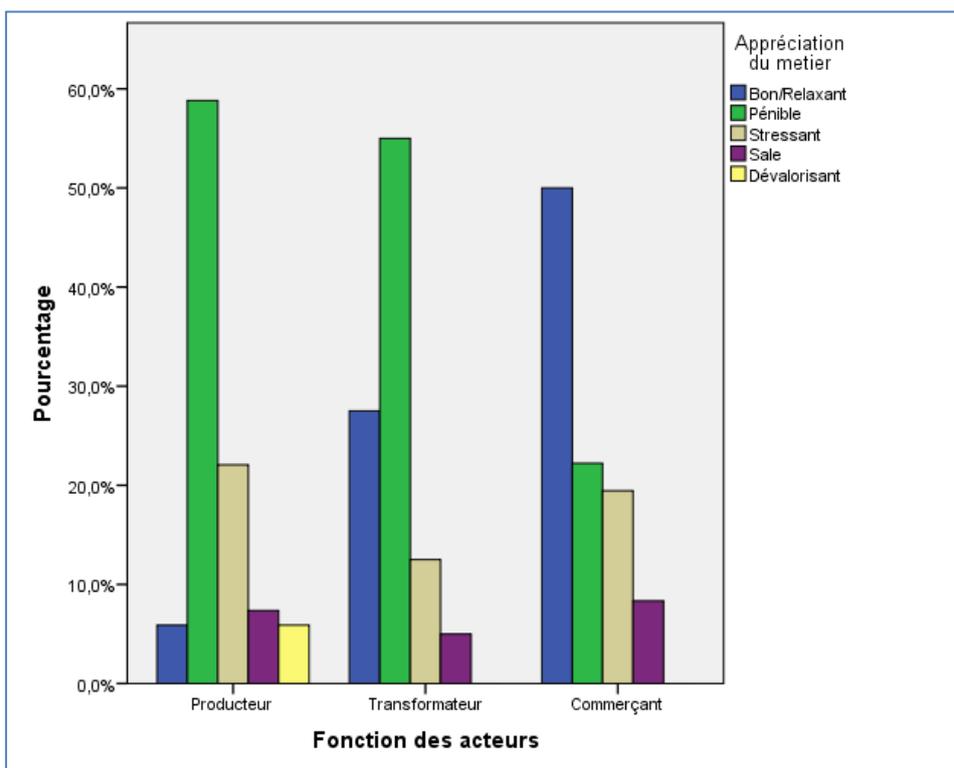


Figure 26. Appréciation du métier par les acteurs

Source : Auteur, résultats des enquêtes menées en 2022

Dans la zone d'étude, le caractère rudimentaire du secteur agricole marqué par le travail manuel et de faibles investissements dans la mécanisation contribue à l'image négative que les acteurs se font vis-à-vis de l'agriculture. Les témoignages recueillis pendant la recherche sur terrain montrent que le métier agricole est fortement lié au travail classique de terre réservé aux personnes n'ayant pas d'autres sources de revenu.

2.3. Analyse fonctionnelle des chaînes de valeur agricoles

2.3.1. La fonction de production

La production est un maillon clé de la chaîne de valeur agricole dans les zones rurales du Sud-Kivu. Les acteurs opérant dans ce maillon fournissent aux marchés des produits locaux frais d'origine végétale (denrées vivrières et maraichères) ainsi que des produits d'origine animale (animaux d'élevage, viandes, produits laitiers, œufs, cuires,...). Comprendre le système de culture et le système d'élevage d'une zone a des implications sur le comportement et l'engagement des acteurs ainsi que les facteurs qui peuvent attirer ou pousser les jeunes vivant dans la zone à s'engager dans le secteur.

Le système de culture : dans la zone d'étude la production végétale comprend plusieurs activités interdépendantes dont la plupart sont réalisées au niveau de la ferme (du champs). Il s'agit de l'approvisionnement en intrants et équipements, le défrichage, le labour, le hersage, l'apport de la fumure, le semis, l'entretien des cultures, la récolte, le conditionnement et le transport des récoltes, le stockage, les rencontres d'affaires avec les clients potentiels et la livraison aux marchés. Il ressort de l'étude que les principales cultures produites par les acteurs enquêtés sont par ordre d'importance le maïs, le manioc, le haricot, le bananier, le caféier, le riz ainsi que diverses cultures maraichères (voir la figure 27). Notons par ailleurs que d'autres spéculations sont produites à petite échelle. A l'exception du café qui est produit pour des fins principalement commerciales, les autres spéculations concernent un double objectif à savoir, l'autoconsommation familiale et la commercialisation.

Notons également qu'à part le riz qui est produit dans les marais, les plaines et les bas-fonds sous-irrigation par submersion, les autres cultures vivrières et maraichères sont produites sur la terre ferme et leur croissance dépend de l'intensité et la fréquence des précipitations (surtout que la zone connaît 9 mois de saison de pluie par an). La plupart d'acteurs utilisent des semences non-améliorées issues des récoltes précédentes et/ou achetées sur les marchés locaux. Ces semences sont généralement de faible qualité avec un très faible pouvoir germinatif, ce qui impacte négativement les rendements des exploitations. Notons par ailleurs qu'au cours de deux dernières décennies, les institutions de recherche agronomique notamment l'INERA et l'IITA ont mis en œuvre quelques programmes visant à développer le patrimoine semencier dans la région mais la vulgarisation de nouvelles variétés issues de ces programmes reste très limitée. L'utilisation des fertilisants minéraux (engrais minéraux) y compris la fertilisation

organique reste très limitée dans la région. Les observations sur terrain et les témoignages collectés auprès des acteurs revelent également que les travaux de production (labour, hersage, sarclage, récolte) sont réalisés généralement à la main. Dans le territoire d’Uvira on note par ailleurs quelques individus utilisant les tracteurs pour le labour, et certains optent pour la traction animale. Après la récolte les produits agricoles sont transportés dans des sacs et/ou paniers par les personnes qui parcourent par fois plusieurs kilometres à pieds.

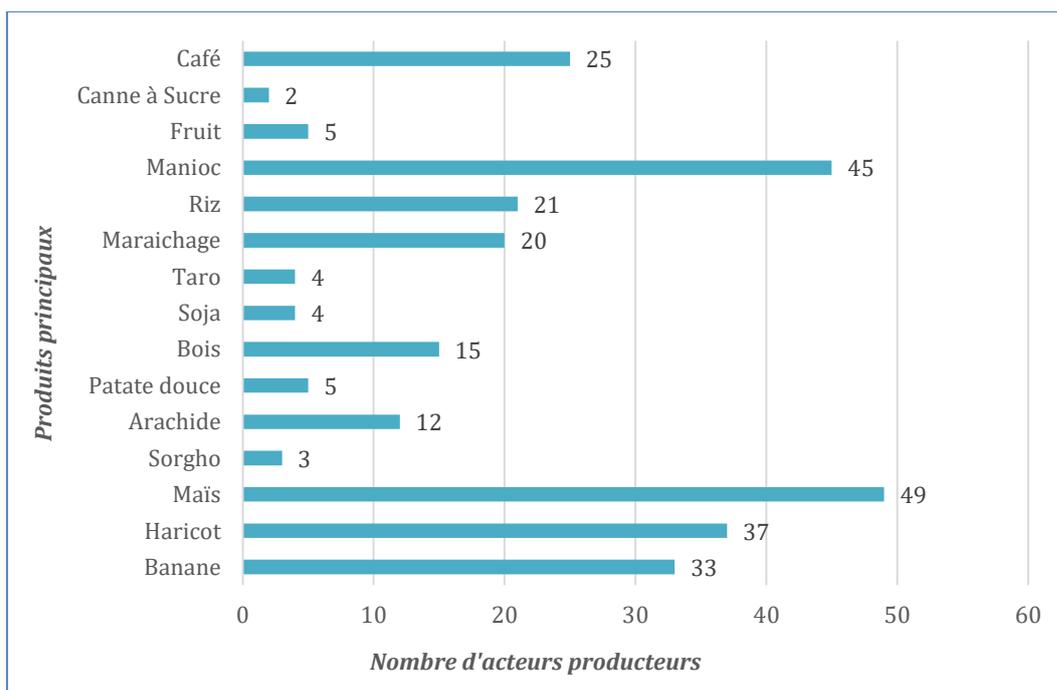


Figure 27. Les principales spéculations produites dans la zone

Source : Auteur, résultats des enquêtes menées en 2022

Le système d'élevage : dans les zones rurales enquêtées le système d'élevage est caractérisé par la présence du grand et petit bétail. Les animaux d'élevage rencontrés dans les exploitations enquêtées sont par ordre d'importance les petits ruminants (moutons et chèvres), les volailles (poules, canards, didons, pintades), les bœufs, les porcs, les cobayes. On a trouvé également des acteurs qui pratiquent la pisciculture (production de poissons) et l'apiculture (production de miel) (voir la figure 28). Les témoignages collectés lors des enquêtes sur terrain indiquent que pour la plupart des acteurs, l'élevage est pratiqué pour un objectif économique sauf le petit élevage (volailles et cobaye) pratiqués à la fois pour la commercialisation et la consommation familiale. Le bœuf comme produit d'élevage est considéré comme signe de richesse dans les zones rurales du Sud-Kivu. Les bœufs et les petits ruminant (chèvres et moutons) jouent un

grand rôle traditionnel pour la dôte lors du mariage coutumier et/ou l'acquisition des terres. La monnétisation de l'économie locale observée ces dernières décennies tend à bouleverser cette dynamique. Certains acteurs ont déclaré qu'ils épargnent via l'élevage, c'est-à-dire, lorsqu'une personne gagne de l'argent liquide, au lieu de le garder dans sa maison, elle préfère acheter une tête de bétail qu'il revendra lorsque le besoin d'argent se fera sentir. Sur les différents marchés enquêtés le prix moyen d'un bœuf adulte, varie entre 300 à 500\$, une chèvre/mouton coûte en moyenne 50 à 100\$, le porc 50 à 100\$, une poule vaut en moyenne 6\$. Notons également que seuls les bœufs sont élevés à la fois pour la production de la viande et du lait.

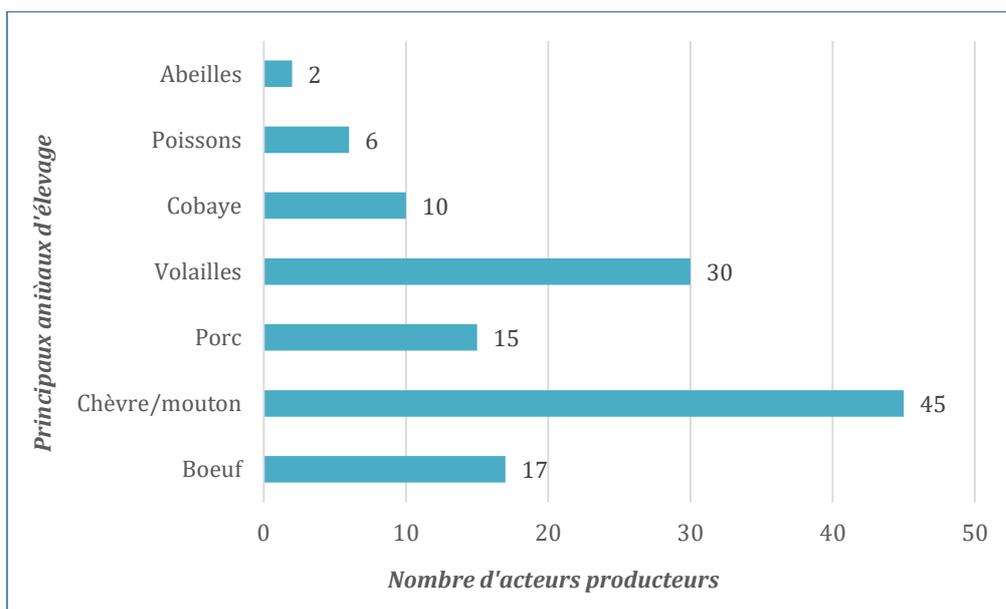


Figure 28. Principaux animaux d'élevage dans la zone

Source : Auteur, résultats des enquêtes menées en 2022

2.3.2. La fonction de transformation des produits agricoles

La présente étude a révélé que les techniques de transformation des produits agricoles dans les zones rurales du Sud-Kivu varient selon le produit à transformer et du produit final visé. Généralement les petites unités de transformation identifiées dans la zone assurent la réception et le pesage, le triage et le nettoyage (le cas échéant) y compris la transformation proprement dite. Certains acteurs arrivent à l'étape d'emballage et de conditionnement de quelques produits finis. L'objectif principale de la transformation des produits agricoles reste l'amélioration de la qualité et de la valeur ajoutée. C'est ainsi par exemple que la transformation de maïs dans la zone d'étude consiste à moudre les grains secs pour obtenir la farine de maïs grâce à de petits moulins. Dans la zone d'étude, la

semoule de maïs est produite spécifiquement par la Minoterie de Kamanyola (MINOKA) installée à Kamanyola dans le territoire de Walungu. La farine et la semoule de maïs sont donc utilisées dans l'alimentation humaine et les résidus sont utilisés dans l'alimentation des animaux. Les grains de maïs sont également transformés en boissons locales appelées « Kanyanga », une liqueur fortement alcoolisée produite par de petites unités brassicoles artisanales. Les cossettes de manioc sèches sont transformées en farine grâce aux petits moulins électriques installés dans la plupart des localités, bien que pour l'autoconsommation certains ménages recourent encore à une transformation manuelle utilisant des mortiers. Le manioc est transformé aussi en « chikwangue ou baton de manioc » appelé localement « kuanga » ou consommé à l'état cru après la cuisson. Après lavage, dépulpage et séchage la grande proportion de café produit localement est exportée sous forme de café parche. Notons par ailleurs que certains agripreneurs locaux parviennent à torréfier et moulinier le café qui est vendu sur le marché urbains de Bukavu et Uvira à petite échelle (exemple : *Heshima Coffee* produit par une coopérative des jeunes). Les bananes mûres sont transformées manuellement en jus « mutobe » ou fermentées en bouissons locaux « kasigisi » beaucoup consommées lors des cérémonies dans les zones rurales et même dans les quartiers périurbains. La transformation du riz consiste au décorticage réalisé grâce aux décortiqueuses électriques du type « SB 30 » tenues par les particuliers et/ou des mini-rizeries du type « ZX6 » tenues par la coopérative ADPA à Luvungi et la coopérative COOBABA à Sange dans le territoire d'Uvira. Le territoire d'Uvira reste le grand bassin de production rizicole au Sud-Kivu. Notons par ailleurs que la société Brassicole BRALIMA (filiale du géant Néerlandais HEINEKEN) dont l'usine est installée à Bukavu achète une partie du riz produit localement comme matière première utilisée dans la fabrication de la bière. Ceci entre dans le cadre de la « Fondation Bralima » qui est l'expression de la responsabilité sociétale à travers laquelle Bralima contribue au développement de la RDC depuis 2007. Les produits d'élevages transformés ou non sont retrouvés sur tous les marchés. Il s'agit notamment des viandes et des produits laitiers. Le lait de vache est transformé par procédé artisanal en fromage blanc « Mashanza » ou consommé comme lait caillé.

2.3.3. *La fonction de commercialisation des produits agricoles*

La commercialisation des produits agricoles implique souvent quelques opérations connexes notamment l'approvisionnement (auprès des producteurs ou des grossistes), le triage, le nettoyage et l'emballage, le transport du lieu d'approvisionnement

jusqu'au point de vente (et/ou vers l'unité de transformation avant la vente), les rencontres d'affaires (mobilisation des clients), la vente et la livraison aux clients (le cas échéant). Les produits agricoles sont vendus sur les marchés locaux dont certains sont fréquentés sur un rythme hebdomadaire et d'autres fréquentés journalièrement. Les principaux marchés physiques visités dans le cadre de la présente étude sont : le marché de Katana, Kavumu et Mudaka dans le territoire de Kabare ; les marchés de Kamanyola et Nyangezi dans le territoire de Walungu ; les marchés de Sange, Luberizi et Luvungi dans le territoire d'Uvira. Les observations faites et témoignages collectés lors des visites dans ces marchés font état des infrastructures physiques en état de délabrement. Les denrées agricoles sont parfois vendues à même le sol et sur de petites tables. Cependant, quelques rares commerçants grossistes disposent de petites boutiques appelées communément « dépôt d'aliments ». Sur les marchés ruraux et urbains on trouve des produits agricoles locaux frais (produits maraîchers et horticoles), des produits secs non-transformés (grains de céréales, cosettes de manioc, graines de légumineuses), et des produits déjà transformés (farine de manion, farine et sémoule de maïs, riz blanc, lait, bières locales par exemple).

2.4. Aperçu sur la gouvernance des chaînes de valeur agricoles au Sud-Kivu

A la lumière des détails fournis dans le deuxième chapitre de la présente thèse, la gouvernance de la chaîne de valeur renseigne sur la coordination verticale des activités économiques et des informations entre les acteurs. Les observations faites dans les différents marchés visités ainsi que les témoignages collectés auprès des acteurs, des informateurs clés ainsi qu'auprès des jeunes agripreneurs ont permis d'identifier trois modèles de gouvernance dominant les chaînes de valeur agricoles dans les zones rurales du Sud-Kivu. La coordination verticale des activités ainsi que le transfert des informations entre acteurs le long d'une chaîne varient selon la nature et la destination finale du produit. C'est ainsi que nous avons identifié ***le modèle de marchés, le modèle captif et le modèle de chaîne de valeur modulaire.***

2.4.1. Le modèle de marchés

C'est le modèle le plus répandu dans les zones rurales enquêtées et concerne tous les produits et services proposés sur les marchés ruraux locaux. Il est caractérisé par une libre concurrence entre acteurs de la chaîne de valeur sans pouvoir dominant. Les observations faites au niveau des marchés dans les huit sites d'étude n'ont pas révélé un

système de coordination spécifique. Chaque acteur propose librement sont produits ou services à ses clients sur les marchés locaux qui à son tour paie directement au comptant.

2.4.2. Le modèle de chaîne de valeur captif

C'est le modèle caractéristique des transactions commerciales observé entre les producteurs agricoles ruraux et commerçants urbains. Il concerne surtout des produits vivriers locaux destinés aux marchés de table dans les villes de Bukavu et d'Uvira. Dans les zones rurales enquêtées ce modèle se matérialise par le fait que les petits producteurs agricoles dépendent de plus en plus d'acheteurs beaucoup plus importants venant de centres urbains. Les commerçants urbains (collecteurs et grossistes) jouent ici le rôle de chefs de files. Avec les exigences en termes de qualité des consommateurs urbains, les commerçants chefs de files communiquent au préalable les spécifications des produits recherchés. La communication sur les spécificités est essentiellement orale ce qui crée par fois des malentendus lors que les éléments communiqués n'ont pas été respectés par l'une ou l'autre partie sans preuve écrite tangible. Il s'observe par fois le refus de certains produits ne remplissant pas les spécifications de qualité préalablement communiquées d'où la position de faiblesse des petits exploitants agricoles ruraux en pareille circonstance. Et, surtout que nous avons repéré certains cas où les commerçants chefs de file préfinancent les activités de production.

2.4.3. Le modèle de chaîne de valeur modulaire

Ce modèle n'est pas beaucoup rependu et s'observe uniquement dans la chaîne de valeur de riz dans le territoire d'Uvira. Dans cette zone certains producteurs rizicoles participent aux marchés de fourniture du riz à la brasserie BRALIMA, une filiale du géant néerlandais HEINKEN. Les transactions commerciales et toutes les informations y relatives sont coordonnées entre trois coopératives (ADPA, COOSOPRODA, COOPABA) et la société brassicole BRALIMA sous la facilitation de certaines organisations de développement agricole oeuvrant dans la zone (plus spécifiquement AGRITERRA et RICOLTO). La prestation de fourniture est fondée sur les spécifications des critères quantitatifs et qualitatifs et formalisée par l'établissement des contrats écrits. Les trois coopératives rizicoles quant à leur tour communiquent les spécifications requises à tous leurs membres qui souhaitent participer au marché. Nous avons pu accéder à une copie du contrat signé entre l'une de ces coopératives et la société BRALIMA. Il en ressort que les spécifications des attributs de qualité qui sont consignées

dans les contrats d'achat de riz sont entre autres le taux de brisure, le taux de fraîcheur et le taux d'impuretés. Le riz présentant des paramètres de qualité dans la catégorie inacceptable est rejeté par la société BRALIMA et retournés aux frais des fournisseurs. Pour répondre donc à ses exigences, les acteurs membres de coopératives produisent et décortiquent le riz selon les spécifications édictées par la société BRALIMA dont les valeurs paramétriques de référence sont détaillées dans le contrat.

2.5. Les marchés agricoles ruraux au Sud-Kivu

Un modèle de gouvernance qui facilite l'intégration des acteurs plus pauvres dans un système des marchés qui fonctionne normalement est l'un des piliers pour l'essor des chaînes de valeur agricoles dans les zones rurales. Les résultats présentés ci-dessous montrent que 36% des acteurs enquêtés ont comme clients principaux les consommateurs directs, 22,9% considèrent les détaillants sur les marchés locaux comme leurs principaux clients, 20,1% vendent à la fois aux consommateurs finaux et aux entreprises, 14,6% d'acteurs vendent leurs produits/services aux grossistes et seuls 5,6% indiquent que les entreprises constituent leurs clients principaux (voir la figure 29).

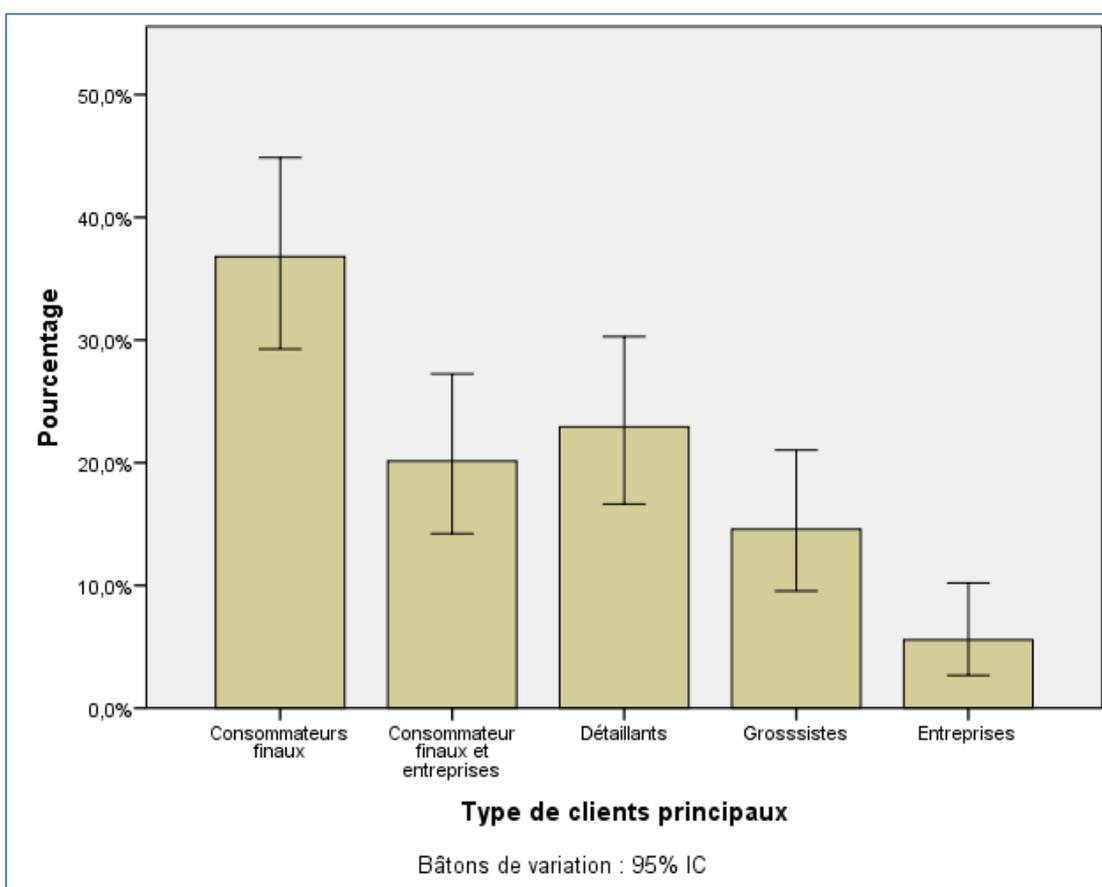


Figure 29. Type de clients de biens et/ou services

Source : Auteur, résultats des enquêtes menées en 2022

L'étude révèle également que 45,4% de clients achetant des produits/ services agricoles dans la zone sont des ruraux, 44,4 % viennent des zones urbaines à savoir Bukavu et Uvira et seuls 9,7% viennent des pays voisins notamment du Rwanda et du Burundi, deux pays qui partagent la frontière avec la province du Sud-Kivu (plus spécifiquement dans le territoire d'Uvira et Walungu). Notons également que 91,7% des acteurs opérant dans les chaînes de valeur agricoles au Sud-Kivu n'ont aucun contrat formel les liant avec leurs clients. Seuls 8,3% ont indiqué avoir des contrats avec leurs clients, par ailleurs ces contrats ne sont pas sécurisés et peuvent être rompus à tout moment. Le caractère informel qui domine le secteur agricole dans le pays en général consitue donc un défis majeur et impacte négativement la professionnalisation des acteurs de chaînes da valeur agricoles. Parmi les rares acteurs qui établissent des contrats formels avec leurs clients, les commerçants des produits agricoles viennent en tête de liste, suivis des acteurs opérant dans la transformation. Les producteurs agricoles qui ont des contrats formels avec leurs clients sont très rares (voir la figure 30).

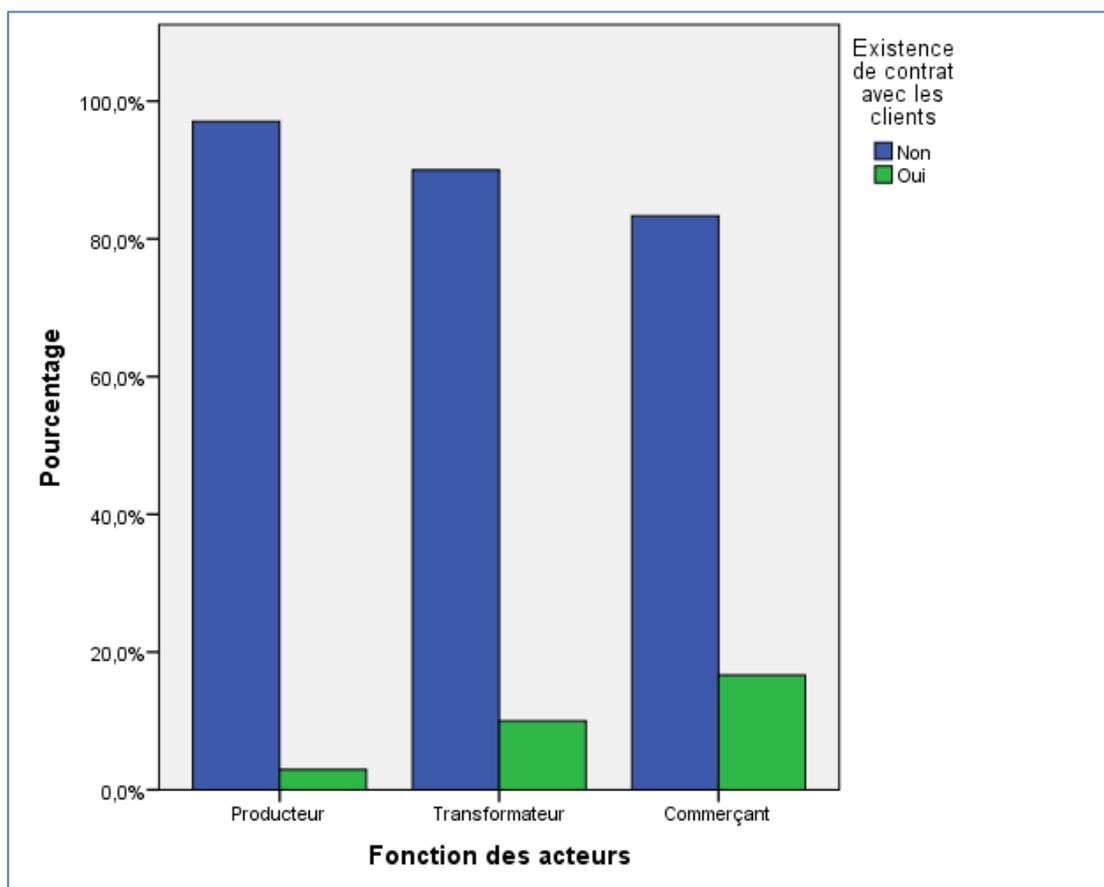


Figure 30. Existence de contrat formel avec les clients

Source : Auteur, résultats des enquêtes menées en 2022

En dépit d'innombrables défis auxquels font face les acteurs des chaînes de valeur agricoles, ces derniers restent confiant quant à l'avantage concurrentiel de leurs produits sur les marchés locaux. En effet, 83,3% des acteurs enquêtés dans la zone ont déclaré que les produits agricoles locaux restent compétitifs comparés aux produits importés, contre 16,7% qui ont déclaré le contraire. Les acteurs situent la force concurrentielle des produits locaux au niveau de la qualité (78,3%), du prix proposé (15,0%) et du respect des engagements contractuels (6,7%).

2.6. Accès aux facteurs de production et environnement économique des chaînes de valeur agricoles

2.6.1. Les financements des chaînes de valeur agricoles dans les zones rurales du Sud-Kivu

L'étude a révélé que seuls 8,3% des acteurs des chaînes de valeur agricoles disposent d'un compte bancaire dans une agence formelle contre 91,7% des acteurs qui n'ont aucun accès aux services financiers formels (voir la figure 31).

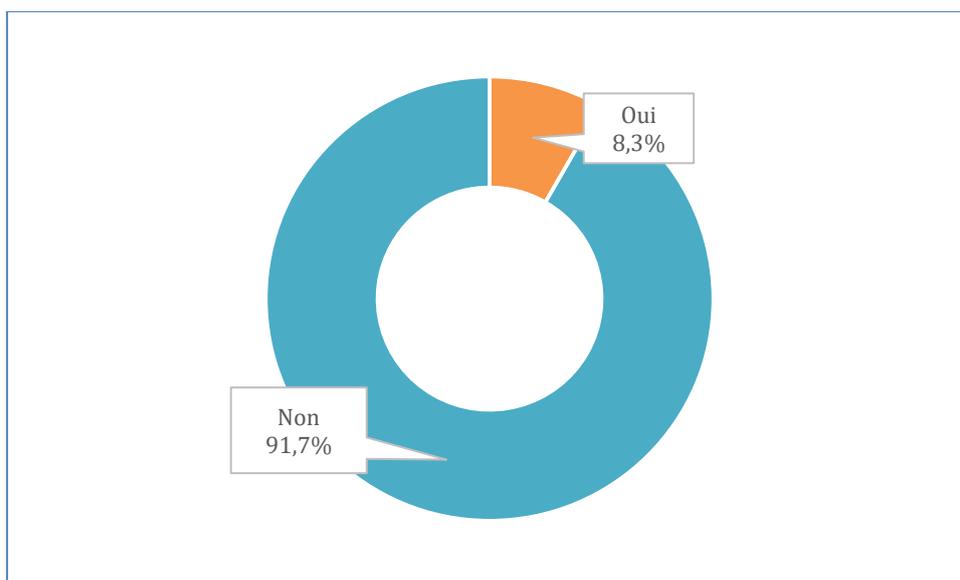


Figure 31. Avoir un compte bancaire dans une agence formelle

Source : Auteur, résultats des enquêtes menées en 2022

Ce faible taux de bancarisation met en exergue les défis financiers auxquels les acteurs des chaînes de valeur agricoles font face dans les zones rurales. Et pourtant, qu'ils s'agissent des producteurs, des transformateurs et des commerçants, toutes les opérations réalisées dans leurs exploitations nécessitent la mobilisation des ressources financières pour atteindre leurs objectifs économiques. Ces résultats sur le taux de bancarisation ne sont pas loin de ceux trouvés par Mermoux et Gilkes (2019) qui indiquent que la RDC

affiche un niveau d'inclusion financière très faible avec un taux de bancarisation nationale qui peine à évoluer et qui stagne autour de 6%. Au-delà de l'exclusion financière profonde des zones rurales en RDC, seulement 2,3 millions d'adultes, soit 12% de la population adulte, avaient un compte bancaire en 2019 selon les mêmes auteurs. L'exclusion financière est donc plus prononcée chez les plus démunis, en particulier les personnes qui vivent de l'agriculture. Toutes les banques et les IMF opérant au Sud-Kivu sont concentrées dans les villes de Bukavu et d'Uvira. Notons qu'il s'agit des banques purement commerciales, la RDC ne compte actuellement aucune banque agricole. Nous avons par ailleurs répertorié certaines Coopératives d'Épargne et de Crédit (COOPEC) dans les zones d'étude comme la COOPEC Sange et la COOPEC Kavumu. Les témoignages collectés sur terrain montrent que les acteurs enquêtés ayant essayé de demander le crédit auprès d'une institution financière formelle se sont heurtés à des conditions difficiles d'accès fixées par ces agences. En plus des procédures et exigences administratives complexes, les COOPEC opérant en zones rurales exigent à leurs membres des garanties matérielles hypothécaires et/ou de garantie morale venant des employeurs pour le crédit sur salaire (évoqué par 60% d'enquêtés). 25% des acteurs enquêtés ont indiqué le manque d'informations sur les services financiers proposés par ces agences comme facteur limitant leur accès alors que 10% sont plus limités par le taux d'intérêt exigé et 5% éprouvent la peur de ne pouvoir pas rembourser au vu des exigences très contraignantes (voir la figure 32). Notons par ailleurs que certaines IMF ont commencé à vulgariser depuis ces dix dernières années les crédits solidaires mais dont les procédures administratives n'attirent pas plusieurs personnes selon les témoignages collectés dans le cadre de cette étude.

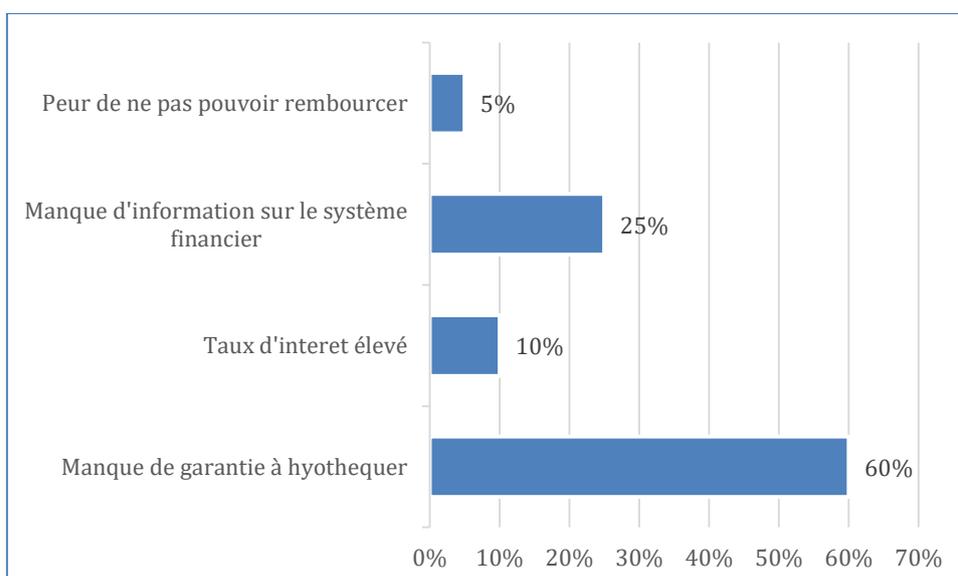


Figure 32. Facteurs limitant l'accès aux services formels de financement agricole

Source : Auteur, résultats des enquêtes menées en 2022

Dans la plupart des contextes, lorsque l'accès aux services financiers formels devient de plus en plus difficile comme c'est le cas dans notre zone d'étude, les recours aux différents mécanismes informels devient une alternative pour pourvoir répondre au besoin en capitaux. En effet, les résultats de la présente étude montrent que tous les 144 acteurs enquêtés (100%) font régulièrement recours aux mécanismes financiers informels pour répondre à leurs besoins en capitaux. Avec la présence des ONG et des programmes de développement, des services financiers informels d'impact social considérable ont été vulgarisés dans la zone notamment les Associations Villageoises d'Épargne et de Crédit (AVEC) et les Mutuelles de Solidarité (MUSO). Les témoignages recueillis sur terrain auprès des acteurs des chaînes de valeur et auprès des informateurs clés montrent qu'il existe d'autres mécanismes financiers traditionnels qui sont toujours utilisés dans la province du Sud-Kivu depuis bien longtemps comme la ristourne (appelé communément « *Likirimba* »), le système communément appelé « *Banque Lambert* ». Dans la région la « *Banque Lambert* » désigne un système d'emprunt au taux de remboursement forfaitaire élevé avec un délai généralement très court. La plupart des acteurs ayant indiqué avoir eu recours à ce système ont confié avoir été dans une situation d'extrême urgence. Le principe de cette « banque » est simple, emprunter de l'argent auprès d'un tiers et s'engager à le rembourser dans un délai fixé par les deux parties (généralement le délai est dicté par le créancier). D'autres acteurs demandent l'emprunt auprès des personnes les plus proches comme leurs amis, les membres de sa famille, etc. (voir la figure 33). Le recours aux services financiers non-formels a été également observé par Gbinlo et Soglo (2003) dans le contexte rural presque similaire au Bénin lors de leurs travaux sur la libéralisation financière et accès au crédit et à l'épargne en zones rurales. Comme nous l'avons également observé au Sud-Kivu, les auteurs montrent que dans la plupart de cas les personnes adhèrent de plus en plus aux groupes informels pour surmonter les obstacles liés à la garantie par le biais des cautions solidaires. Venet (1994) avait observé quant à lui que les prêts sur les marchés informels apparaissent en effet comme une alternative aux insuffisances des services bancaires dans la plupart des économies fragiles.

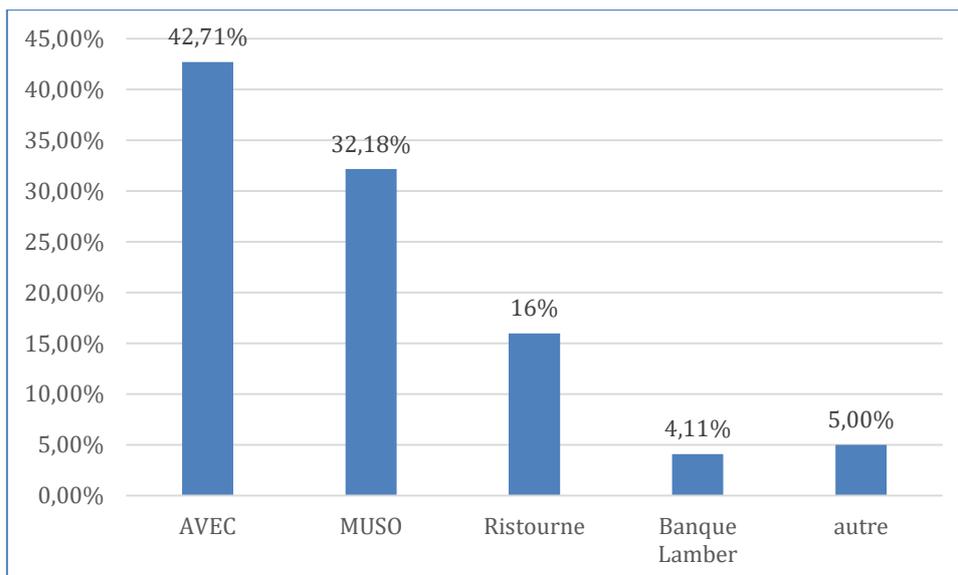


Figure 33. Services financiers non-formels utilisés dans le financement agricole

Source : Auteur, résultats des enquêtes menées en 2022.

2.6.2. L'intégration des Technologies de l'Information et de Communication (TIC) dans les chaînes de valeur agricoles

A l'ère du numérique et du développement technologique global, il est important d'examiner la question de l'accès aux innovations et leur adoption par les acteurs des chaînes de valeur agricoles en général plus singulièrement en zones rurales. Avec la globalisation de l'économie, les acteurs sont appelés donc à tirer profit des TIC pour innover leurs pratiques ainsi que leurs systèmes de management et de communication, pour plus d'avantages concurrentiels. Le tableau 9 montre malheureusement que 67,4% des acteurs enquêtés ne possèdent pas de téléphone portable contre seulement 32,6% qui en possèdent. Et parmi les rares qui ont des téléphones portables, 91,67% d'entre eux n'ont aucun accès à l'internet contre 8,33% qui ont affirmé en avoir accès.

Tableau 8
Accès des acteurs au téléphone portable et à l'internet

| Réponse | Avoir un téléphone portable | | Avoir accès à l'internet | |
|---------|-----------------------------|-------------|--------------------------|-------------|
| | Effectifs | Pourcentage | Effectifs | Pourcentage |
| Non | 97 | 67,4 | 132 | 91,67 |
| Oui | 47 | 32,6 | 12 | 8,33 |
| Total | 144 | 100 | 144 | 100 |

Source : Auteur, résultats des enquêtes menées en 2022

Le faible taux d'accès à l'internet observé dans les zones rurales du Sud-Kivu n'est pas très éloigné de la moyenne observée par plusieurs auteurs ayant étudié cette question en Afrique. La plupart de recherches estiment que seul environs 10% des ménages de l'Afrique rurale ont accès à l'internet (CTA, 2016 ; GIZ, 2020 ; Otsuka & Fan, 2021). Malgré les efforts fournis pour promouvoir l'adoption de technologies innovantes, de nombreux petits agriculteurs sont toujours étrangers à cette nouvelle vague de développement pour plusieurs raisons. L'un des obstacles majeurs à l'adoption des TIC en agriculture est le niveau d'éducation des agriculteurs comme déjà expliqué à travers la section sur le niveau d'étude avec des résultats montrant clairement un taux d'analphabétisation élevé parmi les acteurs ruraux enquêtés.

Trois entreprises de télécommunication à savoir Orange, Airtel et Vodacom sont opérationnelles dans la région avec une très faible couverture du réseau cellulaire dans les localités rurales. Les causes principales limitant l'accès aux nouvelles technologies évoquées par les acteurs enquêtés sont par ordre d'importance le manque des moyens financiers (57%), le niveau d'étude (23%), le faible niveau de couverture par le réseau cellulaire (20%). En couplant la question liée au genre et l'accès aux outils numériques, l'étude montre que ce sont les hommes qui ont plus accès aux téléphones portables comparés aux femmes et par ricochet l'accès à l'internet. Les acteurs des chaînes de valeur agricoles opérant dans le territoire de Kabare ont plus accès au téléphone et internet comparés à leurs pairs vivant dans les territoires de Walungu et Uvira (voir la figure 34). La proximité des territoires de Kabare et Walungu avec la ville de Bukavu, chef lieu de la province du Sud-Kivu peut expliquer ces tendances.

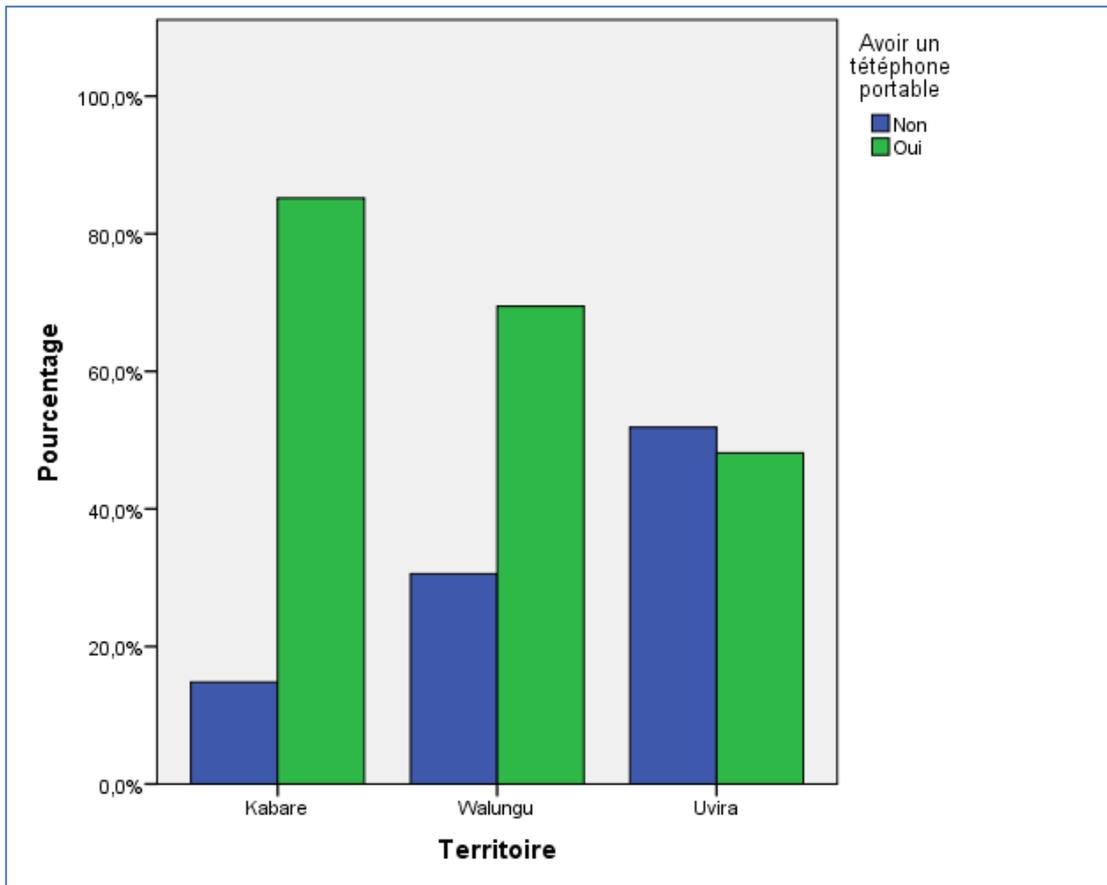


Figure 34. Accès au téléphone portable par territoire

Source : Auteur, résultats des enquêtes menées en 2022

2.6.3. Des acteurs avec de faibles compétences technique et de gestion

Le tableau 9 montre que sur les 144 acteurs ayant participé à l'étude, seul un peu plus de la moitié, soit 78 acteurs (54,2%) ont déjà suivi une formation professionnelle liée à leur métier contre 66 acteurs (45,8%) qui n'ont jusque là suivi aucune formation. Ces formations sont dispensées par les ONG ainsi que les programmes de développement et couvrent plusieurs thématiques comme : les techniques de production agricole, l'amélioration de la qualité des produits agricoles (transformation), la gestion des exploitations (agriprenariat), le marketing agricole, etc. L'étude révèle également que malgré les formations acquises, 95,5% des acteurs ne tiennent pas même la comptabilité élémentaire des opérations de leurs exploitations et n'ont par conséquent aucun plan d'affaires y relatif. Notons par ailleurs que seuls 3,5% d'acteurs en majorité opérant dans la commercialisation des produits agricoles ont affirmé tenir régulièrement la comptabilité et disposent chacun le plan d'affaires de son exploitation.

Tableau 9
Compétences techniques et de gestion des acteurs

| Réponse | Avoir suivi une formation liée au métier | | Tenir la comptabilité | | Avoir un plan d'affaires | |
|---------|--|-------------|-----------------------|-------------|--------------------------|-------------|
| | Effectifs | Pourcentage | Effectifs | Pourcentage | Effectifs | Pourcentage |
| Non | 66 | 45,8 | 139 | 96,5 | 139 | 96,5 |
| Oui | 78 | 54,2 | 5 | 3,5 | 5 | 3,5 |
| Total | 144 | 100 | 144 | 100 | 144 | 100 |

Source : Auteur, résultats des enquêtes menées en 2022

2.6.4. *Absence des politiques incitatives locales*

Les observations faites ainsi que les témoignages collectés sur terrain font état d'une quasi absence des politiques visant spécifiquement à soutenir les acteurs des chaînes de valeur agricoles en dehors de quelques initiatives mises en place par des ONG dans le cadre des programmes humanitaires. Les résultats de l'étude ont montré clairement que sur les 144 acteurs enquêtés, seuls 25 d'entre eux (17,4%) ont bénéficié des subventions pour soutenir le développement de leurs exploitations contre 119 acteurs (82,6%) qui ne comptent que sur leurs efforts personnels. Les subventions dont question ici sont par exemple des intrants agricoles (semences, engrais), des outils aratoires, des machines de transformations, un capital de démarrage des activités commerciales, etc.

2.7. *Engagement des acteurs dans les chaînes de valeur agricoles*

2.7.1. *Des acteurs qui s'engagent plus par nécessité que par opportunité*

L'un des points ayant intéressé la présente étude est de comprendre les facteurs qui avaient initialement motivé les acteurs à s'engager dans les chaînes de valeur agricoles. Les résultats montrent clairement que le manque d'autres options semble être le facteur principal ayant incité les acteurs à s'engager dans leur métier. Les témoignages collectés sur terrain indiquent que cette tendance est liée généralement à une crise économique marquée par le taux de chômage élevé, l'inflation et l'absence des opportunités alternatives dans les zones rurales. D'autres acteurs ont déclaré s'être engagés dans le métier agricole juste parce qu'ils pensent que l'agriculture est le seul recours des personnes qui n'ont pas eu la chance d'aller à l'école. On trouve tout de même quelques acteurs qui déclarent s'être engagés par objectif purement économique alors que d'autres ont imité juste le travail de leurs parents. Après analyse, nous avons classé ces différentes

raisons en trois principaux types de motivation entrepreneuriale retrouvés chez Verheul et al. (2010). Les résultats de l'étude relèvent premièrement que sur les 144 acteurs enquêtés, 95 d'entre eux (63,9%) se sont engagés dans le métier agricole par nécessité (manque d'autres options, chômage), suivis du deuxième groupe composé de 35 acteurs (24,3%) qui se sont engagés par opportunité (objectif économique : augmenter les richesses, profiter des opportunités des marchés). En troisième position nous avons 17 acteurs (11,8%) qui ont déclaré avoir pris la décision de s'engager à la fois par opportunité et par nécessité (voir la figure 35). Verheul et al. (2010) ont obtenu des résultats similaires après leurs travaux sur la motivation entrepreneuriale. Après leurs observations, les auteurs catégorisèrent les entrepreneurs en trois groupes qui se distinguent par des facteurs qui incitent les uns et les autres à s'engager plus pleinement et, à gravir les échelons entrepreneuriaux : les entrepreneurs qui s'engagent par *opportunité* et d'autre qui le font par *nécessité* ainsi que ceux ayant des *motivations mixtes* de création d'entreprises. Shapero et Sokol (1982) puis Gilad et Levine (1986) observèrent quant à eux que les individus décident de s'engager dans une activité entrepreneuriale en raison de différentes combinaisons de facteurs sociaux, économiques, culturels et environnementaux.

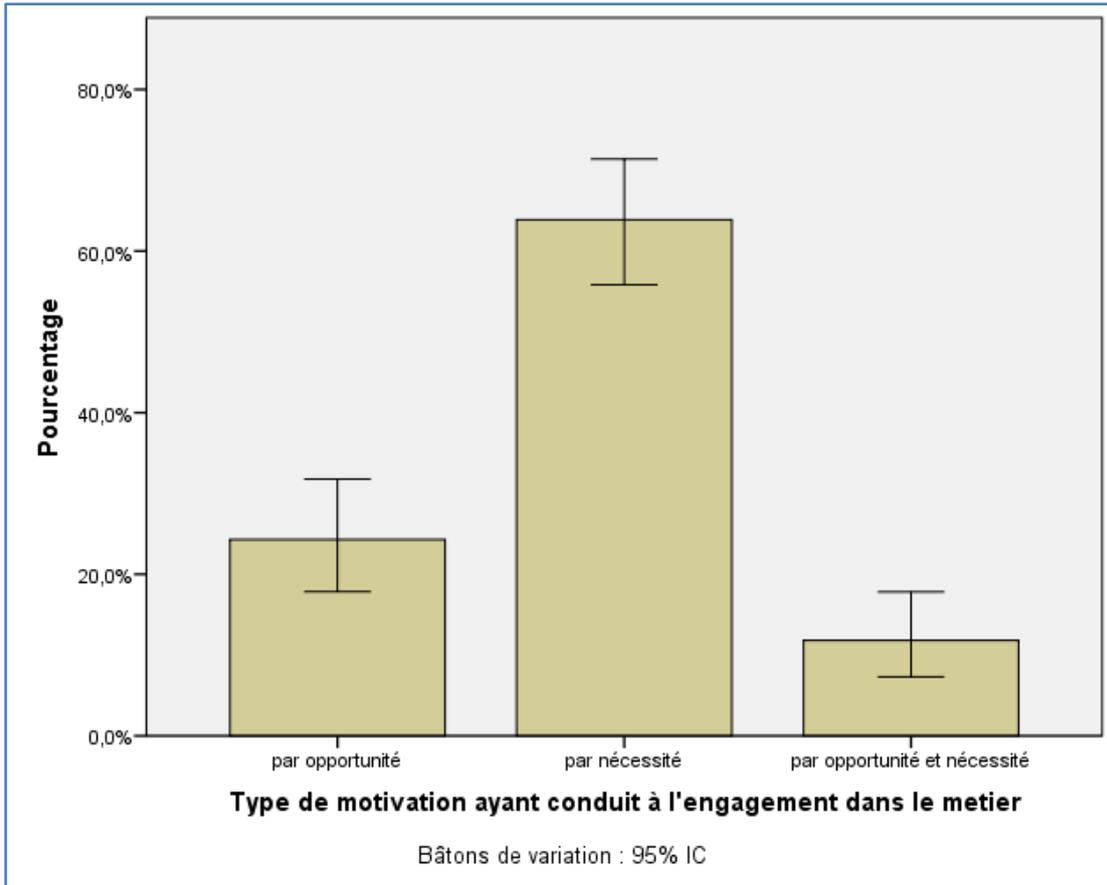


Figure 35. Type de motivation des acteurs des chaînes de valeur agricoles

Source : Auteur, résultats des enquêtes menées en 2022

Après cette catégorisation le test de Khi carré pour l'indépendance (avec la correction de continuité de Yates) a indiqué qu'il existe une différence statistiquement significative entre les acteurs hommes et femmes en ce qui concerne le type de motivation, $\chi^2 (2, n = 144) = 6,153, p = 0,046$. En effet, comme le montre le tableau 10, les hommes ont été plus motivés par opportunité (30,4%) comparés aux femmes (18,7%), alors que plus des femmes (73,3%) qui ont été motivées par nécessité comparées aux hommes (53,6%) et 15,9% des hommes se sont engagés par double motivation contre 8,0% des femmes. Dans une société patriarcale caractéristique de la région, les hommes sont les chefs des familles. Pour pouvoir répondre aux besoins de base de leurs ménages et de la famille élargie, ils doivent s'engager pleinement dans les activités qu'ils jugent rentables économiquement. Le fait que les femmes soient plus engagées par nécessité, se justifie par le fait que dans la région ces dernières ne s'engagement pleinement dans les activités économiques que lorsqu'elles sont cheffes de ménages (veuves, femmes célibataires) ou lorsque leurs maris ne sont plus économiquement actifs. Cette tendance

est liée également au faible accès de femmes aux facteurs de production (terre, financement).

Tableau 10

Type de motivation en fonction du genre des acteurs (N=144)

| Genre | Motivation par opportunité | | Motivation par nécessité | | Motivation par nécessité et par opportunité. | |
|-------|----------------------------|-------------|--------------------------|-------------|--|-------------|
| | Effectifs | Pourcentage | Effectifs | Pourcentage | Effectifs | Pourcentage |
| Homme | 21 | 30,4 | 37 | 53,6 | 11 | 15,9 |
| Femme | 14 | 18,7 | 55 | 73,3 | 6 | 8,0 |
| Total | 35 | 24,3 | 92 | 63,9 | 17 | 11,8 |

Source : Auteur, résultats des enquêtes menées en 2022

2.7.2. *Les acteurs n'encouragent pas leurs enfants (successeurs) à s'engager dans le métier agricole*

Les parents jouent un rôle capital dans l'éducation et l'orientation professionnelle de leurs successeurs/enfants dans plusieurs régions du monde. Il est clair que si les jeunes sont encouragés et coachés par leurs parents depuis leurs bas âges, ils auront tendance de suivre la voie professionnelle de ces derniers. En répondant à la question de savoir si les acteurs encouragent leurs enfants adultes à s'engager dans le métier agricole, les résultats montrent que seuls 38,2% des acteurs participants ont affirmé qu'ils encouragent leurs enfants à s'engager dans le secteur agricole alors que 61,8% des acteurs ne le font pas. De plus, sur l'ensemble de 144 acteurs ayant participé à la présente étude, 96 d'entre eux (66,7%) ont déclaré que leurs enfants ne s'intéressent pas au métier agricole contre 48 acteurs (33,3%) qui ont confirmé l'intérêt de leurs enfants vis-à-vis du métier agricole (voir le tableau 11). Les témoignages issus des enquêtes montrent que dans le contexte du Sud-Kivu où l'agriculture est considérée comme une profession réservée aux personnes sans d'autres moyens de survie et qui n'ont pas suffisamment étudié, la plupart des acteurs ont tendance à orienter leurs successeurs vers un avenir non-agricole.

Tableau 11

Encourager les jeunes à s'engager dans le métier agricole (N=144)

| Réponse | Encouragez-vous vos enfants à s'engager dans ce métier ? | | Vos enfants/successeurs s'intéressent-ils de ce métier ? | |
|---------|--|-------------|--|-------------|
| | Effectifs | Pourcentage | Effectifs | Pourcentage |
| | Non | 89 | 61,8 | 96 |

| | | | | |
|-------|-----|------|-----|------|
| Oui | 55 | 38,2 | 48 | 33,3 |
| Total | 144 | 100 | 144 | 100 |

Source : Auteur, résultats des enquêtes menées en 2022

Les résultats de l'étude ont révélé clairement que la fonction que joue un acteur le long de la chaîne de valeur exerce une influence sur sa capacité à encourager ses enfants à suivre ses traces. C'est ainsi que les commerçants viennent en tête des acteurs qui encourager leurs enfants à s'engager dans le métier de commercialisation, suivis des transformateurs, par ailleurs très peu des producteurs le font (voir la figure 36).

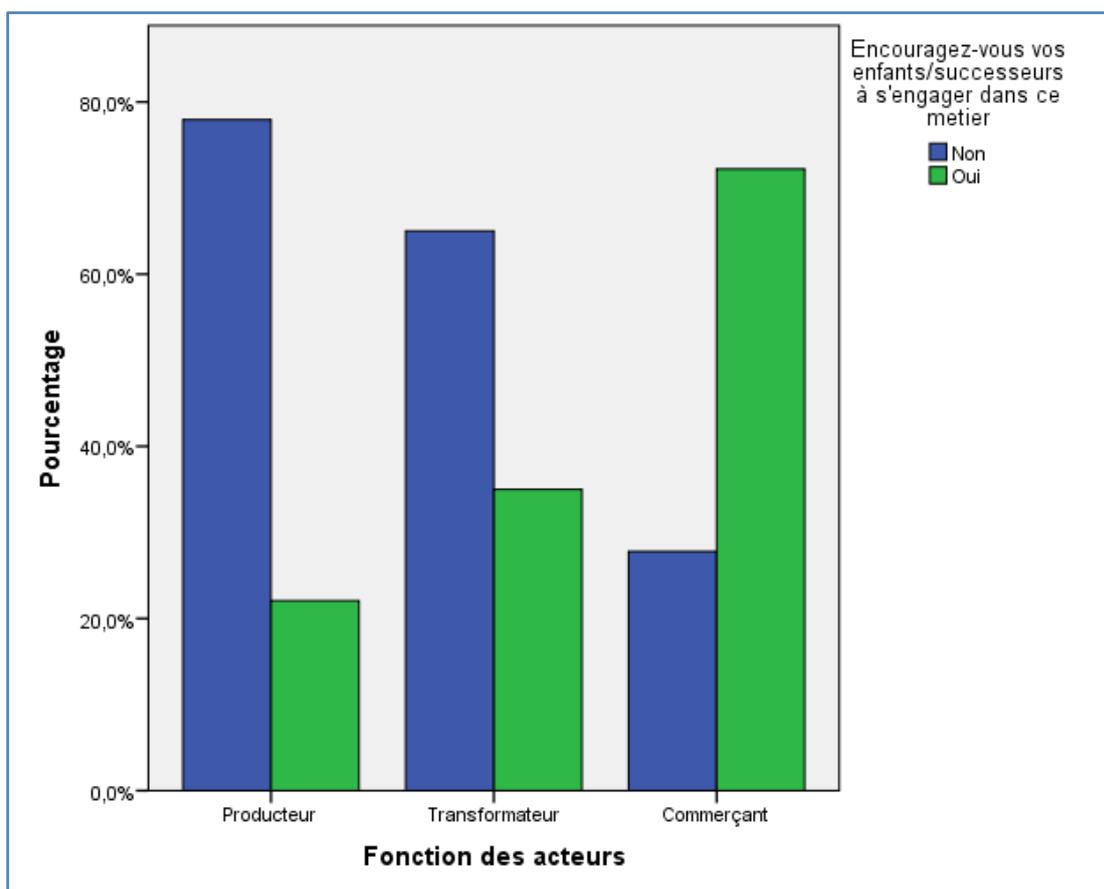


Figure 36. Acteurs qui encouragent leurs enfants à s'engager dans l'agriculture

Source : Auteur, résultats des enquêtes menées en 2022

2.7.3. L'agriculture perçue par les acteurs comme moyen de subsistance incertain dans les zones rurales du Sud-Kivu

Les résultats de l'étude révèlent que seul un peu plus de la moitié (56,9%) des acteurs de chaînes de valeur agricoles parviennent à répondre à tous leurs besoins de base à partir des revenus tirés du métier agricole. Cependant 43,1% des acteurs ont déclaré que le métier agricole ne leur permet pas de couvrir toutes les charges familiales (voir la figure

37). Pour combler ce gap, ils sont donc obligés de recourir à d'autres sources de revenu dans un contexte économique déjà fragile par suite de multiples crises socio-économiques et sécuritaires qui ont secoué la région pendant les trois dernières décennies. Il s'observe donc un faible niveau de revenu géré à travers le métier agricole. Cette situation impacte négativement le niveau d'engagement des acteurs dans le secteur agricole. Le test de Khi carré pour l'indépendance (avec la correction de continuité de Yates) a montré qu'il existe une différence statistiquement significative entre les acteurs hommes (32%) et femmes (68%) concernant l'incapacité de couvrir tous les besoins de base de leurs ménages à partir des revenus tirés du métier agricole, $\chi^2 (1, n = 144) = 7,803, p = 0,005$.

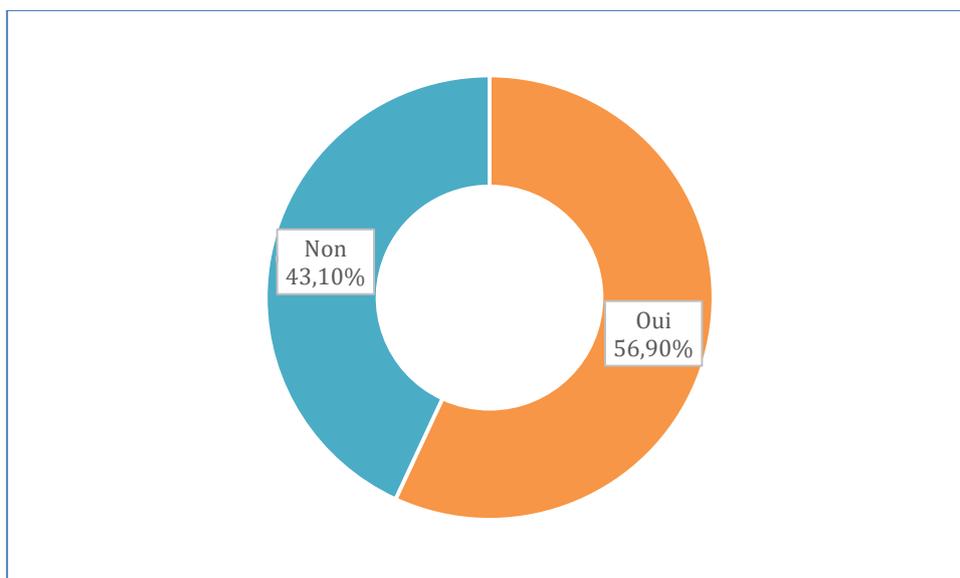


Figure 37. Les revenus tirés de ce métier ne peuvent pas couvrir tous les besoins du ménage

Source : Auteur, résultats des enquêtes menées en 2022

1.5.5. Perspectives de carrière des acteurs : abandonner ou continuer avec le métier agricole

L'étude révèle que 60 acteurs (41,7%) souhaitent quitter le secteur agricole si d'autres opportunités de carrière se présentaient alors que 84 acteurs (58,3%) ont indiqué qu'ils envisagent continuer avec leur métier alors que (voir la figure 38). Les perceptions négatives vis-à-vis de l'agriculture comme profession rendent le secteur de plus en plus moins attractif. Vient ensuite le faible accès aux facteurs de production (moyens financiers, encadrement technique) qui rend de plus en plus le métier incertain et précaire. Cette tendance d'abandon observée au Sud-Kivu est confirmée par plusieurs études réalisées en Afrique Sub-Saharienne dans les contextes similaires comme largement expliqué à travers les chapitres précédents. C'est ainsi par exemple que l'Organisation

Internationale du Travail (OIT, 2020) a récemment observé une baisse du taux d'emploi dans le secteur agricole, soit 50,5% de l'emploi total en 2020, en léger recul par rapport à 2011 (53,5 %). Et pourtant, l'agriculture est le secteur qui emploie le plus des personnes en Afrique comme le confirme l'OIT. De Vries et al. (2015) avait également trouvé la même tendance baissière en indiquant que la part de l'emploi dans l'agriculture est passée de 61,6% en 1990 à 49,8% en 2010 dans les pays d'Afrique Sub-Saharienne, soit une baisse de plus de 11% pendant 20 ans.

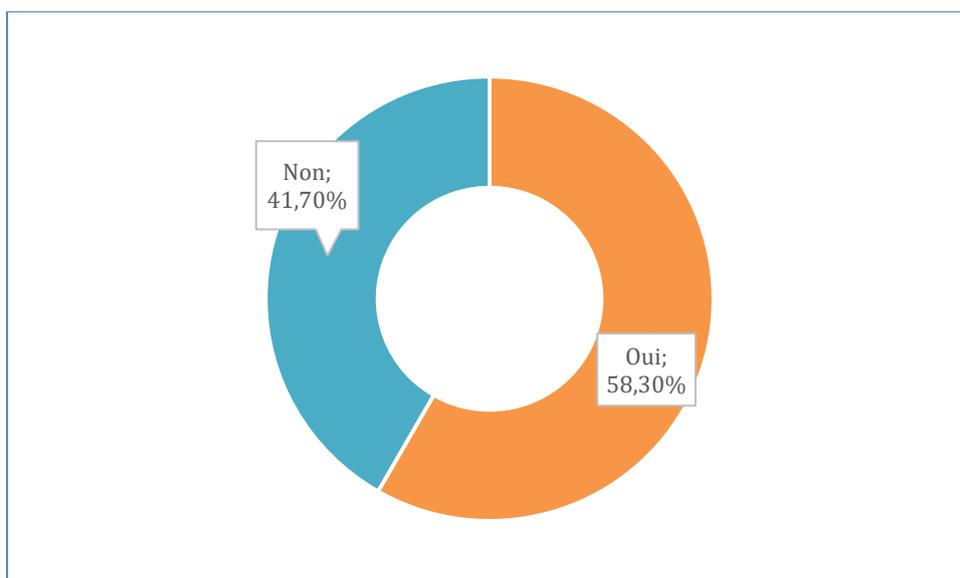


Figure 38. Les acteurs qui souhaitent quitter leur métier agricole

Source : Auteur, résultats des enquêtes menées en 2022

La présente étude a analysé si le genre influence les aspirations et perspectives de carrières des acteurs de chaînes de valeur agricoles. En effet, le test de Khi carré pour l'indépendance (avec la correction de continuité de Yates) a montré clairement qu'il existe une différence statistiquement significative entre les acteurs hommes (35,20%) et femmes (23,10%) qui désirent quitter le métier, $\chi^2 (1, n = 144) = 3,196, p = 0,044$. Le même test a montré qu'il existe une différence statistiquement significative entre les différents territoires étudiés étant donné que parmi les acteurs qui souhaitent quitter le métier, 42% sont à Walungu, 32% à Uvira et 26% à Kabare, $\chi^2 (2, n = 144) = 25,89, p = 0,00$. Selon les témoignages collectés auprès des acteurs cette tendance s'explique par le fait que les hommes chefs de ménages sont plus contraints d'aller chercher des moyens de subsistance alternatifs par suite de la baisse de la productivité économique du métier agricole dans la région. Confrontés à l'inaccessibilité aux capitaux de production (surtout les services financiers), les hommes chefs de ménages ont tendance d'abandonner de plus en plus le secteur agricole pour s'orienter vers l'exploitation artisanale des minerais. Les

femmes quant à elles souhaitent s'orienter plus vers d'autres métiers comme le petit commerce, l'artisanat (la couture par exemple).

La figure 39 montre que les acteurs opérant dans le maillon de production agricole viennent en tête de ceux qui souhaitent quitter leur métier, suivi des ceux qui sont investis dans la commercialisation et ensuite ceux qui travaillent dans le maillon de transformation des produits agricoles.

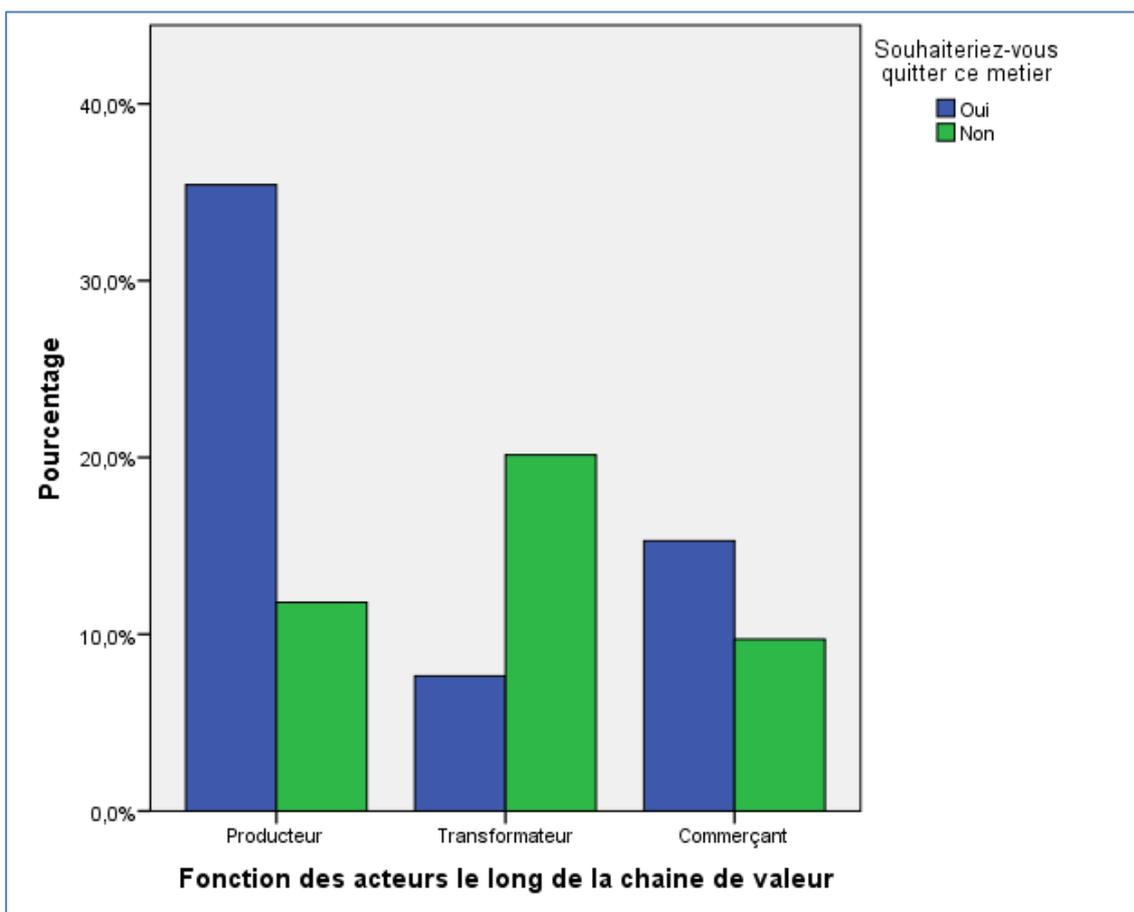


Figure 39. Acteurs qui souhaitent quitter le métier selon le maillon de la chaîne

Source : Auteur, résultats des enquêtes menées en 2022

1.5.6. L'exode rural dans les rêves des acteurs de chaînes de valeur

En répondant à la question de savoir dans quel milieu les acteurs souhaiteraient passer le reste de leur vie, les résultats tels que présentés par la figure 40 montrent que 82 de 144 acteurs répondants (56,9%) ont indiqué souhaiter passer le reste de leur vie en ville, suivis de 52 acteurs (36,1%) qui ont émis le souhait de rester dans leurs villages. On note également 10 acteurs (6,9%) qui souhaitent rester dans le milieu rural mais changer de village. L'exode rural reste un phénomène réel qui a marqué plusieurs pays en voies de développement ces dernières décennies et plus particulièrement l'Afrique

Sub-Saharienne. Les services en charge des statistiques de l'Organisation Internationale du Travail (ILOSTAT, 2019) a observé qu'en 1990, environ 57% de la population mondiale vivait dans des zones rurales et que seulement 44% de la population restait rurale en 2019. Les projections de l'ILOSTAT montrent que cette part devrait tomber à 40% d'ici 2030. Pour le cas du Sud-Kivu, le manque des politiques de développement rural, l'insécurité liés à l'activisme des groupes armés illégaux et le faible accès aux facteurs de production y compris les services sociaux sont à la base de l'exode rurale.

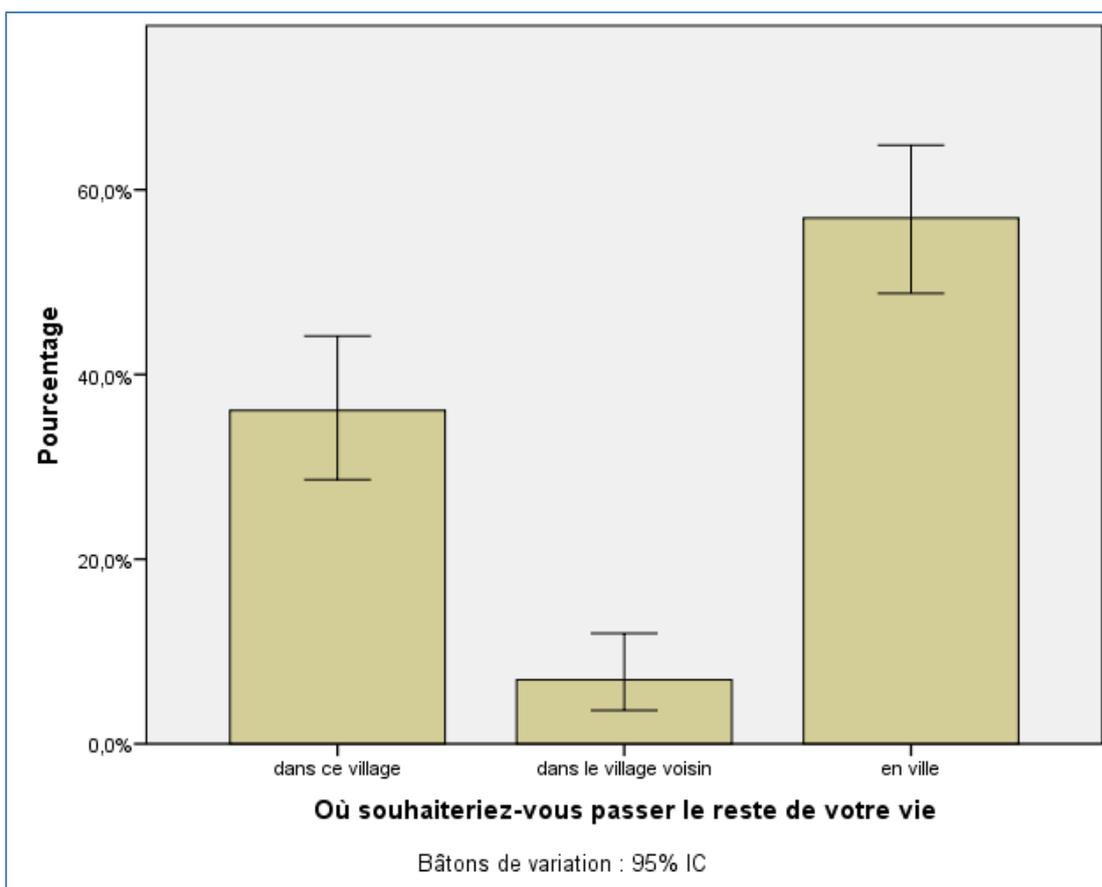


Figure 40. Lieu où les acteurs souhaitent passer le reste de leur vie
Source : Auteur, résultats des enquêtes menées en 2022

2.8. Facteurs limitant l'essor des chaînes de valeur agricoles au Sud-Kivu

2.8.1. Perceptions des facteurs limitant par les acteurs

Les perceptions que les acteurs se font vis-à-vis de différents facteurs limitant l'essor des chaînes de valeur agricoles ont été analysées en prenant en considération les *facteurs institutionnels, économiques, sociaux et environnementaux/écologiques*. Pour chaque type de facteurs les analyses basées sur une échelle de Likert à trois points selon qu'ils affectent *fortement, modérément* ou *faiblement* l'essor du secteur agricole dans la

région ont été effectuées. En conséquence, nous avons compilé le résultat et le pourcentage pour classer les différents facteurs dans le tableau 12.

Tableau 12
Perceptions des acteurs vis-à-vis des facteurs limitant l'essor des chaînes de valeur agricoles (N=144)

| N° | Type des facteurs | Impact négatif sur l'essor de CdVA | | | | | | SM | ET | Rang |
|--|---|------------------------------------|------|--------|------|--------|------|------|-------|------|
| | | Fort | | Modéré | | Faible | | | | |
| | | F | % | F | % | F | % | | | |
| I <i>Facteurs Institutionnels</i> | | | | | | | | | | |
| 1 | Manque de soutien du gouvernement aux acteurs | 123 | 85,4 | 17 | 11,8 | 4 | 2,8 | 2,83 | 0,448 | 1 |
| 2 | Dégradation des routes de desserte agricole | 95 | 66,0 | 39 | 27,1 | 10 | 6,9 | 2,59 | 0,619 | 6 |
| 3 | Pression fiscale sur les marchés | 74 | 51,4 | 29 | 20,1 | 41 | 28,5 | 2,23 | 0,867 | 12 |
| II <i>Facteurs Economiques</i> | | | | | | | | | | |
| 4 | Manque de financements appropriés au secteur | 102 | 70,8 | 37 | 25,7 | 5 | 3,5 | 2,67 | 0,540 | 2 |
| 5 | Manque d'intrants et équipements agricoles de qualité | 120 | 83,3 | 16 | 11,1 | 8 | 5,6 | 2,78 | 0,535 | 5 |
| 6 | Concurrence des produits importés sur les produits locaux | 107 | 74,3 | 20 | 13,9 | 17 | 11,8 | 2,62 | 0,688 | 8 |
| III <i>Facteurs Sociaux</i> | | | | | | | | | | |
| 7 | Vieillesse des acteurs agricoles | 78 | 54,2 | 37 | 25,7 | 29 | 20,1 | 2,34 | 0,795 | 10 |
| 8 | Abandon de l'agriculture au profit de la mine & exode rural | 60 | 41,7 | 44 | 30,6 | 40 | 27,8 | 2,14 | 0,825 | 11 |
| 9 | Désintéressement des jeunes vis-à-vis de l'agriculture | 126 | 87,5 | 12 | 8,3 | 6 | 4,2 | 2,83 | 0,473 | 3 |
| IV <i>Facteurs Environnementaux / Ecologiques</i> | | | | | | | | | | |
| 10 | Perturbation des saisons et du calendrier agricole | 85 | 59,0 | 48 | 33,3 | 11 | 7,6 | 2,51 | 0,637 | 7 |
| 11 | Maladies des plantes et des animaux d'élevage | 123 | 85,4 | 14 | 9,7 | 7 | 4,9 | 2,81 | 0,506 | 4 |
| 12 | Manque des terres agricoles fertiles | 76 | 52,8 | 29 | 20,1 | 39 | 27,1 | 2,26 | 0,859 | 9 |

Source : Auteur, résultats des enquêtes menées en 2022

En termes de classement des facteurs impactant l'essor des chaînes de valeur agricoles dans la zone, le manque de soutien des acteurs par le gouvernement, suivi du

manque de mécanismes de financement agricole sont perçus par les acteurs respectivement comme premier et deuxième facteur limitant. Les témoignages collectés auprès des acteurs et les informateurs clés interviewés montrent que le gouvernement congolais peine à assoir une politique capable de soutenir les acteurs des chaînes de valeur agricoles. Le peu d'initiatives de relance agricole que nous avons identifiées dans la zone sont implémentées par des projets humanitaires dans la limite des ressources et par conséquent leur impact reste très limité. Notons également que la province du Sud-Kivu et le pays en général ne compte à ce jour aucune banque agricole spécialisée comme déjà évoqué, ce qui limite l'accès des acteurs agricoles aux services financiers formels.

En troisième position les acteurs perçoivent le désintéressement des jeunes vis-à-vis de l'agriculture comme facteur limitant. Les maladies des plantes et des animaux d'élevage arrivent à la quatrième place des facteurs perçus comme limitant l'essor des chaînes de valeur agricoles suivies du manque d'intrants et équipements/machines agricoles de qualité. Dans la province du Sud-Kivu les maladies des plantes comme la *mosaïque* et la *striure brunes* qui attaquent le manioc, le *wilt bactérien* du bananier et tant d'autres maladies y compris les insectes ravageurs continuent d'occasionner des pertes économiques énormes aux acteurs engagés dans la production agricole. Certaines agences de développement et les institutions de recherches agronomiques plus spécifiquement l'IITA, l'INERA, l'UEA et l'UCB se sont mobilisées pour produire et vulgariser des variétés résistantes, mais l'impact de leurs efforts reste très limité au vu de l'immensité des besoins.

Les facteurs classés à la sixième et septième place sont respectivement la dégradation des routes de desserte agricole limitant l'acheminement des produits des fermes vers les centres de consommation ainsi que la perturbation des saisons et du calendrier agricole en lien avec les effets du changement climatique avec son impact sur les rendements. Les acteurs perçoivent également la concurrence des produits importés sur les produits locaux (surtout le riz, le maïs, les légumes, le poulet, les œufs), le manque des terres agricoles fertiles, le vieillissement des acteurs agricoles en lien avec le désintéressement des jeunes, l'abandon de l'agriculture au profit de la mine et l'exode rural sans oublier la pression fiscale sur les marchés agricoles locaux (voir la figure 41).

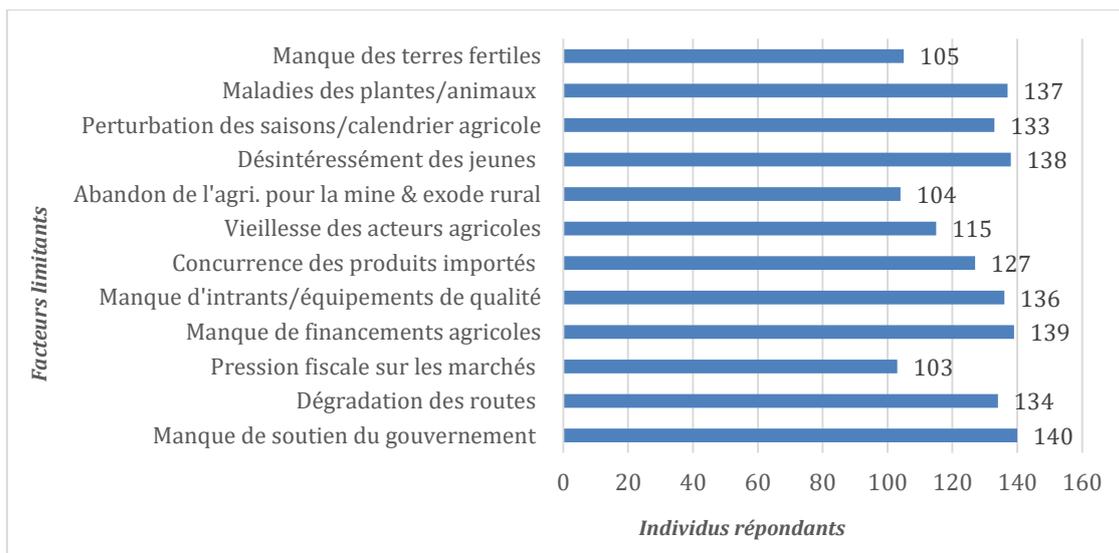


Figure 41. Classement par les acteurs des facteurs limitant l'essor des chaînes de valeur agricoles.

Source : Auteur, résultats des enquêtes menées en 2022

2.8.2. Paramètres influençant les perceptions des facteurs limitants par les acteurs

La fonction d'acteur le long de la chaîne de valeur : le test H de Kruskal-Wallis a révélé une différence statistiquement significative au niveau des scores de perception des facteurs institutionnels entre les trois groupes de fonction des acteurs (Groupe1, n=68 : Producteurs, Groupe2, n=40 : Transformateurs, Groupe3, n=36 : Commerçants), $\chi^2(2, n = 144) = 13,020, p = 0,001$. Cette différence s'observe également quant aux scores de perception des facteurs environnementaux $\chi^2(2, n = 144) = 37,138, p = 0,000$. Cependant, aucune différence statistiquement significative n'a été observée entre les différents groupes de fonction concernant les scores de perception des facteurs économiques, $\chi^2(2, n = 144) = 2,792, p = 0,248$ ainsi que les scores des perceptions des facteurs sociaux, $\chi^2(2, n = 144) = 5,531, p = 0,063$. Notons que tous les groupes ont enregistré un même score médian pour les perceptions des facteurs économiques (Med=3,0). Concernant les perceptions des facteurs institutionnels, les commerçants ont enregistré le score médian le plus élevé (Med=3,0), suivis des producteurs (Med=2,6) et viennent ensuite les transformateurs (Med=2,3). Quant aux facteurs sociaux, les producteurs ont enregistré le score médian le plus élevé (Med=2,6) suivis des transformateurs (Med=2,3) et des commerçants (Med=2). En fin pour les facteurs environnementaux, les producteurs ont enregistré le score médian le plus élevé –Med=3) suivis des commerçants (Med=2,3) et des transformateurs (Med=2).

La localisation géographique (territoire d'origine) : le test H de Kruskal-Wallis a révélé une différence statistiquement significative au niveau des scores de perception des facteurs sociaux entre les groupes d'acteurs de chaînes de valeur vivant dans les 3 territoires (Groupe1, n=56 : Kabare, Groupe2, n=36 : Walungu, Groupe3, n=56 : Uvira), $\chi^2 (2, n = 144) = 7,895, p = 0,019$. Par ailleurs aucune différence statistiquement significative n'a été observée pour les scores des facteurs institutionnels, $\chi^2 (2, n = 144) = 4,361, p = 0,113$ ainsi que les scores des facteurs économiques, $\chi^2 (2, n = 144) = 0,744, p = 0,689$. Le même constat a été fait pour les scores des facteurs environnementaux, $\chi^2 (2, n = 144) = 4,083, p = 0,130$. Tous les trois groupes ont enregistré le même score médian en ce qui concerne les perceptions des facteurs économiques (Med=3,0). Pour les facteurs institutionnels les acteurs opérant dans le territoire d'Uvira ont enregistré le score le plus élevé (Med=3,0), suivis des acteurs opérant à Kabare (Med=2,66) et à Walungu (Med=2,33). En ce qui concerne les facteurs sociaux, les acteurs opérant à Kabare ont enregistré le score le plus élevé (Med=2,66) suivis des acteurs de Walungu (Med=2,50) et ceux d'Uvira (Med=2,00). Quant aux perceptions des facteurs environnementaux, les acteurs opérant à Walungu et Uvira ont enregistré le même score médian (Med=2,66) suivis des acteurs de Kabare (Med=2,33).

Le type de motivation ayant poussé/attiré l'acteur à s'engager dans le métier : le test H de Kruskal-Wallis a révélé une différence statistiquement significative au niveau des scores de perception des facteurs économiques entre les trois types de motivation des acteurs (Type1, n=35 : motivation par opportunité, Type2, n=92 : motivation par nécessité, Type3, n=17 : motivation par opportunité et par nécessité), $\chi^2 (2, n = 144) = 4,891, p = 0,008$. Cependant, aucune différence statistiquement significative n'a été révélée entre les différents types de motivation des acteurs concernant les scores de perception des facteurs institutionnels, $\chi^2 (2, n = 144) = 2,798, p = 0,247$; les scores de perception des facteurs sociaux, $\chi^2 (2, n = 144) = 4,906, p = 0,086$ ainsi que les scores de perception des facteurs environnementaux, $\chi^2 (2, n = 144) = 3,738, p = 0,154$. Notons ici que tous les trois types d'acteurs ont enregistré un même score médian pour les perceptions des facteurs institutionnels (Med=3,0). Pour ce qui est de la perception des facteurs économiques, les acteurs motivés par opportunités et par nécessité ont enregistré le même score médian (Med=2,6), suivis des acteurs motivés à la fois par opportunité et par nécessité (Med=2,0) viennent ensuite les transformateurs (Med=2,3). Quant aux perceptions des facteurs sociaux, le troisième groupe a enregistré le plus grand score médian (Med=3) alors que le premier et le deuxième type ont enregistré également le

même score médian (Med=2,3). En fin de compte pour les perceptions des facteurs environnementaux, le deuxième et troisième type d'acteurs ont enregistré le score médian le plus élevé (Med=2,6) comparés au premier groupe (Med=2,3).

Le niveau d'étude des acteurs : le test H de Kruskal-Wallis a révélé une différence statistiquement significative au niveau des scores des perceptions des facteurs institutionnels entre les quatre groupes de niveau d'étude différents (Groupe1, n = 25 : analphabète, Groupe2, n = 51 : primaire, Groupe3, n = 61 : secondaire ; Groupe4, n=7 : universitaire), $\chi^2 (3, n = 144) = 4,576, p = 0,000$. Cette différence s'observe également quant aux scores de perception des facteurs économiques, $\chi^2 (3, n = 144) = 7,975, p = 0,048$. La différence statistiquement significative a été également observée quant aux scores de perception des facteurs sociaux, $\chi^2 (3, n = 144) = 7,905, p = 0,048$ ainsi que les scores de perception des facteurs environnementaux, $\chi^2 (3, n = 144) = 9,900, p = 0,001$. Les groupes de niveau d'étude secondaire et universitaire ont enregistré le score médian le plus élevé pour les perceptions des facteurs sociaux et économiques (Med=3) comparés aux groupes de niveau secondaire (Med=2,6) ainsi que ceux du groupe des analphabètes et du niveau primaire (Med=2,3). Pour les perceptions des facteurs institutionnels le groupe d'étude universitaire a enregistré le score médian le plus élevé (Med=3,0) suivi du groupe de niveau secondaire (Med=2,7) vient enfin les groupes des analphabètes et du niveau primaire qui ont tous deux enregistré un score médian faible (Med=2,2) comparés aux deux autres. Alors que pour les perceptions des facteurs environnementaux le groupe du niveau secondaire vient en tête (Med=3,0) suivi du groupe universitaire (Med=2,6), les groupes primaire et analphabète ont enregistré un même score médian (Med=2,0).

2.9.Synthèse des résultats liés au premier objectif de recherche

La première phase de notre recherche a permis d'identifier les facteurs d'ordre institutionnel, économique, social et écologique qui limitent l'essor de chaînes de valeur agricoles dans la province du Sud-Kivu. La perception de l'incidence de ces facteurs varie donc selon la fonction, le type de motivation, la localisation y compris le niveau d'étude des acteurs des chaînes de valeur. L'étude révèle que par suite de ces multiples contraintes presque la moitié des acteurs (41,7%) souhaiteraient quitter le métier agricole et plus de la moitié (56,9%) souhaiteraient emprunter la voie de l'exode rural pour passer le reste de leur vie en milieu urbain. Notons également que l'agriculture devient de plus en plus comme moyens de subsistance incertain dans la zone, d'autant plus que 43,1% des acteurs ont déclaré que le métier agricole ne leur permet pas de couvrir toutes les

charges familiales. Il ressort des résultats également que 63,9% se sont engagés dans le métier agricole par nécessité (manque d'autres options, chômage). Tous ces éléments font que plus de la moitié des acteurs (61,8%) n'encouragent pas les jeunes de leur ménage à faire leur carrière professionnelle dans le secteur agricole. Ce qui explique également un désintérêt marqué des jeunes vis de l'agriculture confirmé par 66,7% des acteurs ayant participé à l'étude. Après cette caractérisation de l'environnement des chaînes de valeur agricoles à travers une étude auprès des acteurs directs, nous avons dans une vision systémique aborder le deuxième objectif de la présente étude pour comprendre en détail les perceptions que les jeunes ruraux ont vis-à-vis de l'agriculture comme profession. Les résultats issus de cette deuxième phase de recherche sont détaillés dans la section suivante.

3. Etude des perceptions de jeunes vis-à-vis de l'agriculture comme profession : une enquête auprès de jeunes ruraux

Au vu des résultats ci-dessus mettant en exergue les multiples facteurs limitants qui affectent l'engagement des acteurs et l'essor des chaînes de valeur agricoles, la compréhension des perceptions des jeunes ruraux vis-à-vis de l'agriculture comme profession est un enjeu majeur en ce moment où le monde en général et la RDC en particulier font face à plusieurs défis socio-économiques notamment l'insécurité alimentaire, la crise de l'emploi des jeunes et une croissance démographique sans précédent marquée par une population de plus en plus jeune. Pour atteindre le deuxième objectif de la présente étude à savoir l'étude des perceptions des jeunes vis-à-vis de l'agriculture comme profession, nous avons réalisé une enquête auprès des 456 jeunes ruraux dans la province du Sud-Kivu. Les résultats issus de cette enquête sont présentés dans cette section partant du profilage socio-économique des jeunes ayant participé à l'étude, l'analyse de leur expérience avec l'agriculture y compris leurs aspirations de carrière tout en présentant à la fin les résultats détaillés sur leurs perceptions et attitudes vis-à-vis de l'agriculture comme profession.

3.1. Profilage socio-économique des jeunes participants

3.1.1. Distribution de l'âge des jeunes ruraux enquêtés

Le tableau 13 montre que les jeunes ruraux ayant participé à l'étude sont âgés en moyenne de 22,41 ans, les plus jeunes ont 15 ans et les plus âgés ont 35 ans. Pour bien appréhender le phénomène en étude, nous avons donc touché les jeunes ruraux appartenant à 4 tranches d'âge, dont 177 jeunes (38,8%) âgés de 15 à 19 ans, 128 jeunes (28%) de 20 à 24 ans, suivis de 82 jeunes (18%) âgés de 24 à 25 ans ainsi que 69 jeunes âgés 30 à 35 ans (11,6%).

Tableau 13
Distribution de l'âge des jeunes enquêtés

| Age des jeunes | Fréquences | Pourcentage |
|----------------|------------|-------------|
| 15-19 | 177 | 38,8 |
| 20-24 | 128 | 28,1 |
| 25-29 | 82 | 18,0 |
| 30-35 | 69 | 11,6 |

| | | |
|------------|-----|-------|
| Total | 456 | 100,0 |
| Moyenne | | 22,41 |
| Ecart-Type | | 5,555 |
| Médiane | | 21,50 |

Source : Auteur, résultats des enquêtes menées en 2022

3.1.2. Répartition des jeunes enquêtés par genre

La figure 42 montre que sur l'ensemble de 456 jeunes ruraux enquêtés, 230 jeunes (50,4%) sont des femmes alors que 226 jeunes (49,6%) sont des hommes. Pour bien appréhender leurs perceptions vis-à-vis de l'agriculture et activités connexes comme profession, nous avons jugé bien de touchés un nombre presque égal des jeunes hommes et jeunes femmes. Ce choix a permis de collecter les informations prenant en considération les conditions sexospécifiques des individus répondants d'autant plus que les perceptions de l'environnement économique peuvent varier selon qu'on est homme ou femmes comme démontré par les résultats issus de l'étude auprès des acteurs de chaînes de valeur agricoles.

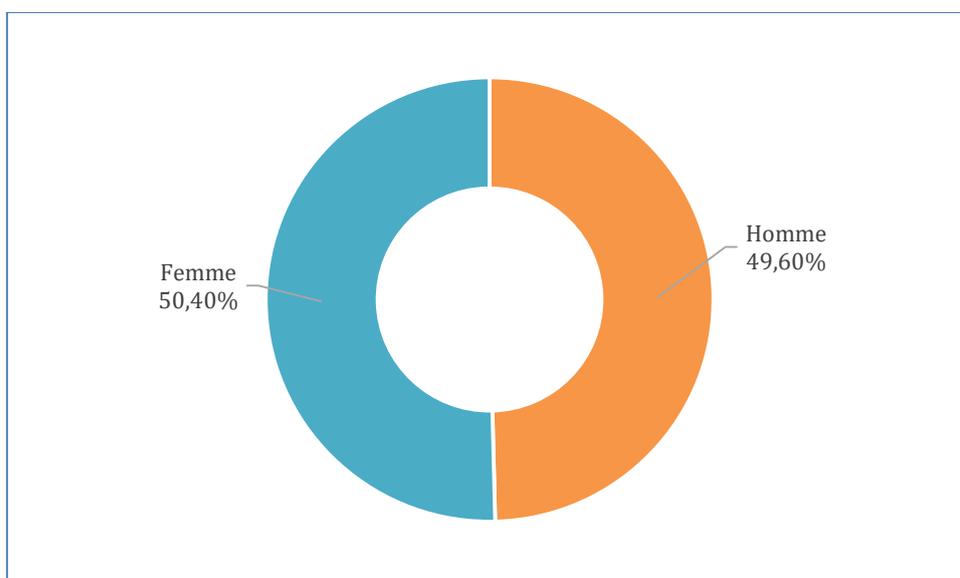


Figure 42. Genre des jeunes ruraux enquêtés

Source : Auteur, résultats des enquêtes menées en 2022

3.1.3. Niveau d'étude des jeunes enquêtés

Les résultats de l'étude révèlent que 262 jeunes répondants (57,5%) ont déclaré avoir atteint le niveau d'étude secondaire, 125 jeunes (27,4%) n'ont pas dépassé le niveau

primaire, 55 jeunes enquêtés (12,1%) sont analphabètes et 14 jeunes parmi les répondants (3,1%) ont le niveau universitaire (voir la figure 43). En comparant ces résultats avec le taux d'analphabétisation des acteurs des chaînes de valeur agricoles estimé à 45%, nous pouvons conclure que les parents de la zone envoient de plus en plus leurs enfants à l'école. Précisons par ailleurs que le fait qu'un jeune puisse être classé ici dans un groupe de niveau d'étude quelconque, cela ne veut pas dire forcément qu'il a achevé ce niveau. Plusieurs jeunes enquêtés sont encore au banc de l'école et d'autre ont abandonné l'école juste au milieu et/ou même en début du cycle.

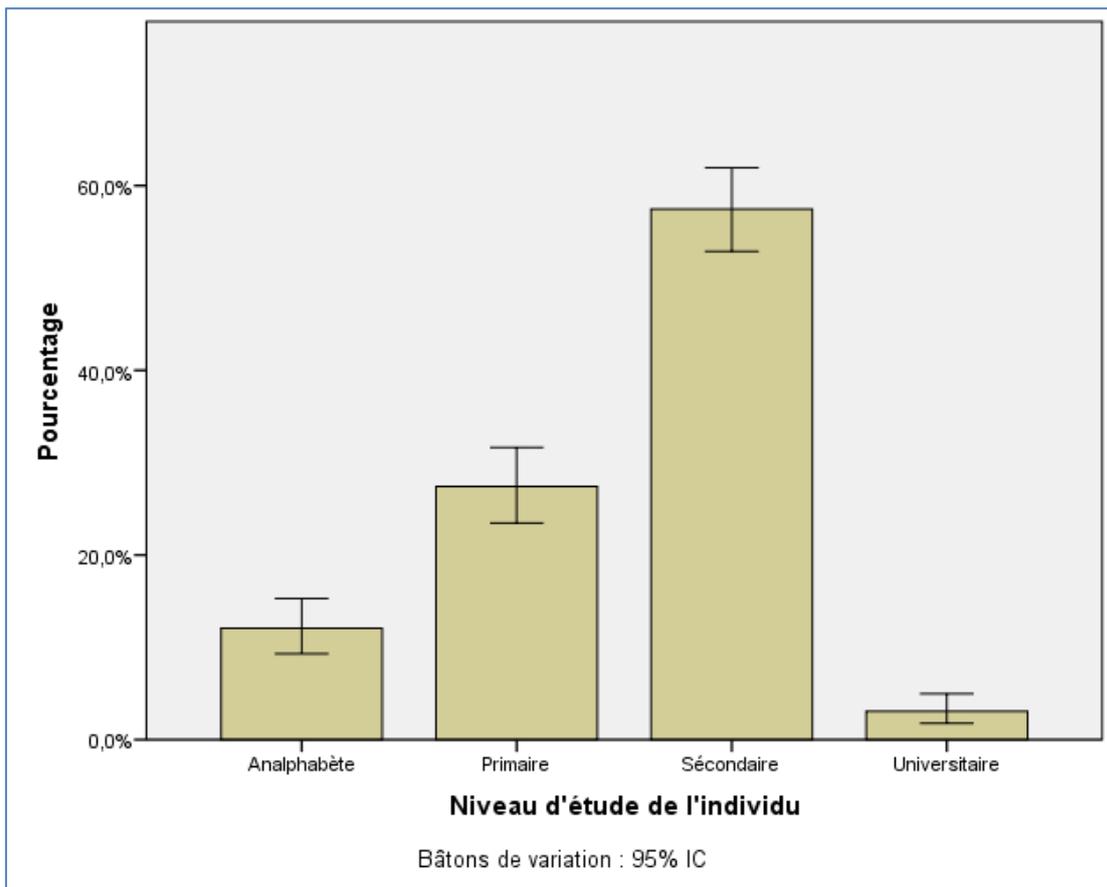


Figure 43. Niveau d'étude des jeunes ruraux enquêtés

Source : Auteur, résultats des enquêtes menées en 2022

3.1.4. Statut matrimonial des jeunes enquêtés

En ce qui concerne le statut matrimonial, plus de la moitié des jeunes ayant participé à l'étude étaient célibataires (55,5%) alors que 39,7% étaient mariés, 3,9% étaient divorcés et seul 0,4 étaient veufs (voir la figure 44). Dans la zone d'étude le statut matrimonial d'une personne (jeune ou adulte) renseigne sur son niveau de responsabilité

et peut influencer ses perceptions ainsi que son niveau d'engagement vis-à-vis d'un secteur professionnel comme déjà expliqué dans la section précédente de ce chapitre. Le grand nombre de célibataire se justifie par un grand nombre des participants plus jeunes âgé de 15 à 24 ans (66,9%) qui ont fait partie de notre échantillon. Les témoignages collectés sur terrain montrent que la plupart des jeunes fondent leurs ménages à partir de l'âge de 25 ans.

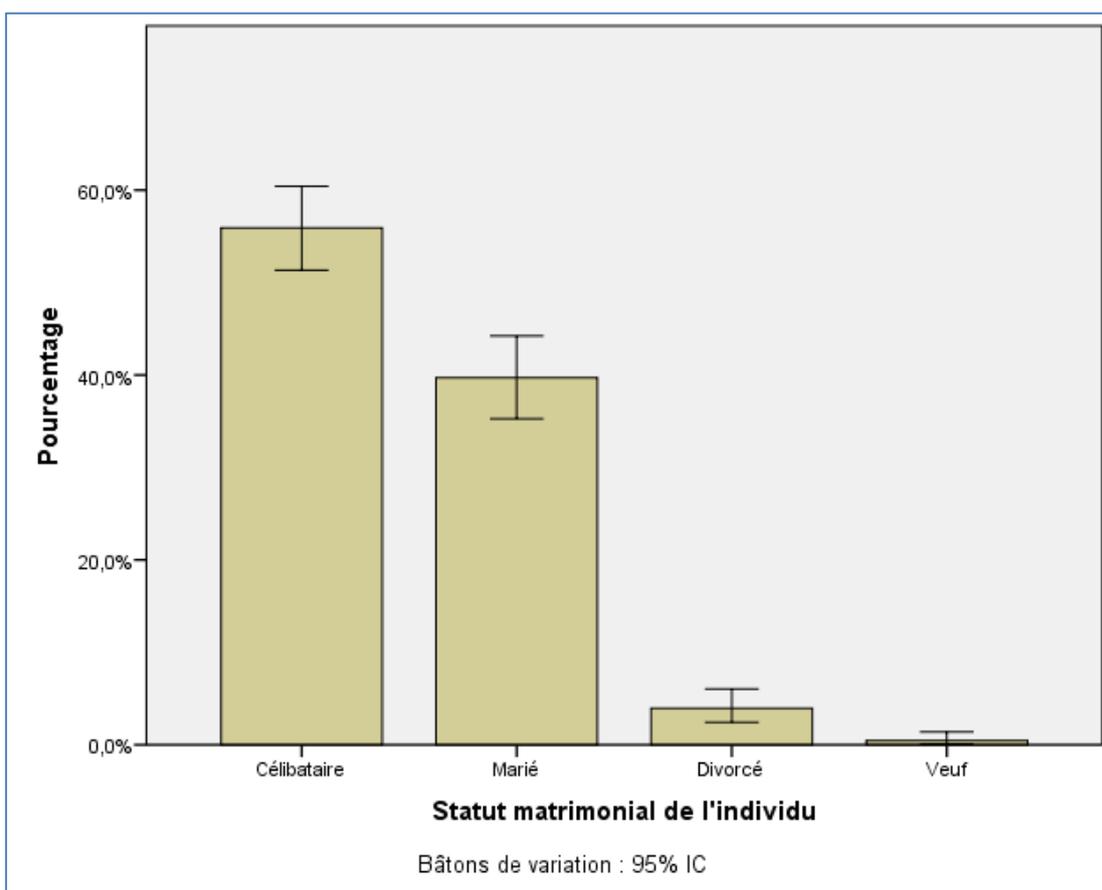


Figure 44. Statut matrimonial des jeunes ruraux enquêtés

Source : Auteur, résultats des enquêtes menées en 2022

3.1.5. Des jeunes avec un faible réseautage social

Les associations/clubs professionnelles, communautaires et/ou culturelles sont des cadres idéales pour le réseautage, l'échange d'idées et d'expériences entre les jeunes et leurs pairs et/ou entre les jeunes et les personnes adultes expérimentées. Être membre actif d'une association peut avoir un impact non-négligeable sur le développement personnel des jeunes, influençant ainsi leurs perceptions et aspirations de carrières. Le tableau 14 indique que sur les 456 jeunes enquêtés dans les trois territoires, seuls 133

jeunes (29,2%) ont affirmé être membre actif d'une association contre 323 jeunes (70,8%) qui ne sont membres d'aucune association. Les témoignages recueillis sur terrain montrent qu'il existe plusieurs types d'associations aux qu'elles les jeunes peuvent adhérer dans la zone comme les clubs de football, les associations de développement, les groupes religieux, etc. La plupart de ces structures ne sont pas légalement établies et opèrent par conséquent dans l'informel sans vision stratégique claire. A travers cette étude nous avons également analysé singulièrement comment les jeunes ruraux s'engagent dans les organisations paysannes d'appui au secteur agricole. Il ressort des résultats que seuls 89 jeunes (19,5%) sont membres d'une association/coopérative agricole alors que les 367 jeunes autres (80,5%) ne sont membres d'aucune association agricole.

Tableau 14
Des jeunes avec un faible réseautage

| Réponse | Etes-vous membre d'une association/club des jeunes ? | | Etes-vous membre d'une association/coopérative agricole ? | |
|---------|--|-------------|---|-------------|
| | Effectif | Pourcentage | Effectif | Pourcentage |
| | Oui | 133 | 29,2 | 89 |
| Non | 323 | 70,8 | 367 | 80,5 |
| Total | 456 | 100 | 456 | 100 |

Source : Auteur, résultats des enquêtes menées en 2022

3.1.6. Professions principales des jeunes enquêtés

Il ressort des résultats de l'étude qu'à part les 42 jeunes (9,21%) qui ont indiqué n'être ni en emploi ni en formation lors de l'enquête (statu NEET), la plupart des jeunes de la zone se lancent dans de multiples métiers afin de subvenir à leurs besoins et ceux de leurs familles. Par ordre d'importance nous avons donc de données collectées auprès des jeunes exploitants agricoles, des élèves/étudiants, des commerçants. Notons également la présence dans l'échantillon des jeunes artisans, salariés dans le secteur privé, salariés dans la fonction publique, des jeunes combinant l'exploitation agricole et l'emploi salarié, les couturiers, les maçons, les exploitants miniers, les enseignants, un militaire, un porteur/manutentionnaire (voir la figure 45). Il s'agit dans la plupart de cas des emplois saisonniers (à temps partiel) à faible revenu comme présenté dans le point suivant.

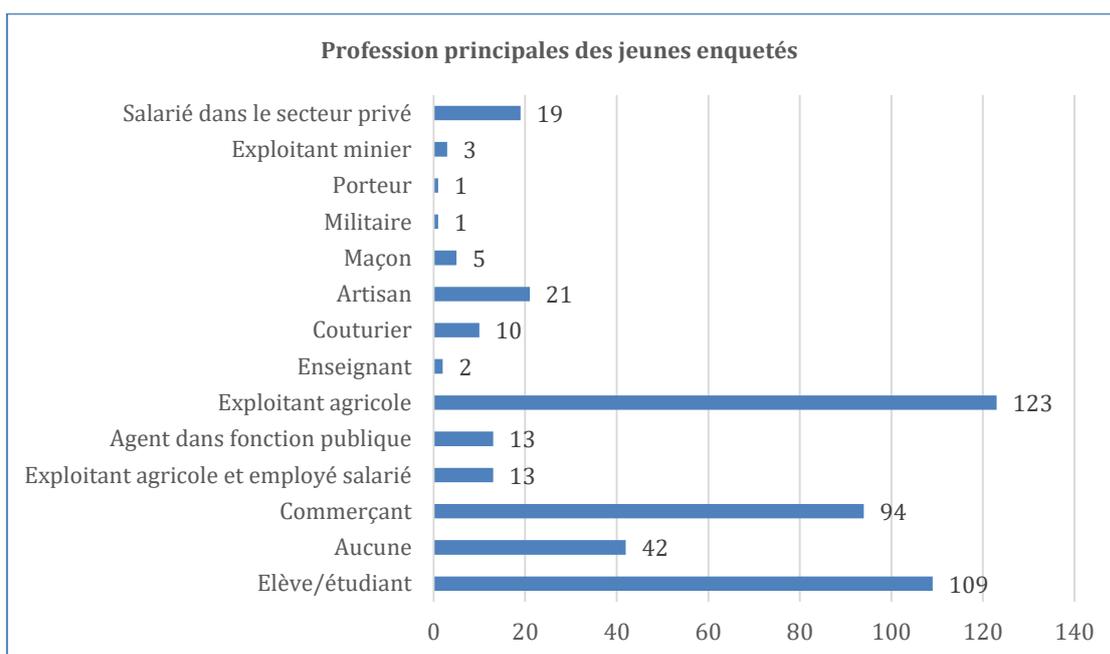


Figure 45. Professions des jeunes ruraux enquêtés

Source : Auteur, résultats des enquêtes menées en 2022

3.1.7. Revenus annuels des jeunes enquêtés

La figure 46 montre que sur l'ensemble de 456 jeunes ruraux enquêtés dans la zone, 227 jeunes (49,8%) gagnent moins de 100\$ par an, 167 jeunes (36,6%) gagnent un revenu annuel compris entre 100 et 300\$ suivis de 44 jeunes (9,6%) qui ont déclaré générer un revenu compris entre 300 et 600\$, 10 jeunes (2,2%) ont un revenu variant entre 600 et 900\$ alors que seuls 8 jeunes enquêtés (1,8%) ont déclaré générer un revenu annuel dépassant 900\$.

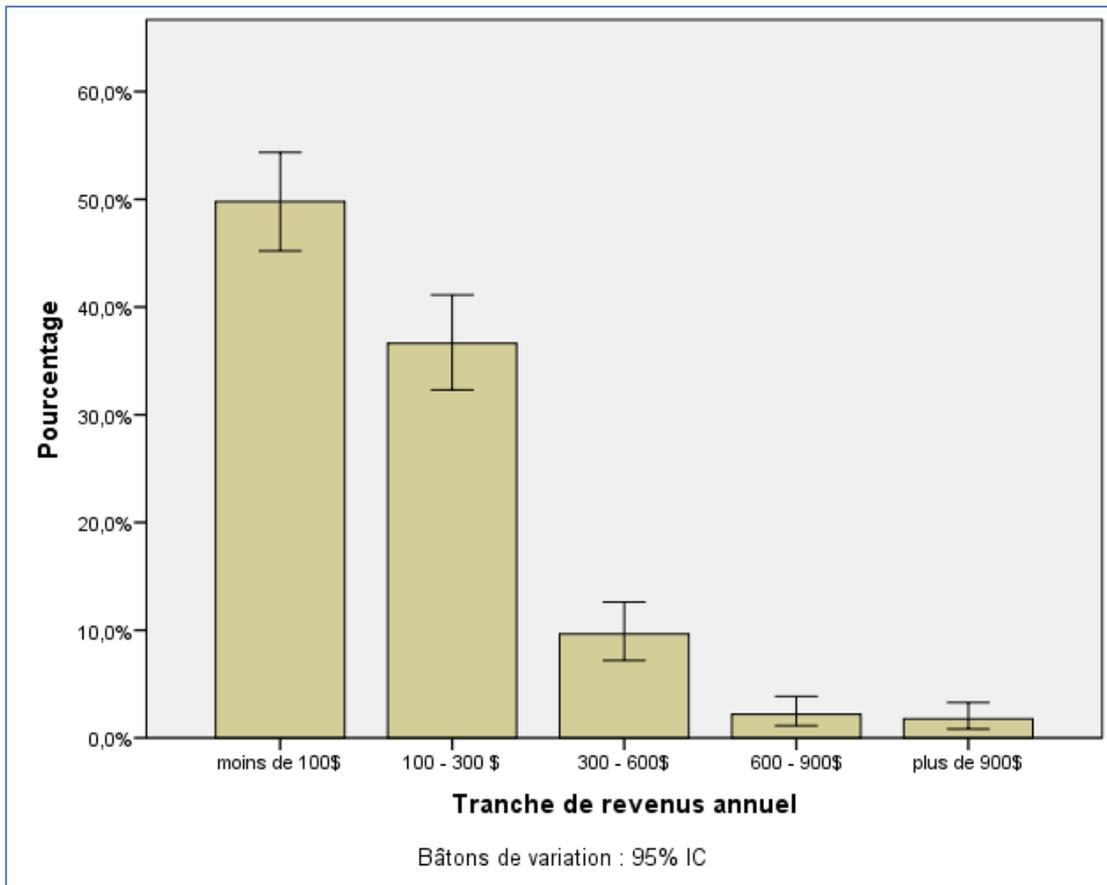


Figure 46. Tranche des revenus annuels des jeunes

Source : Auteur, résultats des enquêtes menées en 2022

3.1.8. Les jeunes ruraux et les nouvelles technologies de l'information

Les résultats d'analyse montrent clairement que 314 jeunes ruraux (68,9%) ont un téléphone portable, 87 jeunes (19,1%) ont accès à l'internet. Notons également que 84 jeunes (18,4%) détiennent un compte sur les réseaux sociaux ainsi que 64 jeunes (14,0%) ont affirmé être membres d'un groupe sur au moins un réseau social. Cependant, moins de la moitié de jeunes ayant participé à l'étude (48,7%) pensent que les outils numériques sont utiles pour le secteur agricole (voir le tableau 15). L'accès à l'internet reste un défi majeur pour les jeunes ruraux dans la province du Sud-Kivu. Ceci est d'abord au type de téléphone détenus par jeunes enquêtés. En effet, la plupart des jeunes de la zone utilisent des téléphones classiques simples et sont rares ceux qui détiennent des smart phones. L'autre raison expliquant cette tendance est la faible couverture de la zone par le réseau cellulaire sans oublier le coût élevé de l'internet. Le faible niveau d'éducation des jeunes ruraux impacte également l'utilisation des téléphones y compris l'accès à d'autres technologies numériques.

Tableau 15
Accès des jeunes ruraux aux TIC

| Questions liées à l'accès aux TIC | Oui | | Non | |
|--|----------|-------------|----------|-------------|
| | Effectif | Pourcentage | Effectif | Pourcentage |
| Avoir un téléphone portable | 314 | 68,9 | 142 | 31,1 |
| Avoir accès à l'internet | 87 | 19,1 | 369 | 80,1 |
| Détenir un compte sur les réseaux sociaux | 84 | 18,4 | 372 | 81,6 |
| Être membre d'un groupe sur les réseaux sociaux | 64 | 14,0 | 392 | 86,0 |
| Les outils numériques sont-ils utiles pour le secteur agricole ? | 222 | 48,7 | 234 | 51,3 |

Source : Auteur, résultats des enquêtes menées en 2022

Dans le même angle d'analyse l'étude a révélé que le réseau social Facebook (84%) est le plus utilisé par les jeunes ruraux du Sud-Kivu, suivi de WhatsApp (65%), Instagram (6%) et quelques jeunes (5%) utilisent Tik Tok (voir la figure 47). Au vu du rôle majeur joué par ces réseaux sociaux dans la mobilisation et le partage rapide des informations, il est donc nécessaire d'en tenir profit pour développer des programmes de communication visant les jeunes en faveur du métier agricole.

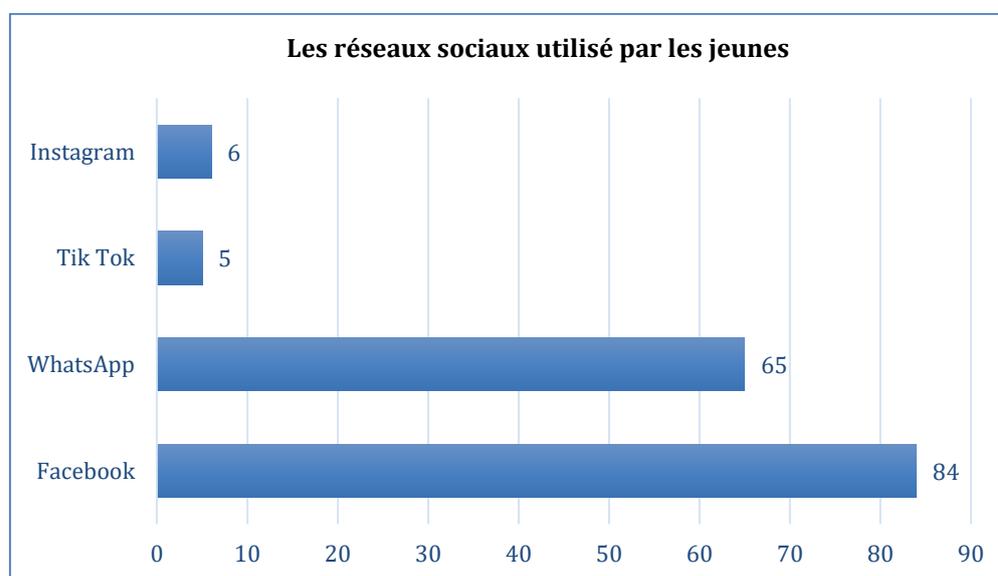


Figure 47. Utilisation de réseaux sociaux par les jeunes ruraux du Sud-Kivu

Source : Auteur, résultats des enquêtes menées en 2022

3.2. Expérience avec l'agriculture et aspiration de carrière des jeunes ruraux

3.2.1. Expérience des jeunes avec l'agriculture

L'expérience dans un secteur professionnel renseigne généralement sur les perceptions que la personne se fait de ce secteur mais également sur son niveau

d'engagement. Le tableau 16 montre que sur l'ensemble des 456 jeunes ruraux ayant participé à l'étude, 437 jeunes (95,83%) ont eu à travailler dans le secteur agricole contre seulement 19 jeunes (4,17%) qui ont indiqué n'avoir aucune expérience dans ce secteur. L'expérience dont question ici concerne entre autres le travail dans les exploitations familiales, le travail salarié dans les exploitations des tierces, le travail communautaire ainsi que le travail dans la propre exploitation du jeune. L'étude révèle une baisse d'engagement actuel des jeunes dans le secteur agricole. Alors que plus de 95% des jeunes ruraux ont déclaré avoir déjà travaillé dans le secteur, 68,8% ont indiqué être encore actif dans l'agriculture contre 36,2% qui ont carrément abandonné le secteur agricole.

Tableau 16

Expérience passée et actuelle des jeunes avec l'agriculture

| Réponse | Avez-vous déjà travaillé dans le secteur agricole ? | | Travaillez-vous encore dans le secteur agricole ? | |
|---------|---|-------------|---|-------------|
| | Effectif | Pourcentage | Effectif | Pourcentage |
| Oui | 437 | 95,83 | 291 | 68,8 |
| Non | 19 | 4,17 | 165 | 36,2 |
| Total | 456 | 100 | 456 | 100 |

Source : Auteur, résultats des enquêtes menées en 2022

3.2.2. Les jeunes ruraux aspirent à une carrière non-agricole

Comme la plupart des acteurs (58,30%) souhaitent quitter le métier agricole par suite de la pression liée aux facteurs limitants tel qu'observé pendant la première phase de recherche, l'étude auprès des jeunes ruraux du Sud-Kivu montre que ces derniers aspirent de plus en plus à une carrière non-agricole. La figure 48 montre que seuls 13,4% de jeunes enquêtés aspirent à l'agripreneuriat alors que 37% aspirent à l'entrepreneuriat non-agricole, 32,5% aspirent occuper des postes dans la fonction publique, 16% rêvent travailler comme salarié dans les entreprises/organisations du secteur privé. L'étude révèle une petite proportion des jeunes (0,9%) sans aucune ambition de carrière. Alors que 41,7 % des acteurs ont déclaré souhaiter rester dans le métier agricole, nous réalisons que seuls 13,4% des jeunes ruraux aspirent les rejoindre, ce qui présage un déficit considérable dans le renouvellement de la population agricole dans un future proche.

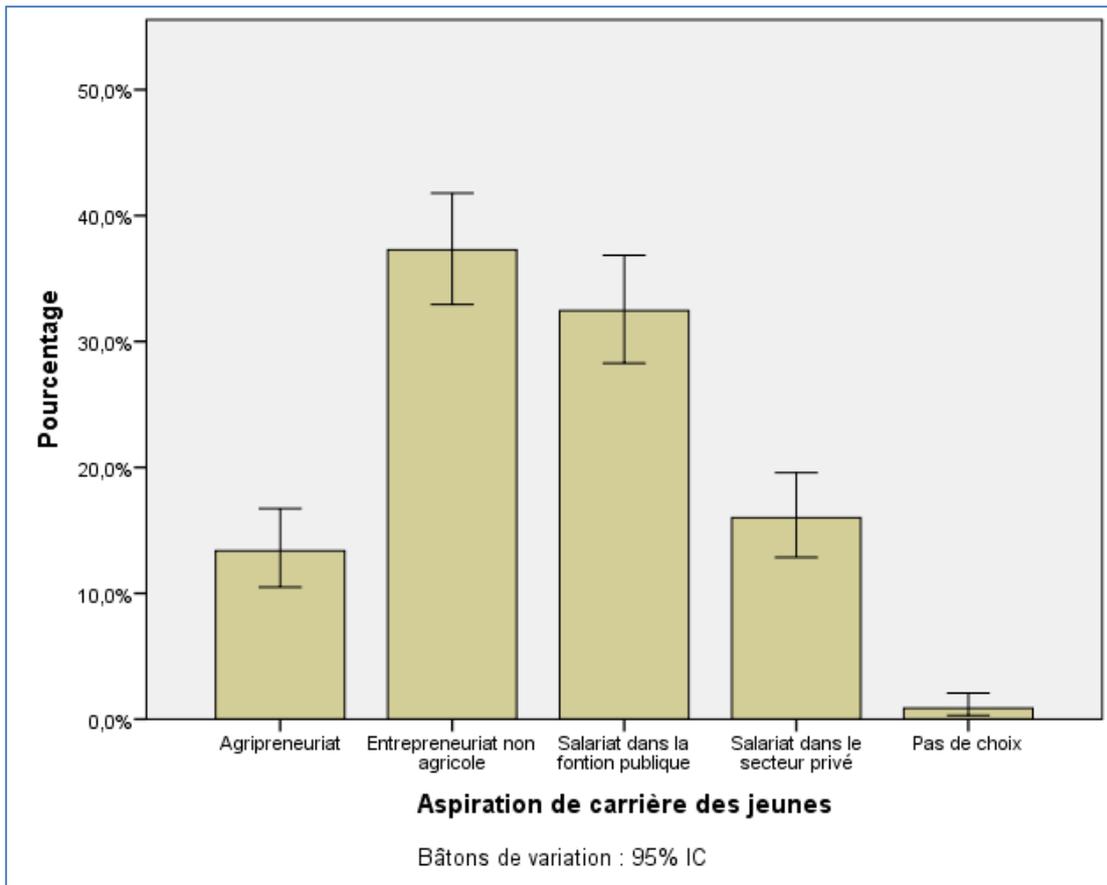


Figure 48. Aspiration de carrière des jeunes ruraux

Source : Auteur, résultats des enquêtes menées en 2022

Ces résultats sont similaires aux observations faites par Melama et al. (2021) en Zambie et au Vietnam, deux contextes socio-culturels et économiques différents. Les auteurs ont observé que malgré le potentiel de l'agriculture à fournir des opportunités d'emploi aux jeunes et des efforts dans divers contextes, l'engagement des jeunes dans les chaînes de valeur agricoles reste toujours mitigé et lent. De nombreuses autres études sur l'engagement des jeunes dans le secteur agricole indiquent un désintérêt similaire à celui observé dans les zones rurales du Sud-Kivu (Magagula & Tsvakirai 2020 ; Njeru, 2017 ; Udemezue, 2019). Citons également d'autres travaux de recherche sur la question qui indiquent également que la plupart des jeunes ne considèrent pas l'agriculture comme une carrière à vie qui peut soutenir durablement leurs moyens de subsistance, mais la considèrent comme une activité de pauvres ou une profession réservée à ceux qui n'ont pas étudié. Ces auteurs sont unanimes sur le fait que les jeunes considèrent le secteur agricole comme un travail éreintant générant une faible productivité et offrant moins de revenu (Afande & Maina, 2015 ; Barratt et al., 2012 ; Daum & Birner, 2017 ; FSN Forum, 2018 ; Sumberg & Okali, 2013 ; Udemezue, 2019 ; Yami et al., 2019). Les organisations

de développement comme la FAO, le CTA et le FIDA (2014) ont observé également que très peu des jeunes entrevoient un avenir dans l'agriculture. Les témoignages collectés auprès des jeunes ruraux dans la province du Sud-Kivu s'alignent également aux résultats obtenus par LaRue et al. (2021) à partir de travaux sur les jeunes ruraux au Kenya (un contexte socio-culturel proche à celui du Sud-Kivu). Les auteurs concluent que les aspirations des jeunes vis-à-vis de l'agriculture sont mieux comprises entre les dichotomies de l'agriculture à temps plein et de l'absence de travail agricole du tout, où de nombreux jeunes s'attendaient à ce que l'agriculture continue de jouer un rôle considérable dans le cadre de moyens de subsistance mixtes.

3.2.3. Maillons de la chaîne de valeur agricole qui attirent les jeunes ruraux

En réponse à la question de savoir vers quel maillon de la chaîne de valeur les jeunes enquêtés s'orienteraient s'ils décidaient de s'engager dans le secteur agricole, les résultats de l'étude montrent que sur les 456 jeunes répondants, 161 jeunes (35,3%) ont indiqué qu'ils s'engageraient dans la commercialisation, suivis de 139 jeunes (30,5%) qui choisiraient la transformation, 90 jeunes (19,7%) n'ont mentionné aucun choix et seuls 66 jeunes (14,5%) ont indiqué la production agricole (voir la figure 49). Le maillon de production agricole attire moins des jeunes de la région (14,5%). A travers des études de cas réalisées au Guatemala, au Niger, au Nigéria, au Rwanda et en Ouganda, Saab et Shakhovskoy (2019) ont observé qu'il existe des maillons de la chaîne de valeur agricole qui présentent beaucoup d'intérêt pour les jeunes en fonction des facteurs géographiques, du système agricole et du marché, ainsi que des caractéristiques des jeunes eux-mêmes.

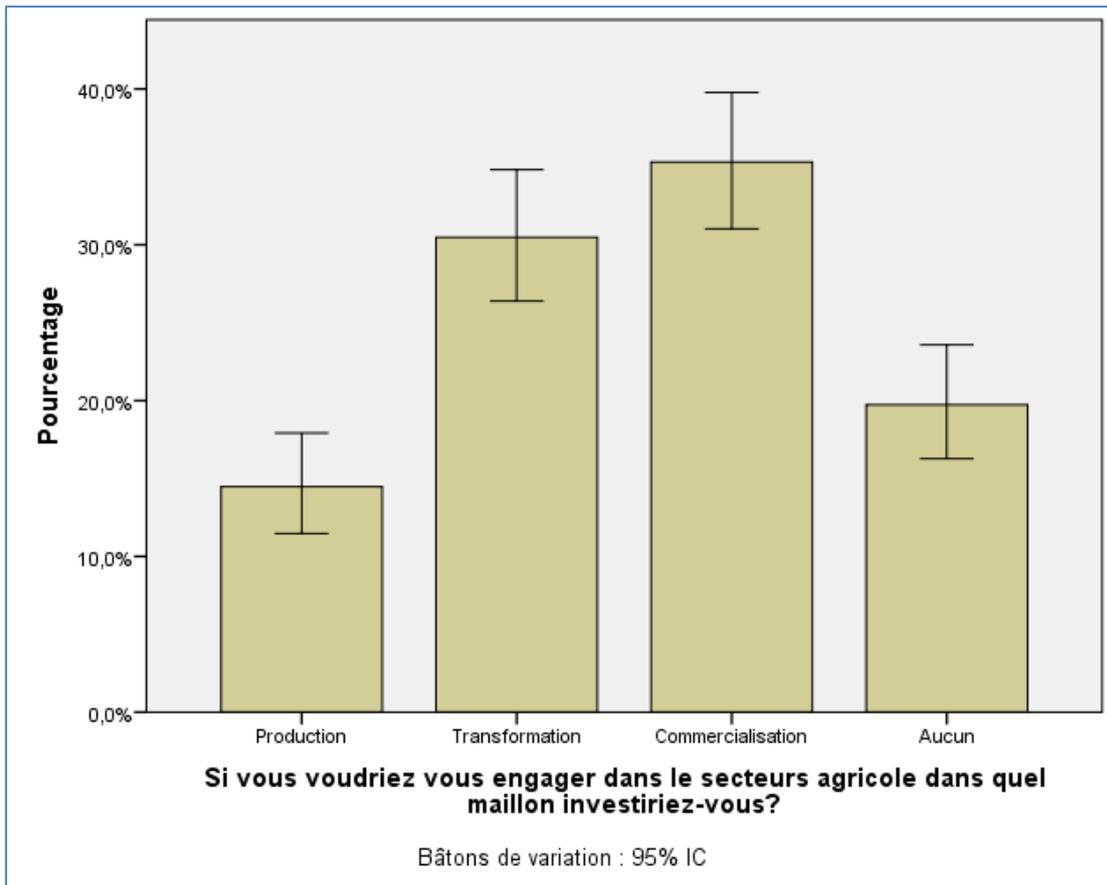


Figure 49. Maillons de la chaîne de valeur agricole qui attirent les jeunes ruraux

Source : Auteur, résultats des enquêtes menées en 2022

3.2.4. Les jeunes ruraux ne sont pas encouragés par leurs parents à s'engager dans le métier agricole

Il ressort de l'étude que sur les 456 jeunes enquêtés, 328 jeunes (71,9%) ont déclaré qu'ils ne sont pas encouragés par leurs parents à s'engager dans le métier agricole. On note tout de même 128 jeunes (28,1%) qui ont affirmé être encouragés par leurs parents (voir la figure 50). Ces résultats viennent renforcer ce qui a été observé lors de l'enquête auprès des acteurs des chaînes de valeur agricoles. Tel que décrit précédemment, 61,8% des acteurs ont déclaré qu'ils n'encouragent pas leurs enfants à s'engager dans la profession agricole. Le désintérêt vis-à-vis de l'agriculture comme profession dans la zone n'est donc pas l'œuvre des jeunes générations seulement mais semble être enraciné dans les différentes couches de la société y compris même les acteurs qui sont engagés activement dans ce secteur et qui devraient jouer un rôle majeur dans le développement d'un nouveau narratif en faveur de l'agriculture.

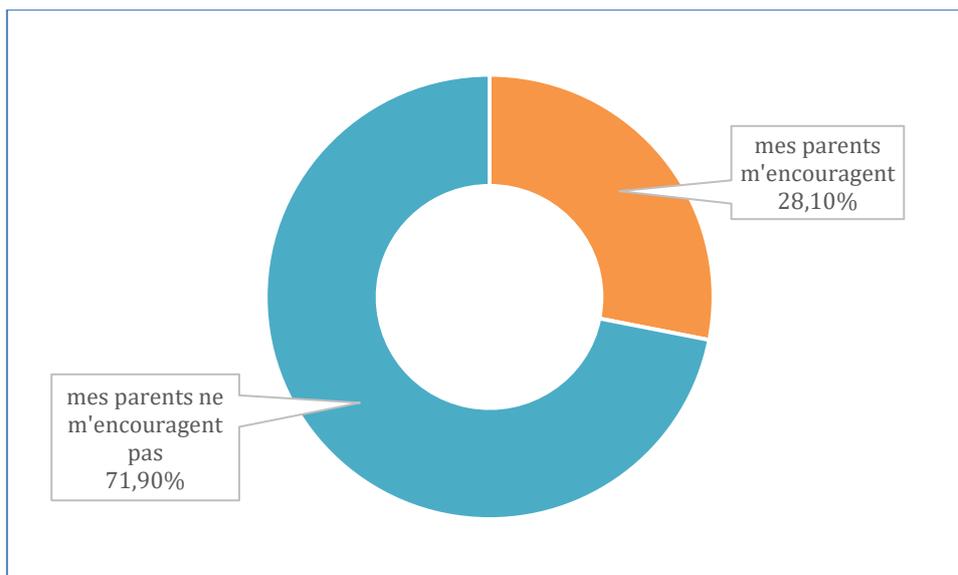


Figure 50. Vos parents vous encouragent-ils à vous engager dans ce secteur ?

Source : Auteur, résultats des enquêtes menées en 2022

3.2.5. L'exode rural et la migration dans les pensées des jeunes ruraux

N'étant pas encouragés ni par leurs parents, ni par la société à s'engager dans les chaînes de valeur agricoles, les jeunes ruraux du Sud-Kivu rêvent gagner leur vie dans les zones urbaines, loin du secteur agricole. C'est ainsi que 51,1% des jeunes enquêtés ont émis le souhait de passer le reste de leur vie en ville, 22,6% souhaitent migrer vers les pays étrangers. Cependant seuls 26,3% des jeunes enquêtés souhaitent passer le reste de leur vie au village. Ce qui donne une grande proportion des jeunes (73,7%) qui sont prêts à emprunter la voie de l'exode rural et/ou migration (voir la figure 51). Cette tendance a été observée également lors de l'enquête auprès des acteurs engagés activement dans les chaînes de valeur dont 56,9% ont émis le souhait de passer le reste de leur vie en zone urbaine. Cette tendance de désengagement vis-à-vis du secteur agricole dans les zones rurales est principalement amplifiée par les multiples contraintes qui limitent l'essor du secteur agricole mais également au narratif en défaveur de l'agriculture comme profession qui s'est développé au cours des plusieurs décennies. Notons également que nous sommes ici dans une zone post-conflits qui a été ravagée par des multiples crises sécuritaires et dont l'impact sur le tissu socio-économique se fait encore sentir. Ces multiples conflits armés qui avaient comme épicentres les zones rurales ont déclenché un mouvement massif d'exode rural continu.

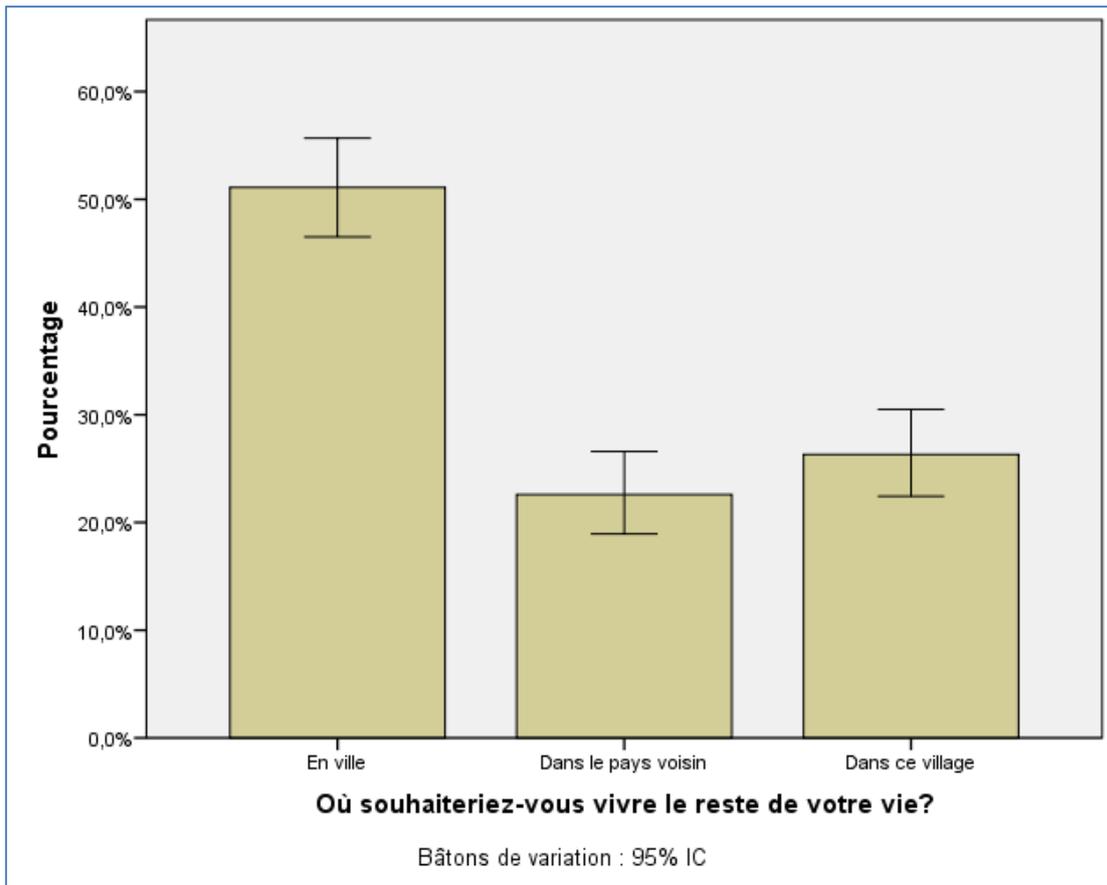


Figure 51. Milieux où les jeunes ruraux souhaitent passer le reste de leur vie

Source : Auteur, résultats des enquêtes menées en 2022

3.3. Les perceptions et attitudes des jeunes vis-à-vis de l'agriculture comme profession

3.3.1. Analyse détaillée des perceptions des jeunes ruraux vis-à-vis de l'agriculture

L'analyse des perceptions des jeunes ruraux vis-à-vis de l'agriculture comme profession a été réalisée grâce aux données collectées à travers des déclarations groupées en trois catégories selon leurs natures : ***les perceptions économiques*** (en lien avec les facteurs économiques), ***les perceptions personnelles*** (en lien avec le jeune lui-même) et ***les perceptions sociétales*** (en lien avec la société). Les déclarations ont été programmées sur une échelle de Likert à cinq points correspondant à cinq modalités : fortement en désaccord - 1, en désaccord - 2, neutre - 3, d'accord - 4 et fortement d'accord -5 (voir le tableau 17).

Tableau 17

Analyse point par point des perceptions des jeunes ruraux à l'égard de l'agriculture comme profession

| N° | Déclarations | Réponse | | | | | | | | | | Score Moyen | Ecart - Type | Score Médian |
|-----------|--|---------------------------------|------|------------------|------|------------|------|-----------------|------|------------------------------|------|----------------|-----------------|-----------------|
| | | Fortement Désaccord (1) | | Désaccord (2) | | Neutre (3) | | D'accord (4) | | Fortement D'accord (5) | | | | |
| | | F | % | F | % | F | % | F | % | F | % | | | |
| I | | Perceptions Economiques | | | | | | | | | | | | |
| 1 | L'agriculture peut répondre à tous mes besoins | 134 | 29,4 | 220 | 48,2 | 11 | 2,4 | 65 | 14,3 | 26 | 5,7 | 2,186 | 1,1703 | 2 |
| 2 | J'aime faire les activités agricoles | 34 | 7,5 | 232 | 50,9 | 28 | 6,1 | 131 | 28,7 | 31 | 6,8 | 2,765 | 1,1463 | 2 |
| 3 | Les opportunités sont limitées pour les jeunes dans ce secteur | 6 | 1,3 | 83 | 18,2 | 11 | 2,4 | 204 | 44,7 | 152 | 33,3 | 3,906 | 1,0944 | 4 |
| 4 | Si je n'ai pas d'emploi alors je penserai à l'agriculture | 1 | 0,2 | 70 | 15,4 | 37 | 8,1 | 284 | 62,3 | 64 | 14,0 | 3,746 | 0,8901 | 4 |
| 5 | Les activités agricoles est un métier pénible | - | - | 87 | 19,1 | 24 | 5,3 | 300 | 65,7 | 45 | 9,9 | 3,664 | 0,8965 | 4 |
| II | | Perceptions Personnelles | | | | | | | | | | | | |
| 6 | L'engagement de jeunes comme vous peut changer le narratif associé à l'agriculture | 7 | 1,5 | 130 | 28,5 | 174 | 38,2 | 133 | 29,2 | 12 | 2,6 | 3,03 | 0,863 | 3 |
| 7 | La société ne me donnera pas du respect si je m'engage dans ce métier | 5 | 1,1 | 102 | 22,4 | 20 | 4,4 | 282 | 61,8 | 47 | 10,3 | 3,579 | 0,9824 | 4 |
| 8 | Avec mon niveau d'études je ne peux pas m'engager dans l'agriculture | 14 | 3,1 | 53 | 11,6 | 114 | 25,0 | 159 | 34,9 | 116 | 25,4 | 3,579 | 0,9824 | 2 |
| 9 | Avec l'agriculture je ne peux pas réaliser mes rêves | 2 | 0,4 | 11 | 2,4 | 48 | 10,5 | 305 | 66,9 | 90 | 19,7 | 3,673 | 0,9238 | 4 |
| 10 | Personnellement je n'ai pas d'intérêt pour l'agriculture | 2 | 0,4 | 50 | 11,0 | 23 | 4,8 | 184 | 40,4 | 198 | 43,4 | 4,154 | 0,9690 | 4 |

| III | | Perceptions Sociétales | | | | | | | | | | | | | |
|------------|--|-------------------------------|------|-----|------|----|------|-----|------|-----|------|-------|--------|---|--|
| 11 | Les jeunes de ce village ne veulent pas s'engager dans l'agriculture | - | - | 45 | 9,9 | 37 | 8,1 | 268 | 58,8 | 106 | 23,2 | 3,954 | 0,8413 | 4 | |
| 12 | Ma famille et mes proches ne m'encouragent pas de faire l'agriculture | 4 | 0,9 | 37 | 7,7 | 47 | 10,3 | 215 | 47,1 | 155 | 34,0 | 4,031 | 0,9534 | 4 | |
| 13 | Le métier agricole est respectueux que le travail administratif dans ce village | 198 | 43,4 | 213 | 46,7 | 3 | 0,7 | 33 | 7,2 | 9 | 2,0 | 1,776 | 0,9272 | 2 | |
| 14 | Les gens de ce village s'engagent dans l'agriculture par manque d'autres options | 6 | 1,3 | 41 | 9,0 | 11 | 2,4 | 127 | 27,9 | 271 | 59,4 | 4,154 | 0,9690 | 5 | |
| 15 | L'agriculture est considérée dans ce village comme métier de personnes âgées | 20 | 4,4 | 93 | 20,4 | 3 | 0,7 | 225 | 49,3 | 115 | 25,2 | 3,706 | 1,1773 | 4 | |

Source : Auteur, résultats des enquêtes menées en 2022

1) Perceptions liées aux aspects économiques

- ***L'agriculture peut répondre à tous mes besoins*** : les résultats comme repris dans le tableau 17 révèlent clairement que 48,2% des jeunes sont en désaccord avec cette déclaration, suivis de ceux qui sont fortement en désaccord (29,4%). On note également 14,3% des jeunes qui sont d'accord suivis de ceux qui sont fortement d'accord (5,7%), viennent ensuite ceux qui affichent un positionnement neutre vis-à-vis de cette déclaration (2,4%). Le score médian obtenu pour cette déclaration sur l'échelle de Likert à cinq points est de 2 avec un écart-type de 2,186.
- ***J'aime faire les activités agricoles*** : les résultats comme repris dans le tableau 17 révèlent clairement que 50,9% des jeunes ruraux sont en désaccord avec cette déclaration suivis de ceux qui sont d'accord (28,7%). Cependant, on note également la présence des jeunes qui sont fortement en désaccord (7,5%), fortement d'accord (6,8%) et neutres (6,1%). Le score médian obtenu sur une échelle de Likert à cinq points pour cette déclaration est de 2 avec un écart-type de 2,265.
- ***Les opportunités sont limitées pour les jeunes dans le secteur agricole*** : les résultats comme repris dans le tableau 17 révèlent clairement que 44,7% des jeunes ruraux sont d'accord avec cette déclaration, suivis de ceux qui sont fortement d'accord (33,3%), viennent ensuite les jeunes qui sont en désaccord (18,2%), neutres (2,4%) et très peu sont fortement en désaccord (1,3%). Le score médian obtenu sur une échelle de Likert à cinq points pour cette déclaration est de 4 avec un écart-type de 1,0944.
- ***Si je n'ai pas d'emploi alors je penserai à l'agriculture*** : les résultats comme repris dans le tableau 17 révèlent clairement que 62,3% des jeunes ruraux sont d'accord avec cette déclaration, suivis de ceux qui sont en désaccord (15,4%). On note également les jeunes qui sont fortement d'accord (14,0%), neutres (8,1%) et très peu d'entre eux sont fortement en désaccord (0,2%). Le score médian obtenu sur l'échelle de Likert à cinq points pour cette déclaration est de 4 avec un écart-type de 0,8965.
- ***Les activités agricoles est un métier pénible*** : les résultats comme repris dans le tableau 17 révèlent clairement que 65,7% des jeunes ruraux sont d'accord avec cette déclaration, suivis de ceux qui sont en désaccord (19,1%), viennent ensuite les jeunes qui sont fortement d'accord (9,9%), neutres (5,3%). Le score médian

obtenu sur une échelle de Likert à cinq points pour cette déclaration est de 4 avec un écart-type de 0,8965.

2) Perceptions liées aux aspects personnels

- ***L'engagement des jeunes comme vous peut changer le narratif négatif associé à l'agriculture*** : les résultats comme repris dans le tableau 17 révèlent clairement que 38,2% des jeunes ruraux affichent une position neutre vis-à-vis de cette déclaration, suivis de ceux qui sont d'accord (29,2%). On note ensuite les jeunes qui sont en désaccord (28,5%), fortement d'accord (2,6%) et ceux qui sont fortement en désaccord (1,5%). Le score médian obtenu sur l'échelle de Likert à cinq points pour cette déclaration est de 3 avec un écart-type de 0,865.
- ***La société ne me donnera pas du respect si je m'engage dans ce métier*** : les résultats comme repris dans le tableau 17 révèlent clairement que 61,8% des jeunes ruraux sont d'accord avec cette déclaration, suivis de ceux qui sont en désaccord (22,4%), viennent ensuite les jeunes qui sont fortement d'accord (10,3%), neutre (4,4%). Très peu des jeunes sont fortement en désaccord avec cette déclaration (1,1%). Le score médian obtenu sur l'échelle de Likert à cinq points pour cette déclaration est de 4 avec un écart-type de 0,8965.
- ***Avec mon niveau d'études je ne peux pas m'engager dans l'agriculture*** : les résultats comme repris dans le tableau 17 révèlent clairement que 34,9% des jeunes ruraux sont d'accord avec cette déclaration, suivis de ceux qui sont fortement d'accord (25,4%), viennent ensuite les jeunes qui affichent une position neutre (25,0%), en désaccord (11,6%), et fortement en désaccord (3,1%). Le score médian obtenu sur l'échelle de Likert à cinq points pour cette déclaration est de 2 avec un écart-type de 0,9824.
- ***Avec l'agriculture je ne peux pas réaliser mes rêves*** : les résultats comme repris dans le tableau 17 révèlent clairement que 66,9% des jeunes ruraux sont d'accord avec cette déclaration, suivis de ceux qui sont fortement d'accord (19,7%), neutre (10,5%), en désaccord (2,4%) et très peu sont fortement en désaccord (0,4%). Le score médian obtenu sur l'échelle de Likert à cinq points pour cette déclaration est de 4 avec un écart-type de 0,9238.
- ***Personnellement je n'ai pas d'intérêt pour l'agriculture*** : les résultats comme repris dans le tableau 17 révèlent clairement que 43,4% des jeunes ruraux sont fortement d'accord avec cette déclaration, suivis de 40,4% qui sont d'accord, 11% en désaccord, ce qui sont neutres (4,8%) et très peu sont fortement en désaccord

(0,4%). Le score médian obtenu sur l'échelle de Likert à cinq points pour cette déclaration est de 4 avec un écart-type de 0,9690.

3) Perceptions liées aux aspects sociétaux

- ***Les jeunes de ce village ne veulent pas s'engager dans l'agriculture*** : les résultats comme repris dans le tableau 17 révèlent clairement que 58,8% des jeunes ruraux sont d'accord avec cette déclaration, suivis de 23,2% qui sont fortement d'accord, en désaccord (9,9%) et neutre (8,1%). Le score médian obtenu sur l'échelle de Likert à cinq points pour cette déclaration est de 4 avec un écart-type de 0,8413.
- ***Ma famille et mes proches ne m'encouragent pas à faire l'agriculture*** : les résultats comme repris dans le tableau 17 révèlent clairement que 47,1% des jeunes ruraux sont d'accord avec cette déclaration, suivis de 34,0% qui sont fortement d'accord, neutre (10,3%), en désaccord (7,7%) et seuls 0,9% sont fortement en désaccord. Le score médian obtenu sur l'échelle de Likert à cinq points pour cette déclaration est de 4 avec un écart-type de 0,9534.
- ***Le métier agricole est respectueux que le travail administratif dans ce village*** : les résultats comme repris dans le tableau 17 révèlent clairement que 46,7% des jeunes ruraux sont en désaccord avec cette déclaration, suivis de 43,4% qui sont fortement en désaccord, d'accord (7,2%), fortement d'accord (2,0%) et neutre (0,7%). Le score médian obtenu sur l'échelle de Likert à cinq points pour cette déclaration est de 2 avec un écart-type de 0,9272.
- ***Les gens de ce village s'engagent dans l'agriculture par manque d'autres option*** : les résultats comme repris dans le tableau 17 révèlent clairement que 59,4% des jeunes ruraux sont fortement d'accord avec cette déclaration, suivis de 27,9% qui sont d'accord, en désaccord (9,0%), neutre (2,4%) et fortement en désaccord (1,3). Le score médian obtenu sur l'échelle de Likert à cinq points pour cette déclaration est de 5 avec un écart-type de 0,9690.
- ***Dans ce village l'agriculture est un métier des personnes âgées*** : les résultats comme repris dans le tableau 17 révèlent clairement que 49,3% des jeunes ruraux sont d'accord avec cette déclaration, suivis de 25,2% qui sont fortement d'accord, en désaccord (20,4%), fortement en désaccord (4,4%) et neutre (0,7%). Le score médian obtenu sur l'échelle de Likert à cinq points pour cette déclaration est de 4 avec un écart-type de 1,1773.

3.3.2. Attitude des jeunes ruraux vis-à-vis de l'agriculture

La compilation et la triangulation des résultats de différentes déclarations exprimant les perceptions que les jeunes ruraux se font vis-à-vis de l'agriculture comme profession nous ont permis d'apprécier leur attitude sur trois dimensions à savoir une **attitude positive, négative** et **neutre**. Les résultats de l'étude relèvent clairement que sur 456 jeunes ruraux ayant répondu à l'enquête, 244 jeunes (53,5%) affichent une attitude négative vis-à-vis de l'agriculture comme profession suivis de 136 jeunes (29,8%) qui affichent une attitude neutre et seuls 76 jeunes (16,7%) montrent une attitude positive vis-à-vis de la profession agricole (voir la figure 52). Ces résultats observés dans les zones rurales du Sud-Kivu en République Démocratique du Congo ne sont pas très éloignés de ceux obtenus dans un district rural en Inde par Uttej et al. (2020). Les auteurs ont révélé qu'un tiers (34,2%) de l'ensemble des jeunes avait une attitude neutre à l'égard de l'agriculture suivi des jeunes qui présentaient une attitude modérément favorable (28,3%) et modérément défavorable (18,4%) à l'égard de l'agriculture, alors que seulement 10,8% et 8,3% d'entre eux avaient respectivement affiché une attitude très favorable et très défavorable. Cette tendance s'explique par le narratif négatif développé par la société vis-à-vis de l'agriculture comme on peut le voir à travers les perceptions de différentes parties prenantes. Ces perceptions négatives semblent être amplifiées par le fait que le secteur est quasi abandonné par le pouvoir publique. Les témoignages collectés auprès des informateurs clés font état d'un manque des politiques incitatives visant le développement agricole. Les acteurs agricoles sont alors obligés de chercher des moyens de subsistance alternatives comme l'extraction artisanale des minerais qui leur permettent de gérer de revenus supplémentaires (bien que moins durables). Notons également les conflits armés déjà évoqués dans la présente thèse qui ont détruit presque les toutes infrastructures socio-économiques tout en réduisant la capacité de l'Etat d'impulser une nouvelle dynamique de relance économique. Ces conflits qui se concentrent dans les zones rurales freinent également le développement des localités les plus touchées, réduisant presque à néant la capacité des populations rurales à assurer la production agricole.

L'étude réalisée par Allen et al. (2016) sur l'emploi et l'engagement des jeunes dans l'agroalimentaire au Nigéria, au Rwanda et en Tanzanie confirme que l'agriculture est largement perçue par les jeunes comme une activité agricole traditionnelle peu attrayante et à forte intensité de main-d'œuvre qui génère peu ou pas de bénéfices. Les

jeunes ne perçoivent donc pas l'agriculture comme une activité commerciale potentiellement très rentable qui implique un éventail de nouvelles opportunités liées à la commercialisation, la transformation, l'emballage et la restauration ainsi que d'autres services d'appui en plus de la production à la ferme. Ce sentiment marqué par un désintérêt est observé dans différentes autres régions du monde (Magagula & Njeru, 2017 ; Tsvakirai, 2020 ; Udemezue, 2019).

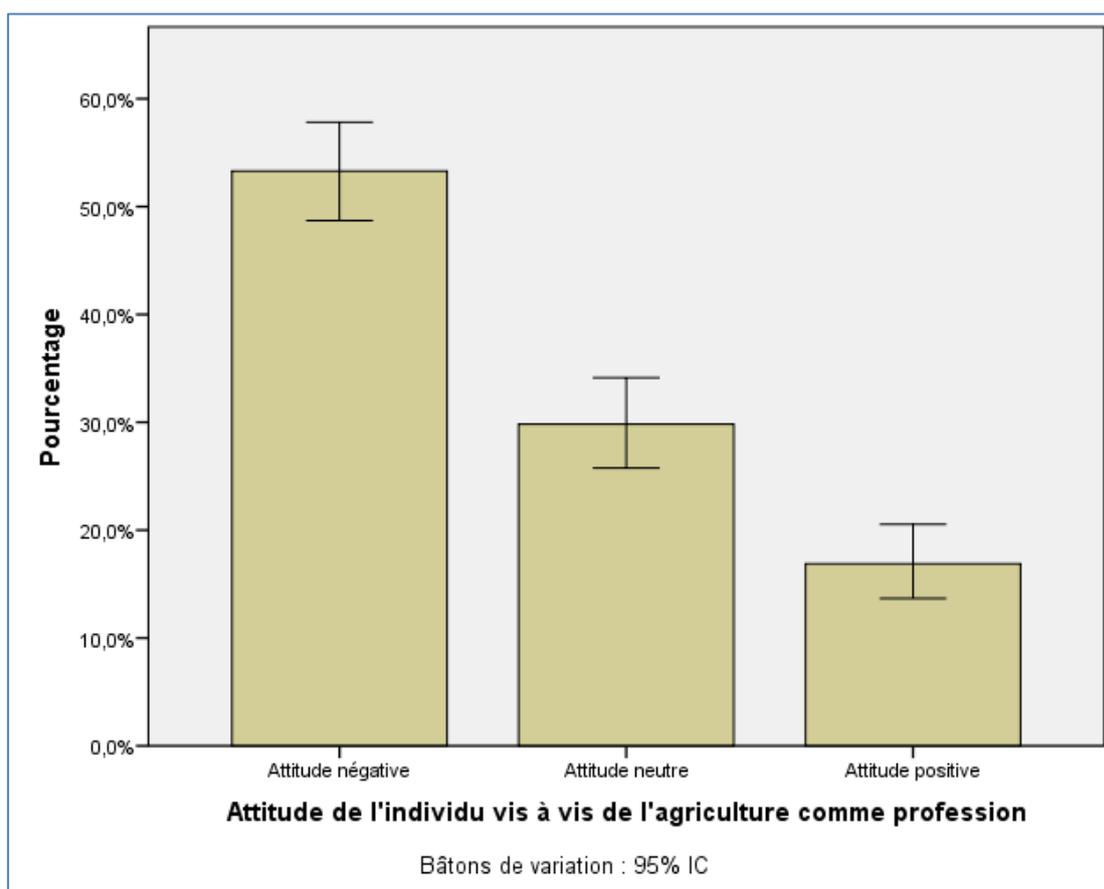


Figure 52. Attitudes des jeunes ruraux vis-à-vis de l'agriculture comme profession

Source : Auteur, résultats des enquêtes menées en 2022

3.3.3. Les facteurs influençant les perceptions des jeunes ruraux vis-à-vis de l'agriculture comme profession

Comme nous l'avons expliqué en détails dans les chapitres précédents, les jeunes ruraux ne constituent pas un groupe homogène mais des sous-groupes diversifiés en fonction de plusieurs facteurs tels que le sexe, l'âge, le niveau d'éducation, l'état de santé, l'origine ethnique, le statut résidentiel, l'état matrimonial, le milieu de vie, etc. Les résultats de la présente étude montrent clairement que les perceptions des jeunes vis-à-vis de l'agriculture comme profession sont dues à une combinaison des facteurs socio-

économique très complexes. Nous démontrons à travers les paragraphes suivants comment les scores de perception de différents types de facteurs présentés dans le tableau 17 varient selon le *sexe*, *l'âge*, *le niveau d'étude* ainsi *la localisation géographique (site d'étude)* des 456 jeunes ruraux participants. Après avoir vérifié les conditions de normalité des données, nous avons utilisé les tests statistiques non-paramétriques de Kuskal-Wallis et Mann-Whitney selon la nature de chaque variable.

- ***L'âge de l'individu*** : le test H de Kruskal-Wallis a révélé une différence statistiquement significative au niveau des scores des perceptions personnelles entre les quatre groupes d'âge différents (Groupe1, n = 177 : 15–19 ans, Groupe2, n = 128 : 20–24 ans, Groupe3, n = 82 : 25-29ans ; Groupe4, n=69 : 30-35ans), $\chi^2(3, n = 456) = 11,876, p = 0,008$. Cette différence s'observe également quant aux scores des perceptions sociétales $\chi^2(3, n = 456) = 8,888, p = 0,031$. Cependant, aucune différence statistiquement significative n'a été révélée entre les différents groupes d'âges concernant les scores des perceptions économiques $\chi^2(3, n = 456) = 2,759, p = 0,430$. Notons que tous les groupes ont enregistré un même score médian pour les perceptions sociétales (Med=3,6). Pour ce qui est des perceptions personnelles les deux premiers groupes (15-19 ans et 20-24 ans) ont enregistré le score médian le plus élevé (Med=3,6) alors que le groupe le plus âgé (30-35ans) a montré un score médian plus bas (Med=3,2) et le groupe âgé de 25-29ans a enregistré un score médian moyen (Med=3,4).
- ***Le genre de l'individu*** : le test U de Mann-Whitney a révélé qu'il n'y pas de différence statistiquement significative entre les scores de perceptions économiques des femmes (Med= 3,20, n=230) comparé aux scores des hommes (Med=3,6, n=226), $U=25934, z=-0,041, p=0,968$ avec un effet de taille très petit, $r=0,002$. Ce même constat est observé quant aux scores des perceptions sociétales des femmes (Med=3,20, n=230) comparé à ceux des hommes (Med=3,60, n=226), $U=24122,50, z=-1,343, p=0,179$ avec un effet de taille moyen $r=0,63$. Par ailleurs, le teste révèle une différence statistiquement significative entre les scores des perceptions personnelles des jeunes femmes vis-à-vis de l'agriculture comme profession (Med=3,4, n=230) comparés aux scores enregistrés par les jeunes hommes (Med=3,4, n=226), $U=22184, z=-2,726$; avec un petit effet taille, $r=0,13$. Une étude multi-pays réalisée par Elias et al. (2018) sur les aspirations sexo-spécifiques des jeunes ruraux a révélé que les jeunes femmes exprimaient une plus

grande hésitation à engager leur avenir dans l'agriculture que les jeunes hommes. Les aspirations sexo-spécifiques des jeunes ruraux liées au travail dans le secteur agricole sont donc façonnées par des normes socioculturelles sur les formes appropriées d'engagement féminin et masculin. Haggblade et al. (2015) conclue qu'au-delà de l'activité même de production, les jeunes sont assez réticents à s'engager dans des activités en amont et en aval de la chaîne de production agricole.

- **Le niveau d'étude de l'individu :** le test H de Kruskal-Wallis a révélé une différence statistiquement significative au niveau de score des perceptions personnelles entre les quatre groupes de niveau d'étude différents (Groupe1, n = 55 : analphabète, Groupe2, n = 125 : primaire, Groupe3, n = 262 : secondaire ; Groupe4, n=14 : universitaire), $\chi^2 (3, n = 456) = 129,990, p = 0,000$. Cette différence s'observe également quant aux scores des perceptions sociétales $\chi^2 (3, n = 456) = 7,905, p = 0,048$. Les groupes de niveau d'étude primaire et secondaire ont enregistré le score médian le plus élevé pour les perceptions sociétales (Med=3,6) comparés aux groupes de niveau analphabète et universitaire (Med=3,4). Pour les perceptions personnelles le groupe d'étude universitaire ont enregistré le score médian le plus élevé (Med=4,0) suivi du groupe de niveau secondaire (Med=3,6) vient enfin les groupes des jeunes analphabètes et celui des jeunes du niveau primaire qui ont tous deux enregistré un score médian faible (Med=3,2) comparés aux deux autres. Notons par ailleurs que le test n'a révélé aucune différence statistiquement significative entre les quatre différents groupes de niveau d'étude concernant les perceptions économiques $\chi^2 (3, n = 456) = 4,217, p = 0,239$.
- **La localisation géographique (site d'étude):** le test H de Kruskal-Wallis a révélé une différence statistiquement significative au niveau de score des perceptions économiques entre les jeunes vivant dans les 8 différents sites d'étude (Katana, Kavumu, Mudaka, Nyangezi, Kamanyola, Luvungi, Luberizi et Sange), $\chi^2 (7, n = 456) = 12,725, p = 0,04$, la même différence a été observée pour les scores des perceptions personnelles, $\chi^2 (7, n = 456) = 46,796, p = 0,000$ ainsi que les scores des perceptions sociétales, $\chi^2 (7, n = 456) = 47,533, p = 0,000$. Pour les perceptions économiques le score médian le plus élevé a été enregistré à Nyangezi et Luberizi (Med=3,4), les autres sites ont enregistré le même score (Med= 3,2). Quant aux perceptions personnelles de l'agriculture comme profession, le site de

Kavumu a enregistré le score le plus élevé (Med=3,8). En fin les sites de Kavumu et Luberizi ont enregistré le score médian le plus élevé en ce qui concerne les perceptions sociétales (Med=3,8).

3.3.4. Perception par les jeunes des facteurs limitant leur engagement dans les chaînes de valeur agricoles

En ce qui concerne les facteurs limitant leur engagement, les jeunes ont indiqué par ordre d'importance la faible rentabilité du secteur agricole, le manque de financement, le manque des terres arables, les risques élevés liés au secteur agricole, le manque de considération sociale, le manque de soutien par l'Etat, une longue période de retour sur investissement, les compétences techniques agricoles limitées, le niveau d'éducation des jeunes, le manque de marché d'écoulement des produits agricoles ainsi que la faible mécanisation du secteur (voir la figure 53).

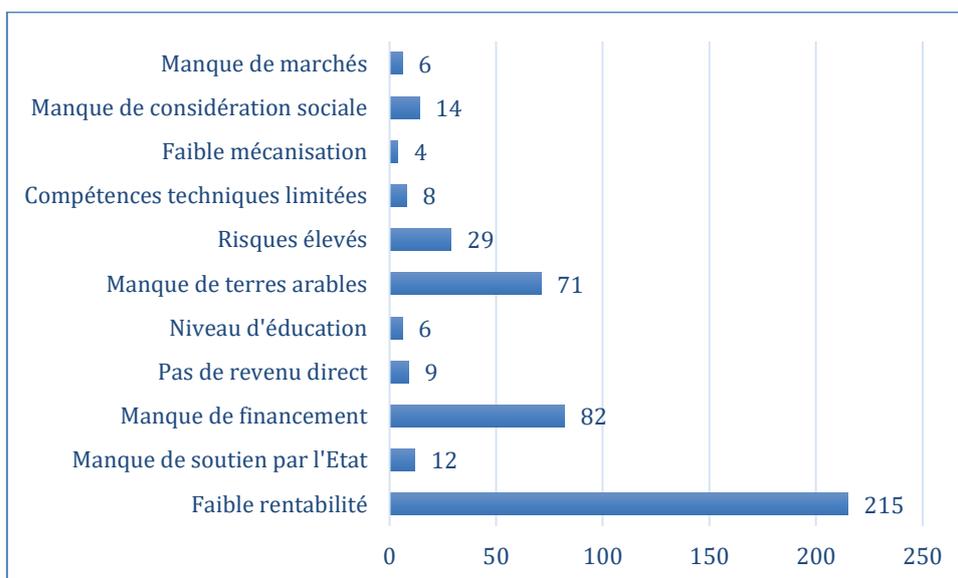


Figure 53. Classement par les jeunes des facteurs limitant leur engagement dans les chaînes de valeur agricoles

Source : Auteur, résultats des enquêtes menées en 2022

3.3.5. Proposition par les jeunes des facteurs pouvant les attirer vers les chaînes de valeur agricoles

En répondant à la question de savoir quels sont les facteurs qui peuvent les attirer à s'engager dans les chaînes de valeur agricoles, les jeunes participant à l'étude ont indiqué par ordre d'importance la facilité d'accès aux financements agricoles, la possibilité d'accéder à la terre arable, la création des opportunités d'emploi salariés dans

le secteur par les agro-entreprises, le renforcement des compétences techniques agricoles, le soutien des proches (famille et amis), l'utilisation des TIC/mécanisation ainsi que l'accès aux marchés (voir la figure 54). Vers les années 80, Shapero et Sokol (1982) puis Gilad et Levine (1986) avaient déjà observé que les individus décident de s'engager dans une activité économique (entrepreneuriale ou salariée) en raison de différentes combinaisons de facteurs sociaux, économiques, cultureux et environnementaux. Avec l'intérêt que les jeunes portent actuellement vis-à-vis des outils numériques, d'autres travaux citent les technologies novatrices comme facteurs pouvant attirer les jeunes vers le secteur agricole (CSM Youth Working Group, 2021).

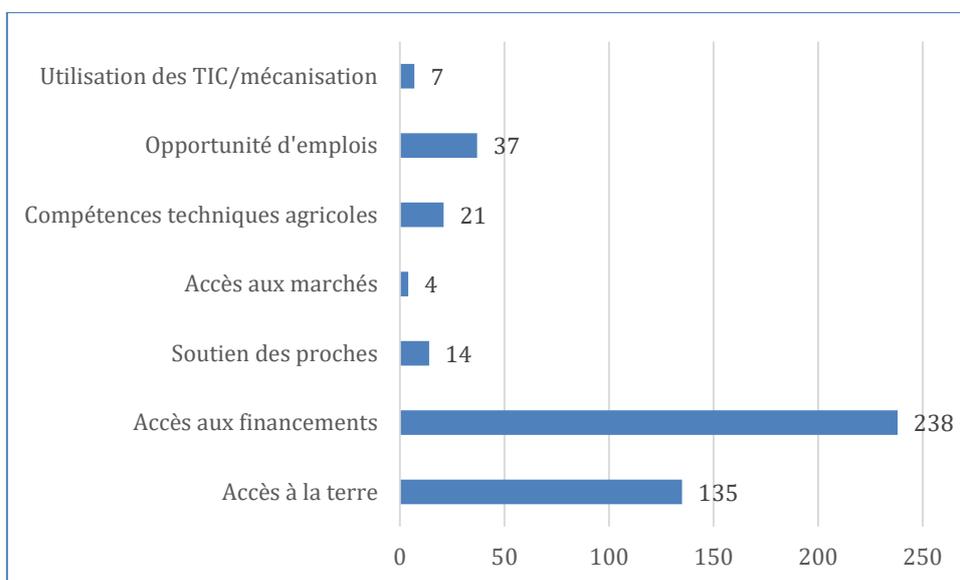


Figure 54. Facteurs favorisant l'engagement des jeunes

Source : Auteur, résultats des enquêtes menées en 2022

3.4.Synthèse des résultats liés au deuxième objectif de recherche

Dans la province du Sud-Kivu avec d'énormes potentiels agricoles et une forte demande alimentaire sur les marchés, l'étude des perceptions des jeunes ruraux vis-à-vis de l'agriculture comme profession montre clairement que 53,5% des jeunes affichent une attitude négative vis-à-vis de l'agriculture et activités connexes. La tendance de désengagement des acteurs agricoles révélée par les résultats de notre première phase de recherche entraîne des répercussions sur la jeune génération. En effet, alors que c'est seulement 41,7 % des acteurs qui ont déclaré souhaiter rester dans le métier agricole, nous réalisons que c'est uniquement 13,4% des jeunes ruraux qui aspirent les rejoindre, ce qui présage un déficit considérable dans le renouvellement de la population agricole dans un future proche. En outre, la plupart des jeunes ruraux ont indiqué avoir l'expérience avec

le secteur agricole, mais ceux qui restent encore actifs dans le secteur sont très peu nombreux. N'étant pas encouragés ni par leurs parents, ni par la société à s'engager dans les chaînes de valeur agricoles et étant conscients de l'ampleur des facteurs limitant l'essor de ce secteur et du climat des affaires de plus en plus incertain dans lequel opèrent leur parents (acteurs), environ trois quart (73,7%) des jeunes ruraux enquêtés s'affichent prêts à emprunter la voie de l'exode rurale pour passer le reste de leur vie loin du monde agricole. Le climat des affaires non-incitatif couplé du narratif négatif développé par la société vis-à-vis de l'agriculture comme profession affectent l'engagement des jeunes ruraux. La présente étude révèle que les jeunes ont des perceptions d'ordre économique, sociétal et personnel vis-à-vis de l'agriculture et cela varie d'un jeune à l'autre en fonction d'une combinaison des plusieurs facteurs notamment le sexe, l'âge, le niveau d'étude ainsi la localisation géographique (site d'étude).

4. Analyse des facteurs clés de succès des jeunes engagés dans les chaînes de valeur agricoles : une étude de cas auprès de jeunes agripreneurs ruraux

Les résultats de l'étude présentés ci-dessus révèlent clairement des perceptions négatives des jeunes ruraux vis-à-vis de l'agriculture comme profession amplifiées par un narratif défavorable au secteur agricole. Nous avons trouvé également que par suite de multiples facteurs limitants, les acteurs des chaînes de valeur agricoles n'encouragent pas leurs successeurs à s'engager dans le métier agricole. Et, la société dans l'ensemble encourage donc les jeunes à s'orienter vers une carrière non-agricole. Cependant, les observations exploratoires réalisées au début de la présente étude ont fait état tout de même de quelques jeunes ruraux qui sont activement engagés le long de la chaîne de valeur agricole. C'est ainsi que dans une perspective systémique le troisième objectif de la présente thèse est d'analyser en profondeur les facteurs clés de succès des jeunes engagés dans les chaînes de valeur agricoles. Pour atteindre cet objectif, une étude de cas a été réalisée à travers un suivi pendant 12 mois de 32 jeunes agripreneurs sélectionnés dans les trois territoires en raison de 4 jeunes par site d'enquête. L'enjeu de cette étude de cas est de savoir si les jeunes ruraux peuvent être les sauveurs de l'agriculture et de sa crise actuelle. S'ils sont suffisamment efficaces pour faire face aux défis du secteur agricole tout en garantissant leurs moyens de subsistance durablement dans un environnement socio-économique évolutif très fragile et très concurrentiel. Dans la présente section nous présentons les résultats issus de l'étude de cas avec un focus sur le profilage socio-économique des jeunes agripreneurs, leurs perceptions vis-à-vis de facteurs limitant l'engagement de leurs pairs dans le secteur, les résultats d'exploitation de leurs agro-entreprises ainsi que les facteurs influençant ces derniers. Le suivi a consisté à des visites et entretiens individuels organisés chaque trimestre comme expliqué en détail dans le troisième chapitre de la présente thèse. Les entretiens pendant les visites et les observations in-situ nous ont permis de comprendre les activités des agro-entreprises tenues par ces jeunes et les contraintes auxquelles ils font face. Nous avons également collecté les informations liées aux résultats économiques de chaque agro-entreprise plus singulièrement les charges d'exploitation et les produits d'exploitation.

4.1. Profilage socio-économique des jeunes agripreneurs ruraux

Le tableau 18 montre que les jeunes agripreneurs ruraux qui ont constitué notre cas d'étude appartiennent à 4 tranches d'âge, dont 17 jeunes (53,1%) âgés de 30 à 35 ans,

8 jeunes (25%) âgés de 25 à 29 ans, suivis de 4 jeunes (12,5%) âgés de 24 à 25 ans ainsi que 3 jeunes moins âgés (9,4%) dont l'âge varie entre 15 à 19 ans. L'âge moyen des jeunes agripreneurs suivis était de 29 ans alors que l'âge médian s'élevait à 30,50 ans. Notons également que sur l'ensemble de 32 jeunes agripreneurs ruraux participants, 19 jeunes (59,4%) sont des hommes alors que 13 jeunes (40,6%) sont des femmes. La distribution du niveau d'étude révèle que 15 jeunes agripreneurs (46,9%) ont atteint le niveau d'étude secondaire, 7 jeunes (21,9%) ne sont pas allés à l'école, 6 jeunes agripreneurs (18,8%) ont un niveau d'étude universitaire, alors que 4 jeunes agripreneurs (12,5%) n'ont pas dépassé le niveau primaire. En ce qui concerne leur statut matrimonial, un peu plus de la moitié des jeunes ayant participé à l'étude de cas (53,1%) sont mariés alors que 43,8% sont célibataires et 3,1% sont divorcés.

Tableau 18

Profil des jeunes agripreneurs participant à l'étude de cas

| Considération | Fréquence | Pourcentage |
|---------------------------|------------------|--------------------|
| Age | | |
| 15-19 ans | 3 | 9,4 |
| 20-24 ans | 4 | 12,5 |
| 25-29 ans | 8 | 25,0 |
| 30-35 ans | 17 | 53,1 |
| Genre | | |
| Homme | 19 | 59,4 |
| Femme | 13 | 40,6 |
| Niveau d'étude | | |
| Analphabète | 7 | 21,9 |
| Primaire | 4 | 12,5 |
| Secondaire | 15 | 46,9 |
| Universitaire | 6 | 18,8 |
| Statut matrimonial | | |
| Célibataire | 14 | 43,8 |
| Marié | 17 | 53,1 |
| Divorcé | 1 | 3,1 |

Source : Auteur, résultats de l'étude de cas réalisée en 2022 et 2023

4.2.Sous-secteur d'activité des agro-entreprises des jeunes

La figure 55 montre que pour l'ensemble des 32 agro-entreprises couvertes par l'étude des cas, 22 d'entre elles (68,8%) opèrent dans l'agriculture, 7 (21,9%) opèrent

dans le sous-secteur élevage alors que 3 agro-entreprise (9,4%) combinent à la fois l'agriculture et l'élevage.

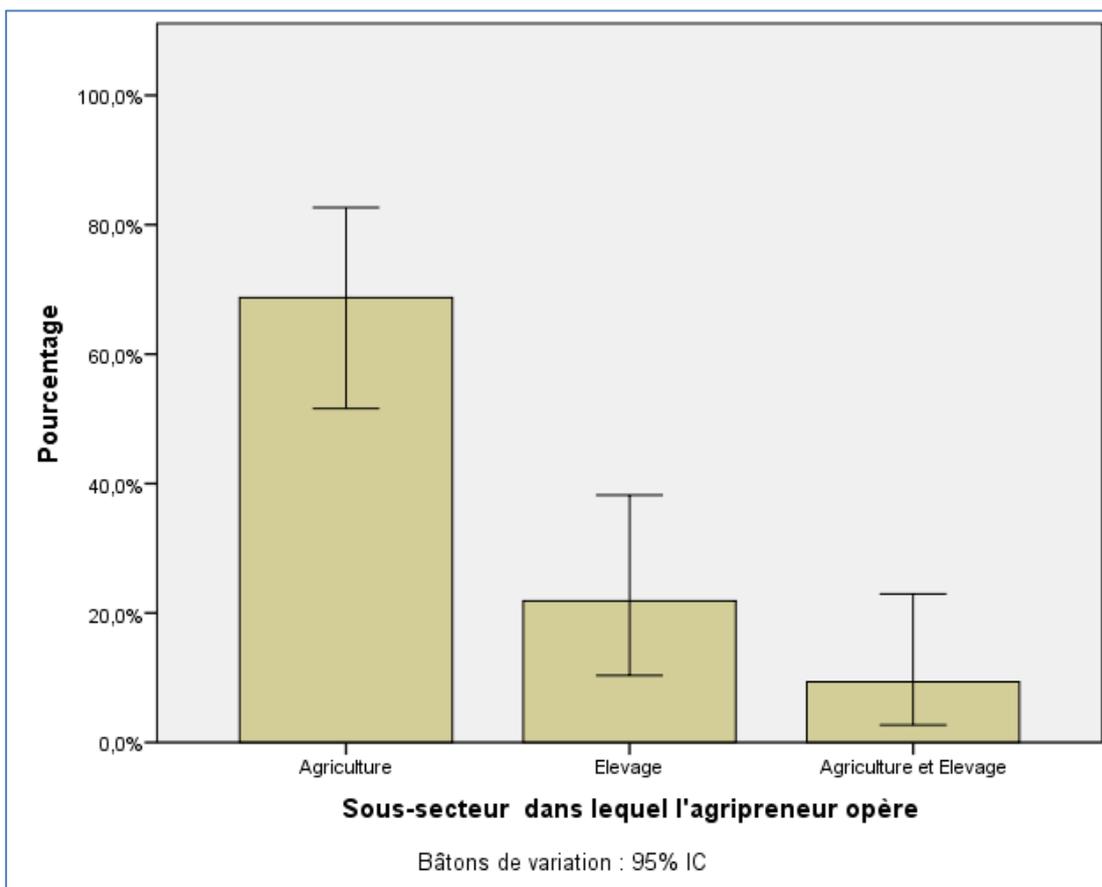


Figure 55. Sous-secteur d'activités des agro-entreprises constituant le cas d'étude

Source : Auteur, résultats de l'étude de cas réalisée en 2022 et 2023

4.3.Engagement des jeunes agripreneurs le long de la chaîne de valeur

Les résultats de l'étude révèlent clairement que 11 agripreneurs participants (34,4%) sont engagés dans le maillon production, 7 agripreneurs (21,9%) sont engagés à la fois dans la transformation et la commercialisation des produits agricoles, 6 (18,8%) opèrent uniquement dans la commercialisation, 4 (12,5%) se concentrent uniquement sur la transformation alors que 4 agripreneurs (12,5%) combinent à la fois la production et la commercialisation (voir la figure 56).

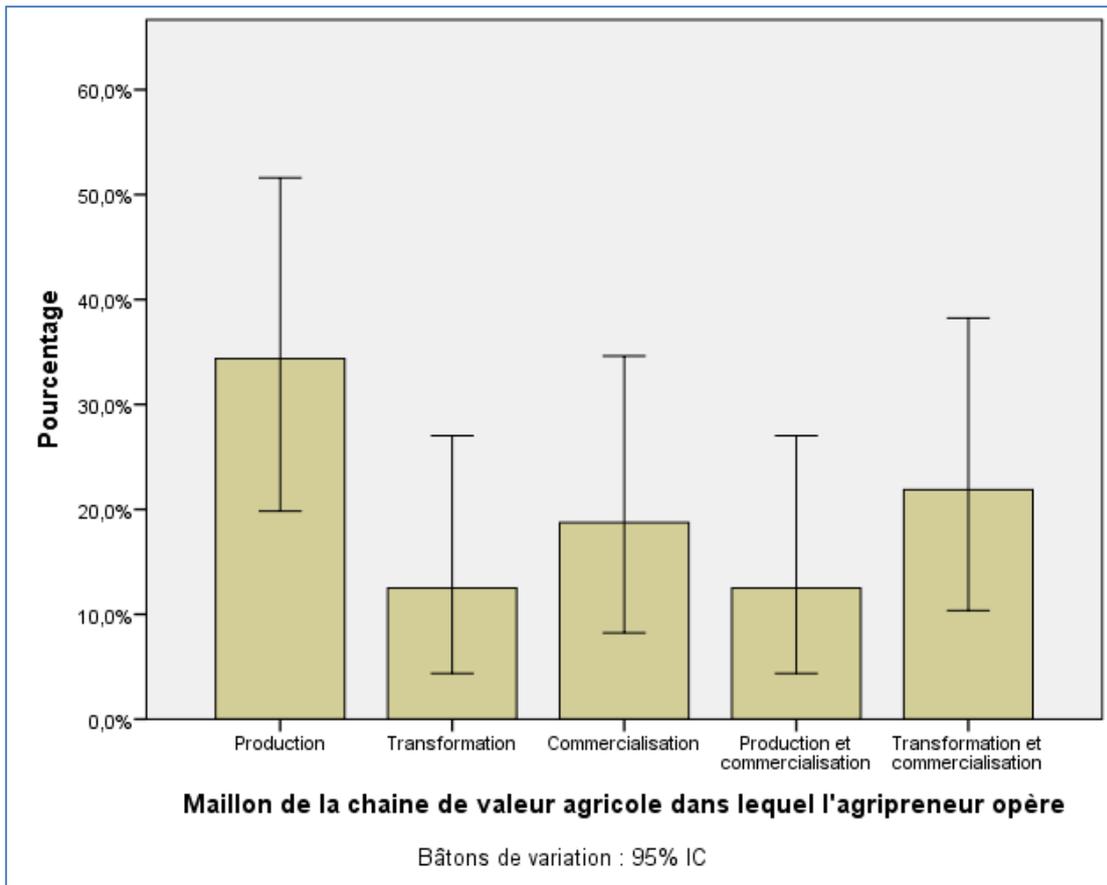


Figure 56. Maillons de la chaîne de valeur dans lesquels les jeunes agripreneurs sont engagés

Source : Auteur, résultats de l'étude de cas réalisée en 2022 et 2023

4.4. Caractéristiques des agro-entreprises étudiées

4.4.1. Enregistrement/formalisation des agro-entreprises

Sur l'ensemble des 32 agro-entreprises concernées par l'étude de cas, seules 4 (12,5%) sont enregistrées formellement auprès des services de l'Etat compétents. 28 agro-entreprises (87,5%) ne sont pas légalement constituées (voir la figure 57). Cette tendance s'explique en grande partie par le caractère informel qui prédomine le secteur agricole dans la zone. Les jeunes agripreneurs ont évoqués comme défis majeurs liés à l'enregistrement des leurs agro-entreprises notamment les coûts élevés exigés, la complexité du processus y compris les exigences administratives, le manque d'information sur le processus d'enregistrement (les services publics d'appui sont centrés dans les villes et s'intéressent moins aux zones urbaine). Le travail informel constitue un manque à gagner pour les jeunes agripreneurs ruraux car ils ne peuvent pas profiter de certaines opportunités des marchés.

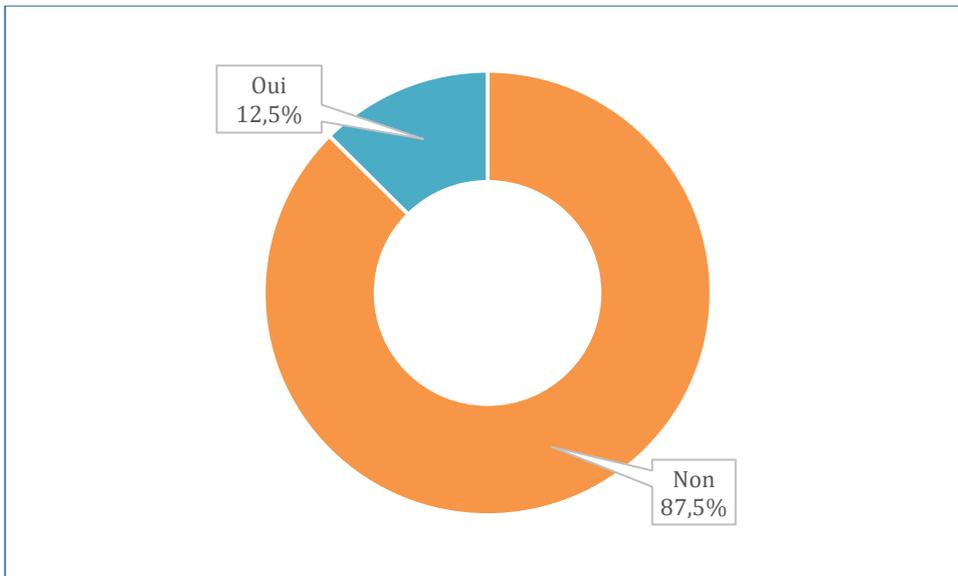


Figure 57. Enregistrement légal des agro-entreprises tenues par les jeunes

Source : Auteur, résultats de l'étude de cas réalisée en 2022 et 2023

4.4.2. Source du capital de démarrage des agro-entreprises tenues par les jeunes

La figure 58 montre que 71,9% des jeunes participant à l'étude de cas ont démarré leurs agro-entreprises grâce à leurs fonds propres alors que 15,6% ont fait recours à leurs proches, 6,3% ont sollicité le crédit pour démarrer leurs agro-entreprises et seuls 6,3% ont reçu une subvention. L'accès aux services financiers en zones rurales reste un défi majeur comme déjà expliqué à travers les résultats issus de l'enquête auprès des acteurs des chaînes de valeur agricoles. Face à cette situation, les jeunes sont obligés de compter sur leur maigre revenu pour lancer et développer leurs agro-entreprises.

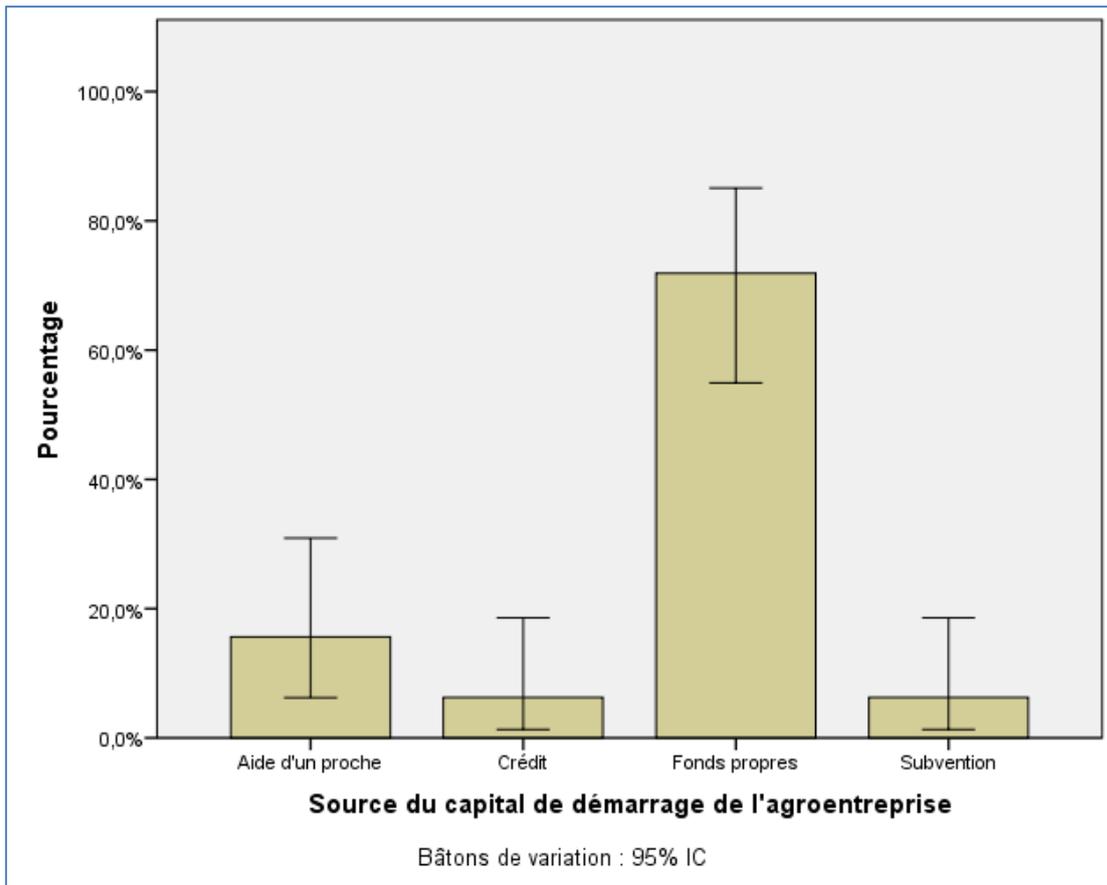


Figure 58. Source de capital de démarrage des agro-entreprises étudiées

Source : Auteur, résultats de l'étude de cas réalisée en 2022 et 2023

4.5. Perceptions de l'agripreneuriat par les jeunes agripreneurs

Le tableau 19 indique que pour l'ensemble de 32 jeunes ayant participé à l'étude de cas, 78,1% d'entre eux ont confirmé qu'ils parviennent à couvrir les besoins de base de leurs ménages grâce aux revenus issus de leurs agro-entreprises. Contrairement à ce que leurs pairs pensent, 81,3% des jeunes agripreneurs ont indiqué que l'agripreneuriat et les activités connexes sont une profession rentable. Et pourtant, 93,8% ont confirmé que les jeunes agripreneurs instruits (diplômés) passent leur temps entrain de courir derrière des subventions proposées par certains programmes humanitaires dans la région. L'accès aux services financiers reste un défi majeur auxquels font face 96,9% des jeunes agripreneurs. Cependant, 68,8% des jeunes agripreneurs ont confirmé que ce secteur est considéré par la société comme un secteur à faible retour sur investissement. 90,6% de jeunes agripreneurs ayant participé à l'étude ont confirmé que le manque de connaissance de base lié au secteur limite l'engagement des leurs pairs. La moitié de jeunes agripreneurs participants (50%) rencontrent de difficultés d'accès aux marchés de produits et services agricoles alors que 96,9% confirment que le découragement des

jeunes par la société limite également l'engagement de leurs pairs dans l'agripreneuriat. C'est ainsi que malgré leur engagement dans le secteur, 87,5% des jeunes agripreneurs pensent que leur métier n'est pas socialement respectable comparé aux autres métiers que nous qualifions ici de « colle blanc ». Tous les 32 jeunes agripreneurs ayant participé à l'étude de cas (100%) pensent que l'insuffisance des ressources foncières limite fortement l'engagement de leurs pairs dans les chaînes de valeur agricoles.

Tableau 19
Perceptions de l'agripreneuriat par les jeunes agripreneurs

| N° | Facteur | Réponses (N=32) | | |
|----|--|-----------------|-----------|----------------|
| | | Oui | Non | Je ne sais pas |
| 1 | L'agripreneuriat & le revenu lié sont-ils suffisants pour les besoins de base de votre famille ? | 25 (78,1%) | 5 (15,6%) | 2 (6,3) |
| 2 | Pensez-vous que l'agripreneuriat & les activités connexes sont une profession bénéfique ? | 26 (81,3%) | 5 (15,6%) | 1 (3,1%) |
| 3 | Les jeunes agripreneurs instruits courent derrière les subventions et les prêts, êtes-vous d'accord ? | 30 (93,8%) | 2 (6,2%) | - |
| 4 | Il n'y a pas de facilité de crédit adéquate dans ce secteur de l'agripreneuriat | 31 (96,9%) | 1 (3,1%) | - |
| 5 | Ce secteur est considéré comme un mauvais retour sur investissement par la communauté | 22 (68,8%) | 9 (28,1%) | 1 (3,1%) |
| 6 | Le manque de connaissances de base lié à ce secteur limite l'engagement des jeunes | 29 (90,6%) | 2 (6,3%) | 1 (3,1%) |
| 7 | Il y a un manque de marché prêt pour les produits et/ou services agricoles | 16 (50,0%) | 13 (40,6) | 3 (9,4%) |
| 8 | Les jeunes s'engagent peu dans l'agripreneuriat & activités connexes en raison du découragement de la société/communauté | 31 (96,9%) | - | 1 (3,1%) |
| 9 | L'agripreneuriat et les activités connexes ne sont pas une profession respectueuse | 28 (87,5%) | 4 (12,5%) | - |
| 10 | Les ressources foncières insuffisantes limitent l'engagement des jeunes dans l'agripreneuriat & activités connexes | 32 (100%) | - | - |

Source : Auteur, résultats de l'étude de cas réalisée en 2022 et 2023

4.6. Analyse économique des agro-entreprises étudiées

4.6.1. Le capital de démarrage des agro-entreprises étudiés

Les résultats issus de l'étude de cas des jeunes agripreneurs ont révélé clairement que le capital de démarrage que ces jeunes ont mobilisé pour lancer leurs agro-entreprises variait entre 100\$ à 1500\$ avec une moyenne de 409,38\$ (voir le tableau 20).

Tableau 20
Capital de démarrage des agro-entreprises suivies

| Considération | Montant en dollars américains (\$) |
|--------------------------------------|------------------------------------|
| Minimum | 100 |
| Maximum | 1500 |
| Moyenne | 409,38 |
| Ecart Type | 272,979 |
| Somme cumulée de 32 agro-entreprises | 13100 |

Source : Auteur, résultats de l'étude de cas réalisée en 2022 et 2023

4.6.2. Synthèses des résultats issus du suivi économique des agro-entreprises

Le tableau 21 présente les charges d'exploitation engagées par les 32 agro-entreprises étudiées, les produits d'exploitation (recettes) qu'elles ont enregistrés pendant la période d'étude ainsi que les résultats d'exploitation enregistrés.

Tableau 21
Synthèse des résultats du suivi économique des agro-entreprises tenues par les jeunes

| I. Charges d'exploitation des agro-entreprises en dollars américains (N=32) | | | | | |
|---|---------------------|------------------------------|---------------------------------|--------------------|-----------------|
| | Juin – Aout 2022 | Septembre – Novembre 2022 | Décembre 2022 – Février 2023 | Mars – Mai 2023 | Total Annuel |
| Minimum | 50 | 47 | 87 | 45 | 531 |
| Maximum | 910 | 750 | 850 | 700 | 1990 |
| Moyenne | 377,41 | 247,00 | 300,06 | 257,16 | 1221,313 |
| Ecart-Type | 215,486 | 192,083 | 176,370 | 178,001 | 368,0041 |
| II. Produits d'exploitation des agro-entreprises en dollars américains (N=32) | | | | | |
| Minimum | 82 | 100 | 190 | 100 | 1210 |
| Maximum | 1800 | 8200 | 1700 | 1850 | 10000 |
| Moyenne | 570,38 | 775,72 | 679,94 | 657,13 | 2683,156 |
| Ecart-Type | 412,114 | 1380,586 | 381,376 | 404,752 | 1744,0412 |
| III. Résultats d'exploitation des agro-entreprises en dollars américains (N=32) | | | | | |
| Minimum | -390 | -500 | -350 | -200 | -202 |
| Maximum | 1700 | 8018 | 1400 | 1594 | 8918 |
| Moyenne | 192,97 | 489,03 | 379,88 | 399,97 | 1461,844 |
| Ecart-Type | 358,519 | 1405,399 | 401,387 | 402,255 | 1819,2443 |

Source : Auteur, résultats de l'étude de cas réalisée en 2022 et 2023

4.6.3. Saisonnalité des revenus issus des agro-entreprises

L'agriculture et les activités connexes constituent une profession à caractère saisonnier car dépendant des cycles de production de différentes spéculations qui à leur tour sont fonction des saisons climatiques. L'analyse de la saisonnalité des revenus issus de ce secteur peut renseigner sur la distribution des résultats économiques permettant de comprendre comment les agro-entreprises suivies se sont comportées au cours de différentes périodes de l'année (juin à août 2022, septembre à novembre 2022, décembre 2022 à février 2023 et de mars à mai 2023). C'est ainsi que les résultats du test de Friedman ont révélé qu'il y a une différence statistiquement significative dans les résultats d'exploitation des agro-entreprises des jeunes sur les quatre trimestres de suivi, $\chi^2(3, n = 32) = 10,867, p < 0,012$. L'examen des valeurs moyennes a montré une forte augmentation du résultat d'exploitation des agro-entreprises du premier trimestre (192,97\$) au deuxième (489,03\$), une baisse du deuxième au troisième trimestre (379,88\$) et une faible augmentation du troisième au dernier trimestre (399,97\$). En effet, les mois de juin, juillet et août correspondant au premier trimestre de l'étude marquent la période de saison sèche au cours de laquelle les récoltes sont abondantes, les routes de desserte agricoles sont dégagées, ce qui entraîne une grande offre sur les marchés locaux, occasionnant la baisse des prix suivant la loi de l'offre et de demande réduisant ainsi les marges bénéficiaires des agripreneurs. Ceci a affecté les valeurs moyennes du résultat d'exploitation enregistré par les agripreneurs au cours de cette période. Le deuxième trimestre (septembre, octobre, novembre) constitue la grande période de soudure dans la zone, l'offre agricole diminue drastiquement et les prix augmentent sur les marchés locaux. Cette période a été observée comme plus bénéfique pour les jeunes agripreneurs participants.

En dépit du caractère saisonnier des revenus issus de ce secteur, les résultats de suivi économique des 32 agro-entreprises montrent que 27 d'entre elles (84,4%) ont enregistré un résultat d'exploitation annuel positif, contre 4 agro-entreprises qui ont enregistré un résultat négatif et une seule agro-entreprise qui a enregistré un résultat annuel nul (voir la figure 59). Les résultats positifs indiquent que l'activité économique a été rentable au cours de la période de référence (produits supérieurs aux charges) alors que les résultats négatifs font état d'un déficit financier (produits inférieurs aux charges) et les résultats nuls indique que l'activité n'a été ni bénéfique ni déficitaire (produits égaux aux charges).

Ces résultats économiques positifs enregistrés par 84,4% des agro-entreprises étudiées ne sont pas éloignés de ce qui a été trouvé par des chercheurs ayant analysé la

même question dans des contextes similaires. Plusieurs études ont observé qu'en exploitant leur énergie et potentiel de créativité, les jeunes agripreneurs peuvent créer des entreprises agricoles prospères et améliorer durablement la productivité et la valeur ajoutée de la production agricole afin de nourrir les générations futures (Ghimiray, 2020 ; GIZ, 2020 ; Fiedler, 2020). Dans le même sens Cruickshank et co-auteurs (2022) ont observé que les jeunes agripreneurs montraient généralement un niveau de créativité plus élevé, une attention particulière à une croissance plus élevée de marchés et étaient plus susceptibles de profiter des opportunités économiques des nouvelles tendances des marchés. La FAO (2019) indique également qu'avec moins de responsabilités familiales que les adultes, les jeunes sont plus flexibles et peuvent consacrer plus de temps à leurs nouvelles entreprises pour en accroître l'efficacité.

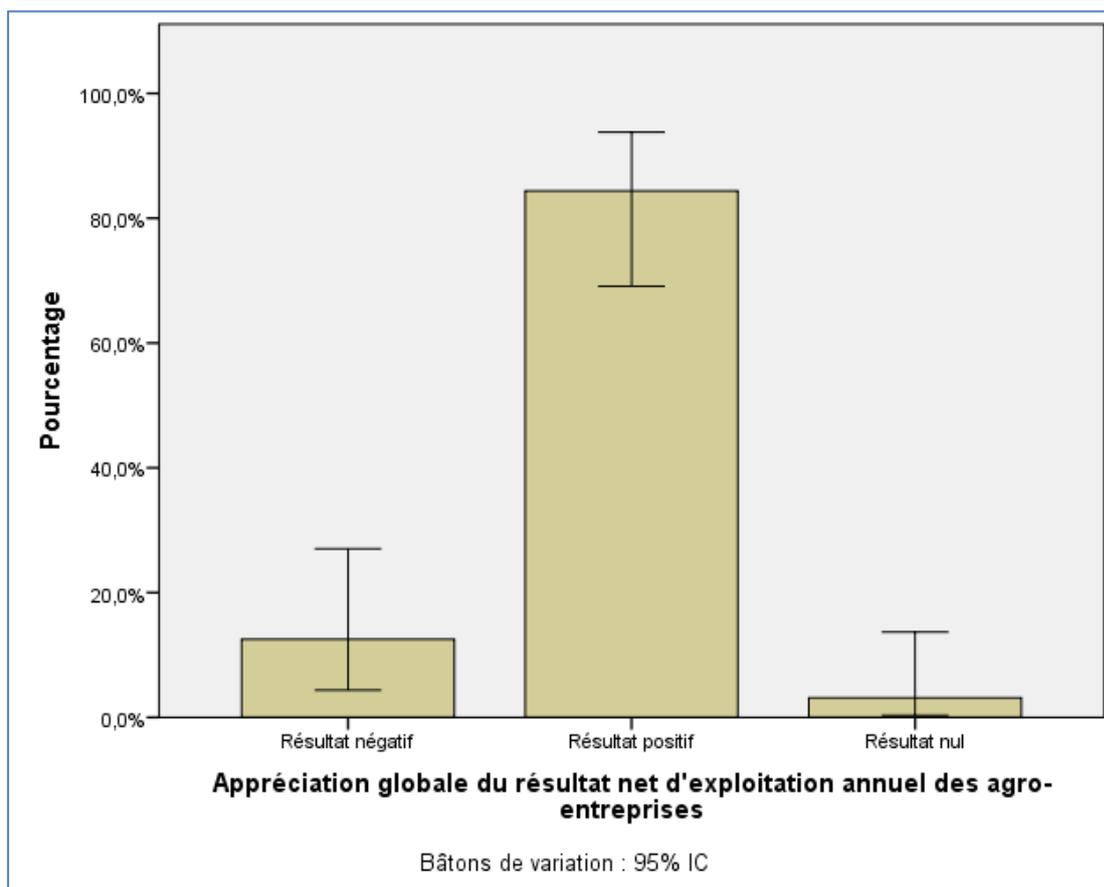


Figure 59. Appréciation du résultat net d'exploitation annuel des agro-entreprises étudiées

Source : Auteur, résultats de l'étude de cas réalisée en 2022 et 2023

4.6.4. Affectation des revenus issus des agro-entreprises

L'étude a révélé que les jeunes ont affecté 40,6% de leur revenu principalement dans le développement de leurs agro-entreprises (accroître les fonds de roulement, achat d'un actif productif), 28,2% de revenus a été affecté dans les dépenses personnelles (alimentation, santé, éducation des enfants, ...), 28,1% leurs revenus affectés dans l'épargne alors que seuls 3,1% dans le remboursement des crédits (voir la figure 60).

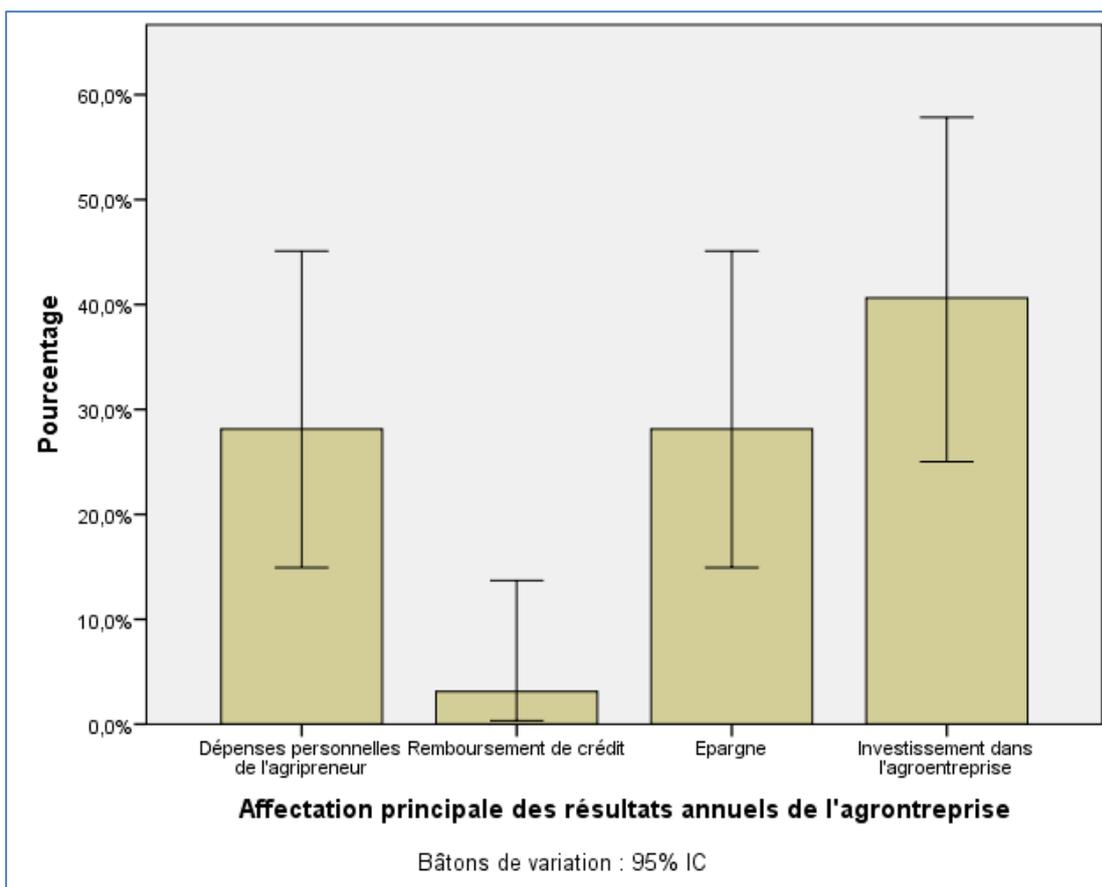


Figure 60. Principales affectations des revenus issus des agro-entreprises étudiées

Source : Auteur, résultats de l'étude de cas réalisée en 2022 et 2023

4.7. Facteurs clés influençant les résultats nets d'exploitation des agro-entreprises

Au vu des résultats économiques positifs réalisés par les jeunes agripreneurs dans un contexte où l'agriculture est considérée comme métier de second rang, il est très important de creuser en profondeur pour comprendre les facteurs clés de succès des agripreneurs ayant participé à l'étude dans une vision systémique. Il s'agit d'une analyse focalisée sur l'agripreneur lui-même et l'environnement dans lequel il opère. C'est ainsi que l'étude a permis d'identifier six facteurs clés qui influencent significativement les résultats économiques des agro-entreprises des jeunes et par conséquent jouant un rôle

capital dans leur engagement agriprenuriat et dans le succès de leurs activités économiques. Il s'agit donc du *genre/sexe, la formation professionnelle, le sous-secteur d'activité, le statut matrimonial, l'expérience dans le secteur* ainsi que *le volume du capital investi au démarrage*. Après avoir vérifié la normalité des données, des tests statistiques appropriés ont été appliqués pour analyser les liens/différences entre différentes variables comme présenté ci-dessous :

Le genre/sexe des jeunes agripreneurs : le test U de Mann-Whitney a révélé une différence statistiquement significative entre les résultats d'exploitation annuels enregistrés par les jeunes agripreneurs hommes (Med=1248\$, n=19) comparés aux résultats nets d'exploitation enregistrés par les femmes (Med=666,5\$, n=13), $U=37,5$, $z=-2,948$, $p=0,003$ avec un effet de taille très petit, $r=0,002$.

La formation professionnelle en agriprenuriat ou similaire : le test U de Mann-Whitney a révélé également une différence statistiquement significative entre les résultats d'exploitation annuels enregistrés par les jeunes ayant suivi une formation en lien avec l'agriprenuriat (Med=1663, n=8) comparés aux résultats d'exploitation enregistrés par les jeunes agripreneurs n'ayant jamais suivi de formation (Med=929,5, n=24), $U=1,000$, $z=-4,135$, $p=0,000$ avec un effet de taille très petit, $r=0,004$. Contrairement à ce qu'on pouvait penser de la formation d'enseignement classique, le test H de Kruskal-Wallis n'a révélé aucune différence statistiquement significative concernant les résultats d'exploitation annuels entre les quatre groupes de niveau d'étude différents (Groupe1, n = 07 : analphabète, Groupe2, n = 04 : primaire, Groupe3, n = 15 : secondaire ; Groupe4, n=06 : universitaire), $\chi^2(3, n = 32) = 1,027$, $p = 0,795$.

Le sous-secteur d'activité : le test H de Kruskal-Wallis a révélé clairement une différence statistiquement significative au niveau des résultats d'exploitation annuels au niveau des trois groupes de sous-secteurs dans lesquels opèrent les jeunes agripreneurs, (Groupe1, n=20 : agriculture, Groupe2, n=5 : élevage, Groupe3, n=7 : agriculture et élevage), $\chi^2(2, n = 32) = 9,072$, $p = 0,011$. Le groupe des jeunes agripreneurs combinant l'agriculture et l'élevage ont enregistré le résultat médian le plus élevé (Med=1730\$), suivi de jeunes opérant uniquement dans le sous-secteur agriculture (Med=983,5\$) viennent ensuite les jeunes agripreneurs engagés dans le sous-secteur élevage (Med=812\$).

Le statut matrimonial des jeunes agripreneurs : le test H de Kruskal-Wallis a clairement montré une différence statistiquement significative au niveau des résultats d'exploitation annuels des jeunes agripreneurs entre les trois groupes de statut matrimonial des jeunes agripreneurs, (Groupe1, n=14 : célibataire, Groupe2, n=17 : marié, Groupe3, n=7 :

divorcé), $\chi^2 (2, n = 32) = 9,0433, p = 0,009$. Le groupe des jeunes agripreneurs célibataires a enregistré le résultat médian le plus élevé (Med=1417,5\$), suivi du groupe des jeunes agripreneurs mariés (Med=918\$) vient ensuite le groupe des jeunes agripreneurs divorcés (Med=521\$).

L'ancienneté/expérience des jeunes agripreneurs dans le métier : l'étude a montré qu'il existait une corrélation positive entre le nombre d'années d'expérience dans l'agripreneuriat et le résultat d'exploitation annuel enregistrés par les jeunes agripreneurs (voir la figure 61). En effet, le test H de Kruskal-Wallis a révélé une différence statistiquement significative au niveau des résultats d'exploitation annuels des jeunes agripreneurs entre les trois groupes d'expérience dans l'agripreneuriat, (Groupe1, n=17 : 1 à 5 ans d'expérience, Groupe2, n=12 : 6 à 10 ans d'expérience, Groupe3, n=3 : plus de 10 ans d'expérience, $\chi^2 (2, n = 32) = 11,596, p = 0,003$. Le groupe des jeunes agripreneurs ayant plus de 10 ans d'expériences ont enregistré le résultat médian le plus élevé (Med=8918\$), suivi du groupe des jeunes agripreneurs ayant 6 à 10 ans d'expérience (Med=1379), viennent en fin le groupe des jeunes avec 1 à 5 ans d'expérience (Med=730).

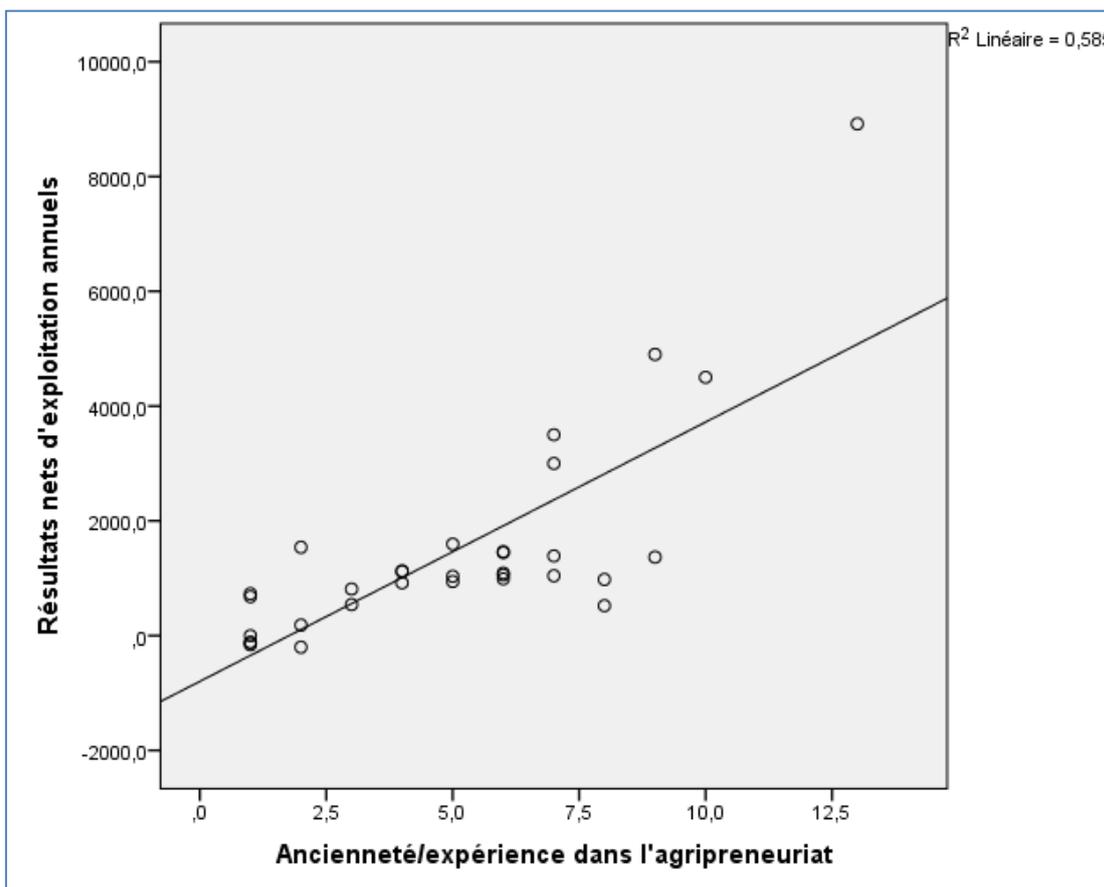


Figure 61. Corrélation entre le nombre d'année d'expérience et le résultat net d'exploitation annuel

Source : Auteur, résultats de l'étude de cas réalisée en 2022 et 2023

Source de capital de démarrage : le test H de Kruskal-Wallis a révélé une différence statistiquement significative au niveau des résultats d'exploitation annuels des jeunes agripreneurs selon les trois groupes de sources de capital de démarrage, (Groupe1, n=5 : aide d'un proche, Groupe2, n=2 : crédit, Groupe3, n=23 : fonds propres, Groupe4, n=2 : subvention), $\chi^2(2, n = 32) = 11,596, p = 0,003$. Le groupe des jeunes agripreneurs ayant démarré leurs activités grâce aux fonds propres ont enregistré le résultat médian le plus élevé (Med=1116\$), suivi du groupe des jeunes agripreneurs ayant contracté un crédit (Med=978\$), vient ensuite le groupe des jeunes qui ont reçu l'aide d'un proche (Med=504\$) en fin le groupe des jeunes ayant reçu des subventions pour lancer leurs activités (Med=-140\$).

Les facteurs clés de succès en agripreneuriat des jeunes ruraux révélés par la présente étude ont été observés par plusieurs autres chercheurs dans des contextes proches de celui du Sud-Kivu. En effet, à travers l'étude réalisée en Inde Fazeli et al. (2015) ont identifié six (06) groupes de facteurs qui influencent l'engagement des jeunes dans l'agripreneuriat en milieu rural à savoir le (1) facteurs économiques et structurels, (2) facteurs psychologiques et de gestion, (3) facteurs culturels, (4) facteurs de compétence, (5) facteurs de soutien et (6) facteurs d'investissement. Homaion (2015) a constaté dans la même zone qu'en termes de facteurs psychologiques, le besoin de réussir et explorer le talent intérieur avait le plus grand impact sur l'esprit des agripreneurs. L'auteur conclue que les facteurs non-économiques semblaient être plus forts que les facteurs économiques pour influencer la capacité entrepreneuriale dans l'agriculture. Dionco-Adetayo (2006) quant à lui ajoute à cette liste l'apprentissage et l'expérience comme facteurs déterminants dans l'engagement des agripreneurs.

4.8.Synthèse des résultats liés au troisième objectif de recherche

Dans une démarche systémique de la problématique liée à l'engagement des jeunes dans les chaînes de valeur agricoles au Sud-Kivu, le troisième niveau d'analyse qui correspond au troisième objectif de la présente thèse a consisté à une analyse des facteurs clés de succès des jeunes ruraux engagés dans les chaînes de valeur agricoles à travers une étude de cas. Les résultats issus des données collectées de Juin 2022 à Mai 2023 ont indiqué que 84,4% des 32 agripreneurs étudiés ont enregistré des résultats d'exploitation annuels positifs malgré l'accès limité aux facteurs de production, un climat des affaires non-incitatif et le désintérêt de la société vis-à-vis de l'agriculture. Une

différence statistiquement significative a été observée au niveau des résultats enregistrés par les 32 jeunes agripreneurs selon leur genre/sexe, formation professionnelle, sous-secteur d'activité, statut matrimonial, expérience y compris la source du capital de démarrage. Nous considérons cela comme facteurs clés de succès.

Chapitre V. Conclusions, limites et implications

1. Conclusion

La présente thèse analyse l'engagement des jeunes ruraux dans les chaînes de valeur agricoles dans la province du Sud-Kivu en République Démocratique du Congo. L'enjeu est d'identifier dans une approche systémique premièrement les facteurs limitant l'essor des chaînes de valeur agricoles dans les territoires ruraux du Sud-Kivu plus spécifiquement les territoires de Kabare, Walungu et Uvira. Et, après avoir identifié ces facteurs limitants tout en caractérisant l'environnement dans lequel les acteurs de chaînes de valeur agricoles opèrent, étudier en deuxième lieu les perceptions que les jeunes ruraux se font vis-à-vis de l'agriculture comme profession. Troisièmement la thèse analyse les facteurs clés de succès des jeunes agripreneurs ruraux à travers une étude de cas en vue de savoir si les jeunes peuvent être les sauveurs de l'agriculture et de sa crise actuelle tout en reconstruisant durablement leurs moyens de subsistance à travers ce secteur.

Pour identifier les facteurs limitant l'essor des chaînes de valeur agricoles dans les trois territoires ruraux ciblés (Kabare, Walungu et Uvira), une enquête a été menée auprès de 144 acteurs (exploitants agricoles) opérant dans les trois territoires. Les observations exploratoires des systèmes des marchés agricoles dans la zone ont permis de caractériser les acteurs des chaînes de valeur. Trois types d'acteurs principaux opérant dans la production, la transformation et la commercialisation (y compris la collecte, la vente en gros ou en détails de produits agricoles ainsi que la commercialisation des intrants et équipements agricoles) ont participé à l'enquête initiale de la présente étude.

L'analyse fonctionnelle des chaînes de valeur a montré que les producteurs agricoles ruraux opèrent avec des ressources très limitées et sont engagés dans la production vivrière (riz, haricot, maïs, manioc, bananes, arboriculture fruitière, ...), production maraichère (choux, carottes, oignons, tomates, ...) et/ou pastorale (bovins, ovins, caprins, volailles, apiculture, pisciculture, ...) ainsi que des cultures de rente (café, bois). Ceux qui opèrent dans le sous-secteur agriculture produisent d'abord pour des fins de subsistance et commercialisent les excédents des récoltes. Les acteurs qui investissent dans la production pastorale disposent dans la plupart de cas d'un cheptel de taille réduite avec un triple objectif soit pour la consommation familiale, soit comme investissement productif ou comme épargne. Les transformateurs des produits agricoles quant à eux

jouent un rôle capital dans l'amélioration de la qualité et de la valeur ajoutée des produits bruts venant des champs et disposent de petites machines de transformation et/ou de petites unités artisanales. Les acteurs commerçants sont en majorité des personnes physiques vendant des denrées alimentaires et/ou des intrants/équipements agricoles sur les marchés locaux. Les hommes et les femmes se positionnent de façon inégale sur les trois principaux maillons de la chaîne de valeur agricole avec une présence plus marquée des femmes dans la commercialisation et la transformation comparées aux hommes qui sont plus engagés dans la production agricole.

La distribution de l'âge des acteurs a montré que l'âge moyen des acteurs ayant participé à l'étude est de 54 ans, ce qui confirme la tendance de vieillissement des acteurs des chaînes de valeur agricoles de la zone comme leurs pairs opérant dans diverses régions du monde. Alors que le niveau d'éducation est reconnu comme facteur très capital dans le développement agricole, l'étude révèle que presque la moitié (45%) des acteurs ayant participé à l'étude sont analphabètes.

En ce qui concerne le travail dans les exploitations, l'étude a montré que les acteurs des chaînes de valeur agricoles dans les zones rurales du Sud-Kivu font recours à la main d'œuvre familiale, la combinaison de la main d'œuvre familiale et salariée et les autres utilisent essentiellement la main d'œuvre salariée. Nous avons observé également que seul un peu plus de la moitié, des acteurs ont confirmé l'engagement des jeunes de leurs ménages dans les exploitations familiales. La grande majorité des exploitations étant des micro-entreprises, elles emploient en moyenne une à cinq personnes par an et le travail est généralement manuel, par suite de faibles investissements dans la mécanisation. A cause du caractère manuel du travail agricole la plupart des acteurs (surtout les producteurs et les transformateurs) pensent que leur métier est pénible et dévalorisant.

L'analyse du système de production a montré que les principales cultures dans la zone sont par ordre d'importance le maïs, le manioc, le haricot, le bananier, le caféier, le riz ainsi que les cultures maraichères. La plupart des acteurs utilisent des semences non-améliorées issues des récoltes précédentes et/ou s'approvisionnent sur les marchés locaux. L'utilisation des fertilisants minéraux est très limitée. Les animaux d'élevage rencontrés dans les exploitations enquêtées sont par ordre d'importance les petits ruminants (moutons et chèvres), les volailles (poules, canards, dindons, pintades), les bœufs, les porcs et les cobayes. On trouve également des acteurs qui pratiquent à très petite échelle la pisciculture et l'apiculture. Le type de transformation des produits agricoles après récolte varie selon le produits à transformer et du produit final visé avec

comme objectif principal l'amélioration de la qualité ou la conservation en vue d'augmenter la valeur ajoutée. Les produits agricoles locaux transformés et/ou frais sont vendus sur les marchés ruraux et urbains. Les infrastructures des marchés en zones rurales sont en état de délabrement, les denrées agricoles sont parfois vendues à même le sol, sur de petites tables bien que certains commerçants grossistes disposent de petites boutiques.

L'analyse de la gouvernance de la chaîne de valeur agricole a montré que la coordination verticale des activités ainsi que le transfert des informations entre acteurs varient selon la nature et la destination finale du produit. C'est ainsi que nous avons identifié trois modèles de gouvernance. *Le premier est le modèle de marchés*, plus répandu dans les zones rurales enquêtées et concerne tous les produits et services proposés sur les marchés ruraux locaux. Ce modèle est caractérisé par une libre concurrence entre acteurs de la chaîne de valeur qui y participent, sans pouvoir dominant. *Le deuxième est le modèle de chaîne de valeur captif* qui concerne surtout des denrées vivrières produites localement et destinées aux marchés urbains. Ce modèle se matérialise par le fait que les petits producteurs agricoles dépendent (sur le plan des transactions) des collecteurs et grossistes beaucoup plus importants venant des centres urbains (Bukavu et Uvira) qui jouent ici le rôle de chefs de file. Le troisième est *le modèle de chaîne de valeur modulaire* observé seulement dans la chaîne de valeur de riz produit à Luvungi, Luberizi et Sange pour des fins industrielles et vendus à la brasserie BRALIMA via les coopératives agricoles. La Brasserie édicte à travers des contrats écrits les spécifications des critères quantitatifs et qualitatifs sur base desquels les prestations sont évaluées.

Concernant l'accès aux facteurs de production, l'étude a révélé un très faible taux de bancarisation dans la zone mettant en exergue les défis d'accès aux produits financiers aux quels les acteurs des chaînes de valeur agricoles font face dans les zones rurales du pays. Le manque des garanties matérielles hypothécaires et/ou garantie morale constitue la contrainte majeure qui limite l'accès aux services financiers de soixante pourcents des acteurs. Un quart des acteurs enquêtés ont indiqué être limités principalement par le manque d'informations sur les services financiers formels. Pour faire face aux défis financiers, tous les acteurs ayant participé à l'étude ont déclaré recourir aux mécanismes financiers informels comme les Associations Villageoises d'Epargne et de Crédit, les Mutuelles de Solidarité, les ristournes, le système communément appelé « banque Lambert » et/ou l'emprunt auprès des proches.

L'analyse de l'accès aux TIC a montré que moins d'un tiers des acteurs enquêtés possèdent un téléphone portable et très rares ont accès à l'internet. Alors que plus de la

moitié ont affirmé avoir suivi une formation liée à leur métier, seuls dix-sept pourcents ont affirmé avoir bénéficié d'une subvention pour développer leurs activités.

Concernant la motivation ayant attiré et/ou poussé les acteurs à s'engager dans le métier agricole, l'étude a révélé clairement que plus de soixante-trois pourcents des acteurs se sont engagés dans les chaînes de valeur agricoles par nécessité (manque d'autres options, chômage), suivis de près d'un quart qui se sont engagés par opportunité alors qu'un peu plus de onze pourcents ont indiqué avoir pris la décision de s'engager à la fois par opportunité et par nécessité. L'étude a en effet montré qu'il existait une différence statistiquement significative entre les acteurs hommes et femmes en ce qui concerne le type de motivation en ce sens que les hommes s'engagent plus par opportunité que les femmes.

L'étude a également montré que seuls un peu plus d'un tiers des acteurs des chaînes de valeur agricoles encouragent les jeunes (leurs enfants, leurs successeurs) à s'engager dans le secteur agricole. Les témoignages collectés sur terrain montrent que ce manque d'intérêt est généralement lié à la précarité qui caractérise ce métier. En effet, seul un peu plus de la moitié des acteurs ont déclaré parvenir à répondre à tous leurs besoins de base à partir des revenus tirés du métier agricole et cela varie selon qu'on est homme ou femme. Cette situation pousse un peu plus de quarante-un pourcent des acteurs à envisager quitter le secteur agricole si d'autres opportunités de carrière se présentaient où aller passer le reste de leur vie en ville. Le sentiment de désengagement du métier agricole affiché par les acteurs varie en fonction de leur genre/sexe et de leur localisation géographique.

En termes de classement des facteurs limitant l'essor des chaînes de valeur agricoles dans la zone, les acteurs classent par ordre d'importance : le manque de soutien des acteurs par le gouvernement, le manque des financements agricoles, le désintéressement des jeunes vis-à-vis de l'agriculture, les maladies des plantes et des animaux d'élevage suivi du manque d'intrants et équipements de qualité, la dégradation des routes de desserte agricole limitant l'acheminement des produits des champs vers les centres de consommation, la perturbation des saisons impactant le calendrier agricole y compris les rendements. Les acteurs ont évoqué également, la concurrence des produits importés sur les produits locaux, le manque des terres agricoles fertiles, le vieillissement des acteurs agricoles, l'abandon de l'agriculture au profit de la mine y compris l'exode rural ainsi que la pression fiscale sur les marchés locaux. L'analyse a permis de répartir ces différents facteurs limitant en quatre types selon leur nature pour une analyse

approfondie à savoir : facteurs institutionnels, facteurs économiques, facteurs sociaux et facteurs écologiques/environnementaux. Pour chaque type des facteurs les analyses basées sur une échelle de Likert à trois points selon qu'ils affectent fortement, modérément ou faiblement l'essor du secteur agricole dans la région ont été effectuées. L'étude a révélé une différence statistiquement significative au niveau des scores des perceptions liées aux facteurs sociaux entre les groupes d'acteurs des chaînes de valeur selon le territoire d'origine. Une différence statistiquement significative a été observée également au niveau des scores des perceptions relatifs aux facteurs économiques entre les trois types de motivation des acteurs. Les acteurs motivés par opportunité et par nécessité ont enregistré le même score médian, suivis des acteurs motivés à la fois par opportunité et par nécessité viennent ensuite les transformateurs. Une différence statistiquement significative a été également observée au niveau des scores des perceptions liées aux facteurs institutionnels entre les quatre groupes de niveau d'étude des acteurs. Cette différence s'est observée aussi quant aux facteurs économiques ainsi qu'aux facteurs sociaux et facteurs environnementaux. Les groupes de niveau d'étude secondaire et universitaires ont enregistré le score médian le plus élevé pour les facteurs sociaux et économiques comparés aux groupes du niveau secondaire, analphabète et primaire. Pour les perceptions liées aux facteurs institutionnels le groupe d'étude universitaire ont enregistré le score médian le plus élevé suivi du groupe secondaire vient enfin les groupes analphabètes et primaires qui ont tous deux enregistré un score médian faible comparés aux deux autres. Pour les facteurs environnementaux le groupe du niveau secondaire vient en tête suivi du groupe universitaire, les groupes primaire et analphabète ont enregistré même score médian.

Au terme de l'identification des facteurs limitant l'essor des chaînes de valeur agricoles dans les zones rurales du Sud-Kivu qui a permis de caractériser l'environnement politique, socio-économique et écologique dans lequel les acteurs opèrent, nous avons abouti à la confirmation de la première hypothèse de la présente thèse qui atteste que l'essor des chaînes de valeur agricoles est limité par une combinaison inséparable des facteurs institutionnels, économiques, sociaux et écologiques. L'absence ou la faible intensité de l'un de ces facteurs empêche donc la pleine croissance du processus de développement agricole dans la zone. Le développement des chaînes de valeur agricoles n'étant pas un processus isolé et indépendant mais plutôt un phénomène plurifactoriel comme expliqué en détail dans

le deuxième chapitre de cette thèse, une intégration dans l'ordre optimal de ces facteurs peut donc changer positivement l'amplitude ou la vitesse de la croissance agricole.

Pour étudier les perceptions des jeunes ruraux vis-à-vis de l'agriculture comme profession en lien avec les facteurs limitants l'essor des chaînes de valeur agricoles identifiés, une enquête a été menée auprès de 456 jeunes ruraux âgés de quinze à trente-cinq ans et dont l'âge moyen était d'un peu plus de vingt-deux ans et seuls un peu plus de la moitié d'entre eux sont des femmes. Seuls douze pourcents des jeunes enquêtés étaient analphabètes ne sachant donc ni lire ni écrire. Les résultats de l'étude font état d'un très faible réseautage des jeunes ruraux. Le profilage socio-économique a montré également que les jeunes ruraux recourent aux multiples professions pour diversifier leurs moyens de subsistance. Malgré la tendance vers la diversification des moyens de subsistance, les jeunes ruraux enquêtés génèrent de très faibles revenus avec presque la moitié d'entre eux qui gagnent aux plus cent dollars américains par an.

Comparés aux acteurs des chaînes de valeur agricoles enquêtés pendant la première phase de recherche, plus de soixante-huit pourcents des jeunes ruraux enquêtés possèdent un téléphone portable, un peu plus de dix-neuf pourcents ont affirmé avoir accès à l'internet et seuls dix-huit pourcents sont actifs sur les réseaux sociaux principalement Facebook, WhatsApp, Instagram et quelques jeunes utilisent Tik Tok. Ces applications numériques jouent actuellement un rôle important dans la mobilisation et le partage des informations. Cependant, moins de la moitié des jeunes enquêtés pensent que les outils numériques sont utiles pour le secteur agricole.

En analysant l'expérience des jeunes ruraux avec le secteur agricole, l'étude a relevé que la plupart d'entre eux avaient une expérience avec le secteur. Malgré cette expérience, leur engagement actuel dans l'agriculture ne fait que baisser. Ce qui fait que seul un peu plus de treize pourcents des jeunes ont confirmé qu'ils aspirent à l'agripreneuriat comme profession et le reste ont présenté des aspirations tournées vers des carrières non-agricoles. En répondant à la préoccupation de savoir vers quel maillon de la chaîne de valeur agricole s'orienteraient-ils s'ils décident de s'engager dans le secteur agricole, l'étude a montré qu'un peu plus de trente-cinq pourcents des jeunes s'engageraient dans la commercialisation, trente et demi-pourcent ont opté pour la transformation, un peu plus de dix-neuf pourcents n'ont mentionné aucun choix et seuls quatorze et demi-pourcents ont indiqué la production agricole.

En outre, trois-quarts des jeunes enquêtés ont indiqué souhaiter emprunter la voie de d'exode rural et/ou migration pour aller passer le reste de leur vie en ville loin du secteur agricole. La présente thèse révèle à travers ainsi le désintérêt marqué des jeunes ruraux du Sud-Kivu vis-à-vis de l'agriculture comme profession d'où une analyse plus détaillée des perceptions qu'ils se font vis-à-vis de l'agriculture.

Les perceptions des jeunes ruraux vis-à-vis de l'agriculture comme profession ont été analysées en détails avec un focus sur trois dimensions : perceptions économiques, personnelles et sociétales. L'étude a révélé clairement que les jeunes ruraux ne constituent pas un groupe homogène mais des sous-groupes diversifiés en fonction des facteurs tels que le sexe, l'âge, le niveau d'éducation, le statut matrimonial, le milieu de vie/zone géographique, etc. Il a été observé que ces caractéristiques influencent leurs perceptions vis-à-vis de l'agriculture et par ricochet leur engagement dans le secteur. Un scoring basé sur une échelle de type Likert à cinq points a été utilisé pour analyser les trois dimensions des perceptions. En effet, l'étude a révélé clairement une différence statistiquement significative au niveau des scores des perceptions personnelles entre les quatre groupes d'âge étudiés²¹. Cette différence a été observée également quant aux perceptions sociétales. Tous les quatre groupes d'âge ont enregistré un même score médian pour les perceptions sociétales. Pour ce qui est des perceptions personnelles les deux premiers groupes ont enregistré le score médian le plus élevé alors que le groupe le plus âgé a montré un score médian plus bas et le troisième groupe d'âge a enregistré un score médian moyen. L'étude a révélé également une différence statistiquement significative entre les scores des perceptions économiques et les scores des perceptions sociétales des femmes comparées aux scores des hommes. En ce qui concerne le niveau d'étude des jeunes, une différence statistiquement significative a été observée au niveau des scores des perceptions personnelles et sociétales entre les quatre groupes de niveau d'étude différents²². Les groupes de niveau d'étude primaire et secondaire ont enregistré le score médian le plus élevé pour les perceptions sociétales comparés aux groupes de niveau analphabète et universitaire. Pour les perceptions personnelles le groupe d'étude universitaire ont enregistré le score médian le plus élevé suivi du groupe secondaire vient enfin les groupes de niveau analphabète et primaire qui ont tous deux enregistré un score médian faible comparés aux deux autres. Considérant la localisation géographique des

²¹21 Gp1, n = 177 : 15-19 ans, Gp2, n = 128 : 20-24 ans, Gp3, n = 82 : 25-29ans ; Gp4, n=69 : 30-35ans

²² Gp1, n = 55 : analphabète, Gp2, n = 125 : primaire, Gp3, n = 262 : secondaire ; Gp4, n=14 : universitaire

jeunes, l'étude a révélé une différence statistiquement significative au niveau des scores des perceptions économiques et personnelles entre les jeunes vivant dans les huit différents sites d'enquête²³. Pour les perceptions économiques le score médian le plus élevé a été enregistré à Nyangezi et Luberizi, les autres sites ont enregistré un score médian égal. Quant aux perceptions personnelles le site de Kavumu a enregistré le score médian le plus élevé. En fin les sites de Kavumu et Luberizi ont enregistré le score médian les plus élevés en ce qui concerne les perceptions sociétales.

Au vu des résultats issus de l'étude des perceptions des jeunes ruraux vis-à-vis de l'agriculture comme profession, l'analyse a abouti à la confirmation de la deuxième hypothèse de la présente thèse qui atteste que les jeunes ruraux du Sud-Kivu perçoivent négativement l'agriculture comme profession ce qui explique leur désintérêt marqué vis-à-vis de ce secteur. Il est donc à noter que les facteurs comme le sexe, l'âge, le niveau d'éducation, le statut matrimonial, le milieu de vie influencent les perceptions que ces jeunes ont vis-à-vis de l'agriculture et activités connexes comme profession.

Malgré les perceptions et attitudes négatives que les jeunes ont vis-à-vis de l'agriculture dans la plupart de cas liées aux multiples facteurs limitants identifiés par les acteurs, nous avons observé tout de même quelques jeunes engagés comme opérateurs actifs dans les chaînes de valeur agricoles. Pour analyser les facteurs clés de succès de ces jeunes engagés activement le long des chaînes de valeur agricoles dans une perspective systémique, une étude de cas a été menée auprès de trente-deux jeunes agripreneurs ruraux pendant douze mois. Toutes les trente-deux agro-entreprises ont été suivies à travers des visites trimestrielles couplées des entretiens individuels axés sur les activités des agro-entreprises, la motivation des agripreneurs, les contraintes auxquelles ils font face et la collecte d'informations liées à leurs résultats économiques. Sur l'ensemble des trente-deux agro-entreprises étudiées, vingt-deux d'entre elles opèrent dans le sous-secteur agriculture, sept sont investies dans le sous-secteur élevage et trois combinent à la fois l'agriculture et l'élevage. La plupart des agro-entreprises rurales sont informelles.

Par suite du manque d'accès aux services financiers comme c'est le cas de tous les acteurs des chaînes de valeur agricoles dans la zone, trois quarts des jeunes agripreneurs ont indiqué avoir lancé leurs activités grâce à leurs fonds propres bien que

²³ Katana, Kavumu, Mudaka, Nyangezi, Kamanyola, Luvungi, Luberizi et Sange

nous ayons identifié certains jeunes agripreneurs qui ont fait recours à des proches et très peu d'entre eux ont reçu un crédit et/ou une subvention.

Comparativement aux résultats issus de l'analyse des perceptions des acteurs et/ou de jeunes traduisant un désintérêt vis-à-vis de l'agriculture comme profession, les jeunes agripreneurs ayant participé à l'étude de cas ont manifesté en majorité une attitude positive vis-à-vis de leur métier. L'étude révèle clairement que la majorité des jeunes agripreneurs ruraux ont confirmé que les revenus issus de leur métier étaient suffisants pour couvrir les besoins de base de leurs ménages. Soulignons également que l'agriprenariat (y compris les activités connexes) est perçu par les jeunes agripreneurs participants comme une profession rentable. Cependant, plus de quatre-vingt-sept pourcents d'entre eux ont confirmé que le secteur agricole ne procure pas de considération sociale.

Le problème d'accès au capital foncier, le manque d'accès aux services financiers déjà évoqués, les manques des compétences techniques, la faible considération sociale, la concurrence liée aux produits importés sont perçus par les jeunes agripreneurs ruraux du Sud-Kivu comme contraintes majeures auxquelles ils font face dans le cadre de leur métier. En dépit de ces contraintes et du caractère saisonnier des revenus issus du secteur, plus de quatre-vingt-quatre pourcents des agro-entreprises ayant fait l'objet de l'étude de cas ont enregistré les résultats d'exploitation annuels positifs. Notons par ailleurs qu'une différence statistiquement significative a été observée dans les résultats d'exploitation des agro-entreprises sur les quatre trimestres de suivi par suite de la saisonnalité du secteur.

L'étude a identifié six facteurs jouant un rôle clés dans le succès des jeunes agripreneurs notamment le genre, la formation professionnelle, le sous-secteur d'activité, le statut matrimonial, l'expérience dans le secteur ainsi que le volume du capital investi au démarrage. En effet, une différence statistiquement significative a été observée entre les résultats d'exploitation annuels enregistrés par les jeunes agripreneurs hommes comparés aux résultats d'exploitation enregistrés par les femmes. En ce qui concerne la formation professionnelle en agriprenariat ou similaire, une différence significative a été observée entre les résultats d'exploitation annuels enregistrés par les jeunes agripreneurs ayant suivi une formation en agriprenariat ou similaires, comparés aux résultats d'exploitation enregistrés par ceux qui n'ont jamais suivi une formation liée à leur métier. Concernant le sous-secteur d'activité, l'étude a montré également que le groupe des jeunes agripreneurs combinant l'agriculture et l'élevage ont enregistré le résultat médian le plus élevé, suivi du groupe des jeunes investis uniquement dans l'agriculture viennent

ensuite le groupe des jeunes investis dans l'élevage. Le statut matrimonial des jeunes agripreneurs joue également un grand rôle, d'autant plus qu'une différence statistiquement significative a été observée au niveau des résultats d'exploitation annuels des jeunes agripreneurs entre les trois groupes de statut matrimonial des jeunes agripreneurs suivis. Le groupe des jeunes agripreneurs célibataires a enregistré le résultat médian le plus élevé, suivi du groupe des jeunes mariés viennent ensuite le groupe des jeunes agripreneurs divorcés. L'analyse a montré qu'il existe une corrélation positive entre le nombre d'années d'expérience dans l'agriprenariat et le résultat d'exploitation annuel enregistré par les jeunes agripreneurs. En analyse les sources du capital de démarrage, l'étude a révélé une différence statistiquement significative au niveau des résultats d'exploitation annuels des jeunes agripreneurs selon les trois groupes de sources de capital de démarrage. Le groupe des jeunes agripreneurs ayant mobilisé leurs fonds propres a enregistré le résultat médian le plus élevé, suivi du groupe des jeunes agripreneurs ayant contracté un crédit, viennent ensuite le groupe des jeunes ayant recouru à l'aide d'un proche et en fin le groupe des jeunes ayant reçu des subventions.

A la lumière des résultats issus de l'analyse des facteurs clés de succès des jeunes agripreneurs ruraux, nous confirmons la troisième et dernière hypothèse de la présente étude qui atteste qu'il existe des facteurs économiques et sociaux spécifiques qui influencent les résultats positifs observés dans les agro-entreprises tenues par les jeunes dans la zone malgré le désintérêt et les perceptions négatives de la société vis-à-vis de l'agriculture comme profession. Ainsi donc toutes les trois hypothèses vérifiées par la présente thèse ont été confirmées.

2. Limite de l'étude

L'absence des statistiques officielles fiables concernant le nombre exact d'individus composant chacune de quatre sous-populations ayant participé à l'étude notamment les acteurs des chaînes de valeur agricoles, les jeunes ruraux, les jeunes agripreneurs et mêmes des experts du développement agricole opérant dans la zone, n'a pas permis d'établir un échantillonnage plus probaliste. Ce qui pourrait causer de soucis dans la généralisation des résultats obtenus. Par ailleurs, l'échantillonnage à plusieurs degrés a été utilisé afin de déterminer les quotas pour chacune de quatre sous-populations étudiées. En plus de cela, l'étude a couplé les méthodes qualitatives et quantitatives pour la collecte des données en s'appuyant sur une équipe de recherche expérimentée et maîtrisant bien le contexte local. Notons également l'approche systémique choisie

intégrant l'utilisation de la technique de l'urne de Bernoulli pour choisir les individus participants avec un focus sur la triangulation des informations issues de quatre niveaux d'analyse, ainsi qu'un atelier de validation de résultats préliminaires réalisé dans chaque territoire. Cette approche systémique fortement intégrée a permis donc de réduire considérablement les biais de l'étude et renforcer donc le degré de fiabilité des résultats.

3. Implications théoriques et pratiques

La problématique traitée par la présente thèse a des implications théoriques en ce sens que les hypothèses qui ont été formulées à la lumière de la littérature mobilisée nous ont permis de nous appuyer sur un cadre théorique triple : le développement agricole, l'approche de chaîne de valeur et l'engagement professionnel. La démarche systémique, construite à travers quatre différents niveaux d'analyse dans un positionnement épistémologique constructiviste sociale, permet d'évaluer les principaux enjeux d'une chaîne de valeur agricole inclusive sensible aux jeunes. Cette approche permet également de prendre en compte les aspects de l'engagement et du comportement des acteurs des chaînes de valeur à une échelle plus fine que celles qui sont classiquement employées par les chercheurs et analystes des chaînes de valeur. Notre intention est de contribuer aux outils et méthodes pouvant permettre d'analyser l'engagement des acteurs plus singulièrement des jeunes ruraux dans les chaînes de valeur agricoles. La combinaison des approches qualitatives et quantitatives nous a permis de tenir compte des contraintes empiriques, de les intégrer au cadre d'analyse, et d'enrichir la vision systémique de l'engagement des jeunes ruraux dans les chaînes de valeur agricoles à la lumière des attentes des acteurs et parties prenantes mobilisées. Nous avons donc contribué, par la démarche systémique, à la construction d'une méthodologie de travail systémique et collaboratif pour développer des chaînes de valeur agricoles inclusives et sensibles aux jeunes ruraux. Pour traiter la problématique de recherche posée, la présente étude a permis donc d'enrichir les cadres d'analyse existants avec un accent sur l'engagement des jeunes en reflétant la vision de l'inclusion des chaînes de valeur agricoles. Notre recherche s'inscrit dans un corpus de littérature et enrichit l'état des connaissances sur le développement des chaînes de valeur agricoles inclusives. Les résultats nous ont donné la possibilité de mettre en exergue l'état d'engagement des jeunes ruraux dans les chaînes de valeur agricoles et notre travail méthodologique revêt un caractère holistique, à l'image du développement agricole lui-même.

Sur le plan social et politique, les résultats de la présente étude constituent donc une feuille de route pratique avec des implications importantes au niveau de la formulation et de la mise en œuvre des politiques publiques de lutte contre la crise de l'emploi des jeunes, de la réduction de l'extrême pauvreté et la faim. Ce travail a été l'occasion de mener une analyse de l'engagement des jeunes ruraux dans les chaînes de valeur agricoles au Sud-Kivu, permettant ainsi d'orienter les voies de développement agricole afin que les contraintes limitant l'essor des chaînes de valeur identifiées, les perceptions négatives des jeunes vis-à-vis de l'agriculture et les facteurs déterminants y relatif révélés sans oublier les facteurs clés de succès des jeunes agripreneurs ainsi que les facteurs déterminants y relatifs également puissent être prise en compte lors de l'élaboration des stratégies de développement agricole durable. Nos résultats nous permettent, à l'appui du concept des chaînes de valeur, de mettre en évidence l'intérêt d'un meilleur engagement des jeunes pour réduire les impacts liés à l'abandon de l'agriculture par la jeunesse sur l'économie et la société. Cette étude permet donc de mieux contribuer au renforcement des stratégies programmatiques des organisations de développement agricole dans la mesure où les résultats redessinent un cadre d'analyse pratique des chaînes de valeur agricoles axé sur l'engagement des jeunes en tenant compte des facteurs liés à l'hétérogénéité de cette couche sociale dont les aspirations de carrières, les perceptions de l'environnement économique qui les entoure ainsi que leur succès dans l'agripreneuriat sont fonction d'une combinaison inséparable des facteurs sociaux, géographiques, économiques et psychologiques.

4. Perspectives et recommandations

La question sur l'engagement des jeunes ruraux dans les chaînes de valeur agricoles analysée ici présente un caractère transversal. Plusieurs aspects y relatifs n'ont pas été appréhendés de manière plus détaillée au vu des objectifs spécifiques initialement fixés et les ressources allouées. Les recherches futures devront donc se focaliser principalement sur l'analyse des stratégies de financement des chaînes de valeur agricoles en zones rurales, l'impact du système d'enseignement formel sur l'engagement des jeunes dans le secteur agricole, le rôle des TIC sur l'engagement des jeunes dans les chaînes de valeur agricoles, etc.

Les stratégies d'engagement des jeunes ruraux dans les chaînes de valeur agricoles peuvent être développées avec succès par plusieurs voies en ciblant différentes fonctions le long de la chaîne. A la lumière des résultats de la présente thèse nous recommandons

cinq principales axes stratégiques à adopter pour engager durablement les jeunes ruraux dans les chaînes de valeur agricoles afin de combler le fossé générationnel qui a été mis en exergue par la présente thèse : **(1) créer un environnement politique et socio-économique favorable aux jeunes** : mettre en place un système politique harmonisé basé sur l'agriprenariat et l'autonomisation des jeunes ruraux, développer des politiques nationales efficaces pour la jeunesse et l'agrobusiness, développer les services financiers agricoles et les localiser en zones rurales en donnant accès au crédit et à l'assurance ainsi qu'à des opportunités de marché favorables aux jeunes, promouvoir l'allégement fiscal des agro-entreprises créées par les jeunes.

(2) Inciter les institutions et organisations de développement à élaborer des stratégies programmatiques sensibles aux jeunes ruraux : les stratégies peuvent comprendre plusieurs actions comme aider les jeunes à rechercher des opportunités dans l'agrobusiness, apporter un soutien institutionnel pour l'éducation agricole des jeunes, développer les compétences agriprenariales, faciliter l'accès au crédit et à l'assurance agricoles, travailler avec des plates-formes multipartites telles que la Fédération des Entreprises du Congo (FEC) et les appuyer à connecter les jeunes aux parties prenantes et aux opportunités agroalimentaires connexes. **(3) Développer les technologiques, les infrastructures commerciales et un environnement réglementaire** soutenant également l'agriprenariat des jeunes en améliorant l'accès à l'infrastructure, à la technologie, à l'information et à d'autres intrants clés ainsi qu'un soutien réglementaire pour gérer une agro-entreprise réussie. **(4) Développer des programmes visant le renforcement des compétences et des capacités individuelles** qui ont également un impact sur le succès des jeunes dans la recherche d'opportunités en agro-industrie. Par exemple, les compétences techniques et comportementales, l'aptitude à apprendre, les incitations et la motivation à poursuivre des opportunités entrepreneuriales sont tous des moteurs importants de l'agriprenariat des jeunes. **(5) Assurer la communication pour le changement du narratif afin de promouvoir le métier agricole** : Un travail de fond tirant profit des TIC, des réseaux sociaux et ciblant les jeunes doit être mené afin de garantir un narratif positif en faveur de l'agriculture car le fossé générationnel agricole révélé par cette étude risque de compromettre la sécurité alimentaire et l'économie locale sur le moyen et long terme. Il faudra donc une nouvelle dynamique de conscientisation en faveur du métier agricole impliquant le gouvernement, le système éducatif, les media, les acteurs de développement et d'autres structures sociales.

Références bibliographiques

- Afande, F. O., Nderitu Maina, W. & Mathenge, P.M. (2015). Youth Engagement in Agriculture in Kenya: Challenges and Prospects. *Journal of Culture, Society and Development*, 7, 4–19. Consulté le 30 décembre 2021 à l'adresse suivante : <https://www.iiste.org/Journals/index.php/JCSD/article/view/22759>
- Ahouissou, B.A. (2011). Financement de l'entrepreneuriat rural dans la région du centre au Cameroun. Thèse de Doctorat non publiée. Université de Liège – Gembloux Agro-Bio Tech. Liège. Consulté le 25 juillet à l'adresse suivante: <https://orbi.uliege.be/bitstream/2268/99282/1/Th%C3%A8se%20AHOUISSOU%202011.pdf>
- Allahyari, E., Jafari, P. & Bagheri, Z. (2016). A Simulation Study to Assess the Effect of the Number of Response Categories on the Power of Ordinal Logistic Regression for Differential Item Functioning Analysis in Rating Scales. *Computational and Mathematical Methods in Medicine*. Consulté le 01 décembre 2021 à l'adresse suivante: [file:///C:/Users/hp/Downloads/A Simulation Study to Assess the Effect of the Num%20\(1\).pdf](file:///C:/Users/hp/Downloads/A%20Simulation%20Study%20to%20Assess%20the%20Effect%20of%20the%20Num%20(1).pdf)
- Allen, A., Howard, J., Kondo, M., Jamison, A., Jayne, T., Snyder, J. & Tschirley, D. (2016). *Agrifood Youth Employment and Engagement Study*. Michigan State University. Consulté le 15 janvier 2022 à l'adresse suivante: https://www.isp.msu.edu/files/4814/7249/7008/AgYees_Report_FINAL_web.pdf
- Allen, N.J. & Meyer, J.P. (1990). The Measurement and Antecedents of Affective, Continuance, and Normative Commitment to the Organization. *Journal of Occupational Psychology*, 63, 1-18. Consulté le 15 décembre 2021 à l'adresse suivante: <http://dx.doi.org/10.1111/j.2044-8325.1990.tb00506.x>
- Allen, T., Heinrigs, P. & Heo, I. (2018). *Agriculture, alimentation et emploi en Afrique de l'Ouest, Notes ouest-africaines, N°14*. Paris, Editions OCDE.
- Ansell, N., Froerer, P., Huijsmans, R., Dungey, C., Dost, A. & Piti. (2020). Educating “Surplus Population”: Uses and Abuses of Aspiration in the Rural Peripheries of a Globalising World. *Fennia International Journal of Geography*, 198(1–2), 17–38. Consulté le 20 décembre 2021 à l'adresse suivante: <https://doi.org/10.11143/fennia.90756>
- Arndt, S. & Kierzkowski, H. (2001). Introduction, in S. Arndt, and H. Kierzkowski (eds), *Fragmentation: New Production Patterns in the World Economy*, Oxford: Oxford University Press, pp. 1–16. Consulté le 01 décembre 2021 à l'adresse suivante: <https://econpapers.repec.org/bookchap/oxpobooks/9780199243310.htm>
- AUC & OECD (2018). *Africa's Development Dynamics 2018: Growth, Jobs and Inequalities*. Paris/AUC, Addis Ababa, African Union Commission and

- Organization for Economic Co-operation and Development. Consulté le 02 janvier 2022 à l'adresse suivante: <https://doi.org/10.1787/9789264302501-en>
- Avallion, M.A. & Datt, G. (2002). Why has economic growth been more pro-poor in some states of India than others? *Journal of Development Economics*, 68 (2), 381-400. Consulté le 26 janvier 2022 à l'adresse suivante : [https://doi.org/10.1016/S0304-3878\(02\)00018-4](https://doi.org/10.1016/S0304-3878(02)00018-4).
- BAD, OECD & UNDP (2016). African Economic Outlook 2016: Sustainable Cities and Structural Transformation. Consulté le 16 janvier 2022 à l'adresse suivante:https://www.afdb.org/fileadmin/uploads/afdb/Documents/Publication/s/AEO_2016_Report_Full_English.pdf
- Bahati Shamamba, D. (2021). Enjeux fonciers et développement de l'agriculture familiale au Sud-Kivu (Thèse de doctorat). Gembloux, Belgique, Gembloux Agro-Bio Tech, Université de Liège. Consulté le 21 octobre 2022 à l'adresse suivante :<https://orbi.uliege.be/bitstream/2268/265837/1/Th%C3%A8se%20Bahati%20Shamamba%20Dieudonn%C3%A9.pdf>
- Banque Mondiale (2008). *World Development Report 2008: Agriculture in Development*. Washington, DC. Consulté le 15 juillet 2021 sur l'adresse suivante:http://siteresources.worldbank.org/INTWDR2008/Resources/WDR_00_book.pdf
- Barhdad, A., & Benabdelhadi, A. (2021). Cadre Théorique Général de l'Analyse des Chaines Globales de Valeur Appliqué à l'agroalimentaire : Concepts et enjeux. *International Journal of Accounting, Finance, Auditing, Management and Economics*, vol2 (3), 214-232. Consulté le 10 décembre 2021 à l'adresse suivante: <https://doi.org/10.5281/zenodo.4826623>
- Barratt, C., Mbonye, M. & Seeley, J. (2012). Between Town and Country: Shifting Identity and Migrant Youth in Uganda. *The Journal of Modern African Studies*, 50 (2): 201 –223. Consulté le 30 décembre 2021 à l'adresse suivante: <https://doi.org/10.1017/S0022278X1200002X>
- Barrett, C. B. & Carter, M.R. (2020). Finding Our Balance? Revisiting the Randomization Revolution in Development Economics Ten Years Further On. *World Development* 127 (March 2020): 104789. Consulté le 14 novembre 2021 à l'adresse suivante : http://barrett.dyson.cornell.edu/files/papers/Barrett%20&%20Carter%20WD%2020%20Nov_2019%20Final%20.pdf
- Beauvois, J.-L. & Joule, R.V. (1987). *Petit traité de manipulation à l'usage des honnêtes gens*, Grenoble, Presses universitaires de Grenoble.
- Becker, H.S. (1960). Notes on the concept of commitment. *American Journal of Sociology*, 66, 32-42. Consulté le 30 novembre 2021 à l'adresse suivante: file:///C:/Users/hp/Downloads/Becker_H_1960_Notes_on_concept_of_commit.pdf
- Becker, T.E. (1992). Foci and bases of commitment: are they distinctions worth making ?. *The Academy of Management Journal*, 35(1), 232-244. Consulté le 30 aout

- 2021 à l'adresse suivante: <http://links.jstor.org/sici?sici=0001-4273%28199203%2935%3A1%3C232%3AFABOCA%3E2.0.CO%3B2-Y>
- Bellemare, M. F. & Barrett, C.B. (2006). An Ordered Tobit Model of Market Participation: Evidence from Kenya and Ethiopia.” *American Journal of Agricultural Economics*, 88, 324–337. Consulté le 14 novembre 2021 à l'adresse suivante : <https://doi.org/10.1111/j.1467-8276.2006.00861.x>
- Bellú, L. (2013). *Value chain analysis for policy making methodological guidelines and country cases for a quantitative approach*. EASYPol Series 129. Rome: FAO.
- Bertazzoli, A., Ghelfi, R. & Rivaroli, S. (2011). Value sharing and food system dynamics for milk, tomato, and cereals food chains. *International Journal on Food System Dynamics*, 1(4), 330-341. Consulté le 30 novembre 2021 à l'adresse suivante: file:///C:/Users/hp/Downloads/FoodDynamics_BerGheRivSam.pdf
- Bertsekas, D. & Tsitsiklis, J. (2002). *Introduction to Probability*. Athena Scientific, Belmont.
[https://ece307.cankaya.edu.tr/uploads/files/introduction%20to%20probability%20\(bertsekas,%202nd,%202008\).pdf](https://ece307.cankaya.edu.tr/uploads/files/introduction%20to%20probability%20(bertsekas,%202nd,%202008).pdf)
- Bertsekas, D. et Tsitsiklis, J. (2002). “Introduction to Probability”, Athena Scientific, Belmont. Consulté le 24 octobre 2022 à l'adresse suivante: [https://ece307.cankaya.edu.tr/uploads/files/introduction%20to%20probability%20\(bertsekas,%202nd,%202008\).pdf](https://ece307.cankaya.edu.tr/uploads/files/introduction%20to%20probability%20(bertsekas,%202nd,%202008).pdf)
- Betcherman, G. & Khan, T. (2018). Jobs for Africa’s expanding youth cohort: a stocktaking of employment prospects and policy interventions. *IZA Journal of Development and Migration*, 8(1), 1-20. Consulté le 10 novembre 2021 à l'adresse suivante: file:///C:/Users/hp/Downloads/SSA.Youthemploymentscopingpaper.Betcherman_Khan-Final.pdf
- Binswanger, H. P. (1974). The Measurement of Technical Change Biases with Many Factors of Production. *American Economic Review*, 64 (6), 964–976. Consulté le 15 janvier 2022 à l'adresse suivante: <https://www.jstor.org/stable/1815245>
- Boniface, B. (2012). Producer relationships segmentation in Malaysia’s milk supply chains. *British Food Journal*, 114(10), 1501-1516. Consulté le 13 décembre 2021 à l'adresse suivante: <https://doi.org/10.1108/00070701211263046>
- Bossenbroek, L., van der Ploeg, J.D. & Zwartveen, M. (2015). Broken Dreams? Youth Experiences of Agrarian Change in Morocco’s Saïss Region. *Cahiers Agricultures*, 24(6), 342–348. Consulté le 28 novembre 2021 à l'adresse suivante: <https://doi.org/10.1684/agr.2015.0776>
- Bourguignon, F. (2003). *The Growth Elasticity of Poverty Reduction; Explaining Heterogeneity Across Countries and Time Periods*”, in T. Eicher and S. Turnovsky eds, *Inequality and growth, Theory and Policy Implications*. Cambridge: The MIT Press. Consulté le 01 décembre 2021 à l'adresse suivante : <https://econpapers.repec.org/paper/delabcdef/2002-03.htm>
- Bruyat, C. (1993). *Création d'entreprise : Contributions épistémologiques et modélisation*.

- Thèse doctorale non publiée, Université Pierre Mendès. France Grenoble. Consulté le 03 janvier 2022 à l'adresse suivante : <https://tel.archives-ouvertes.fr/tel-00011924>
- Carling, J. & Collins, F. (2018). Aspiration, Desire and Drivers of Migration. *Journal of Ethnic and Migration Studies*, 44(6), 909–926. Consulté le 02 janvier 2021 à l'adresse suivante: <https://doi.org/10.1080/1369183X.2017.1384134>
- Carter, M. R. & Yao, Y. (2002). Local versus Global Separability in Agricultural Household Models: The Factor Price Equalization Effect of Land Transfer Rights in China.” *American Journal of Agricultural Economics*, 84, 702–715. Consulté le 12 décembre 2021 à l'adresse suivante: <https://doi.org/10.1111/1467-8276.00329>
- CERTU (2008). *Une introduction à l'approche systémique : Appréhender la complexité*. Lyon : Cedex.
- Chauvet, G. (2015). Coupling methods for multistage sampling. *Annals of Statistics*, 43, 2484-2506.
- Cheriet, F. (2015). Filières agroalimentaires et chaînes globales de valeur : concepts, méthodologies et perspectives de développement. Montpellier, France : Montpellier SupAgro, UMR 1110 MOISA, F-34000.
- Choi, J. J., Laibson, D., Madrian, B. & Metrick, A. (2003). Optimal Defaults. *American Economic Review*, 93 (2), 180–185. Consulté le 13 janvier 2022 à l'adresse suivante: <https://www.aeaweb.org/articles?id=10.1257/000282803321947010>
- Christiaensen, L., Demery, L. & Kuhl, J. (2011). The (Evolving) Role of Agriculture in Poverty Reduction: An Empirical Perspective. *Journal of Development Economics*, 96 (2), 239–254. Consulté le 15 janvier 2022 à l'adresse suivante: <https://ideas.repec.org/a/eee/deveco/v96y2011i2p239-254.html>
- CIRAD (1994). *Le symposium Recherches-système en agriculture et développement rural*. Montpellier : Service des éditions.
- Clay, P. M. & Feeney, R. (2019). Analyzing agribusiness value chains: A literature review. *International Food and Agribusiness Management Review*, 22(1), 31 - 46. Consulté le 01 janvier 2022 à l'adresse suivante: [file:///C:/Users/hp/Downloads/3%20\(1\).pdf](file:///C:/Users/hp/Downloads/3%20(1).pdf)
- Cockx, L., Colen, L., De Weerd, J., Gomez, Y. & Paloma, S. (2019). *Urbanization as a driver of changing food demand in Africa: Evidence from rural-urban migration in Tanzania*. Publications Office of the European Union: Luxembourg.
- Cruickshank, V., Mainsbridge, C.P., Patterson, K. & Gråstén, A. (2022). Perceived value of work-integrated learning on the teaching efficacy and classroom management of pre-service teachers. *Australian Journal of Teacher Education*: 47 (11). Consulté le 15 juillet 2022 à l'adresse suivante: <https://doi.org/10.14221/1835-517X.5857>

- CTA (2012). *Resserrer les liens : l'essor des chaînes de valeur agricoles. Spore hors-series*. Wageningen. The Netherlands: CTA. .
- CTA, FAO & FIDA (2014). *Youth and agriculture: Key challenges and concrete solutions*. Rome: CTA, FAO, IFAD.
- Cucagna, M.E. & Goldsmith, P.D. (2018). Value adding in the agri-food value chain. *International Food and Agribusiness Management Review*, 21(3), 293-316. Consulté le 28 janvier 2022 à l'adresse suivante: <https://doi.org/10.22434/IFAMR2017.0051>
- Daum, T. & Birner, R. (2017). The Neglected Governance Challenges of Agricultural Mechanization in Africa: Insights from Ghana. *Food Security*, 9 (5), 959–979. Consulté le 30 décembre 2021 à l'adresse suivante: https://ideas.repec.org/a/spr/ssefpa/v9y2017i5d10.1007_s12571-017-0716-9.html
- Davis, K., Bohn, A., Franzel, S., Blum, M., Rieckmann, U., Raj, S., Hussein, K. & Ernst, N. (2018). *What Works in Rural Advisory Services? Global Good Practice Notes*. Lausanne, Switzerland: GFRAS.
- Davis, K., Gammelgaard, J., Preissing, J., Gilbert, R. & Ngwenya, H. (2021). *Investing in Farmers: Agriculture Human Capital Investment Strategies*. Rome, FAO and IFPRI.
- de Janvry, A., Fafchamps, M. & Sadoulet. E. (1991). Peasant Household Behavior with Missing Markets: Some Paradoxes Explained. *Economic Journal*, 101, 1400–1417. Consulté le 30 aout 2021 à l'adresse suivante : <https://www.jstor.org/stable/2234892>
- De Vries, G., Timmer, M. & De Vries, K. (2015). Structural Transformation in Africa: Static Gains, Dynamic Losses. *The Journal of Development Studies*, 51 (6), 674-688. Consulté le 30 Aout 2021 à l'adresse suivante: <https://doi.org/10.1080/00220388.2014.997222>
- Dercon, S. & Gollin, D. (2014). Agriculture in African Development: Theories and Strategies. *Annual Review of Resource Economics*, 6 (1), 471–492. Consulté le 20 janvier 2020 à l'adresse suivante: <https://www.annualreviews.org/doi/pdf/10.1146/annurev-resource-100913-012706>
- Diao, X. & Dorosh, P. (2007). Demand Constraints on Agricultural Growth in East and Southern Africa: A General Equilibrium Analysis. *Development Policy Review*, 25 (3), 275–292. Consulté le 17 janvier 2022 à l'adresse suivante: <file:///C:/Users/Utilisateur/Downloads/j.1467-7679.2007.00370.x.pdf>
- Díaz-Bonilla, E. (2015). *Macroeconomics, Agriculture, and Food Security: A Guide to Policy Making in Developing Countries*. Washington, DC: International Food Policy Research Institute.
- Dionco-Adetayo, E. (2006). Factors Influencing Attitude of Youth Towards Entrepreneurship. *International Journal of Adolescence and Youth*, 13 (1-2), 127-145. Consulté le 15 janvier 2022 à l'adresse suivante: <https://doi.org/10.1080/02673843.2006.9747970>

- Dollar, D. & Kraay, A. (2002). Growth is good for the poor. *Journal of Economic Growth*, 7, 195–225. Consulté le 15 janvier 2022 à l'adresse suivante: [http://users.nber.org/~rdehejia/!@\\$devo/Lecture%2002%20Aid/supplemental/Dollar_Kraay.pdf](http://users.nber.org/~rdehejia/!@$devo/Lecture%2002%20Aid/supplemental/Dollar_Kraay.pdf)
- Donnadieu, G. & Karsky, M. (2002). *La systémique: penser et agir dans la complexité*. Paris: Liaisons. Consulté le 15 janvier 2022 à l'adresse suivante: <file:///C:/Users/hp/Desktop/602474ar.pdf>
- Donnadieu, G., Durand, D., Neel, D., Nunez, E. & Saint-Paul, L. (2003). *L'Approche systémique: de quoi s'agit-il. Union Européenne de Systémique*. Consulté le 15 janvier 2022 à l'adresse suivante: <http://www.afscet.asso.fr/SystemicApproach.pdf>
- Donovan, J., Franzel, S., Cunha, M., Gyau, A. & Mithöfer, D. (2015). Guides for value chain development: a comparative review. *Journal of Agribusiness in Developing and Emerging Economies*, 5(1), 2-23. Consulté le 15 janvier 2022 à l'adresse suivante: [http://www.value-chains.org/dyn/bds/docs/938/130998%20\(1\).pdf](http://www.value-chains.org/dyn/bds/docs/938/130998%20(1).pdf)
- Dorosh, P. & Haggblade, S. (2003). Growth Linkages, Price Effects and Income Distribution in Sub-Saharan Africa. *Journal of African Economies*, 12 (2), 207–235. Consulté le 20 janvier 2020 à l'adresse suivante: <https://www.mendeley.com/catalogue/3829cb85-3d4a-37cb-a04c-aa042eea1657/>
- Dorosh, P. & Thurlow, J. (2012). Agglomeration, Growth and Regional Equity: An Analysis of Agriculture- versus Urban-Led Development in Uganda. *Journal of African Economies*, 21 (1), 94–123. Consulté le 15 janvier 2022 à l'adresse suivante: <https://doi.org/10.1093/jae/ejr033>
- Dost, A.C. & Froerer, P. (2021). Education, Aspiration and Aage Badhna: The Role of Schooling in Facilitating “Forward Movement” in Rural Chhattisgarh, India. *The European Journal of Development Research*, 33(1), 109–129. Consulté le 20 janvier 2020 à l'adresse suivante: <https://doi.org/10.1057/s41287-020-00339-z>
- Duflo, E. (2006). Field Experiments in Development Economics. In *Advances in Economics and Econometrics: Theory and Applications, Ninth World Congress: Volume 2*, edited by Richard Blundell, Whitney Newey, and Torsten Persson. Econometric Society Monographs. Cambridge University Press.
- Elias, M., Mudege, N., Lopez, D.E., Najjar, D., Kandiwa, V., Luis, J. & Yila, J. (2018). Gendered Aspirations and Occupations Among Rural Youth, in Agriculture and Beyond: A Cross-regional Perspective. *Journal of Gender, Agriculture and Food Security (Agri- Gender)*, 3(1), 82–107. Consulté le 28 novembre 2021 à l'adresse suivante: <https://doi.org/10.22004/ag.econ.293589>
- Elloumi, M. (1994). Les approches systémiques. In : Plaza P. (ed.). La vulgarisation, composante du développement agricole et rural : actes du séminaire de Grenade. *Cahiers Options Méditerranéennes*, vol. 2, n° 4, 67-76. Consulté le 26 décembre 2021 à l'adresse suivante: <http://om.ciheam.org/article.php?IDPDF=94400045>

- Eswaran, M. et Kotwal, A. (1984). Access to Capital and Agrarian Production Organization. *Economic Journal*, 96, 482–498. Consulté le 23 janvier 2022 à l'adresse suivante : https://are.berkeley.edu/courses/ARE251/2003/papers/Eswaran_Kotwal.pdf
- Etzioni, A. (1961). *A Comparative Analysis of Complex Organizations: On Power, Involvement, and Their Correlates*. New York: The Free Press.
- Etzioni, A. (1961). *A Comparative Analysis of Complex Organizations: On Power, Involvement, and Their Correlates*. New York: The Free Press.
- FAO (2017a). *The State of Food and Agriculture: Leveraging Food Systems for Inclusive Rural Transformation*. Rome, FAO.
- FAO (2017b). *The Future of Food and Agriculture: Trends and Challenges*. Rome, FAO. Consulté le 30 novembre 2021 à l'adresse suivante : <http://www.fao.org/3/a-i6583e.pdf>
- FAO (2019). *La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture 2019. Aller plus loin dans la réduction des pertes et gaspillages de denrées alimentaires*. Rome : Services de Publication.
- FAO (2020). *La situation des marchés des produits agricoles 2020. Marchés agricoles et développement durable: chaînes de valeur mondiales, petits exploitants et innovations numériques*. Rome : FAO.
- Fazeli, A. R. (2015). Factor Analysis of Entrepreneurship Development among Rural woman. *Biological Forum – An International Journal*, Vol.7(1), 59-63. Consulté le 12 novembre 2021 à l'adresse suivante : [file:///C:/Users/hp/Downloads/fazeli%20\(2\).pdf](file:///C:/Users/hp/Downloads/fazeli%20(2).pdf)
- Fearne, A., Garcia, M. & Dent, B. (2012). Dimensions of sustainable value chains: implications for value chain analysis. *Supply Chain Management: an International Journal*, 17(6), 575-581. Consulté le 10 décembre 2021 à l'adresse suivante : <file:///C:/Users/hp/Downloads/FearneetalSCMIJ2012b.pdf>
- Ferraton, N. & Touzard, I. (2009). *Comprendre l'agriculture familiale: diagnostic des systèmes de production*. Paris/Gembloux : Editions Quae, CTA, Presses agronomiques de Gembloux
- Festinger, L. (1957). *A Theory of Cognitive Dissonance*, Stanford, Cal., Stanford University Press.
- FIDA (2014). *Projet d'Appui aux Filières Agricoles. Rapport de revue à mi-parcours*. Fonds international de développement agricole, Rome. Disponible à l'adresse : <https://bit.ly/2QTx0sb>
- Figueiredo, J., Meuwissen, M., Van der Lans, I. & Lansink, O. (2017). Beyond upgrading typologies In search of a better deal for honey value chains in Brazil. *PLoS ONE* 12(7): e0181391. Consulté le 25 janvier 2022 à l'adresse suivante : <file:///C:/Users/hp/Downloads/journal.pone.0181391.pdf>

- Filmer, D. et Fox, L. (2014). Youth Employment in Sub-Saharan Africa. Washington, DC: World Bank. Consulté le 18 janvier 2022 à l'adresse suivante: <http://doi.org/http://dx.doi.org/10.1596/978-1-4648-0107-5>
- Foote, N. (1951). Identity as the basis for a theory of motivation. *American Sociological Review*, n° 26, 142.
- Forbes Insights (2015). Job Creation in Sub-Saharan Africa. Forbes Insights and Djembe Communications. Consulté le 30 décembre 2021 à l'adresse suivante: <https://www.forbes.com/forbesinsights/djembe/index.html>
- Foster, A. & Rosenzweig, M. (1995). Learning by Doing and Learning from Others: Human Capital and Technical Change in Agriculture. *Chicago Journal*, 103(6), 1176-1209. Consulté le 15 octobre 2021 à l'adresse suivante : <http://www.jstor.org/stable/2138708>
- Foster, A. & Rosenzweig, M. (2017). Are There Too Many Farms in the World? Labor-Market Transaction Costs, Machine Capacities and Optimal Farm Size. NBER Working Paper w23909. Stanford, CA: National Bureau of Economic Research. Consulté le 27 décembre 2021 à l'adresse suivante : <https://elischolar.library.yale.edu/egcenter-discussion-paper-series/1067>
- Fox, L., Mader, P., Sumberg, J., Flynn, J. et Oosterom, M. (2020). Africa's youth employment crisis is actually a missing jobs crisis. Global Economy and Development at Brookings. Consulté le 10 janvier 2021 à l'adresse suivante: https://www.brookings.edu/wp-content/uploads/2020/09/Youth-employment-crisis_09.08.pdf
- Frye, M. (2012). Bright Futures in Malawi's New Dawn: Educational Aspirations as Assertions of Identity. *American Journal of Sociology*. 117(6), 1565–1624. Consulté le 10 janvier 2022 à l'adresse suivante: <https://www.ncbi.nlm.nih.gov/pmc/articles/PMC3641706/pdf/nihms447545.pdf>
- Frye, M. (2012). Bright Futures in Malawi's New Dawn: Educational Aspirations as Assertions of Identity. *American Journal of Sociology*. 117(6): 1565–1624.
- FSN Forum (2018). *Youth Employment in Agriculture as a Solid Solution to Ending Hunger and Poverty in Africa*. Report of Activity. Global Forum on Food Security and Nutrition. Consulté le 01 décembre 2021 à l'adresse suivante: <http://www.fao.org/3/CA1688EN/ca1688en.pdf>
- Gautam, R. & Method, R. (2019). An Empirical Study on Agripreneurship intentions among agriculture students. *An International Peer Reviewed Research Journal*. (ISSN-2321-5968) Vol-7, Issue-01.
- Gemmell, N., Lloyd, T. & Mathew, M. (2000). Agricultural Growth and Intersectoral Linkages in a Developing Economy. *Journal of Agricultural Economics*, 51 (3), 353–370. Consulté le 10 août 2021 à l'adresse suivante : <https://doi.org/10.1111/j.1477-9552.2000.tb01236.x>
- Gereffi, G. & Korzeniewicz, M. (eds.) (1994). *Commodity Chains and Global Capitalism*. London: Praeger.

- Gereffi, G. (1994). The organization of buyer-driven global commodity chains: How U.S. retailers shape overseas production networks. In G. Gereffi & M. Korzeniewicz (Eds.), *Commodity chains and global capitalism* (pp. 95–122). Westport, CT: Praeger. Consulté le 10 décembre 2021 à l'adresse suivante: [https://www.scirp.org/\(S\(351jmbntvnst1aadkposzje\)\)/reference/ReferencesPapers.aspx?ReferenceID=2074087](https://www.scirp.org/(S(351jmbntvnst1aadkposzje))/reference/ReferencesPapers.aspx?ReferenceID=2074087)
- Gereffi, G. (1999). International trade and industrial upgrading in the apparel commodity chain. *Journal of International Economics*, vol48 (1), 37–70. Consulté le 07 janvier 2022 à l'adresse suivante : http://openscienceasap.org/wp-content/uploads/2013/10/Gereffi_1999_Commodity-chains1.pdf
- Gereffi, G. (2001). Shifting Governance Structures in Global Commodity Chains, with Special Reference to the Internet. *American Behavioral Scientist*, 44(10), 1616-1637. Consulté le 30 Octobre 2021 à l'adresse suivante: file:///C:/Users/hp/Downloads/Shifting_Governance_Structures_in_Global_Commodity.pdf
- Gereffi, G. (2018). *Global value chains and development: Redefining the contours of 21st century capitalism*. Cambridge: Cambridge University Press. Consulté le 10 décembre 2021 à l'adresse suivante: http://openscienceasap.org/wp-content/uploads/2013/10/Gereffi_1999_Commodity-chains1.pdf
- Gereffi, G. (2019). Global value chains and international development policy: Bringing firms, networks and policy-engaged scholarship back in. *Journal of International Business Policy*, 2(3), 195–210. Consulté le 30 décembre 2021 à l'adresse suivante: file:///C:/Users/hp/Downloads/2019_JIBP_Gereffi_GVCsinternationaldevelopmentpolicy.pdf
- Gereffi, G., Humphrey, J. & Sturgeon, T. (2005). The Governance of Global Value Chains. *Review of International Political Economy*, 12 (1), 78-104. Consulté le 30 décembre 2021 à l'adresse suivante: [file:///C:/Users/hp/Downloads/GereffiHumphreySturgeon_GovernanceofGVCS_RIPEFeb2005%20\(1\).pdf](file:///C:/Users/hp/Downloads/GereffiHumphreySturgeon_GovernanceofGVCS_RIPEFeb2005%20(1).pdf)
- Gilad, B. & Levine, P.(1986). A behavioral model of entrepreneurial supply. *Journal of Small Business Management*, 4, 45-53.
- GIZ (2020). *What works in rural youth employment promotion*. Bonn and Eschborn: Division Rural Development and Agriculture Department Sector and Global Programmes. Available on : giz2020_eng_employment_promotion.pdf
- GTZ (2018). *Value links manual :The methodology of value chain promotion*. Second edition. Bonn and Eschborn, Germany: GTZ
- Habib, S.M. (2011). A guidance framework for developing pro-poor value chain. *International Journal of Economic Perspectives*, 5(4), 363-376.
- Haggblade, S., Chapoto, A., Drame-Yayé, A., Hendriks, S. L., Kabwe, S., Minde, I., Mugisha, J. & Terblanche, S. (2015). Motivating and preparing African youth for successful careers in agribusiness: Insights from agricultural role models. *Journal of Agribusiness in Developing and Emerging Economies*, 5(2), 170-189. Consulté le 15 décembre 2021 à l'adresse suivante :

<https://www.canr.msu.edu/resources/motivating-and-preparing-african-youth-for-successful-careers-in-agribusiness>

- Hall, J.R. (1988). Social Organization and Pathways of Commitment: Types of Communal Groups, Rational Choice Theory, and the Kanter Thesis. *American Sociological Review*, Vol. 53 (5), 679-692. Consulté le 25 décembre 2021 à l'adresse suivante: <https://www.jstor.org/stable/2095815>
- Hayami, Y. & Ruttan, V.W. (1971). *Agricultural Development: An International Perspective*. Baltimore: Johns Hopkins University Press. Consulté le 17 janvier 2022 à l'adresse suivante: <https://digitalrepository.unm.edu/nrj/vol13/iss2/14>
- Hayami, Y. et Ruttan, V.W. (1985). *Agricultural Development: An International Perspective*. Rev. ed. Baltimore: Johns Hopkins University Press. Consulté le 17 janvier 2022 à l'adresse suivante: [file:///C:/Users/Utilisateur/Downloads/Agricultural development An international.pdf](file:///C:/Users/Utilisateur/Downloads/Agricultural%20development%20An%20international%20perspective.pdf)
- Herbiniak, L.G. & Alutto, J.R. (1972). Personal and role-related factors in the development of organizational commitment. *Administrative Science Quarterly*, 17, 555-573.
- Herr, M. & Muzira, T. (2009). *Le développement de la chaîne de valeur au service du travail décent: Guide à l'usage des praticiens du développement, des gouvernements et des entreprises privées*. Genève: Bureau international du Travail.
- HLPE (2021). *Promouvoir la participation et l'emploi des jeunes dans l'agriculture et les systèmes alimentaires Rapport du Groupe d'experts de haut niveau sur la sécurité alimentaire et la nutrition du Comité de la sécurité alimentaire mondiale*. Rome : FAO.
- Homaion Amiry, A.A. (2015). Identify the Attitudes of Agricultural Postgraduate Students towards Motivations on Entrepreneurial Actions from the Viewpoint of Three Universities of (Razi, Bu-Ali-Sina and Ramin) in Iran. *Developing Country Studies*, Vol.5(7), 80-84. Consulté le 16 décembre 2021 à l'adresse suivante: <https://youtheconomicopportunities.org/sites/default/files/uploads/resource/FACDiscussionPaper013%20%281%29.pdf>
- Howieson, J., Lawley, M. & Hastings, K. (2016). Value chain analysis: an iterative and relational approach for agri-food chains. *Supply Chain Management*, 21 (3), 352-362. Consulté le 25 janvier 2022 à l'adresse suivante: <http://hdl.handle.net/20.500.11937/5688>
- Huijsmans, R., Ambarwati, A. & Chazali, C. (2020). Farming, Gender and Aspirations Across Young People's Life Course: Attempting to Keep Things Open While Becoming a Farmer. *European Journal of Development Research*, vol 33, 71–88. Consulté le 05 septembre 2021 à l'adresse suivante: <https://doi.org/10.1057/s41287-020-00302-y>
- Huijsmans, R., Ansell, N. & Froerer, P. (2021). Introduction: Development, Young People, and the Social Production of Aspirations. *European Journal of*

- Development Research*, 33(1), 1–15. Consulté le 30 décembre 2021 à l'adresse suivante: <https://doi.org/10.1057/s41287-020-00337-1>
- INS (2017). *Annuaire statistique de la République Démocratique du Congo*. Kinshasa : Direction Générale de l'Institut National de Statistique (INS). Consulté le 20 aout 2021 à l'adresse suivante : <https://www.ins.cd/wp-content/uploads/2021/04/Annuaire-statistique-2015-Web.pdf>
- INS (2020). *Annuaire statistique de la République Démocratique du Congo*. Kinshasa : Direction Générale de l'Institut National de Statistique (INS). Consulté le 03 janvier 2022 à l'adresse suivante : <file:///C:/Users/hp/Downloads/UNDP-CD-ANNUAIRE%20STAT.%202020%20.pdf>
- Javad Fazeli, M., Ahmad Reza Ommani, A., & Tahmasb Maghsoudi, T. (2015). Factor Analysis of Entrepreneurship Development among Rural Women. *Biological Forum – An International Journal*, 7(1), 59-63. Consulté le 25 janvier 2022 à l'adresse suivante : [file:///C:/Users/hp/Downloads/fazeli%20\(1\).pdf](file:///C:/Users/hp/Downloads/fazeli%20(1).pdf)
- Johnston, B. & Mellor, J. (1961). "The Role of Agriculture in Economic Development." *American Economic Review* 51 (4): 566–593. Consulté le 30 novembre 2022 à l'adresse suivante: <https://www.jstor.org/stable/1812786>
- Kano, L., Tsang, E. & Wai-chung Yeung, H. (2020). Global value chains: A review of the multidisciplinary literature. *Journal of International Business Studies*. Consulté le 30 décembre 2021 à l'adresse suivante: <https://doi.org/10.1057/s41267-020-00304-2>
- Kanter, R.M. (1968). Commitment and social organization mechanisms in utopian communities. *American sociological Review*, vol. 33, 499-517.
- Kaplinsky, R. & Morris, M. (2001). *A handbook for value chain research*. International Development Research Centre (IDRC). Consulté le 30 décembre 2021 à l'adresse suivante : http://asiandrivers.open.ac.uk/documents/Value_chain_Handbook_RKMM_Nov_2001.pdf
- Kaplinsky, R. (2000). Globalization and unequalisation: What can be learned from value chain analysis? *Journal of Development Studies*, 73 (2), 117-146. Consulté le 15 décembre 2021 à l'adresse suivante : <https://doi.org/10.1080/713600071>
- Katz, C. (2004). *Growing Up Global: Economic Restructuring and Children's Everyday Lives*. Minneapolis: University of Minnesota Press. 313 pp. Consulté le 15 septembre 2021 à l'adresse suivante: <file:///C:/Users/hp/Downloads/3wW5mrkPdYo.pdf>
- Kelman, H.C. (1958). Compliance, identification and internalization - three processes of attitude change. *Journal of Conflict Resolution*, vol. 2, 51-60. Consulté le 01 janvier 2022 à l'adresse suivante : https://scholar.harvard.edu/hckelman/files/Compliance_identification_and_intenalization.pdf
- Key, N., Sadoulet, E. & de Janvry, A. (2000). Transactions Costs and Agricultural Household Supply Response. *American Journal of Agricultural Economics*, 82, 245–259. Consulté le 14 novembre 2021 à l'adresse suivante : <https://doi.org/10.1111/0002-9092.00022>

- KIT, Agri-ProFocus & IIRR (2013). *Faire changer les chaînes: Egalité entre les genres dans le développement des chaînes de valeur agricoles*. Editions KIT, Institut Royal des Tropiques, Amsterdam. Consulté le 01 aout 2021 à l'adresse suivante :
<https://cgspace.cgiar.org/bitstream/handle/10568/75525/1747PDF.pdf>
- Kruijssen, F. (2009) Youth engagement in agricultural research. A focus on Sub-Sahara Africa. Wageningen International. Wageningen University and Research Centre, Wageningen, The Netherlands. 72 pp. Consulté le 15 décembre 2021 à l'adresse suivante :
[file:///C:/Users/hp/Downloads/Kruijssen2009Youthengagementinagriculturalresearch%20\(2\).pdf](file:///C:/Users/hp/Downloads/Kruijssen2009Youthengagementinagriculturalresearch%20(2).pdf)
- Kurato, D.F., Hornsby, J.S. & Naffziger, D.W. (1997). An examination of owner's goals in sustaining entrepreneurship. *Journal of Small Business Management*, 35(1), 24-34.
- Kurato, D.F., Jeffrey, S.J. & Goldsby, M.G. (2004). Sustaining Corporate Entrepreneurship: Modelling Perceived Implementation and Outcome Comparisons at Organizational and Individual Levels. *The International Journal of Entrepreneurship and Innovation*, Vol 5, Issue 2, 2004. Consulté le 30 mars 2022 à l'adresse suivante: <https://doi.org/10.5367/000000004773863237>
- LaRue, K., Daum, T., Mausch, K. & Harris, D. (2021). Who Want to Farm? Answers Depend on How You Ask: A Case Study on Youth Aspirations in Kenya. *The European Journal of Development Research*: 1–25. Consulté le 17 décembre 2021 à l'adresse suivante : <https://doi.org/10.1057/s41287-020-00352-2>
- Laud Kpakpo Addo, P. (2018). Factors influencing Agripreneurship and their role in Agripreneurship Performance among young Graduate Agripreneurs. *International Journal of Environment Agriculture and Biotechnology* (ISSN: 2456-1878).3(6), 2051-2066.10.2216/ijeab/3.6.14. Consulté à l'adresse le 25 mars 2022 à l'adresse suivante: <https://ijeab.com/detail/factors-influencing-agripreneurship-and-their-role-in-agripreneurship-performance-among-young-graduate-agripreneurs/>
- Le Cacheux, J. (2011). Agriculture mondiale et européenne : défis du xxie siècle. *Revue de l'OFCE*, 120, 195-234. Consulté le 10 janvier 2022 à l'adresse suivante : <https://www.cairn.info/revue-de-l-ofce-2012-1-page-195.htm>
- Le Moigne, J. L. (1990). *La modélisation des systèmes complexes*. Paris: Bordas, Dunod.
- Le Moigne, J. L. (1995). *Les épistémologies constructivistes, Que-sais-je*. Paris : PUF.
- Leavy, J. & Hossain, N. (2014). Who Wants to Farm? Youth Aspirations, Opportunities and Rising Food Prices. *IDS Working Papers*, (439), 1–44. Consulté le 28 novembre 2021 à l'adresse suivante: <https://doi.org/10.1111/j.20400209.2014.00439.x>
- Leavy, J. & Smith, S. (2010). Future Farmers: Youth Aspirations, Expectations and Life Choices. Brighton, Future Agricultures Consortium, 1–15. Consulté le 30 décembre à l'adresse suivante: https://www.ids.ac.uk/download.php?file=files/dmfile/FAC_Discussion_Paper_013FutureFarmers.pdf

- Leavy, J., & Hossain, N. (2014). Who Wants to Farm? Youth Aspirations, Opportunities and Rising Food Prices. *Institute of Development Studies*: 2014 (439), 1-44. Consulté le 03 janvier 2022 à l'adresse suivante: <https://doi.org/10.1111/j.2040-0209.2014.00439.x>
- Lewis, W. A. (1954). Economic development with unlimited supplies of labour. *The Manchester School*, 22(2), 139–191. Consulté le 30 aout 2021 à l'adresse suivante: <https://doi.org/10.1111/j.1467-9957.1954.tb00021.x>
- Liedtke, C., Baedeker, C., Kolberg, S. & Lettenmeier, M. (2010). Resource intensity in global food chains: the Hot Spot Analysis. *British Food Journal*, 112(10), 1138-1159. Consulté le 02 novembre 2021 à l'adresse suivante : <https://doi.org/10.1108/00070701011080267>
- Lombana, J. (2011). Looking for a distinctive model with which to analyze competitiveness. *Advances in Competitiveness Research*, 19, 3-4. Consulté le 30 décembre 2021 à l'adresse suivante: <file:///C:/Users/hp/Downloads/2011Lombana-Looking-for-a-Distinctive-Model-With-Which-to-Analyze-Competitiveness.pdf>
- Magagula, B. & Tsvakirai, C.Z. (2020). Youth Perceptions of Agriculture: Influence of Cognitive Processes on Participation in Agripreneurship. *Development in Practice*, 30 (2), 234–243. Consulté le 30 décembre 2021 à l'adresse suivante: <https://doi.org/10.1080/09614524.2019.1670138>
- Magnani, R. (2001). *Guide d'Echantillonnage*. Washington DC: Academy for Educational Development. Consulté le 15 novembre 2021 à l'adresse suivante: http://www.managingforimpact.org/sites/default/files/resource/fanta_2012_guide_d_echantillonnage_et_addendum.pdf
- Mayer, F. & Gereffi, G. (2019). International development organizations and global value chains. In S. Consulté le 14 janvier 2022 à l'adresse suivante: file:///C:/Users/hp/Downloads/2019-10_Ch35_MayerGereffi_HandbookonGVCs_InternationaldevelopmentorganizationsGVCs.pdf
- Mazoyer, M. & Roudart, L. (1997). Histoire des agricultures du monde. Du Néolithique à la crise contemporaine, Seuil, Paris, 1997, 1998, 534 p
- Merriam, S.B. (1998). *Qualitative Research and Case Study Applications in Education*. Jossey-Bass Publishers, San Francisco.
- Meyer, J. P. & Allen, N. J. (1997). *Commitment in the workplace: Theory, research, and application*. SAGE Publications, Inc.
- Minani, B. (2014). *Analyse et stratégies de développement de l'agriculture familiale dans un pays post-conflit: Cas de la Province de Kirundo au nord du Burundi*. Thèse doctorale non publiée. Université de Liège, Gembloux Agro-Bio Tech, Belgique. Consulté le 15 septembre 2021 à l'adresse suivante : https://orbi.uliege.be/bitstream/2268/169109/1/Minani%20Bonaventure_2014.pdf

- Moreau, R. (2004). L'identité entrepreneuriale de soi : le cas de 45 fondateurs d'entreprise de nouvelle technologie. *Revue internationale P.M.E.*, 17(2), 11–42. Consulté le 26 décembre 2021 à l'adresse suivante : <https://doi.org/10.7202/1008456ar>
- Morro, W.P.C. (1993). *The Theory and Measurement of Work Commitment*. Greenwich, Conn., JAI Press Inc.
- Mowday, R., Steers, R. & Porter, L. (1982). Employee organizations Linkages. Dans P. Warr (eds). *Organizational and Occupational Psychology*. New York: Academic Press.
- Mowday, R.T., Steer, R.M. & Porter, L.W. (1979). The measurement of organizational commitment. *Journal of Vocational Behavior*, vol. 14(2), 224-247. Consulté le 02 décembre 2021 à l'adresse suivante: [https://doi.org/10.1016/0001-8791\(79\)90072-1](https://doi.org/10.1016/0001-8791(79)90072-1)
- Mucchielli, A. (2007). *L'analyse qualitative en sciences humaines et sociales*. Armand Colin, 2021 pour la 5e édition
- Mukhopadhyay, B.R. & Mukhopadhyay, B.K. (2020). *What is Agripreneurship, and why India needs it*. The Sentinel, Editorial. Consulté le 13 décembre 2021 à l'adresse suivante: file:///C:/Users/hp/Downloads/AgriExports_0906_Mukhopadhyay.pdf
- Mulema, J., Mugambi, I., Kansime, M., Twu Chan, H., Chimalizeni, M., Xuan Pam, T. & Oduor, G. (2021). Barriers and opportunities for the youth engagement in agribusiness: empirical evidence from Zambia and Vietnam. *Development in Practice*, Volume 31, 2021-Issue 5. Consulté le 25 janvier 2022 à l'adresse suivante: <https://doi.org/10.1080/09614524.2021.1911949>
- Mvumi, B., Matsikira, L.T. & Mutambara, J. (2016). The banana postharvest value chain analysis in Zimbabwe. *British Food Journal*, 118(2), 272-285. Consulté le 29 décembre 2021 à l'adresse suivante : <https://www.proquest.com/docview/2081647231>
- Mwaura, G.M. (2017). Just Farming? Neoliberal Subjectivities and Agricultural Livelihoods among Educated Youth in Kenya: Agricultural Livelihoods among Educated Youth in Kenya. *Development and Change*, 48(6), 1310–1335. Consulté le 30 décembre 2021 à l'adresse suivante : <https://doi.org/10.1111/dech.12342>
- Naafs, S. & Skelton, T. (2018). Youthful Futures? Aspirations, Education and Employment in Asia. *Children's Geographies*, 16(1), 1–14. Consulté le 30 décembre 2021 à l'adresse suivante : <https://doi.org/10.1080/14733285.2018.1402164>
- Naffziger, D.W., Hornsby, J.S. & Kurato, D.F. (1994). A proposed research model of entrepreneurial motivation. *Entrepreneurship Theory and Practice*, 18(3), 29-42. Consulté le 23 novembre 2021 à l'adresse suivante: <https://journals.sagepub.com/doi/10.1177/104225879401800303>
- Nations Unies (1992). *Rapport de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, Rio de Janeiro, 3-14 juin 1992* [A/CONF.151/26/Rev.1 (Vol. I et Vol.I/Corr.1, Vol. II, Vol. III et Vol. III/Corr.1)] publication des

- Nations Unies, numéro de vente : F.93.I.8 et rectificatifs), vol. I : Résolutions adoptées par la Conférence, résolution 1, annexe I. Consulté le 07 décembre 2021 à l'adresse suivante : [file:///C:/Users/hp/Downloads/A_CONF-151_26_Rev-1\(Vol-II\)-FR.pdf](file:///C:/Users/hp/Downloads/A_CONF-151_26_Rev-1(Vol-II)-FR.pdf)
- Nations Unies (1994). *Rapport de la Conférence internationale sur la population et le développement, Le Caire, 5-13 septembre 1994* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.95.XIII.18), chap. I, résolution 1, annexe. Consulté le 12 septembre 2021 à l'adresse suivante : https://www.unfpa.org/sites/default/files/resource-pdf/ICPD_Report_and_Anx_FR.pdf
- Nations Unies (2010). Programme d'action mondial pour la jeunesse à l'horizon 2000. New York : Bureau des affaires économiques et sociales. Consulté le 20 décembre 2021 à l'adresse suivante : <https://www.un.org/youht>
- Nations Unies (2019). World Population Prospects 2019. New York: Department of Economic and Social Affairs, Population Division.
- Nations Unies, (2020). *World youth report: youth social entrepreneurship and the 2030 agenda*. New York : Department of Global Communications.
- Ndene, K. (2016). *Modélisation de la croissance pro-pauvre*. Thèse doctorale non publiée. Université de Montpellier, Montpellier. Consulté le 03 janvier 2022 à l'adresse suivante : <https://tel.archives-ouvertes.fr/tel-01549528/document>
- Neves, M.F. (2007). A Method for Demand Driven Strategic Planning and Management for Food Chains (The Chainplan Method). *IEEE Annals of the History of Computing*.
- Neves, M.F., Kalaki, R.B. & Rodrigues, J.M. (2019). Strategic Planning and Management of Food and Agribusiness Chains: The ChainPlan Method (Framework). *Review of Business Management*, 21(4), 628-646. Consulté le 12 janvier 2022 à l'adresse suivante : <https://www.scielo.br/j/rbgn/a/vN53Xv7Vz8LZskHkb5KXqBq/?format=pdf&lang=en>
- Neveu, J.P. & Hévenet, M. T. (2002). *L'implication au travail*. Paris : Vuibert.
- Neveu, J.P. (1996). *La démission du cadre d'entreprise : étude sur l'intention de départ volontaire*. Paris : Economica.
- Njeru, L.C. (2017). Youth in Agriculture; Perceptions and Challenges for Enhanced Participation in Kajiado North Sub-County, Kenya. *Greener Journal of Agricultural Sciences*, 7 (8), 203–209. Consulté le 15 janvier 2022 à l'adresse suivante: <http://doi.org/10.15580/GJAS.2017.8.100117141>
- O'Reilly, C.A. & Chatman, J. (1986). Organizational commitment and psychological attachment. *Journal of Applied Psychology*, 71, 492-499. Consulté le 13 novembre 2021 à l'adresse suivante : file:///C:/Users/hp/Downloads/Organizational_commitment_and_psychologi.pdf
- OCDE (2019). *Statistiques de l'OCDE de la population active 2019*. Paris: Editions OCDE.

- OCDE (2021). *Youth aspirations and the reality of jobs in Africa*. OECD Development Policy Papers March 2021 – No. 38. Consulté le 30 décembre 2021 à l'adresse suivante: <https://doi.org/10.1787/2d089001-en>
- OECD (2017). *Youth Aspirations and the Reality of Jobs in Developing Countries: Mind the Gap*. Paris: OECD Publishing. Consulté le 15 décembre 2021 à l'adresse suivante: <https://www.oecd-ilibrary.org/content/publication/9789264285668-en>
- OIT & FAO (2021). *Etendre la protection sociale aux populations rurales: Perspectives pour une approche commune entre la FAO et l'OIT*. Genève. <https://doi.org/10.4060/cb2332fr>
- OIT (2020a). *Global Employment Trends for Youth 2020: Technology and the future of jobs*. Genève: OIT International Labour Office.
- OIT (2020b). *Global Employment Trends for Youth 2020: Technology and the Future of Jobs*. Geneva, International Labour Office. Consulté le 15 décembre 2021 à l'adresse suivante : www.ilo.org/global/publications/books/WCMS_737648/lang--en/index.htm
- Omar, A. (1987). *Méthodologie des sciences sociales et approche qualitative des organisations. Une introduction à la démarche classique et une critique*. Montréal : Les Presses de l'Université du Québec. Consulté le 11 octobre 2021 à l'adresse suivante: [file:///C:/Users/hp/Downloads/53bacba43cb7f%20\(2\).pdf](file:///C:/Users/hp/Downloads/53bacba43cb7f%20(2).pdf)
- Otache, I. (2017). Agripreneurship development: a strategy for revamping Nigeria's economy from recession. *African Journal of Economic and Management Studies*, 8(4), 474–483. Consulté le 30 août 2021 à l'adresse suivante: <http://doi.org/10.1108/AJEMS-05-2017-0091>
- Otsuka, K. & Fan, S. (2021). *Agricultural Development: New Perspectives in a Changing World*. Washington, DC: International Food Policy Research Institute. Consulté le 20 décembre 2021 à l'adresse suivante: <https://doi.org/10.2499/9780896293830>
- Otsuka, K., Chuma, H. & Hayami, Y. (1992). Land and Labor Contracts in Agrarian Economies: Theories and Facts. *Journal of Economic Literature*, 30 (4), 1965–2018. Consulté le 14 novembre 2021 à l'adresse suivante: <https://www.jstor.org/stable/2727971>
- Ousmane Badiane & Tsitsi Makombe (2014). The Theory and Practice of Agriculture, Growth, and Development in Africa. No wp-2014-061, [WIDER Working Paper Series](http://www.wider.unu.edu/sites/default/files/wp2014-061.pdf) from [World Institute for Development Economic Research \(UNU-WIDER\)](http://www.wider.unu.edu). Consulté le 25 janvier 2022 à l'adresse suivante : <http://www.wider.unu.edu/sites/default/files/wp2014-061.pdf>
- Pfeffer, J. & Salancick, G.R. (1978). A social information processing approach of job attitude and task design. *Administrative Science Quarterly*, 23, 224-253. Consulté le 30 décembre 2021 à l'adresse suivante: <http://dx.doi.org/10.2307/2392563>
- Pimlott-Wilson, H. (2017). Individualizing the Future: The Emotional Geographies of Neoliberal Governance in Young People's Aspirations: Individualising the

- Future. *Area*, 49(3), 288–295. Consulté le 30 décembre 2021 à l'adresse suivant : <https://doi.org/10.1111/area.12222>
- Ponte, S., Gereffi, G. & Raj-Reichert, G. (2019). *The handbook of global value chains*. Cheltenham : Edward Elgar. Consulté le 19 novembre 2021 à l'adresse suivante: <https://econpapers.repec.org/bookchap/elgeebook/18029.htm>
- Porter, M.E. (1996). What is Strategy? , *Harvard Business Review*, 74, 61 -78.
- Porter, M.E. (1974). The contributions of industrial organization to strategic management. *The Academy of Management Review*, 6, (4), 609-620.
- Porter, M. E. (1985). *The Competitive Advantage: Creating and Sustaining Superior Performance*. New York, USA: Free Press.
- Porter, M. E. et Kramer, M. R. (2011). Creating Shared Value. *Harvard Business Review*, 89, 62-77. Consulté le 17 aout 2021 à l'adresse suivante: <https://www.communitylivingbc.ca/wp-content/uploads/2018/05/Creating-Shared-Value.pdf>
- Rapport sur l'emploi en Afrique (re-Afrique) – Relever le défis de l'emploi des jeunes – Bureau international du Travail – Genève: BIT, 2020. Consulté le 23 décembre 2022 à l'adresse suivante : https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---africa/---ro-abidjan/documents/publication/wcms_761156.pdf
- Reardon, T., Tschirley, D., Saweda O. Liverpool- Tasiea, L., Awokuse, T., Fanzob, J., Minten, B. & Vos, R. (2021). The processed food revolution in African food systems and the double burden of malnutrition. *Global Food Security*, 28(100466). Consulté le 28 novembre 2021 à l'adresse suivante: <https://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S2211912420301206>
- Roy, R. (2009). *Enquête sur la génération C. Les 12-24 ans : utilisateurs extrêmes d'Internet et des TI*. Montréal : CEFRIO.
- Roy, S.N. (2003). *L'étude de cas : De la problématique à la collecte des données*. Sainte-Foy : Presses de l'Université du Québec
- Sagesaka, A., Palacios-Lopez, A. & Amankwah, A. (2021). *Measuring Agricultural Labor: A Guidebook for Designing Household Surveys*. Washington DC: Banque Mondiale. Consulté le 30 aout 2021 à l'adresse suivante: <http://documents.worldbank.org/curated/en/809411632803565496/Measuring-Agricultural-Labor-A-Guidebook-for-Designing-Household-Surveys>
- Sagheer, S., Yadav, S. & Deshmukh, S.G. (2009). Developing a conceptual framework for assessing competitiveness of India's agrifood chain. *International Journal of Emerging Markets*, 4(2), 137-159.
- Sakho-Jimbira, S. & Hathie, I. (2020). *The Future of Agriculture in Sub-Saharan Africa*. Boston University, Boston. http://www.researchgate.net/profile/Julius_Gatune/publication/265118100_The_Future_of_Agriculture_in_Africa/links/5417db170cf2218008beeff5.pdf
- Sanginga, N. (2015). Youth in Agribusiness within an African Agricultural Transformation Agenda. *Feeding Africa*. Consulté le 27 avril 2021 à partir de

- l'adresse :
[https://www.afdb.org/fileadmin/uploads/afdb/Documents/Events/DakAgri2015/Youth in Agribusiness within an African Agricultural Transformation Agenda.pdf](https://www.afdb.org/fileadmin/uploads/afdb/Documents/Events/DakAgri2015/Youth_in_Agribusiness_within_an_African_Agricultural_Transformation_Agenda.pdf)
- Schultz, T. W. (1964). *Transforming Traditional Agriculture*. New Haven, CT: Yale University Press. Consulté le 10 novembre à l'adresse suivante: <https://doi.org/10.2307/1241992>
- Schultz, T.W. (1961). Investment in Human Capital. *The American Economic Review*. Volume LI, March 1961, Numer one.
- Shapero, A. & Sokol, L. (1982). The social dimensions of entrepreneurship, in: C. Kent, D. Sexton, and K. H. Vesper (eds.), *The Encyclopedia of Entrepreneurship*, Englewood Cliffs, NJ: Prentice-Hall,72-90.
- Siba, E. (2019). The New Urban Agenda and Demographic Dividend: Investment for Africa's Youth. Africa Growth Initiative at Brookings and OSAA- Office of the Special Advisor on Africa. Consulté le 28 novembre 2021 à l'adresse suivante: [https://www.brookings.edu/wpcontent/uploads/2019/02/The New Urban Agenda_20190131.pdf](https://www.brookings.edu/wpcontent/uploads/2019/02/The_New_Urban_Agenda_20190131.pdf)
- Simonis, Y. (1988). Compte rendu de [Isabelle STENGERS (éd.) : D'une science à l'autre. Des concepts nomades, coll. Science ouverte, Éditions du Seuil, Paris, 392 pages, biblio, index.] *Anthropologie et Sociétés*, 12(3), 209–212. Consulté le 30 aout 2021 à l'adresse suivante: <https://doi.org/10.7202/015047ar>
- Singh, I., Squire, L. & Strauss, J. (1986). Survey of Agricultural Household Models: Recent Findings and Policy Implications. *The World Bank Economic Review*. 1(1), 149-179. Consulté le 10 janvier 2022 à l'adresse suivante: <https://www.jstor.org/stable/3989948>
- Stake, R.E. (1995). *The art of case study*. London: SAGE Publications.
- Staw, B.M. (1976). Knee-deep in the big muddy: a study of escalating commitment to a chosen course of action. *Organizational Behavior and human Performance*, 76, 27-44. Consulté le 15 janvier 2022 à l'adresse suivante: <http://citeseerx.ist.psu.edu/viewdoc/download;jsessionid=10F2658EC2ED08DA5193964822D76AD2?doi=10.1.1.470.3668&rep=rep1&type=pdf>
- Sumberg, J. & Okali, C. (2013). Young People, Agriculture, and Transformation in Rural Africa: An “Opportunity Space” Approach. *Innovations: Technology, Governance, Globalization*, 8 (1 –2), 259–269. Consulté le 30 décembre 2021 à l'adresse suivante: https://doi.org/10.1162/INOV_a_00178
- Sumberg, J. (2021). *Youth and the Rural Economy in Africa: Hard Work and Hazard*. Wallingfors, UK: Centre for Agriculture and Bioscience International. Consulté le 10 décembre à l'adresse suivante: [Sumberged2021 Youth and the Rural Rconomy.pdf](#)
- Sumberg, J., Anyidoho, N.A., Leavy, J., te Lintelo, D.J.H. & Wellard, K. (2012). Introduction: The Young People and Agriculture “Problem” in Africa. *IDS*

- Bulletin*, 43(6), 1–8. Consulté le 26 décembre 2021 à l'adresse suivante:
<https://doi.org/10.1111/j.1759-5436.2012.00374.x>
- Suwadu, S.J. & Ibrahim, H. (2020). L'avenir de l'agriculture en Afrique subsaharienne. Policy Brief n°2. Consulté le 10 novembre 2021 à l'adresse suivante :
<https://southernvoice.org/wp-content/uploads/2020/07/Agriculture-Afrique-Sacko-Jimbira-et-Hathie-2020-1.pdf>
- Temple, L., Lançon, F., Palpacuer, F. & Paché, G. (2011). Actualité du concept de filière dans l'agriculture et l'agroalimentaire. *Economies et Sociétés, série "systèmes agroalimentaires"*, 33, 1785-1797. Consulté le 05 janvier 2022 à l'adresse suivante :
[file:///C:/Users/hp/Downloads/Actualisation du concept de filiere dans lagricul.pdf](file:///C:/Users/hp/Downloads/Actualisation%20du%20concept%20de%20filiere%20dans%20lagricul.pdf)
- Thévenet, M. (1992). *Impliquer les personnes dans l'entreprise*. Paris : Editions Liaisons
- Thirtle, C., Lin, L. & Piesse, J. (2003). The impact of research-led agricultural productivity growth on poverty reduction in Africa, Asia and Latin America. *World Development*, 31(12), 1959–1975. Consulté le 30 août 2021 à l'adresse suivante: <https://ideas.repec.org/a/eee/wdevel/v31y2003i12p1959-1975.html>
- Tiffin, R. & Irz, X. (2006). Is Agriculture the Engine of Growth?. *Agricultural Economics*, 35 (1), 79–89. Consulté le 12 décembre à l'adresse suivante:
<https://doi.org/10.1111/j.1574-0862.2006.00141.x>
- Timmer, C.P. (1988). The Agricultural Transformation. *Handbook of Development Economics*, 1, 275-331. Consulté le 17 janvier 2022 à l'adresse suivante :
[https://doi.org/10.1016/S1573-4471\(88\)01011-3](https://doi.org/10.1016/S1573-4471(88)01011-3)
- Timmer, C.P. (1997). *How well do the poor connect to the growth process?* (CAER Discussion Paper No. 17). Cambridge, MA: Harvard Institute for International Development.
- Timmer, C.P. (2017). Food Security, Structural Transformation, Markets and Government Policy. *Asia and the Pacific Policy Studies*, 4, 4–19. Consulté le 10 janvier 2022 à l'adresse suivante : <https://doi.org/10.1002/app5.161>
- Timsina, K.P., Bastakoti, R.C. & Shivakoti, GP. (2016). Achieving strategic fit in onion seed supply chain. *Journal of Agribusiness in Developing and Emerging Economies*, 6(2), 127-149. Consulté le 03 novembre 2021 à l'adresse suivante:
file:///C:/Users/hp/Downloads/Potentialimpactofbeadsdrying_forRG.pdf
- Trienekens, J.H. (2011). Agricultural value chains in developing countries: a framework for analysis. *International Food and Agribusiness Management Review*, 14(2), 51-83. Consulté le 10 janvier 2022 à l'adresse suivante:
<https://edepot.wur.nl/189057>
- Udemezue, J.C. (2019). Agriculture for All; Constraints to Youth Participation in Africa. *Current Investigations in Agriculture and Current Research*, 7 (2), 904–908. Consulté le 15 janvier 2022 à l'adresse suivante:
<https://lupinepublishers.com/agriculture-journal/pdf/CIACR.MS.ID.000256.pdf>

- Udemezue, J.C. (2019). Agriculture for All; Constraints to Youth Participation in Africa. *LUPINE Publishers*, 7(1). Consulté le 11 novembre 2022 à l'adresse suivante: [file:///C:/Users/hp/Downloads/Agriculture for All Constraints to Youth Participation.pdf](file:///C:/Users/hp/Downloads/Agriculture%20for%20All%20Constraints%20to%20Youth%20Participation.pdf)
- Umar, S. (2019). Developing a research framework for youth engagement in agripreneurship: application of the theory of planned behavior. *Nigerian Journal of Rural Sociology*, Vol. 19, No. 1. Consulté le 15 janvier 2022 à l'adresse suivante: <https://www.researchgate.net/publication/335985250>
- UNIDO (2011). *Pro-poor Value Chain Development: 25 guiding questions for designing and implementing agroindustry projects*. Vienna, Austria: Service de Publication.
- Union Africaine (2001). *Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD)*. Addis Ababa, Ethiopie : Service de publications.
- Union Africaine (2006). Charte Africaine de la Jeunesse. Adoptée par la septième session ordinaire de la conférence tenue le 2 juillet 2006 à Banjul (Gambie). Consulté le 11 novembre 2021 à l'adresse suivante : https://au.int/sites/default/files/treaties/7789-treaty-0033_-_african_youth_charter_f.pdf
- Union Africaine (2011). Plan d'action de la Décennie africaine de la jeunesse 2009-2018. Accélérer l'autonomisation des jeunes en vue du développement durable. Addis Ababa, Ethiopie: Service de publications. Consulté le 13 décembre à l'adresse suivante : https://www.jeunesse.gov.bf/fileadmin/user_upload/plan_d_action_de_la_decennie_africaine_52.pdf
- UNDESA (2022). *World Population Prospects 2022: Summary of Results*. Population Division. New York. Consulté le 13 décembre 2022 à l'adresse suivante : file:///C:/Users/hp/Downloads/undesa_pd_2022_WPP_summary_of_results.pdf
- Valéau, P. (2001). Pour une version non seulement lucrative de l'entrepreneur : exemples tirés de la zone océan Indien. *Management international*, 6(1), 33-41. Consulté le 5 décembre 2021 à travers l'adresse suivante : https://cemoi.univ-reunion.fr/fileadmin/Fichiers/CEMOI/Equipe/Permanents/Section06/valeau/valeau_patrick_mi_2001_version_non_seulement_lucrative_de_l_entrepreneur_iat.pdf
- Valéau, P. (2004). Gérer l'implication dans le respect des différences, Habilitation à diriger les recherches. Université de Lille I.
- Valéau, P. (2007). L'engagement des entrepreneurs : des doutes au second souffle. *Revue internationale P.M.E.*, 20(1), 121-154. Consulté le 30 aout 2021 à l'adresse suivante: <https://doi.org/10.7202/1008512ar>
- Verheul, I., Thurik, R., Jolanda Hessels, J., Van der Zwan, P. & Zoetermeer, M. (2010). *Factors Influencing the Entrepreneurial Engagement of Opportunity and Necessity Entrepreneurs*. N° H201011. Zoetermeer The Netherlands. Consulté

- le 11 décembre 2021 à l'adresse suivante:
<https://ondernemerschap.panteia.nl/pdf-ez/h201011.pdf>
- Verstraete, T. (2002). *Essai sur la singularité de l'entrepreneuriat comme domaine de recherche*. Paris : Editions de l'ADREG.
- Vieira, L. M. & Traill, W. B. (2008). *Trust and governance of global value chains: The case of a Brazilian beef processor*. *British Food Journal*, 110 (4-5), 460-473. Consulté le 25 janvier 2022 à l'adresse suivante :
<https://doi.org/10.1108/00070700810868960>
- Webber, M. & Labaste, P. (2010). *Building competitiveness in Africa's agriculture. A guide to value chain concepts and applications*. Washington, DC: World Bank.
- White, B. (2019). *Rural youth, today and tomorrow*. IFAD research series. . Consulté le 28 novembre 2021 à l'adresse suivante: www.ifad.org/ruraldevelopmentreport
- White, B. (2020a). *Agriculture and the Generation Problem*. *Agrarian & Peasant studies*. Amsterdam: Fernwood Publishing.
- White, B. (2020b). *Rural Household Pluriactivity and Plurilocality: A Source of Resilience to Climate Breakdown*. IOP Conference Series: Earth and Environmental Science, 451: 012001. Consulté le 13 décembre 2021 à l'adresse suivante: <https://doi.org/10.1088/1755-1315/451/1/012001>
- White, B. (2021). Human Capital Theory and the Defectology of Aspirations in Policy Research on Rural youth. *European Journal of Development Studies*, 33(1), 54–70. Consulté le 12 décembre 2021 à l'adresse suivante: https://ideas.repec.org/a/pal/eurjdr/v33y2021i1d10.1057_s41287-020-00300-0.html
- Wiener, Y. (1982). Commitment in organizations: a normative view. *Academy of Management Review*, 7(3), 418-428. Consulté le 15 janvier 2022 à l'adresse suivante: <http://dx.doi.org/10.2307/257334>
- Yami, M., Feleke, S., Abdoulaye, T., Alene, AD., Bamba, Z. & Manyong.V. (2019). African Rural Youth Engagement in Agribusiness: Achievements, Limitations, and Lessons. *Sustainability*, 11: 185. Consulté le 15 janvier 2022 à l'adresse suivante: <https://doi.org/10.3390/su11010185>
- Yeboah, F. K. & Jayne, T. S. (2018). Africa's Evolving Employment Trends. *The Journal of Development Studies*, 54(5), 803-832. Consulté le 17 janvier 2022 à l'adresse suivante: <https://doi.org/10.1080/00220388.2018.1430767>
- Yin, R. K. (2003). *Case study research: Design and methods* (3rd ed.). Thousand Oaks, CA: Sage.
- Yin, R.K. (1994). *Case Study Research – Design and Methods* 2ND Edition. California, Sage Publications
- Zipin, L., Sellar, S., Brennan, M. & Gale, T. (2015). Educating for Futures in Marginalized Regions: A Sociological Framework for Rethinking and Researching Aspirations. *Educational Philosophy and Theory*, 47(3), 227–246. Consulté le 17 décembre 2021 à l'adresse suivante: <https://doi.org/10.1080/00131857.2013.839376>

Annexes

1. Article scientifique publié

Revue Internationale du Chercheur
ISSN: 2726-5889
Volume 5 : Numéro 1



Analyse des facteurs clés de succès des jeunes engagés dans les chaînes de valeur agricoles : cas des jeunes agripreneurs ruraux du Sud-Kivu.

Analysis of key success factors of young people engaged in agricultural value chains: case of rural young agripreneurs in South Kivu.

CIRHUZA MWOLO Innocent
Doctorant
Facultad Académica de Proyectos
Universidad Internacional Iberoamericana (UNINI México)
Mexique

MARTINEZ ESPINOSA Julio Cesar
Enseignant et Chercheur
Facultad Académica de Proyectos
Universidad Internacional Iberoamericana (UNINI México)
Mexique

Date de soumission : 21/01/2024

Date d'acceptation : 22/02/2024

Pour citer cet article :

CIRHUZA M.I. & MARTINEZ J.C. (2024) «Analyse des facteurs clés de succès des jeunes engagés dans les chaînes de valeur agricoles : cas des jeunes agripreneurs ruraux du Sud-Kivu», Revue Internationale du chercheur «Volume 5 : Numéro 1» pp : 252- 273

Digital Object Identifier : <https://doi.org/10.5281/zenodo.10712533>

2. Questionnaire de recherche

PHASE 1 DE RECHERCHE : ENQUETE AUPRES DES ACTEURS DES CHAINES DE VALEUR AGRICOLES (Producteurs, Transformateurs, Commerçants)

| N° | Questions | Réponses et codes |
|---------------------------|---|--|
| <i>Maillon production</i> | | |
| P1Q1 | Territoire | 1=Kabare 2=Walungu 3=Uvira |
| P1Q2 | Sexe du chef d'exploitation | 1. Masculin 2. Féminin |
| P1Q3 | Age du chef de l'exploitation (années) | |
| P1Q4 | Nombre de personne dans le ménage | En nombre |
| P1Q5 | Niveau d'instruction | 1=Primaire 2=Secondaire 3=Université 4=Aucun |
| P1Q6 | Nombre d'années en tant que chef d'exploitation | 1= 1 -5 ans 2= 6-10 ans 3= 11-15 ans 4= 16-20 ans 5= >20 ans |
| P1Q7 | Superficie total cultivée | Nombre d'hectare |
| P1Q8 | Taille du ménage | Nombre des personnes vivant dans le ménage |
| P1Q9 | Nombre de jeunes dans le ménage | Jeunes âgés de 15 à 35 ans |
| P1Q10 | Les jeunes de votre famille qui travaille dans votre exploitation, reçoivent-ils de salaire ? | 1= Oui 2= Non |
| P1Q11 | Mode d'acquisition de matériels et équipements agricoles utilisés | 1=Achat 2=Crédit 3=Don 4=Autre |
| P1Q12 | La valeur monétaire estimée des équipements | En dollars |
| P1Q13 | Etat actuel des matériels et équipements agricoles utilisés | 1=Excellent 2=Bon 3=Assez bon 4=Défectueux |
| P1Q14 | Modes d'acquisition des champs et temps du domicile au champ | 1=Héritage 2=Achat 3=Métayage 4=Ferme (location) 5=Dons 6=Autre |
| P1Q15 | Tous vos champs sont mis en valeur (occupés par les cultures, reboisement)? | 1= Oui 2= Non |
| P1Q16 | Les terres agricoles sont-elles disponibles dans votre localité ? | 1= Oui 2= Non |
| P1Q16.1 | Si P1Q16 est non, Pourquoi ? | 1= Prix des terrains élevés 2= Grandes superficies occupées par les sociétés privées 3= Grandes superficies occupées par l'Etat 4= Augmentation de la population 5= Autres |

| | | |
|-------|---|--|
| P1Q17 | Types de culture principale pratiquée | 1=Caféier, 2=Bananier, 3=haricot, 4=maïs, 5=arachide, 6=patate douce, 7=pomme de terre, 8=soja, 9=taro, 10=riz, 12= manioc, 13. Maraichage, 14=cultures fruitières |
| P1Q18 | Lesquelles de se cultures sont cultivées pour un objectif commercial | 1=Caféier, 2=Bananier, 3=haricot, 4=maïs, 5=arachide, 6=patate douce, 7=pomme de terre, 8=soja, 9=taro, 10=riz, 12= manioc, 13. Maraichage, 14=cultures fruitières |
| P1Q19 | Lesquelles de se cultures sont cultivées pour un objectif d'auto-consommation familiale | 1=Caféier, 2=Bananier, 3=haricot, 4=maïs, 5=arachide, 6=patate douce, 7=pomme de terre, 8=soja, 9=taro, 10=riz, 12= manioc, 13. Maraichage, 14=cultures fruitières |
| P1Q20 | Animaux actuellement possédés par le ménage | 1=Bovin, 2=Caprins, 3=Ovins, 4=Porcins, 5=Volailles, 6=Cobayes, 7=Pisciculture, 8=Apiculture |
| P1Q21 | Mode d'acquisition des animaux d'élevage | 1=Achat, 2=Héritage, 3=Don, 4=Autre |
| P1Q21 | But principal de l'élevage | 1=Reproduction (augmenter le cheptel) 2=Commercialisation 3=Consommation 4=Epargne 5=Autres |
| P1Q22 | Systèmes de gardiennage | 1=Stabulation 2=Semi-stabulation 3=Divagation 4=Autres |
| P1Q23 | Contraintes liées à votre système d'élevage par ordre d'importance | 1= maladies des animaux; 2= manque de pharmacie de proximité; 3= ressources fourragères insuffisantes; 4= manque de logements des animaux; 5= pression sociale (dégâts aux cultures); 6= manque de marché pour la vente des produits issus de l'élevage (lait/œufs); 7= manque d'eau pour l'abreuvement; 8= manque de vétérinaire pour les soins des animaux; 9= manque de berger pour la conduite des animaux; 10= manque de marché pour la vente d'animaux; 11= autres à préciser) |
| P1Q24 | Quelles sont les activités de production que vous réalisez dans votre exploitation ? | 1=Construction des abris/logements 2=Fabrication des aliments pour bétails 3=Production des fourrages 4=Gardiennage des bétails 5=Entretien des locaux 6=Récoltes (lait, miel, poissons, ...) 7=Gestion/Préventions des maladies 8=Transport (des produits vers les marchés, 9=Autres |
| P1Q25 | Lesquelles de ces activités sont réalisées par les jeunes dans ce village ? | 1=Construction des abris/logements 2=Fabrication des aliments pour bétails 3=Production des fourrages 4=Gardiennage des bétails 5=Entretien des locaux 6=Récoltes (lait, miel, poissons, ...) 7=Gestion/Préventions des maladies 8=Transport (des produits vers les marchés, 9=Toutes |
| P1Q26 | Quel type de main-d'œuvre utilisez-vous : | 1= salariale; 2=familiale, 4= entraide mutuelle; 4= autres |

| | | |
|---------|---|---|
| P1Q27 | Combien de personnes au total travaillent dans votre exploitation | |
| P1Q28 | Répartition des employés par âge | 1. »15ans 2.15-24 ans 3.25-35 4. »35 ans |
| P1Q29 | Qui sont les plus utilisés comment main d'œuvre dans les activités agricole | 1. Masculin 2. Féminin |
| P1Q30 | D'où viennent les personnes qui travaillent pour vous | 1=dans ce village 2=village voisins 3= pays étrangers |
| P1Q31 | Quelles sont les opérations agricoles/d'élevage qui sont réalisées par les jeunes dans votre communauté ? | 1=labour, 2=sarclage, 3=récolte, 4=gardiennage de bétails, 5=transport des récoltes, 6=autre |
| P1Q32 | Comment jugez-vous le travail de production agropastorale | 1=sale 2=pénible 3= stressant 4= dévalorisant |
| P1Q33 | Existe-t-il une IMF qui finance les producteurs agricoles dans votre communauté ? | 1=Oui, 2=Non |
| P1Q34 | Avez-vous déjà contracté un crédit pour réaliser vos activités de production ? | 1=Oui, 2=Non |
| P1Q34.1 | Si P1Q34 est oui, auprès de qui ? | 1=Banque 2=IMF 3=Coopérative des producteurs 4=Amis/famille 5=AVEC/MUSO 6=Autres |
| P1Q34.2 | Si P1Q34 est non, pour quoi ? | 1=Manque de garantie 2=Manque d'informations sur les services financiers 3=Peur de contracter le crédit 4=Pas de besoins 5=Pas de services financiers dans ce village 6=Autres |
| P1Q35 | Quelle est la proportion de vos produits qui est destinée aux marchés ? | 1=La totalité 2=La moitié 3=Le tiers 4=Le quart 5=Aucune |
| P1Q36 | A combien estimez-vous les revenus annuel moyen issus de votre exploitation (après toutes les dépenses) | 1.« 100\$ 2=100 – 300\$ 3=300 – 600\$ 4=600 – 900\$ 5=900 – 1200\$ 6=»1200\$ |
| P1Q36 | Qui sont vos principaux clients ? | 1=Détaillants 2=Grossistes 3=Supermarchés et alimentations 4=Entreprises de transformation (brasseries, laiterie, minoterie par ex) 5=Autres |
| P1Q37 | D'où proviennent-ils ? | 1=Dans ce village 2=Villages voisins 3=En ville 4=Pays voisins |
| P1Q38 | Existente des contrats qui vous lient à vos clients ? | 1=Oui 2=Non |
| P1Q38.1 | Si P1Q38 est oui, quel type de contrat ? | 1=Contrat écrit, 2=Contrat verbal |
| P1Q39 | Transformer vous vos produits avant de les vendre sur les marchés ? | 1=Oui 2=Non |

| | | |
|---------|---|---|
| P1Q40 | Pensez-vous que vos produits ont une force concurrentielle comparativement aux produits importés ? | 1=Oui 2=Non |
| | Si P1Q40 est oui, pour quoi ? | 1=Qualité du produit 2=Prix proposé 3=Respect des contrats 4=Autre |
| P1Q41 | Quelles sont les raisons qui vous avez motivé à vous engager dans la production agricole/élevage ? | 1=Motivation par opportunité (augmentation de la richesse, avoir un travail indépendant) 2=Motivation par nécessité (manque d'autres options) 3=Motivation par opportunité et par nécessité |
| P1Q42 | Autre Pensez-vous que la production agricole est un moyen de subsistance viable économiquement (apporte de profit) dans votre communauté ? | 1=Oui 2=Non |
| P1Q43 | L'Agriculture & activités connexes sont-ils suffisants pour répondre aux besoins de base de votre famille ? | 1=Oui 2=Non |
| P1Q43.1 | Si P1Q43 est non, comment faites-vous pour combler le gap ? | 1=Travail secondaire 2=Rien 3=Chasse /cueillette 4=Prendre des dettes 5=Autres : |
| P1Q44 | Voudriez-vous quitter cette profession ? | 1=Oui 2=Non |
| P1Q44.1 | Si P1Q44 est oui, à quel niveau de revenu mensuel vous quitterez l'exploitation ? (Montant) | |
| P1Q45 | Où souhaiteriez-vous vivre le reste de votre vie ? | 1=Dans ce village 2=Dans un village voisin 3=En ville 4=Dans un autre pays 5=Autre : |
| P1Q46 | Vos enfants s'intéressent-ils à votre métier ? | 1=Oui 2=Non |
| P1Q47 | Pouvez-vous encourager vos successeurs (enfants) à exercer ce métier ? | 1=Oui 2=Non |
| P1Q47.1 | Si P1Q47 est non, pourquoi ? | 1=L'agriculture n'est pas rentable 2=La rareté des terres 3=L'agriculture est une activité des personnes non instruites 4=Autre : |
| P1Q48 | Pensez-vous que cette profession vous donne du respect ou à l'avenir vous donnera du respect ? | 1=Oui 2=Non |
| P1Q49 | Pensez-vous que les jeunes instruits (diplômés) devraient s'engager dans l'agriculture ? | 1=Oui 2=Non |
| P1Q50 | Vous rendez-vous compte que l'agriculture comme moyen de subsistance est en déclin dans votre village ? | 1=Oui 2=Non |
| P1Q51 | Combien de mois, vos propres produits suffisent pour nourrir la famille ? | 1=Oui 2=Non |
| P1Q52 | Quels sont les facteurs qui impactent négativement l'essor des chaînes de valeur agricole dans votre localité ? Indiquez le niveau d'impact | |
| P1Q52.1 | Le manque de soutien du gouvernement | 1=Fort 2=Modéré 3= Faible |
| P1Q52.2 | L'âge/vieillesse des acteurs | 1=Fort 2=Modéré 3= Faible |
| P1Q52.3 | L'exploitation minière | 1=Fort 2=Modéré 3= Faible |

| | | |
|----------|--|--|
| P1Q52.4 | Manque des intrants et outils (semences, engrais, outils) | 1=Fort 2=Modéré 3= Faible |
| P1Q52.5 | La perturbation des saisons | 1=Fort 2=Modéré 3= Faible |
| P1Q52.6 | Les maladies des plantes / animaux | 1=Fort 2=Modéré 3= Faible |
| P1Q52.7 | Le désintéressement des jeunes (par leur famille) | 1=Fort 2=Modéré 3= Faible |
| P1Q52.8 | Manque de marché d'écoulement des produits | 1=Fort 2=Modéré 3= Faible |
| P1Q52.9 | Faible accès aux services financiers | 1=Fort 2=Modéré 3= Faible |
| P1Q52.10 | Manque des terres (faibles superficies) | 1=Fort 2=Modéré 3= Faible |
| P1Q52.11 | L'insécurité | 1=Fort 2=Modéré 3= Faible |
| P1Q52.12 | Faible accès à l'électricités | 1=Fort 2=Modéré 3= Faible |
| P1Q52.13 | Concurrence des produits importés | 1=Fort 2=Modéré 3= Faible |
| P1Q52.14 | Dégradation des routes de desserte agricole | 1=Fort 2=Modéré 3= Faible |
| P1Q53 | Bénéficiez-vous du soutien du gouvernement et des autres programmes de développement ? | 1=Oui 2=Non |
| P1Q54 | Assurez-vous le traitement post-récolte pour améliorer la qualité de vos produits avant la livraison aux clients ? | 1=Oui 2=Non |
| | Si P1Q54 est oui, lesquelles ? | 1=Lavage, triage 2=Emballage 3=Labellisation 4=Transformation en produit fini |
| P1Q55 | Avez-vous accès à l'internet ? | 1=Oui 2=Non |
| P1Q55.1 | Si P1Q55 est oui, comment l'internet vous aide dans vos activités ? | 1=Contact les clients et partenaires 2=Formation sur les innovations 3=Information sur les marchés (prix, offre, demande, concurrence) 4=Faire la promotion des produits (marketing) 5=Vente en ligne 6=Utilisation des machines (drones par exemple) 7=Autres |
| P1Q56 | Disposez-vous d'un téléphone portable ? | 1=Oui 2=Non |
| P1Q56.1 | Si P1Q55 oui comment le téléphone vous aide dans vos activités agricoles/élevage ? | 1=Contact les clients et partenaires 2=Formation sur les innovations 3=Information sur les marchés (prix, offre, demande, concurrence) 4=Vente en ligne 5=Autres |
| P1Q57 | Pensez-vous que les projets/programmes de développement sont utiles pour le développement de l'agriculture dans ce village ? | 1=Oui 2=Non |
| P1Q58 | Avez-vous des terres en jachère ? | 1=Oui 2=Non |
| P1Q58.1 | Si P1Q58 est oui, quelle en est la raison ? | 1=Manque de main d'œuvre 2=Manque des moyens financiers 3=Infertilité des sols 4=Conflits fonciers 5=Je ne vais plus faire l'agriculture 6=Autre |
| P1Q59 | Voulez-vous continuer les activités agricoles ? | 1=Oui 2=Non |
| P1Q60 | Avez-vous déjà suivi une formation portant sur le secteur agricole ? | 1=Oui 2=Non |
| P1Q60.1 | Si P1Q60 oui, quelle organisation qui vous a le plus formé ? | 1=ONG/ association/ coopérative 2=Service de l'Etat 3=Université |

| | | |
|-------------------------------|--|---|
| | | 4=Autre |
| P1Q61 | La formation suivie a porté sur quelle thématique ? | 1=Techniques de production 2=Transformation des produits 3=Entrepreneuriat agricole 4=Autre |
| Maillon transformation | | |
| P1Q62 | Quels sont les produits que vous transformez ? | 1=Moulage des graines en farine 2=Moulage de tubercules en farine 3=Décorticage du paddy en riz blanc 4=Produits agricoles en alcool 5=Brassage de fruits en jus 6=Lait en fromage/yaourt 7=Autre |
| P1Q63 | Quel type d'unité de transformation utilisez-vous ? | 1= Manuel, 2= Mécanique, 3= Électrique |
| P1Q64 | A qui appartient cette unité de transformation ? | 1= Personnelle, 2= Familiale, 3= Coopérative, 4= Entreprise |
| P1Q65 | Si transformation et vente quelle est la source des produits que vous transformez ? | 1=Mon propre champ 2=Collecte/achat auprès des producteurs 3=Importation 4=Achats sur le marché 5=Produits des clients (si prestation de services) 6=Autres |
| P1Q66 | Quelle est l'affectation principale de vos revenus issus de la transformation des produits agropastoraux ? | 1=Scolarisation des enfants 2=Investissement dans le secteur non agricole 3=Affectation à la croissance de l'UTPA 4=Couverture des besoins primaires de la famille 5=Rembourser les dettes 6=Epargne pour l'avenir |
| P1Q67 | Quelles sont les opérations que vous faites lors de la transformation ? | 1=Transformation directe 2=Triage et transformation 3=Triage, transformation et emballage 4=Collecte, transformation, emballage et vente 5=Collecte, séchage, transformation, emballage et vente |
| P1Q68 | Parmi ces opérations indique celles qui sont réalisées par les jeunes dans ce village | 1=Transformation directe 2=Triage et transformation 3=Réparation/fabrication des machines 4=Triage, transformation et emballage 5=Collecte, transformation, emballage et vente 6=Collecte, séchage, transformation, emballage et vente |
| P1Q69 | Quel type de main-d'œuvre utilisez-vous : | 1= salariale; 2= familiale; 3= autres à préciser |
| P1Q70 | Combien de personnes au total vous employez dans votre exploitation ? | |
| P1Q71 | Répartition des employés par âge | 1=moins de 15ans 2=15-24 ans 3=25-35 4=plus de 35 ans |
| P1Q72 | Quel rôle les jeunes (femmes et hommes) jouent-ils dans la transformation de ce produit ? | 1= triage, 2= pesage, 3= gestion de l'unité, 4= caisse, 5= manutention, 6= Séchage, 7=autre |
| P1Q73 | Qui sont les plus utilisés comment main d'œuvre dans votre UTPA | 1= Masculin 2=Féminin |
| P1Q74 | D'où viennent les personnes qui travaillent pour vous | 1=dans ce village 2=village voisins 3=pays étrangers |
| P1Q75 | Comment jugez-vous le travail de TPA | 1=salle 2=pénible 3= stressant |
| P1Q76 | Existe-t-il des services de financement dans votre communauté ? | 1=Oui 2=Non |

| | | |
|---------|--|---|
| P1Q76.1 | Si P1Q76 est oui, lequel ? | 1=Crédit 2=Epargne 3=Assurance 4=Autres |
| P1Q77 | Avez-vous déjà contracté un crédit pour réaliser vos activités ? | 1=Oui 2=Non |
| P1Q77.1 | Si P1Q77 est oui, auprès de quelle agence ? | 1=Banque 2=IMF 3=Coopérative 4=Ami/Famille 5=AVEC/MUSO 6=Autres |
| P1Q78 | Qui sont vont principaux clients ? | 1=Agriculteurs, 2=Commerçants, 3=Coopératives, 4=Entreprises, 5=Ménages |
| P1Q79 | A combien estimez-vous les revenus annuel moyen issus de votre exploitation (après toutes les dépenses) | 1= moins de 100\$ 2=100 – 300\$ 3=300 – 600\$ 4=600 – 900\$ 5=900 – 1200\$ 6=plus de 1200\$ |
| P1Q80 | Votre unité de transformation vous permet-elle de satisfaire la demande de vos clients ? | 1=Oui 2=Non |
| P1Q80.1 | Si P1Q80 est non, pourquoi ? | 1=Faible capacité des machines 2=Pannes régulières 3=Manque de main d'œuvre 4=Autres |
| P1Q81 | D'où proviennent vos clients ? | 1=Dans ce village 2=Dans les villages voisins 3=Dans dans la ville 4=Dans le pays voisin |
| P1Q82 | Existente des contrats qui vous lient à vos clients ? | 1=Oui 2=Non |
| P1Q82.1 | Si P1Q82 est oui, quel type de contrat ? | 1=Contrat écrit 2=Contrat verbal |
| P1Q83 | Pensez-vous que vos services ont une force concurrentielle comparativement à vos concurrents ? | 1=Oui 2=Non |
| P1Q83.1 | Pour quoi ? | 1=Qualité de services 2=Prix proposé 3=Respecte des clauses 4=Pas de concurrents dans le village (monopole) 5=Autre |
| P1Q84 | Quelles sont les raisons qui vous avez motivé à vous engager dans le secteur de transformation ? | 1=Motivation par opportunité (augmentation de la richesse, avoir un travail indépendant) 2=Motivation par nécessité (manque d'autres options) 3=Motivation par opportunité et par nécessité |
| P1Q85 | Pensez-vous que l'UTPA est un moyen de subsistance viable économiquement (apporte de profit) dans votre communauté ? | 1=Oui 2=Non |
| P1Q86 | L'UTPA. & activités connexes sont-ils suffisants pour répondre aux besoins de base de votre famille ? | 1=Oui 2=Non |

| | | |
|----------|---|--|
| P1Q87 | Voudriez-vous quitter cette profession ? | 1=Oui 2=Non |
| P1Q87.1 | Si P1Q87 est oui, à quel niveau de revenu mensuel vous quitterez l'exploitation ? | |
| P1Q88 | Où souhaiteriez-vous vivre le reste de votre vie ? | 1=Dans ce village 2=Dans un village voisin 3=En ville 4=Dans un autre pays 5=Autre |
| P1Q89 | Vos enfants s'intéressent-ils à votre métier ? | 1=Oui 2=Non |
| P1Q90 | Pouvez-vous encourager vos successeurs (enfants) à exercer ce métier ? | 1=Oui 2=Non |
| P1Q91 | Pensez-vous que cette profession vous donne du respect ou à l'avenir vous obtiendrez du respect ? | 1=Oui 2=Non |
| P1Q92 | Pensez-vous que les jeunes instruits (diplômés) devraient s'engager dans le secteur de transformation des produits agropastoraux ? | 1=Oui 2=Non |
| P1Q93 | Quel type d'opportunités existe-t-il pour les jeunes en ce concerne la transformation des produits agropastoraux dans ce village ? | 1=Création de leurs propres entreprises 2=Employés comme salariés 3=Fournir des services aux UTPA 4=Proposer des innovations 5=Aucune |
| P1Q94 | Pensez-vous que l'agriculture/élevage est en déclin dans ce village comparativement aux années passées ? | 1=Oui 2=Non |
| P1Q95 | Quels sont les facteurs qui impactent négativement l'essor des chaînes de valeur agricole dans votre localité ? Indiquez le niveau d'impact | |
| P1Q95.1 | Le manque de soutien du gouvernement | 1=Fort 2=Modéré 3= Faible |
| P1Q95.2 | L'âge/vieillesse des acteurs | 1=Fort 2=Modéré 3= Faible |
| P1Q95.3 | L'exploitation minière | 1=Fort 2=Modéré 3= Faible |
| P1Q95.4 | Manque des intrants et outils (semences, engrais, outils) | 1=Fort 2=Modéré 3= Faible |
| P1Q95.5 | La perturbation des saisons | 1=Fort 2=Modéré 3= Faible |
| P1Q95.6 | Les maladies des plantes / animaux | 1=Fort 2=Modéré 3= Faible |
| P1Q95.7 | Le désintéressement des jeunes (par leur famille) | 1=Fort 2=Modéré 3= Faible |
| P1Q95.8 | Manque de marché d'écoulement des produits | 1=Fort 2=Modéré 3= Faible |
| P1Q95.9 | Faible accès aux services financiers | 1=Fort 2=Modéré 3= Faible |
| P1Q95.10 | Manque des terres (faibles superficies) | 1=Fort 2=Modéré 3= Faible |
| P1Q95.11 | L'insécurité | 1=Fort 2=Modéré 3= Faible |
| P1Q95.12 | Faible accès à l'électricités | 1=Fort 2=Modéré 3= Faible |
| P1Q95.13 | Concurrence des produits importés | 1=Fort 2=Modéré 3= Faible |
| P1Q95.14 | Dégradation des routes de desserte agricole | 1=Fort 2=Modéré 3= Faible |
| P1Q96 | Bénéficiez-vous du soutien du gouvernement ou des ONG ? | 1=Oui 2=Non |
| P1Q96 | Avez-vous accès à l'internet ? | 1=Oui 2=Non |
| | Si P1Q96 est oui, comment l'internet vous aide dans vos activités ? | 1=Contact les clients et partenaires 2=Formation sur les innovations 3=Information sur les marchés (prix, offre, demande, concurrence) 4=Faire la promotion de mes services (marketing) 5=Utilisation des machines (automatisme) 6=Achat des équipements en ligne 7=Autres |
| P1Q97 | Disposez-vous d'un téléphone portable ? | 1=Oui 2=Non |

| | | |
|----------------------------------|---|--|
| P1Q97.1 | Si P1Q97 est oui, comment le téléphone vous aide dans vos activités de l'entreprise ? | 1=Contact les clients et partenaires 2=Formation sur les innovations 3=Information sur les marchés (prix, offre, demande, concurrence) 4=Faire la promotion de mes services (marketing) 5=Utilisation des machines (automatisme) 6=Achat des équipements en ligne 7=Autres |
| P1Q97.2 | Les projets/programmes de développement sont-ils utiles à l'agriculture ? | 1=Oui 2=Non |
| Maillon commercialisation | | |
| P1Q98 | Quels sont les produits que vous vendez ici par ordre d'importance | 1=Manioc (farine, cossettes, feuilles) 2=Riz 3=Mais (farine, grains) 4=Tubercules (patate douce, pommes de terre) 5=Haricot 6=Arachides 7=Produits maraichers 8=Bananes 9=Produits d'origines animales (viandes, lait, cuire) 10=Autre |
| P1Q99 | Source de produits vendus | 1=Produits locaux 2=Produits importés 3=Produits locaux et importés |
| P1Q100 | Si production locale, le lieu d'approvisionnement | 1=A partir du marché 2=Au bord des champs 3=Entrepôt au village |
| P1Q101 | Quelle est l'affectation principale de vos revenus issus de la commercialisation des produits agropastoraux ? | 1=Scolarisation des enfants 2=Investissement dans le secteur non commercial 3=Affectation à la croissance du business 4=Réponse aux besoins primaire de la famille 5=Rembourser les dettes 6=Epargne pour l'avenir |
| P1Q102 | Quelles sont les opérations que vous faites pour assurer la commercialisation de ces produits ? | 1=Approvisionnement 2=Manutention, emballage, stockage 3=Vente, 4=Comptabilité 5=Promotion |
| P1Q103 | Lesquelles de ces opérations sont assurées par les jeunes dans ce marché/village ? | 1=Approvisionnement 2=Manutention, emballage, stockage 3=Vente (directe ou livraison) 4=Comptabilité 5=Promotion |
| P1Q104 | Quel type de main-d'œuvre | 1= salariale; 2= familiale; 3= autres |
| P1Q105 | Combien de personnes au total vous employer dans votre exploitation ? | 1= »15ans 2=15-24 ans 3=25-35 4= »35 ans |
| P1Q106 | Répartition des employés par âge | |
| P1Q107 | Qui sont les plus utilisés comment main d'œuvre dans votre magasin | 1=femmes 2= hommes |
| P1Q108 | D'où viennent les personnes qui travaillent pour vous | 1=dans ce village 2=village voisins 3=pays étrangers |
| P1Q109 | Comment jugez-vous le travail de commercialisation des produits agricoles ? | 1= sale 2=pénible 3=stressant 4=dévalorisant |
| P1Q110 | Quelle est la contrainte majeure que vous avez rencontrée au démarrage de cette activité ? | 1=Manque de capital de démarrage 2=Faible connaissance du marché 3=Manque de la main d'œuvre qualifiée |

| | | |
|----------|---|--|
| | | 4=Autre |
| P1Q111 | Après le démarrage, quelle est la contrainte majeure rencontrez-vous dans ce commerce ? | 1=Financement, 2=Tracasserie Fiscale, 3=Faible capacité des fournisseurs, 4=cout de loyer, 5=conservations de produits, 6=faible demande, 7=instabilité de taux de change 8.=autres |
| P1Q112 | Avez-vous déjà suivi une formation commerciale/entreprenariat ? | 1=Oui 2=Non |
| P1Q112.1 | Si P1Q112 est oui, quelle organisation qui vous a formé ? | 1=ONG/ association/ coopérative 2=Service de l'Etat 3=Université 4=Centre de formation professionnel 5=Autre |
| P1Q113 | Avez-vous un plan d'affaire écrit pour votre commerce ? | 1=Oui 2=Non |
| P1Q113.1 | Si P1Q113 est non, pourquoi ? | 1=Pas de connaissance sur le plan d'affaires 2=Faible niveau d'alphabétisation 3=Je ne trouve pas utile 4=Pas besoin pour une petite entreprise |
| P1Q114 | Votre entreprise est-elle reconnue par les services de l'Etat ? | 1=Processus d'enregistrement très couteux 2=Manque d'information sur le processus 3=Peur de payer les taxes 4=Pas de service de l'Etat dans ce village 5=Autres |
| P1Q115 | Tenez-vous la comptabilité de vos opérations ? | 1=Oui 2=Non |
| P1Q115.1 | Si P1Q115 est non, pour quoi ? | 1=Faible niveau d'alphabétisation 2=Pas de connaissances en comptabilité 3=Cout élevé des outils comptables 4=Autre |
| P1Q116 | Existe-t-il des services de financement dans votre communauté ? | 1=Oui 2=Non |
| P1Q116.1 | Si P1Q116 est oui, lesquels ? | 1=L'épargne 2=Le Crédit 3=L'assurance 4=Autres |
| P1Q117 | Avez-vous déjà contracté un crédit pour réaliser vos activités ? | 1=Oui 2=Non |
| P1Q117.1 | Si P1Q117 est oui, auprès de quelle agence ? | 1=Banque 2=IMF/Coopérative 3=Personnes privée 4=AVEC/MUSO 5=Autres |
| P1Q118 | Quels sont selon l'ordre d'importance vos principaux clients ? | 1=Ménages, 2=Restau/Hôtel, 3=Entreprise 4=ONG, 5=Autre |
| P1Q119 | A combien estimez-vous les revenus annuel moyen issus de votre exploitation (après toutes les dépenses) | 1=moins de 100\$ 2=100 – 300\$ 3=300 – 600\$ 4=600 – 900\$ 5=900 – 1200\$ 6=plus de 1200\$ |
| P1Q120 | La qualité des produits locaux permet-elle de satisfaire aux exigences de vos clients ? | 1=Oui 2=Non |
| P1Q120.1 | Si P1Q20 est non, pourquoi ? | 1=Faible qualité 2=Prix élevé 3=Rupture de stock fréquente |

| | | |
|----------|---|---|
| | | 4=Autre |
| P1Q121 | D'où proviennent vos clients ? | 1=Dans ce village 2=Villages voisins 3=En ville 4=Pays voisins |
| P1Q122 | Existen-ils des contrats qui vous lient à vos clients ? | 1=Oui 2=Non |
| P1Q122.1 | Si P1Q122 est oui, quel type de contrat ? | 1=Contrat verbal 2=Contrat écrit 3=Contrat écrit et notarié |
| P1Q123 | Pensez-vous que les produits locaux ont une force concurrentielle comparativement aux produits importés ? | 1=Oui 2=Non |
| P1Q123.1 | Si P1Q123 est oui, quelle est la force concurrentielle des produits agricoles locaux ? | 1=Prix, 2=Respect des contrats 3=Faible concurrence 4=Qualité 5=Autre |
| P1Q124 | Quel est votre mode de paiement à l'achat | 1=cash, 2=crédit, 3=cash et/ou crédit |
| P1Q125 | Quel est votre mode de paiement à la vente | 1=cash, 2=crédit, 3=cash et/ou crédit |
| P1Q126 | Quelle est la raison principale qui vous avez motivée à vous engager dans ce commerce des produits agricoles ? (Cocher une seule réponse) | 1=Motivation par opportunité (augmentation de la richesse, avoir un travail indépendant) 2=Motivation par nécessité (manque d'autres options) 3=Motivation par opportunité et par nécessité |
| P1Q127 | Pensez-vous que la commercialisation des produits agricoles est un moyen de subsistance viable économiquement (apporte de profit) dans votre communauté ? | 1=Oui 2=Non |
| P1Q128 | Ce commerce est-il suffisant pour répondre aux besoins de base de votre famille ? | 1=Oui 2=Non |
| P1Q129 | Voudriez-vous quitter cette profession ? | 1=Oui 2=Non |
| P1Q129.1 | Si P1Q129 est oui, à quel niveau de revenu mensuel vous quitterez l'exploitation ? | |
| P1Q130 | Où souhaiteriez-vous vivre le reste de votre vie ? | 1=Dans ce village 2=Dans un village voisin 3=En ville 4=Dans un autre pays 5=Autre |
| P1Q131 | Vos enfants s'intéressent-ils à votre métier ? | 1=Oui 2=Non |
| P1Q132 | Pouvez-vous encourager vos successeurs (enfants) à exercer ce métier ? | 1=Oui 2=Non |
| P1Q133 | Pensez-vous que cette profession vous donne du respect ou à l'avenir vous donnera du respect ? | 1=Oui 2=Non |
| P1Q134 | Pensez-vous que les jeunes instruits (diplômés) devraient s'engager dans le commerce de produits agricoles ? | 1=Oui 2=Non |
| P1Q135 | Pensez-vous que l'agriculture/élevage est en déclin dans ce village comparativement aux années passées ? | 1=Oui 2=Non |
| P1Q136 | Quels sont les facteurs qui impactent négativement l'essor des chaînes de valeur agricole dans votre localité ? Indiquez le niveau d'impact | |

| | | |
|-----------|--|--|
| P1Q136.1 | Le manque de soutien du gouvernement | 1=Fort 2=Modéré 3= Faible |
| P1Q136.2 | L'âge/vieillesse des acteurs | 1=Fort 2=Modéré 3= Faible |
| P1Q136.3 | L'exploitation minière | 1=Fort 2=Modéré 3= Faible |
| P1Q136.4 | Manque des intrants et outils (semences, engrais, outils) | 1=Fort 2=Modéré 3= Faible |
| P1Q136.5 | La perturbation des saisons | 1=Fort 2=Modéré 3= Faible |
| P1Q136.6 | Les maladies des plantes / animaux | 1=Fort 2=Modéré 3= Faible |
| P1Q136.7 | Le désintéressement des jeunes (par leur famille) | 1=Fort 2=Modéré 3= Faible |
| P1Q136.8 | Manque de marché d'écoulement des produits | 1=Fort 2=Modéré 3= Faible |
| P1Q136.9 | Faible accès aux services financiers | 1=Fort 2=Modéré 3= Faible |
| P1Q136.10 | Manque des terres (faibles superficies) | 1=Fort 2=Modéré 3= Faible |
| P1Q136.11 | L'insécurité | 1=Fort 2=Modéré 3= Faible |
| P1Q136.12 | Faible accès à l'électricités | 1=Fort 2=Modéré 3= Faible |
| P1Q136.13 | Concurrence des produits importés | 1=Fort 2=Modéré 3= Faible |
| P1Q136.14 | Dégradation des routes de desserte agricole | 1=Fort 2=Modéré 3= Faible |
| P1Q137 | Bénéficiez-vous du soutien du gouvernement ou des ONG | 1=Oui 2=Non |
| P1Q137.1 | Si P1Q137 est oui, lequel ? | 1=Capital de démarrage 2=Allègement fiscal 3=Construction des infrastructures des marchés 4=Autre |
| P1Q138 | Avez-vous accès à l'internet ? | 1=Oui 2=Non |
| | Si P1Q138 est oui, comment l'internet vous aide dans vos activités ? | 1=Contact les clients et partenaires 2=Formation sur les innovations 3=Information sur les marchés (prix, offre, demande, concurrence) 4=Faire la promotion de mes services (marketing) 5=Utilisation des machines (automatisme) 6=Achat des équipements en ligne 7=Autres |
| P1Q139 | Disposez-vous d'un téléphone portable ? | 1=Oui 2=Non |
| P1Q139.1 | Si P1Q139 est oui, comment le téléphone vous aide dans vos activités de l'entreprise ? | 1=Contact les clients et partenaires 2=Formation sur les innovations 3=Information sur les marchés (prix, offre, demande, concurrence) 4=Faire la promotion de mes services (marketing) 5=Utilisation des machines (automatisme) 6=Achat des équipements en ligne 7=Autres |
| P1Q140 | Quelles sont les nouvelles technologies utiles pour vos activités | 1=Téléphone 2=Ordinateur 3=Logiciel de comptable 4=Aucun |

PHASE 2 DE RECHERCHE : ENQUETE AUPRES DES JEUNES RURAUX DE 15 A 35 ANS

| N° | Questions | Réponses et codes |
|------|-----------|-------------------|
| P2Q1 | Sexe | 1=Femme 2=Homme |
| P2Q2 | Age | |

| | | |
|-------|--|---|
| P2Q3 | Nombre des personnes prises en charge | |
| P2Q4 | Statut matrimonial | 1=Marié 2=Célibataire 3=Divorcé 4=Veuf |
| P2Q5 | Niveau d'étude | 1=Analphabète, 2=Primaire 3=Secondaire 4=Universitaire/supérieur |
| P2Q6 | Membres d'un groupe sur des réseaux sociaux ? | 1=Oui 2=Non |
| P2Q7 | Membre d'une association ou coopératives des agriculteurs ? | 1=Oui 2=Non |
| P2Q8 | Domaine d'étude du jeune | 1=Agriculture et sciences connexes, 2=Economie et sciences connexes, 3=Sciences de Santé 4=Pédagogie 5=Technique professionnelle, 6=Autre |
| P2Q9 | Profession du jeune enquêté : | 1=exploitant agricole 2=agent de l'Etat 3=salarié du secteur privé 4=entrepreneur 5= combinaison agriculture et travail salarié 6=commerçant 7=Artisan (menuisier, mécanicien, forgerons) 8=Exploitant minier 9=Autre |
| P2Q10 | Profession des parents du jeune enquêté | 1=exploitant agricole 2=agent de l'Etat 3=salarié du secteur privé 4=entrepreneur 5= combinaison agriculture et travail salarié 6=commerçant 7=Artisan (menuisier, mécanicien, forgerons) 8=Exploitant minier 9=Autre |
| P2Q11 | A combien estimez-vous les revenus annuel moyen issus de votre activité (après toutes les dépenses) | 1= moins de 100\$ 2=100 – 300\$ 3=300 – 600\$ 4=600 – 900\$ 5=900 – 1200\$ 6=plus de 1200\$ |
| P2Q12 | Que préférez-vous faire après avoir obtenu votre diplôme/études ? Quel est le métier de votre rêve ? | 1=Fonction publique 2=Salarié dans le secteur privé 3=Entrepreneuriat (hors agriculture) 4=Agriculture/élevage (ou activité connexe) 5=Tout autre (précisez) |
| P2Q13 | Qu'est-ce qui vous vient à l'esprit lorsque vous pensez à un « agriculteur/éleveur » ? | 1=Producteur de la nourriture pour la famille 2=Travailleur de la terre 3=Pauvres cultivateurs 4=Un agriprenneur 5=Autre |
| P2Q14 | Quels sont les facteurs qui peuvent vous attirer votre engagement dans l'agriculture ? | 1=Disponibilité des terres 2=Compétences liées à l'agriculture 3=Amélioration des moyens de subsistance 4=Soutien communautaire 5=Opportunités d'emploi 6=L'agriculture comme entreprise |

| | | |
|----------|---|--|
| | | 7=Accès à une meilleure technologie 8=Accès au financement 9=Environnement politique favorable |
| P2Q15 | Quels sont les facteurs qui peuvent vous pousser à vous désengager de l'agriculture ? | 1=Faible rentabilité 2=Manque d'accès à la terre 3=Manque d'accès au financement 4=Perceptions et aspirations de la société 5=Accessibilité au marché 6=Éducation (être éduqué) 7=Infrastructure fonctionnelle 8=Environnement politique défavorable 9=Compétences agricoles limitées 10=Incertitude et risques élevés 11=Longue période de récupération (retour sur investissement) |
| P2Q16 | Comprendre la perception des jeunes vis-à-vis de l'agriculture : Déclaration | |
| P2Q16.1 | L'agriculture et/ou ses activités connexes peuvent répondre à mes besoins | 1=Très désaccord, 2=Désaccord, 3=Neutre, 4=D'accord, 5=Très d'accord |
| P2Q16.2 | L'agriculture est un métier des vieilles personnes | 1=Très désaccord, 2=Désaccord, 3=Neutre, 4=D'accord, 5=Très d'accord |
| P2Q16.3 | L'agriculture fait partie de mon quotidien | 1=Très désaccord, 2=Désaccord, 3=Neutre, 4=D'accord, 5=Très d'accord |
| P2Q16.4 | Les Opportunités pour les jeunes dans l'agriculture sont très limitées | 1=Très désaccord, 2=Désaccord, 3=Neutre, 4=D'accord, 5=Très d'accord |
| P2Q16.5 | L'agriculture et/ou ses activités connexes ne peuvent pas réaliser mon rêve | 1=Très désaccord, 2=Désaccord, 3=Neutre, 4=D'accord, 5=Très d'accord |
| P2Q16.6 | J'aime faire des activités agricoles | 1=Très désaccord, 2=Désaccord, 3=Neutre, 4=D'accord, 5=Très d'accord |
| P2Q16.7 | Avec mon niveau d'étude je ne pas m'engage dans l'agriculture | 1=Très désaccord, 2=Désaccord, 3=Neutre, 4=D'accord, 5=Très d'accord |
| P2Q16.8 | Mes amis et la communauté ne me donneront pas une grande considération si je m'engage dans l'agriculture | 1=Très désaccord, 2=Désaccord, 3=Neutre, 4=D'accord, 5=Très d'accord |
| P2Q16.9 | Je n'obtiendrai pas le respect des membres la société si je tire ma subsistance de l'agriculture et/ou des activités connexes | 1=Très désaccord, 2=Désaccord, 3=Neutre, 4=D'accord, 5=Très d'accord |
| P2Q16.10 | Il existe de nombreux emplois ou options dans l'agriculture et les secteurs connexes pour les jeunes de ma région | 1=Très désaccord, 2=Désaccord, 3=Neutre, 4=D'accord, 5=Très d'accord |
| P2Q16.11 | Le métier agricole est aussi respectueux que le travail de l'administration (bureau de l'Etat, ONG, sociétés) | 1=Très désaccord, 2=Désaccord, 3=Neutre, 4=D'accord, 5=Très d'accord |
| P2Q16.12 | J'étudie (j'ai étudié ou suis éduqué) pour ne pas faire de l'agriculture comme un métier | 1=Très désaccord, 2=Désaccord, 3=Neutre, 4=D'accord, 5=Très d'accord |
| P2Q16.13 | Si je n'obtiens pas d'emploi alors seulement je penserai pour ce secteur | 1=Très désaccord, 2=Désaccord, 3=Neutre, 4=D'accord, 5=Très d'accord |
| P2Q16.14 | Les activités agricoles sont un travail sale et difficile par rapport aux autres | 1=Très désaccord, 2=Désaccord, 3=Neutre, 4=D'accord, 5=Très d'accord |
| P2Q16.15 | Les jeunes ne veulent pas s'engage pas dans l'agriculture | 1=Très désaccord, 2=Désaccord, 3=Neutre, 4=D'accord, 5=Très d'accord |
| P2Q16.16 | Ma famille ne m'encourage pas à faire des activités agricoles | 1=Très désaccord, 2=Désaccord, 3=Neutre, 4=D'accord, 5=Très d'accord |

| | | |
|----------|--|--|
| P2Q16.17 | Personnellement, je n'ai pas d'intérêt pour l'agriculture | 1=Très désaccord, 2=Désaccord, 3=Neutre, 4=D'accord, 5=Très d'accord |
| P2Q16.18 | Les gens s'engagent dans l'agriculture par manque d'autres options | 1=Très désaccord, 2=Désaccord, 3=Neutre, 4=D'accord, 5=Très d'accord |
| P2Q16.19 | L'engagement de jeunes comme vous peut changer la renommée de l'agriculture | 1=Très désaccord, 2=Désaccord, 3=Neutre, 4=D'accord, 5=Très d'accord |
| P2Q16.20 | L'agriculture biologique, offre une nouvelle opportunité aux jeunes | 1=Très désaccord, 2=Désaccord, 3=Neutre, 4=D'accord, 5=Très d'accord |
| P2Q16.21 | Si l'agriculture utilisait les nouvelles technologies (machines, ordinateurs, logiciels, applications mobiles, ...), le secteur pourrait plus intéresser les jeunes de ma région | 1=Très désaccord, 2=Désaccord, 3=Neutre, 4=D'accord, 5=Très d'accord |
| P2Q17 | Avez-vous déjà travaillé dans le domaine agricole ? | 1=Oui 2=Non |
| P2Q17.1 | Si P2Q17 est oui, pour quelles raisons | 1=Aider mes parents 2=Travailler pour mon propre compte 3=Divertissement en vacances 4=Gagner l'argent (salarié) 5=Autre |
| P2Q18 | Pratiquez-vous encore les activités agricoles/élevage ? | 1=Oui 2=Non |
| P2Q18.1 | Si P2Q18 est oui dans quel sous-secteur ? (Cochez une seule réponse) | 1=Elevage 2=Produits laitiers 3=Maraichage 4=Vivrier (céréales, légumineuses, tubercule) 5=Arboriculture fruitière 6=Culture de rente (caféier, quinquina) 7=Agroforesterie 8=Autres à préciser |
| P2Q19 | Si élevage, spécifier l'animal d'intérêt | 1=Bovin 2=Caprins/ovins 3=Volailles 4=Lapin 5=Cobaye 6=Autre |
| P2Q20 | Si végétal, spécifier la spéculation d'intérêt | 1=Caféier 2=Riz 3=Légumineuses (haricot, soja, arachides) 4=Mais 5=Maraichage 6=Tubercules (manioc, patate douce) 7=Autres |
| P2Q21 | Dans quel maillons (secteur d'activité) souhaiteriez-vous investir et pour quoi ? | 1=Production. 2=Transformation 3=Commercialisation directe 4=Intermédiaire 5=Fourniture de services |
| P2Q22 | Recevez-vous des encouragements de vos parents/de votre famille pour vous engager dans l'agriculture ? | 1=Oui 2=Non |
| P2Q22.1 | Si P2Q22 est oui, quel type d'appui vous apportent-ils ? | 1=Moral / conseil 2=Coaching / mentorat 3=Finances 4=Matériel 5=Terrains d'exploitation 6=Autre |

| | | |
|----------|--|--|
| P2Q23 | Si pas encore engagé dans ce domaine êtes-vous intéressé à travailler dans le domaine de l'agriculture ? | 1=Oui 2=Non |
| P2Q24 | Savez-vous comment le produit agricole (n'importe lequel) est-il obtenu ? | 1=Oui 2=Non |
| P2Q25 | Pensez-vous que l'agriculture (ou être agriculteur) est un métier prestigieux ? | 1=Oui 2=Non |
| P2Q26 | Cochez Oui ou Non selon votre perception vis-à-vis de l'agriculture | |
| P2Q26.1 | Est-ce un secteur rémunérateur ? | 1=Oui 2=Non |
| P2Q26.2 | Pensez-vous que les revenus agricoles peuvent répondre aux besoins quotidiens de votre famille ? | 1=Oui 2=Non |
| P2Q26.3 | Pensez-vous que l'instabilité des revenus se produit dans l'activité agricole ? | 1=Oui 2=Non |
| P2Q26.4 | Cela implique-t-il un travail manuel difficile ? | 1=Oui 2=Non |
| P2Q26.5 | N'est-ce pas un métier attractif ? | 1=Oui 2=Non |
| P2Q26.6 | Vous trouvez un charme sur l'environnement de travail de l'activité agricole ? | 1=Oui 2=Non |
| P2Q26.7 | Est-ce un moyen de subsistance/une profession prospère/sexy ? | 1=Oui 2=Non |
| P2Q26.8 | Cette profession procure-t-elle du plaisir/du divertissement ? | 1=Oui 2=Non |
| P2Q26.9 | Peut-il être considéré comme une profession ? | 1=Oui 2=Non |
| P2Q26.10 | Pensez-vous à une future portée en termes de profession/moyen de subsistance ? | 1=Oui 2=Non |
| P2Q26.11 | Est-ce que tes parents t'encouragent à faire de l'agriculture une profession/un moyen de subsistance ? | 1=Oui 2=Non |
| P2Q26.12 | Y a-t-il une sécurité économique pour les agriculteurs ? | 1=Oui 2=Non |
| P2Q27 | Où souhaiteriez-vous vivre le reste de votre vie ? | 1=Dans ce village 2=Dans un village voisin 3=En ville 4=Dans un autre pays 5=Autre : |
| P2Q28 | Préférez-vous avoir votre propre champ agricole ? | 1=Oui 2=Non |
| P2Q28.1 | Pourquoi ? | |
| P2Q29 | Après avoir rejoint (un) service, souhaitez-vous toujours exercer une activité agricole ? | 1=Oui 2=Non |
| P2Q30 | Si l'agriculture disparaissait aujourd'hui, cela vous importerait-il personnellement ? | 1=Oui 2=Non |
| P2Q31 | Pensez-vous que le niveau d'étude est un obstacle à s'engager dans le secteur agricole ? | 1=Oui 2=Non |

| | | |
|---------|---|--|
| P2Q32 | Si vous souhaitez vous lancer dans le secteur agricole, lequel parmi les sous-secteurs suivants vous attire le plus et pour quoi ? (Cochez une seule réponse) | 1=Élevage 2=Produits laitiers 3=Maraichage 4=Vivrier (céréales, légumineuses, tubercule) 5=Arboriculture fruitière 6=Culture de rente (caféier, quinquina) 7=Agroforesterie 8=Autres à préciser |
| P2Q32.1 | Si élevage, spécifier l'animal d'intérêt | 1=Bovin 2=Caprins/ovins 3=Volailles 4=Lapin 5=Cobaye 6=Autre |
| P2Q32.2 | Si végétal, spécifier la spéculation d'intérêt | 1=Caféier 2=Riz 3=Légumineuses (haricot, soja, arachides) 4=Mais 5=Maraichage 6=Tubercules (manioc, patate douce) 7=Autres |
| P2Q33 | Dans quel maillons (secteur d'activité) souhaiteriez-vous investir et pour quoi ? | 1=Production. 2=Transformation 3=Commercialisation directe 4=Intermédiaire 5=Fourniture de services |
| P2Q34 | Avez-vous accès à l'internet ? | 1=Oui 2=Non |
| P2Q34.1 | Si P2Q34 est oui, pensez-vous que l'internet est utile pour les activités agricoles ? | 1=Oui 2=Non |
| P2Q34.2 | Si P2Q34.1 est oui, comment ? | 1=Contact les clients et partenaires 2=Formation sur les innovations 3=Information sur les marchés (prix, offre, demande, concurrence) 4=Faire la promotion des produits (marketing) 5=Automatisation des machines (drones, tracteurs) 6=Achat des équipements en ligne 7=Autres |
| P2Q35 | Disposez-vous d'un téléphone portable ? | 1=Oui 2=Non |
| P2Q36 | Pensez-vous que le téléphone est utile pour la réalisation des activités agricoles ? | 1=Oui 2=Non |
| P2Q36.1 | Si P2Q36 est oui, comment ? | 1=Contact les clients et partenaires 2=Formation sur les innovations 3=Information sur les marchés (prix, offre, demande, concurrence) 4=Faire la promotion de mes services (marketing) 5=Utilisation des machines (automatisme) 6=Achat des équipements en ligne 7=Autres |

PHASE 3 DE RECHERCHE : ETUDE DE CAS DES JEUNES AGRIPRENEURS

| N° | Questions | Réponses et codes |
|---|--|---|
| Informations générales sur l'agripreneur | | |
| P3Q1 | Nom de l'agripreneur | |
| P3Q2 | Sexe | 1=Homme 2=Femme |
| P3Q3 | Age de l'agripreneur | |
| P3Q4 | Statu matrimonial | 1=Célibataire, 2=Marié, 3=Divorcé, 4=Veuf |
| P3Q5 | Niveau d'étude | 1=Analphabète, 2=Primaire, 3=Secondaire, 4=Universitaire/supérieur |
| P3Q6 | Domaine d'étude | 1=Agriculture, 2=Economie, 3=Santé, 4=Pédagogie, 5=Technique, 6=Autre |
| P3Q7 | Autre profession à part l'agribusiness | |
| P3Q8 | Revenu Mensuel total | |
| P3Q9 | Revenu Mensuel issu de l'agribusiness | |
| P3Q10 | Dépend uniquement de l'agribusiness | 1=Oui 2=Non |
| P3Q11 | Nombre de personnes en charge | |
| P3Q12 | Expérience en agripreneuriat | |
| Informations sur l'agro-entreprise | | |
| P3Q13 | Territoire | 1=Kabare 2=Walungu 3=Uvira |
| P3Q14 | Localisation | 1=Katana 2=Kavumu 3=Mudaka 4=Nyangezi 5=Kamanyola 6=Luvungi 7=Luberizi 8=Sange |
| P3Q15 | Nom de l'agro-entreprise | |
| P3Q16 | Forme de l'agro-entreprise | 1=Formel 2=Informel |
| P3Q17 | Téléphone de contact | |
| P3Q18 | Statut des infrastructures | 1=Propriété, 2=Familial, 3=Location, 4=Communautaire, 5=Autre |
| P3Q19 | Nombre d'années d'exploitation | |
| P3Q20 | Source de fond de démarrage | 1=Fonds propres, 2=Subvention, 3=Aide Familiale, 4=Prêt bancaire, 5=Autre |
| P3Q21 | Capital social au démarrage | |
| P3Q22 | Promoteur | 1=Individuel 2=Groupe |
| P3Q23 | Chaîne de valeur | |
| P3Q24 | Maillon | 1=Production 2=Transformation 3=Commercialisation 4=Services |
| P3Q25 | Activité principale | |
| P3Q26 | Activité secondaire | |
| P3Q27 | Nombre d'employés au début de l'étude | |

| | | |
|---------|---|--|
| P3Q28 | Nombre d'employé à la fin de l'étude | |
| P3Q29 | Chiffre d'affaires au début de l'étude | |
| P3Q30 | Chiffre d'affaires à la fin de l'étude | |
| P3Q31 | Avez-vous bénéficié d'un appui externe pour démarrer votre agri-entreprise ? | 1=Oui 2=Non |
| P3Q31.1 | Si P3Q31 oui, quel type d'appui ? | 1=Formation technique 2=Formation en entrepreneuriat et coaching 3=Fonds de démarrage 4=Fonds de roulement 5=Exonération fiscale 6=Terrain d'exploitation 7=Machines et/ou équipements/intrants agricoles 8=Autres à préciser |
| P3Q32 | Qui vous a fourni cet appui ? | 1=Service de l'Etat 2=ONG/Programme de développement 3=Parents et/ou amis 4=Banque 5=Autres à préciser |
| P3Q33 | Avez-vous déjà bénéficié d'un crédit bancaire ? | 1=Oui 2=Non |
| P3Q33.1 | Si P3Q33 est oui, auprès de quelle institution ? | 1= Coopec; 2= banque; 3= coopérative; 4= ONG; 5= Tontine; 6= autre à préciser |
| P3Q34 | Quelles sont vos modalités d'obtention du crédit ? | 1=Demande écrite ; 2=Avoir l'épargne ; 3=Avoir un avaliste solvable ; 4=Avoir une garantie ; 5=Avoir un plan d'affaires, 6=Autre à préciser |
| P3Q34.1 | Si P3Q34 est non, pourquoi n'avez-vous pas contracté un crédit ? | 1= je ne connais pas d'institution bancaire qui donne du microcrédit ; 2=je crains qu'on confisque mon champ ou ma maison ; 3= je risque de connaître des pertes et rencontrer des difficultés pour remboursement ; 4= j'ai recours à un prêt auprès d'un ami ; 5=Autre à préciser |
| P3Q35 | Perception et contrainte de l'implication des jeunes dans ce secteur | |
| P3Q35.1 | L'agriculture et les revenus annexes sont suffisants pour vos besoins familiaux de base ? | 1=Oui 2=Non 3=Ne sait pas |
| P3Q35.2 | Pensez-vous que l'agri. & les activités annexes sont une occupation bénéfique ? | 1=Oui 2=Non 3=Ne sait pas |
| P3Q35.3 | Les jeunes agripreneurs instruits courent derrière les subventions et les prêts, êtes-vous d'accord ? | 1=Oui 2=Non 3=Ne sait pas |
| P3Q35.4 | Il n'y a pas de facilité de crédit adéquate dans ce secteur | 1=Oui 2=Non 3=Ne sait pas |
| P3Q35.5 | Ce secteur est considéré comme un faible retour sur investissement | 1=Oui 2=Non 3=Ne sait pas |
| P3Q35.6 | Manque de connaissances de base de ce secteur empêchant la participation des jeunes | 1=Oui 2=Non 3=Ne sait pas |
| P3Q35.7 | Manque de marché prêt pour l'agri. & produits alliés | 1=Oui 2=Non 3=Ne sait pas |
| P3Q35.8 | Les jeunes se désintéressent de l'agri. & activités connexes à cause | 1=Oui 2=Non 3=Ne sait pas |

| | | |
|----------|---|--|
| | du découragement de la société/communauté | |
| P3Q35.9 | L'agriculture et les activités connexes ne sont pas des professions respectueuses | 1=Oui 2=Non 3=Ne sait pas |
| P3Q35.10 | Les ressources foncières insuffisantes pour démarrer une exploitation agricole. & entreprise connexe | 1=Oui 2=Non 3=Ne sait pas |
| P3Q36 | Quelles est la difficulté majeure que vous rencontrez dans l'exercice de vos activités ? | 1=Manque de moyens financiers ; 2=Insolvabilité des clients ; 3=Insuffisance de capacités techniques ; 4=Administration ; 5=Autre à préciser |
| P3Q37 | Quelles sont les autres contraintes que vous avez constatées dans ce secteur ? | |
| P3Q38 | Quels sont les objectifs que l'agro entreprise souhaite atteindre ? (Ces objectifs doivent être mesurables, quantifiables, réalistes et datés) | |
| P3Q39 | Pensez-vous qu'il existe une autre option pour soutenir l'agri. & activités connexes et nourrir le monde sans l'engagement des jeunes ? | 1=Oui 2=Non |
| P3Q40 | Actuellement, le chômage des jeunes est élevé, les autres secteurs ne sont pas en mesure d'absorber toute la nouvelle main-d'œuvre, pensez-vous que l'agri. & activités connexes a-t-il la possibilité de résoudre le problème de chômage ? | 1=Oui 2=Non |
| P3Q40.1 | Si P3Q40 est oui, comment ? | |
| P3Q40.2 | Si P3Q40 est non, pour quoi ? | |
| P3Q41 | Est-ce que l'augmentation des terres en jachère est une opportunité pour l'emploi indépendant des jeunes ? | 1=Oui 2=Non |
| P3Q41.1 | Comment ? | |
| P3Q42 | Revenu total tiré de l'agriculture durant l'année de suivi | |
| P3Q43 | Utilisez-vous une quelconque technologie de transformation post-récolte ? | 1=Oui 2=Non |
| P3Q43.1 | Si P3Q43 est oui, lesquelles ? | |
| P3Q43.2 | Si P3Q43 est non, pour quoi ? | |
| P3Q44 | Avez-vous accès à l'internet ? | 1=Oui 2=Non |
| P3Q44.1 | Si P3Q44 est oui, comment l'internet t'aide dans les activités de l'entreprise ? | |
| P3Q44.2 | Si P3Q44 est non, pourquoi ? | |
| P3Q45 | Disposez-vous d'un téléphone portable ? | 1=Oui 2=Non |
| P3Q45.1 | Si P3Q45 est oui, comment le téléphone t'aide dans les activités de l'entreprise ? | |
| P3Q45.2 | Si P3Q45 est non, pourquoi ? | |

| | | |
|-------|---|--|
| P3Q46 | Toute suggestion, que comment les jeunes peuvent attirer et retenir dans l'agri. & activités connexes | |
|-------|---|--|

P3Q47. Compte d'exploitation des agro-entreprises

| Désignation | Trimestre 1(\$) | Trimestre 2(\$) | Trimestre 3(\$) | Trimestre 4(\$) |
|---|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|
| I. Revenu Brut | | | | |
| II. Consommations intermédiaires | | | | |
| 2.1. | | | | |
| 2.2. | | | | |
| 2.3. | | | | |
| 2.4. | | | | |
| Total consommations intermédiaires | | | | |
| III. Valeur ajoutée = (I - II) | | | | |
| IV. Autres charges d'exploitation | | | | |
| 4.1. Fermage | | | | |
| 4.2. Main d'œuvre | | | | |
| 4.3. Autres frais | | | | |
| Total autres charges variables | | | | |
| V. Résultat d'exploitation (III - IV) | | | | |
| VI. Dotations aux amortissements | | | | |
| VII. Autoconsommation (13%) | | | | |
| VIII. Revenu Net de l'exploitant (V - VI - VII) | | | | |

P3Q48. Autre produits ou source de revenu de l'agripneur

| N° | Description | Revenu mensuel |
|----|-------------|----------------|
| 1. | | |
| 2. | | |
| 3. | | |

